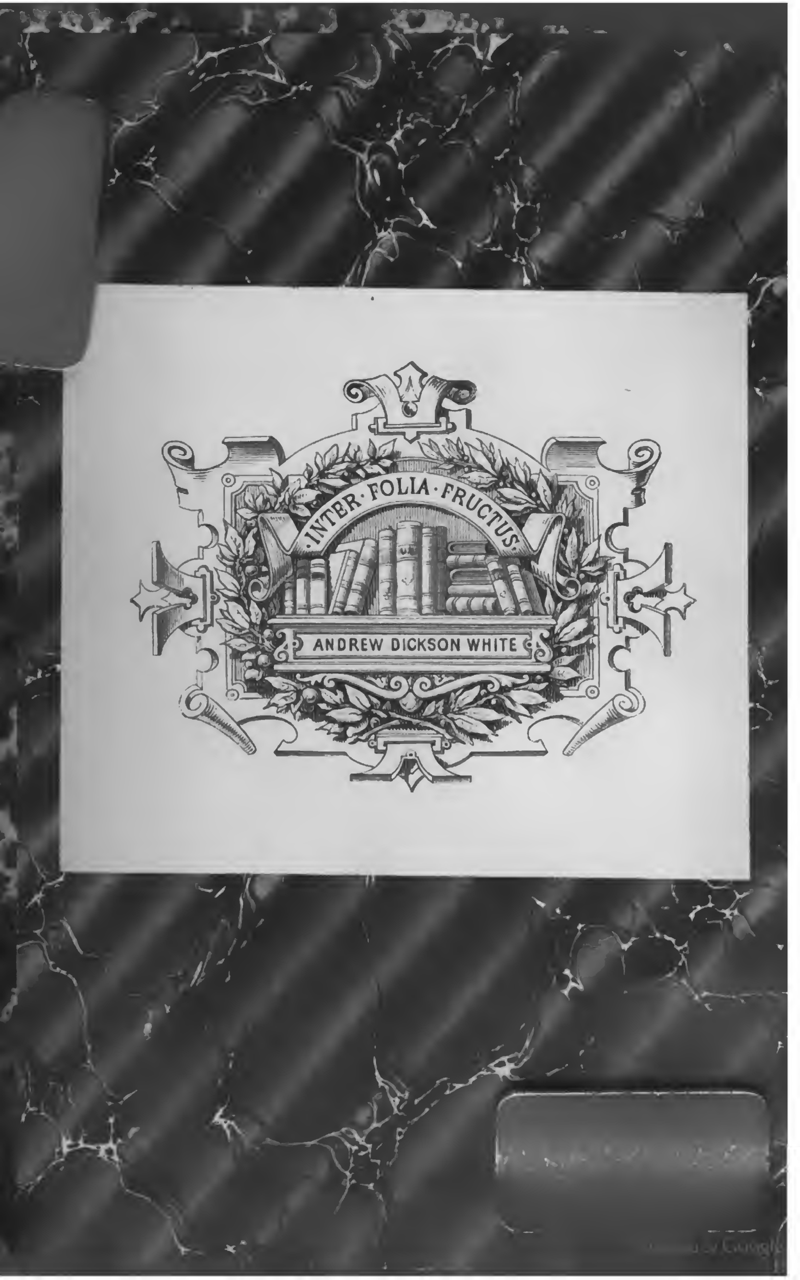
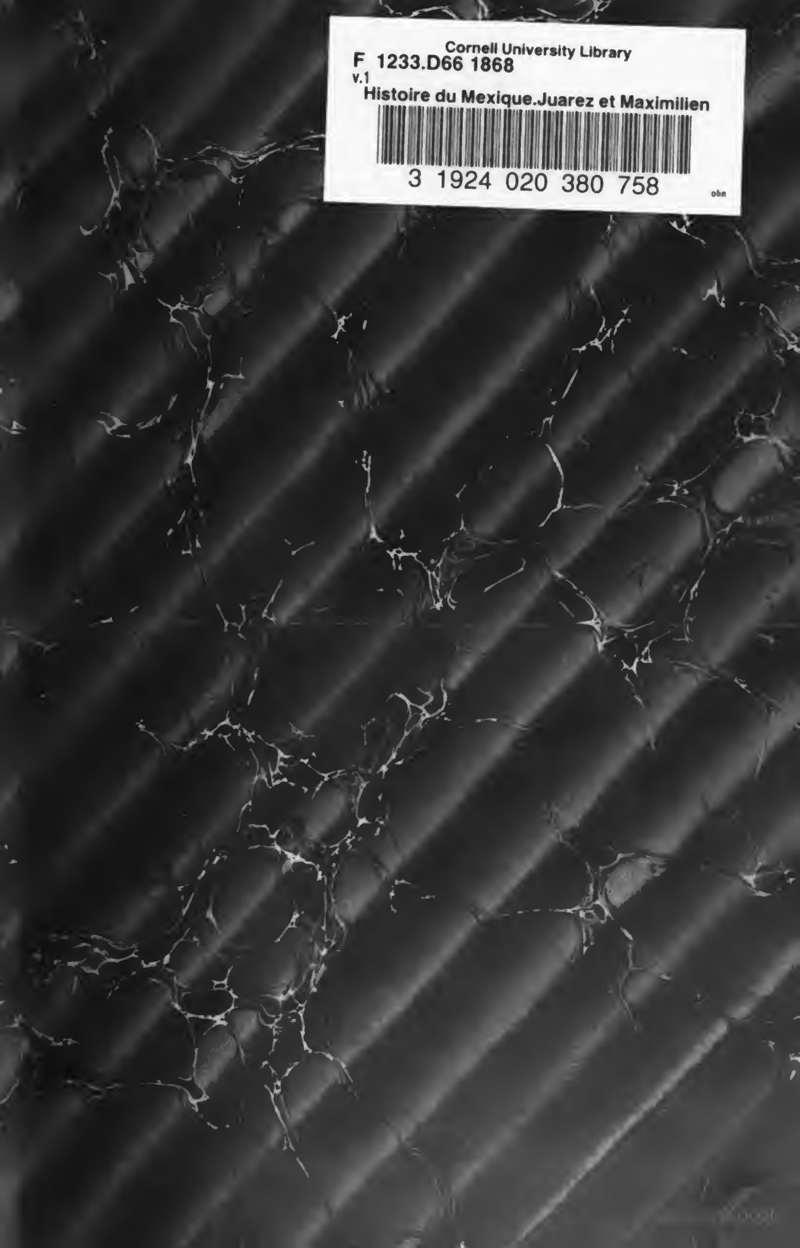
HISTOIRE DU MEXIQUE: JUAREZ ET MAXIMILIEN...

EMMANUEL HENRI DIEUDONNE. DOMENECH




INTER·FOLIA·FRUCTUS
ANDREW DICKSON WHITE


Cornell University Library
F 1233.D66 1868
v.1
Histoire du Mexique.Juarez et Maximilien
3 1924 020 380 758

HISTOIRE DU MEXIQUE

TOME I

OUVRAGES DU MÊME AUTEUR

Journal d'un Missionnaire au Texas et au Mexique. 1 vol. in-8°, avec carte. — Paris, Gaume, 4, rue Cassette.

Missionary adventures in Texas and Mexico. 1 vol. in-8° with a map. — London, Longman, Brown and C°.

Manuscrit pictographique américain, précédé d'une notice sur l'idéographie des Peaux-Rouges, publié sous les auspices du ministère d'État et de la maison de l'empereur. 1 vol. in-8°. — Paris, Gide.

Voyage dans le Minnesota. 1 vol. in-12. Paris, Sarlit, rue St-Sulpice.

Seven years residence in the great deserts of north America. 2 vol. in-8°, with sixty engravings and a map. — London, Longman, Brown and C°.

Histoire du Jansénisme, d'après un manuscrit du P. René Rapin. 1 vol. in-8°. — Paris, Gaume.

La Vérité sur le livre des sauvages. 1 vol. in-8° avec 10 planches.— Paris, Dentu.

Voyage pittoresque dans les grands déserts du nouveau monde. 1 vol. in-4° avec 40 planches. — Paris, Morizot.

L'Empire au Mexique et la candidature d'un prince Bonaparte au trône mexicain. 1 vol. in-8. — Paris, Dentu.

Légendes irlandaises, souvenirs d'un Touriste. 1re série de **Voyages et aventures en Irlande.** 1 vol. in-12. — Paris, Maillet.

Voyages et Aventures en Irlande (2e série). 1 vol. in-12. Paris, Hetzel.

La Chaussée des Géants. Dernière série des **Voyages et Aventures en Irlande.** 1 vol. in-12. — Paris, Hetzel.

Notes anthropologiques, géographiques et géodésiques sur les hauts plateaux mexicains. Brochures in-8° avec une carte.

Le Mexique tel qu'il est. *La vérité sur son climat, ses habitants et son gouvernement.* 1 vol. in-12. — Paris, Dentu. Galerie d'Orléans. Palais-Royal.

Bergers et Bandits. *Souvenirs d'un voyage en Sardaigne.* 1 vol. in-12. — Paris, Dentu. Galerie d'Orléans. Palais-Royal.

Brux. — Typ. A. Lacroix, Verboeckhoven et Cie r. Royale, 3, impasse du Parc.

HISTOIRE DU MEXIQUE

JUAREZ

ET

MAXIMILIEN

CORRESPONDANCES INÉDITES

DES PRÉSIDENTS, MINISTRES ET GÉNÉRAUX

ALMONTE, SANTA-ANNA, GUTIERREZ, MIRAMON, MARQUEZ, MEJIA, WOLL, ETC., ETC.

DE

JUAREZ

DE

L'EMPEREUR MAXIMILIEN ET DE L'IMPÉRATRICE CHARLOTTE

PAR

EMMANUEL DOMENECH

ANCIEN DIRECTEUR DE LA PRESSE DU CABINET DE L'EMPEREUR MAXIMILIEN
EX-AUMONIER DE L'ARMÉE FRANÇAISE AU MEXIQUE

TROISIÈME ÉDITION

PARIS

LIBRAIRIE INTERNATIONALE

15, BOULEVARD MONTMARTRE, 15
Au coin de la rue Vivienne

A. LACROIX, VERBOECKHOVEN ET Cie, ÉDITEURS

A BRUXELLES, A LEIPZIG ET A LIVOURNE

1868

INDÉPENDANCE

1810-1821

Depuis 1862 jusqu'en 1867, des fragments de l'histoire du Mexique et la question mexicaine ont été l'objet d'une multitude d'articles, de brochures et de livres. La bourgeoisie, le commerce, l'industrie, la diplomatie ont improvisé des myriades d'écrivains qui ne connaissent ce pays que pour en avoir entendu parler, et qui en ont parlé avec l'exactitude et l'autorité que promettait la connaissance qu'ils en avaient! Des sergents et des officiers du corps expéditionnaire ont fait, à leur tour, des histoires drôlatiques ou lugubres sur cette contrée. J'ai eu le courage de lire une centaine de ces écrits fantaisistes et j'avoue que c'était une rude épreuve. Ces élucubrations absurdes, inexactes ou partiales donnent les idées les plus fausses du Mexique et de la question mexicaine. Certains auteurs, confondant les noms de personnes avec des noms de ville, font les quiproquos les plus bizarres; d'autres, prenant un village pour une capitale, font faire ainsi douze cents lieues en vingt-quatre heures à toute une armée. Il me faudrait plus d'un volume pour relever ces

bévues; les signaler plus longuement serait inutile et fastidieux.

Pourtant, il est peu de ces écrivains qui ne soient persuadés de connaître le Mexique et de pouvoir le régénérer mieux que personne. Quant à ceux qui l'ont parcouru le fusil sur le dos ou le sabre au poing, à pied ou à cheval, ceux qui sont allés de Vera-Cruz à Mexico simplement en diligence et sont revenus de même, sans aller plus loin, je ne sais s'ils ont eu le temps ou les moyens d'étudier le Mexique, son histoire, les causes de ses révolutions et le caractère de ses habitants; mais il me paraît difficile d'acquérir en quelques mois, en deux ou trois années, dans les salons, les cafés, ou sous la tente, une connaissance exacte d'un pays et d'une nation. Une science superficielle est toujours dangereuse quand on la débite dans des journaux, des brochures, des revues ou des livres. Je ne dirai donc rien de ces écrivains, ni de leurs ouvrages.

Je regrette d'être obligé de parler des articles de M. de Kératry, sur la chute de l'empereur Maximilien. Ces articles fourmillent d'erreurs historiques et d'appréciations erronées; mais, comme ils fourmillent aussi de documents inédits, je dois en tenir compte de temps à autre. On comprend que le maréchal Bazaine, fort ennuyé d'être violemment attaqué par la presse, et même calomnié, ait confié sa défense à l'un de ses anciens officiers, et lui ait remis une partie des lettres que lui adressait l'empereur Maximilien; malheureusement, pour sa cause, M. de Kératry fait peu de cas de la logique; sous prétexte de défendre le maréchal, il attaque le gouvernement français, le gouvernement mexicain, les fonctionnaires libéraux et conservateurs, le clergé; en un mot, il attaque tout le monde et prouve, en outre, que le maréchal ne s'accordait avec personne, quoique l'empereur Maximilien lui eût écrit parfois des lettres très amicales. Son réquisitoire trouva naturellement un accueil empressé dans la *Revue contemporaine*, devenue indépendante. Lorsque M. de Kératry réunit ses articles en un vo-

lume, il pria M. Prévost-Paradol de lui faire une préface. M. Prévost-Paradol, n'ayant aucune notion du Mexique, ne pouvait évidemment écrire qu'une préface d'opposition systématique, et non d'histoire, en tête d'un livre d'opposition échevelée. Ce n'est donc pas dans le livre de M. de Kératry qu'on trouvera l'exactitude et l'impartialité pour la période historique qu'il raconte.

Il était à présumer que la COMMISSION SCIENTIFIQUE, instituée par S. Exc. M. Duruy, publierait, sur le Mexique ancien et moderne, des documents historiques d'une grande valeur. Là, encore, une amère déception attendait ceux qui cherchent à connaître la vérité sur cette intéressante et vaste contrée. Si je suis bien informé, la première idée de cette commission est due à l'empereur Napoléon qui, envisageant le côté pratique de notre intervention, voulait faire reconnaître par des ingénieurs géologues la véracité des rapports accrédités en Europe sur la richesse métallurgique des provinces mexicaines. Ces ingénieurs partirent, en effet, en 1864, pour accomplir leur mission. Le maréchal Vaillant développa l'idée de l'empereur et voulut donner à la commission scientifique le caractère universel de celle qui, jadis, explora l'Égypte. Enfin, M. Duruy eut l'honneur de l'organiser et de choisir le personnel de l'expédition qui devait explorer le Mexique.

Cette expédition, partie en 1865, pour Mexico, coûta fort cher et ses résultats furent assez piteux. Les plantes envoyées par les botanistes restèrent longtemps à Vera-Cruz ou dans nos ports, en attendant d'être expédiées pour le Jardin des plantes; elles furent presque toutes perdues pour la science et nos collections. Les minéraux, je crois, attendent encore un local pour les étaler. Les quelques objets aztèques qui se trouvent au Musée du Louvre pouvaient servir de noyau à un musée d'antiquités mexicaines, mais la commission n'acheta pas les collections importantes qui lui furent offertes et dédaigna celles qu'on lui donnait, de sorte que la France perdit, peut-être pour toujours, l'occa-

sion d'avoir un musée mexicain unique dans le monde, après celui de Mexico. La partie historique n'eut guère plus de succès que la botanique et l'archéologie.

Il faut bien l'avouer aussi, le budget de M. Duruy est un peu restreint, et, s'il n'a pas fait d'avantage pour la science, ce n'est pas à cause du peu de sympathie que rencontrent ordinairement les savants spécialistes auprès des professeurs universitaires; en favorisant les universitaires plutôt que les spécialistes, le ministre de l'instruction publique subissait, sans doute, une situation qui l'oblige à limiter ses faveurs et à les donner de préférence aux moins privilégiés. Néanmoins, à l'égard de l'expédition scientifique mexicaine, Son Excellence montra toute la générosité possible, dans le cercle de ses facultés. M. Duruy récompensa deux de ses membres, en les décorant en 1867; l'un s'était distingué par des travaux de traduction et des recherches laborieuses; un des membres de la commission m'affirma même qu'on lui doit la découverte de l'*eau de la Floride;* l'autre, photographe convaincu, éleva le temple mexicain en toile peinte et rempli d'objets égyptiens et chinois qu'on admirait à l'Exposition universelle. La science et les arts, représentés dans cette expédition, furent ainsi rémunérés d'une manière tout aussi méritée que l'avait été, l'année précédente, la littérature populaire, dans l'un de ses plus nobles et plus infatigables propagateurs.

Les publications historiques et politiques déjà signalées étant donc inexactes, insuffisantes ou passionnées, la commission scientifique n'ayant encore rien publié de satisfaisant et d'utile, j'ai repris la plume pour combler une lacune importante. Comme IL EST DE TOUTE IMPOSSIBILITÉ DE COMPRENDRE LES ÉVÉNEMENTS PASSÉS DE 1861 A 1867, SI L'ON NE CONNAIT PAS L'HISTOIRE DU MEXIQUE, AU MOINS DEPUIS SON INDÉPENDANCE, je me suis décidé à faire cette histoire. Afin de donner plus d'autorité à ce travail et m'effacer complétement, je l'ai fait avec des documents mexicains, des correspondances intimes, particulières, dans lesquelles la pensée de l'écrivain s'épa-

nouissait librement, franchement, ne s'imaginant pas que ses lettres verraient un jour la lumière de la publicité.

Réunissant alors plus de QUARANTE MILLE documents inédits, composés de mes correspondances mexicaines de 1846 à 1868, des documents que j'avais recueillis pendant vingt ans, des correspondances de mes amis qui ont joué un rôle sérieux dans la république, l'intervention et l'empire, j'écrivis une longue histoire que je réduisis aux proportions actuelles pour la rendre accessible à tout le monde. Cette histoire, telle qu'elle est, ce n'est donc pas moi qui l'ai faite, mais les acteurs et les témoins des événements politiques et militaires qui se sont passés au Mexique depuis son indépendance. Pour obéir aux désirs des personnages qui m'ont ainsi prêté leur concours, j'ai dû supprimer le nom, tantôt de l'auteur de la lettre, tantôt de celui à qui elle était adressée; parfois il a fallu m'en servir comme renseignement ou texte; d'autres fois, ces lettres m'étant adressées, je n'ai mis que leur contenu, sans les formules d'usage qui sont en tête ou à la fin de toutes lettres. J'ajouterai qu'elles sont originales, et que je n'ai voulu en confier la traduction à personne afin de pouvoir répondre de son exactitude.

Quant à la correspondance de l'empereur Maximilien, j'avoue que je ne la publie qu'à titre de peinture de son caractère et de ses appréciations personnelles, et non pas de monuments historiques. En effet, dans ses lettres comme dans ses conversations, l'empereur révèle peu de suite dans ses idées, peu de stabilité dans ses jugements, et même une flexibilité d'esprit qui va jusqu'à la contradiction. Cette contradiction se trouve dans ses actes comme dans ses pensées. Juger les hommes et les événements d'après les tableaux tracés par l'empereur, c'est s'exposer à les voir sous un jour mobile donnant aux clairs et aux ombres des teintes souvent exagérées et rarement justes. Sa Majesté écrivait beaucoup, s'impressionnait facilement, se laissait aisément influencer, sans croire pourtant ce qu'on lui disait, Elle esquissait, dans une sorte de *journal* des portraits qui

1.

n'avaient aucune ressemblance avec les originaux, des impressions qui s'effaçaient vite et des récits dont Elle ne contrôlait pas toujours la sincérité. Souvent l'empereur comblait d'éloges et de faveurs des personnes qu'il maltraitait assez rudement dans son *journal* ou dans des conversations intimes. Les appréciations de Sa Majesté étant donc aussi mobiles, ses lettres ne pouvaient être publiées que pour indiquer sa pensée provisoire sur les hommes et les choses. Celles de l'impératrice Charlotte révèlent, au contraire, un esprit plus ferme, mieux assis, un coup d'œil juste, un peu caustique et fin. La femme, la souveraine et l'homme d'État se montrent tout à la fois, dans sa curieuse correspondance, et souvent dans la même lettre.

Naturellement, il m'aurait fallu vingt gros volume pour contenir toutes ces correspondances et j'ai dû élaguer les moins importantes. J'ai substitué autant que possible ces lettres à mon récit; étant indifférent à la question, je ne me suis inspiré que de ces documents et non de mes propres idées. Aussi, l'on verra que le même personnage et le même parti loués dans certaines circonstances, sont blâmés dans d'autres. Pour ne parler que de Santa-Anna et de Marquez, je n'ai jamais eu de sympathies pour ces deux généraux ; il m'a fallu, néanmoins, modifier mon jugement à leur égard, pendant la plus grande partie de cette histoire.

Ces préliminaires indispensables étant posés, je dois dire qu'il n'est pas exact d'affirmer, comme le font nos historiens français, que le premier cri d'indépendance poussé au Mexique fut un contre-coup de la grande crise qui bouleversa la France en 1789. Dans un pays aussi éloigné, où la langue française était à peu près inconnue, où les imprimés étaient prohibés ou sévèrement examinés, nos ouvrages philosophiques et nos journaux ne pouvaient exercer aucune influence. Loin de là, le premier mouvement qui troubla le Mexique fut antifrançais et des plus monarchiques, ce fut un élan d'amour et de dévoûment envers Ferdinand VII, alors captif à Bayonne. Des écrits bien autrement incen-

diaires furent lancés par les Espagnols eux-mêmes en Amérique comme dans la péninsule, lors de l'invasion de l'Espagne en 1808, par l'armée française. Pour exciter par tous les moyens le patriotisme national, les Espagnols répandirent à profusion des écrits dans lesquels on faisait appel à l'influence religieuse, aux droits de la nation. Les doctrines contenues dans ces publications produisirent partout l'effet attendu ; elles commencèrent à dissiper les ténèbres dans lesquelles vivaient les colonies, elles suscitèrent l'éveil du peuple et préparèrent l'indépendance de toute l'Amérique espagnole. Aussi, vit-on dans les assemblées provinciales toutes les classes de la société mexicaine prendre part aux délibérations en faveur du roi et contre les Français.

Joseph Bonaparte, dont le règne éphémère rappelle celui de l'empereur Maximilien, était alors, un peu malgré lui, sur le trône; il ne commandait pas plus à l'Espagne qu'aux généraux de l'empire. La péninsule, livrée à l'anarchie, se débattait sous l'étreinte du nouveau César qui menaçait de conquérir le monde. Les provinces du royaume formaient des assemblées — juntes — séparées ; chacune voulait diriger la nation. Celle de Séville envoya des mandataires à Mexico pour se faire reconnaître. Le pouvoir royal était anéanti dans la Nouvelle-Espagne par l'abdication de Ferdinand VII ; les habitants furent donc obligés de prendre possession d'eux-mêmes et d'organiser un gouvernement quelconque.

La municipalité de Mexico vint, dans ses carrosses et en costume de gala, remettre au vice-roi Iturrigaray, une délibération dans laquelle elle protestait de son attachement à la maison de Bourbon, se déclarait prête à faire les plus grands sacrifices pour la défendre et demandait la convocation d'une assemblée nationale, formée des délégués des différentes provinces.

Cette démarche de la municipalité de Mexico produisit une immense sensation dans tout le pays. Le vice-roi ne repoussa pas la proposition et la renvoya à l'audience pour

avoir son opinion. Malheureusement l'audience, on se le rappelle, n'était pas seulement composée d'Espagnols, elle personnifiait, en outre, la domination de la mère patrie, dans sa plus grande rigueur. Ses membres ne pouvaient se marier au Mexique, ne devant avoir d'autres intérêts que ceux de la péninsule. Une assemblée nationale élue, soit par les habitants, soit par les municipalités provinciales dans lesquelles les créoles formaient la majorité, donnait à la population mexicaine, proprement dite, des droits politiques dont elle avait été constamment privée; ensuite, l'élément espagnol devait être naturellement noyé, dans cette assemblée, par l'élément mexicain vingt fois, au moins, plus considérable que le premier. L'audience comprit la double portée de cette mesure et la combattit violemment. La municipalité de Mexico insista et le vice-roi se montra disposé à lui donner raison. Dès lors les Espagnols résolurent la perte d'Iturrigaray; ils séduisirent la garde du palais, pénétrèrent, au nombre de trois cents, dans sa chambre, pendant la nuit du 16 septembre 1808, le saisirent et l'enfermèrent avec ses deux fils aînés dans les prisons de l'inquisition, comme je l'ai déjà dit dans l'*Histoire ancienne du Mexique*. Sa femme et ses autres enfants furent confinés dans un couvent. On mit également sous les verrous plusieurs Mexicains des plus influents parmi les membres de la municipalité de Mexico, et ceux qui s'étaient prononcés dans le même sens. Les Espagnols s'organisèrent aussitôt en troupe armée pour comprimer l'élan des Mexicains qui commençaient à se croire quelque chose et murmuraient contre la conduite violente et présomptueuse de leurs maîtres.

La déposition d'Iturrigaray, les faits et gestes de l'audience, des Espagnols et de Vénégas qui devint vice-roi en 1810, exaspérèrent les Mexicains. Deux partis se formérent alors ou pour mieux dire se tranchèrent d'une manière caractéristique : celui des *gachupines*, nom donné aux Espagnols, et celui des *guadalupes*, nom pris par les Mexicains, en mémoire de la protectrice du Mexique, Notre-Dame de

Guadalupe. De la formation de ces partis surgirent, d'abord une lutte sourde, puis de vastes conspirations et finalement une formidable insurrection qui prit feu dans l'intendance de Guanajuato. L'assemblée provinciale du Michoacan avait déjà refusé obéissance à la métropole et s'était déclarée souveraine du pays; elle fut appuyée par tous les partisans des idées nationales, mais l'armée d'insurgés dont elle disposait ne put résister aux soldats espagnols; l'assemblée fut dispersée avant d'avoir rien organisé de sérieux. Peu de temps après sa dispersion parut don Miguel Hidalgo y Càstilla, curé de la petite ville de Dolorès, dans la province de Guanajuato.

Né en 1747, Hidalgo était un vieillard exalté, actif, énergique, passionné, aimant son pays. Il s'était adonné à l'amélioration de l'existence de ses paroissiens par la culture des arts utiles. Grâce à son industrie, les côteaux de Dolorès s'étaient couverts de belles vignes et de mûriers; mais, comme en vertu du système protectionniste, l'Espagne avait prohibé là fabrication du vin au Mexique et l'éducation des vers à soie, l'ordre fut envoyé de Mexico d'arracher les vignes et les mûriers de Dolorès. Hidalgo, l'âme déjà remplie de haine contre les gachupines, entra dans plusieurs conspirations dont le but unique était le massacre des Espagnols. Lié avec les capitaines de milice créole Allende, Abasolo et Aldema qui avaient tenu garnison à Guanajuato, il conspira de nouveau avec eux, et, deux ans après la déposition d'Iturrigaray, il leva l'étendard de la révolte. A l'approche des troupes envoyées pour s'emparer de lui, il fit sonner le tocsin et appela le peuple aux armes. Une foule d'Indiens accourut se ranger sous sa bannière et dès le lendemain il prit deux villes dans les environs. Un de ses premiers actes fut d'y confisquer les propriétés espagnoles et de les distribuer à ses soldats. Quelques jours après, à la tête de quarante mille Mexicains sans discipline et mal armés, il se dirige sur Guanajuato, ville de soixante-quinze mille âmes, et l'une des plus riches du Mexique par ses mines d'argent.

Le combat s'engage; combat terrible inspiré par la soif de la vengeance, la haine des castes et la cupidité. L'intendant Riaño, les Espagnols et les créoles les plus riches s'enferment dans la halle aux grains, — l'Alhondiga, — et se défendent en désespérés. Riaño est tué dans une sortie; sa mort déconcerte la défense; une des portes de la halle est réduite en cendre par des fagots enflammés apportés par les Indiens. Les assaillants se précipitent par cette ouverture et massacrent tous ceux qu'ils rencontrent. Hidalgo n'essaya pas d'arrêter les flots de sang qui coulaient autour de lui; il voulait inspirer la terreur à ses ennemis; mais il dépassa le but; les créoles eurent horreur de ces massacres et prirent dès lors le parti des Espagnols. Environ seize millions de francs furent trouvés en métaux précieux à l'Alhondiga seulement, et devinrent la proie des pillards ainsi que toutes les richesses enfermées dans les maisons espagnoles. Pareil butin donna de nouvelles forces à l'insurrection et de nouvelles recrues.

Acambaro, Celaya, Guadalajara et Valladolid tombent ensuite aux pouvoirs des insurgés; partout Hidalgo souille sa victoire par le massacre de la population espagnole. Regardait-il cette extermination systématique comme une des conditions de l'affranchissement du peuple mexicain? Était-ce un de ces épouvantables calculs politiques qu'on retrouve dans le paroxysme des grandes révolutions? L'histoire ne le dit pas, mais système, calcul ou faiblesse, cette conduite causa sa perte. Le parti de l'indépendance fut subitement arrêté dans son développement par les excès des insurgés qui foulaient aux pieds les lois de la guerre, de la religion et de l'humanité!

Le 28 octobre 1810, Hidalgo était à Toluca, à douze lieues de Mexico, avec une armée qui rappelait celle de Pierre l'Ermite. Il s'était fait proclamer généralissime des troupes indépendantes; Allende avait le titre de capitaine général. Vénégas n'avait que huit mille hommes à opposer à ce torrent dévastateur; ils auraient suffi pour l'anéantir, s'ils

avaient été commandés par un autre que le général Truxillo qui se fit battre à Las Cruces par Hidalgo. Cette victoire, pourtant, coûta cher aux insurgés. Mexico ne bougeait pas; ses habitants, contenus par les régiments espagnols ou terrifiés par les actes odieux de l'armée indépendante, restèrent simples spectateurs de ce drame. Hidalgo se retire vers l'intérieur, vigoureusement poursuivi par le général Calleja qui l'atteint dans les plaines d'Aculco, met son armée en pièces et fait sabrer les fuyards par la cavalerie espagnole, sous les ordres du comte de la Cadena. Vaincu mais non découragé, il rassemble autour de lui ses hordes débandées, tandis que son lieutenant Allende rentre à Guanajuato où Calleja le suit. Le général espagnol s'empare de cette ville et se venge par les plus horribles cruautés du massacre de ses compatriotes. L'histoire raconte qu'il fit entasser sur la principale place de Guanajuato quatorze mille hommes, femmes et enfants, qui furent égorgés. Calleja, disant que la poudre et les balles coûtaient trop cher pour être employées dans cette boucherie, lança ses soldats sur ces victimes sans défense avec ordre de leur « couper la gorge ». Affreuse guerre de représailles, où le sang coulait sans aucun profit pour les deux partis.

Hidalgo marche sur Guadalajara, s'empare de cette ville, ordonne la mort de tous les Espagnols qu'il a fait arrêter, pour se venger à son tour des cruautés de Calleja ; il réorganise son armée et va se fortifier au pont de Calderon où il attend les troupes de Calleja. Celui-ci arrive bientôt et fait un carnage épouvantable des insurgés. Cette fois la victoire des Espagnols est complète et la défaite des Mexicains une déroute. Les chefs mexicains se dirigèrent alors à marches forcées, avec les débris de leur armée, vers la frontière des États-Unis; mais le 21 mars 1811, un officier de l'indépendance, Elisondo, les trahit et les livra pour obtenir son pardon. Ceux qui n'étaient pas ecclésiastiques furent immédiatement fusillés. Hidalgo et les autres prêtres ne pouvaient être condamnés par l'autorité militaire, avant d'avoir été dé-

gradés par l'autorité ecclésiastique. La dégradation du curé de Dolorès se fit en présence d'un grand concours de peuple, puis il fut livré au bras séculier et fusillé par derrière.

Hidalgo n'avait aucun plan politique; ses proclamations, au moins celles que j'ai lues et qui furent trouvées à Zamora en 1832, dans plusieurs maisons, commençaient toujours par ces mots : — « Vive Ferdinand VII. » — Le sentiment patriotique qui lui fit prendre les armes ne s'alliait à aucune combinaison sérieuse. Vindicatif et cruel, il ne sut pas parler le langage de la justice et de la raison ni garantir les propriétés et la sûreté personnelle des gens paisibles qui voulaient rester neutres; il laissa partout derrière lui le deuil et la dévastation. Chacun craignit alors pour ses biens, pour sa vie, les créoles mêmes recherchèrent l'appui du gouvernement qu'ils détestaient pour les sauver du danger présent. Aussi, l'histoire ne trouve-t-elle à louer dans Hidalgo que son courage et son initiative dans la grande œuvre de l'insurrection.

La mort d'Hidalgo n'anéantit pas les espérances des Mexicains patriotes; Morelos, Matamoros, Galeana, Guerrero, Bravo, Mier y Teran apparurent presque en même temps, sur différents points, à la tête des insurgés. Ce n'étaient déjà plus ces masses tumultueuses et sans frein conduites par Hidalgo; les malheurs et l'expérience avaient un peu discipliné ces nouvelles troupes et légalisé, pour ainsi dire, le mouvement insurrectionnel. Joseph-Marie Morelos est, sans contredit, la plus belle et la plus noble figure de cette époque. Fils d'un Indien, il embrassa l'état ecclésiastique, s'acquitta de ses devoirs avec beaucoup de zèle et devint curé de Caracuaro. Hidalgo, avec qui il était lié, l'entraîna dans la guerre de l'indépendance. Nommé généralissime, il justifia l'élection de ses compagnons d'armes par sa bravoure, son énergie et son activité; ce fut, de tous les généraux insurgés, celui qui montra le plus de véritables talents militaires. Sur les champs de bataille, c'était un héros, un capitaine habile, dont l'esprit, fécond en

ressources imprévues, le fit sortir vainqueur de quarante actions plus ou moins importantes. On affirme que le vice-roi Calleja dit un jour, en parlant de Morelos : « Si cet homme était venu à moi, je l'aurais fait maréchal de camp. » Le généralissime était mal secondé; néanmoins, parmi ses généraux, on peut citer, comme étant des figures peu communes : Bravo, généreux et magnanime; le curé Matamoros, organisateur et belliqueux; Teran, d'une intelligence remarquable, et Guerrero, patriote malheureux.

Morelos éprouvait pour la cause de l'indépendance un enthousiasme sincère; il essaya d'introduire un peu d'humanité dans la guerre qui désolait son pays, et s'efforça, à plusieurs reprises, de décider les Espagnols à l'échange des prisonniers; mais il ne put y réussir. Dans la force de l'âge, lorsqu'il commença la campagne, on vit de suite que cet homme était d'une autre taille que celle d'Hidalgo; quoique simple, affable et désintéressé, on lisait sur son visage grave et sombre l'énergie de son caractère. Aussitôt après sa nomination de généralissime, il convoqua un congrès, chargé de donner aux opérations militaires l'ensemble dont elles avaient besoin. Sous l'impulsion puissante de Morelos, l'insurrection se répandit avec la rapidité d'un incendie au nord, au sud, partout; il y eut un moment où les insurgés furent les maîtres de plus de la moitié du Mexique. Les Espagnols étaient consternés; à la bataille du Palmar, ils perdirent un régiment qui venait de débarquer de Vera-Cruz, et avait appris à se mesurer avec les Français dans la péninsule; Matamoros, qui commandait les Mexicains, écrasa les Espagnols dans cette mémorable journée. A Cuautla, Morelos, enfermé dans cette place par Calleja, organisa la défense avec autant d'énergie que de talents. Pendant trois mois environ, il tint tête aux Espagnols, mais la famine vint rendre impossible une plus longue résistance; elle décimait les assiégés. Morelos résolut d'abandonner la ville dans la nuit du 2 mai 1813; il opéra sa retraite avec la plus grande partie de la population, trop certain du sort qui lui était

réservé. Cette retraite fut si habilement exécutée que les Espagnols ne s'en aperçurent pas. Calleja, furieux en apprenant la fuite de ses ennemis, massacra dans la ville abandonnée ceux qui n'avaient pu s'échapper.

Les années 1812 et 1813 furent ainsi signalées par les succès progressifs des insurgés. A la fin de 1813, ils occupaient les défilés, les mines et la campagne, de façon que presque toutes les villes du Mexique étaient autant de prisons d'où les Espagnols ne pouvaient sortir, sans tomber entre les mains de leurs ennemis. Le 25 décembre 1813, l'armée indépendante fut battue à Santa-Maria près de Valladolid, où elle fit une médiocre contenance. Quelques jours après, le 5 janvier 1814, elle fut complétement mise en déroute au combat de Puruaran, grâce à l'épaisseur d'un brouillard. Matamoros, fait prisonnier à cette fatale journée, fut mis à mort. Je reviendrai sur cette exécution et sur celle de Miguel Bravo; maintenant, pour ne pas interrompre ce récit, je dois parler de ces revers qui présageaient de grands désastres. Lorsque l'insurrection triomphait, Morelos rêva de constituer un gouvernement populaire et régulier; il eut le tort de le réaliser aussitôt; n'allait-il pas se donner des maîtres? Un congrès, composé de douze députés élus par les provinces qui s'étaient déclarées pour la révolution, ouvrit sa première session à Zitacuaro dans la province de Valladolid le 13 septembre 1813, et s'intitula — Assemblée nationale. A peine ce nouveau pouvoir discutant fut-il élevé à côté du pouvoir agissant, qu'il resserra les facultés de celui-ci, et contraria ses opérations. Dès lors le mouvement révolutionnaire sembla s'arrêter; la décadence du parti national commença et les troupes insurgées, trop dispersées, furent battues en détail.

Morelos paya cher cette faute qu'il ne commit d'ailleurs que pour donner une sorte d'autorité aux actes de l'insurrection. Ce congrès, inquiété bientôt par les armes victorieuses des Espagnols, se vit obligé de fuir de ville en ville, traqué par Calleja. Morelos le protége par son petit corps

d'armée; placé à l'arrière-garde, il fait face à ses ennemis et les combat avec une rare audace. Calleja s'empara de Zitacuaro, la brûla et défendit de la reconstruire, pour terrifier, par cet exemple, les autres villes qui eussent été tentées de se révolter. Arrivée à Chipalcingo, l'assemblée nationale acheva la constitution et proclama l'acte de l'indépendance du Mexique; mais cette indépendance n'était que trop fictive. Calleja envoya la constitution mexicaine au conseil royal qui la fit brûler par les mains du bourreau.

En 1815, le colonel Iturbide, créole de l'armée de Calleja, avait été, par une marche habile et rapide sur le point de saisir le congrès mexicain; Morelos, pour mettre les députés en sûreté, entreprit son expédition de Tehuacan, dans la province de Puebla, où Teran avait déjà rassemblé des forces imposantes. Le prêtre soldat n'était accompagné que de cinq cents hommes pour faire plus de deux cents kilomètres à travers un pays occupé par les troupes royalistes. Il espérait, il est vrai, être rejoint par Teran et Guerrero; mais ses courriers furent interceptés, et ces deux généraux ignoraient la situation de leur chef. Les Espagnols croyant que ses forces étaient plus considérables, n'osèrent pas l'attaquer jusqu'à son arrivée à Tesmalucan, où des espions, sinon des traîtres, s'empressèrent d'avertir secrètement don Emmanuel Concha, commandant espagnol le plus voisin, du petit nombre de troupes commandées par le fameux curé révolutionnaire.

Le lendemain matin, 5 novembre 1815, Morelos, qui se croyait en sûreté, fut très surpris de voir déboucher des montagnes environnantes deux corps de royalistes qui venaient l'attaquer. Il ordonna de suite à son lieutenant Nicolas Bravo de continuer sa route avec ses troupes, pour servir d'escorte au congrès : — « Pourvu que le congrès soit sauf, dit-il, ma vie n'a pas d'importance. » Puis, voulant retarder la marche des Espagnols, il resta seul avec cinquante hommes qui se sauvèrent aussitôt que le combat devint un peu vif.

Morelos à Tesmalucan n'était plus l'homme de Cuautla. Dégoûté de la vie par les difficultés qu'il rencontrait pour assurer l'indépendance de son pays et par des revers sanglants, il désirait sacrifier son existence à sa cause et finir ses jours d'une manière digne des commencements de sa carrière militaire. Il ne voulut pas se sauver. Les royalistes qui n'osaient pas d'abord s'approcher de lui le traitèrent brutalement dès qu'il fut couvert de chaînes et le conduisirent auprès de leur général. Concha le reçut avec distinction et l'emmena à Mexico pour y être jugé. La population courut au devant du prisonnier jusqu'à San-Augustin de Las Cuevas pour regarder ce vaincu, dont le nom avait été si longtemps la terreur de ses ennemis. Morelos resta froid devant cette curiosité malveillante, comme il demeura impassible pendant sa condamnation à mort. La publicité donnée à sa dégradation ecclésiastique fut la seule chose qui l'affecta. Le 22 décembre, Concha le conduisit à l'hôpital de San-Cristobal, où devait avoir lieu l'exécution. Morelos dîna avec le général espagnol, le remercia de ses bontés, l'embrassa, se confessa et marcha avec la plus parfaite sérénité vers l'endroit où se trouvaient les soldats qui devaient le fusiller. Il se mit ensuite à genoux en disant ces mots : — « Seigneur, si j'ai fait le bien, vous le savez ; si j'ai fait le mal je recommande mon âme à votre miséricorde. » Cette prière achevée, il s'attacha lui-même le mouchoir sur les yeux, donna le signal du feu, et tomba mort en priant pour son pays.

La mort de Morelos jeta la consternation dans le parti de l'indépendance, car chacun comprit la perte que venait de faire cette cause qui s'était, pour ainsi dire, incarnée en lui. Redouté par ses ennemis, estimé de tous pour sa bravoure, sa droiture, la noblesse et la loyauté de son caractère, supérieur sur les champs de bataille, sage dans les conseils, Morelos faillit réaliser l'indépendance de son pays. Il sut dominer les rivalités ambitieuses des chefs de son armée, organiser l'unité d'action qui doublait la force en disciplinant les intérêts individuels ; quand il mourut, la confusion se mit

dans les idées, et la dissidence parmi les généraux, aussi, le prestige dont les insurgés avaient été entourés sous le chef habile qu'ils venaient de perdre disparut à tout jamais. Quoiqu'il se crût parfois obligé d'agir sévèrement envers les vaincus, Morelos n'était point sanguinaire ; le seul trait de sanglantes représailles qu'on lui reproche est d'avoir fait mettre à mort deux cents soldats espagnols qu'il avait offerts en échange de la vie de son ami, le curé Matamoros. Nicolas Bravo fut plus généreux. Un jour il apprend que son père est au pouvoir de Calleja qui va le faire fusiller. Pour obtenir la vie du condamné, Bravo offre la liberté de trois cents prisonniers espagnols. Le vice-roi répond en faisant exécuter le père du jeune officier. Celui-ci en recevant cette affreuse nouvelle veut se venger, mais le tableau lugubre de la boucherie qu'il préparait le révolte. Comprenant que de pareilles actions déshonoraient la cause de l'indépendance, il met en liberté les prisonniers et leur dit : — « Allez, ne restez pas une minute ici, de peur que l'envie ne me revienne de venger mon père. »

Parmi les autres victimes de cette guerre je citerai :

Miguel Bravo qui périt de la main du bourreau à Puebla. Lorsque Morelos apprit sa mort, bientôt suivie de la capture de Matamoros, il s'écria : — « J'ai perdu les deux bras ! » Victoria, Guerrero, Teran eurent le bonheur de voir l'indépendance de leur patrie, après de nouveaux combats et de nouvelles souffrances. Le congrès institué par Morelos ne tarda pas à être dissous, et cette dissolution généralisa le désordre. Je passerai sous silence les décrets sanguinaires et la conduite barbare, jusqu'à la férocité, du vice-roi Calleja et des généraux Cruz, Truxillo et autres qui se signalèrent à cette époque ; je préfère esquisser rapidement l'histoire des hommes qui prolongèrent la lutte contre les Espagnols jusqu'à la défection d'Iturbide.

Après Morelos, le seul général influent qui restait pour continuer la guerre de l'indépendance, c'était Victoria ; mais en 1816, deux divisions espagnoles, commandées par Myarès

et Apodaca, débarquèrent à Vera-Cruz, et poursuivirent les troupes de Victoria avec tant d'énergie que, malgré ses efforts désespérés, il fut obligé de remettre l'épée au fourreau. Ses soldats furent pris, tués ou découragés. Le zèle des Mexicains pour l'insurrection s'était usé ou ralenti, les habitants des villes et des villages refusaient de fournir des vivres aux insurgés; le général se voyait abandonné de tout le monde; un jour enfin il se trouva complétement seul. Alors, refusant le rang et les récompenses que lui offrait Apodaca pour sa soumission, il résolut de se retirer dans les campagnes et les forêts de la province de Vera-Cruz. Apodaca, craignant qu'il ne sortît de sa retraite, envoya mille hommes par petits détachements pour le chasser comme une bête fauve, avec l'ordre de brûler tous les villages qui lui donneraient asile ou secours. Ces rigueurs effrayèrent tellement les Indiens qu'ils se sauvaient à l'approche de Victoria ou couraient le dénoncer aux Espagnols. Après six mois d'une chasse pareille, on répandit le bruit de sa mort qui fut officiellement accrédité par la *Gazette de Mexico*.

Les épreuves fabuleuses endurées par ce général ne se terminèrent pas avec la cessation des poursuites dirigées contre lui. Souffrant de la nudité comme de la faim, il ne pouvait guère se nourrir qu'avec des fruits sauvages; en hiver, ces fruits lui manquant, il finit par s'habituer à rester trois et quatre jours sans nourriture. Lors de la révolution d'Iturbide, deux Indiens allèrent à sa recherche et finirent par le trouver au bout de deux mois; mais en le voyant ils en eurent peur et s'enfuirent. Victoria, qui n'était plus qu'un fantôme cadavéreux, les fit revenir en les appelant à différentes reprises. Ceux-ci le conduisirent dans leur village pour lui prodiguer les soins dont il avait un si grand besoin. La nouvelle de sa réapparition se répandit dans tout le Mexique avec la rapidité de la foudre; d'abord on en douta, car on le croyait réellement mort; mais lorsqu'on sut que le général Guadalupe Victoria vivait encore, les patriotes accou-

rurent au devant de lui et l'accueillirent avec un enthousiasme frénétique.

Le padre Torrès, curé de Cuchilinga, petit village de la province de Valladolid, n'était qu'une misérable copie d'Hidalgo, moins le despotisme. Sa carrière militaire nous révèle la voie dans laquelle était entrée la révolution, si peu de temps après la mort de Morelos. L'ignorance, l'égoïsme, l'imprévoyance, la haine de tout étranger dominent dans les conseils et dans les actes de tous les chefs. Torrès quitta son presbytère, avec un certain nombre de ses paroissiens, après avoir mis le feu à sa maison, pour y brûler un détachement espagnol qui l'occupait. Les soldats s'étaient conduits en conquérants pendant leur séjour à Cuchilinga, et Torrès, pour assurer le succès de sa vengeance, les avait enivrés, de sorte qu'ils dormaient du sommeil de l'ivresse lorsqu'ils furent brûlés pendant la nuit.

Lorsque le padre Torrès devint maréchal de camp dans l'armée indépendante, l'insurrection avait déjà perdu le caractère du patriotisme qui la fit naître ; des muletiers, des laboureurs, les hommes les plus grossiers et les plus ignorants, commandaient des bandes, s'intitulaient colonels, généraux, imposaient leur domination par la force, pour s'enrichir et satisfaire leurs passions. Les hommes de principes, de talents et d'éducation n'étaient plus respectés ; on appelait leurs efforts pour établir l'ordre : — tendances au despotisme ; insultés, menacés dans leur vie, ils voyaient leurs propriétés arbitrairement confisquées, sous prétexte d'intérêt public. N'osant plus résister à leurs tyranniques oppresseurs, découragés par la stérilité de leurs tentatives au milieu de ce chaos, ils préférèrent la dépendance des Espagnols à l'effroyable anarchie des indépendants. Torrès, par son ineptie et ses excès, devait terminer en 1818 le mouvement de l'insurrection mexicaine commencé en 1810. Homme médiocre en dehors du champ de bataille, il ne fit servir son pouvoir que dans l'intérêt de ses passions jalouses et de son ambition vulgaire ; il ne sut pas ou ne voulut

pas relever la cause de l'indépendance de l'état où elle était tombée.

Nommé généralissime, il établit sa retraite dans la forteresse de Los-Remedios, située à soixante-quinze kilomètres environ de Guanajuato. C'était de là qu'il lançait ses décrets despotiques, qu'il souriait de la terreur inspirée aux crédules Mexicains par son nom et ses ordres. Quand les Espagnols reprenaient un bourg, une ville, ils fortifiaient et barricadaient toutes les maisons en prévision des tentatives d'attaques. Pour obvier à cet inconvénient, Torrès fit raser un grand nombre de bourgs et de villages qui se trouvaient dans le rayon de son commandement, sans réfléchir qu'il faisait ainsi plus de mal aux siens qu'à l'ennemi. Un jour il envoya l'ordre aux habitants de Puruandiro de ramasser leurs effets et leurs meubles, dans un laps de temps de trois heures, et de mettre eux-mêmes le feu à leurs propres demeures. Ces malheureux demandèrent un sursis; aucune réponse ne leur fut rendue, mais au bout de trois heures, Torrès fit son entrée dans le village à la tête de soldats armés de torches, ceux-ci se répandent dans les rues, mettent le feu aux maisons et ne se retirent que lorsque le village est un monceau de cendres! De tels actes n'ont pas besoin de commentaires; ils flétriraient la plus sainte des causes.

Le 11 avril 1817, Xavier Mina, neveu du guerillero espagnol Espoz y Mina, débarqua à Soto la Marina, petit port situé à cent quarante kilomètres environ au nord de Tampico. Il avait recruté à New-York, à Baltimore et dans plusieurs autres villes des États-Unis, sept à huit cents Américains, Espagnols et Français, dont plus du tiers mourut en route. Parmi les Français se trouvaient Adrien Woll, vélite lancier dans la garde, sous l'empire, puis capitaine adjudant-major dans l'armée de Paris, en 1815, et Jean Arago, frère de l'astronome. Mina s'était ménagé des intelligences à Soto la Marina et devint maître de ce port sans effusion de sang. La guerre de l'indépendance au Mexique,

en 1810, l'avait exalté; il résolut de venir en aide à ce peuple, et ce fut dans cette intention qu'il débarqua, comme on l'a vu, sur les côtes du golfe.

Il apprit, à son arrivée, que le soi-disant congrès national, composé d'avocats, de bacheliers et de muletiers bavards, ineptes, nommés par eux-mêmes, pour la plupart, avait été une réunion ridicule, sans discipline et sans dignité, transportant ses séances partout où elle se trouvait, dans les bois, aux bords des rivières, dans les plaines ou sur les montagnes, suivant les généraux, promulguant une foule de décrets dont l'inopportunité entravait les opérations militaires et avait causé la perte de Morelos. Il apprit que Téran, fatigué d'être harcelé par ce congrès, l'avait dissous et remplacé par un « directoire exécutif, » composé de trois membres dont Téran avait été le principal sinon l'unique; mais comme chaque chef travaillait pour son propre compte, le vice-roi profita de cette mésintelligence, fit investir Tehuacan où se trouvait Téran, le contraignit à capituler et à se rendre prisonnier. Il apprit, enfin, que le padre Torrès, voulant rendre son autorité plus durable, avait créé un semblant de gouvernement, composé d'un président, de deux membres et d'un secrétaire de la guerre. La réalité du pouvoir résidait tout entière dans les mains de Torrès. Ses créatures gouvernaient les districts qui s'étendaient sous sa domination. Ces petits tyrans écrasaient de vexations et de mesures arbitraires ceux qu'ils devaient protéger; ils faisaient maudire le nom de l'indépendance, tandis que leur chef, enfermé dans une excellente forteresse, exerçait de son côté, sans crainte de représailles, les actes les plus despotiques.

Ces affligeantes nouvelles ne découragèrent pas Mina, il prit aussitôt le parti de rejoindre les troupes insurgées des provinces de Guanajuato et de Valladolid, de réunir les chefs en un grand conseil et de relever l'insurrection mourante. Un pareil projet semblait insensé, car, pour le réaliser, Mina devait, avec trois cents hommes et sans res-

sources pécuniaires, traverser les États de Tamaulipas, de San-Luis Potosi, le sud de Zacatecas et battre constamment les troupes espagnoles. Il n'hésita pourtant pas devant les difficultés de cette entreprise. Avant son départ pour l'intérieur, le général royaliste Arredondo, à la tête de quinze cents hommes, vint l'attaquer près de Santander. Mina se jeta sur les troupes espagnoles avec une telle impétuosité qu'il répandit la confusion dans leurs lignes et les obligea à battre en retraite.

Le 24 mai 1817, il se met en marche avec ses trois cent-huit compagnons; quinze jours après il se trouve aux environs de Valle del Maiz et défait un corps de cavalerie envoyé pour lui barrer le passage. Sa petite armée trouva dans cette ville un soulagement aux misères subies pendant la route, et des provisions de toutes sortes. Mina ne s'empara que de l'indispensable. Le 10 juin, il reprit sa marche. Ce jour-là, on vint lui dire que le commandant Arniman, avec sept cents fantassins et une nombreuse cavalerie, le poursuivait. Il fit aussitôt précipiter le pas à ses compagnons, et le 14 au soir, ils arrivèrent tous accablés de fatigue et de chaleur à l'hacienda de Petotillos. Le lendemain, à la pointe du jour, les sentinelles crièrent : —Alerte! l'avant-garde de l'ennemi n'est plus qu'à deux milles. Mina, sans perdre son sang-froid, ordonne à cent soixante-deux des siens de gravir une éminence contiguë à l'hacienda; puis, laissant ses troupes harassées se reposer un peu, il s'élance sur l'avant-garde avec ses cent soixante-deux hommes et la met en déroute. Les fuyards reviennent bientôt à la charge, soutenus par les sept cents soldats d'Arniman. Mina, voyant alors une certaine hésitation se manifester dans la poignée d'hommes qu'il avait avec lui, jette le fourreau de son épée qui pendait à sa ceinture, et s'écrie : — « Je ne veux pour fourreau que la poitrine des Espagnols. » — Ces mots, l'air enthousiaste avec lequel ils sont prononcés, raniment les siens; la baïonnette au fusil, ils s'élancent une seconde fois sur l'ennemi et le mettent complétement en déroute.

Après ce merveilleux fait d'armes, Mina continue sa marche, arrive devant la ville de Real del Piño, dans la province de Zacatecas, il la somme de se rendre ; mais elle refuse. La prendre de force était difficile, il la prit par ruse, à la faveur d'une nuit obscure, orageuse. Un butin considérable récompensa la petite armée de ses fatigues. Le colonel D. Cristobal Noba, commandant un corps de cavaliers mexicains, rencontra Mina peu de temps après cet exploit et le conduisit à la forteresse de Sombrero, occupée par les indépendants. C'était le 24 juin, par conséquent, en un mois le jeune guerillero de la Navarre avait fait deux cent cinquante lieues dans un pays ennemi, livré trois batailles et perdu seulement quarante hommes !

Torrès et ses lieutenants conçurent aussitôt un sentiment de jalousie contre ce chef, déjà célèbre, qui venait d'Europe à leur secours avec une poignée d'intrépides aventuriers. Ils prévirent que celui-ci les éclipserait bientôt par l'éclat de ses succès et de ses talents militaires ; ils le considérèrent comme un intrus qui venait leur ravir l'honneur d'une entreprise qu'ils étaient incapables de mener à bien et résolurent secrètement de contrarier tous ses plans. A peine arrivé au fort de Sombrero, Mina avait demandé une sorte d'assemblée générale pour aviser ensemble aux mesures à prendre. Torrès s'y rendit avec ses principaux chefs et loin de revenir de ses préventions, il changea sa jalousie en animadversion. Il ne laissa pourtant pas paraître ses dispositions hostiles, au contraire, il accabla Mina de marques d'amitié et lui promit même un contingent de six mille hommes. — « Six mille hommes ! s'écria Mina ravi ; avec une telle force, je pourrais marcher sur Mexico et m'en emparer ! » — Hélas ! il ignorait encore à quelles gens il avait à faire.

Après un repos indispensable de quatre jours, le jeune général brûlait de se mesurer de nouveau avec l'ennemi. L'occasion se présenta le 28 juin. Un corps de sept cents Espagnols, commandés par le colonel Castaños, fit un mou-

vement dans la direction de Sombrero. Castaños, un des plus braves officiers royalistes, était cruel comme Calleja, surnommé — « le boucher d'hommes ». — La terreur, les larmes, le sang le suivaient partout. Mina court à sa rencontre avec deux cents hommes d'infanterie et quelques chevaux, le rejoint à San Juan de Los Llanos et l'attaque avec sa vigueur habituelle. Les Espagnols se défendirent vaillamment. Au premier rang combattait Castaños. Au moment où les artilleurs, faute de mitraille, allaient cesser le feu de leurs pièces. — « Enfants! leur cria Castaños, apportez la caisse, si nous n'avons plus de mitraille, nous avons des piastres. » — Aussitôt, les coffres sont jetés à terre, défoncés, et les canons bourrés de piastres. Malgré cette singulière prodigalité les Espagnols furent défaits, et Castaños fut tué avec près de cinq cents des siens. Le lendemain, les piastres ramassées vinrent grossir la bourse des compagnons de Mina, qui firent ensuite un butin de plus d'un million, en prenant l'hacienda de Jaral, située à vingt lieues au nord de Guanajuato, et qui appartenait au marquis de Moncade, le plus riche propriétaire de la Nouvelle-Espagne.

Ces succès ne pouvaient pas durer longtemps en présence de l'abandon et, il faut bien dire le mot, de la trahison des chefs patriotes. Les Espagnols qui occupaient Léon résolurent d'attaquer Mina dans sa forteresse. Le 30 juillet, le général D. Pasquale Linan vint en faire le siége avec trois mille cinq cents hommes, deux obusiers et dix pièces d'artillerie. Les assiégés étaient au nombre de neuf cents personnes, y compris les paysans et les femmes qui s'y étaient joints précipitamment. Le bombardement commença le lendemain, dura trois jours et fut suivi d'un assaut infructueux. Le manque de vivres et d'eau mit bientôt la garnison au désespoir. Le padre Torrès fit semblant de venir à l'aide des malheureux assiégés, mais étant tombé dans une ambuscade aux environs de Silao, où ses soldats furent battus, il revint précipitamment à Los Remedios sans rien tenter de

nouveau pour porter des secours à celui qu'il regardait comme un rival. Mina, en proie aux pensées les plus poignantes, vit que la chute de Sombrero était inévitable, si l'on ne venait pas à son secours ; il se décida à l'aller chercher lui-même. A la faveur d'une nuit obscure, suivi de trois aides de camp, il s'engagea dans un défilé, trompa la vigilance des sentinelles et parvint à s'échapper. Il eut bientôt la déception d'apprendre le mauvais vouloir des chefs patriotes. Le cœur ulcéré par l'hostilité flagrante de ceux pour lesquels il s'était engagé dans tant de périls, il envoya l'ordre au colonel Young, qui commandait en son absence, d'obtenir des Espagnols une capitulation aussi avantageuse que possible. Le général Linan promit seulement la vie sauve. Le 18 août, les assiégés, aux trois quarts morts de faim et de soif, peuvent à peine se traîner ; ils défilent lentement devant les Espagnols en s'appuyant les uns contre les autres. Tout à coup, les soldats rompent leurs rangs et massacrent ces groupes affamés, ces spectres qui croyaient à l'honneur de Castille ; les blessés demeurés dans l'ambulance furent égorgés sur leur lit. Quelques individus pourtant échappèrent à cette boucherie.

Mina, indigné, mais non point abattu, jura de prendre sa revanche. Torrès, sommé de lui fournir les forces qu'il lui avait promises, lui réunit huit à neuf cents pillards, poltrons, mal armés, embarrassés de femmes qui les suivaient partout, et sans aucune discipline. Avec cette horde, bien différente de ses courageux compagnons, il s'empara de San-Luis de la Paz, échoua dans son attaque de Guanajuato et dut se sauver seul au rancho de Venadito. Il lui restait trente cavaliers et quarante fantassins, mais les Espagnols avaient perdu sa piste et ne savaient où le trouver. Il fut trahi comme Hidalgo, comme Morelos, comme tant d'autres. Arrantio, qui le poursuivait depuis Guanajuato, apprend le lieu de sa retraite; il donne à ses soldats l'ordre de sauter en selle et les fait marcher toute la nuit pour arriver à l'aurore au Venadito. Mina fut pris, garrotté et conduit à Silao, puis

à Irapuato, et finalement au quartier du général Linan, non loin de Los Remedios. La nouvelle de sa translation parvint aussitôt aux oreilles de Torrès. Plusieurs officiers de Mina, retenus par le généralissime sous le prétexte de fortifier son refuge, voulurent tenter un coup de main contre le camp ennemi, surprendre les Espagnols et enlever Mina dans la confusion d'une attaque inattendue. Deux cents hommes s'offrirent pour les seconder ; mais Torrès, pensant que le jeune chef navarrais devenu libre chercherait à se venger de ses perfidies ou le déposséderait de l'autorité dont il était indigne, s'opposa formellement à l'exécution de ce projet.

Informé de la capture de Mina, le vice-roi dépêcha aussitôt l'ordre de le fusiller. Le 11 novembre 1817, un peu plus de six mois après son débarquement, n'ayant que vingt-huit ans, ce noble guerillero fut conduit au lieu de l'exécution. Il ne se plaignit point de sa destinée ; il regretta seulement de n'être pas arrivé un an plus tôt au Mexique, où ses services auraient été plus efficaces et plus appréciés. Conduit à l'endroit fatal, il recommanda aux soldats de bien viser ; puis il ajouta : — « Ne me faites pas souffrir ! » Torrès entendit peut-être la détonation des balles sous lesquelles tombait le plus vaillant défenseur de l'indépendance mexicaine.

Cette jalousie stupide, cette haine aveugle, cette ingratitude révoltante des Mexicains envers les étrangers qui venaient consacrer leur vie, leur talent et leur énergie au bien-être, à la gloire du Mexique, frappent douloureusement ceux qui connaissent l'histoire de ce pauvre peuple et de ce malheureux pays. Un sentiment de justice, sinon de reconnaissance, aurait dû faire écrire en lettres d'or les noms de Mina, Arago, Woll dans l'histoire du Mexique, écrites par des Mexicains : c'est en vain que je les ai cherchés ; on ne les trouve pas. Ne sont-ils point étrangers ?

La chute de Sombrero et la mort de Mina excitèrent les Espagnols à poursuivre vigoureusement les derniers vestiges de l'insurrection. Jusqu'alors ils n'avaient pas attaqué, d'une manière sérieuse, la forteresse de Los Remedios,

perchée comme un nid d'aigle sur les cimes escarpées et voisines de Tepeaca. Enflés par leurs succès, ils vinrent au nombre de six mille hommes de toutes armes en commencer le siége. Vers la fin de l'année, les deux mille soldats qui composaient la garnison de Los Remedios avaient épuisé leurs vivres. Les assiégés ne voulant pas voir se renouveler les souffrances endurées par les défenseurs de Sombrero, et ne pouvant songer à capituler avec un ennemi qui massacrait ses prisonniers, se décidèrent à évacuer la place. L'évacuation fut fixée au 1er janvier 1818. Durant le siége les sentinelles des indépendants avaient l'habitude de s'appeler mutuellement à haute voix pendant la nuit pour se tenir éveillées. Le colonel Naboa fit cesser cette coutume aussitôt que l'évacuation fut résolue. L'ennemi n'entendant plus le cri des sentinelles en conclut que la garnison se préparait à la retraite; il prit immédiatement des mesures en conséquence. Dans la nuit du 1er janvier, Torrès, à la tête de l'avant-garde, descendit le premier les sentiers bordés de précipices qui regardent Pensicola, d'autres détachements le suivirent, mais les difficultés du chemin, surtout pendant la nuit, étaient telles que la marche ne s'effectuait qu'avec une extrême lenteur, et, lorsque les Espagnols attaquèrent les fugitifs, la moitié de la garnison, les femmes, les enfants, les malades et les blessés se trouvaient encore dans la forteresse. Ici, la plume se refuse à décrire les scènes de désordre, de désespoir et de carnage dont furent témoins ces montagnes arides, sillonnées de ravins et de précipices dans lesquels roulèrent des centaines de victimes, fuyant les baïonnettes espagnoles qui les entouraient d'un cercle de fer et de feu. Au point du jour les royalistes fouillèrent chaque rocher, chaque buisson et mirent à mort, sans distinction d'âge ni de sexe, tous ceux qu'ils trouvèrent. Alors il se passa des scènes de barbarie auxquelles l'imagination n'ose s'arrêter!

La destruction de Los Remedios termina l'insurrection dans la Nouvelle Espagne. Les Espagnols crurent avoir

éteint à tout jamais l'incendie allumé par Hidalgo; ils se trompèrent; leurs cruautés avaient attisé dans le cœur de tous les Mexicains une haine qui existe encore. La révolution de 1810 avait dégénéré en banditisme, mais le Mexique n'attendait plus pour se soulever de nouveau que l'occasion de proclamer l'indépendance avec des garanties d'ordre et de régularité, sans lesquelles la liberté n'est qu'un songe éphémère.

Torrès s'échappa, ainsi qu'un certain nombre de ses soldats; il se réfugia d'abord à Penjamo, puis finit par disparaître de la scène, et l'on ne sut jamais où ni quand il mourut. Ses lieutenants, dispersés, fugitifs, sans armée rentrèrent, dans le néant d'où ils étaient sortis. Le congrès institué par Torrès se dispersa de lui-même. Un autre congrès, composé de cinq membres, le destitua de ses titres et fonctions de généralissime. Des treize compagnons de Mina qui avaient survécu à leur chef, l'un, Adrien Woll, avec le grade de lieutenant-colonel gagné à l'affaire de Peotillos, était à Soto la Marina, commandant cette place; Jean Arago, avec le grade de général, resta au Mexique. Tous les deux eurent leurs brevets légalisés sous Iturbide et nous les verrons bientôt à l'œuvre.

La constitution de 1812, proclamée dans la péninsule, puis dans les colonies par la volonté des Cortès, fit plus pour la séparation du Mexique de l'Espagne que la révolution armée des patriotes mexicains. Elle avait conféré des droits électoraux à toute la population blanche des possessions espagnoles. Les indépendants, sentant leur supériorité sur ce terrain, écartèrent tous les Espagnols dans leurs élections. Sur six cent cinquante-deux élections à faire pour les municipalités et d'autres emplois, il n'y eut pas un seul Castillan élu. Les choix tombèrent exclusivement sur les patriotes plus ou moins notoires. Les délits politiques devinrent par ce fait difficiles à punir. La liberté de la presse, introduite par la constitution dans un pays qui ne l'avait jamais connue, avait développé l'esprit d'indépen-

dance d'une manière fabuleuse. Le dogme de la souveraineté du peuple une fois proclamé, la métropole avait déchiré ses titres de souveraineté qu'elle tenait par droit de conquête. On ne fait jamais de concessions stériles aux peuples ; quand ils arrachent au pouvoir un principe, une liberté, il est inutile de chercher plus tard à les leur reprendre. Aussi, lorsque les autorités royales suspendirent la constitution de 1812, en Espagne comme au Mexique, le mal était fait, un abîme séparait la Nouvelle Espagne de la mère patrie ; la séparation effective n'était plus qu'une affaire de temps.

En 1820, Ferdinand VII, voyant ses colonies lui échapper, organisa dans l'île de Léon une expédition formidable, sous les ordres de l'ex-vice roi Calleja, devenu comte de Calderon, à la suite de sa victoire contre Hidalgo. L'armée expéditionnaire devait opérer sur les rives de la Plata. Parmi les principaux officiers de cette armée il s'en trouvait plusieurs imbus des idées de la révolution française, d'où était née la constitution des Cortès. Ces officiers, poussés par le colonel Riego commandant le bataillon des Asturies, cantonné près de Séville, se soulevèrent avec leurs régiments et finirent par rétablir la constitution de 1812. La conspiration de Riego — 1er janvier 1820 — eut un contre-coup terrible au Mexique pour le parti gachupine, Ferdinand VII subit de fort mauvaise grâce cette réaction démocratique ; on affirme même qu'il eut l'intention de se retirer au Mexique, croyant y être plus en sûreté qu'en Espagne. Le vice-roi Apodaca, ennuyé de remettre en vigueur une constitution qu'il avait abolie avant le décret royal, ne savait à quoi se résoudre. Le haut clergé mexicain, les grands propriétaires, le haut commerce, en un mot tout ce qu'on pouvait appeler l'aristocratie du Mexique, vit avec déplaisir le roi proclamer une seconde fois la souveraineté du peuple. Ce parti, craignant le progrès des libertés, les innovations dangereuses de la Péninsule et la fureur démagogique des Cortès, délibéra sur les moyens de se préserver du torrent réformateur débordé

à Madrid. De tous les côtés on ne voyait que des assemblées clandestines dans lesquelles on conspirait pour un nouvel ordre de choses. Il est plus facile d'imaginer que de décrire la confusion d'idées dont le Mexique fut alors le théâtre.

Les Espagnols et leurs adhérents voulaient qu'on adoptât la constitution; les uns avec, les autres sans modification. D'autres soupiraient après l'ancien gouvernement absolu qui leur garantissait les emplois lucratifs qu'ils exerçaient d'une manière despotique. Les Mexicains aspiraient à l'indépendance, mais ne s'accordaient ni sur la manière de l'établir, ni sur la forme du gouvernement qu'on devait adopter. Les uns désiraient commencer par exterminer les Espagnols et confisquer ensuite leurs biens; d'autres, moins sanguinaires, se seraient contentés de les bannir du pays; les plus modérés se bornaient à proposer leur exclusion de tout emploi public et de les faire descendre à la condition dans laquelle ils avaient tenu les Américains pendant trois siècles Quant à la forme du gouvernement, un parti prêchait pour une monarchie constitutionnelle avec un Bourbon pour souverain; un second penchait pour une république fédérative, et le dernier pour une république centrale. Tous les partisans de ces différents systèmes travaillaient avec ardeur à l'accomplissement de leurs projets. Telle était la situation des esprits lorsque le vice-roi confia le commandement des troupes du sud au colonel Iturbide, en remplacement d'Armijo, alors malade, à la suite de ses expéditions contre les guérillas de Vicente Guerrero.

Don Augustin Iturbide, né à Valladolid en 1784, était créole; il aimait passionnément son pays; mais en voyant les actes odieux commis par les révolutionnaires, il avait toujours refusé d'entrer dans leurs rangs et les avait combattus avec succès. « Bonaparte en Europe et Iturbide en Amérique sont les deux hommes les plus extraordinaires que l'histoire moderne offre au monde, » écrivait Bolivar à Riva-Aguero, ex-dictateur de la république péruvienne. A quinze ans il entra comme enseigne au régiment provin-

cial de Valladolid. Les officiers créoles qui servaient dans ces régiments ne recevaient point de solde; l'honneur de servir dans l'armée espagnole leur en tenait lieu. En temps de paix leur service militaire se bornait à parader. A la bataille de Las Cruces, la valeur d'Iturbide lui valut le grade de capitaine. Ses autres grades furent également acquis à la pointe de l'épée; devenu colonel, il dispersa les forces de l'avocat Rayon, nommé général, et du padre Torrès, pendit et fusilla nombre de chefs insurgés, parmi lesquels j'ai cité le curé Matamoros. Il se distingua à la bataille de Puruaran, où deux divisions de l'armée de Morelos trompées par l'obscurité de la nuit s'entre-massacrèrent, quand les Espagnols, profitant de ce désastre, anéantirent les forces du curé de Caracuaro. Iturbide obtint ensuite le commandement de l'armée du nord; mais bientôt après, quoique absous par le vice-roi des accusations de violence et de concussion portées contre lui, il dut se démettre de son commandement. Iturbide se retira dans son hacienda, l'âme ulcérée par l'ingratitude des Espagnols. Il y demeura depuis 1816 jusqu'en 1820. Ces quatre années de retraite avaient opéré une révolution dans ses idées. Partisan des opinions nouvelles, il n'était pas resté étranger au mouvement des esprits. Comprenant avec une intelligence lucide les vrais intérêts de sa patrie, il conçut son fameux programme d'Iguala. Sachant qu'il a besoin d'une certaine autorité, de certains moyens d'action pour faire prévaloir ses projets, il va trouver le vice-roi et se fait réintégrer dans le service actif.

Envoyé par Apodaca pour chasser des montagnes du sud Guerrero, le dernier chef de l'insurrection de 1810, qui tenait tête encore aux troupes espagnoles, Iturbide partit de Mexico le 10 novembre 1820, avec son régiment. Guerrero, contre lequel marchait Iturbide, grâce à la maladie d'Armijo, avait été bouvier lorsqu'il se mêla aux indépendants. Après s'être distingué dans tous les combats qu'ils livrèrent jusqu'à la mort de Mina, il se jeta dans les montagnes du sud, non loin des plages brûlantes de l'océan Pacifique et conti-

nua à résister avec succès à toutes les attaques dirigées contre lui.

Dans une marche nocturne, Guerrero, n'ayant avec lui que cent quarante Indiens, à moitié nus et mal armés, débouchait sur un plateau escarpé. Il aperçut au bas de cette position des lueurs rougeâtres indiquant un campement espagnol. Les royalistes étaient au nombre de quinze cents et, ne redoutant aucune attaque, n'avaient pris aucune mesure de sûreté. Guerrero et ses Indiens arrivent au milieu du camp endormi, sans éveiller un seul soldat, éteignent les feux et poussent aussitôt des cris épouvantables. Les Espagnols, réveillés en sursaut, ignorant le nombre de leurs ennemis, se défendent mal dans les ténèbres, puis se sauvent dans toutes les directions, laissant à Guerrero un camp abondamment approvisionné et un riche butin.

Loin de vouloir combattre un tel homme, Iturbide songe à s'en faire un appui. Il commence par exposer ses projets aux officiers de son régiment et à ceux des corps disséminés dans divers cantonnements qu'il réunit au sien ; tous s'y rallient avec enthousiasme et les soldats suivent bientôt cet exemple. Il fait demander une entrevue secrète à Guerrero qui s'y rend. Le fameux guerillero, séduit par le plan d'Iturbide, se joint à lui avec ses guérillas. Tous deux se rendent à la petite ville d'Iguala, où, le 24 février 1821, Iturbide proclama le programme suivant, comme sous le nom de Plan d'Iguala :

Art. 1er. La nation mexicaine est indépendante de la nation espagnole et de toute autre, même sur ce continent.

Art. 2. Sa religion sera la religion catholique, qui est celle professée par tous ses habitants.

Art. 3. La nation sera une, sans aucune distinction entre les Américains et les Européens.

Art. 4. Le gouvernement sera une monarchie constitutionnelle.

Art. 5. Il sera nommé une assemblée composée de personnes jouissant de la plus haute réputation dans les différents partis qui se sont montrés.

Art. 6. Cette assemblée se réunira sous la présidence de Son Excellence le comte del Venadito, vice-roi actuel.

Art. 7. Elle gouvernera au nom de la nation, d'après les lois actuellement en vigueur, et sa principale affaire sera de convoquer, en suivant telles dispositions qu'elle jugera à propos de régler, un congrès pour former une constitution plus convenable au pays.

Art. 8. Sa Majesté Ferdinand VII sera invité à monter sur le trône de cet empire, et, en cas de refus de sa part, on invitera successivement les infants Don Carlos et Don Francisco de Paulo.

Art. 9. Si Sa Majesté Ferdinand VII et ses augustes frères n'acceptent pas cette invitation, la nation sera libre d'appeler au trône impérial tel membre des familles régnantes qu'il lui plaira de choisir.

Art. 10. La confection de la constitution et le serment de l'empereur de l'observer fidèlement devront précéder son entrée dans le pays.

Art. 11. La distinction des castes, établie par les lois espagnoles, et qui en privait quelques-unes des droits de citoyen, est abolie. Tous les habitants du pays sont citoyens et égaux, et les voies de l'avancement sont ouvertes à la vertu et au mérite.

Art. 12. Il sera organisé une armée pour la défense de la religion, de l'indépendance et de l'union, chargée de garantir ces trois grands intérêts, elle sera, en conséquence, appelée l'armée des trois garanties.

Art. 13. Elle jurera solennellement de défendre les bases de ce plan.

Art. 14. Elle observera strictement les ordonnances militaires actuellement en vigueur.

Art. 15. Il n'y aura d'autres promotions que celles qui seront dues à l'ancienneté, ou qui deviendront nécessaires pour le bien du service.

Art. 16. Cette armée sera considérée comme troupes de ligne.

Art. 17. Les anciens partisans de l'indépendance qui adhéreront immédiatement à ce plan seront considérés comme appartenant à cette armée.

Art. 18. Les patriotes et paysans qui adhéreront par la suite seront considérés comme milices provinciales.

Art. 19. Les prêtres séculiers et réguliers demeureront dans la situation où ils se trouvent.

Art. 20. Tous les fonctionnaires publics, tant civils qu'ecclésiastiques, politiques et militaires, qui adhéreront à la cause de l'indépendance, conserveront leurs emplois, sans aucune distinction entre les Américains et les Européens.

Art. 21. Les fonctionnaires de toute espèce qui ne sont point attachés à la cause de l'indépendance, seront dépouillés de leurs emplois et quitteront le territoire, emmenant avec eux leurs familles et leurs effets.

Art. 22. Les commandants militaires se conduiront d'après des instructions générales conformes à ce plan, et qui leur seront transmises sans délai.

Art. 23. Aucun accusé ne sera condamné à une peine capitale par les commandants militaires. Les individus accusés de trahison envers la nation, ce qui est le plus grand crime après celui de trahison envers notre divin Maître, seront transférés à la forteresse de Barrabas, où ils demeureront jusqu'à ce que le congrès ait décidé quelle punition leur doit être infligée.

Art. 24. Comme il est indispensable que ce plan, qui a pour objet le bonheur du pays, soit mis à exécution, tout individu appartenant à l'armée devra le défendre, s'il le faut, jusqu'à la dernière goutte de son sang.

De la ville d'Iguala, le 24 février 1821.

Ce plan, précédé d'une proclamation rédigée dans un excellent esprit de conciliation, répondait parfaitement aux aspirations nationales, aux besoins du moment. Il accordait aux Mexicains le droit de faire les lois qui devaient les ré-

gir, et d'avoir leur gouvernement établi sur leur propre territoire ; il abolissait l'odieuse distinction de castes et donnait aux Espagnols des garanties qui n'étaient point à dédaigner. Il n'est donc pas étonnant de voir toutes les opinions se rallier à ce programme, comme un moyen terme qui devait tout concilier. Le nom d'Iturbide, alors sur toutes les lèvres, devint d'une immense popularité, les Mexicains l'appelaient le « conciliateur ». Les adhésions publiques au plan d'Iguala se multiplièrent bientôt. Un grand nombre de villes le proclament, les régiments indigènes se prononcent; les soldats de l'indépendance reprennent les armes pour agir avec l'armée libératrice; Nicolas Bravo reparaît sur la scène, le colonel Bustamante soulève Guanajuato ; le général espagnol Celestino Negrete passe du côté des Mexicains; Vicente Filisola insurge Zitacuaro ; l'armée *trigarante* — des trois garanties — s'augmente de jour en jour d'une manière merveilleuse.

Le parti espagnol ne s'était point corrigé, il persistait dans son système d'illusions ; il ne pouvait se résigner à voir des égaux dans les Mexicains et à ne plus les traiter en vaincus. Son attitude implacable contint un instant l'enthousiasme des populations, par l'effroi qu'elle inspirait. Apodaca ne sut pas ou ne put pas comprimer ce mouvement général ; une émeute, suscitée par les Espagnols, le déposa, sans l'incarcérer, et le remplaça provisoirement par le général Novella. La dernière heure de la domination espagnole venait de sonner; ses défenseurs ajoutaient la désunion à la faiblesse. Ceci se passait le 5 juillet 1821.

Tandis qu'Iturbide continuait sa marche triomphante, sans effusion de sang, sans pillage, sans qu'il y eût même une larme répandue sur son passage, le colonel Santa-Anna, sur lequel je donnerai bientôt des détails, quittait la Soledad, le 28 mars, à la tête de deux cents vétérans et d'un millier de graciés — *indultados* — de son district. Après avoir proclamé le plan d'Iguala, il battit successivement, dispersa et incorpora, en quelques mois, dans ses bandes, environ dix

mille bons soldats espagnols et créoles, à Cordova, Alvarado, Orizaba, Jalapa, Perote, Puente del Rey, Tuxpam et Vera-Cruz. Il arbora dans ce port, et de ses propres mains, le drapeau tricolore. La province de Vera-Cruz, enthousiasmée, le reconnut pour son chef et son libérateur. Pour protéger Tabasco, il détacha sept cents hommes sous le commandement du lieutenant-colonel D. Juan N. Fernandez, de sorte que cette province et celle du Yucatan adhérèrent en conséquence au plan d'Iguala.

Sur ces entrefaites, débarquait à Vera-Cruz, le 30 juillet 1821, le nouveau vice-roi, envoyé par le gouvernement constitutionnel de Madrid, en remplacement d'Apodaca. C'était le général O'Donoju, ami de Riego et de Quiroga; il n'avait pas de troupes avec lui, et Santa-Anna tenait alors la place rigoureusement assiégée. O'Donoju remarqua bientôt le découragement de la garnison par suite de la défaite qu'elle avait éprouvée sous les murs de la ville le 29 juin, et de l'assaut qu'elle avait soutenu dans la matinée du 7 juillet. Instruit de ce qui se passait dans l'intérieur du pays, il comprit sa position et tâcha d'en tirer le meilleur parti pour l'Espagne. Il demanda au chef assiégeant une entrevue dans laquelle il lui proposa de conclure un traité qui terminerait la guerre et serait basé sur le plan d'Iguala. Santa-Anna qui avait reconnu Iturbide comme généralissime de l'armée trigarante, s'empressa d'écrire à son chef sur ce sujet et de préparer les voies à un arrangement. Iturbide lui répondit longuement, et dans cette lettre on lit les passages suivants : — « Nous avons appris avec joie vos victoires. Je désire vous connaître et vous embrasser... Vous écrivez en habile politique... votre conduite a mon approbation... Je vais me mettre en route pour votre province... Je serai dans la ville de Cordova le plus promptement possible, et j'espère y rencontrer le général O'Donoju; faites-lui entendre que sa personne sera sacrée parmi nous, etc. »

O'Donoju, convaincu de la loyauté d'Iturbide et de Santa-Anna, dit à ce dernier dans une conférence tenue près de l'Ala-

meda de Vera-Cruz : — « N'en parlons plus ; je suis disposé à faire le voyage que vous me proposez, et je suis satisfait d'être accompagné par le vaillant homme qui a attaqué ces murailles. » Et il les lui montrait de la main. O'Donoju et Iturbide arrivèrent à Cordova le même jour, à peu d'heures de distance ; ils eurent ensemble plusieurs conférences préparatoires et signèrent le 24 août le « traité de Cordova. » Ce traité, basé sur le plan d'Iguala, contenait dix-sept articles motivés par la situation présente du Mexique qui s'était déclaré indépendant et possédait une armée capable d'appuyer cette déclaration. Acapulco et Vera-Cruz restaient encore, il est vrai, fidèles au gouvernement, mais, comme Mexico, elles étaient assiégées et ne pouvaient tarder à se rendre. Par ce traité, Ferdinand VII était appelé au trône, à la condition de respecter l'indépendance du pays ; en cas de refus de sa part, la couronne devait être offerte à son frère don Carlos, et en attendant l'élection du souverain, le pouvoir exécutif était confié à un conseil de régence, composé de cinq membres, dont Iturbide et O'Donoju faisaient partie, conjointement avec D. Manuel de la Barcena, D. José Isidro Yañez, et D. Manuel Velasquez de Leon. Pour conclure, je dois ajouter qu'aux conférences de Cordova, il fut résolu qu'un autre infant d'Espagne, Don Carlos Luiz, héritier du grand duché de Lucques, serait substitué à l'archiduc Charles d'Autriche, et que la qualité de membre d'une maison régnante cesserait d'être indispensable chez le candidat que l'Assemblée mexicaine pourrait élever au trône, à défaut de l'acceptation de Ferdinand VII et des trois infants d'Espagne.

La révolution ayant définitivement triomphé, elle produisit ainsi la monarchie constituée par Iturbide, représentant de l'élément créole, par Guerrero, représentant révolutionnaire de la race indienne, et par le vice-roi O'Donoju, représentant du principe de l'autorité, c'est à dire par tous les éléments déchaînés la veille dans une lutte à mort. Ce fait paraîtrait étrange s'il n'était point naturel dans un pays

où le système monarchique n'avait cessé de dominer depuis cinq siècles. Il suffit de le signaler aux personnes convaincues des aspirations prétendues du Mexique vers le régime républicain, pour leur montrer sur quelles bases reposent leurs convictions.

Aussitôt après la signature du traité de Cordova, O'Donoju se rendit à Mexico, où il arriva le 26 septembre 1821. Le lendemain 27, Iturbide, à la tête de 16,000 hommes, fit son entrée dans la capitale. Le peuple l'accueillit avec enthousiasme et l'acclama au cri de : — « Vive le libérateur ! » — des monceaux de fleurs tombaient de toutes les fenêtres et jonchaient les rues par où il passait. L'acte de l'indépendance fut officiellement proclamé le lendemain, et comme récompense nationale Iturbide reçut des éloges publics, un million de piastres, vingt lieues carrées de terre et fut nommé généralissime de toutes les forces du nouvel État. Jamais plus beau jour ne brilla sur ce magnifique pays qui devait éprouver tant de malheurs.

PREMIER EMPIRE

1821-1824

L'assemblée des notables, décrétée par l'article 5 du plan d'Iguala, tint sa première séance le 15 septembre 1821 ; elle déclara, le lendemain 16, — jour devenu fête nationale, — l'indépendance qui ne fut officiellement promulguée que le 28, comme je l'ai déjà dit. Ce même jour, le gouvernement provisoire s'installa ; il commença ses fonctions par nommer D. José Manuel Herrera, ministre des affaires étrangères, D. José Domingo Manso, ministre de la justice, D. Raphaël Perez Maldonado, ministre de finances, D. Antonio Medina, ministre de la guerre, et D. José Maria Fagoaga, président du conseil. O'Donoju, étant mort le 8 octobre, fut remplacé par l'évêque de Puebla, D. Antonio Joaquin Perez.

Lorsque les commissaires du Mexique, envoyés pour offrir le trône à Ferdinand VII, arrivèrent à Madrid, ils y furent très mal reçus. Le roi ne voulait pas abandonner la couronne des Castille pour en prendre une autre, gênée par une constitution. Don Carlos, pensant succéder à son frère qui n'avait pas d'enfant, préféra rester. Don Francisco de Paulo

eût accepté, mais les Cortès, dont l'autorisation lui était nécessaire, répudièrent avec dédain le traité de Cordova qui fut déclaré nul et non avenu. La cour de Madrid aurait pu, par une adhésion, sortir de la crise provoquée par ses rigueurs, avec des compensations que n'avait pas eues l'Angleterre elle-même, lors de l'émancipation de l'Amérique du nord! Malheureusement, l'Espagne, malgré ses révolutions, languissait encore dans l'absolutisme; elle était soumise à un roi qui, jugeant plus royal d'être gouverné par ses familiers que par les représentants de la nation, crut pouvoir traiter les peuples comme des enfants mutins. La cour et les Cortès prirent la résolution d'envoyer des renforts aux corps espagnols qui occupaient encore quelques positions en Amérique. La conséquence de cette conduite fut une rupture complète de tout pacte entre le Mexique et l'Espagne.

Le pouvoir exécutif et l'assemblée des notables travaillèrent à Mexico, jusqu'au 24 février 1822, à la meilleure organisation possible de cette société qui n'avait que quelques jours d'existence. Ils imitèrent les institutions espagnoles, seuls modèles que possédaient les colonies. L'assemblée des notables finit par altérer les pouvoirs qui lui avaient été accordés; ses membres ambitieux entrèrent en lutte avec la régence, et de cet antagonisme prématuré devait naître l'hydre de l'anarchie.

Dès l'origine de cette assemblée on voit deux partis intriguer contre le sauveur du Mexique : les républicains et les bourbonniens. Les républicains savaient qu'ils ne pourraient jamais amener Iturbide à contribuer à l'établissement de la république, parce que ce général croyait que cette forme de gouvernement ne convenait pas aux Mexicains. — « La nature, disait-il, ne produit rien par de brusques changements; elle opère par degrés successifs. Le monde moral suit les mêmes lois que le monde physique. Tenter de nous affranchir tout d'un coup de l'état d'avilissement, de servitude et d'ignorance où nous languissions depuis trois siècles,

durant lesquels nous n'eûmes ni livres, ni instituteurs, et où la possession de quelques lumières eût été regardée comme un motif suffisant de persécution; penser que nous pouvions nous instruire et nous civiliser en un instant et comme par enchantement; que nous pouvions à la fois acquérir toutes les vertus, abjurer tous les préjugés, renoncer à toutes prétentions déraisonnables, étaient des chimères qui ne pouvaient appartenir qu'aux visions d'un enthousiaste. »

Les bourbonniens, de leur côté, désiraient sa chute, car aussitôt que la cour de Madrid eut désapprouvé la conduite de O'Donoju, le traité de Cordova devenant sans effet, dans la partie qui appelait les Bourbons au trône du Mexique, la nation rentrait dans la pleine jouissance d'élire pour son souverain l'homme qu'elle voudrait, et les bourbonniens, n'espérant plus voir un Bourbon ceindre la couronne mexicaine, ne songèrent qu'à faire retomber le pays sous la dépendance primitive de l'Espagne. Mais l'opinion publique étant en faveur d'Iturbide, toutes ces intrigues ne purent se produire au grand jour que plus tard. Un troisième parti, — celui des Iturbidistes, — commençait à désirer un surcroît de grandeur pour son héros. Quant au parti appelé depuis — anarchiste, — il n'était pas encore régularisé en 1822.

Ces divisions, ces luttes sourdes paraîtraient étonnantes, le lendemain du triomphe de l'indépendance, si l'histoire mexicaine ne nous en révélait pas les causes dans les passions de la veille, les intérêts du moment et l'introduction au Mexique de loges maçonniques, créées dans un but politique. Les loges des francs-maçons du rite *écossais* se formèrent à la fin de 1820. En 1822, les Espagnols et le parti bourbonnien secondaient les vues des *Écossais* et cherchaient à renverser Iturbide. Deux années plus tard, le ministre des États-Unis, M. Robert Poinsett, introduisit le rite des *yorkinos* pour contre-balancer l'influence des Écossais. Voici ce que dit à leur sujet le rapport de la commission de l'as-

semblée des notables, nommée en 1863, dans son aperçu sur l'histoire mexicaine : — « Il s'établit des loges sous les dénominations de *escoceses* et de *yorkinos*... Ces clubs ténébreux décidèrent dès lors du sort du pays ; c'est là que se distribuaient les emplois publics, que se tramaient les complots pour assurer les élections, que se dictaient les listes de proscription et les arrêts de mort... le Mexique ne peut se rappeler l'époque fatale pendant laquelle les sociétés secrètes étendirent leur domination, sans se représenter l'abominable scène où les autorités elles-mêmes livrèrent le premier assaut à la propriété, celle du pillage du *Parian* en 1828, qui ruina tant de familles, et cela avec l'autorisation d'un gouvernement obéissant à l'épée du chef de cette honteuse sédition. »

En effet, on verra bientôt ces sociétés à l'œuvre pour renverser le frêle édifice construit sur le plan d'Iguala. Tandis que les intérêts privés se préparaient ainsi à se substituer aux intérêts publics, l'assemblée des notables montrait déjà son inexpérience, son ineptie et les mauvais sentiments qui l'agitaient. Son premier devoir après son installation était de publier une proclamation — *convocatoria* — pour les élections des députés et la réunion du congrès qui devait donner une constitution à la monarchie. Cette *convocatoria* contenait des instructions prescrivant le mode d'élection, et fixant le nombre des députés à élire dans chaque district; elle fut adressée aux députations provinciales qui la répandirent ensuite dans leurs juridictions respectives. Cet acte était tellement défectueux, malgré l'impardonnable lenteur avec laquelle il fut rédigé, qu'on assignait un seul député à des provinces de cent mille habitants, et quatre à une de cinquante mille. En outre, elle fit dépendre la nomination des députés, non du vote d'un district, mais de celui des municipalités des principales villes, dont les membres devinrent ainsi les seuls électeurs, de sorte qu'après la dissolution de l'assemblée, ils passèrent tous au congrès; car, en réalité ils se nommaient eux-mêmes.

Ce premier congrès s'installa le 24 février 1822, sous la présidence de D. Hipolito Odoardo. Il institua l'ordre de N.-D. de Guadalupe, et conféra des récompenses à ceux qui avaient figuré pendant la révolution. Il était pitoyablement composé; auprès de quelques hommes d'honneur on voyait des individus d'une conduite notoirement scandaleuse, des banqueroutiers frauduleux, des démagogues fougueux, des officiers qui avaient violé les lois de la guerre, et même des ennemis de l'indépendance. Le principal objet pour lequel il avait été convoqué, était la rédaction d'une constitution mexicaine ; il n'en fut pas écrit une ligne. Il n'y avait pas de fonds pour payer l'armée, ni les fonctionnaires publics ; pas de revenus, ni même de système financier; celui qui existait sous la domination espagnole avait été aboli sans être remplacé par un autre. Malgré les sollicitations pressantes et réitérées d'Iturbide, le congrès ne voulut point s'occuper de ces graves questions; il refusa pareillement de prendre aucune mesure à l'égard des tribunaux, alors désertés, et de la justice qui était totalement négligée. A cette étrange incurie se joignirent bientôt les actes d'une malveillance directe.

Le 3 avril, le général espagnol D. Juan de Orbegozo, fit remettre un ordre à Iturbide, le priant de se rendre personnellement au congrès pour lui faire part d'une communication concernant le salut public. Iturbide s'y rendit avec Yañez et Barcena, au moment où les députés venaient de conclure qu'on ne l'écouterait pas, influencés surtout par leurs collègues Bustamante, Iturralde, Odoardo et Roman. Orbegozo lui remit une note dans laquelle on l'accusait de faits relatifs à son administration. Iturbide voulut se justifier. Orbegozo lui dit qu'il ne pouvait pas permettre des explications et que la régence devait quitter la salle des sessions, que sinon le congrès ne se croirait pas libre pour délibérer. — « Je ne puis abandonner ma patrie à des mains infidèles, répondit Iturbide. » Puis il accusa directement plusieurs membres du congrès, entre autres Fagoaga, Tagle et Odoardo, d'avoir

des intelligences avec les expéditionnaires espagnols qui se battaient à quinze lieues de la capitale contre les Mexicains. Les députés accusés quittèrent la salle et la régence se retira, laissant le congrès dans une grande confusion.

Les partis se dessinèrent alors plus ouvertement. D. Valentin Gomez Farias, député de Zacatecas défendit avec beaucoup de zèle le président de la régence. Davila envoyait du fort de S. Juan d'Uloa des circulaires pour exhorter les Espagnols à rétablir l'autorité de Ferdinand VII. Deux villes venaient de s'insurger dans ce sens. Le congrès donna un vote de confiance aux députés accusés de trahison. Le 11 avril, il déposa les régents Burcena, Vélasquez de Léon et l'évêque Perez qui furent remplacés par le comte de Heras, D. Miguel Valentin et D. Nicolas Bravo, ennemis d'Iturbide. Après cette mesure, il décréta un règlement qui déclarait le commandement de l'armée incompatible avec les fonctions du pouvoir exécutif. Ce décret fut la cause immédiate qui hâta l'événement du 18 mai 1822. Des menaces proférées contre Iturbide, une conspiration découverte et dont l'objet était de l'assassiner, émurent les amis du président et l'armée.

Dans la soirée du 18 mai, des soldats, conduits par Pio Marcha, sergent dans les troupes régulières, parcoururent la ville au cri de : « Vive Augustin Ier, empereur du Mexique. » A ce cri, d'autres soldats sortis des casernes vinrent se joindre aux premiers; bientôt la multitude fit retentir la ville des mêmes clameurs. La capitale s'illumina subitement, les balcons se pavoisèrent et pas un citoyen n'exprima la moindre désapprobation, preuve incontestable de la popularité dont jouissait Iturbide. Il voulut protester contre cette singulière élection, mais ses amis l'en empêchèrent, en lui représentant que c'était le seul moyen d'opposer une digue aux maux que le congrès répandrait sur le pays par ses ambitions, ses jalousies et son incapacité. Néanmoins, l'élu populaire passa le reste de la nuit à rédiger une proclamation pour rappeler le peuple et l'armée à l'ordre et à la légalité. Le lendemain il convoqua la régence, assembla les

généraux et les officiers supérieurs, instruisit officiellement le président du congrès de ce qui était arrivé, et l'invita à convoquer sur-le-champ les députés pour une séance extraordinaire.

Après avoir vu ce qui s'était passé le mois précédent dans le congrès, on se serait attendu à plus de résistance dans la journée du 19 mai, pour la ratification du vote populaire par la chambre, mais il ne faut pas oublier qu'à cette époque les partisans d'Iturbide étaient très nombreux ; le clergé, redoutant les principes qui commençaient à se faire jour dans le congrès, favorisait également le président de la régence ; il avait donc pour lui toute la nation, sauf les républicains, parti trop jeune encore pour être bien fort, et les Espagnols absolutistes. Ces deux partis n'auraient-ils pas constitué une grande minorité dans le congrès, ils auraient cédé dans ce moment, car la voix du peuple parlait trop haut, et il n'est jamais prudent de lui résister lorsqu'elle se manifeste dans une émeute. Aussi, tous les députés appelés furent d'avis qu'Iturbide acceptât la couronne impériale. Quoique la salle des sessions fût encombrée par la foule, les députés se réunirent au nombre de quatre-vingt-quatorze ; ils envoyèrent une députation au futur empereur pour le prier d'assister à la séance. Celui-ci refusa d'abord, en prétextant que sa présence pourrait être considérée comme une entrave à la liberté des débats ; cependant, après de longues discussions, il fut obligé de s'y rendre. Aussitôt qu'il sort de ses appartements, d'immenses clameurs le saluent ; les chevaux de sa voiture sont brusquement dételés et des hommes du peuple et de l'armée la traînent jusqu'aux portes du palais, où se tenaient les séances du congrès.

La question de sa nomination au trône ne souffrit aucune difficulté ; les députés furent unanimes, et cela se comprend, la monarchie mexicaine n'avait pas de souverain, il lui en fallait un, les sentiments monarchistes étant naturellement encore ceux de la presque totalité de la nation. On ne pouvait improviser une dynastie, on improvisa le monarque. La

seule hésitation manifestée par quelques députés hostiles provenait de la considération que le traité de Cordova déclarant que le souverain appartiendrait à une dynastie régnante ou non, leurs pouvoirs ne leur paraissaient pas assez étendus pour les autoriser à décider contre l'esprit et la lettre du traité. Iturbide lui-même appuya cette opinion ; mais l'opinion contraire ayant prévalu, le vote eut lieu : soixante-dix-sept députés votèrent pour lui, quinze contre et deux se retirèrent sans voter. A peine cette élection fut-elle connue que l'enthousiasme le moins équivoque se répandit parmi toutes les classes de la société, et la voiture de l'empereur fut traînée de nouveau par le peuple à sa résidence habituelle. La nouvelle de cet événement se transmit aussitôt dans les provinces, et les réponses exprimèrent à l'unanimité que ce qui avait été fait dans la capitale était justement l'expression de leurs vœux les plus ardents. Le congrès lança un manifeste, dont voici les principaux passages.

« Mexicains!

« Vos représentants s'adressent à vous, pour la première fois, afin de vous annoncer l'événement extraordinaire qui a décidé la destinée de l'empire d'Anahuac. Son émancipation est accomplie, puisqu'il a plu à l'Être suprême de rendre aux habitants cette liberté qu'il leur donne à leur naissance, en se servant d'un individu doué de qualités extraordinaires pour achever cette noble entreprise. Vous connaissez tous le plan d'Iguala, par lequel le señor Don Augustin Iturbide commença son grand œuvre; vous connaissez aussi le traité de Cordova... qui assure l'exécution du plan d'Iguala.

« Des événements si heureux n'auraient pu arriver, s'ils n'eussent été le résultat de l'unanimité de l'opinion publique... L'orsqu'on vit que l'Espagne avait annulé le traité de Cordova, l'armée et le peuple, rompant subitement le silence à onze heures du soir, le 18 de ce mois, saluèrent le généra-

lissime Don Augustin Iturbide, du titre d'empereur du Mexique; proclamation qu'accompagnèrent des salves d'artillerie, le son des cloches, celui des fanfares et les acclamations de tous les habitants de Mexico, qui passèrent la nuit en réjouissances... et le lendemain à neuf heures, le congrès s'assembla...

« Le congrès se disposait à commencer d'une manière grave et solennelle la discussion d'une question si importante; mais, les cris du peuple redoublant à chaque instant, l'assemblée se convainquit de la nécessité de prendre en considération les droits imprescriptibles et la dignité de la nation mexicaine, qui, si elle avait été assez généreuse pour offrir le trône à la famille régnante d'Espagne, était loin d'imaginer qu'une telle offre pût être rejetée avec mépris...

« Occupé de ce grand objet depuis le premier moment de son existence politique, et jaloux de voir notre pays prendre son rang parmi les grandes nations, le congrès a proclamé le señor Don Augustin de Iturbide empereur constitutionnel du Mexique, persuadé qu'après avoir été le libérateur de sa patrie, il en sera le meilleur défenseur.

« La reconnaissance de la nation l'exigeait, les vœux unanimes de beaucoup de villes et de provinces le réclamaient impérieusement; le peuple de Mexico, et l'armée qui s'y trouvait réunie ont clairement et positivement exprimé les mêmes sentiments.

« La modération du héros d'Iguala avait plusieurs fois résisté à de semblables tentatives par un respect religieux pour le traité qu'il avait conclu. En vain voulut-il refuser encore, le 19, de se charger du fardeau d'une dignité si élevée; plus les vertus et la gloire qui lui avaient mérité cet honneur étaient éminentes, et plus sa résistance devait être inutile.

« Son amour de la liberté, son désintéressement, ses talents politiques et l'habileté avec laquelle il sait concilier des intérêts opposés, son intégrité et sa capacité pour les affaires d'État, étaient autant de titres à votre admiration...

« Mexicains! vous avez aujourd'hui sur le trône impérial Iturbide le Grand; vos vœux sont comblés... On vient de mettre sous vos yeux une relation succinte de ce grand événement, ainsi que des motifs et des considérations qui l'ont amené. Le congrès espère que vous adresserez au ciel les plus ardentes prières, pour que l'homme qui vient d'être élu, par vous, remplisse ses pénibles devoirs avec l'aide et la protection du Très-Haut.

Signé Francisco Cantarinès, *président;* José Ignacio Gutierrez, député; Francisco Rivers, député, *secrétaires.* Mexico, le 21 mai 1822, seconde année de l'indépendance de l'empire. »

Le congrès s'occupa ensuite de la dynastie d'Iturbide; il créa des titres pour sa famille, et le 21 juin le nouvel empereur fut sacré dans la cathédrale avec une solennité toute européenne. Après cet événement qui donnait au Mexique des chances d'établir l'ordre, la prospérité et le bonheur du pays, il semblait que toutes les dissensions avaient cessé et fait place au repos; il n'en était rien. Les différents partis, bien qu'ils dissimulassent, pendant quelque temps, leur dépit et leur ambition, n'en continuaient pas moins leurs machinations et leur hostilité. Plusieurs députés tinrent des conciliabules pour renverser le gouvernement, sous prétexte que l'empereur « désirait » devenir monarque absolu. On ne citait aucune preuve pour appuyer ces accusations; mais parmi les députés, les uns, — républicains, — étaient mécontents de voir que l'indépendance du pays se consommait sans eux; les autres, — bourbonniens, — voyaient avec déplaisir le Mexique s'organiser sans l'aide des Bourbons. Santa-Anna, dont la conduite étrange est la parfaite personnification de la politique de contraste et de contradiction qui a dirigé le Mexique depuis son indépendance jusqu'à la chute du second empire, Santa-Anna, dis-je, était alors colonel du 8e régiment d'infanterie; il avait été l'un des premiers à féliciter Iturbide de son avénement au trône; il avait assuré le

nouvel empereur qu'il était d'autant plus satisfait de son élévation qu'il avait pris ses mesures pour le faire proclamer à Vera-Cruz, dans le cas où il ne l'aurait pas été à Mexico. Actuellement, il importunait l'empereur pour le décider à dissoudre le congrès, s'offrant lui-même à chasser les députés de leur salle à la pointe des baïonnettes. D'autres personnages plus grands et moins violents suppliaient également Augustin I[er] d'user de l'article 170 de la constitution, alors en vigueur, qui l'autorisait à poursuivre les personnes impliquées dans des conspirations.

Irrité contre la perfidie des uns, influencé par l'insistance de ses partisans, Iturbide prit la détermination, le 26 août 1822, de faire arrêter les coupables, sans toutefois dissoudre le congrès. L'assemblée s'émut à cette mesure et demanda d'une manière impérieuse que les députés lui fussent remis, et qu'on l'informât des causes de leur détention, afin qu'ils pussent être jugés par le tribunal des Cortès. Iturbide, ne pouvant consentir à ce que les députés fussent renvoyés à ce tribunal, parce qu'il se composait de membres du congrès soupçonnés d'être impliqués dans la conspiration, rejeta cette demande jusqu'à la clôture de l'instruction et jusqu'à ce qu'il fût statué par quel tribunal les inculpés seraient jugés. De là s'ensuivirent de part et d'autre des contestations qui durèrent jusqu'au 30 octobre.

A cette époque le mécontentement du peuple contre ses représentants arrivait à l'exaspération, et les provinces refusaient de payer les émoluments de leurs délégués. La représentation nationale s'était déjà laissé tomber dans le mépris par son apathie à l'égard de ce qui concernait le bien public et par son penchant à déprécier le plan d'Iguala. L'anarchie étant sur le point de replonger le Mexique dans d'incalculables malheurs, Augustin I[er] dépêcha, le 30 octobre, le général Cortazar, au président du congrès, pour lui notifier que ce corps avait cessé d'exister, et, sans violence aucune, l'assemblée fut dissoute à midi. L'empereur, de nouveau proclamé le libérateur de l'Anahuac et le père du peuple,

organisa une « Assemblée instituante, » composée de membres du congrès, au nombre de quarante-cinq et de huit suppléants, choisis parmi toutes les provinces. Cette assemblée devait se borner à former une nouvelle *convocatoria*, et à n'exercer des fonctions législatives qu'en cas d'urgence. Cette mesure reçut l'approbation générale.

A la suite de ce coup d'État, l'empire redevint tranquille et le gouvernement s'occupa de développer la prospérité publique et de s'emparer du fort de S. Juan d'Uloa qui restait encore entre les mains des Espagnols et commandait la ville de Vera-Cruz. Malheureusement, Iturbide n'était point à la hauteur de la situation. Pour créer un empire le lendemain d'une révolution, il faut plus que du talent et de l'à-propos, il faut un esprit pratique, un génie organisateur, une énergie exceptionnelle; sans ces trois qualités, toujours rares à trouver réunies dans le même individu, le trône chancelle bien vite et s'écroule en brisant le souverain que les circonstances avaient fait roi, sans en avoir reçu les dons par la nature. La nouvelle administration était très dispendieuse, et pourtant l'État ne percevait aucune rente fixe pour payer les membres et les employés de la cour. Les finances n'étant point régularisées, Iturbide manquait d'argent pour satisfaire les besoins publics et les ambitions privées. Les rentes qui formaient les principaux revenus du Mexique avaient considérablement diminué pendant la guerre de l'insurrection, tandis que les dépenses augmentaient. Le commerce était paralysé autant par les événements de la Péninsule que par l'incertitude de la situation politique dans laquelle se trouvait la Nouvelle Espagne. Les Espagnols, mécontents de l'indépendance, abandonnaient le pays, emmenant avec eux leurs immenses capitaux, leurs familles et leurs serviteurs. Les mines, ruinées par la révolution et le manque de capitaux, ne rapportaient plus rien au trésor. Les bourbonniens et les anciens insurgés, un peu délaissés par l'empereur, furent travaillés par les sociétés secrètes pour les convertir en ennemis du pouvoir actuel. Tous ceux qui avaient pris

les titres de généraux, de colonels, d'officiers, d'intendants, les députés, ceux qui avaient souffert dans leurs biens, sous le régime espagnol, les blessés, en un mot, la moitié de la nation demandait des places ou des secours. Le trésor, sans ressource, ne payait personne, la solde de l'armée même était très arriérée. L'empire chancelait de tous les côtés.

Santa-Anna commandait alors la province de Vera-Cruz, sous les ordres d'Echevarri qui en était capitaine général. Tous deux avaient des instructions particulières relativement à la prise de S. Juan d'Uloa. Quelque jalousie s'éleva entre ces deux chefs au sujet de leur autorité respective. Des plaintes portées par Echevarri, la députation provinciale et d'autres personnages contre Santa-Anna, décidèrent l'empereur à lui retirer son commandement; néanmoins à cause de sa bravoure et des services rendus, il lui donna la croix de l'ordre de la Guadalupe et le grade de brigadier général. Les républicains, qui devenaient nombreux, grâce à l'active propagande des agents des États-Unis, profitèrent du mécontentement de Santa-Anna et flattèrent habilement son amour-propre et son patriotisme, en l'appelant le « Washington mexicain, » pour le décider à proclamer la république. Il revint à Vera-Cruz, où la perte de son commandement n'était pas encore connue, flatta les officiers de l'espoir d'obtenir de l'avancement, abusa la garnison par ses promesses et proclama la république, le 2 décembre 1822.

Santa Anna, secondé par Guadalupe Victoria, Vicente Guerrero et Nicolas Bravo, intimida les villes voisines d'Alvarado et d'Antigua, attaqua Jalapa, mais il fut battu et dut se renfermer dans la place de Vera-Cruz. Quoique Echevarri eût reçu de l'empereur les preuves de la plus grande amitié, quoiqu'il eût l'ordre d'attaquer Santa-Anna, il mit tant de lenteur et de mollesse dans le siége qu'il dura jusqu'au 1er février 1823, époque où la convention de Casa-Mata fut conclue entre les assiégeants et les assiégés, pour le rétablissement du congrès. Echevarri était un Espagnol élevé par Iturbide du rang de capitaine à celui de général,

chevalier de Guadalupe, aide de camp de l'empereur et capitaine général des provinces de Puebla, Oajaca et Vera-Cruz; il le destinait à former un des anneaux de la chaîne fraternelle qu'il voulait établir entre les Espagnols et les Mexicains. Dès qu'il eut lieu de soupçonner la fidélité d'Echevarri, il eût dû prendre le commandement de l'armée, afin de ne pas mettre le gouvernement à la merci de quelques brouillons ambitieux; mais il commit la faute irréparable, — si commune aux souverains, — d'avoir trop de confiance dans ceux qu'il avait comblés de faveurs. Sa confiance lui coûta cher. Echevarri entra en correspondance avec le gouverneur de Vera-Cruz, oublia son ressentiment contre Santa-Anna, se rallia à son opinion et capitula avec lui, lorsqu'il avait des forces considérablement supérieures à celles du chef insurgé. Le 1er février 1823, les officiers supérieurs des deux troupes firent une convention au quartier général de la Casa-Mata, sous prétexte de réunir le congrès, mais en réalité pour renverser l'empire. Parmi les signataires de cette convention figuraient Anastasio Bustamante, Manuel Gutierrez, Jean Arago, Cortaza, etc.

Les révoltés tombèrent comme un torrent sur les provinces de Vera-Cruz et de Puebla. Vivanco qui commandait à Puebla, par interim, se réunit aux rebelles. Iturbide, dans le dessein de les réduire à l'obéissance sans recourir à la force, va prendre position entre le corps d'armée des insurgés et Mexico. L'assemblée instituante avait, dès le 8 décembre, rédigé la *convocatoria* pour un nouveau congrès. Les commissaires envoyés par l'empereur aux rebelles fixèrent avec eux des limites aux troupes des deux côtés et stipulèrent qu'elles resteraient dans leurs lignes respectives jusqu'à ce que la représentation nationale pût s'assembler et décider la question pendante entre les partis, qui se soumettaient à sa décision. Lorsqu'un gouvernement, au lieu de combattre des insurgés, parlemente avec eux, il est jugé, il est perdu. La trahison de Negrete et de Moran vint bientôt prouver à l'empereur que les nouveaux pouvoirs ne se

fondent pas avec des familiers, des amis du lendemain qui ne savent que précipiter leurs maîtres et leurs bienfaiteurs dans des catastrophes au fond desquelles ils ont un secret infaillible pour les enterrer à tout jamais; les empires se fondent avec de l'audace, de l'énergie, et non pas avec des idées, des sentiments et de la faiblesse. Les deux généraux Negrete et Moran quittèrent la table de l'empereur, avec lequel ils jouaient tous les soirs, pour aller se joindre aux insurgés. Aveugles instruments du parti écossais, ils coopérèrent tous les deux à la chute de l'empire pour obéir aux résolutions de la grande loge écossaise.

Cinquante-huit députés, parmi lesquels on remarquait tous ceux qui avaient été incarcérés depuis le 26 août 1822, jusqu'au 15 mars 1823, date de leur mise en liberté, se réunirent en congrès. Cette réunion, illégale à plusieurs titres, l'était surtout par le nombre insuffisant de ses membres. Mais la volonté des vainqueurs obligea Iturbide de lui restituer l'exercice de ses fonctions. L'empire n'existait plus. Josè del Valle, ancien député, conspirateur, ayant donné des preuves de son républicanisme devant le congrès, fut tiré de prison pour prendre le portefeuille des affaires étrangères. Les rebelles avaient envoyé des émissaires dans les provinces pour les engager à se prononcer en faveur de l'acte de Casa-Mata; plusieurs députations provinciales y adhérèrent, tout en manifestant la résolution de respecter la personne de l'empereur. Celui-ci n'avait jamais reçu une piastre des revenus assignés à ses fonctions par la première assemblée des notables, et, depuis son élévation au trône, il recevait à peine de quoi subvenir strictement à sa dépense. L'empereur, dégoûté de tant d'ingratitude et craignant d'être la cause de nouveaux malheurs, abdiqua le 20 mars, remit entre les mains de Josè del Valle l'acte de son abdication et une lettre par laquelle il exposait l'historique de son administration, les sacrifices qu'il savait faire en acceptant le trône qui devait lui faire perdre et son repos et l'amour de ses concitoyens; il ajoutait que s'il avait différé son abdica-

tion c'est qu'il attendait la réunion du congrès, seule autorité à laquelle il devait confier le pouvoir exécutif.

Josè del Valle, après avoir lu ces documents, dit, au nom d'Iturbide, que « l'empereur demandait à se retirer à l'étranger pour éviter les persécutions, les soupçons et les révolutions qui pourraient se faire soit en son nom, soit à cause de lui. Que n'ayant reçu qu'une très petite partie des sommes qu'il devait recevoir, comme chef du pouvoir, il avait dû contracter des dettes pour une somme de cent cinquante mille piastres, et engager son honneur pour les acquitter, ce qui lui faisait espérer que la nation les paierait. » Le congrès promit de payer et lui fit une pension annuelle de vingt-cinq mille piastres pour aller vivre en Italie. Le jour fixé pour son départ de Mexico, le peuple voulut l'empêcher de partir, et quand Vivanco harangua les troupes, elles répondirent par le cri de : — « Vive Augustin I[er]. » — Le 11 mars 1823, une garde d'honneur l'accompagna à Antigua où l'ex-empereur s'embarqua pour Livourne.

Dès ce jour on vit le Mexique tendre à « détruire tout le vieux, à essayer tout le nouveau, » selon l'expression du colonel de la Colina ; il s'enfonça sans hésitation, quoique avec regret, dans le sombre inconnu des révolutions ; il se crut subitement capable de réaliser les rêves les plus chimériques, et dans cette illusion il échafauda, non sans effort, sur les ruines de la monarchie aztèque, espagnole et mexicaine, une république qui devint bientôt un fléau pour le pays, une ignominie pour la civilisation. « Avec Iturbide, dit Suarez Navarro, on perdit pour toujours l'unique espérance qui existait alors, de contenir les ambitions personnelles... Sur Santa-Anna pesait une immense responsabilité ; sur lui devaient tomber les malédictions des futures générations... Les efforts du parti écossais pour faire trouver dans les provinces un écho au cri de Vera-Cruz, étaient notoires ; ceux des Espagnols pour nous diviser et nous précipiter dans l'abîme, étaient palpables. Comment détruire la prépondérance d'une faction parfaitement organisée? Comment

lui arracher le pouvoir suprême tombé entre ses mains par la révolution et par l'abdication de l'empereur? Comment sauver et réaliser les principes républicains invoqués par le mouvement du 2 décembre? » La situation était en effet assez difficile et permit de prévoir l'anarchie qui devait désormais passer à l'ordre du jour au Mexique.

Le 31 mai 1823, le congrès nomma provisoirement un triumvirat, composé des généraux Victoria, Bravo et Negrete, ayant le pouvoir exécutif; le 21 juillet, Mariano Michelena, Miguel Dominguez et Vicente Guerrero furent nommés suppléants; les ministres étaient Lucas Alaman aux affaires étrangères; Pablo de la Llave, à la justice; Joaquin Herrera, à la guerre; Francisco Arillaga, aux finances. Juan Guzman, Ignacio Esteva et Manuel Mier y Teran remplacèrent plus tard trois des ministres élus. Ce pouvoir exécutif dura jusqu'au 10 octobre 1824. Le général Santa-Anna, envoyé à S. Luis Potosi pour contenir les iturbidistes qui pouvaient s'opposer à l'exécution de l'acte de la Casa-Mata, se prononça le 5 juin pour obliger le gouvernement à reconnaître l'indépendance des provinces, et le congrès à lancer sa *convocatoria* pour la nouvelle assemblée. Le 5 novembre 1823, le second congrès constituant s'installa, sous la présidence du docteur D. Miguel Guridi y Alcocer, et commença ses travaux constitutifs, se divisant dès ce moment en deux partis bien tranchés : les centralistes et les fédéralistes.

Une fois promulgué nul le décret qui avait élevé Iturbide au trône, et traître celui qui chercherait à le rétablir, il est évident que la république devenait indispensable et qu'il ne fallait plus songer au plan d'Iguala. Les Bourbonniens et les écossais demandaient une république centrale; les anciens insurgés, les républicains et les iturbidistes se rangèrent du côté de la fédération, proclamée en principe dans le pronunciamiento de S. Luis Potosi. L'armée ne formait pas encore de faction; chaque chef avait ses opinions particulières; ainsi, Bravo, Negrete et Moran étaient centralistes; Busta-

mante, Burragan, Guerrero et Quintanar étaient fédéralistes; les avocats, tous de ce dernier parti. Le Jâlisco et le Yucatan se déclarèrent États souverains; les autres provinces suivirent bientôt cet exemple. Le congrès général fut dépouillé de ses facultés législatives par les députations et les municipalités provinciales; on l'appela « Congrès convoquant, » au lieu de « Congrès constituant. » Les députés, oubliant qu'ils avaient juré de « former la constitution de la nation mexicaine sur les bases fondamentales du plan d'Iguala, c'est à dire avec une monarchie étrangère, » se constituèrent en permanence pour organiser le Mexique sous la forme républicaine. Le congrès dut se décider, malgré lui, à faire une loi nouvelle pour les élections, conforme à celle des Cortès d'Espagne qui concédait le droit de suffrage à tous les citoyens jouissant de leurs droits politiques. Néanmoins, il restait dans une situation étrange de nullité, les provinces ne voulant plus reconnaître son autorité.

Le principe fédéral envahit peu à peu les populations. Malheureusement, la constitution de 1824, étant inspirée par des idées antifédérales, laissa la porte ouverte à toutes les exigences des partis que l'enthousiasme, d'un côté, et la peur de l'autre, auraient pu contenir dans les limites de la légalité. Naturellement, les idées nouvelles débordant de toutes parts les législateurs improvisés par la révolution, les titres de noblesse furent abolis, les blasons arrachés, les tribunaux spéciaux supprimés. Le principe démocratique s'épanouissait, mais comme il est difficile de détruire en un jour les habitudes de trois siècles, les éléments monarchiques subsistèrent, et, plus tard, ils firent une guerre acharnée aux républicains, non seulement à la tribune et dans la presse, mais encore sur les champs de bataille. En attendant, les finances étant nulles, on dut recourir à des emprunts étrangers qui ruinèrent le trésor et détruisirent le crédit.

Tel est le tableau que présentait le Mexique en 1823 et en 1824, c'est celui qu'il nous présentera désormais jusqu'en

1867, avec des teintes devenant plus sombres de jour en jour. Tout cela est fort naturel, fort logique. Un peuple ne change jamais impunément son ancienne forme de gouvernement contre une nouvelle, sans d'épouvantables catastrophes. Je ne blâme pas ce changement, il peut être légitime, nécessaire même; mais je constate un fait. Notre révolution de 89 fit tomber un roi sur l'échafaud et noya la France dans des ruisseaux de sang, avant qu'elle se régularisât sous la main puissante de Napoléon. Au Mexique, la révolution de 1810 a ruiné, ensanglanté le pays depuis cinquante-huit ans, et a coûté la vie à deux empereurs. L'instabilité du pouvoir suprême a fait naître l'anarchie entrecoupée de servitude; elle a ouvert l'arène à toutes les ambitions; elle a mis en ébullition toutes les convoitises et toutes les chimères, en alarme tous les intérêts, la société constitutionnellement sens dessus dessous, et l'a livrée comme une place démantelée au premier venu. Passant de la forme fédérative à la forme unitaire, le Mexique a parcouru le cercle entier des combinaisons républicaines, variant avec une convulsive rapidité ses présidents, ses dictateurs et ses législations; il n'a pas su s'arrêter sur la pente fatale de sa déchéance qui pourrait bien se terminer par la perte de son existence politique.

Pour expliquer les événements qui se sont déroulés depuis 1810, jusqu'en 1867, il faut bien comprendre quelle était la situation du Mexique en 1824. Il s'était affranchi de ses maîtres et de son libérateur, il profita de sa liberté pour devenir l'esclave d'une oligarchie prétentieuse, ignorante et sans patriotisme. Les Mexicains de cette époque expliquent eux-mêmes cette aberration par un aveu dont ils auraient dû profiter. « Dans notre organisation sociale, dit l'un d'eux qui a joué un grand rôle politique dans son pays, avec la lutte des idées anciennes contre les modernes, et la ténacité avec laquelle nous avons voulu accomplir le régime colonial et les formules constitutionnelles d'un pays libre et civilisé, on trouve la source de toutes nos erreurs, ainsi que dans la

versatilité avec laquelle nous avons fait toutes ces transitions honteuses de certains principes aux principes diamétralement contraires.

« Qu'était le peuple mexicain, politiquement parlant, à l'époque de son indépendance? Un être avili, submergé dans la stupidité, sans aucune notion de gouvernement... Il est un fait indubitable... c'est qu'il n'existait aucun élément pour que, par les seuls efforts de l'opinion publique, une cause pût triompher, aussi sainte, aussi juste, aussi libérale qu'elle fût. La majorité des Mexicains ignorait et beaucoup ignorent encore quels sont leurs devoirs politique et social ; ils ignorent leurs droits, leurs lois et toutes les théories sanctionnées par le siècle... Notre nationalité étant née d'une émeute, il est naturel que les émeutes et la force armée soient devenues par la suite l'arbitre des destinées d'un peuple sans éducation civile d'aucune sorte. »

Tandis que le Mexique et les colonies espagnoles s'organisaient aussi pitoyablement avec la forme républicaine, la France envahissait l'Espagne pour sauver la monarchie des mains de la révolution. La guerre d'Espagne formait une partie du programme réellement français que M. de Chateaubriant espérait réaliser au congrès de Vérone. Dans ce programme se trouvait la solution des affaires américaines. Le duc de Wellington voulait la reconnaissance pure et simple de l'indépendance des colonies espagnoles, sollicitée par le commerce britannique. M. de Chateaubriant lui répondit qu'il serait préférable « une mesure générale, prise en commun par les divers cabinets de l'Europe, qui pourrait ménager à la fois les intérêts de l'Espagne, ceux de ses colonies et ceux des nations européennes, concilier les droits de la légitimité et les nécessités de la politique. » Ce qui se passait à cette époque dans les cabinets de l'Europe, concernant la question hispano-américaine, nous prouve combien cette question avait déjà d'importance, pour les intérêts européens, aux yeux des esprits clairvoyants.

La guerre d'Espagne terminée, il convenait d'aborder im-

médiatement la question des colonies espagnoles. « Je voudrais, disait alors M. de Chateaubriant, vivre assez pour voir... la réunion de l'Église grecque et de l'Église latine, l'affranchissement de la Grèce, la création de monarchies bourbonniennes dans le nouveau monde, et le juste accroissement de nos frontières. » Cela n'était point facile. Le roi d'Espagne, replongé dans les mains de sa domesticité, regimbait le premier; les calamités, trop méritées, d'où l'avait tiré la France, ne l'avaient pas corrigé; infatué de lui-même, caressant ses chimères rétrogrades, n'écoutant aucun conseil, ne comprenant aucune leçon, il considérait comme une offense à sa dignité l'arbitrage de l'Europe entre la Péninsule et ses colonies; pourtant, la veille, enfermé à Cadix, il ne rougissait pas de signer le décret des Cortès sanctionnant l'érection de Buenos-Ayres en république. La France comptait sur la peur et l'intérêt pour faire agir Ferdinand VII. Le duc d'Angoulême, avant de le laisser entrer à Madrid, insista fortement pour que le roi, qu'il venait de sauver, accordât un gouvernement convenable à ses peuples et qu'il envoyât un infant comme souverain du Mexique. Le roi répondit qu'il verrait!

Il était pourtant très urgent de se presser à transiger avec les colonies, pour ne pas les perdre entièrement. Avec leur légitime amour de l'indépendance, toutes avaient conservé le goût de la monarchie. On l'a vu au Mexique par le plan d'Iguala et l'avénement d'Iturbide; en Colombie, Bolivar lui-même, ce héros sympathique, ne se dissimulant pas l'insuffisance de ses compatriotes pour supporter le régime républicain, désirait la fondation d'un empire qu'il eût déféré de préférence à un Bourbon français; les provinces Argentines n'avaient-elles pas également exprimé le vœu, en 1819, d'avoir un duc d'Orléans pour souverain? Les débuts des nouvelles républiques furent si malheureux qu'il n'eût pas été difficile pour l'Europe alliée de fonder des monarchies bourbonniennes, indépendantes et constitutionnelles dans toutes ces colonies qui les avaient demandées dès le com-

mencement de leurs révolutions. Mais contre cette transaction s'élevaient l'incroyable nullité de Ferdinand VII et le mauvais vouloir de l'Angleterre.

Le commerce britannique avait fait de très bonnes affaires avec la chute de l'Espagne en Amérique; il s'était jeté sur ces contrées, si longtemps fermées par la prévoyance étroite du conseil des Indes; en peu d'années il les avait couvertes de produits anglais, d'agents de toute nature, de compagnies affectées à toutes les destinations possibles. Les emprunts effectués par les colonies émancipées aux capitalistes de Londres, de Liverpool, de Manchester s'élevaient déjà au chiffre de 523,450,000 francs, somme énorme qui donnait aux prêteurs une hypothèque sur le nouveau monde. L'Angleterre, dont les grands intérêts politiques ont toujours fléchi devant ses petits profits, ses devoirs d'honneur, ne voulait pas renoncer à cette anarchie lucrative perpétuée par la forme républicaine des colonies espagnoles. Aussi, au mois d'octobre 1823, M. Canning annonçait-il à l'ambassadeur de France, M. de Polignac, que dans un acte prochain, la Grande Bretagne reconnaîtrait purement et simplement les nouvelles républiques.

M. de Chateaubriant, comprenant les conséquences d'une pareille détermination, s'empressa de demander à Ferdinand VII un décret proclamant la liberté de commerce avec les colonies insurgées. Ce point était des plus essentiels, car l'Angleterre, pour motiver sa reconnaissance des républiques espagnoles, mettait en avant les inconvénients du provisoire, les dommages causés à ses nationaux par l'absence d'officiers diplomatiques régulièrement accrédités. La liberté du commerce promulguée, tout prétexte lui était enlevé, car elle pouvait nommer des consuls où bon lui semblait et elle se condamnait, en persistant dans ses résolutions, à faire un éclat qui devait l'isoler en Europe. Tout donnait à prévoir qu'elle reculerait devant une telle situation; n'était-elle pas encore gouvernée par les tories, ayant le respect superstitieux des alliances continentales? On dut

employer la force, la ruse et la menace pour décider Ferdinand VII à signer ce décret qui jeta l'Angleterre dans un complet désarroi. Pour se venger, elle ne voulut prendre part à aucun projet de médiation inspiré par la France. Dans ses lettres confidentielles au principal de nos plénipotentiaires au congrès de Verone, M. de Villèle donne les bases suivantes de ce projet. « Les cinq grandes puissances, dit-il, s'engageraient préalablement à ne réclamer aucun avantage spécial dans leurs rapports commerciaux avec les nouveaux États d'Amérique ; les métropoles elles-mêmes s'imposeraient la même réserve, et, la première, la France en donnerait l'exemple en traitant avec la république d'Haïti, moyennant une indemnité pour nos colons. Cette déclaration faite, les grandes puissances proposeraient à l'Espagne un compromis aux termes duquel ses possessions coloniales lui seraient garanties là où sa domination était demeurée entière; des infants seraient placés comme rois, là où, comme au Mexique, ce mode de transaction était possible, etc. »

Le 6 novembre 1823, M. de Chateaubriant écrivait au prince de Polignac : — « Si l'Angleterre précipite trop la question, si elle se décide, malgré les protestations de l'Espagne et le sentiment des cours alliées, à reconnaître l'indépendance des colonies espagnoles, les choses n'iront pas aussi facilement; nous pourrons gêner le pavillon de ses colonies, y soutenir le parti royaliste ; et enfin si l'Angleterre nous poussait à bout, nous n'avons pas encore évacué Cadix, Barcelone et la Corogne. *Ceci*, prince, *est pour vous seul*, et pour vous faire comprendre que, sans manquer aux convenances et à la mesure diplomatique, vous pouvez parler d'un ton forme à M. Canning. »

Cette fermeté en imposa aux ministres anglais, et les choses en restèrent dans cette situation jusqu'au printemps de 1824, époque à laquelle on eût pu croire que la solution désirée se réaliserait. Du côté de l'Espagne et des puissances continentales, les plus gros empêchements étaient levés.

En Amérique, les vices des institutions républicaines, appliquées à des populations monarchiques, se trahissaient de plus en plus dans les souffrances des peuples. Tandis que les soldats de Ferdinand VII occupaient encore le fort de S. Juan d'Uloa, Iturbide préparait son retour au Mexique. Le gouvernement britannique en était venu à ne plus repousser l'établissement d'un infant sur le trône mexicain. L'ombre croissante des États-Unis lui donnait à réfléchir. La chute de M. de Chateaubriant, arrivée le 6 juin 1824, renversa son édifice si laborieusement construit ; les monarchies bourbonniennes furent abandonnées, l'Espagne retomba dans son absolutisme, la république allait triompher partout sur le continent américain et enrichir les marchands de l'Angleterre et des États-Unis.

Iturbide s'ennuyait dans sa résidence à Livourne, il passa dans la Grande Bretagne. Influencé par ses compatriotes qui lui adressaient de pressantes sollicitations pour revenir au Mexique, il s'embarqua le 11 mai pour Soto-la-Marina, ignorant le décret du 8 avril 1824, lancé par le congrès mexicain qui le mettait hors la. loi. Il arriva le 14 juillet en vue du port. Un de ses aides de camp, nommé Benesky, fut envoyé au général La Garza, commandant de la province, pour obtenir une autorisation de débarquement. Benesky révéla la présence d'Iturbide à bord du navire. A cette nouvelle, le général accorda de suite l'autorisation demandée. A peine débarqué, Iturbide est reconnu, entouré, traîné dans la prison de Soto-la-Marina. Un instant après, l'alcade se présente à lui, envoyé par La Garza, lui lit le décret du 8 avril, et lui dit qu'il n'a plus que trois heures à vivre ! Il reçut ce coup avec sang-froid, déclara que venu seul avec sa famille, il n'apportait aucune disposition hostile contre la république, et, La Garza ayant refusé de l'entendre, il lui fit remettre une lettre, dans laquelle il exposait les motifs de sa conduite, avec prière de l'envoyer au congrès de Tamaulipas. Il pria ensuite le général de permettre à son chapelain, resté à bord, de venir lui rendre les derniers secours de son

ministère. La Garza, ému de compassion, effrayé, peut-être, de la responsabilité qui allait peser lui, suspendit l'exécution. En ce moment, le congrès siégeait à Padilla : il lui rendit compte de la capture d'Iturbide et vint prendre son prisonnier pour le conduire dans cette ville. En route, pour honorer celui qu'il conduisait à la mort, il lui remit le commandement des soldats qui le gardaient.

La lettre de La Garza avait jeté la consternation dans le congrès, car les termes du décret étaient précis. Les députés, effrayés par le nom, les antécédents, les services rendus de celui qu'ils devaient condamner, cherchèrent dans la fuite un moyen d'échapper à cette responsabilité. Six seulement restent, s'érigent en tribunal et décident l'exécution immédiate; ils maintiennent la fatale sentence de mort en présence d'Iturbide et de La Garza qui font valoir l'ignorance de la proscription lorsque l'ex-empereur partit de l'Angleterre. A six heures du soir, Iturbide prévint lui-même le détachement qui le gardait, que l'heure de l'exécution était venue. Arrivé au lieu du supplice, il confia au prêtre qui l'accompagnait, pour le remettre à son fils aîné, le rosaire qu'il portait au cou, et une lettre pour sa femme. Il fit distribuer ensuite à la troupe l'or qu'il avait dans sa bourse, puis s'adressant à la foule émue, il s'écria d'une voix ferme qu'on put entendre de toute la place :

« Mexicains ! au moment de mourir, je vous recommande l'amour de la patrie et l'observance de notre sainte religion : c'est elle qui doit vous conduire à la gloire; je meurs pour être venu à votre aide; et je meurs content parce que je meurs parmi vous !

« Je meurs avec honneur et non comme un traître; je ne laisserai pas cette tache à mes enfants et à la postérité !

« Non, je ne suis pas un traître! Gardez la subordination et prêtez obéissance à vos chefs! en exécutant leurs ordres accomplissez la volonté de Dieu ! Mes paroles ne sont point inspirées par la vanité : Je suis loin d'en avoir, adieu ! »

Ayant dit ces mots, il commanda à l'adjudant Castillo de

faire feu et tomba frappé de cinq balles. Il fut enterré, sans aucune solennité, dans le cimetière de Padilla. Ainsi périt Iturbide, à l'âge de quarante ans, sans laisser de regrets derrière lui, après avoir été l'objet de l'enthousiasme le plus frénétique; mais, dans ce lugubre drame appelé l'histoire des révolutions mexicaines, on verra bien d'autres chutes et bien d'autres contrastes, non moins incompréhensibles, non moins tristes et qui en font une perpétuelle insulte à la raison et au bon sens.

Les espérances des monarchistes mexicains tombèrent avec l'homme qu'ils avaient sacrifié à leurs ambitions, à leurs rancunes personnelles. Le clergé, les Espagnols, le haut commerce durent vivement regretter leur conduite inconcevable envers l'homme qui les rattachait à la mère patrie; mais, à l'exemple de la cour d'Espagne, ils ne savaient rien oublier; ils ne surent rien apprendre. En voulant imiter leurs voisins des États-Unis, plutôt par ineptie, par haine contre les chefs qui tentaient de régulariser l'indépendance et la consolider par des institutions conformes aux mœurs nationales, que par goût, ils apprirent bientôt que leurs modèles deviendraient des maîtres. En effet, dès l'année 1823, le président Monroe, dans son message, affecte de prendre le Mexique en tutelle. Résolu à donner une protection, qu'on ne demandait pas, aux États nouvellement indépendants, par un manifeste solennel, le président Monroe proclama dans ce message une nouvelle politique d'intervention dont voici les principaux passages :

« Les citoyens des États-Unis nourrissent les sentiments les meilleurs pour la liberté et le bonheur de leurs semblables de l'autre côté de l'Atlantique... C'est seulement lorsque nos droits sont attaqués ou sérieusement menacés que nous nous sentons blessés et que nous nous préparons à nous défendre. Les événements qui se passent dans notre hémisphère nous touchent plus immédiatement, par des raisons qui se présentent d'elles-mêmes à tout observateur éclairé et impartial . . . .

« En conséquence, c'est un hommage que nous devons à la vérité et à notre désir de continuer nos relations amicales avec les puissances alliées, de déclarer que nous considérerions comme dangereux pour notre repos et pour notre sûreté toute tentative qu'elles feraient dans le but d'étendre leur système à une portion quelconque de cet hémisphère. Nous nous sommes abstenus d'intervenir dans les colonies ou dépendances réelles des différents États européens, et nous ferons de même à l'avenir, mais pour ce qui concerne les États qui ont proclamé et fait prévaloir leur existence indépendante, et dont après pleine considération, et conformément à de justes principes, nous avons reconnu l'indépendance, nous ne pourrions regarder que comme une manifestation de sentiments hostiles aux États-Unis toute intervention qui aurait pour objet de les opprimer ou d'en contrôler, de quelque manière que ce fût, les destinées. Pendant la lutte qui a eu lieu entre ces nouveaux gouvernements et l'Espagne, nous nous sommes déclarés neutres; au moment même où nous les reconnaissions, nous avons observé la neutralité, et nous y persistons, pourvu qu'il ne se produise aucun changement qui, dans l'opinion des pouvoirs constituant notre gouvernement, soit de nature à rendre indispensable à la sécurité des États-Unis un changement correspondant de notre part. »

Cette doctrine, on le voit, n'est qu'une déclaration courageuse de protection en faveur des jeunes républiques américaines, mais elle n'interdisait nullement l'établissement du système monarchique aux colonies espagnoles. En effet, les États-Unis reconnurent la monarchie d'Iturbide au Mexique, et celle de la maison de Bragance au Brésil; la doctrine Monroe ne défendait que l'indépendance des nouveaux États, menacée par l'Espagne et compromise par les projets révélés au congrès de Vérone. Néanmoins, il était facile de comprendre que les États-Unis voulaient spéculer sur l'anarchie des nouvelles républiques, pour en tirer, à l'exemple de la Grande Bretagne, d'abord des profits commerciaux, ensuite

des annexions de territoire. Les faits le prouveront bientôt. Telle était la situation faite au Mexique, sous le triumvirat, par le manque de patriotisme de la classe aristocratique, par les ambitions des républicains, l'aveuglement et les illusions ridicules de tous.

RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE

1824-1835

La monarchie venait à peine d'expirer au Mexique, et déjà le triumvirat se trouvait assiégé par tous les partis qui voulaient lui imposer leur loi. Sans pouvoir suffisant pour réprimer l'influence des loges maçonniques ; sans moyens ni facultés pour satisfaire l'ambition de quelques-unes de ces assemblées, alors si puissantes ; sans sécurité, sans confiance et sans constitution ; luttant contre la tourbe des prétendants et contre la routine du régime colonial ; sans argent pour payer qui ou quoi que ce fût : tel était le bilan de ce pauvre triumvirat, avant et pendant la réunion du congrès du 23 juin 1823. Les capacités politiques et les dévoûments patriotiques faisant complétement défaut parmi ces vanités ambitieuses, la liberté devait être sacrifiée, dès l'aurore de la république mexicaine, à la nullité despotique des gouvernants. Le corps législatif lança, le 2 octobre, la loi des suspects. Un décret spécial donnait au pouvoir exécutif la faculté d'emprisonner, « sans s'assujettir aux formes légales, » tous ceux qu'il « soupçonnerait de vouloir altérer la tran-

quillité publique. » L'inquisition n'allait pas si loin. Trois jours après la promulgation de ce décret, cinquante personnes de toutes les classes et de toutes les conditions furent subitement incarcërées, sans aucune formalité. La terreur vint se joindre à tous les maux qui désolaient le pays.

Le Guatemala secoua le joug de la métropole. Le congrès constituant sanctionna son indépendance le 1[er] décembre 1823, et donna l'ordre au général Vicente Filisola de revenir au Mexique avec ses troupes, laissant cette province se gouverner comme elle l'entendait. L'Angleterre envoya deux agents diplomatiques à Mexico, MM. Harvey et Ward; les États-Unis accréditèrent aussi M. Robert Poinsett; tous furent admirablement reçus par le gouvernement mexicain. Ces agents, devenus ministres plénipotentiaires, se mêlèrent de la politique intérieure pour brouiller encore davantage la situation, et pêchèrent en eau trouble des traités commerciaux plus avantageux pour leurs pays. « Ces contrats, disait Lorenzo Zavala, ressemblent à ceux du pauvre avec le riche, du faible avec le fort. » Le gouvernement mexicain, manquant d'intelligence ou trop confiant dans la bonne foi du cabinet de Washington, se laissa persuader par les États-Unis qu'il fallait réviser le traité des limites, conclu avec l'Espagne en 1819. Ces premières concessions amenèrent plus tard la guerre du Texas.

Les Espagnols ayant conservé la position qu'ils avaient avant le plan d'Iguala, les républicains résolurent de les expulser et de s'emparer de leurs biens et de leurs emplois. Les États de Jalisco, Queretaro, Cuernavaca, Oaxaca se préparèrent publiquement à cette mesure. Dans la nuit du 23 janvier 1824, la garnison militaire de Mexico, sous les ordre du général Lobato, renforcée par quelques citoyens, se souleva contre le gouvernement, en demandant l'expulsion des Espagnols de tous les emplois publics, tant que l'Espagne n'aurait pas reconnu l'indépendance du Mexique. Les insurgés qui occupaient le quartier de Los Gallos et le

couvent de Belen furent rejoints par les détachements du palais, de la municipalité, de l'hôpital, de l'hôtel des monnaies et des casernes. Le gouvernement, ne trouvant plus personne à qui donner des ordres, se réfugia dans l'église de Saint-Pierre et Saint-Paul où se tenaient les sessions du congrès. Santa-Anna offrit alors son épée au pouvoir exécutif, mais l'attitude du congrès rendit cette offre à peu près inutile. Le pouvoir réunit des troupes à la hâte, le congrès déclara qu'il n'obéirait pas aux injonctions d'une force armée. Les insurgés restèrent inactifs pendant deux jours. Le général Lobato finit par se soumettre au gouvernement; les officiers principaux firent de même; le lieutenant-colonel D. José Staboli refusa l'amnistie et se décida à prolonger la lutte. Il fut pris dans la nuit du 26 et condamné à mort le lendemain; mais cette peine fut commuée en un exil perpétuel. Si la loi avait été inexorable, la liberté des citoyens, l'ordre public et la volonté nationale n'eussent sans doute pas été si souvent sous l'empire des baïonnettes et le jouet du premier soldat venu.

Cette conspiration ridicule n'eut pas d'autre suite, mais elle entraîna deux conséquences très graves : celle d'inaugurer les voies de fait, les pétitions à main armée, et celle de soulever ce qu'on appela « la question espagnole. » Aussi la tranquillité publique était-elle à peine rétablie, que dans la session du 30 janvier, le congrès proposa la mesure suivante : — « Une commission spéciale, ayant en vue le plan d'Iguala et le traité de Cordova, présentera un projet de loi pour régulariser clairement les conditions et les obligations que devront remplir les Espagnols pour jouir des garanties indiquées dans lesdits plan et traité. » Cette mesure n'avait d'autre but que l'expulsion des Espagnols qui se vérifia plus tard.

A cette époque, l'enthousiasme pour l'initiation aux rites maçonniques tenait du vertige. Les yorkinos ou communistes, importés des États-Unis par M. Poinsett, commençaient à prendre une grande prépondérance sur les écos-

sais. Cette prépondérance se devait surtout aux iturbidistes qui se rangèrent du côté des yorkinos, pour se venger de la conduite des écossais contre l'ex-empereur. Néanmoins, ces dissensions intérieures n'empêchaient pas les députés de travailler à l'acte constitutif de la confédération, qui fut sanctionné et publié le 1er février 1824. Cet acte opposait une certaine barrière aux prétentions des partis; il fut la cause de la retraite du général Michelena qui demanda la légation de Londres, de Lucas Alaman qui rentra dans la vie privée, et du chanoine La Llave qui retourna à sa botanique. Ce changement de ministres n'avait pourtant aucune signification importante, car peu de temps après, MM. La Llave et Alaman reprirent chacun son ancien portefeuille. L'acte constitutif ne donna pas la moindre sécurité au gouvernement qui voyait partout des conspirations; celle appelée de la rue Celaya, fut cause de plusieurs condamnations à mort, de l'incarcération de quelques citoyens et de l'exil des généraux Bustamante et Quintanar; mais l'inanité de ces conspirations modifia la rigueur de ces peines.

Sur ces entrefaites, Santa-Anna fut envoyé dans le Yucatan pour pacifier cette province, souvent en guerre à cause de la rivalité de sa capitale Merida, avec le port de Campêche. Accueilli par les démonstrations les plus sympathiques, il sut bientôt rétablir l'ordre et fut nommé gouverneur de cet État. Il organisa divers corps actifs et permanents, remit les places et les forts en état de défense et rétablit partout la confiance et la prospérité. En apprenant la mort d'Iturbide, le colonel Benito Azmar, commandant la place de Merida, prit la parole dans le salon du palais et termina sa harangue, à Santa-Anna, en applaudissant « à la mort du tyran. » A quoi Santa-Anna répondit : — « C'est un infâme assassinat ! Messieurs, si la mort du chef d'Iguala vous semble avantageuse à la patrie, vous pouvez l'en féliciter; mais non pas moi, qui voit dans cet événement tragique et criminel une tache éternelle pour l'histoire du Mexique. » — Ces paroles étaient d'autant plus remarquables dans la

bouche du général, qu'il avait été le premier à lever l'étendard de la révolte, lorsque Iturbide eut dissous le congrès.

Le 28 septembre 1824, tous les votes pour la nomination du président étant arrivés, on procéda au scrutin. Le général D. Guadalupe Victoria ayant obtenu les suffrages des législatures de Tabasco, Zacatecas, Jalisco, Puebla, Cohahuila, Guanajuato, Tamaulipas, Durango, S. Luis Potosi, Queretaro et Yucatan, et le général Pedraza, deux seulement, Victoria fut élu président. Le général D. Nicolas Bravo obtint la vice-présidence. Guerrero, Victoria et Bravo avaient été parfaitement unis pendant leur triumvirat, ne songeant qu'à l'intérêt public; mais une fois que la fortune et l'opinion se déclarèrent pour Victoria, l'amour-propre les sépara, et comme chacun d'eux était affilié à un parti différent, ils devinrent bientôt de mortels ennemis. Le 4 octobre la constitution était achevée, promulguée, et cinq jours après le gouvernement fédéral s'installait officiellement.

Sous la présidence du général Victoria qui dura jusqu'au mois d'avril 1829, MM. Lucas Alaman, Manuel Gomez Pedraza, Sebastian Camacho, Josè Espinosa de los Monteros, Juan de Dios Cañeda et Josè Maria Bocanegra furent successivement ministres des affaires étrangères; Miguel Ramos Arizpe et Josè Espinosa de los Monteros se partagèrent le portefeuille de la justice; Ignacio Esteva, Thomas Salgado, Francisco Garcia et Bernardo Gonzalez Angulo, celui des finances; Manuel Gomez Pedraza, Manuel Rincon, Vicente Guerrero et Francisco Moctezuma, celui de la guerre. On le voit, dès l'origine de la fédération, les changements ministériels ne firent pas défaut. A cette époque on délégua auprès du saint-siége un agent diplomatique qui se promena pendant dix-sept ans en Italie sans pouvoir obtenir un concordat du souverain pontife. Dans le même temps, le congrès refusa de reconnaître l'agent français comme ministre plénipotentiaire, tant que la France ne reconnaîtrait pas l'indépendance du Mexique.

Avant de parler des événements survenus pendant la pré-

sidence du général Victoria, je crois devoir reproduire ici la manière dont les Mexicains envisageaient la constitution de 1824. Leur appréciation n'est, peut-être, pas impartiale, mais les événements ont justifié leur critique et c'est pourquoi je la cite. Dans une histoire il ne suffit pas d'enregistrer les faits, les uns après les autres, il faut encore les expliquer, en révélant les causes qui les ont produits. Rafael de la Colina dit, en parlant de cette constitution : — « Modelée sur celle des États-Unis, elle est devenue pour nous une plante exotique qui n'a donné plus tard que des fruits amers, nuisifs et vénéneux. La seule réflexion qu'elle était la forme du gouvernement fédéral démocratique la mieux adaptée aux nécessités de la république du nord, cette seule réflexion, dis-je, aurait dû nous convaincre qu'elle était la moins applicable à nous. Deux peuples qui n'ont aucune analogie et n'en auront jamais, peuvent-ils être assujettis à la même constitution politique? »

Voici la confession échappée à Luis de la Rosa, le plus tenace défenseur des principes démocratiques fédéraux, dans un discours pour l'anniversaire de l'indépendance : — « La république du Nord, dit-il, est la seule qui, s'étant constituée a observé inviolablement sa sage constitution, et l'a fortifiée par bien des années de paix et de prospérité. Mais aussi, quelle différence entre la situation du Mexique et celle des États-Unis, quand l'une et l'autre ont proclamé leur indépendance. Dans les colonies de l'Amérique du nord, il n'y avait pas, comme au Mexique, une classe de conquérants et une nation conquise; il y avait là-bas une colonisation et non pas une conquête; les anciens habitants furent exterminés ou réduits en esclavage et ne restèrent pas, comme ici, un peuple nombreux, soumis par sa civilisation arriérée à la domination la plus oppressive... Là-bas, les colons conquirent leurs droits peu à peu, recevant de la métropole même la concession de ses libertés ; de sorte qu'on peut dire, qu'aidés, en une certaine manière, par la mère patrie, ils travaillèrent pendant plus de deux siècles à implanter les

principes d'une constitution qui existait, en quelque sorte, quand ils n'ont fait que la formuler, au moment de leur indépendance. »

Le rapport de la commission de la chambre des notables, est plus explicite et plus instructif dans ses appréciations historiques; voici quelques extraits importants de ce qu'il dit à ce sujet : — « Mal comprises dès le commencement, les combinaisons si compliquées du gouvernement que l'on avait voulu acclimater par force dans la nation, la souveraineté des États, plante exotique transportée dans les provinces de la Nouvelle-Espagne habituées à un état de choses passif, sans vertus, sans lumières et sans habileté pour développer pacifiquement les institutions; il n'est pas facile de dire combien tout cela jeta de désordre dans les esprits, d'orgueil et d'insubordination. Ce n'était pas là, comme le proclamaient des rêveurs, des entêtés politiques, de brillants satellites tournant harmonieusement autour d'un centre vigoureusement constitué, mais au contraire des corps errants, sans règle de direction, sans but marqué dans leur route, entre lesquels tout homme sensé pouvait prophétiser des chocs continuels et violents. Ne parlons pas de cet amas de lois incohérentes entreprises à la tâche comme par un ouvrier besoigneux, ni du labyrinthe inextricable dans lequel se trouvèrent enlacés le système financier, et surtout les lois concernant le commerce et l'industrie . . . . . .

« Les chefs militaires dépendant de la fédération, et qui commandaient les forces de l'armée dans les États, étaient les ennemis acharnés et jurés des gouverneurs, et en général de toutes les autorités civiles, s'épuisant en vain à se faire respecter par la force. C'est ce qui fit créer et augmenter les milices civiques, création amphibie qui, sans remédier aux dépenses des corps disciplinés, ne servait qu'à alimenter l'oisiveté et le vagabondage, et dont l'organisation informe était une menace incessante pour l'ordre public... L'antagonisme qui existait auparavant entre les chefs de l'État et ceux de l'armée s'introduisit parmi les troupes permanentes

et la milice civique. Qu'importait que les limites du pouvoir général et de celui des États fussent bien marquées par la constitution... Une simple feuille de papier, privée de sanction morale, et qui n'abrite pas efficacement tous les intérêts, a toujours été une digue impuissante pour résister aux envahissements d'une ambition désordonnée, la plus funeste de toutes les passions politiques. Les premières résistances des petites souverainetés étaient timides; mais bientôt convaincues que la fédération manquait d'énergie pour les contenir, et que des menaces stériles étaient les seuls moyens de répression en son pouvoir, elles ne mirent plus de bornes à leurs usurpations; la guerre fut faite ouvertement et sans quartier; les États indépendants formèrent entre eux de fortes coalitions qui permettaient de rendre plus vigoureuses leurs attaques contre le pouvoir central, et le gouvernement général vit avec le sentiment d'une rage impuissante réduire peu à peu son influence et ses ressources, ne vivant pour ainsi dire que grâce à la générosité d'autrui.

« En même temps, il avait à soutenir les attaques incessantes et acharnées de la représentation nationale qui lui disputait sans relâche ses attributions.... Aussi les luttes entre le législatif et l'exécutif devinrent-elles la plaie incurable et la maladie chronique d'une organisation aussi vicieuse; cette maladie ne pouvait être combattue que par les subventions du trésor, destinées, entre les mains des présidents, à acheter les majorités, qui n'en gardaient pas moins une attitude hostile. . . . .

« Séduire l'armée avec de l'or, de l'avancement et des grades que l'on distribuait à des individus sans autre titre que la trahison; tromper les soldats au moyen de promesses mensongères, leur laisser croire qu'ils seraient payés avec exactitude; entraîner la plèbe dans des séditions qu'on avait l'espoir de voir se changer en anarchie et en désordre; spéculer par avance avec les indignes traficants du trésor public au moyen de contrats ruineux pour le pays; offrir l'occupa-

tion des emplois existant ou à créer pour satisfaire les révolutionnaires achetés, tels furent les principaux ressorts mis en jeu pour enflammer les esprits et faire triompher les *pronunciamientos.* »

Ces citations suffiront à peindre l'état de choses créé par la constitution de 1824. Le président Victoria, un des patriotes les plus respectables de la révolution, se reposait sur ses lauriers avec ses ministres; ils publiaient les lois décrétées par le pouvoir législatif, veillaient à leur exécution et croyaient remplir ainsi les devoirs de leurs fonctions. Le 12 avril, le congrès, en présence de cette apathie, provoqua une motion pour obliger les ministres à venir une fois par semaine rendre compte à l'assemblée des affaires de l'État. Le premier acte administratif du nouveau président fut de contracter un emprunt de vingt-quatre millions de piastres, avec plusieurs banquiers anglais. Souscrit à des conditions onéreuses, cet emprunt fut encore diminué par des banqueroutes et par les dilapidations du ministre des finances et de ses agents. Sans procurer des ressources proportionnées à son importance, il devint, par l'accumulation des intérêts, le principe de cette énorme dette qui s'éleva, en 1850, au chiffre de deux cent cinquante-sept millions quarante et un mille deux cent cinquante francs.

L'attention publique occupée par les événements que je vais esquisser à grands traits se mêla fort peu de la conduite du pouvoir exécutif. On se rappelle que le fort de S.-Jean d'Uloa était encore occupé par les Espagnols; le président Victoria voulait absolument s'en emparer pour rendre libre le commerce de Vera-Cruz; il chargea le général D. Miguel Barragan de le réduire. Le général, non sans de grands efforts, eut l'honneur de faire capituler cette place le 18 novembre 1825. La capitulation fut honorable pour les Espagnols et la garnison se rembarqua pour la Havane aux frais du gouvernement mexicain. L'Espagne perdit ainsi le dernier point qu'elle occupait sur cette vieille terre conquise par Fernand Cortez.

« Si nous considérons les événements qui eurent lieu en 1825 et 1826, dit M. Suarez Navarro, dans son histoire de cette époque, nous verrons que le pouvoir exécutif devait fatalement sortir de l'orbite de ses attributions. A peine les principes républicains fédéraux étaient-ils sanctionnés et les droits respectifs tracés, que le congrès constituant érigeait la dictature, trouvant insuffisants, pour l'administration intérieure, les pouvoirs accordés au gouvernement par la loi fondamentale... Nos hommes ont toujours gouverné la république au moyen de lois de circonstance, pour suppléer aux lacunes de la constitution et à son manque d'harmonie avec notre mode d'être, comme au genre de civilisation dans lequel nous nous trouvions. » Ceci était tellement vrai que le président ne pouvait faire respecter les lois et maintenir l'ordre que par des pouvoirs extra-constitutionnels. Le même fait se reproduisit dans les départements. A l'exemple de la capitale, les législatures provinciales accordèrent à leurs gouverneurs des facultés extraordinaires.

En dépit de ces facultés accordées à tous les chefs d'État, la lutte entre les deux loges maçonniques faisait prévoir des troubles prochains. M. Poinsett, ministre des États-Unis, avait ouvert un grand temple et donnait une extension considérable au rite des yorkinos. Le club des écossais n'était pas moins actif, mais il avait perdu beaucoup de son influence par la défection des iturbidistes. D. Vicente Guerrero, derrière lequel se cachait M. Poinsett, était le chef des yorkinos. Ce parti devint le maître de la situation; D. Nicolas Bravo présidait le club des écossais. La guerre qu'ils se faisaient réciproquement engendra la conspiration Arenas.

Le 19 janvier 1827, le P. Arenas eut une entrevue avec le général D. Ignacio Mora, pendant laquelle il lui révéla le plan d'une conspiration, ayant pour but le rétablissement de la monarchie espagnole, et l'engagea fortement à donner sa coopération aux conspirateurs. Le général lui demanda d'autres renseignements, puis une autre entrevue pour le jour suivant et s'en alla tout de suite avertir le président de

ce qui se tramait contre la république. Les ministres, aussitôt assemblés, résolurent que, le lendemain, cinq témoins se cacheraient dans la chambre où devait avoir lieu le rendez-vous, afin d'entendre la conversation et pouvoir déposer ensuite contre le P. Arenas. Ces cinq témoins furent D. Josè Maria Tornel, secrétaire particulier du président et député de Vera-Cruz, D. Francisco Molino del Campo, sénateur et gouverneur du district fédéral, le lieutenant-colonel D. Ignacio Falcon, D. Joaquin Muños et D. Francisco Ruiz Fernandez. Le P. Arenas tomba dans le guet-apens, et fut incarcéré le même jour.

Cette conjuration servit de prétexte aux plus odieuses et aux plus violentes attaques des deux partis. « Les yorkinos, dit D. Lorenzo Zavala, en parlant de cette triste affaire, exagéraient les progrès de la conspiration, pour en faire retomber tout l'odieux sur le parti écossais, qu'ils croyaient ou feignaient de croire complice de cet attentat. Les écossais, de leur côté, au lieu de présenter les faits dans leur vérité, niaient l'existence même du fait; ils attribuaient cet événement à un artifice des yorkinos, et paraissaient croire que c'était un drame représenté pour leur donner de l'importance; ils arrivèrent à dire que le ministre des États-Unis, M. Poinsett, avait conseillé au P. Arenas de faire ce pas. » Quelle que soit la mesure de l'exactitude de ces accusations, il n'en est pas moins vrai que le nombre des incarcérés, à propos de cette conspiration, fut très considérable. Les Espagnols devinrent suspects dans toute la république; l'animosité des Mexicains contre eux redoubla de tous les côtés et beaucoup furent emprisonnés. Le 22 mars, le ministre de la guerre ordonna pareillement l'arrestation des généraux Celestino Negrete, Josè Echevarri et d'un autre général espagnol du nom de Arana.

L'arrestation de ces généraux, trouvée injuste et arbitraire, souleva l'indignation du peuple. L'instruction de leur cause fut confiée aux colonels, — gradués généraux, — Andrade, Arago et Romero, yorkinos, et Facio, écossais,

Les principaux accusés Arenas, Martinez et Segura avouaient le complot, mais ne voulaient révéler le nom d'aucun complice. Pedraza, désirant se faire un piédestal de cette conspiration, était l'âme de tout le mouvement qui en fut la suite; il lui donna des proportions colossales pour compromettre les gens les plus notables du parti écossais. Les documents volumineux de ce procès prouvent à l'évidence que les partis en firent une arme de vengeance; il n'est donc pas étonnant de voir le verdict de la justice remis aux calendes grecques pour ce procès qui passionnait tout le Mexique. En attendant ce verdict, les troupes se soulevaient à Durango et dans d'autres provinces contre le gouvernement fédéral. Ces insurrections avaient pour but, en certaines localités, l'expulsion des Espagnols ; dans d'autres, le remplacement des autorités locales par des hommes favorables à un gouvernement central. A Vera-Cruz, le parti écossais chassa de la ville D. Ignacio Esteva, élu commissaire général par les yorkinos, ce qui fut cause du pronunciamiento du colonel Rincon. Les émeutes se propagèrent par la nonchalance du gouvernement ou son impuissance à les réprimer. Le 3 septembre, l'État de Jalisco fulmina son décret d'expulsion contre les Espagnols, le congrès de Mexico suivit son exemple le 8 octobre ; ils furent imités par les États du Michoacan, de Vera-Cruz, et bientôt cet ostracisme devint général.

Les auteurs de toutes les émeutes qui occasionnèrent la promulgation de ces décrets, restèrent impunis, le général Pedraza ne voulant pas leur résister par la force, pour éviter la guerre civile. Le parti écossais, contre lequel se dirigeaient tous les coups, craignant d'être proscrit des emplois lucratifs et voyant le congrès se soumettre aux caprices des yorkinos, courut aux armes pour faire respecter ses droits. Un nommé Manuel Montaño fit un pronunciamiento dans la petite ville d'Otumba. Son plan, précédé d'une proclamation, révèle de suite la main qui le faisait agir ; il ne se composait que des quatre articles suivants :

« Art. 1er. Le gouvernement suprême aura l'initiative au congrès général de l'Union pour exterminer dans la république toutes sortes de sociétés secrètes, quels que soient leur nom et leur original.

« Art. 2. Le gouvernement suprême renouvellera complétement son ministère, choisissant pour ces fonctions des hommes connus par leur probité, leur mérite et leurs vertus.

« Art. 3. Il donnera, sans perdre de temps, un passe-port au ministre des États-Unis près de la république mexicaine.

« Art. 4. Il fera observer strictement et religieusement notre constitution fédérale et nos lois existantes.

« Otumba, 23 décembre 1827. — J. Manuel Montaño. »

Le général Bravo, vice-président de la république, chef de ce mouvement, partit brusquement de Mexico pour appuyer Montaño. Voici un extrait de la lettre qu'il lui écrivit à ce sujet : « M. le lieutenant-colonel D. Manuel Montaño. — Solitrera, 2 février 1828. — Mon cher ami. Désirant développer et propager votre mouvement, je me suis résolu à quitter Mexico; et me trouvant ici, je désire aller au point que vous occupez; mais avant, je désire que vous me disiez dans quel endroit il se trouve, quelle est la force que vous avez maintenant, et quelles sont les opérations entreprises jusqu'à présent contre vous par le général Guerrero. — Nicolas Bravo. »

Deux autres lettres suivirent la première. Bravo justifiait sa révolte en disant : — « Il est nécessaire de guérir le mal dès son origine et d'arracher la racine des sociétés secrètes qui le causent; il faut inutiliser les principaux instruments des factions qui se composent de deux ou trois ministres et de celui des États-Unis. Il est également indispensable d'obtenir le rétablissement de l'observance des lois, si souvent et si scandaleusement enfreintes et méprisées par ceux mêmes que la nation a chargés de les faire exécuter. » Mais comme le général Pedraza, ministre de la guerre, était un des hommes désignés comme devant être chassés du ministère, il défendait une cause personnelle en défendant celle

du gouvernement; aussi s'empressa-t-il de donner trois mille hommes au général Guerrero pour poursuivre les insurgés. Dans une lettre datée de Huamantla, 2 janvier 1828, Santa-Anna offre ses services au gouvernement et à Guerrero pour rétablir l'ordre, mais la rapidité avec laquelle cette insurrection fut étouffée rendit ses services peu utiles; néanmoins Guerrero en parle avec éloge dans son rapport officiel.

Le général Bravo et les insurgés, réfugiés à Tulancingo, n'eurent pas le temps de s'y fortifier. Le 7 janvier au matin, l'attaque commença; la résistance fut insignifiante, Bravo, Montaño, Gutierrez et tous les chefs tombèrent au pouvoir de Guerrero. Ce même jour, Barragan se prononçait à Vera-Cruz en proclamant le plan Montaño. Cette échauffourée lui coûta la liberté. Les écossais firent des efforts surhumains pour obtenir la vie sauve aux révoltés prisonniers, Pedraza lui-même usa de toute son influence en leur faveur. Les yorkinos, indignés et furieux de la conduite de Pedraza, devinrent ses ennemis; celui-ci gagna près des écossais ce qu'il perdit dans le parti contraire, et cette conduite dénotait d'autant plus d'adresse que Guerrero étant le futur candidat des yorkinos pour la présidence, Pedraza n'avait de chance d'être élu que par le parti du général Bravo. Aussi les prisonniers de Tulancingo furent-ils simplement condamnés à l'exil.

Guerrero et Pedraza étaient les deux seuls candidats présentés par les partis pour la présidence. Le premier, homme du peuple et même de couleur, s'était élevé par son propre courage; privé d'instruction, considéré comme ayant des moyens insuffisants, des manières embarrassées et représentant le parti démocratique, les classes supérieures de la société n'en voulurent pas. Le second, ancien serviteur du roi, élevé à l'école des vice-rois, habile, actif, intelligent, ayant tout le prestige d'une carrière honorable, de bons antécédents et de belles manières, représentait le parti conservateur aristocratique, parti dominant dans les loges écossaises. Les écossais n'avaient point à hésiter et Pe-

draza devint leur candidat. Les démocrates menacèrent, dans leurs journaux, les députés qui voteraient pour le candidat conservateur de se voir considérés comme traîtres à la nation et de souffrir « tôt ou tard la peine due au crime de lèse-nation. » Jamais la lutte n'avait été aussi violente, aussi haineuse, aussi menaçante. Pedraza fut pourtant élu par Puebla, Guanajuato, Vera-Cruz, Queretaro, Oajaca, Jalisco, Zacatecas, Chiapas, Nuevo-Leon et Tabasco ; les suffrages de Mexico, Michoacan, San Luis Potosi, Cohahuila, Tamaulipas, Yucatan et Sonora furent pour Guerrero ; Durango ne vota pas, parce que sa législature n'était pas en fonction au mois de septembre 1828, époque des élections. Le général D. Manuel Gomez Pedraza, ayant obtenu la majorité, fut élu président à la place du général Victoria, dont les pouvoirs expiraient au mois d'avril 1829. Il fallait que les idées démocratiques eussent eu bien peu de prise dans la majorité de la nation, ou qu'elles fussent devenues bien redoutables pour que les yorkinos, si puissants alors, ne triomphassent pas de leurs rivaux avec une immense majorité. Les démocrates formaient ce que l'on a appelé depuis le parti d'action ; ils étaient au pouvoir, ils dominaient dans le congrès, et, malgré bien des maladresses du candidat conservateur, ils furent vaincus. On verra bientôt comment ils se vengèrent de cette défaite.

A Jalapa, une proposition du conseil municipal contre l'élection de Pedraza souleva une émeute. Santa-Anna était gouverneur de la province de Vera-Cruz et partisan de Guerrero ; D. Ignacio Mora, ami de Pedraza, commandait les troupes de cet État. Des opinions politiques divisaient ces deux généraux. Je n'essaierai pas d'expliquer la conduite de Santa-Anna dans les événements que je vais raconter, encore moins sa vie politique, qui ne commence réellement qu'en 1828; mais le rôle important joué par ce général m'oblige à faire son portrait, d'après les esquisses tracées par les personnes qui l'ont connu et sa volumineuse correspondance que j'ai lue avec le plus vif intérêt.

D. Antonio Lopez de Santa-Anna naquit à Jalapa le 21 février 1798, de parents nobles et jouissant d'une grande considération. Ses goûts le portant vers la carrière des armes, il entra comme cadet dans le régiment d'infanterie fixe de Vera-Cruz, le 9 juin 1810. Lors de la proclamation du plan d'Iguala, on le trouve lieutenant-colonel décoré de plusieurs ordres. Passionné pour le jeu, aimant l'argent et poussant la galanterie jusqu'à la dissolution, il sacrifia, par ces trois excès, vingt fois le Mexique, quand il aurait pu le sauver. Retiré dans sa magnifique hacienda de « Manga-de-Clavo », il s'y reposait de ses travaux publics, en se livrant à ses trois passions favorites, il y méditait de nouveaux projets ; il remplaçait ses antipathies politiques par des amitiés personnelles ; il songeait à renverser ceux qu'il avait élevés, et vice-versa. Pendant vingt ans on se demande s'il ne préférait pas « son hamac de Manga-de-Clavo au fauteuil présidentiel », comme le disait Jean Arago dans une lettre que je publierai plus loin. Aspirant à l'impossible, dégoûté de la réalité, victorieux après une défaite, vaincu après une victoire, jouant sa vie et sa fortune avec autant d'indifférence qu'il exposait celle des autres, versant le sang, sans être cruel, Santa-Anna est la contradiction personnifiée, type exagéré de ses compatriotes. Il attacha son nom à toutes les révolutions ; tantôt les organisant pour son propre compte, tantôt y prenant part après les avoir vu commencer ; travaillant aujourd'hui à l'élévation d'autrui et demain à la sienne ; soutenant une faction pour l'opprimer ensuite, entretenant ainsi un jeu de bascule entre les partis, et n'en profitant que lorsque bon lui semble. On le voit enlacer le sort de sa patrie au sien propre, être tour à tour porté au pouvoir le plus absolu, puis précipité dans la captivité, la solitude ou l'exil. Adoré des uns, haï des autres, considéré par les Américains comme l'unique obstacle à leurs projets envahisseurs, il a toujours détesté l'étranger. Mélange de bonnes et de mauvaises qualités ; ayant de grands talents naturels et de grandes faiblesses ; entreprenant, sans fixité dans ses desseins, Santa-Anna est

au physique un homme distingué, d'une éloquence facile, persuasive et connaissant mieux que personne les ressorts qu'il faut presser pour mettre en jeu ses concitoyens. Tel est l'homme que les démocrates venaient chercher pour appuyer la résolution de la municipalité de Jalapa contre Pedraza.

Le congrès de Vera-Cruz, fit un décret pour suspendre le corps municipal séditieux. Santa-Anna dans une lettre datée de Jalapa, 4 septembre 1828, à minuit, répond au congrès qu'il est très souffrant, et que ne pouvant faire lui-même exécuter les ordres du congrès, il a envoyé chercher le chef du département pour les faire exécuter. Le lendemain, Santa-Anna, accusé de connivence avec la municipalité, est remplacé par le général Mora. C'était jeter de l'huile sur le feu. Dans la nuit du 11 septembre, Santa-Anna, blessé de la conduite du gouvernement à son égard, quitte Jalapa avec un bataillon d'infanterie, un escadron de cavalerie, deux pièces d'artillerie et s'installe le lendemain matin dans le fort de Perote. Quatre jours après, il lance une proclamation dans laquelle il déclare que le peuple et l'armée annulaient l'élection du nouveau président, comme ennemi des institutions fédérales ; il demandait, en outre, l'expulsion complète des Espagnols, la nomination de Guerrero et le titre de « libératrice » pour son armée. Il terminait en protestant de son obéissance à la constitution, — qu'il violait, — et jurant qu'il ne déposerait les armes que lorsque ces diverses mesures seraient adoptées.

Le général insurgé ne mit pas le congrès hors la loi, mais il y fut mis et le général Rincon choisi pour le poursuivre. Santa-Anna fit tomber en son pouvoir la brigade du colonel D. Pablo Unda ; chaque sortie qu'il faisait lui procurait de grands avantages sur l'armée qui l'assiégeait ; Rincon, du reste, agissait avec une lenteur favorable aux assiégés, et lorsqu'il écrivait au ministre de la guerre : — « L'oiseau est toujours enfermé, » il y avait trois jours que Santa-Anna était sur le chemin de Oajaca, et commençait une de ces campagnes d'escarmouches, de marches et contre-marches

qui le rendaient insaisissable. Calderon, commandant les troupes de Puebla, et Rincon se mirent à la poursuite du général insurgé, qui les battait quelquefois, subissait des échecs sans se décourager et leur glissait sans cesse entre les mains. Santa-Anna mit en déroute le général Miranda, qui menaçait ses flancs avec mille hommes, et passant entre les deux lignes parallèles de Calderon et de Rincon, fortes de cinq mille hommes et de vingt pièces d'artillerie, il entra dans Oajaca et s'enferma dans le couvent de Santo-Domingo. Quelques jours après, soutenu par le colonel Arista, il reprit l'offensive avec tant de succès que les officiers du gouvernement demandèrent une suspension d'armes, en attendant les ordres de Mexico. Santa-Anna y consentit; mais cette suspension fut désapprouvée par le gouvernement, et le 14 novembre, Rincon attaqua les insurgés avec un redoublement d'énergie. La lutte entre Rincon et Santa-Anna dura deux mois et ne se termina que par le résultat des événements qui se passaient alors à Mexico.

Tandis que Santa-Anna se battait de son mieux, Juan Alvarez et Isidoro Montes de Oca proclamèrent, dans les districts d'Acapulco et de Tosco, les principes du plan de Perote. Le gouverneur D. Lorenzo de Zavala se mit également à la tête d'un parti armé qui parcourait les districts d'Apam, Ocuila et Chalco. Dans la nuit du 29 octobre, il entra clandestinement à Mexico et se mit à travailler pour organiser une émeute capable de renverser Gomez Pedraza. Cela ne lui était pas difficile; les éléments de révolte abondaient dans la capitale. Le 30 novembre était le jour assigné pour l'explosion du coup prémédité. Le président, les ministres et les chambres n'ignoraient pas ce qui se tramait, mais les intérêts personnels et les rancunes particulières les engageaient à laisser faire. Victoria, unanimement accusé d'avoir été la cause principale du succès de cette révolution, soit par connivence, soit par incapacité ou négligence de sa part, contraria toutes les mesures du ministre de la guerre, son futur successeur.

A dix heures du soir, un coup de canon annonça l'explosion de la tempête. Le colonel Santiago Garcia se rendit à l'ancienne prison de la Acordada où se trouvait un dépôt considérable d'armes et de munitions; il avait avec lui les bataillons civiques. Zavala et Lobato se mirent à la tête des insurgés. Le gouvernement resta deux heures sans rien décider. Les révoltés demandèrent le changement des ministres et l'expulsion des Espagnols. Le gouvernement s'étant enfin décidé à se défendre, les hostilités commencèrent le 2 décembre. Le lendemain un régiment de cavalerie passa du côté des insurgés; la populace courait à la citadelle et à la Acordada où Lobato et Zavala lui donnèrent des armes. Le général Guerrero se déclara leur chef. Gomez Pedraza s'enfuit de la capitale, pendant la nuit, pour aller à Guadalajara; le général Filisola sur lequel il avait compté repartait en même temps pour Puebla; le président restait à peu près seul, n'ayant guère pour le protéger que les soldats du lieutenant colonel Adrien Woll.

Les insurgés, encouragés par ces événements, attaquèrent le palais, défendu par une batterie et quelques troupes. Victoria alors songea à faire cesser l'effusion du sang et se rendit à la citadelle dans le but de transiger avec Zavala. En ce moment plus de cinq mille révoltés mirent la ville au pillage; les habitants devinrent victimes des plus atroces violences, le grand dépôt du commerce, le Parian, les magasins, les maisons particulières et les ministères furent envahis et saccagés. Les capitaux et la fortune de plusieurs milliers de familles disparurent en un instant et devinrent la proie d'une multitude de vagabonds armés de poignards et d'escopettes. Dans ces néfastes journées des 2, 3 et 4 décembre le colonel Woll eut deux chevaux tués sous lui, et, au péril de sa vie, sauva du pillage et de l'incendie une partie de la ville de Mexico, ce qui lui valut une manifestation de reconnaissance de la part des notables commerçants. Les Espagnols, surtout, souffrirent énormément dans cette émeute. Le Parian était encombré de marchandises; les cof-

fres regorgeaient d'argent; tout fut perdu. Les hommes, les femmes, les enfants, les soldats, se pressaient aux portes des plus riches magasins, s'arrachaient les objets qu'ils emportaient, se culbutaient, se frappaient mutuellement de leurs poignards ou de leurs baïonnettes, et pendant ce pillage les rues étaient remplies de ces misérables qui couraient mettre en sûreté ce qu'ils avaient sauvé de la bagarre, puis revenaient disputer le reste du butin.

Après ces événements, on aurait cru que le général Victoria allait changer son cabinet et que l'insurrection victorieuse allait dicter la loi; il n'en fut rien. Les conférences entre le président et les chefs insurgés durèrent trois jours. pendant lesquels on récrimina de part et d'autre sans rien décider. Le président Pedraza, étant parti pour Guadalajara, où il resta jusqu'au mois de février, avant d'aller à Tampico s'embarquer pour Londres, se démit de la présidence; le ministère de la guerre fut occupé par Guerrero qui laissa de suite son poste au général Moctezuma, pour aller commander les troupes de Puebla, Oajaca et Vera-Cruz. Les autres ministres ne suivirent pas cet exemple. Guerrero était envoyé à Puebla parce que les autorités de cet État refusaient d'obéir au gouvernement de Mexico. Le pronunciamiento de Puebla, en faveur du plan de Santa-Anna, força Calderon à demander une suspension d'armes. Cette suspension fut bientôt suivie d'une transaction qui termina le siége d'Oajaca. Au milieu de ces émeutes et de ces révolutions, il commençait à devenir difficile de savoir de quel côté se trouvait la légalité; les notions du droit et du devoir devaient s'effacer et laisser place aux intérêts privés; c'est, en effet, ce qui domine dans toute l'histoire du Mexique, depuis la présidence de Victoria jusqu'à celle de Juarez.

Le gouvernement de Victoria s'éteignit dans l'inertie et la faiblesse; il avait favorisé par son incapacité les révolutions qui troublèrent le pays et il laissait aller les rênes du pouvoir sans chercher à faire respecter les lois. Des symptômes de désaffection au système fédéral commencèrent à se ma-

nifester dans plusieurs États, à la suite de ces événements. Les élections pour le renouvellement complet de la Chambre des députés étant encore favorables au parti de Guerrero, la question de la présidence de la république devenait d'une solution facile. Le 9 janvier 1829, les députés déclarèrent nulle l'élection de Gomez Pedraza; ils nommèrent le général Guerrero président, et le général D. Anastasio Bustamante vice-président. Les yorkinos saluèrent ce jour comme le plus heureux de la république; ils triomphaient de nouveau. Guerrero prit possession du fauteuil de la présidence le 1er avril 1829, dans des conditions déplorables; le trésor était vide, les recettes étaient insignifiantes, les dépenses ordinaires pour l'armée, la marine, les tribunaux et les administrations s'élevaient à plus de soixante millions de francs, sans compter les dépenses extraordinaires; le chaos était partout, l'orage grondait de tous les côtés.

Au mois de juin, on apprit l'arrivée à la Havane d'un corps d'armée espagnol, envoyé par Ferdinand VII, pour reconquérir le Mexique. Le 16, une frégate française mouillant dans le port de Vera-Cruz, annonça le départ de la flotte espagnole, portant quatre à cinq mille hommes commandés par le général D. Isidro Barradas, et dont le débarquement devait être prochain : l'officier français ne sut pas ou ne voulut pas dire sur quel point de la côte s'effectuerait le débarquement. Cette expédition ne surprit personne, elle était annoncée depuis longtemps, mais elle ne laissait pas d'inquiéter le gouvernement. Santa-Anna avait repris ses fonctions de gouverneur de la province de Vera-Cruz, et commandait en outre la force armée de cette province. Sans attendre les instructions du gouvernement, il prit avec toute l'ardeur de son patriotisme les meilleures dispositions pour recevoir l'ennemi. Les coffres de l'État étaient vides, mais le commerce lui prêta trente mille piastres pour faire face aux premières nécessités. Santa-Anna organisa une petite brigade de deux mille hommes, équipa quelques cavaliers et frêta des goëlettes sur lesquelles il s'embarqua avec

sa brigade et le matériel de guerre. On venait d'apprendre que les Espagnols avaient débarqué le 27 juillet à Cabo-Rojo non loin de Tampico.

Sans l'initiative énergique de Santa-Anna, l'expédition espagnole eût pu réussir; car, à peine Guerrero avait-il été installé qu'il était déjà menacé de la perte du pouvoir. Il avait pour ministre des finances Lorenzo Zavala; à la justice, l'abbé Manuel Herrera; à la guerre, le général Moctezuma, et aux affaires étrangères l'avocat Bocanegra. L'opposition était si considérable contre ce gouvernement que le lendemain de l'installation du congrès, — 5 août, — Zavala fut mis en accusation, et ce ne fut que le 25, c'est à dire près d'un mois après le débarquement des Espagnols, que le pouvoir exécutif reçut des facultés extraordinaires pour défendre l'indépendance du pays contre les envahisseurs. La cause de cette hostilité était naturelle. Guerrero, d'après le programme politique qui l'avait élevé à la présidence, dut songer à l'expulsion des Espagnols ; M. Poinsett l'y poussait fortement, pensant enrichir la Nouvelle-Orléans avec les capitaux des expulsés. Le congrès seconda ses vues, et rendit une loi qui frappait six mille Espagnols, épargnés par celle de 1827. Cet ostracisme était doublement impolitique. Le parti écossais, déjà renforcé par tous les yorkinos qui n'obtinrent aucune place sous leur gouvernement, s'accrut encore de tous ceux dont les intérêts se trouvaient indirectement lésés par ce coup d'État, et la république s'appauvrit de toutes les richesses possédées par les bannis.

Santa-Anna, n'ignorant point la situation des esprits et l'embarras du gouvernement, savait qu'il ne pouvait attendre aucun secours de la capitale; aussi, l'a-t-on vu prendre sur lui-même la responsabilité d'une expédition des plus téméraires, vu l'exiguïté de ses moyens. Aussitôt que Barradas eût débarqué ses troupes, il lança une proclamation, plus particulièrement adressée à l'armée mexicaine, et dont voici quelques extraits :

« Après huit ans d'absence, vous revoyez vos compagnons,

aux côtés desquels vous avez combattu pour soutenir les droits de votre ancien et légitime souverain Ferdinand VII. Sa Majesté sait que vous n'êtes point coupables de ce qui s'est passé dans le royaume et se rappelle que vous lui avez été constants et fidèles. La trahison vous a vendus, vous et vos compagnons.

« Lorsque vous serviez notre roi, vous étiez unis, bien payés et bien nourris; ce que l'on appelle votre gouvernement vous laisse nus, sans solde et sans nourriture. Autrefois vous serviez sous l'empire de l'ordre pour défendre vos foyers, la tranquillité publique et la religion; aujourd'hui vous êtes le jouet de quelques chefs de parti qui remuent les passions, émeutent les peuples pour élever un général, renverser un président et soutenir les temples immondes des franc-maçons écossais et yorkinos.

« Les caisses de votre gouvernement sont vides et saccagées par quatre ambitieux, enrichis par les emprunts contractés avec des étrangers pour acheter des navires pourris et des effets inutiles. Servir sous l'empire d'une telle anarchie, c'est servir contre votre pays et contre la sainte religion de Jésus-Christ... — Isidro Barradas. »

Une autre proclamation fut également adressée par le même général aux citoyens du Mexique; mais, tandis qu'il écrivait, Santa-Anna agissait. Trompant la surveillance des vaisseaux de guerre et des croiseurs ennemis, il débarqua, le 11 août, à la barre de Tuxpam, après avoir subi une tempête; il continua sa route, en pirogues, en canots par la lagune de Tamihahux et par terre, pour aller prendre position à Tampico-el-Alto, à trois lieues des Espagnols. Le général Mier y Teran, venu de Matamoros, arrivait le 15, à Villerias, près d'Altamira, objectifs du général Barradas. Teran et son général en chef, Garza, abandonnèrent ces deux villes le 17, après une défense des plus médiocres. Santa-Anna apprit que Barradas, maître de Villerias, située à trente-cinq kilomètres environ de Tampico, avait l'intention de s'y enfermer avec quatre mille hommes, et qu'il ne restait au quartier

général que les dépôts, les malades, la caisse et un bataillon pour garder le fortin de la Barre. Voulant profiter de cette occasion, il quitta son quartier général de Pueblo-Viejo et, pensant surprendre la garnison de Tampico, il passa la rivière dans des canots à la faveur de la nuit. Quelques coups de fusil tirés intempestivement par ses paysans armés firent échouer son entreprise; alors, il se vit obligé d'engager un combat qui ne dura pas moins de cinq heures, mais dont le résultat fut que le général Salomon, commandant de la place, proposa de se rendre « moyennant une honorable capitulation. »

Cette proposition, acceptée avec empressement, allait être signée, lorsque le général Barradas arriva au secours de la place, avec deux mille cinq cents hommes. Barradas apprenant que son lieutenant était en train de rédiger une capitulation qu'il avait demandée, suspend les hostilités et sollicite une entrevue avec le général mexicain. Dans cette entrevue, il déclare que les deux généraux doivent se retirer dans leurs quartiers respectifs pour éviter l'effusion de sang, tandis qu'on négocierait un armistice. Santa-Anna parut céder à cette déclaration qui le sortait d'un mauvais pas et lui donnait le temps de recruter et d'organiser son armée. Avant de se séparer du général espagnol, il lui laisse entendre qu'il avait vingt mille hommes dans son quartier général de Pueblo-Viejo et que le général Garza venait se joindre à lui avec sa division.

Le 8 septembre, Santa-Anna, désirant reprendre l'offensive, intima l'ordre à Barradas d'évacuer avec ses troupes le territoire de la république mexicaine; il n'avait pourtant que douze cents hommes avec lui. Des pourparlers eurent lieu; le général espagnol ne voulait pas capituler; il désirait un armistice pour évacuer le territoire. Santa-Anna refusa, et le 10, à deux heures de l'après-midi, à la suite d'une tempête épouvantable et d'une pluie diluvienne, il lança ses colonnes à l'assaut; une d'elles était commandée par Adrien Woll. Le fortin de la Barre, défendu par cinq cents hommes,

se rendit à discrétion, après un combat acharné qui coûta la vie à trois cents Espagnols et à leur commandant, le général Vasquez. Le lendemain à huit heures du matin, le drapeau blanc fut hissé à Tampico et le général Salomon vint se présenter à Santa-Anna, lui demandant la suspension des hostilités, et lui déclarant : — « Que son général en chef ne voulait pas sacrifier ses soldats sans résultat, et que dès lors il se rendait à discrétion. »

A la suite de cette reddition, plus de deux mille soldats espagnols remirent leurs drapeaux et leurs armes devant un piquet de six cent quatre-vingts Mexicains, reste de la colonne qui avait attaqué et occupé le fortin. La soumission avait été surtout motivée par la croyance qu'il se trouvait une armée au quartier général de Pueblo-Viejo. En apprenant la vérité, le général Barradas voulut se suicider; il s'embarqua pour les États-Unis où il ne tarda pas à mourir. Adrien Woll reçut le grade de colonel d'infanterie pour sa belle conduite au fortin de la Barre, et la distinction de porter à la capitale les drapeaux pris sur l'ennemi ; mais une blessure à la jambe l'empêcha d'accomplir cette honorable mission. Santa-Anna se conduisit à l'égard des prisonniers avec beaucoup de générosité ; il prodigua les plus grands soins aux malades et aux blessés, au nombre de plus de quinze cents, et leur distribua ce qu'il y avait dans ses magasins. Quelques jours après la reddition, plusieurs vaisseaux espagnols se présentèrent en vue du port avec des renforts d'hommes et des vivres, mais, informés du sort de la première division d'avant-garde, ils retournèrent à la Havane.

Les conséquences de cette habile campagne furent très heureuses pour le Mexique. L'Espagne abandonna définitivement ses projets sur ce pays. Tous les Mexicains se félicitèrent de ce succès comme s'il était l'œuvre de tous et non pas de l'initiative d'un seul homme. Santa Anna, acclamé par la nation comme son « fils de prédilection, » le « vainqueur de Tampico, » fut nommé général de division, — titre correspondant à celui de maréchal de France, — et décoré

du titre de *benemerito de la patria*, — bien mérité de la patrie. — Le gouvernement paya les insignes de son grade. Quelques législatures rendirent des décrets en son honneur; les États de Mexico et de Guanajuato lui firent don de deux riches épées. Après sa victoire, Santa-Anna se retira tranquillement à sa campagne de Manga-de-Clavo, pensant que les partis un peu calmés pendant la lutte avec les Espagnols se réconcilieraient et que le gouvernement démocratique qui régissait le pays, serait finalement accepté par la majorité du peuple. Il se trompait.

Des navires suspects ayant été aperçus à peu de distance des côtes, le gouvernement eut peur d'une nouvelle invasion et décréta la formation d'une armée de réserve devant stationner à Jalapa, Cordova et Orizava, d'où elle pourrait promptement se porter sur les côtes du sud ou du nord selon les besoins du moment. Cette armée fut confiée au vice-président, général Bustamante et commandée, sous ses ordres, par le général D. Joaquin Herrera. Une autre armée fut organisée dans le sud, sous le commandement du général Montes de Oca, et trouvant ces éléments de défense insuffisants, Guerrero pria les États du nord de développer leurs milices. Ces mesures furent mal interprétées; on crut que le gouvernement voulait créer un régime militaire sur les ruines du système fédéral. Des lois restrictives contre la liberté de la presse, dont les excès avaient déjà fait tant de mal au Mexique, ameutèrent les esprits contre le pouvoir exécutif; mais ce qui souleva le plus d'opposition ce fut la loi sur les contributions. De tous les côtés on se faisait un point d'honneur de ne pas s'y soumettre; aucun État ne voulut l'accepter. Dès cette époque les États exercèrent leur droit de *veto* sur les délibérations du gouvernement général. Guerrero, se voyant abandonné de ses partisans les démocrates, se chercha des amis parmi les vaincus, il rappela les généraux Bravo, Barragan et les autres exilés de l'affaire de Tulancingo, et les réintégra dans leurs emplois. Le président faisait l'expérience indiquée par M. Thiers

dans son *Histoire de la révolution :* — « Lorsqu'un gouvernement veut parler aux factions le langage de la justice et des lois, il devient vite insupportable ; et plus il est modéré, plus il est accusé de faiblesse et d'impuissance. » Mais on ne s'aperçoit de ces vérités que lorsqu'il est trop tard pour en profiter. Guerrero n'était plus le père du peuple ; une fois au pouvoir, les démocrates le renièrent. « Les directeurs de la basse démocratie, dit Zavala qui donna sa démission de ministre des finances à cette époque, quand ils ne se virent pas appelés dans l'administration où ils croyaient entrer sans autre titre que celui d'avoir concouru à la déroute du pouvoir et au triomphe de la dernière révolution, commencèrent à conspirer contre leurs propres chefs. »

Le Yucatan leva le premier l'étendard contre le gouvernement fédéral. Le 6 novembre 1829, la garnison de Campêche se réunit sur la place et proclama un gouvernement unitaire. Dans cet « acte du pronunciamiento de la garnison de Campêche, pour la forme de gouvernement de république centrale, » les considérants attribuent au système fédéral tous les malheurs arrivés au Mexique, ainsi que la démoralisation des caractères. Ce mouvement se développa vite dans le Yucatan et dans d'autres États. Il devait éclater également à Vera-Cruz, mais la législature et les forces civiques de Jalapa s'y opposèrent momentanément ; les généraux de l'armée de réserve s'étaient compromis pour proclamer dans cet État le plan de Campêche ; Guerrero, furieux, voulut dissoudre l'armée de réserve. Le général Bustamante, en étant le chef, s'empressa d'écrire aux législatures provinciales, pour les engager à s'opposer à cette mesure. Santa-Anna essaya de conjurer la tempête, en interposant ses bons offices auprès des révoltés de Campêche et en refusant de seconder les conspirateurs de Jalapa. Ces efforts ayant été inutiles et voyant une nouvelle révolution à la veille d'éclater, il se démit du commandement militaire, du gouvernement civil deVera-Cruz et se retira dans sa solitude de Manga-de-Clavo pour ne pas être mêlé aux événements qu'il prévoyait.

Bustamante se rendit alors à Jalapa, et sous prétexte que Guerrero « ne gouvernait pas bien la république », se prononça contre lui. Son plan, daté de Jalapa, 4 décembre 1829, se composait de neuf articles dans lesquels il proclamait la déchéance du gouvernement actuel pour rétablir l'ordre constitutionnel et le respect des lois. Ce qu'il y a de curieux dans toutes ces révoltes à main armée, c'est que les révoltés donnaient toujours pour prétexte de leur violation des lois et de la constitution, le respect qu'ils leur portaient. Un des articles de ce plan demandait naturellement la destitution de tous « les fonctionnaires contre lesquels l'opinion publique s'était déclarée. » Comme de juste cette « opinion publique » était celle des conjurés. C'est avec un sentiment de profonde tristesse qu'on voit un général élevé à la vice-présidence par la protection de Guerrero, chercher à renverser celui qui l'avait comblé de bienfaits et donner, de si haut, l'exemple de l'ingratitude et de l'insubordination. Le plan de « l'armée protectrice de la souveraineté des États », comme s'intitulaient les insurgés de Jalapa, n'avait d'autre but que de renverser le président, les gouverneurs et les législatures démocratiques fédérales, jamais révolution ne fut aussi honteuse. Le ministre des affaires étrangères, Bocanegra, répondit au plan de Jalapa par une circulaire dans laquelle on lit ces paroles significatives : — « Comment les institutions pourraient-elles se maintenir, si le gouvernement général ne peut remplir ses devoirs? C'est pourtant ce qui arriverait si le manque de coopération des États le prive de ces liens et de cette harmonie qui font respecter la constitution et les lois. » C'est, en effet, ce qui arriva.

Une lettre datée de Manga-de-Clavo, 5 décembre 1829, nous montre que le général Muzquiz et le colonel Facio, chefs principaux du pronunciamiento, firent des tentatives répétées, mais infructueuses, pour entraîner Santa-Anna dans leur insurrection. Guerrero, hardi, courageux dans les combats, était trop bon de caractère ; il manquait d'énergie et de décision dans les moments suprêmes ; dégoûté du pou-

voir auquel il avait été élevé par une révolution, il ne tenta rien contre la révolution qui devait l'en faire descendre. Il se borna à se présenter, le 11 décembre, à l'ouverture des Chambres, et, dans son discours il dit aux députés et aux sénateurs : — « Investi par votre autorité du pouvoir énorme, de facultés extraordinaires pour sauver la patrie, je me présente dans votre enceinte pour me démettre de cette terrible charge. » Un fonctionnaire agissant ainsi au moment où ses ennemis marchaient sur son palais, n'était point fait pour gouverner un pareil peuple.

La majorité des députés se composait de démocrates favorables à l'administration actuelle; mais la presque totalité des sénateurs travaillaient de concert avec les révolutionnaires de Jalapa. Le président demanda l'autorisation de se mettre à la tête des troupes et de marcher contre les rebelles; il l'obtint. Le ministre Bocanegra fut élu par les Chambres pour remplacer le président, par intérim, et prêta serment le 17. Le lendemain Guerrero quitta Mexico; mais au lieu d'aller à la rencontre de Bustamante, il l'évita et se dirigea vers le sud. A Vera-Cruz, la législature, opposée au plan des insurgés, demanda précipitamment à Santa-Anna de reprendre son commandement politique et militaire. Celui-ci l'accepta, pour soutenir l'administration de Guerrero, et prit possession de ses doubles pouvoirs le 17, dans l'après-midi. Cette acceptation inattendue paraît avoir eu pour motif un simple sentiment en faveur de la légalité.

Tandis que Santa-Anna se préparait à défendre les droits du président constitutionnel, le général Quintanar entra dans Mexico, à la tête des principales troupes insurgées; Bocanegra était enfermé dans le palais, défendu par le général Anaya demeuré fidèle avec quelques soldats. Les insurgés s'emparèrent, dans la nuit du 22, de l'hôtel de ville et de la cathédrale; du haut des terrasses et des tours ils tiraient sur le palais, séparé de ces deux édifices par la largeur d'une rue. La résistance n'était pas possible, et la capitale tomba le lendemain matin au pouvoir des insurgés ; dix ou douze

hommes seulement furent tués ou blessés. Le général Quintanar, qui n'avait pas reparu sur la scène politique depuis 1824, fut nommé par le conseil du gouvernement au pouvoir exécutif avec Lucas Alaman et Pedro Velez, en attendant l'arrivée de Bustamante. Ce triumvirat remplaça le président Bocanegra destitué, sans façon, par le conseil d'État. En peu de temps tous les États se soumirent au plan de Jalapa, à l'exception de Vera-Cruz qui tenait toujours, moins par affection pour Guerrero et par respect des lois, que par la persuasion que le triumvirat changerait la forme du gouvernement. La législature de Vera-Cruz déclara qu'elle ne reconnaissait pas le gouvernement installé à Mexico, et donna au gouverneur les facultés nécessaires pour faire respecter sa décision. Santa-Anna se rendit alors à Jalapa, et, le 26 décembre 1829, il fit une proclamation dans laquelle il motivait les résolutions de la législature de Vera-Cruz et sa détermination de défendre l'ancien gouvernement, tout étant illégal, contre le nouveau pouvoir.

L'inconcevable faiblesse de Guerrero mit Santa-Anna dans une position critique et même ridicule. Le 25, Guerrero, ayant appris les événements passés à Mexico et l'élection du triumvirat, laissa le commandement de son armée au général Ignacio Mora, et partit pendant la nuit avec une petite escorte pour sa ville natale de Tixla. Mora réunit alors un conseil de guerre et se prononça, le 27, pour le plan de Jalapa. En apprenant la fuite de Guerrero et l'adhésion de ses troupes au nouveau pouvoir, les soldats de Santa-Anna désertèrent, et l'ancien gouvernement démocratique n'eut plus un seul défenseur au 1er janvier 1830, jour où Bustamante prit possession de la présidence. Le général Guerrero, pour éviter des dissensions qui pouvaient s'élever à son sujet, envoya sa démission de président et promit d'obéir aux résolutions des Chambres.

Bustamante, après son installation, réunit le congrès et nomma les ministres suivants : D. Lucas Alaman, aux affaires étrangères ; D. Ignacio Espinosa, à la justice ;

D. Rafael Mangino, aux finances, et D. Antonio Facio à la guerre. Dans ce ministère conservateur, Facio, élevé en Espagne, était considéré comme ennemi des démocrates et des réformes; Espinosa et Alaman représentaient le clergé. Ce dernier a joué un rôle si important dans son pays qu'il mérite une mention particulière.

D. Lucas Alaman est né à Guanajuato d'une famille aisée qui l'envoya faire ses études à Mexico au collége des Mines. N'ayant point le goût des armes, il étudia les lois pour pouvoir prendre part aux affaires politiques. Après la chute d'Iturbide, on l'a vu devenir ministre; puis, il abandonna le ministère, vint à Londres et retourna dans son pays. Lors de la révolution de Jalapa, il était directeur de la *Compagnie unie anglo-mexicaine*, et gérant des propriétés du duc de Monteleone, dernier héritier et descendant de Fernand Cortez. Tour à tour avocat, ministre, prétendant à la présidence, industriel et banqueroutier, fertile en expédients, subissant toujours l'influence de l'Angleterre, historien distingué, Lucas Alaman était un homme à vues supérieures; il désirait sincèrement le bien de son pays, et pour atteindre ce but il foulait aux pieds l'opinion publique, avec ce courage moral qui n'a pas pour se soutenir le clairon des batailles. D'une forte complexion, sans être robuste, d'une énergie à toute épreuve, il était, en outre, travailleur infatigable; nul ne connaissait mieux que lui le prix du temps, nul ne savait mieux l'utiliser. Il faisait difficilement la part des difficultés matérielles pour l'exécution d'une mesure qu'il avait dictée; aussi rigoureuse qu'elle fût, elle ne l'épouvantait pas : « Qui veut la fin, disait-il, veut les moyens. »

Lors de sa rentrée au ministère, le Mexique se trouvait dans une situation pitoyable. Un an s'était à peine écoulé depuis le pillage de la capitale par les démocrates ; le trésor, comme toujours, était vide ; les troupes et les officiers réclamaient leur solde à grands cris; les chemins étaient infestés de voleurs et les finances nulles; les places, sollicitées par tout ce qu'il y avait de plus inepte et de plus immoral dans

la république, se vendaient au plus offrant; une contrebande effrénée, tolérée par les employés supérieurs des douanes, empêchait cet important revenu de remédier à la pénurie du trésor; la confiance et l'ordre n'existaient nulle part. Alaman voulut faire marcher de pair la réforme politique et la réforme financière. L'exécution de la seconde devait lui fournir les moyens d'opérer la première, et, pour y parvenir, il suffisait d'appeler aux emplois les hommes les plus probes. Il semblait impossible de les trouver, et, s'il n'en trouva pas un grand nombre qui joignît la probité à la capacité, il sut, du moins, utiliser ceux qu'il rencontra pour réprimer les concussions des employés qu'il maintenait, faute de pouvoir les changer. Par ce moyen, la contrebande fut comprimée; le trésor vit ses coffres se remplir du produit des droits qui n'enrichissaient autrefois que les administrateurs des douanes, et les troupes bien payées, bien vêtues, devinrent dès lors un appui pour le gouvernement.

Les dépenses ne dépassèrent plus les recettes; l'économie s'introduisit dans l'administration; le Mexique, pour la première fois depuis son indépendance, se vit organisé comme un gouvernement régulier, le brigandage des routes devint rare; les voleurs étaient fusillés, étranglés, — *garrotados*, — ou pendus aux murs de leur maison; on put enfin circuler librement sur les grands chemins. Les généraux qui gênaient le pouvoir ou la tranquillité publique furent impitoyablement mis à mort, malgré le prestige de leur nom. Après avoir ainsi transformé le Mexique, Alaman voulut le faire industriel et manufacturier pour l'élever au niveau des États de l'Europe. Manquant de voies naturelles de communication, le Mexique a plus besoin d'industrie que les pays moins riches que lui en productions de toutes sortes; Alaman, pour encourager cette branche de la richesse publique, appliqua, sous le nom de Banque de secours, — « Banco de avio, » — une partie des fonds provenant des droits de douane à des prêts faits aux diverses industries du coton, de la laine, du fer et du papier; une autre partie de ces

fonds était destinée à l'achat, en Europe, des machines nécessaires, livrées gratis aux manufacturiers. L'industrie allait donc prendre son essor; la paix était rétablie, les arsenaux étaient garnis de munitions, les droits de douanes régulièrement perçus, les chemins réparés, entretenus, purgés de bandits; tout cela s'était fait dans l'espace de deux ans; tout fut détruit par la révolution de 1832. Si l'empire de 1864, avait eu, comme ministre dirigeant, un homme énergique, intelligent et patriote comme Alaman, l'empire serait un fait accompli.

Pourtant, l'administration de Bustamante n'était point couchée sur un lit de roses. Le président et ses ministres, pour affirmer leur pouvoir, crurent devoir faire légitimer par les chambres la révolution de Jalapa qui mettait les écossais, c'est à dire les conservateurs, à la tête des affaires publiques. Le congrès, toujours vénal, toujours instrument docile du vainqueur, et sans foi politique, avait déclaré national et légitime le mouvement qui avait élevé Guerrero à la présidence, il déclara légitime et national celui qui l'en avait fait tomber, il fit plus, il déclara Guerrero « moralement incapable d'exercer la suprême magistrature. » Néanmoins, par respect pour ce vieux chef qui avait reçu le titre de « bien mérité de la patrie, » le mot : « moralement, » fut supprimé dans le décret d'incapacité lancé contre lui. Des législatures, des généraux et des colonels agitèrent le pays, au nom de la fédération que le gouvernement paraissait vouloir renverser pour lui substituer une république centrale, mais le centralisme avait tellement de partisans que ces agitations partielles ne devinrent pas sérieuses alors.

Au commencement de mars 1830, Salgado, gouverneur du Michoacan, destitué par Bustamante, se souleva et se réfugia dans la petite ville de Zamora avec trois cents hommes. Il croyait que l'État de S. Luis Potosi et celui de Jalisco le soutiendraient. Il n'en fut rien : obligé de fuir le 23 mars, il tomba entre les mains de ceux qui le poursuivaient. Alvarez se révolta dans ses montagnes; Guerrero sortit de Tixtla

pour se joindre aux prononcés, déjà renforcés par D. Francisco Victoria, frère de l'ex-président. Les insurgés n'avaient d'autre but que celui de renverser le gouvernement; ils opéraient surtout dans les provinces du sud. Le général Bravo, chargé de les poursuivre, battit Alvarez le 25 avril à Venta-Vieja, et s'empara d'Acapulco, qui retomba, par la défaite d'Armijo, au pouvoir d'Alvarez au commencement d'octobre. Le 1er janvier 1831, Bravo remporta une victoire sanglante et longtemps disputée sur les troupes d'Alvarez et de Guerrero. Après ce combat, les insurgés n'eurent que des guérillas pour continuer la lutte, plusieurs d'entre elles furent détruites par les colonels Canalizo, Sesma et autres. Presque tous les chefs de ces bandes furent fusillés; les plus célèbres étaient Collados, frère du gouverneur de Mexico et Francisco Victoria.

Le général Facio, ministre de la guerre, ne pouvant espérer que ses lieutenants saisiraient Guerrero au milieu des montagnes du sud, résolut de s'en rendre maître par trahison. Ayant appris que les insurgés disposaient d'un brigantin « Colombo » pour le transport des vivres d'Acapulco à la Palizada, il se mit en relation avec le capitaine génois Picaluga qui le commandait et qui se trouvait alors à Mexico. Picaluga demanda deux cent cinquante mille francs pour livrer Guerrero. Ce prix parut énorme au ministre, mais il fut accepté. Le capitaine du « Colombo » invita Guerrero à venir dîner à bord; celui-ci, sans méfiance, se rendit à l'invitation, et, tandis qu'on était à table l'ancre fut levée, la victime garottée et remise le 25 janvier 1831, entre les mains des autorités militaires de Santa-Cruz Huatulco, province de Tehuantepec. Le prisonnier, conduit à Oajaca, fut jugé et condamné à mort. Le 14 février, on vit à Cuilapa ce véteran de l'indépendance marcher d'un pas mal assuré au lieu de l'exécution; soit l'effet des fatigues, soit la pensée de cette infâme trahison ou de l'horrible ingratitude de ses compatriotes, des larmes coulaient de ses yeux, lorsque la mort vint le frapper. L'administration de M. Bustamante ne s'est

jamais lavée de ce crime, et le général Santa-Anna promit de le venger. Dans cette triste histoire du Mexique, on voit toujours une trahison derrière une grande victime. Sous Bustamante, les exécutions commencèrent à devenir nombreuses; je ne doute pas qu'elles ne fussent utiles, sinon nécessaires, mais il est déplorable pour un gouvernement d'en venir à de pareilles extrémités, et lorsque ce gouvernement représente un parti, les exécutions politiques ont généralement l'air d'une vengeance.

Je dois placer ici quelques lignes sur la situation du clergé mexicain. Le pape Jules II avait autrefois accordé au roi d'Espagne la faculté de nommer les évêques aux siéges vacants, et les chanoines des cathédrales, dans toutes les possessions espagnoles. Après l'indépendance et dès 1821, la cour de Rome refusa toutes sortes de transactions, avec le gouvernement mexicain sur cette question. Le droit de patronat fut refusé au Mexique. En attendant un concordat qui ne se faisait pas, tous les évêchés du Mexique devinrent vacants, par l'émigration de deux prélats et la mort des autres. Le personnel des chapitres ecclésiastiques était tellement diminué, que plusieurs cathédrales ne possédaient qu'un ou deux chanoines. Cette situation démoralisa singulièrement le clergé qui ne recevait ni instruction, ni direction. L'administration de Bustamante, étant très favorable au clergé, sut tirer profit de cet état de choses, en renonçant au droit de patronat. Cette abdication d'une prérogative nationale, plus ou moins contestée en droit, était fort peu patriotique; mais elle rattacha au pouvoir exécutif tout le clergé, et ce qu'on appelle les cléricaux, parti fort considérable alors au Mexique. Une loi fut promulguée pour remplir les siéges épiscopaux vacants et compléter les chapitres ecclésiastiques qui gouvernaient les diocèses en l'absence des évêques; le clergé lui-même faisait ces nominations, et les bulles pontificales consacrant les nominations portaient la clause *motu proprio*, qui n'a cessé d'exister depuis cette époque.

Dans le courant de l'année 1831, le Mexique jouissait d'une grande tranquillité; le gouvernement avait une énorme majorité dans le congrès, malgré l'opposition que lui faisaient les députés D. Juan de Dios Cañedo, D. Francisco Garcia, et D. Valentin Gomez Farias; les partis modifièrent, non leurs rancunes, mais leurs drapeaux; les écossais devinrent les « amis de l'ordre, » et les yorkinos, les « progressistes. » Ces derniers demandaient bien la destruction des lois restrictives contre la liberté de la presse, — qu'ils avaient inaugurées, — et l'extinction des ordres monastiques; mais ces prétentions ne dépassaient pas, dans leur forme, la modération des débats parlementaires ou d'une polémique réservée. Néanmoins, vers la fin de cette même année, des troubles arrivés dans le Jalisco, et réprimés par des mesures anticonstitutionnelles, furent le prétexte de la révolution de 1832. Santa-Anna, occupé dans son hacienda de Manga-de-Clavo de ses propres affaires, avait refusé de se mêler à la révolution qui coûta la vie à Guerrero, et n'avait pas voulu prêter ses services à l'administration de Bustamante. Les mécontents résolurent de le mettre à leur tête.

Le 2 janvier 1832, la garnison de l'État de Vera-Cruz se prononce, et dans sa proclamation, datée de ce même jour, elle renouvelle les protestations faites par le plan de Jalapa, demande le renvoi des ministres, donne au général Santa-Anna le commandement des troupes, et le soin d'obtenir ce que réclamaient les insurgés. Santa-Anna appuya cet acte, et le 4 janvier il écrivit au général Bustamante une lettre dans laquelle il relève les conséquences des actes arbitraires ou rigoureux de ses ministres et le prie de conjurer la révolution en cédant aux justes réclamations de l'armée. Le pouvoir exécutif communiqua au congrès l'acte du 2 janvier, et la lettre qui l'accompagnait, en l'informant que, « bien que tous les ministres eussent remis leurs portefeuilles dans un but de conciliation et pour aplanir les difficultés, le vice-président s'était refusé à donner sa démission, afin de ne point créer un précédent pernicieux. » Les chambres dé-

clarèrent alors acte révolutionnaire cette pétition à main armée, et invitèrent le gouvernement à combattre l'insurrection. Le général Calderon fut chargé de la réduire avec trois mille hommes de troupes, bien équipées, qu'on lui donna.

Santa-Anna s'empare aussitôt de deux millions cinq cent mille francs qui se trouvaient à la douane de Vera-Cruz, et, avec cet argent, il organise son armée. Woll et les deux Arago viennent à son appel. Le général Jean Arago est chargé du commandement de Vera-Cruz, et son frère Joseph reçoit l'ordre de former un corps de *jarochos*, — habitants des campagnes de la côte. — Calderon arrive le 23 février à Santa-Fé, petit village situé presque aux portes de Vera-Cruz. Facio doit lui mener des renforts. Le 24, Santa-Anna apprend qu'un riche convoi d'argent, de munitions et de vivres, escorté par Perez Palacios et cinq cents hommes, est attendu par Calderon, il part aussitôt avec deux cents cavaliers et deux compagnies de fantassins, jusqu'à Manantial, — cinq lieues de Vera-Cruz, — se jette sur le convoi, s'en empare et revient à Vera-Cruz avec le trésor, les munitions, les vivres et les cinq cents hommes d'escorte qui se joignent à lui en criant : « Vive Santa-Anna ! mort aux ministres ! » Le 3 mars, Santa-Anna, à la tête de six cents hommes d'infanterie et cinq cents jarochos, attaque, à Tolome, le général Calderon qui s'éloigne, avec trois mille sept cents hommes et de l'artillerie, des rivages empestés de Vera-Cruz. Aux premières détonations de l'artillerie, les jarochos se sauvent, entraînant le capitaine Arago qui fait de vains efforts pour les rallier. L'infanterie tient bon et se fait tuer bravement. Les meilleurs officiers de Santa-Anna sont massacrés, et lui-même ne doit la vie qu'à la vitesse de son cheval, qu'il lance au galop dans les bois, après la perte de la bataille.

Calderon, au lieu de courir à Vera-Cruz et de s'en emparer, comme cela lui eût été facile, le lendemain de sa victoire, ne parut que le 10 mars sous les murs de la ville. Elle était alors remise en état de défense. Santa-Anna comptait encore

plus sur la fièvre jaune, la faim, la soif et la maladie que sur ses propres forces pour se débarrasser des assiégeants; il leur fit éprouver, néanmoins, des pertes sensibles par de fréquentes sorties. Le 13 mai, Calderon dut lever le siége et se replier sur Mexico; il ne lui restait presque plus de troupes valides. Joseph Arago, chargé de poursuivre l'arrière-garde, commandée par le général Rincon, la mit dans un tel désordre qu'elle se sauva en abandonnant ses malades, son parc et son équipement.

Tandis que ces événements s'accomplissaient, le général Moctezuma se souleva dans la ville de Tampico, et se mit à la disposition de Santa-Anna. Les États de Zacatecas, Jalisco, Nuevo-Leon et Tamaulipas se disposaient à renverser l'administration de Bustamante. Gomez Farias et Garcia, fidèles amis de Pedraza, président de droit, élu en 1828, et exilés, travaillaient à sa réinstallation. Ils manœuvrèrent pour qu'on le désirât à Zacatecas et dans le Jalisco, puis essayèrent de faire tourner l'insurrection de Vera-Cruz à son profit. Le général Inclan, poussé par eux, se prononça à Toluca le 27 avril, et menaça Bustamante et Santa-Anna, dans sa proclamation, de les combattre s'ils ne consentaient pas au retour de Pedraza. Trois jours après, le colonel D. Mariano Arista s'emparait de sa personne. Mais le mot était jeté, le nom de Pedraza circulait dans toutes les bouches, comme remplaçant de Bustamante.

La presse se mit à discuter la légitimité du gouvernement actuel et la nécessité de rappeler Pedraza; Santa-Anna marcha sur Mexico. Calderon, voulant s'opposer à son passage, quitte Jalapa et se rend à Corral Falso où Santa-Anna le rejoignit le 13 juin. Au moment d'en venir aux mains, Calderon et son lieutenant Corraza se présentent en parlementaire au camp des insurgés pour demander un armistice qui leur fut accordé de grand cœur. A la suite de cette transaction, les deux généraux nomment des commissaires pour négocier les détails de l'armistice, et la paix auprès du gouvernement, et se retirent ensuite chacun de son côté. Bustamante, mé-

content de cet arrangement, remplaça le général Calderon par le ministre Facio, dans le commandement des troupes de Jalapa.

Sur ces entrefaites, Zacatecas, Durango et Jalisco se prononcent en faveur de Pedraza. Zacatecas ne se limite pas au décret qui proclamait l'exilé, président constitutionnel de la république, la législature organisa de suite quatre mille hommes de milice pour appuyer son décret. Le général D. Josè Urrea se prononça dans le même sens à Durango et mit un gouverneur démocrate à la place du conservateur qui dirigeait les affaires de cette province, depuis 1830. A Guadalajara, le gouverneur Cañedo, conservateur et royaliste, en outre, s'entendit avec le général Cuesta et le colonel Negrete pour seconder la révolution de Zacatecas. Dans la nuit du 15 juillet, Cuesta fit son pronunciamiento, tandis que le général Anaya se trouvait à l'enterrement de l'évêque Gordoa, escortant le corps du défunt avec ses troupes, tenant des cierges en main. Les autorités civiles et militaires prononcées obligèrent Anaya, commandant la force armée du gouvernement général, à quitter la ville. Le général Mier y Teran, de son côté, se battait dans le Tamaulipas contre Moctezuma, partisan de Santa-Anna, et finit par se suicider le 3 juillet. Le colonel Antonio Mejia révolutionnait contre le gouvernement de Mexico les colons du Texas, et s'emparait des douanes de Brazos-Santiago et autres ports de la côte. Les chambres, réunies de nouveau le 3 août, acceptèrent la démission des ministres, cause première de ce vaste conflit; elles donnèrent le commandement de l'armée fédérale à Bustamante et nommèrent président, par intérim, le général D. Melchior Muzquiz, qui prit possession du pouvoir le 14. Le 19, Muzquiz organisa son ministère : D. Francisco Fagoaga fut appelé aux affaires étrangères; D. Juan Ignacio Iberri, à la guerre. Godoy était fédéraliste, mais les autres ministres étaient monarchistes. Ce ministère était encore moins acceptable, pour les prononcés, que le précédent.

Bustamante sortit à l'encontre des forces révolutionnaires

commandées par Moctezuma ; il avait avec lui quatre mille hommes divisés en trois colonnes, à la tête desquelles se trouvaient les généraux gradués — généraux de brigade — D. Juan Amador, D. Gabriel Duran et D. Mariano Arista. Le 18 septembre, les deux armées se rencontrèrent au point nommé « Gallineros ». Le combat commença à six heures du matin et se termina par la déroute complète de Moctezuma et le massacre de tous les fugitifs tombés au pouvoir des vainqueurs. Le lendemain de son triomphe, Bustamante donna sa démission de président de la république et s'occupa de rétablir les autorités chassées par la révolution. La cause de Pedraza était perdue, si Santa-Anna ne l'eût relevée par une marche rapide sur Puebla. Facio, stupéfait de ce mouvement et comprenant tout le ridicule de son action, se décida à combattre et s'établit sur un point de la route que suivait Santa-Anna. Celui-ci, l'ayant observé du haut de la tour de San-Augustin de Palmar, devina son plan. Il s'empressa de reconnaître la position à la tête de sa cavalerie, et fut assez heureux pour rencontrer, en retournant à son quartier général, la meilleure brigade de son adversaire, qui se rendit à discrétion. L'ex-ministre de la guerre n'eut plus qu'à se retirer en toute hâte vers la capitale, abandonnant aux insurgés tout ce qui pouvait embarrasser sa fuite. Santa-Anna continua sa marche sur Puebla défendue par Andrade ; le 5 octobre, il était maître de tous les points importants de cette place. Calderon, qui se trouvait accidentellement à Puebla, fit cesser le combat, en sa qualité de général de division ; il conclut avec Santa-Anna un nouvel arrangement par lequel le général Andrade rentrerait à Mexico directement, laissant une garnison aux fortins du cerro de Guadalupe. Cette transaction conclue, Andrade partit et arriva presque seul dans la capitale ; ses troupes s'étaient prononcées en chemin en faveur de Santa-Anna.

Les États du Yucatan, Tabasco et Chiapas avaient secoué, le 16 septembre, le joug du gouvernement conservateur et s'étaient prononcés dans le sens des États du nord. La révo-

lution se propageait ainsi avec une grande rapidité. Santa-Anna en profita. Le 18 octobre, il mit ses troupes en marche sur Mexico. Le général Valencia, qui opérait dans la vallée de la capitale, vint grossir l'armée dite « libératrice ». Arrivé à Tacubaya, le général Santa-Anna intima, le 1er novembre, l'ordre au général Quintanar, qui défendait Mexico, de se rendre. Quintanar refusa, sachant que Bustamante arrivait au secours de la place et qu'il était déjà à Queretaro. Santa-Anna, espérant que Quintanar le poursuivrait, partit à la rencontre de Bustamante; les deux armées se rencontrèrent le 12, à la hacienda de Casas-Blancas; après cinq heures et demie de combat, les troupes fédérales abandonnèrent leurs positions. Bustamante se retira sur Tequisquiac où Quintanar devait le rejoindre. Le 16, un convoi qui se dirigeait sur Puebla, escorté par Rodriguez, ayant failli tomber entre les mains du général Anaya, Santa-Anna leva brusquement son camp, accomplit une marche forcée de vingt et une lieues, délivra Rodriguez du danger qui le menaçait et fit même des prisonniers à ses ennemis. En présence de cette singulière manœuvre, Bustamante se vit obligé de courir après son rival et le 6 décembre les deux généraux se trouvèrent de nouveau en présence, près de Puebla, au rancho de Posadas. L'action s'engagea avec une violence extraordinaire; les deux chefs payèrent de leur personne et firent des prodiges de valeur; la bataille, qui dura presque toute la journée, fut encore plus sanglante que celle de Gallinero; plus de mille hommes y perdirent la vie, et pourtant elle fut sans résultat. Les fédéraux conservèrent leurs positions et les conservateurs se replièrent au cerro de San-Juan et dans quelques édifices de la ville peu ou pas défendus.

Les fédéraux de l'intérieur n'étaient pas abattus par leur défaite de Gallinero. Le Jalisco avait trois colonnes : la première, commandée par Josè de la Cuesta et destinée à l'invasion de Guanajuato, se trouvait à Lagos, bloquée par le général Cortazar qui, de la ville d'Encarnacion avait les yeux sur Lagos et sur la division de Zacatecas, cantonnée à

Aguascalientes. La seconde, sous les ordres de Benito Quijano, pénétra dans le Michoacan, s'empara de Zamora défendue par le colonel Torrejon et vagabonda, sans rien faire, jusqu'à ce que Cuesta l'incorporât dans sa brigade pour marcher sur Queretaro. La troisième, commandée par le colonel Woll, sauva la colonne de Quijano, après la prise de Zamora; puis, accourant au secours de Guadalajara, menacé par les ministériels, les força à se retirer. Woll les poursuivit ensuite avec vigueur, traversa les barrancas de Atentique avec trois cents hommes, en battit huit cents, et fit quatre cents prisonniers à l'ennemi, le 13 novembre. Il parcourut, après ces succès, le territoire de Colima, s'empara de sa capitale; mit en déroute à Tacinastla, le colonel-médecin D. Joaquin Solorzano et pénétra dans le Michoacan. Une lettre datée de Guadalajara, 23 novembre 1833, me donne des détails fort curieux sur la campagne du colonel Woll; en voici quelques extraits qui méritent d'être signalés :

« Je suis persuadé qu'aucun de ceux qui l'ont accompagné, — le colonel Woll, — ne se serait hasardé à franchir les limites de l'État, s'il eût été à sa place. Ce sont des Fabius, qui attribuent à prudence, ce qui peut en langue vraie se nommer lâcheté... La nouvelle de sa victoire a été reçue avec la plus grande démonstration de joie; les patriotes parlaient de ses talents et de sa valeur avec enthousiasme; quelques-uns auraient désiré que ce fut un Mexicain qui eût remporté cette victoire. La jalousie règne ici plus qu'ailleurs... Je voudrais le voir marcher sur Morelia, s'en emparer et s'unir ensuite à Santa-Anna, cette expédition lui ferait un grand nom. »

Ce vœu allait être accompli sans un pronunciamiento qui dérangea les plans du colonel Woll. Moctezuma, de son côté, avait réparé son désastre et mis le siége devant Victoria, qui se rendit le 10 décembre. Valencia, Mejia et Jean Arago occupaient Toluca depuis le 23 octobre. Bravo se réunit, le 13 décembre, à Tixtla avec Alvarez, pour conclure

un traité de paix. Il ne restait donc plus à cette époque au gouvernement du général Muzquiz que l'État de Oajaca, du Michoacan, la partie non envahie par le colonel Woll, et du Chihuahua, celle qui n'était pas soumise aux forces du général Urrea; tous les autres États étaient soulevés contre le pouvoir exécutif. Voici maintenant ce qui se passait à Puebla, après la bataille de Posadas.

Quoique ennemi de Pedraza, Santa-Anna avait fini par se ranger à l'avis de ceux qui réclamaient son retour, comme étant le seul légalement élu, depuis l'avénement du général Victoria. Après son premier arrangement avec Calderon, Santa-Anna avait envoyé aux États-Unis D. Joaquin Castillo y Lanzas, homme d'une grande probité, pour inviter Pedraza à revenir. Celui-ci hésita, tant que le triomphe des prononcés paraissait problématique, mais dès qu'il devint sérieux, il partit et débarqua à Vera-Cruz le 5 novembre; Santa-Anna apprit son retour le 10, à son quartier général de Huehuetoca, avant de venir à Puebla. Lors du combat de Posadas, Pedraza se trouvait à Puebla chargé de la défense de la ville. Le général Cortazar, voyant la situation désespérée du pouvoir exécutif, vint à Puebla, demanda une audience aux généraux Santa-Anna et Pedraza, et le 8 décembre ces trois personnages se réunirent dans l'intention de faire cesser une guerre qui ruinait la république, coûtait la vie à tant de citoyens sans profiter à personne. Dans une narration exacte et succinte de ces événements, on lit le passage suivant, tracé de la main même de Pedraza, sur cette conférence : — « Nous entrâmes en conversation avec plusieurs chefs de l'armée de S. Exc. le général Bustamante, et tous, mus par un esprit patriotique, convaincus que le ministère et la majorité des Chambres avaient cherché à les convertir en tyrans de leur patrie, les sacrifiant à des vues personnelles, se décidèrent à fraterniser avec leurs compagnons d'armes et à me reconnaître pour le président constitutionnel ».

De cette conférence il en résulta un armistice entre les

belligérants, tandis qu'on devait discuter les bases d'un projet de paix. Le 12 décembre, les bases du plan de pacification étaient posées, et MM. Cortazar, Gil-Perez, Anaya et Basadre, commissaires des généraux Bustamante et Santa-Anna, partirent pour les faire accepter par le gouvernement. « Les traités célébrés entre Santa-Anna et Bustamante, écrivait à ce sujet le général Castillo Negrete au colonel Woll, ont été mal accueillis par les deux partis, bien que je les croie favorables au second. Les Chambres font de l'opposition... mais, sans forces, que feront-elles? — Guadalajara, 24 décembre 1832. » — Les Chambres refusèrent d'adopter les bases de la pacification comme étant contraires à la constitution. Alors le 21 décembre, à l'hacienda de Zavaleta, située dans un des faubourgs de Puebla, les généraux Santa-Anna, Pedraza, le chanoine Ramos Arizpe, l'avocat Gonzalez Angulo, se réunirent avec Bustamante et les principaux chefs de sa division et rédigèrent le plan de Zavaleta par lequel on déclarait : — « 1° Que l'armée soutiendrait le système fédéral républicain; 2° que le général Manuel Gomez Pedraza serait reconnu président légitime de la république, jusqu'au 1er avril 1833, conformément à la loi fondamentale; 3° que l'on renouvellerait le congrès général et la législature de tous les États; l'ouverture de leurs sessions était fixé au 15 février 1833; 4° le 25 mars les Chambres devaient se réunir pour l'élection du président et du vice-président; 5° on proclamait une amnistie générale pour tous les délits politiques commis depuis le 1er septembre 1828. Enfin, ce plan devait être considéré comme juste et légal, et s'opposer à son exécution était devenir traître à la patrie et risquer de perdre ses emplois civils ou militaires ».

Ce plan, divisé en treize articles, porte la date de « Hacienda de Zavaleta, 23 décembre 1832 »; il mit fin à l'administration provisoire du général Muzquiz et à l'existence du congrès. Le 26, le général Pedraza prêta le serment constitutionnel, comme président de la république, entre les mains du conseil du gouvernement présidé par le gouver-

neur de Puebla. Il donna le portefeuille des affaires étrangères à Gonzalez Angulo; celui de la guerre, au général D. Joaquin Parres; celui de la justice à Ramos Arizpe, et celui des finances à Gomez Farias. Son premier soin fut d'écrire au congrès des divers États pour aplanir les difficultés qui pouvaient se présenter contre l'adoption du plan de Zavaleta, et de détourner la tempête qui le menaçait du côté du sud, Alvarez et Bravo montrant une attitude hostile au nouveau pouvoir. Enfin, le 3 janvier 1833, il fit son entrée triomphale à Mexico, accompagné du général Santa-Anna.

Le 16 janvier, Pedraza lança un décret pour expulser les Espagnols rentrés au Mexique, après l'expulsion du 20 mars 1829. Ce décret fut une faute; néanmoins, il suscita peu d'ennemis au président. A la fin de février, tous les États avaient terminé leurs élections pour le renouvellement des pouvoirs suprêmes. Alvarez et Bravo s'étaient pacifiquement ralliés au nouvel ordre de choses. Il paraissait que l'ordre et la raison allaient finalement régner dans cette pauvre république. Santa-Anna, avant de retourner à sa solitude de Manga-de-Clavo, publia, le 19 janvier, un manifeste à ses concitoyens pour les engager à la concorde; on y lit les phrases suivantes : — « Indulgence pour les erreurs d'opinion, plus de rancunes, effacez de la mémoire le mot *vengeance;* c'est ainsi que vous atteindrez le but de vos désirs et de vos sacrifices, des jours longs, heureux pour la république, un bonheur durable pour tous. Si mes efforts et mon dévoûment pour la liberté méritent une récompense, répondez à mes vœux. Toute mon ambition se limite à laisser mon épée pour la charrue. Si quelque main revenait à troubler la paix publique et l'ordre constitutionnel, ne m'oubliez pas, je volerais à votre appel. »

Pedraza avait trop peu de temps à rester au pouvoir pour organiser quoi que ce soit. Ne désirant pas et ne pouvant pas être réélu, mais sachant que le bien-être de la nation dépendait du président, il employa toutes ses ressources pour faire nommer Santa-Anna à la présidence, et Gomez

Farias à la vice-présidence. Dans un document daté de Mexico, 30 janvier 1833, adressé aux législatures de tous les États, il prie les gouverneurs et députés de ne point prêter l'oreille aux instigations des ennemis du repos public qui voudraient le réélire ou priver la république de « l'intelligence, du mérite et du prestige » de deux hommes comme Santa-Anna et Gomez Farias. Ses efforts furent couronnés de succès ; à l'exception de Chihuahua et de Guanajuato, tous les autres États nommèrent, le 1er avril 1833, Santa-Anna président constitutionnel, et Gomez Farias vice-président. Pendant l'absence du premier, qui était toujours à sa campagne, le vice-président prit immédiatement les rênes du pouvoir. Du 16 mai, jusqu'au mois d'avril 1834, Santa-Anna et Gomez Farias eurent alternativement le pouvoir en main, le général Santa-Anna ayant dû plusieurs fois quitter Mexico, soit pour se mettre à la tête de l'armée, soit pour se reposer à Manga-de-Clavo.

Valentin Gomez Farias, médecin de Zacatecas, s'était fait remarquer dans toutes les législatures par son radicalisme et sa fermeté. Sous son administration et celle de Santa-Anna, D. Darlos Garcia et Francisco Lombardo se succédèrent au ministère des affaires étrangères ; Ramos Arizpe et Quintanar Roo, à celui de la justice, Josè Maria Bocanegra et Antonio Garay, aux finances, et Joaquin de Herrera et Miguel Barragan, à la guerre. Parvenu au pouvoir, Gomez Farias suivit le contre-pied de la marche de Bustamante. Dans son discours d'ouverture aux Chambres, il déclara que l'unique moyen d'éviter les désordres et de doter la nation d'un gouvernement stable, était de faire de grandes réformes. Le congrès parut le comprendre, mais il se borna à destituer un grand nombre d'employés, afin de faire place aux favoris ; il livra les emplois aux démocrates, attaqua le clergé dans ses prérogatives et dans ses biens, frappa de proscription les chefs du parti déchu et commença une réaction politique qui déconcerta toute la nation.

Pour combler le déficit du trésor, il s'appropria les biens

que les missions des Philippines possédaient au Mexique, depuis le temps des Espagnols ; puis un second décret confisqua les propriétés du duc de Monteleone, comprises dans le district fédéral. Ces diverses mesures firent beaucoup de mécontents et donnèrent lieu à de nouvelles protestations à main armée. L'esprit public ne permettait pas qu'on passât d'un extrême à l'autre en si peu de temps. Treize jours après l'installation de Gomez Farias, le général Jean Arago écrivait de Mexico au colonel Woll, une lettre dans laquelle je lis les passages suivants : — « Rien de nouveau ici, si ce n'est des projets de réforme encore en herbe, des propositions à pleines mains faites aux chambres qui les approuvent ou les refusent, des cancans dont s'alarment les cœurs pusillanimes, beaucoup de pamphlets contre nous, parce que nous avons toujours triomphé... Santa-Anna, à qui il a pris envie de se rendre malade, préfère, à ce qu'il paraît, au fauteuil de la présidence, le hamac de Manga-de-Clavo... Mille autres choses, aussi peu claires, mais plus indifférentes encore... »

Un mois plus tard, ces alarmes dont faisait si peu de cas le général Arago prirent le caractère d'une révolution, seulement, on n'allait plus combattre, cette fois, pour un changement de personnes, mais pour le renversement de la forme gouvernementale. Les essais de république fédérale avaient été si déplorables et si malheureux pour le pays, que ne pouvant chercher un remède dans une monarchie, à laquelle on ne pensait guère, on voulut tenter une république centrale. La lutte s'engagea donc entre les démocrates fédéralistes qui étaient au pouvoir et les conservateurs centralistes opprimés par le vice-président. Des écrivains français ont insinué que cette révolution avait été ménagée par Santa-Anna pour se faire nommer dictateur ; plus de cinq cents lettres écrites à cette époque par différents personnages des deux partis me prouvent que cette assertion est inexacte. Elle eut pour cause cet ancien antagonisme de deux principes intéressés à prévaloir l'un sur l'autre, et qui depuis

1821 ne cessèrent de s'entre-déchirer; sous le régime républicain, les conservateurs voulaient, autant que possible, se rapprocher du système qui avait régi le Mexique pendant tant d'années, qui avait fait sa fortune et sous lequel il vivait en paix ; les démocrates, au contraire, irrités par les souvenirs cruels du passé, désiraient arracher des institutions nationales tout ce qui pouvait rappeler la domination espagnole et cléricale au Mexique. Pour faire cesser cet antagonisme qui fit répandre tant de sang, coûta tant de larmes et d'humiliations, il aurait fallu trouver une main honnête et ferme qui sût apaiser les rancunes, enchaîner les passions et réorganiser la nation mexicaine, en tenant compte des exigences de cette situation. Malheureusement, cette main ne s'est pas trouvée, et l'homme au pouvoir a toujours été un homme de parti qui ne savait pas oublier.

Santa-Anna accourut à Mexico dans l'intention de réparer les fautes du vice-président, mais le gant était déjà jeté. Chose étrange, Santa-Anna allait se battre contre des gens qui voulaient le nommer dictateur. Le 26 mai, le colonel Ignacio Escolada se prononça à Morelia, — anciennement Valladolid, — au nom de la religion persécutée et des droits méconnus du clergé et de l'armée. Le colonel protestait néanmoins de son obéissance au général Santa-Anna. Le 31, le général Duran, à Chalco, et Unde, à Talpam, se prononcèrent dans le même sens. Santa-Anna refuse la dictature, proclame son respect pour la constitution aux applaudissements du congrès, et part le 2 juin pour étouffer la rébellion. Avant de partir, il reçut du général Duran une lettre dont voici quelques extraits : — « Mes compagnons et moi, loin de conspirer contre le pouvoir, notre intention est de lui donner, dans vos mains, les garanties propres à concilier tous les intérêts opposés, à consolider l'ordre public, uniques moyens de sauver la nation.

« Excellence, on a abusé du traité de Zavaleta et dans seulement trois mois qu'a duré l'administration du général Pedraza, il a fait triompher, sous une honteuse dépendance,

le parti le plus dangereux à nos libertés, parce que ce parti est celui qui favorise les haines, les vengeances, les désordres et l'anarchie... — Gabriel Duran. »

Sans changer de résolution, Santa-Anna partit emmenant sous ses ordres le général Arista; arrivé à Tenango, il fit reposer ses troupes, avant d'aller à Cuernavaca où se trouvait alors Duran. Le jour suivant, le président s'étant éloigné du camp, accompagné de quelques officiers, fut rejoint par le lieutenant-colonel Moreno, qui lui annonça que le général Arista, avec toute sa division, s'était prononcé en faveur des insurgés, en le proclamant dictateur; il ajouta qu'en cas de résistance de sa part, il avait l'ordre de le conduire au général Duran. Je ne sais si Santa-Anna était tombé dans un piége tendu par Arista, avec le but de s'emparer de sa personne, ce qu'il y a de certain, c'est que le président, devenu prisonnier, fut conduit à Morelia, où se rendaient Arista, Duran et leurs deux divisions. A son entrée dans cette ville, il fut salué par la population aux cris de : — « Vive le libérateur! vive le dictateur! » — Les fonctionnaires et les membres du conseil municipal vinrent à l'hôtel de ville le féliciter et lui demander ses ordres. Santa-Anna leur témoigna sa gratitude pour leur dévoûment, mais leur déclara qu'étant prisonnier il n'avait rien à leur commander. Conduit ensuite à la hacienda de Buena-Vista, le 19 juin, il s'en échappa pendant la nuit, se dirigea sur Atlixco, et entra dans Puebla le 13, au matin.

Tandis que ces événements se passaient hors de la capitale, d'autres bien plus graves avaient lieu à Mexico. Gomez Farias, d'accord avec le congrès, continuait ses mesures de violence et de réaction; exaspéré de l'opposition qui se manifestait dans le public, il sembla décidé à tout bouleverser plutôt que de modifier sa conduite. Il augmenta la milice, déjà si antipathique au peuple; il offrit une décoration et cent mille piastres à celui qui délivrerait le président; il remplaça le conseil municipal, alors en fonction, par les membres qui siégeaient en 1829; il proclama la fameuse loi

appelée *del caso*, par laquelle il expulsa de la république un grand nombre de citoyens, en prévenant le public que tous ceux qui se trouveraient « dans le même cas, » auraient le même sort, sans qu'il fût nécessaire de recourir à de nouvelles formalités. C'était la seconde loi de suspects, proclamée par les démocrates au pouvoir. En rappelant ces lois et celles d'expulsion des Espagnols, on voit que « les amis du progrès » comprenaient singulièrement la liberté. Il est bon de constater que les gouvernements démocrates mexicains ont eu toujours besoin d'employer des rigueurs anticonstitutionnelles pour prolonger leur existence politique.

Les Mexicains virent avec stupeur des actes d'une telle nature et les craintes les plus justifiées s'emparèrent des hautes classes. Personne n'osait parler des affaires publiques; on était entouré d'espions, et comme si la situation n'était pas assez déplorable, le choléra-morbus vint ajouter ses calamités aux maux dont souffrait toute la nation. Le 23 juin, une partie de la garnison se souleva dans une des casernes voisines du palais, mais ce pronunciamiento, étouffé dès sa naissance, ne servit qu'à remplir les prisons, déjà encombrées. Dans ce même temps, Arista et Duran éprouvaient un échec à Queretaro, où les troupes du gouvernement entrèrent de vive force et firent un grand nombre de prisonniers. Ce succès alarma la garnison de Morelia qui abandonna subitement la ville et prit la route de Zinapecuaro, dans le but de se réunir à Escalada qui s'y trouvait avec quelques soldats. Morelia fut occupée par le général Salgado, et Cortazar se mit à la poursuite des rebelles. A Tepeaca, le général Lemus attaqua Arista, mais il fut battu parce qu'une partie de ses troupes s'unit aux rebelles. Dans la correspondance du général Arago, j'ai trouvé sur cette affaire les détails suivants, envoyés au général Woll.

« Mexico, 6 juillet 1833. — C'est, mon cher, lorsque nous espérions qu'on allait donner un grand coup, et peut-être le dernier, à la révolution, que la plus noire infamie a détruit nos espérances et ranimé celles de nos ennemis. Les 8e, 9e

et 12e escadrons de cavalerie, ainsi que les restes du 4e et les compagnies de chasseurs du 3e bataillon de Matitlan, passèrent à l'ennemi au moment même où le feu commençait ; et, plus criminels, mille fois, que les Saxons, ils tournèrent leurs armes contre leurs camarades. Cette malheureuse affaire eut lieu à Tepeaca, à sept lieues de Puebla qui, aujourd'hui, est assiégée par Arista et Duran. Nous organisons ici une nouvelle division, et le général président sortira sous peu de jours. Je suis nommé major général de la nouvelle armée qui se trouve presque sans cavalerie : aurons-nous un Lutzen?... Lemus, Heredia, Cespedès et presque tous les officiers sont prisonniers. Maillet, qui avouait bêtement qu'il n'avait vu que du feu dans le pronunciamiento d'Arista, avait été destiné à la division Lemus, et il est aussi prisonnier. Cet homme est vraiment malheureux ; il n'en est pas de même de Quijano et Delgado qui parviennent à se sauver et qui arrivent ici en courriers pour annoncer la défection des troupes.

« Je suis harassé de fatigue... voilà quatre jours que je ne dors pas, ayant été chargé de cette commandance générale à cause du départ projeté du général Anaya... Il est triste d'être témoin de si près des événements funestes qui se passent autour de nous. Je vois bien noir dans l'avenir... — Jean Arago. »

Puebla était défendue par le général Victoria, lorsque Arista vint l'assiéger. La garnison commença son feu sur les assiégeants qui se dirigeaient, en trois colonnes, sur la porte appelée de Mexico. Plusieurs combats eurent lieu avec quelques succès d'abord du côté des insurgés, mais ensuite ils furent repoussés avec de grandes pertes. Ayant appris que Santa-Anna venait au secours de la place, Arista battit en retraite, prit position au Cerro-Colorado et se retira finalement à Guanajuato dans un état misérable. Santa-Anna se mit à sa poursuite et arriva à Tula au moment où les insurgés venaient de quitter cette ville, en route sur Guanajuato ; il fallait à tout prix les empêcher de passer. Arago, chef d'état-

major de Santa-Anna, envoya de suite un courrier au général Woll, avec la lettre suivante :

— « Tula, 20 juillet 1833. — Mon cher Woll. Nous arrivons ici quelques heures après le départ de l'ennemi qui poursuit sa marche sur Queretaro. Les ordres qu'on a donnés au général Cuesta pour qu'il occupe cette ville, où je vous suppose déjà, sont du plus haut intérêt, et je ne doute nullement que vous emploierez toute votre influence pour qu'ils soient exécutés fidèlement. Le sort de la république dépend peut-être de la résolution de cette division de défendre Queretaro et d'entretenir l'ennemi quelques heures pour nous donner le temps d'arriver... — Jean Arago. »

Mais Arista, ne voulant pas être pris entre deux feux, esquiva les troupes du général Woll, et vint se fortifier de son mieux à Guanajuato. Le général Valencia, ayant complétement battu Escalada dans le bois de Las Cruces, il ne restait plus qu'à faire le siége de Guanajuato pour se rendre maître de l'insurrection. Ce siége se fit avec toutes les forces dont disposait alors Santa-Anna. Les fortifications tombèrent bientôt au pouvoir des troupes du gouvernement, et, pour prouver que cette révolution n'était point une comédie, je vais citer des fragments d'une lettre particulière du général Woll, écrite sous les murs de Guanajuato, le 5 octobre 1833.

« ... J'ai attaqué Valenciana que j'ai pris de force à la tête du 12e de ligne. On avait donné l'ordre de ne laisser en vie aucun officier; mais j'ai contenu mes troupes. Les officiers étaient à genoux, quand arriva Mejia qui, s'étonnant de ce que nous n'avions pas tué ces malheureux, me donna l'ordre de les faire fusiller. Je résiste; il se fâche et me demande si je veux obéir. Je réponds que non. — N'êtes-vous pas général mexicain? me dit-il. — Oui, señor, je suis général mexicain pour me battre, mais non pas pour fusiller personne. — Eh bien, allez-vous présenter au général président, vous êtes aux arrêts. — Avec plaisir, señor, parce que cet arrêt, le seul qui m'a été infligé dans ma vie, m'honore beaucoup.

« Je m'en allai ; mais à peine eus-je fait cent pas que je reçus de Mejia même, l'ordre de continuer l'attaque, avec ma brigade et trois pièces, sur le Mellado, jusqu'au moment où Arista demanda à parlementer. Duran a tenu avec une partie de sa cavalerie; les croisés sont perdus, parce que prenant demain le Mellado, ils seront obligés de se rendre à discrétion... — Adrien Woll. »

En effet, les forts de Valencia, Gerona et Mellado, étant pris, Arista obtint une suspension d'armes, pendant laquelle il négocia la reddition de Guanajuato et la vie sauve de tous les révoltés. Les vaincus furent ramenés prisonniers à Mexico, où Santa-Anna fit son entrée aux acclamations de la foule. La guerre civile pouvait être considérée comme terminée après la reddition d'Arista et d'Escalada, vu qu'il ne restait plus qu'un très petit nombre de leur parti qui se soutenait avec peine dans les provinces du Michoacan et de Oajaca. Le général Woll, commandant la brigade d'arrière-garde, était chargé, par un ordre portant la date de Salamanca, 19 octobre, et signé Jean Arago, de protéger l'armée qui rentrait, et de veiller sur les insurgés de Michoacan, « car il pourrait se faire, disait-il, que Garcia, par une marche forcée, abandonnât les environs de Valladolid pour revenir sur le Valle Santiago. » Woll s'acquitta si bien de sa mission, qu'il mit en déroute, à Puruandiro, mille cavaliers réguliers, n'ayant avec lui que quelques fantassins, et leur prit tous leurs bagages. Cette brillante action valut aux vainqueurs une médaille commémorative; quant au général, il était déjà nommé *benemerito*, — bien mérité. — Sur sept personnes qui portaient ce titre, Woll était le seul étranger qui l'eût reçu, il devint général effectif.

De retour à Mexico, Santa-Anna, ne songea nullement à prendre en mains les rênes du gouvernement; le titre et les fonctions de président paraissaient ne lui être agréables en aucune manière. Cet homme étrange, qu'on a tant accusé d'ambition, semblait éprouver une profonde répugnance pour le pouvoir suprême; il laissa de nouveau Gomez Farias

gouverner à sa guise et retourna dans son hacienda de Manga-de-Clavo. D'un autre côté, on s'explique difficilement comment une nation ne se révolte pas, quand après avoir confié ses intérêts à un homme qui a sa confiance, elle se voit gouvernée par un brouillon qui met le désordre dans les affaires publiques. Mais, tâcher de trouver de la logique et du sens commun dans la politique mexicaine, serait un labeur inutile. Je dois me limiter à cataloguer les faits, tels qu'ils se présentent, me bornant à contrôler leur exactitude.

Tandis que Santa-Anna, surnommé le Cincinnatus mexicain, se reposait à la campagne, Gomez Farias continuait ses mesures réactives qui le rendirent odieux. Il bannit plusieurs membres du clergé, disposa des cures vacantes, proclama la liberté des cultes et la nationalisation des biens de mainmorte. Ces actes étant arbitraires ou prématurés soulevèrent l'indignation générale. La presse de l'opposition commençait à accuser Santa-Anna de son indifférence pour le bien public et des maux dont souffrait la nation. Tous ces éléments de mécontentements ressuscitèrent la révolution mal éteinte. Le pronunciamiento qui prit le nom de Cuernavaca eut un écho à Tenancingo, Toluca, Orizaba, Zacatecas et même dans la capitale. Le pays, fatigué des actes subversifs de Farias, demanda son éloignement des affaires. Santa-Anna se vit obligé de reprendre le pouvoir, à la grande joie des habitants qui l'estimaient et avaient beaucoup de confiance en son patriotisme. Le président, comme s'il eût ignoré ce qu'avait fait son substitut, le désavoua, rapporta la plupart des décrets lancés par les chambres, les déclara illégales pour avoir prolongé leur session au delà du terme fixé par la loi, et convoqua une autre assemblée pour l'année suivante. Les législatures des États abondaient dans ce sens et voulaient la chute du vice-président. Celui-ci, qui avait eu de sérieuses altercations avec le président, demanda ses passeports et sortit de la république. Cette révolution se fit sans effusion de sang et la tranquillité publique régna de nouveau pendant toute l'année 1834.

Pour arriver à ce résultat, Santa-Anna n'employa la force nulle part; il protégea simplement les institutions conservatrices contre les démocrates qui voulaient les détruire, sans permettre toutefois à personne de vouloir attaquer le système fédéral. Voici quelques extraits de ses lettres, adressées au général Woll commandant alors à Irapuato, et très remarquables à bien des titres.

« — Mexico, 20 août 1834... J'écris aujourd'hui au colonel D. Gayetano Montoya, qu'il est important de chasser des peuples cette funeste aversion qu'ils ont conçue contre le régime représentatif; les militaires surtout doivent beaucoup travailler dans ce sens... — A. L. de Santa-Anna. »

« — Mexico, 3 septembre 1834... Les difficultés et même l'impossibilité d'effacer dans le peuple l'aversion du système représentatif fédéral... proviennent de n'avoir pas su donner à l'opinion la direction qu'elle devait prendre... Aucun système de gouvernement n'est absolument bon, ni absolument mauvais : le système fédéral suivi par les derniers mandataires était une vraie tyrannie pendant laquelle les hommes se virent privés des garanties que les rois — d'Espagne — durent respecter dans les derniers temps. Ce serait une folie de vouloir détruire sa maison parce qu'elle a des défauts qui la rendent sujette à toutes les inclémences de l'atmosphère; c'en serait une plus grande encore de vouloir détruire notre institution dans l'espérance d'en avoir une meilleure; nous n'aurions ni l'une ni l'autre; la nation serait livrée à l'anarchie qui est le plus grand de tous les maux. On doit faire comprendre ces vérités au peuple, et quand il les comprendra il changera d'opinion... A. L. de Santa-Anna. »

Ces lettres du président nous révèlent les répugnances insurmontables du peuple mexicain pour le régime fédéral républicain, essentiellement démocratique. Ces répugnances, du reste, se sont manifestées, on l'a déjà vu, par des désordres plus graves, sous les administrations démocratiques que sous les gouvernements conservateurs. Malgré cet aveu, Santa-Anna était sincèrement républicain fédéraliste, et, si

plus tard il changea de conviction, c'est qu'il est patriote avant tout; il fait passer le bonheur de la patrie avant l'entêtement dans des opinions basées uniquement sur des théories. Ses opinions se seraient modifiées plus tôt, s'il s'était donné la peine d'étudier ses compatriotes dans leur histoire passée et dans leur histoire présente; mais, on le voit toujours, aux préoccupations politiques, aux fatigues du pouvoir, il préfère les plaisirs de sa campagne et le calme du simple citoyen. En 1834, il ne songe qu'aux élections : ... « On ne doit travailler en rien, disait-il dans une lettre datée du 10 septembre, autant qu'à former une bonne représentation nationale, pour que la nation se régénère et parvienne à cette félicité dont la réalité se fait attendre plus de temps qu'il n'est juste. » Cette bonne représentation était-elle possible dans un pays sans passé politique et dont les traditions étaient celles de la monarchie absolue ? Les événements répondront pour moi. Aussitôt le congrès installé à la fin de 1834, Santa-Anna, trouvant les élections satisfaisantes et le pays tranquille, pensa de nouveau à retourner à Manga-de-Clavo ! Il se trouvait mal assis dans son fauteuil présidentiel; il regrettait déjà son hamac des terres-chaudes, qu'il venait à peine de quitter.

RÉPUBLIQUE CENTRALE

1835-1841

Au mois de janvier 1835, le président Santa-Anna présenta sa démission pour rentrer dans la vie privée; le congrès ne l'accepta pas, mais il consentit à lui donner un congé. Le général Miguel Barragan fut choisi pour remplacer provisoirement Santa-Anna à la présidence. Au mois de février de l'année suivante, il mourut, et le congrès installa à sa place l'avocat Josè Justo Corro, qui gouverna, par interim, jusqu'au mois d'avril 1837. Les ministres de ces deux présidents intérimaires furent D. Josè Maria Gutierrez de Estrada et D. Manuel Diaz de Bonilla, aux affaires étrangères; D. Mariano Blanco et D. Josè Corro, à la justice; D. Vicente Segura, D. Antonio Vellejo et D. Rafael Manjino eurent le portefeuille des finances, et le général Josè Maria Tornel reçut celui de la guerre. Ce Tornel disait des frères Velasquez de Leon, qu'il plaça plus tard au ministère, malgré leur peu d'intelligence : — « Des deux, je n'ai jamais pu faire un homme. »

Au commencement de l'année 1835, il y eut dans le sud

quelques manifestations regrettables contre les étrangers qui, pourtant, étaient encore en très petit nombre au Mexique. « Je viens d'apprendre, écrivait le président, le 7 février, à l'un de mes amis, qu'il s'est allumé une nouvelle révolution dans le sud, touchant un ressort qui avait été respecté jusqu'aujourd'hui, pour ne pas nous discréditer devant les nations étrangères ; mais le génie du mal, qui ne respecte rien et qui espère tout du désordre, profitera de cette occasion pour attirer l'antipathie qu'on remarque contre les étrangers parmi notre population peu instruite, pour connaître la vraie origine de ses malheurs... — Miguel Barragan. » — Il eût mieux valu empêcher le génie du mal de s'ébattre à son aise que de fermer les yeux lorsqu'il troublait le repos public. Le général Cortazar y voyait plus clair. Voici sur ce même sujet une lettre qui mérite d'être connue :

« Celaya, 8 février 1835. — ..... Je n'ai rien lu contre les étrangers que ce qu'a rapporté le télégraphe, le 2 de ce mois... La pauvreté, l'ignorance et l'excessive immoralité doivent donner de tels résultats. Espagnols, religion, étrangers, sont des prétextes recherchés pour faire des révolutions, et nous ne verrons pas le fruit de la douloureuse expérience qu'on en retirera. On marche sans connaître les principes que l'on proclame; tous croient avoir le droit de faire des lois. Ceux qui font les révolutions n'ont aucune instruction et s'inquiétent fort peu d'étudier dans le grand livre du monde; ils ignorent ce qu'ils sont ; ils cherchent seulement à sauver le jour, en satisfaisant la multitude de nécessités qu'ils se créent, et tout cela ne fait que précipiter plus tôt dans l'abîme. De là vient la rapide succession des partis dans le triomphe, et, ne voyant aucun remède à tous ces maux, je m'en afflige en vain et cherche à me retirer dans un coin... — Luis Cortazar. »

Cette lettre prophétique, stéréotype en peu de lignes la situation morale et politique du pays. Huit jours après, Cortazar devient encore plus explicite et présage ce qui devait arriver... « Si le congrès, dit-il, dans une lettre du 16 fé-

vrier, proclamait aujourd'hui des mesures imprudentes, alarmantes pour le peuple, les anarchistes feraient sentir leurs féroces tendances et nous précipiteraient dans une révolution barbare... Tout le matériel du feu révolutionnaire provient de la constitution : celle-ci n'a pas su concilier les intérêts d'un clergé organisé sous une monarchie absolue et fanatique qui ne saurait servir une république calquée sur celle du nord, — les États-Unis, — de sorte que ce corps privilégié se heurtera toujours contre le pouvoir exécutif... Que Dieu nous protége dans le mauvais chemin que nous sommes obligés de suivre... — Luis Cortazar. »

Tous les Mexicains honnêtes et sensés connaissaient le mal, mais aucun n'était assez fort pour imposer le remède ou assez patriote pour l'accepter. « La mauvaise étoile de la république qui ne laisse pas asseoir la paix, disait le président Barragan, rend illusoires les espérances, et inutiles les efforts du gouvernement pour établir un système de finances. » Les finances ont toujours été le seul objectif des gouvernements mexicains ; mais, comment le simple bon sens ne leur faisait-il pas comprendre que les finances sont le résultat de l'ordre, de l'économie et d'une bonne administration, que l'ordre est le résultat de la moralité du peuple et que la moralité ne s'acquiert que par la pratique des vertus civiques. Les démocrates comme les conservateurs ont-ils jamais connu ces vertus? les ont-ils jamais pratiquées de 1821 à 1867? Tous ont trouvé leur châtiment dans leur propre égoïsme, et je commence à douter que ce demi-siècle d'amères leçons leur soit jamais profitable.

Dans le mémoire lu aux Chambres, par M. Gutierrez de Estrada, au mois de mars 1835, sur la situation intérieure et extérieure du Mexique, je trouve des renseignements et des projets de loi qui ne peuvent être tenus sous silence. M. Gutierrez passe d'abord la revue des puissances avec lesquelles le Mexique est en relations, et montre l'excellence des rapports de la république avec les deux continents. Il y avait bien de la part du ministre anglais des réclamations

faites pour les sommes considérables prises en 1833, par le général Arista à la « Compagnie unie mexicaine » de Guanajuato; mais le gouvernement *espérait* que les Chambres ne feraient pas droit aux réclamations anglaises. Voici quelques-unes des raisons de M. Gutierrez pour engager les Chambres à ne pas accorder d'indemnité aux étrangers volés pendant les révolutions... « Il est également digne d'observer que le même état de choses qui occasionne ces désastres procure aussi de très grands profits à ceux qui risquent leurs capitaux; enfin on doit songer que les indemnités deviendraient tellement grandes qu'aucun trésor ne suffirait à les payer. Dans la révolution tous souffrent, tous voient leurs propriétés détruites, et si l'on accorde des indemnités aux marchands étrangers, aux sujets des autres nations, on devrait aussi en accorder aux sujets de la république, parce que la justice doit être égale, et dans ce cas, elle pencherait autant pour les uns que pour les autres ». — Le ministre termine son rapport sur les affaires étrangères en annonçant que la reine Christine allait reconnaître l'indépendance du Mexique et qu'on était en train de négocier un traité de commerce et d'amitié avec l'Espagne.

Sur la situation intérieure, M. Gutierrez fait un rapide historique des principes qui ont amené la dernière révolution, il critique les actes du dernier congrès et ceux du président déchu... « A la tyrannie civile, dit-il, s'unit bientôt la tyrannie religieuse. La loi sur les cures qui arrachait les pasteurs de leurs églises et fit aller errants nos vénérables évêques, fatigua enfin la patience des peuples, et l'on vit, dès lors, les premiers symptômes de résistance à l'oppression qu'on ne pouvait plus tolérer ». Avant de passer à l'exposé des différentes branches de l'administration, M. Gutierrez malmène assez vertement la constitution de 1824, et surtout le droit de pétition, exercé par toute autre voie que celle des députés. Il propose ensuite une loi en vingt-deux articles, que l'on pourrait appeler — loi contre les étrangers. — et qui révèle toute l'antipathie que ce ministre n'a

cessé de leur témoigner. Ces idées peu libérales, mais essentiellement mexicaines, n'ont pas mis M. Gutierrez à l'abri des accusations de manque de patriotisme que lui ont adressées ses concitoyens; pour s'assurer de son civisme, ils n'avaient qu'à se rappeler le projet de loi du 24 mars 1835 qu'il présenta aux Chambres.

Dans l'article 14 de ce projet, il demande l'expulsion du territoire de tout étranger qui ne se sera pas fait naturaliser six mois après son arrivée au Mexique. L'article 15 n'accorde les amnisties et les pardons pour délits politiques qu'aux étrangers naturalisés; les autres sont sujets à toutes les rigueurs des lois mexicaines, mais non à leurs bénéfices. L'article 16 leur refuse tout droit à des indemnités pour dommages soufferts pendant la révolution. L'article 17 les déclare sujets à toutes les contributions que paient les Mexicains. M. Gutierrez présenta pourtant deux autres projets de loi qui lui font honneur : — celui de la franchise de taxe de tous les journaux étrangers et mexicains, et celui pour l'augmentation des fonds de la Banque de secours, Banco de avio.

Les fonds de cette Banque avaient été supprimés le 1er mars 1833, à cause de la pénurie du trésor. M. Gutierrez non seulement les rétablit, mais les augmenta, pour développer l'industrie cotonnière du Mexique. Ce projet, aussi louable que patriotique, appliqué sérieusement, aurait eu de beaux résultats, si les intérêts privés n'avaient pas dominé les intérêts généraux. Alaman, on se le rappelle, avait décrété la Banco de avio pour créer l'industrie des tissus au Mexique, et, pour favoriser sa création, il avait promulgué des lois prohibitives ou restrictives sur l'importation des matières premières et des cotons tissés; il s'était surtout occupé d'empêcher la contrebande. Malheureusement, la contrebande enrichissait trop de monde; les gouvernements qui se succédèrent depuis le plan de Zavaleta, fermèrent les yeux, moyennant finances, ou ne purent pas l'empêcher. Le petit port de Tuxpam devint le dépôt de ce commerce

interlope; il jetait sur le littoral des milliers de ballots de coton, venus de la Nouvelle-Orléans; des mulletiers apostés enlevaient pendant la nuit les ballots et les introduisaient dans l'intérieur. Les filatures nationales furent bientôt en détresse, et la banqueroute de la plupart des industriels d'Orizaba à Mexico répandit partout le découragement et le désarroi. M. Alaman lui-même dut fermer sa filature d'Orizaba et son déficit s'éleva à sept millions de francs.

Le 31 mars 1835, c'est à dire sept jours après avoir entendu le rapport de M. Gutierrez de Estrada, sur la situation extérieure et intérieure du pays, le congrès général décréta que la milice locale serait réduite à un individu sur cinq cents habitants; en outre, elle devait être organisée et distribuée pour le service de la nation, selon la volonté du gouvernement suprême. En transmettant ce décret dans les différents districts, on avait ordonné de recueillir toutes les armes excédantes et de les mettre à la disposition du gouvernement, qui s'engageait à en indemniser les propriétaires. Les assemblées des États, — la plupart du moins, — crurent voir dans cette mesure l'intention de désarmer les citoyens et de leur ôter tous moyens de résistance; ils la considérèrent également comme une atteinte blessante portée à leur autorité. L'État de Zacatecas, en particulier, avait pris quelques jours auparavant une décision contraire, en autorisant le gouverneur à faire usage de la milice locale pour combattre toute agression de quelque côté qu'elle vînt, et disposer, à cet effet, des fonds publics.

Se basant sur ce décret, le gouverneur Cosio adressa aux autorités de Zacatecas une circulaire pour les informer qu'il s'opposerait par la force à toutes les tentatives qui auraient pour but de soutenir la loi réformatrice du congrès souverain. Le gouvernement central s'efforça d'atténuer ces dispositions hostiles en déclarant qu'il n'entendait porter aucune atteinte aux droits des États; mais, que le pouvoir ne pouvant uniquement s'appuyer sur ces masses armées dont l'organisation défectueuse troublait constamment la tranquillité publi-

que, il devait les régulariser. Zacatecas continuant ses actes hostiles, l'ordre fut donné au général Cortazar de partir, et un détachement de trois cents hommes, tirés de S. Luis Potosi, prit position au point de la Parada. Alors, le gouverneur Cosio expédia une dépêche au président intérimaire pour lui faire connaître qu'un semblable procédé attaquant l'indépendance de l'État, il se voyait dans l'obligation de repousser la force par la force. Barragan répondit que le gouvernement suprême était résolu à faire respecter la loi du congrès général. Les hostilités commencèrent.

L'insurrection de Zacatecas trouva de l'écho dans le sud, car je vois Santa-Anna dire dans une lettre datée du 3 avril 1835 : — « Alvarez a levé l'étendard de la rébellion, croyant se superposer au vote de la nation ; il sera bientôt puni, et celle-ci vengée des outrages que lui inflige ce cosaque ingrat. » Mais il ne paraît pas qu'on se soit occupé de châtier ce rebelle ; la révolution de Zacatecas appelait plus directement l'attention du gouvernement. Barragan pria son ami Santa-Anna de se mettre à la tête des troupes, et de partir pour Zacatecas. Santa-Anna se rendit à cet appel, avec trois mille vétérans, et le général Woll pour chef d'état-major. Arrivé à Posillos, il intima l'ordre à Cosio de se rendre, et lui donna huit jours pour délibérer. Sur son refus, les deux armées se disposèrent au combat. La milice de Zacatecas, forte de onze mille hommes bien armés et protégés par dix pièces d'artillerie vint se mettre en ligne de bataille dans la plaine de Guadalupe, adossée à la ville. Santa-Anna arriva pendant la nuit et donna l'ordre au général Woll d'aller reconnaître Guadalupe. Il était quatre heures du matin : Woll part, suivi de son ordonnance, passe derrière l'armée, entre dans la place, rencontre le capitaine Romanco, aide de camp du général Garcia, le fait prisonnier et retourne au quartier général. Tout cela ne se fit pas sans bruit ; les sentinelles tirent sur Woll, les coups de feu éveillent l'ennemi ; Santa-Anna n'attend pas que la milice vienne attaquer sa petite armée, et donne le signal du combat. Après une ba-

taille sanglante qui dura deux heures, Santa-Anna remporta la victoire, força cent cinquante officiers et deux mille cinq cents soldats à se rendre et s'empara de presque toute l'artillerie. Il envoya de suite le général Woll avec cinquante lanciers à Zacatecas, et le fit suivre de près par le bataillon du colonel Paredès. Woll enlève l'une après l'autre les fortifications de la Cañada; arrivé sur la place de Zacatecas, au milieu d'un feu meurtrier, il commande aux troupes ennemies qui garnissaient les redoutes et les terrasses des maisons de cesser le feu; elles hésitent, mais en voyant déboucher le bataillon de Paredès, elles obéissent et l'insurrection est vaincue.

Santa-Anna revint à Mexico, et fut reçu, par la population comme par le gouvernement, avec toute la distinction qu'il méritait. La révolte de Zacatecas était à peine réprimée que la municipalité d'Orizaba se déclara subitement pour le centralisme, demandant que le président abolît les institutions fédérales, et déclarât la république une et indivisible. Cette manifestation fut soutenue quelques jours après, par la ville de Toluca et sa garnison. Les esprits étaient si disposés en faveur de cette forme du gouvernement, qu'en un instant les États d'Oajaca, Queretaro, S. Luis Potosi, Zacatecas, Durango et la ville de Guadalupe-Hidalgo adoptèrent la cause d'Orizaba. Dans ce conflit, le conseil du gouvernement convoqua le congrès général pour s'occuper de ces manifestations publiques qui voulaient changer le système fédératif. Après une longue discussion, les chambres déclarèrent avoir des facultés suffisantes pour accéder aux vœux de tous les États cités, et elles s'occupèrent des lois organiques qui devaient servir de base au nouveau système administratif.

Le travail n'était pas encore terminé que l'État du Texas s'insurgeait. Mais avant de parler de la guerre du Texas, en 1836, je dois raconter les événements qui la rendirent inévitable.

On se rappelle qu'en 1803, le gouvernement de Washington, désirant posséder les deux rives du Mississipi, acheta

la Louisiane à la France. A peine fut-il en possession de ce vaste territoire, qu'il suscita des querelles à l'Espagne, sous prétexte que ses frontières naturelles arrivaient jusqu'au Rio-Grande. De là, s'ensuivirent des conflits et des réclamations qui durèrent jusqu'en 1819, époque à laquelle les États-Unis et l'Espagne conclurent un traité pour régler définitivement les limites des deux États. Par ce traité, la frontière commençait à l'embouchure du Rio Sabinas, s'étendait jusqu'au 32° de latitude nord, puis remontait en ligne droite la rivière Rouge jusqu'au 100° de longitude ouest, méridien de Greenwich. De la sorte, les États-Unis entraient en possession des riches contrées, appelées alors: « Floride orientale et Floride occidentale. » Pendant cette même année de 1819, des Américains commandés par le général Long pénétrèrent au Texas et voulurent s'emparer de Nacogdochès; ils furent repoussés par les Mexicains, mais, dès ce moment, le Mexique n'eut plus de repos du côté du Texas.

Le cinquième article du traité de 1819 stipulait que les habitants des territoires cédés, à l'est et au nord de la ligne de démarcation, pourraient s'établir, quand ils le voudraient, en deçà des frontières espagnoles. Cette clause engagea le nommé Moïse Austin à demander, par l'entremise du général Maria Martinez, gouverneur de Bejar, au gouverneur de la province, D. Joaquin Arredondo, l'autorisation de s'établir au Texas avec trois cents familles de colons. L'autorisation fut accordée et les terrains concédes, sous la condition que les colons seraient de la Louisiane, catholiques, et jureraient fidélité au roi et aux lois. Ces formalités remplies, les titres de concession furent accordés le 17 janvier 1821. Le 10 juin de cette même année, Austin mourut et son fils Étienne hérita du privilége. Les changements politiques survenus à Mexico l'obligèrent à se rendre dans la capitale pour faire confirmer les titres obtenus sous le gouvernement espagnol, enfin, le 14 janvier 1823, ses concessions furent légalisées, puis confirmées le 14 avril, après la chute de l'empire, et Étienne Austin put revenir au Texas.

La république mexicaine ayant adopté le système fédéral, le Texas devint partie intégrante du Cohahuila ; en vertu de ses droits, la législature de cet État accorda de nouvelles concessions de terrains à Austin pour l'introduction de huit cents familles. A ces donations s'en ajoutèrent d'autres, de sorte qu'en très peu de temps huit mille familles américaines, appartenant à toutes les religions et à toutes les classes de la société, envahirent le Texas. Une loi mexicaine accordait pendant sept ans une franchise de tout impôt aux colons texiens ; aussi, de l'Europe comme des États-Unis, accoururent bientôt des milliers d'aventuriers qui, ne voulant pas se livrer au travail de l'agriculture, cherchaient fortune en faisant la contrebande avec les provinces des frontières.

Telle était la situation du Texas, lorsque le général Mier y Teran fut nommé par le président Victoria, chef de la commission qui devait réviser, avec les États-Unis, et sur leur demande, le traité de 1819. Dès son arrivée à San-Antonio de Bejar, le général Teran put se rendre compte du formidable ennemi, introduit par le Mexique même sur son propre territoire. Peu de mois après la promulgation de la loi du 21 mars 1826, qui régularisait les compagnies présidiales, deux Américains, Hayden Edwards et John Hunter, projetèrent l'indépendance du Texas, sous le nom de : « République de Fredonia, » d'accord avec deux chefs des Cherokees. Ce projet ne favorisait pas les vues d'Étienne Austin ; aussi, s'empressa-t-il de dévoiler ce complot au commandant D. Mateo Ahumada qui se mit immédiatement en route pour attaquer les Américains. Ceux-ci ne l'attendirent pas ; ils tuèrent Hunter et se dispersèrent aux États-Unis. Ainsi finit cette échauffourée ; mais les dangers créés par la prodigalité des concessions et des priviléges devenaient de plus en plus inquiétants.

Alaman crut pouvoir, d'un trait de plume, remédier au mal. Par la loi du 6 avril 1830, il prohiba la colonisation étrangère et l'entrée des étrangers dans les États limitro-

phes, et décréta l'organisation des douanes maritimes et territoriales. Le général Mier y Teran fut chargé d'aller, au Texas, faire exécuter les ordres du gouvernement. Ces mesures exaspérèrent les colons qui, jusqu'alors, avaient vécu et prospéré, grâce aux lois libérales qui les régissaient depuis 1824. Une série non interrompue d'émeutes locales suivit l'entrée de Teran au Texas. L'insubordination et l'animosité des Texiens contre le gouvernement de Mexico se developpèrent avec rapidité sur tout le territoire. Un nommé John Austin parcourut le pays pour engager les habitants à proclamer l'indépendance du Texas; chaque jour il arrivait de la Nouvelle-Orléans des goëlettes chargées d'armes et de munitions; les Mexicains furent attaqués dans les districts d'Anahuac et de Nacogdochès; à la fin de l'année 1831, les Américains avaient même établi un gouvernement provisoire à Brazoria. Cet état de choses dura jusqu'en 1835, époque à laquelle les aventuriers venus des États-Unis prirent les armes pour déclarer l'indépendance du Texas. Commandés par Samuel Houston, nommé président de la future république, ils s'emparent de San Antonio de Bejar le 11 décembre; le général D. Martin Cos qui défendait la ville dut capituler et se retirer à Loredo, près du Rio-Grande.

A cette nouvelle, le président par intérim eut encore recours à Santa-Anna; il fit appel à son patriotisme pour reconquérir le Texas et le chargea de tous les détails de cette expédition. Voici, d'après les documents officiels, inédits pour la plupart, et les correspondances privées des généraux mexicains, l'historique de cette campagne. En ce moment, le pays avait un grand besoin de calme pour songer à sa transformation politique, et rediger sa nouvelle constitution; ses finances étaient dans le plus déplorable état, ce qui, du reste, pouvait passer pour un état normal. En dépit de cette situation, il fallait lever une force suffisante pour faire la conquête projetée, sans dégarnir les points importants. La loi sur la milice, qui venait de causer une guerre

civile, ne permettait pas de lever des troupes dans ce corps réduit à ses cadres.

Le général Santa-Anna arriva de Manga-de-Clavo à Mexico, au commencement du mois de novembre. Le trésor étant vide, par suite des hypothèques sur les douanes, dont les produits, engagés pour plusieurs années encore, servaient à payer des emprunts ruineux, le congrès, dans sa séance du 23 novembre 1835, permit au gouvernement un nouvel emprunt de cinq cent mille piastres, destinées aux frais de la guerre. Avec cette autorisation, Santa-Anna se rendit à S. Luis Potosi, où se trouvait un noyau d'armée qui, depuis cinq jours, n'avait reçu ni solde, ni vivres. Le général président offrit immédiatement sa garantie personnelle pour obtenir du commerce dix mille piastres, à l'effet de subvenir aux nécessités les plus urgentes. Le 15 décembre, il prit des engagements onéreux pour l'État, avec D. Joaquin Errazu, mais qui pouvaient devenir désastreux, s'il eût attendu plus longtemps. Par ce contrat, M. Errazu, s'engageait à fournir au quartier général deux cent mille piastres en argent et deux cent mille en traites, à la condition qu'on lui remettrait : 1° Le total de l'emprunt forcé des départements de S. Luis Potosi, Zacatecas, Guanajuato et Guadalajara; 2° le subside de guerre des mêmes départements, et deux autres conventions douanières, non moins onéreuses. Santa-Anna dut subir ces rudes conditions par lesquelles il perdait cent mille piastres sur la somme accordée par le congrès. Le gouvernement les approuva le 31 décembre, mais le congrès ne fut pas de son avis. La décision du congrès suscita mille embarras au général. Il n'en organisa pas moins un corps de six mille hommes, une batterie de vingt pièces avec le matériel nécessaire, l'approvisionnement, les vivres et les transports.

Il fallait agir promptement, car il y avait quatre cents lieues à franchir pour arriver à San Antonio de Bejar, avant la saison des pluies; puis les ressources de cette petite armée étaient si minimes et si précaires, qu'il fallait terminer

la campagne avant qu'elles fussent épuisées. San Antonio de Bejar était l'objectif du général en chef, cette ville devant lui servir de base d'opérations. Les Texiens ne se doutaient pas le moins du monde de son approche; de sorte qu'il arriva le 23 février 1836, aux portes de la ville sans avoir tiré un coup de fusil. La première colonne était mal commandée et se composait en grande partie de recrues; elle s'empara néanmoins de San-Antonio, malgré la résistance des Texiens qui se refugièrent au fort de l'Alamo, situé sur une colline derrière la ville.

Voulant éviter l'effusion de sang, Santa-Anna envoya le colonel Almonte, — depuis général, — proposer aux Texiens de se rendre; il leur promettait la vie sauve, à la condition de ne plus se battre contre le Mexique. Les Texiens refusèrent, et l'assaut fut donné dans la matinée du 5 mars. Les Mexicains furent encore vainqueurs. Cette victoire leur coûta soixante et dix hommes tués et trois cents blessés. La prise de l'Alamo jeta la consternation parmi les Texiens qui, dès lors, fuirent constamment devant les troupes mexicaines qui les poursuivaient.

Aussitôt après la prise de San-Antonio, Santa-Anna divisa son corps d'armée en trois colonnes. La première, forte de treize cents hommes, sous les ordres du général D. Josè Urrea, partit de suite pour opérer à droite, dans le sud, du côté de Coliad et du Copano. La seconde, forte de quatorze cents hommes et commandée par le général Ramirez y Sesma, se dirigea à gauche du côté de San-Felipe d'Austin. La troisième, au centre, sous les ordres du général D. Josè Andrade, devait combiner ses mouvements avec les deux autres colonnes. Le général en second, D. Vicente Filisola, restait à San-Antonio avec les cavaliers démontés, quelques fantassins, les dépôts et les malades. Le lieutenant-colonel D. Pedro Ampudia commandait l'arrière-garde et suivait l'armée, à deux journées de marche. Pour quiconque connaît le Texas et la nature de l'insurrection texienne, ce plan de campagne paraîtra parfaitement conçu; habilement exé-

cuté, il aurait, en moins de deux mois, balayé du Texas tous les insurgés.

Le 15 mars, le général Woll, commandant la brigade d'avant-garde de la division Ramirez, arriva en face de Gonzalès; il franchit le Guadalupe, ayant de l'eau jusqu'aux épaules, entra dans la ville, à laquelle les Texiens avaient mis le feu et s'empara de leur camp retranché sans coup férir. Dans cette malheureuse guerre, les Texiens pillaient, dévastaient et brûlaient tout sur leur passage, sous le prétexte d'arrêter et d'affamer les Mexicains; la cause réelle de ce vandalisme doit se chercher dans le petit nombre de colons qui se trouvaient parmi les combattants. En effet, les colonnes de Travis, de Fanning, de Grant et même de Samuel Houston, se composaient presque uniquement de flibustiers venus des États-Unis. De Gonzalès, les vainqueurs se portèrent sur le Colorado, sans s'arrêter. Dans la correspondance du général Santa-Anna, j'ai trouvé, sur la prise de Gonzalès et la marche des Mexicains, une lettre du général Woll, qui se termine par une prophétie, et dont voici quelques extraits :

« A S. Exc. le général président Santa-Anna... Nous avons passé la rivière de Guadalupe le 15, en face de Gonzalès; l'ennemi, à notre approche, a fui précipitamment, abandonnant une espèce de camp retranché, dans lequel nous avons trouvé des sacs, des gibernes, quelques armes et les ustensiles de cuisine des soldats; mais en fuyant, ils ont mis le feu à toutes les maisons désertées par leurs habitants, et sur leur passage ils continuent de la même manière, de sorte que ces barbares font une guerre de désolation. Si l'on n'agit pas méthodiquement et avec prudence, si l'on s'aventure avec précipitation, si l'on veut en finir trop vite, peut-être les mêmes revers éprouvés par Charles XII, nous attendent. — Au camp, sur les bords du Colorado, 23 mars 1836. — Adrien Woll. »

Les succès remportés par les Mexicains et la fuite constante de l'ennemi, les avaient enhardis, au point de leur

faire mépriser les Texiens comme gens poltrons et peu dangereux; s'étant relâchés des précautions qu'ils devaient prendre en campagne, ils ne tardèrent pas à être sévèrement punis de leur présomption. Le général Ramirez y Sesma, arrivé sur le Colorado, en face de l'ennemi, demanda des renforts, par une dépêche expédiée le 25 mars, afin de pouvoir partager sa division en deux colonnes, en diriger l'une au nord, sur Austin, et l'autre au sud. Santa-Anna, qui se trouvait encore à San-Antonio, décida que le colonel Amat irait, avec six cents hommes, rejoindre le général Ramirez et que le général D. Vicente Filisola laisserait le commandement de San-Antonio au général Andrade, et marcherait rapidement, en sa qualité de second général en chef, sur le Colorado. Ces différents mouvements furent aussitôt exécutés et Santa-Anna, parti de San-Antonio le 31 mars, arriva le 5 avril au camp du Colorado, à l'endroit appelé Paso del Atascosito.

L'armée n'avait ni pont, ni bateaux pour passer le fleuve; le général Woll fit jeter à l'eau des balles de coton avec lesquelles il construisit les radeaux, et toute la division Ramirez put effectuer le passage. Apprenant alors que le général Gaona se trouvait à trente lieues de San-Felipe d'Austin, et que le général Urrea marchait sur Brazoria, Santa-Anna prit le commandement de la division Ramirez, laissa le général Woll au Paso del Atascosito pour faciliter aux troupes de Filisola le passage du Colorado et partit le 6 pour San-Felipe, où il arriva dans la matinée du 7 avril. Cette ville venait d'être incendiée par un corps de cent cinquante Américains campés de l'autre côté du Brazos. Des renseignements fournis sur les Texiens le décidèrent à traverser immédiatement le Brazos et à courir sur leur principale colonne, commandée par Samuel Houston. La défaite de ce général amenait la fin de la guerre. Malheureusement, il fallait dix à douze jours pour construire les chalands nécessaires au passage de la rivière; rester pendant ce temps les bras croisés, tandis que l'ennemi se retirait toujours à marche for-

cées et complétement démoralisé, paraissait chose impossible et même honteuse au vainqueur. Le général Filisola n'était pas encore arrivé sur le Colorado; la lenteur de sa marche paraît inexplicable, je dirai même plus, il est impossible de disculper ce général, qui a révélé dans cette campagne une immense incapacité, sinon une hostilité secrète contre Santa-Anna. Le général Gaona aurait dû faire sa jonction avec la division Ramirez avant le 5; le 8, on ne savait pas encore quand il la ferait.

Santa-Anna, impatienté par ces retards qui le mettaient dans une fausse situation, prend avec lui cinq cents fantassins, cinquante cavaliers et descend la rive droite du Brazos à la recherche d'un gué. Le 13 avril, il s'empara du Paso de Tompson et fit venir la division Ramirez; le général Gaona, perdu dans le désert de Bastrop, ne put arriver que le 20 dans cette localité. Ayant appris que D. Lorenzo Zavala et tous les membres du gouvernement texien se trouvaient à Harrisburg, Santa-Anna fait passer le Brazos, dans l'après-midi du 14, à ses cinq cents hommes, ses cinquante dragons, une pièce de six et cinquante caisses de cartouches. Dans la nuit du 15, il arrive à Harrisburg; la ville est en feu, le gouvernement et les habitants des maisons incendiées sont partis pour Galveston; quant au général Houston, il venait de se réfugier au Paso de Gross, avec huit cents hommes et deux pièces d'artillerie.

Le lendemain, Santa-Anna envoie le colonel Almonte, avec les cinquante dragons de son escorte, faire une reconnaissance jusqu'au Paso de Lynchburg et New-Washington. Le colonel Almonte expédie un courrier au général président, par lequel il lui dit : — « Plusieurs colons trouvés dans leurs maisons affirment unanimement que le général Houston se retire vers la rivière Trinidad par le Paso de Lynchburg. » Couper ce passage aux troupes ennemies et terminer par ce fait le mouvement révolutionnaire, devait naturellement tenter Santa-Anna. Il se décida donc aussitôt à marcher sur Lynchburg, prendre possession du terrain et

livrer bataille à Houston. Sans perdre de temps, il renforce ses troupes de deux cents fantassins, et fait porter à franc étrier, par son aide de camp, le colonel gradué D. Josè Maria Castillo, l'ordre au général Filisola de choisir « cinq cents fantassins » de la division du général Cos et de les lui envoyer de suite avec ce général.

Dans la matinée du 19, Santa-Anna commanda au capitaine Marcos Barragan d'aller avec quelques dragons à Lynchburg, éloigné de douze kilomètres de New-Washington, pour l'avertir de l'arrivée d'Houston. Le capitaine revint le lendemain à huit heures du matin, lui dire que le général texien arrivait. Santa-Anna se met alors en marche, voit l'ennemi en possession d'un petit bois situé sur le bayou de Buffalo, dont les eaux se mêlent à celles du San-Jacinto. Houston devait se battre ou se jeter à la rivière; les Mexicains, harassés, voient cette position et veulent en profiter; il était cinq heures du soir. Le feu commence; Santa-Anna s'efforce, par une manœuvre habile, d'attirer l'ennemi au pied d'une colline; mais, de part et d'autre, on meurt de fatigue et de faim, on a besoin de repos et de nourriture; les Texiens n'avancent pas; les Mexicains ne s'approchent pas; la nuit arrive et la bataille est remise au lendemain.

Le 21, à neuf heures du matin, le général Cos arrive avec quatre cents recrues, au lieu de cinq cents hommes d'élite que Santa-Anna avait demandés; les autres cent hommes étaient restés avec les bagages près d'Harrisburg. Filisola était sicilien et n'aimait pas Santa-Anna; en lui envoyant des recrues à la place des soldats choisis demandés, il se donna l'air de vouloir mettre son chef dans un grand embarras, et ne put jamais justifier sa conduite. A la vue de ce renfort, Santa-Anna jugea tout de suite que ces hommes seraient plus dangereux qu'utiles dans un combat qui devait être décisif et désespéré; il eut d'abord la pensée de se retirer; l'honneur le retint, autant que sa présomption et le peu de cas qu'il faisait des Texiens. Il voulut attaquer tout de suite, mais le général Cos lui dit : — « Que pour forcer sa marche afin d'arriver

plus tôt, sa troupe n'avait ni mangé, ni dormi depuis vingt-quatre heures, et, qu'en attendant les bagages qui viendraient dans deux ou trois heures, — ils ne vinrent pas, — elle pouvait se reposer et se disposer à se battre. » Une heure après, le capitaine D. Miguel Aguirre, commandant les quatre-vingt-cinq dragons, composant toute la cavalerie mexicaine, demanda pareillement une heure ou deux de repos pour ses hommes et ses chevaux qui n'avaient rien mangé depuis la veille. Santa-Anna la lui accorda avec répugnance, car la cavalerie d'Aguirre devait surveiller les Texiens et l'arrivée des bagages; il lui recommanda pourtant de retourner à son poste d'observation aussitôt après le pansage. Santa-Anna, lui-même très fatigué, alla s'étendre à l'ombre d'un bois pour dormir un instant, après avoir recommandé à son chef d'état-major, le général D. Manuel Castrillon, de l'éveiller au moindre bruit, au moindre mouvement des Texiens. Le rapport du général Houston, au président Burnet, et celui de Santa-Anna au ministère de la guerre à Mexico, donnent les détails suivants sur la bataille de San-Jacinto. Pour bien comprendre cette action, il ne faut pas oublier que sur les douze cents hommes qu'avait Santa-Anna, cinq cents au moins étaient occupés à prendre leur repas ou livrés au sommeil. En outre, le général Filisola avait envoyé de Tompson un pli à Santa-Anna, malgré la défense expresse « d'expédier aucun courrier et de séparer un seul homme de ses lignes ». Ce courrier fut pris par les Texiens et leur révéla la situation difficile de Santa-Anna.

« ... J'ai l'honneur de vous informer, écrivait, le 25 avril 1836, le général Houston au président Burnet, que dans la soirée du 18 courant, après une marche forcée de cinquante-cinq milles, faite en deux jours et demi, l'armée arriva en face d'Harrisburg; dans cette même soirée nous saisîmes un courrier de l'ennemi, par lequel nous apprîmes que le général Santa-Anna, avec une de ses trois sections, marchait par le paso de Lynchburg, sur San-Jacinto, sans s'arrêter à Harrisburg... Le lendemain nous nous remîmes en

route et marchâmes toute la nuit, sans prendre d'aliments. Aux premières lueurs du jour, nos vedettes rencontrèrent celles de l'ennemi... L'armée texienne s'arrêta, et se trouvait dans un bois, quand l'armée de Santa-Anna se découvrit, marchant en bataille... »

Après cette rencontre eut lieu l'engagement du 20, dont j'ai parlé. Le 21, tandis que tous reposaient au camp des Mexicains, comme si l'ennemi était à cent lieues, les Texiens surprirent les postes avancés des Mexicains, mirent en déroute trois compagnies qui défendaient le bois à la droite de l'armée et s'en emparèrent; le centre et la gauche furent en même temps attaqués avec de la cavalerie et deux pièces d'artillerie. Santa-Anna se réveilla! Il donna de suite des ordres pour réparer le mal, mais il était trop tard. Les recrues enveloppaient les vétérans et les empêchaient de se servir de leurs armes; les soldats jettent leurs fusils et se sauvent pour éviter la pluie de balles que leur envoyaient les Américains de tous les côtés. Castrillon faisait sa toilette au lieu de veiller les mouvements de l'ennemi, comme l'en avait chargé son chef; le canon lui rappelle qu'il n'est ni dans une salle de bain ni chez un coiffeur; il monte à cheval, court de côté et d'autre pour rétablir l'ordre dans les files mexicaines et tombe sur le champ de bataille, mortellement frappé. Lorsque Santa-Anna, voyant tout perdu, voulut fuir la scène de ce désastre, il ne trouva que deux dragons pour l'accompagner; toute son armée était prisonnière ou se sauvait avec une rapidité vertigineuse. Se rappelant que Filisola se trouvait au paso de Tompson, à seize lieues de San-Jacinto, il prit cette route, vigoureusement poursuivi par les Américains qui venaient de brûler un pont sur lequel il fallait passer. Santa-Anna laisse son cheval aller à l'aventure et se cache dans des broussailles. Pendant la nuit il traverse le bayou avec de l'eau jusqu'au cou, entre dans une cabane abandonnée, trouve des habits qu'il change contre les siens ruisselants d'eau, et continue sa course à pied. Dans la matinée du 22, quelques Texiens le rencontrent et lui deman-

dent : — « S'il n'a pas vu le général Santa-Anna? — Oui, leur répondit-il, il va devant, » — et, par cette réponse, il échappe à la mort. Peu d'heures après il est reconnu, par un autre détachement qui le fait prisonnier et le conduit au général Houston.

La déroute commença, selon le rapport de Samuel Houston, à quatre heures et demie dans la soirée du 21 et dura jusqu'au 22. Parmi les prisonniers mexicains, outre Santa-Anna et cinq à six cents hommes, se trouvaient encore le général Cos, le colonel Almonte et quatre ou cinq autres colonels. La caisse, les bagages, les munitions et plus de six cents fusils tombèrent au pouvoir des vainqueurs. On le voit, les causes de ce désastre furent l'envoi des recrues, à la place des hommes d'élite demandés, l'envoi des bagages non demandés et qui nécessitèrent l'occupation de cent hommes pour les garder, la saisie du pli qui révélait la situation de Santa-Anna, la fatigue et la faim des quatre cents hommes du général Cos et de la cavalerie du capitaine Aguirre, le mépris, jusqu'alors justifié, que les Mexicains faisaient de l'ennemi, et finalement la conduite du général Castrillon, chargé de surveiller le camp des Américains, qui se laissa surprendre tandis qu'il faisait sa toilette.

Avant de parler des conséquences de cette défaite et des événements qui la suivirent, je dois dire quelques mots sur les opérations du général Urrea. Quant au général Gaona, incorporé trop tard à la division Ramirez, et cause première des embarras de Santa-Anna, il ne joue qu'un rôle effacé dans cette triste campagne. Le général Urrea n'eut que des succès; il battit Grant, purgea les côtes de tous les détachements texiens, et fit prisonnier, à Goliad, Fanning et ses trois cents compagnons qui furent fusillés, n'étant point considérés comme des prisonniers de guerre, mais bien comme des insurgés; plusieurs parvinrent néanmoins à s'échapper, ce qui prouverait qu'on les exécuta en masse. Cette exécution a été très vivement reprochée à Santa-Anna qui s'en est admirablement disculpé dans ses rapports officiels; je crois

pourtant qu'il aurait pu sauver ces malheureux, et qu'il aurait dû le faire. Le 25 avril, le général Urrea était à cheval sur Columbia et Brazoria, la première ville à six et la seconde à douze lieues de Tompson, où se réunirent les troupes des généraux Filisola, Gaona, Ramirez, Tolsa et Woll.

Conduit, dans la journée du 22, en la présence de Samuel Houston, Santa-Anna, qui ne savait pas l'anglais, eut pour interprète le fils de D. Lorenzo Zavala, aide de camp du général texien, qui lui proposa de donner l'ordre aux troupes mexicaines de déposer les armes. Santa-Anna ayant refusé cette proposition, le général Houston lui fit un tableau des forces et des moyens que possédaient les Américains pour obtenir l'indépendance du Texas, et l'impossibilité dans laquelle se trouvait le Mexique de conserver cette province; puis il ajouta que pour assurer la vie des prisonniers faits de part et d'autre, il fallait éviter un nouveau conflit entre les deux armées et célébrer un armistice. Santa-Anna subit volontiers les exigences du vainqueur; car, en écrivant au général Filisola, il lui donnait de ses nouvelles, et pouvait espérer que ce général profiterait de sa supériorité numérique et du voisinage des troupes américaines pour imposer sa propre volonté. Dans cette même journée du 22 avril, il envoya trois dépêches à son lieutenant : l'une lui disait de rétrograder avec le général Gaona jusqu'à San-Antonio, d'ordonner au général Urrea de se retirer à Victoria, et mettait à sa disposition les ressources en vivres et en argent qui se trouvaient à Matamoros et à Bejar. La seconde dépêche était un ordre de mise en liberté des prisonniers, et la troisième une recommandation de ne causer aucun dommage aux habitants, pendant cette retraite.

Le général Filisola ne parut pas comprendre que Santa-Anna, étant prisonnier, n'avait plus la liberté de commander librement, sans compromettre sa vie et celle de ses compagnons d'infortune. Étant devenu de fait, général en chef de l'armée mexicaine, après le désastre de San-Jacinto, Filisola devait arriver au pas de course sur l'ennemi, et sinon pour-

suivre les hostilités et probablement les terminer par une victoire, alors facile, au moins dicter les conditions de l'armistice et procéder à l'échange des prisonniers. Il ne fit rien de tout cela, comme on le voit par les extraits de la dépêche suivante, portée par le général Woll à Santa-Anna.

« Camp de Saint-Bernard, 28 avril 1836. — A Son Excellence le général président, D. Antonio Lopez de Santa-Anna. — Excellentissime Señor. — Aussitôt que j'ai eu connaissance, par quelques officiers et soldats dispersés, de la malheureuse rencontre dont Votre Excellence me fait part dans sa lettre du 22, j'ai opéré les mouvements qui me convenaient pour la concentration de l'armée... et prendre de nouveau l'offensive sur l'ennemi; mais ayant égard à la communication mentionnée de Votre Excellence, aux circonstances qu'elle expose et désirant donner une preuve de ma considération pour votre personne comme à celle des prisonniers dont Votre Excellence me parle, je vais repasser le Colorado et je cesserai les hostilités tant que l'ennemi ne me donnera pas lieu de les continuer.

« Les généraux Gaona, Urrea et Ramirez y Sesma sont réunis à moi comme je vous l'ai déjà dit. V. E. connaît les forces disponibles grâces auxquelles je puis opérer avec ces divisions et savoir, par conséquent, que je cesse les hostilités, malgré ma responsabilité auprès du gouvernement suprême, uniquement par la considération due à la paix de la république et à la personne de V. E. . . . .

« Comme V. E. me dit qu'elle s'est mise d'accord avec le général Houston pour un armistice, et que je n'en connais pas les bases, j'envoie le général D. Adrian Woll pour s'en informer, afin que nous puissions les remplir de notre côté et pouvoir également en exiger l'accomplissement.

« Tout ce que V. E. me dit dans sa lettre mentionnée sera fait, et j'ai le plaisir de vous réitérer l'assurance de ma considération et de mon respect. — Vicente Filisola. »

Le général Woll, porteur de cette lettre, arriva au camp des Texiens le 30 avril; il avait en outre la mission de s'in-

former du véritable état des forces américaines. La retraite des Mexicains paraissait aux yeux de ce général comme à ceux d'Urrea une faute et une honte; leur avis fut assez partagé par les autres généraux, et, avant de commencer le mouvement rétrograde, ils voulurent s'assurer de la nécessité de ce mouvement. A ce sujet, voici ce qu'écrivait le 16 juin à D. José Maria Tornel, ministre de la guerre, le général Urrea :

— « Excellence.—Après la disgrâce arrivée à notre digne président, le général bien mérité de la patrie D. Antonio Lopez de Santa Anna, et lorsque les Texiens révoltés offrirent un malicieux armistice, il me parut convenable de profiter de cette occasion pour observer leurs forces, leur situation et ce qui aurait pu nous servir. Je proposai au général Filisola, alors chef de l'armée, de passer moi-même au camp ennemi, sous prétexte de savoir, par S. E. le président, les arrangements qu'il prenait avec les rebelles. Ma demande fut rejetée et le général D. Adrian Woll fut nommé pour remplir cette mission. J'envoyai mon aide de camp, le lieutenant D. Ambrosio Martinez, pour accompagner le général... Les malicieux Texiens ont retenu le général Woll et le lieutenant Martinez, et seulement hier j'ai eu le plaisir de les voir revenir... La conduite du général Woll a certainement été à la hauteur de sa mission et V. E. le recommandera au président par intérim, ainsi que mon lieutenant. — Josè Urrea. » — Les documents officiels, au nombre de quatorze, qui suivent cette dépêche nous révèlent une véritable épopée. Le général Woll, retenu par les Texiens, sous les prétextes les plus frivoles, faillit être assassiné plusieurs fois, il ne dut la vie qu'à son sang-froid, à son courage, et fut obligé en maintes circonstances de mettre le sabre au poing.

A Mexico, la nouvelle de la bataille de San Jacinto produisit naturellement une grande sensation, et comme les vaincus ont toujours tort, on ne tarda pas à faire tomber toute la responsabilité de la défaite sur Santa-Anna, au lieu

de l'attribuer à ses lieutenants qui avaient mal exécuté ses ordres. Sur l'effet produit au Mexique par ce triste événement, le général Valencia écrivait de Mexico, le 18 mai 1836, à l'un des généraux de l'armée de Filisola, une lettre dans laquelle je trouve les passages suivants : « — Quoique le coup que nous venons de recevoir par la perte de S. E. le président, qui est prisonnier, nous soit très douloureux, néanmoins la nation n'est pas en péril. Ces misérables n'oseront pas le toucher de crainte que vous ne les détruisiez... Pour le moment, les partis et les discordes ont disparu à l'intérieur pour ne songer qu'à l'honneur et à la vengeance... — Valencia. »

Grande fut la colère de Santa-Anna, en apprenant, par le général Woll, qu'à la nouvelle de sa défaite, le général Filisola se disposait à battre en retraite sur Matamoros, au lieu d'avancer sur l'ennemi, comme il l'avait espéré. Houston redoubla ses attentions pour le président prisonnier et ses promesses. Burnet et Lorenzo Zavala arrivèrent au camp, emmenèrent Santa-Anna et les colonels Almonte, Nuñez et Caro au port de Velasco, où fut discuté et arrêté le traité qui terminait la guerre et déclarait l'indépendance du Texas. Avant de partir pour Velasco, Santa-Anna avait tâché de rendre inutile le traité qu'il allait signer. Voici les précautions qu'il avait prises. « Le général Woll, dit-il dans son rapport officiel, qui s'est conduit avec la plus grande dignité et qui mérite par cela même les plus grands éloges, demanda à retourner à son camp, après avoir été instruit par moi de ce qu'il devait dire au général Filisola, pour que, sans être embarrassé par mes communications antérieures, il pût agir selon son devoir ; il — le général Woll — portait un morceau de papier signé par moi, dans lequel je disais : « — de faire et croire tout ce qu'il dirait ; » — mais il fut détenu sous le prétexte de porter le traité qu'on préparait pour la cessation de la guerre et les conditions de ma liberté, de crainte qu'il ne révélat ce qu'étaient les vainqueurs. »

Les Texiens, peu soucieux des lois de l'honneur et de la guerre, et les faisant passer après leurs intérêts, prévoyaient l'importance, pour les Mexicains, du retour du général Woll, avant la signature du traité. Une protestation de ce général, adressée du camp des Texiens, Harrisburg 9 mai, au général Rusk, ministre de la guerre au Texas, nous informe de la manière dont les Américains retardèrent ce retour... — « Au moment, dit le général Woll dans cette protestation, de prendre congé de S. E. le président D. Antonio Lopez de Santa-Anna, lorsqu'Elle s'embarqua sur le vapeur pour Galveston dans la matinée du 7 courant, je reçus un passe-port signé par M. Calinworth, pour retourner à l'armée mexicaine sans être molesté, et, au lieu de me laisser aller avec la promptitude que je désirais pour rentrer sous mes drapeaux et remplir mes fonctions dans l'armée, on m'a retenu jusqu'au matin du 8. Hier, dans la soirée, j'ai reçu un passeport avec l'addition de votre signature pour que je puisse retourner au camp, et M. Smith fut nommé pour m'accompagner. Comme nous sommes partis tard et que les chevaux qu'on nous a remis étaient très fatigués, nous n'avons pu faire que quatre lieues, et nous avons campé au bayou de Seens. Quelle n'a pas été ma surprise, quand ce matin un détachement de douze à quinze hommes vint me notifier, par l'entremise de M. Smith, que je devais retourner à votre camp, ce qui vient de se vérifier maintenant qu'il est dix heures du matin... » — Par la lettre du général Urrea on a déjà vu que le général Woll ne put effectuer son retour sous les drapeaux que le 15 juin. Chose assez étrange, Filisola ne réclama jamais son lieutenant.

Le général Houston accompagna Santa-Anna à Velasco, et lui dit, avant de partir pour la Nouvelle-Orléans, où il allait faire soigner une blessure reçue à San-Jacinto : — « Que le cabinet du Texas réglerait tout selon ses désirs. » — Ce règlement consistait en un traité ignominieux, composé de dix articles, et pour la signature duquel Santa-Anna recouvrait la liberté, et devait être transporté à Vera-Cruz, sur

une goëlette américaine, — les autres prisonniers mexicains avaient la vie sauve, mais non la liberté. — A ce traité qui proclamait la retraite de l'armée mexicaine au delà du Rio-Grande, la liberté des Texiens et la reconnaissance de l'indépendance du Texas, s'en joignait un autre secret qui demandait les bons offices de Santa-Anna pour conclure ces arrangements, régler les limites des deux républiques et ménager un traité de commerce et d'amitié. Ces documents furent signés le 14 mai 1836; mais ils ne pouvaient avoir aucune valeur, tant qu'ils n'étaient pas approuvés par le congrès de Mexico.

Le 1er juin, Santa-Anna s'embarqua sur la goëlette *Invincible*, à destination de Vera-Cruz, et, deux jours après, le capitaine lui déclara qu'il avait des ordres pour le remettre à terre. Cette mesure était dictée par cent trente volontaires, arrivés de la Nouvelle-Orléans, qui voulaient massacrer le président, Almonte et Nuñez. Le 30, l'ordre arriva de les transporter à Goliad et de les fusiller à l'endroit où Fanning et ses compagnons avaient reçu la mort. Indigné de la conduite des Américains et des traitements indignes que subissait Santa-Anna, depuis qu'il était entre leurs mains, Austin, reconnaissant des faveurs qu'on lui avait accordées à Mexico, engagea Santa-Anna à écrire au général Jackson pour sortir d'une situation aussi dangereuse et qui devait infailliblement aboutir à son assassinat. La lettre fut écrite et servit à différer l'exécution du président et des colonels mexicains qui furent mis aux fers en attendant. Le général Jackson comprit mal le but de la lettre de Santa-Anna, et lui répondit, le 4 septembre, d'une manière peu satisfaisante; heureusement, Samuel Houston revint de la Nouvelle-Orléans et fit exécuter la convention du 14 mai. Santa-Anna, envoyé à Washington à la fin d'octobre, ne resta que six jours dans la capitale des États-Unis; il y fut très bien reçu, mais ne s'occupa guère de politique, n'ayant pas le droit d'engager son pays en quoi que ce soit, sans l'autorisation du congrès. Il revint au Mexique à la fin de l'année 1836.

Pour conclure l'histoire de cette malheureuse campagne, je dois dire que Filisola avait accepté et signé la convention du 14 mai. Urrea, de son côté, avait protesté contre la conduite de son chef, qui avait fait commencer la retraite de l'armée, et contre la reconnaissance de la convention. Le pouvoir l'approuva, lui remit le commandement de l'armée et rappela Filisola pour être jugé par une cour martiale. Voici ce qu'il écrivait à ce sujet, à l'un de mes amis, de « Leona Vicario, 11 juillet 1836... — Le ministre décharge sur moi seul toute sa fureur. Je ne crains rien, parce que je crois avoir accompli mon devoir; je me défendrai comme un gladiateur jusqu'à vaincre ou mourir selon les règles de l'art et de l'honneur. Chaque jour je découvre de nouvelles intrigues et de nouvelles cabales contre moi. Patience, il n'y a pas de mal qui dure cent ans, ni de corps qui lui résiste. — Vicente Filisola. » — Cette lettre n'a pas besoin de commentaires; elle peint l'homme aux panaches éclatants. Lorsque la décision de l'exécutif relative à Urrea, arriva au Texas, il était trop tard pour recommencer la campagne; l'armée continua sa retraite sur le Rio-Grande.

On se rappelle les conséquences de la bataille de San-Jacinto. L'indépendance du Texas fut bientôt reconnue par les États-Unis et par l'Angleterre. Nos ministres et nos chambres, alors aussi pénétrés des questions transatlantiques qu'ils le sont aujourd'hui, s'empressèrent de reconnaître le démembrement du Mexique, l'indépendance du Texas et d'envoyer M. de Saligny, comme représentant de la France auprès de cette nouvelle république. « Le Texas, disaient-ils, étant deux ou trois fois grand comme la France, sera un de nos plus vastes marchés pour l'écoulement de nos vins de Bordeaux, de nos marchandises et pour le développement de notre commerce. » Ils oubliaient que ce pays n'était qu'un désert, n'ayant ni ports, ni production de commerce, et que lorsque les Yankees l'auraient peuplé, défriché, cultivé, annexé, ils l'exploiteraient à l'exclusion des autres nations et que nous n'y trouverions pas même à gla-

ner quelques épis. C'est par le Texas, que les États-Unis ont commencé ce mensonge, décoré du nom d'annexion volontaire, triste comédie, si heureusement jouée de nos jours par le Piémont et la Prusse, qui crée de grands empires, et fait de grandes révolutions en laissant inaugurer le règne de la force à la place des principes et du droit des petites nationalités. « Il est des crimes, écrivait à Channing en 1837, M. Henri Clay, il est des crimes qui, par leur énormité, touchent au sublime ; la prise du Texas par nos concitoyens a des droits à cet honneur. Les temps modernes n'offrent aucun exemple de rapine commis par des individus sur une aussi vaste échelle... L'annexion du Texas est le commencement de conquêtes, qui, si une juste providence ne les frappe pas, ne s'arrêteront qu'à l'isthme de Darien. » Hélas ! le temps est passé où les grands patriotes sont plus soucieux de leur patrie que de son étendue !

Tandis que ces événements s'accomplissaient au Texas, il s'était opéré un notable changement dans la république mexicaine. L'avocat D. Justo Carro avait remplacé, dans les fonctions de président intérimaire, le général Barragan, mort au mois de février. Les chambres avaient terminé la rédaction du nouveau pacte constitutionnel ; le système fédéral avait été abandonné pour le système central. Au mois de septembre 1836, la république une et indivisible était proclamée, et les États qui avaient reçu leur souveraineté de la constitution de 1824, furent changés en départements relevant du gouvernement central. Cette constitution de 1836 avait l'avantage de mieux convenir aux habitudes d'un pays monarchique que celle de 1824; elle réunissait les pouvoirs en un seul faisceau, augmentait la puissance de l'action gouvernementale, concentrait les revenus de l'État en une seule main, et réalisait ainsi de grandes économies dans l'administration. Au lieu d'une multitude de corps législatifs, agissant souvent contre leurs propres intérêts, les uns contre les autres et contre le pouvoir central, il n'y eut plus qu'un congrès composé de députés et de sénateurs. Il devenait dès lors

moins difficile de trouver des hommes instruits et intelligents pour former un seul corps délibérant. Au point de vue de l'économie politique, le système fédéral avait eu des conséquences déplorables. Chaque État avait mis des entraves au commerce dans le but d'augmenter ses revenus ; les revenus publics avaient énormément diminué par la paralysie du commerce, par les dilapidations des administrateurs infidèles, ineptes, et par des lois ridicules et spoliatrices. Chaque gouverneur devenait un petit tyran, dont les abus de pouvoir ne laissaient aucun recours d'appel. Enfin, il se trouvait des États qui, non seulement ne pouvaient pas payer leur contingent annuel de numéraire au gouvernement suprême, mais encore n'avaient pas assez de ressources pour subvenir à leurs dépenses, tandis que d'autres pouvaient réaliser des économies considérables. Douze années de douloureuses expériences avaient prouvé que le régime fédéral n'était pas applicable au Mexique, sans occasionner de graves perturbations sociales et la ruine du pays.

Au commencement de l'année 1837, la nouvelle constitution fut jurée par le nouveau congrès. Les élections de cette époque avaient été favorables aux conservateurs, et le général Bustamante, de retour d'un voyage en Europe, fut élu président. Il prit possession du pouvoir suprême le 12 avril et dut, peu de temps après son installation, en faire usage contre Ugarte qui venait de faire un pronunciamiento. Ce colonel avait levé l'étendard de la révolte à S. Luis Potosi, pour exiger le rétablissement de la fédération ; quoique secondé par Moctezuma, il fut complétement battu par Paredès. Bustamante prit alors des mesures sévères pour réprimer le mouvement insurrectionnel et faire respecter les lois; il crut qu'il lui serait facile de remédier au mal, comme il le dit lui-même dans la lettre suivante; mais il n'était point assez fort pour réussir. — « Mexico, 12 avril 1837. — J'ai pris aujourd'hui possession de la présidence... A mon entrée dans la première magistrature de la république, je suis animé des sentiments les plus dévoués au bien de mes com-

patriotes, victimes depuis tant de temps des conséquences produites par les agitations continuelles qui se sont succédé. Elles ont mis le trésor public dans un état déplorable; elles ont formé de funestes divisions entre les membres d'une grande famille. Néanmoins, il est facile de remédier aux maux de la république. — Bustamante. »

A nommer seulement la quantité de ministres qui passèrent successivement sous son administration, on voit que cette tâche n'était pas déjà si facile. Il eut aux affaires étrangères, D. Luis Cuevas, D. Manuel Gomez Pedraza, D. Manuel Eduardo, D. Josè Maria Tornel, D. Juan de Dios Cañedo, et D. Sebastiano Camacho; à l'intérieur, D. Manuel de la Peña y Peña, D. Luis Cuevas, D. Josè Antonio Romero, D. Josè Joaquin Pesado, D. Juan Rodriguez Puebla, D. Augustin Perez de Lebrija, D. Josè Mariano Marin, et D. Josè Maria Jimenez; aux finances, D. Joaquin Lebrija, D. Ignacio Mora y Villamil, D. Josè Maria Bocanegra, D. Manuel Eduardo Goroztiza, D. Pedro Echeverria, D. Josè Gomez de la Cortina, D. Francisco Lombardo, D. Xavier Echeverria, et D. Manuel Canseco; à la guerre, D. Mariano Michelena, D. Ignacio Mora, D. Josè Maran, D. Mariano Paredès, D. Josè Maria Tornel, et D. Juan Almonte.

Cependant, le parti démocratique ne restait pas inactif; au nom de la fédération, il assassinait le gouverneur du Nouveau-Mexique et plusieurs personnes notables de sa capitale. Ces faits se passaient au mois d'août, c'est à dire peu de temps après le pronunciamiento d'Ugarte; au mois de décembre de la même année, Urrea, commandant général du département de la Sonora, se déclarait, à Arizpe, contre son gouvernement et le nouveau système constitué. La garnison d'Oajaca dut étouffer une autre sédition, et, dans le Michoacan, un certain Gordiano Guzman, à la tête d'un parti de factieux, inquiéta, plusieurs jours, les populations pacifiques de ce département, en voulant les forcer à se prononcer contre le centralisme. Le général Woll, nommé major général de l'armée du Nord se préparait à marcher avec

neuf cents hommes contre seize cents révolutionnaires mexicains et texiens qui troublaient les frontières. Santa-Anna, irrité de l'ingratitude de son pays qui l'avait mal reçu à son retour du Texas, s'était retiré à Manga-de-Clavo, et, d'après les extraits suivants d'une lettre d'Almonte, — qui n'était pas encore ministre, — il paraissait ne pas vouloir se mêler de politique.

« Quel parti prendre au milieu de l'affreuse corruption dans laquelle se trouve la république? Celui que j'ai adopté : se retirer dans un coin, végéter et regarder avec sang-froid la dernière heure qui doit mettre fin à la misère humaine. Mais si les Yankees continuent à nous insulter et si — *l'enfant terrible*, — descend dans l'arène comme un autre don Quichotte, que doit faire Sancho? Revivre et suivre son maître. Et cela n'est pas trop éloigné, parce que je viens de recevoir une lettre de lui, — Santa-Anna, — dans laquelle il me dit qu'il avait eu l'envie de s'en aller à l'étranger, mais que maintenant cela ne lui convient plus, de crainte qu'on ne dise qu'il s'en va par peur des Yankees ou par arrangement avec eux. — Almonte. »

Dans Santa-Anna comme dans Almonte, on entend toujours résonner la fibre patriotique, au milieu des aveux que leur arrachent les misères de leur pays, et certes, ces misères ne faisaient qu'augmenter de jour en jour, car le patriotisme, au Mexique, était alors aussi rare qu'il l'est aujourd'hui. Le centralisme ne convenait nullement à ces myriades d'avocats et de députés mis à la retraite par l'abolition des législatures provinciales. Les finances étaient nulles, l'armée était mal payée et les chefs murmuraient comme toujours... « Ici, nous ne nous entendons déjà plus, écrivait Almonte à cette époque au général Woll. Les uns veulent une convention, les autres une fédération... il y en a qui veulent que la nation se déclare à l'état naturel, et d'autres voudraient voir rétablir le système colonial. Que va-t-il arriver? L'anarchie... Je crois que la pomme va tomber de son propre poids... Le clergé, les militaires, les employés, les

propriétaires, enfin tous ceux qui ont quelque chose à perdre sont très alarmés de la conduite du président Bustamante. »

Le général Filisola nous donne, de son côté, des détails curieux sur la situation des finances et sur le désarroi de l'administration... « Quant au trésor, dit-il dans une de ses lettres datées des frontières du Rio-Grande, sa pénurie est telle qu'il y a quatre ou cinq jours on lui a demandé mille piastres prêtées, lors même qu'il aurait fallu payer trois ou quatre pour cent par mois, et l'on n'a rien obtenu. Cela m'a rempli d'amertume, parce que je voulais remettre cet argent au général Canalizo pour qu'il pût un peu remédier aux misères infinies de sa division. »

Bustamante était trop sévère aux yeux des démocrates, et pas assez condescendant à ceux des conservateurs; il ne contenta personne. Du reste, il héritait d'une situation déplorable, condamnée à empirer tous les jours, et ne trouvait pas dans son propre parti, assez de patriotisme pour s'appuyer sur rien de solide. L'expédition française, de l'amiral Baudin, vint compliquer encore le désordre qui régnait dans toute la république.

En se rappelant la loi présentée par M. Gutierrez de Estrada, au congrès, contre les étrangers, on a vu que les sentiments de ce ministre se trouvaient répandus aussi bien, sinon plus, dans les hautes classes de la société que parmi le peuple. Les nations étrangères avaient à se plaindre, depuis longtemps, du peu de considération que la république mexicaine montrait envers leurs agents, et surtout envers leurs nationaux, sans cesse victimes de vexations, et d'actes arbitraires. Le gouvernement mexicain n'était pas toujours impuissant à réprimer les effets de cette antipathie nationale contre les étrangers, et dont la source remonte au régime colonial, il fut souvent complice bénévole et même le premier coupable.

En 1837, notre chargé d'affaires, le baron Deffandis, voyant que le pouvoir exécutif ne voulait point accéder à

ses réclamations, prit ses passeports et quitta Mexico avec toute la légation. La France, pour appuyer les réclamations de son ministre, envoya une escadre dans les eaux du golfe. Le baron Deffandis rencontra la flotte, aux ordres du capitaine de vaisseau Bazoche, et revint avec elle intimer l'ultimatum de la France au gouvernement mexicain. Cet ultimatum commençait par énumérer une foule de griefs fort graves : dénis de justice, actes, décisions, jugements illégaux et iniques des autorités administratives, militaires ou judiciaires; puis il requérait la destitution des coupables et le paiement d'indemnités pécuniaires. Il demandait en outre que les Français ne fussent soumis dorénavant ni aux contributions de guerre ni aux impôts connus sous le nom de — prêts forcés. Il réclamait également la liberté du commerce de détail dont les marchands français avaient joui dans le principe. La réponse du pouvoir exécutif n'ayant donné aucune solution satisfaisante, le blocus commença et dura huit mois.

La guerre avec le Mexique devenait inévitable, aussi, le cabinet des Tuileries préparait-il une nouvelle expédition sous les ordres du contre-amiral Baudin. Cette escadre comptait trois frégates, la corvette — *la Créole*, — sur laquelle se trouvait le prince de Joinville, deux bricks et quatre bombardes; elle arriva dans les derniers jours du mois d'octobre 1838, devant Vera-Cruz et se réunit aux bâtiments du commandant Bazoche. Bustamante, à cette nouvelle, envoya le ministre des affaires étrangères, M. Cuevas, porter des propositions au plénipotentiaire français. Il offrait de payer les six cent mille piastres réclamées par la France, mais il refusait d'obtempérer aux autres articles de l'ultimatum. L'amiral Baudin ne voulut pas accepter les propositions de M. Cuevas et revint le 21 novembre à son bord, donnant au ministre mexicain comme délai, jusqu'au 27, à midi, pour une réponse définitive.

Le 27 novembre, aucune réponse n'étant parvenue, l'attaque du fort de S. Jean d'Ulloa commença, en présence

d'une flotte anglaise, accourue sur le théâtre des hostilités, comme témoin, et pour appuyer la médiation offerte par le commodore et M. Pakenham, plénipotentiaire de la Grande Bretagne. Après trois heures d'un feu des plus violents, le magasin à poudre, le parc à boulets et un bastion du fort sautèrent, faisant un nombre considérable de victimes. Le général Rincon qui commandait à Vera-Cruz dut capituler. La capitulation ne fut pas ratifiée par le congrès qui déclara la guerre à la France! Le 1er décembre, un décret enjoignit à tous nos nationaux de quitter la capitale dans le délai de trois jours. Les Français résidant à Mexico et aux environs durent se diriger en toute hâte vers Vera-Cruz pour se mettre sous la protection de notre pavillon. L'amiral Baudin n'avait pas de troupes de débarquement; le Mexique lui opposait une force d'inertie difficile à vaincre; sa position devenait embarrassante; le décret d'expulsion faisait subir à nos nationaux une perte bien plus considérable que celle dont l'amiral venait demander la réparation; il dut alors se repentir de n'avoir pas accepté les concessions qui lui avaient été faites aux conférences de Jalapa.

Santa-Anna fut chargé, de la part de son gouvernement, de communiquer à l'amiral Baudin le décret du congrès qui déclarait la guerre à la France, blâmait la conduite du général Rincon, et l'investissait lui-même du commandement général des troupes mexicaines. Outré de ces mesures, l'amiral résolut de mettre Vera-Cruz hors d'état de défense, car il lui répugnait de détruire cette ville en la bombardant. Trois petites colonnes formées de marins, de soldats de marine et de compagnies d'artillerie partent au point du jour, le 5 décembre; protégées par un brouillard épais, elles atteignent la ville dans les différentes directions qui leur avaient été désignées. Tandis que le prince de Joinville entre hardiment avec sa colonne dans Vera-Cruz, fait sauter la porte principale et met en fuite tout ce qui s'opposait à son passage, un autre détachement encloue les soixante canons braqués sur les murs, et le troisième s'empare des deux

petits forts qui flanquent la ligne des fortifications du côté de la mer.

Cependant Santa-Anna parvient à rallier les Mexicains et les lance à la poursuite des Français qui se rembarquaient au tomber de la nuit, après avoir opéré le désarmement de la ville. Une fusillade assez vive s'engage alors, et les chaloupes font sur les troupes mexicaines, massées le long de la jetée, un feu de caronades qui leur causa de grandes pertes. Le général Santa-Anna fut lui-même blessé, au pied et à la main. Le rembarquement de nos marins s'effectua, grâce à la brume, sans grande effusion de sang; cet incident fut heureux, car il est probable que la fusillade du môle et des remparts, leur eût causé de grands dommages.

Santa-Anna écrivit à son gouvernement que l'énergique défense de Vera-Cruz avait contraint les Français à se rembarquer. Ce n'était pas exact; mais en nous rembarquant avec l'épée des Mexicains dans les reins, nous avions certainement l'air de fuir. Il pouvait être inutile et dangereux pour nous de rester à Vera-Cruz pendant la nuit, mais c'eût été plus honorable. Pressé d'en finir, l'amiral accepta la médiation anglaise. Le 9 mars 1839, un traité de paix fut signé à Vera-Cruz par M. Baudin, pour la France, et MM. Gorostiza et Victoria, pour le Mexique. Il contenait cinq articles, dont un seul traitait de nos intérêts, et d'une manière trop générale pour être pratique. L'indemnité concédée aux conférences de Jalapa fut également accordée. Ainsi se termina cette malheureuse affaire qui ne nous fit pas le moindre honneur et fut loin d'améliorer le sort de nos compatriotes.

Ici, je dois citer un trait qui mérite d'être publié. A la première nouvelle du différend entre la France et le Mexique, le général Woll envoya sa démission au président Bustamante qui la refusa, l'assurant qu'il ne serait pas obligé de tirer l'épée contre ses nationaux. Le président appréciait trop le caractère énergique et loyal d'Adrien Woll, pour briser la carrière de ce général et priver le Mexique de ses services. Déjà, l'année précédente, avant de le mettre à la

tête de l'armée du nord, il lui avait écrit les lignes suivantes : — « J'ai été informé et très satisfait de votre honorable conduite et de l'habileté que vous avez montrée, lorsque le général Filisola vous a envoyé comme parlementaire au camp des ennemis, et je vous en remercie beaucoup. — Bustamante. » — Woll n'en persista pas moins dans sa résolution ; alors Bustamante lui donna un congé qui devait durer jusqu'au rétablissement de la paix entre la France et le Mexique. Dans un pays où les étrangers sont aussi peu vénérés ; de tels faits honorent trop les deux parties, pour qu'on les passe sous silence.

Délivré de l'agression française, le gouvernement mexicain eut à s'occuper des fédéralistes. Urrea poursuivait ses projets révolutionnaires, uni aux généraux Mejia et Peraza, il se disposait, à Tampico, à marcher sur Mexico, profitant des embarras sérieux de la république que lui suscitaient la question du Texas et les événements de Vera-Cruz. Le général D. Antonio Mejia avait été exilé à la suite d'un pronunciamiento ; revenu de la Nouvelle-Orléans avec un certain nombre de flibustiers, il se joignit à Urrea pour rétablir le système fédéral et fut assez heureux dans plusieurs engagements. Santa-Anna fut alors appelé à Mexico pour se charger du gouvernement suprême, parce que la révolution dirigée par Mejia prenant des proportions alarmantes, le président constitutionnel Bustamante se disposait à partir avec un corps d'armée pour Tampico. Mejia échappa aux troupes de Bustamante et s'avançait à marches forcées sur la capitale. Santa-Anna, vers la fin d'avril 1839, se rendit à Puebla en voiture et dicta ses ordres pour repousser les révoltés. Mais à peine était-il arrivé dans cette ville, qu'il apprit la défaite de Mejia dans les environs d'Acajete, près de Puebla, par le général Valencia qui lui tua six cents hommes et lui fit quatre cents prisonniers. Mejia lui-même tomba entre les mains du vainqueur, et Urrea, qui se trouvait présent à cette désastreuse action, n'eut que le temps de se réfugier à Tampico, où il capitula bientôt après. Santa-

Anna profita de l'occasion pour se débarrasser d'un antagoniste redoutable, auquel il avait accordé la vie déjà une fois; il le fit fusiller sans jugement, ne lui laissant que peu d'instants pour mourir avec les secours de la religion. — « Vous avez raison, répondit Mejia à Santa-Anna, quand il lui refusa le temps de mettre ordre à ses affaires, si j'avais été vainqueur, je ne vous aurais pas accordé la moitié du temps que vous me donnez pour prier Dieu. » On s'accorde à dire que Mejia était l'officier le plus brave et le plus intelligent de l'armée mexicaine. Il mourut avec le stoïcisme de l'homme qui a toujours fait bon marché de sa vie.

Après cette sévérité inaccoutumée, Santa-Anna retourna à sa campagne de Manga-de-Clavo; Bustamante revint à son poste et la tranquillité se rétablit au centre de la république, mais non la sécurité, comme nous l'apprend une lettre du général Filisola adressée à l'un de ses compagnons d'armes. Ce général, loin d'être disgracié par sa conduite au Texas, était devenu chef de l'état-major général à Mexico. Voici ce qu'il dit dans cette lettre datée du 21 septembre 1839... « Je vous remercie de la bonne opinion que vous avez de moi pour l'acquittement de mes fonctions dans cette commandance générale, laborieuse et lourde, plus que toute autre de la république. Elle est semée d'embarras et d'épines; elle a surtout le désagrément d'avoir continuellement sur elle toutes les autorités suprêmes qui ne laissent pas, au malheureux qui en est chargé, un moment pour respirer, particulièrement dans les circonstances présentes où la misère est à son comble et où les troupes ne reçoivent que les deux cinquièmes de leur solde. Aussi, l'on ne peut déplacer aucun soldat, quoique les bandes de voleurs soient infinies et infestent nos provinces.

« Le général Almonte est au ministère de la guerre et fait tout ce qu'il peut pour améliorer la situation; mais les misères dont je vous ai parlé lui lient les mains et l'entravent dans tout... On m'a insinué que je devais reprendre le commandement des frontières ; mais je ne le ferai que si l'on me

paie les dix-huit mille piastres que l'on me doit, et sous quelques conditions que je crois indispensables pour la pacification de cette frontière. — Vicente Filisola. »

Si le bien-être ne régnait pas au centre du Mexique, on y jouissait pourtant d'un peu de tranquillité; mais il n'en était pas ainsi dans les départements du nord et le Yucatan. Tandis que les fédérés cherchaient à soulever le Yucatan, des émigrés, s'étant réunis à Mérida, créèrent un gouvernement indépendant dans le sens de la constitution de 1824. Dans ce même temps, une goëlette partie de la Nouvelle-Orléans arrivait à Sisal avec trente-huit insurgés, échappés de Tampico, et parmi lesquels se trouvaient Anaya, Martin Peraza, Sentmanat, Barragan et d'autres personnages. Unis aux fédérés, ils assiégèrent Campêche, dont la garnison se défendit plusieurs jours avec courage; mais forcée de se rendre, elle capitula, et, d'après les conventions, s'embarqua pour Vera-Cruz, abandonnant la ville aux inimitiés des partis.

Quand on apprit ce dernier événement à Mexico, les fédérés, persuadés que le moment était venu de porter le dernier coup au pouvoir de Bustamante, tramèrent un complot qui éclata le 15 juillet 1840. Urrea et Gomez Farias en étaient les chefs. Après s'être soustrait à la vigilance du gouvernement, le général Urrea se mit à la tête d'une fraction de la garnison, à laquelle s'unit une partie du peuple, et canonna le palais. Un des bastions qui défendent les angles du palais national fut détruit; la partie supérieure de la muraille s'écroula et laissa voir le cabinet de travail de Bustamante qui ne voulait pas capituler. En vain son aide de camp Joseph Arago, qui avait abandonné Santa-Anna depuis la mort de son frère Jean Arago, l'engageait à quitter cet endroit dangereux; Bustamante lui répondit que c'était là son poste, et qu'il ne l'abandonnerait pas. Cependant le canon grondait toujours, les éclats de pierre détachés de la muraille volaient de toutes parts, quand une troupe de forcenés entra violemment, l'épée à la main, dans le cabinet du président en criant : « — Mort à Bustamante ! » — Celui-ci

s'avança froidement vers eux et entr'ouvrant son uniforme, il leur dit : — « Frappez, si vous l'osez, le premier magistrat de la république! »

Cette intrépidité lui sauva la vie, mais il resta prisonnier. Le président, le commandant général et quatre autres officiers supérieurs furent pris et gardés à vue. Bustamante, pourtant, parvient à s'échapper; il ramène à l'obéissance une partie de la garnison, la réunit à quelques troupes fidèles et combat l'insurrection. Urrea, ne se voyant point soutenu au dehors, demande à capituler, sous des conditions qui ne sont point acceptées. Néanmoins, après de nouvelles instances, le président consent à une suspension d'armes, afin de pouvoir délibérer plus librement. Ces négociations n'ont aucun résultat et les hostilités recommencent. Plusieurs détachements arrivent de Puebla pour soutenir le gouvernement, et Santa-Anna approche à la tête d'une forte division. Le feu continuait dans les rues; il dura jusqu'au 27 juillet, et Mexico souffrait toutes les horreurs d'une ville prise d'assaut et livrée au pillage. Le général Torrejon surprend tout à coup un fort parti d'insurgés et le massacre; la ville est alors déclarée en état de siége et les droits d'octroi sont levés sur toutes les denrées alimentaires. Enfin, Urrea, ayant employé l'intervention de l'archevêque, monseigneur Posada, envoya un parlementaire. On finit par s'entendre, et cette malheureuse guerre civile cessa, après treize jours de combat, sans qu'Urrea et Gomez Farias, causes de toutes ces fureurs, fussent punis de leur révolte.

La capitulation qu'on leur accorda fut des plus avantageuses; le premier article garantissait non seulement la vie et la sûreté des personnes qui avaient pris part à la révolte, mais encore la conservation de leurs emplois. Le septième article portait que les bénéfices de la capitulation ne s'étendraient qu'aux Mexicains. De la sorte, les étrangers, la plupart français, qui avaient pris les armes, séduits par les grades qu'on leur avait offerts et par le libéralisme des principes déclarés par les insurgés, furent abandonnés par les

démocrates libéraux à la vengeance des vainqueurs. On leur appliqua la loi du 24 mars 1835, proposée par M. Gutierrez de Estrada, devenue loi de l'État. Si le gouvernement mexicain montra de la partialité dans cette circonstance, je trouve qu'il était dans son droit. Du moment où les étrangers avaient seuls le monopole des réclamations et des indemnités pour dommages soufferts pendant les révolutions, il était naturel qu'ils fussent différemment traités que les Mexicains, lorsqu'on les trouvait soutenant la révolution les armes à la main. Plus loin, je traiterai cette question de la conduite des étrangers au Mexique, et l'on verra que ce pauvre pays n'a jamais eu à s'en louer.

La défaite d'Urrea rendit un peu de calme à la capitale; mais les départements éloignés n'avaient cessé d'être agités. Le Yucatan ne paraissait pas devoir être mis à la raison si facilement; dans le Tamaulipas, Canalès, célèbre bandit, doublé du contrebandier, avait à ses ordres une troupe de mécontents et de flibustiers américains, avec lesquels il favorisait la grande contrebande sur les frontières du Rio Grande. Une lettre particulière en date de Matamoros, 16 novembre 1840, me donne sur la situation de ces frontières les nouvelles suivantes :

« Arista, après avoir écrasé ses troupes par des marches forcées, a été obligé de s'arrêter à Cadereyte, où toute sa division ne forme plus qu'un hôpital. Rey a conclu un traité de paix avec Canalès à Mier. Le gouvernement a été obligé de passer par toutes les conditions dictées par Canalès qui, assure-t-on, restera avec le grade de général de brigade. Le pauvre Filisola est devenu le baudet de la fable; les deux partis crient haro dessus, on lui attribue tous les maux de cette révolution si singulièrement terminée. Tout le monde veut des grades; il n'est point jusqu'à notre préfet Lara qui, voyant s'approcher le terme de ses fonctions, ne cherche à avoir une paire d'épaulettes de colonel. Il est parti, il y a quelques jours, à la tête de deux cents rancheros qu'il a réunis. On dit qu'il va faire un coup de main sur le Copano,

où il y a peu de monde et beaucoup de marchandises entassées, ce n'est que l'espoir d'une récompense pour Lara et l'appât du butin pour les rancheros qui ont armé cette expédition »...

De son côté, Filisola écrivait à l'un de mes amis... « Que pensez-vous de la déroute de Canalès, de l'exécution de Zapata et du transport de sa tête à Revilla? Sommes-nous retournés au quatorzième siècle? Quand l'énergie passe de justes limites, elle devient barbarie et despotisme. » Ce Zapata était un général insurgé qui fut fait prisonnier pendant la présidence intérimaire de Santa-Anna. Pour anéantir la révolution, on a vu que Santa-Anna fit fusiller Mejia, sans jugement; voulant donner un autre exemple de sévérité, il signifia au général Ampudia d'envoyer la tête de Zapata à Revilla. Ampudia, ne sachant comment empêcher cette tête de se putréfier, la fit frire dans une marmite pleine de graisse et placer dans une niche, où jadis se trouvait aux portes de la ville une statuette de la Madone. Toute la correspondance de Santa-Anna, du mois de septembre 1840, est empreinte d'une profonde tristesse. Il se lamente de la léthargie du gouvernement, de l'opposition faite par les conservateurs au pouvoir exécutif, dont ils se plaignaient de n'être pas assez favorisés, de la révolution du Yucatan, et finalement il présage une prochaine guerre contre les Texiens.

La situation, on le voit, laissait beaucoup à désirer, M. Gutierrez de Estrada vint encore la compliquer par la publication d'une brochure qui produisit alors une immense sensation dans tout le Mexique. De retour dans son pays, après une absence de plusieurs années, il trouva qu'on y discutait l'opportunité de faire changer, par une convention nationale spécialement convoquée, la forme du gouvernement existant. Il usa de son droit de citoyen en manifestant son opinion, par une sorte de manifeste. Dans cet écrit, il commence par tracer l'affligeant tableau que présentait le Mexique, et rappeler que, malgré les modifications apportées à différentes époques au pacte national de 1824, les maux, au

lieu de diminuer, s'étaient accrus avec une désastreuse rapidité.

« Quels progrès avons-nous réalisés? disait-il; où en sont la législation civile, criminelle, commerciale, et l'instruction publique? N'est-ce pas un plus monstrueux chaos que celui qui nous fut légué par nos anciens dominateurs? Quelles sont, et l'organisation de l'administration, et la moralité des employés, et la richesse individuelle, cette base exacte de la richesse publique? Quelles routes, quels canaux avons-nous ouverts? Quels édifices, parmi ceux que nous laissèrent les Espagnols, avons-nous réparés ou conservés?... Et si cette situation empire tous les jours, comme cela doit arriver tant qu'on n'aura pas eu recours à un moyen radical de salut, pourrons-nous résister à ce torrent venu du nord qui a déjà envahi notre territoire, et qui l'inondera des flots des principes démocratiques qui font la force des États-Unis, mais qui causent visiblement notre impuissance? Si nous ne cherchons dans une voie plus sûre un soulagement à nos maux, c'en est fait pour toujours du bonheur, de l'indépendance et de la nationalité du Mexique. Vingt années, peut-être, ne s'écouleront pas sans que nous voyons flotter sur notre palais national le drapeau étoilé des États-Unis!...

« Au train dont vont les choses, le jour pourrait bien ne pas être éloigné où toutes les autres nations, lassées de notre scandale ou de notre incapacité, se chargeraient, au nom de la civilisation et de l'humanité, de changer cette situation en intervenant dans nos affaires. Et, dans le cas où la nation se prononcerait pour la monarchie, combien ne serait-il pas avantageux pour le Mexique que le futur souverain fût choisi par lui, et non par les puissances étrangères, — comme on l'a fait de nos jours pour la Grèce, — et, dès lors, qu'au lieu d'être octroyé par ces puissances, le pacte fondamental fût l'œuvre propre du pays, et librement destiné par nous-mêmes à assurer le bonheur commun et à constituer le bien véritable entre le peuple et le monarque! »

Cette brochure, doublement prophétique, proclamait la

monarchie comme seul moyen de salut. Le baron Alleye de Ciprey, notre ministre à Mexico, sir Richard Pakenham, ministre d'Angleterre et bien d'autres personnages pensaient exactement comme M. Gutierrez. — « Je ne dirai rien du singulier état des affaires dans ce pays-ci, écrivait le ministre anglais à M. Gutierrez, excepté que tout tend à confirmer l'exactitude des opinions exprimées dans votre remarquable brochure. » Malheureusement, elle froissait l'amour-propre du pays, et je crois que c'est à cette circonstance plutôt qu'à sa prématurité qu'il faut attribuer le cri d'indignation qu'elle souleva parmi les partis. Le président, le général Almonte, ministre de la guerre, tous les partisans secrets de la monarchie et les amis de M. Gutierrez durent le prier de fuir pour ne pas être obligés de le mettre en état d'arrestation. Le général Almonte n'était pas encore convaincu que la monarchie fût possible et nécessaire pour faire cesser les révolutions qui désolaient le pays ; il écrivit même alors une lettre contre la brochure de M. Gutierrez. Le général Almonte, comme Santa-Anna et d'autres Mexicains, non moins patriotes, ne devinrent monarchistes que plus tard, lorsqu'ils virent que la république les conduisait à l'extinction de leur nationalité, et à l'absorption graduelle de leur patrie par les États-Unis ; alors seulement ils manifestèrent leurs convictions, partagées par la majorité de la classe intelligente du Mexique.

Une lettre du général Filisola, datée de Mexico, 15 avril 1841, nous montre que cette année s'ouvrait sous de fâcheux auspices . . . .

« Dieu veuille, dit-il, que les faiblesses, les erreurs et les hontes passées ne nous en attirent pas d'autres ; parce que, pour notre malheur, nous voulons toujours remédier aux maux présents par des moyens qui les augmentent. Aujourd'hui l'on discute aux chambres une mesure par laquelle les uns croient ou feignent de croire que l'on subviendra à toutes les nécessités de la république, et les autres protestent que si cette mesure est adoptée, la république de-

viendra imaginaire et son gouvernement sujet, dans ses opérations politiques et militaires, au caprice de quatre ou cinq individus contracteurs. C'est aussi ma croyance. » Le général Filisola faisait allusion à des mesures financières qui rappellent en quelque sorte l'histoire des bons Jecker. Poussé par le dénûment du trésor, le gouvernement frappa les marchandises à leur entrée à Mexico d'un droit de 15 °/₀ qui dut être bientôt abrogé, parce qu'il anéantissait le commerce, alors très souffrant.

Au mois d'août 1841, le congrès lança un décret préventif, augmentant de 3 1/3 °/₀, le produit des douanes maritimes du golfe, sur lequel on prélevait déjà 16 1/3 °/₀, pour payer les intérêts de la dette contractée en Angleterre par le Mexique. Le surplus de ce prélèvement devait servir à payer les coupons échus et non payés, et pour éviter l'émission des certificats dont la convention de 1837 faisait mention. En vertu de ce décret et des instructions données par le gouvernement à la maison des frères Lizardi et compagnie, ceux-ci réunirent un comité des possesseurs de ces bons et leur déclarèrent qu'on leur donnerait un cinquième des droits sur les douanes maritimes pour payer les intérêts de leurs bons consolidés par le décret de 1841. Les frères Lizardi furent chargés de payer les dividendes échus dès le mois d'avril 1838, et des autres semestres pendant quatre ans ; ils convertirent les deux emprunts anglais en une seule dette ; ils recurent une double commission, l'une de 5 °/₀ et l'autre de 2 1/2 °/₀, pour leurs opérations financières qui furent étendues jusqu'à l'année 1844, et même, je crois, jusqu'en 1845. L'histoire des opérations de la maison Lizardi et compagnie, m'a paru très embrouillée, quelquefois étrange, peu délicate, et toujours onéreuse pour le Mexique qui, naturellement, paya les quelques millions de bénéfices que les frères Lizardi opérèrent au moyen de leurs combinaisons financières.

Loin d'améliorer les finances, le décret du mois d'août 1841 ne fit que les ruiner de plus en plus. « Ici, le manque

d'argent continue comme toujours, écrivait de Mexico le général Filisola, et continuera tant qu'il n'y aura pas plus de moralité parmi les employés des finances. On ne finit pas de régler les deux contributions concédées. En attendant, l'on a promis au gouvernement un emprunt d'un million de piastres qui sera soldé Dieu sait quand ! Le général Santa-Anna a été nommé commandant général de Vera-Cruz. D. Juan Anaya, complétement mis en déroute à Chiapas, s'est, dit-on, réfugié à Guatemala. Malgré tout cela les conspirations ne manquent pas, ni les symptômes de mécontentement. Quant aux réformes, elles marchent à pas de plomb. »

Les conspirations manquaient si peu que le général D. Mariano Paredès, commandant général du Jalisco, se prononça contre le président constitutionnel à Guadalajara. Son pronunciamiento fut secondé par Valencia et Lombardini dans la capitale, et Santa-Anna à Perote. Mexico fut assiégée pendant cinq semaines environ. Enfin, le gouvernement et les chefs insurgés réunis à Tacubaya réglèrent une convention appelée « Plan de Tacubaya » qui mit fin à la révolution. Bustamante donna sa démission et partit pour l'Europe, désespérant de sa patrie. Santa-Anna fut élu chef provisoire de la nation, et une assemblée de notables abolit la constitution de 1836. On verra bientôt que la nouvelle constitution, loin de retourner à celle de 1824, proclamait une monarchie déguisée, — la dictature. — Ne fallait-il pas épuiser toutes les formes républicaines pour chercher cette tranquillité qu'on ne trouvait nulle part depuis l'indépendance? Hélas! le militarisme et les ambitions privées qui se disputaient le pouvoir ne songeaient guère au repos de la patrie, à son bien être, à son bonheur. Le peuple n'existant pas au Mexique, cette agglomération d'individus qui compose la masse de la nation, ne pouvait opposer sa voix à celle de ces brouillons armés de grands sabres et de ces avocats ambitieux qui bouleversaient sans cesse le pays et renversaient le gouvernement pour s'emparer de l'autorité, des places, des honneurs et des revenus de l'État.

DICTATURE

1841-1845

En vertu du plan de Tacubaya, Santa-Anna devait exercer le pouvoir discrétionnaire jusqu'à la publication des « bases organiques » qu'un nouveau congrès constituant rédigerait. Ce congrès fut convoqué le plus tôt possible, c'est à dire au mois de décembre; avant sa convocation, il fallait calmer les esprits et mettre un peu d'ordre dans l'administration. Une lettre du président Santa-Anna au général Woll, et datée de Mexico, 18 octobre 1841, nous révèle une partie de ses embarras au lendemain de cette révolution... « Vous n'avez pas d'idée de l'état misérable dans lequel nous a laissés l'ancienne administration. Sans argent et sans soldats; tout est engagé, hypothéqué et donné à la fourberie... Je prépare un corps d'armée de douze mille hommes et des secours pécuniaires suffisants pour agir au Texas... Les idées contenues dans mon allocution au peuple, sont celles de ma foi politique, intéressée dans la félicité commune. Mais dorénavant, tout se réglera par les mains du congrès national qui doit se réunir pour constituer notre infortuné pays. En

attendant, que l'ordre soit conservé, et que personne ne lève l'étendard de mon parti sous aucun prétexte... »

Dans cette lettre, il prêche la concorde entre tous les généraux, au nom de la patrie commune; il en donne lui-même l'exemple, en racontant qu'il a embrassé Bustamante et ses plus mortels ennemis. Il donne également copie d'une lettre qu'il écrivait au général Arista, commandant les frontières du Rio-Grande, pour lui reprocher « sa conduite équivoque vis-à-vis des exaltés démagogues et des Texiens qu'il protégeait, et qui ont toujours lacéré le cœur de la patrie. » Dans une lettre du 10 novembre suivant, il revient sur le chapitre de la réconciliation, et dit : — « J'éprouve un profond chagrin de voir la résistance du géneral Ampudia à se réconcilier avec Arista. Je vous nomme agent de cette réconciliation. — A. L. de Santa-Anna. »

Le 1er octobre 1841, le général Valencia avait cru devoir pareillement justifier sa révolte contre le gouvernement qu'il avait servi jusqu'alors. Il publia un manifeste dans lequel on lit les passages suivants : — « La constitution — de 1836 — fut reçue avec déplaisir, » — on dit toujours du mal des choses dont on ne veut plus,—« elle s'implanta avec beaucoup de difficultés, et, dès le commencement, on la crut tellement impraticable que le président lui-même, élevé par elle à la suprême magistrature, déclara, dans l'acte solennel du serment de son inauguration, qu'il ne l'exécuterait que selon sa conscience et son honneur. Postérieurement, le président, ses ministres avec la majorité de la Chambre des députés et une partie du Sénat jugèrent que cette constitution était insoutenable sans l'appui de facultés extraordinaires, ce qui équivalait à dire que l'arbitraire était préférable à l'existence même de la constitution. . . . .

« Durant toute cette époque le découragement augmentait, les mouvements armés se reproduisaient, et plus d'une fois il fallut les réprimer par la force et la perte de beaucoup de Mexicains... Dès lors, aussi souvent que j'en eus l'occa-

sion, je fis remarquer au señor Bustamante la nécessité de réformer promptement la constitution; de renvoyer du ministère les personnes que l'opinion publique n'accueillait pas avec faveur; pour qu'on ne mît à mort personne sans les formalités prescrites par la loi; pour que la justice fût rendue sans acception de personne; enfin pour qu'on retirât l'impôt de quinze pour cent sur les marchandises étrangères, parce qu'en le maintenant on donnerait lieu à des réclamations de la part de l'étranger et provoquerait une révolution parmi nous.

« Mais ces observations faites avec franchise et bonne foi furent mal reçues, et plus mal interprétées encore. » Le général terminait en faisant un sombre tableau de la situation qui lui mit les armes à la main, et conjurait ses concitoyens de nommer au prochain congrès des hommes désintéressés et patriotes pour travailler « au règne de l'ordre, de la justice et de la liberté. »

C'était beaucoup demander à ce malheureux pays, auquel on demandait toujours, auquel on ne donnait rien en échange des douleurs et des misères que ses gouvernements lui infligeaient. Le 10 décembre 1841, le pouvoir exécutif lança un manifeste et la *convocataria* pour les élections. Ce document était signé : Antonio Lopez de Santa-Anna, président provisoire de la république; Josè Maria Bocanegra, ministre des affaires étrangères et de l'intérieur; Crispiniano del Castillo, ministre de la justice et de l'instruction publique; Josè Ignacio Trigueros, ministre des finances, et Josè Maria Tornel y Mendivil, ministre de la guerre et de la marine. — Voici quelques extraits de ce manifeste.

« Le suprême pouvoir exécutif provisoire remplit aujourd'hui l'heureux devoir d'expédier la loi de convocation pour le congrès constituant, conformément au quatrième article des bases adoptées à Tacubaya pour la réorganisation de la république. Le premier objet de la plus noble et de la plus généreuse des révolutions dont ce siècle a été témoin fut de réintégrer la nation dans la plénitude de ses droits, pour

que, sans obstacle et sans entrave, elle réunît ses enfants les plus chers dans un congrès ayant toutes les facultés de la constituer d'une manière analogue à ses nécessités et aux exigences d'une époque dans laquelle progresse autant le genre humain. » Après avoir fait un pompeux éloge de la révolution, le manifeste traite la question des élections, résolue par le gouvernement sur les bases de l'égalité des provinces.

Par cette *convocataria*, un député devait être élu sur soixante et dix mille habitants, et un autre pour chaque fraction excédant trente-cinq mille habitants. Il y avait trois élections à faire dans chaque département. Aux premières élections, désignées pour le 5 mars 1842, on devait nommer un électeur sur cinq cents habitants. Aux secondes, désignées pour le 20 du même mois, vingt des premiers électeurs nommaient un électeur départemental. Enfin, le 1er avril 1842, les électeurs départementaux procédaient à l'élection des députés. Les députés devaient se réunir à Mexico le 1er juin, et nommer huit jours après le président, le vice-président et les secrétaires. Le lendemain, l'installation du congrès et celle du pouvoir exécutif avaient lieu officiellement.

Les amis de Santa-Anna le blâmaient de ne pas garder les pouvoirs discrétionnaires que lui conférait le plan de Tacubaya, et de vouloir d'un congrès et d'une constitution qui, comme les précédents et l'expérience de vingt ans l'avaient prouvé, devaient embarrasser sa marche et continuer les malheurs de la patrie. Mais Santa-Anna n'aimait pas la responsabilité du pouvoir absolu ; il aimait trop sa solitude et ses plaisirs de Manga-de-Clavo, pour accéder à ces insinuations; puis, il espérait toujours que le régime constitutionnel finirait par implanter l'ordre et la régularité dans le pays. On verra bientôt combien ses espérances furent vaines ; en attendant, je dois publier des extraits de sa correspondance pour montrer quelles étaient ses principales préoccupations d'alors.

Adrien Woll, récemment nommé général en chef de la seconde division, se préparait à marcher sur le Texas, dont le Mexique avait toujours à se plaindre. Santa-Anna écrivit au général, le 28 janvier 1842... « Quant aux ordres qui vous ont été communiqués et le mouvement que je vous ai ordonné d'exécuter sur le Bejar, vous devez comprendre que le moment est venu de prendre les premiers l'initiative contre les aventuriers du Texas. Il y a déjà longtemps que nous dormons dans les bras de l'infamie et de la dégradation, grâce à l'ineptie et à la poltronnerie d'un général qui s'intitulait second en chef, et à l'apathie de l'ancienne administration, tandis que les Texiens ne cessaient de travailler pour s'assurer nos terres; mais il n'était pas possible de continuer ainsi, et le gouvernement s'efforcera puissamment de dissiper et de détruire ces odieux ennemis de la nation. — A. L. de Santa-Anna. » — Le 15 mars, à la suite de nouveaux ordres, il ajoute... « Vous qui connaissez mon caractère, vous comprendrez combien je suis mortifié de la lenteur des mouvements contre les Texiens et de ce que les frontières n'ont pas été mises en état de défense, comme je l'avais ordonné... Le gouvernement sait que les ennemis de la nation ont placé leurs mines à Matamoros. »

En effet, les difficultés rencontrées par le général Woll, pour organiser son expédition, paraissaient insurmontables. Le général Arista, Canalès et toutes les autorités supérieures, civiles et militaires du Tamaulipas, s'enrichissaient par la contrebande avec les Texiens, et paralysaient les efforts du commandant en chef; quand il demandait de l'argent à l'administrateur de la douane, par ordre du gouvernement, on lui répondait qu'il n'y en avait pas. Arista en avait bien trouvé, avant d'être remplacé dans son commandement par le général Woll, mais c'était à des conditions usuraires qui parurent fort suspectes à tout le monde... « Les ordres ont été donnés, écrivait à ce sujet Santa-Anna, le 30 mars, pour que le crédit du général Arista reste couvert, payant à M. Marks les dix mille piastres qu'il lui a

prêtées, à la condition qu'on lui en rendrait vingt-sept mille! » Le général Woll dut engager son crédit et faire usage de ses propres ressources pour avancer et compléter les sommes dont il avait besoin et que les autorités locales disaient ne pouvoir lui donner. Agir comme Arista, lui parut indigne d'un homme d'honneur.

La correspondance de Santa-Anna pendant les mois de mars et d'avril est remplie de curieux détails sur les préparatifs de cette campagne et les moyens d'en assurer le succès. Les conseils et les encouragements se mêlent à l'indignation contre les Américains, formulée en termes éloquents et très énergiques. Dans ses lettres intimes, Santa-Anna révèle un patriotisme qu'on ne retrouve jamais, à pareil degré, chez aucun Mexicain. Il tenait à ce que le général Woll fît une invasion à San-Antonio, à Goliad, à Tepano, à la tête de huit cents cavaliers, ayant chacun un cheval de rechange, pour enlever tous les petits détachements américains. Le général Arista retardait indéfiniment cette expédition par des manœuvres déloyales. On aurait dit, et l'on disait en effet, qu'il était acheté par les Texiens, pour faire avorter l'entreprise de son gouvernement. Au moment de partir, Arista renvoya tous les chevaux dans l'intérieur. Santa-Anna n'osa pourtant pas retirer le commandement de sa division à son ami, et pria le général Woll de se mettre en route quand même... « Le manége tenu par M. Arista, écrivait-il le 13 août, ne m'est pas inconnu, ni celui qu'il pourra tenir plus tard à Mexico; mais ce monsieur n'est pas de ceux qui savent se suffire à eux-mêmes, et je condamne d'autant plus sa conduite qu'elle n'est pas des plus honorables. »

Déjà le 20 juillet, Santa-Anna écrivait au même général... « Vous savez qu'il a été envoyé des ordres pour former une investigation progressive sur l'emploi des quatre-vingt onze mille piastres envoyées au général Arista, » — pour l'expédition du Texas et dépensées on n'a jamais su comment. — « Ce monsieur, récompensé comme il ne le méritait pas, a

agi d'une manière infâme, tandis qu'il aurait pu, par des services réels, se rendre digne des faveurs qui lui ont été accordées. » Dans une autre lettre du mois de mars 1843, Santa-Anna demande une nouvelle enquête pour savoir ce que sont devenus les chevaux que le général Arista avait fait acheter, pour le compte du gouvernement, dans ses propres haciendas, et d'autres dont l'achat avait coûté des sommes énormes, et qu'on ne put retrouver lorsque son commandement lui fut enlevé. A l'époque où ce général commandait les frontières du Rio Grande, il s'improvisa une fortune considérable; on croyait communément que les fonds publics y entraient pour une bonne part, au détriment de l'armée et du service national. Cette petite digression était nécessaire pour juger un homme qui jouera bientôt un rôle très important dans son pays.

A peine les élections pour la nomination des députés se terminaient-elles, que les amis de Santa-Anna s'aperçurent que le président avait eu tort de tant se presser pour avoir un congrès. La dictature avait été mal définie dans le plan de Tacubaya; elle ne s'y trouvait proclamée que d'une manière implicite; on essaya de l'ériger formellement. La première trace de ce projet se voit dans la lettre suivante du général Ampudia adressée au général Woll qui n'était pas encore parti pour le Texas. Cette lettre, en tête de laquelle on lit : — Très réservée, — commence ainsi : « Mon cher Pilade, Matamoros, 9 mai 1842, — Je viens de recevoir une longue lettre de Mexico, signée par D. Antonio Maria Landero..., actuellement employé au ministère des finances... un des alliés de notre illustre ami le général président. Il commence par me parler, dans cette lettre, de l'état gardé par la nation, quand le plan régénérateur de Paredès fut secondé par nous autres et tout le pays. Il dit que les améliorations qu'on pouvait espérer, en conséquence d'un tel changement de choses, vont disparaître bientôt, parce que la faction fédérale a triomphé dans les élections de presque tous les départements. Un tel malheur causera des maux

infinis à la patrie, et nécessitera un remède énergique et prompt. Enfin, l'on m'invite à une révolution qui a pour objet la proclamation du plan dont je t'envoie la copie.

« Je viens d'écrire au général Santa-Anna, en lui envoyant une copie de ces deux documents, le priant de me donner des instructions pour agir avec plus de sagesse et de maturité. Je t'en fais part dès à présent pour ta gouverne. J'ai fait la même chose pour Rivas... qui m'a écrit que la démagogie levait déjà la tête...

« Les nouvelles de l'ennemi sont les suivantes : aux environs du rancho de Kynny, il y a deux cents fantassins et soixante cavaliers; dans le Copano, deux cents, et à la Balise cinq cents. Il en attendait, il y a quatre ou six jours, cent cinquante de plus, venant par eau de Galveston. Les chefs annonçaient que dans trois semaines, ils réuniraient trois mille hommes pour attaquer cette place.—Pedro Ampudia. »

Dans le plan auquel il est ici fait allusion, Santa-Anna était déclaré chef suprême des troupes et de la nation, à vie. Quant à ses pouvoirs, ils n'avaient d'autres limites que le maintien de la religion catholique, apostolique et romaine, l'indépendance et l'intégrité du territoire. Santa-Anna se trouvait, selon son habitude, à la campagne et le général D. Nicolas Bravo gouvernait alors pour lui. Obliger un homme qui ne pouvait s'asseoir sur le fauteuil présidentiel que par l'entremise d'un remplaçant, et ne l'occupait pas vingt-quatre heures sans l'abandonner; l'obliger à l'occuper toujours, lorsqu'il passait sa vie à le déserter, était un projet insensé; aussi, Santa-Anna le découragea et le fit avorter. L'affaire du Texas l'intéressait davantage que ce surcroît de pouvoir, dont on voulait le charger malgré lui.

Enfin, le général Woll, pressé par la saison des pluies et par le président, se mit en route avec treize cents hommes pour San-Antonio. Afin de ne pas donner l'alarme aux Texiens, il s'avança dans le nord, traversa le Nueces et le Rio-Frio, non loin de leurs sources; de la sorte, il évitait des combats inutiles et les difficultés du passage de ces

rivières qui, à cette latitude, pouvaient être franchies à gué. La route qu'il traça dans ces déserts, prit son nom qu'elle a conservé depuis : — *General Woll's road*. Il arriva à l'improviste devant la ville de San-Antonio, musique en tête. Ses musiciens, étonnés de n'avoir pas entendu siffler une seule balle pendant ce long voyage, et, naïfs à l'excès, n'attendent pas les ordres du général pour se mettre à couvert; ils pénètrent dans les rues, à la faveur d'une brouillard épais, et font entendre les airs nationaux, à grand renfort de grosse caisse et de trombone. Ce n'était guère le moyen de surprendre l'ennemi. Les Texiens, ainsi avertis par la musique mexicaine, accourent en toute hâte, et font feu au hasard; la musique, fortement endommagée par les balles de l'ennemi, se sauve comme elle peut. Le général Woll se met alors à la tête de ses soldats, enlève la ville d'assaut, puis l'Alamo, où les Texiens se sont réfugiés, et leur fait cent cinquante prisonniers qu'il ne fusille pas, malgré les ordres qu'il avait reçus.

Le lendemain, 12 septembre 1842, le général lance une proclamation aux habitants pour les rassurer, leur garantir la vie sauve et le respect de leurs propriétés, la guerre n'étant faite que contre les insurgés armés; il terminait en disant que si les circonstances l'engageaient à quitter la ville sans y laisser de garnison, il ne la traiterait pas avec autant de générosité, dans le cas où elle se révolterait de nouveau. Le 18 septembre, il apprend que quatre mille ennemis viennent l'attaquer; le général vole aussitôt à leur rencontre, pour les battre en détail, seulement avec la moitié de son effectif, l'autre moitié reste à San-Antonio. Au Salado, il se trouve en présence de mille Texiens embusqués dans la forêt. Traverser la rivière sur le flanc gauche de l'ennemi, l'attaquer et l'obliger à céder le terrain, fut l'affaire d'un moment. Sur ces entrefaites, un Texien rallié, le major Seguin vient annoncer que trois cents cavaliers ennemis arrivent sur l'arrière-garde. Alors, le général Woll forme brusquement deux petites colonnes de cent soixante dra-

gons qu'il place sous le commandement du colonel Montero. Une charge vigoureuse est ordonnée, mais le premier peloton de chaque colonne est tué ou blessé, dès l'ouverture du feu; le reste hésite. Le colonel court auprès du général Woll lui demander des cartouches. — « Pas de cartouches à la cavalerie qui a des sabres et des lances! répond le général, pied à terre! qu'on me suive et en avant! » L'ordre est exécuté et tous les Texiens furent sabrés ou tués à coups de lance; cinq prisonniers seulement échappèrent à la mort.

De retour à San-Antonio, le général reçut l'ordre de ne pas poursuivre la campagne, à cause de la saison, du manque de ressources, et de se retirer sur le territoire mexicain. Avant de partir, il organise un convoi de cent cinquante chariots traînés par des bœufs, pour les familles qui fuyaient les persécutions des Texiens, et les fait escorter pour les mettre en sûreté. Le 22 septembre, il arrive à Arroyo-Hondo, où il apprend que quatorze cents ennemis marchent contre lui. Ayant donné des escortes aux émigrants, aux prisonniers et aux blessés, il ne lui restait plus que cinq cents hommes ; néanmoins, il les dispose dans une embuscade, attend que les Texiens se soient avancés, puis il commande le feu. L'avant-garde ennemie surprise, épouvantée, prend aussitôt la fuite, met le désordre au centre, à l'arrière-garde et tout ce corps d'armée se sauve, laissant ses morts, ses blessés et des prisonniers sur le champ de bataille. Un officier et deux hommes seulement restent, se cachent et tentent d'assassiner le général en lui tirant deux coups de fusil; mais il le manquent et fuient ensuite de toute la vitesse de leurs chevaux.

Cette campagne, courte, rapide et glorieuse, fut approuvée comme elle méritait par le gouvernement de Mexico qui décréta une décoration pour les officiers et une plaque d'honneur pour leur général qui fut en outre nommé au commandement de l'armée du nord, en remplacement du général Isidro Reyes. Ce dut être dans le commencement d'octobre que l'expédition mexicaine arriva sur le Rio Grande. Une

petite brochure fut imprimée en octobre 1842, à Saltillo, ayant pour titre : — « Renseignement historique sur la réception faite au général D. Adrien Woll et à la seconde division de l'armée du nord, dans la ville de S. Fernando de Rosas, par S. Exc. le général en chef D. Isidro Reyes, avec son état-major et la brigade de réserve. » — Cette brochure donne des détails fort curieux sur le cortége, le char de triomphe et les fêtes célébrées en l'honneur du vainqueur. Une lettre du général Woll, adressée au président Santa-Anna pour lui demander au nom de l'humanité et à titre de récompense, la vie sauve des prisonniers, porte la date : — « Rio Grande, 9 octobre 1842, » — c'est à dire vingt-huit jours après la prise de San-Antonio. La brochure et cette lettre sont les deux seuls documents qui m'indiquent à quelques jours près la rentrée de cette expédition dont les histoires mexicaines ne parlent pas. La correspondance de Santa-Anna, du mois d'octobre de cette année, respire la joie la plus franche sur les succès de cette campagne. Au mois de novembre, de son hacienda de Manga-de-Clavo, il ne cessait de s'occuper de cette expédition, si bien commencée, et qu'Arista ainsi que le nouveau gouvernement rendirent inutile.

Le 19 novembre, D. Josè Maria Tornel, ministre de la guerre, envoya aux principaux commandants militaires une lettre circulaire relative à la constitution préparée par le congrès. Voici ce que dit cette lettre : — « Je vous envoie un exemplaire du projet de constitution présenté par le congrès, afin que vous l'examiniez avec cet intérêt que vous ont toujours inspiré les affaires desquelles dépend le sort de la patrie. Donnez-moi votre opinion sur son opportunité et sur les bienfaits ou les maux qu'elle peut causer pour établir la liberté, sans préjudice de l'ordre.

« Le gouvernement espérait que le projet serait rejeté, parce qu'il le considère comme le code de l'anarchie et qu'il n'organise rien autre que la désobéissance ; mais il y a dans le congrès une majorité qui, sous le prétexte du progrès,

accélère la destruction de la société, et l'a approuvé dans son ensemble. Maintenant, avec une précipitation scandaleuse, elle approuve aussi tous les articles en particulier; de sorte qu'avant un mois, on aura lancé ce boute-feu qui causera plus de maux que la constitution de 1824, et fera triompher la démagogie intolérante et cruelle de 1828 et 1833... — J. M. Tornel de Mendivil. »

Cette constitution, proclamée le 12 juin 1843, sous le titre de : Bases de l'organisation politique de la république mexicaine, Canalizo étant vice-président, n'était qu'un piége tendu dès le mois d'avril, au gouvernement, par les députés libéraux. Ils avaient promis à Santa-Anna leur concours s'il consentait à leur laisser faire une constitution. Le président, très constitutionnel lui-même, et n'aimant pas gouverner, se laissa facilement persuader. Cette conduite était d'autant plus habile de la part de Santa-Anna, qu'on ne pouvait pas l'accuser d'avoir trompé la nation et empêché la réunion du congrès d'après le plan de Tacubaya. Dans les Bases organiques, il est déclaré que le Mexique adopte la forme du système populaire représentatif pour son gouvernement; que le territoire sera divisé en départements; que le pouvoir politique réside dans la nation; que la religion catholique est la seule professée et la seule protégée à l'exclusion de toutes les autres; que l'esclavage n'est pas permis, et que personne ne sera poursuivi pour ses opinions ni soumis à d'autres impôts que ceux imposés par les lois... Le pouvoir législatif résidait dans un congrès divisé en chambre des députés, sénat et un troisième corps appelé députation permanente, formé de quatre sénateurs et de cinq députés. L'office de ce dernier était de convoquer les sessions extraordinaires du congrès, de recevoir les certificats de l'élection du président, des sénateurs, etc. Le pouvoir exécutif était confié à un président, élu pour cinq ans...

Par cette constitution, le gouvernement, tout central qu'il était, devenait une machine politique tellement compliquée, qu'elle laissait mille petites portes ouvertes à la corruption

et à l'arbitraire, de sorte que les petites ambitions et la cupidité privée s'y trouvaient à l'aise. Santa-Anna refusa de sévir contre les administrateurs, dans la crainte de s'en faire des ennemis; il en destitua même plusieurs parfaitement honnêtes pour les remplacer par des administrateurs infidèles. Les prétextes qu'il donnait pour agir ainsi sont assez spécieux pour mériter d'être connus. Lorsqu'un navire marchand arrivait en vue d'un port mexicain, le capitaine et ses commanditaires allaient trouver le directeur de la douane et lui offraient une somme importante afin d'obtenir une diminution considérable sur le prix à payer pour les droits d'entrée. Le directeur acceptait ordinairement. Quand, par hasard, ce directeur était honnête et refusait, le capitaine remettait à la voile et portait plus loin ses marchandises qu'il introduisait par contrebande sur le territoire mexicain. L'honnêteté d'un directeur de douane amenait donc le vide dans la caisse et la souffrance dans le commerce. Dans presque toute l'administration ce manége se reproduisait, soit pour les recettes, soit pour les impositions, soit pour les fournitures. Il n'en aurait pas été ainsi, si le gouvernement avait eu des hommes pour empêcher la contrebande, et des inspecteurs fidèles pour surveiller les employés; mais avec les révolutions continuelles dont souffrait le pays, il était difficile d'introduire la moralité parmi les individus, et l'ordre dans les finances. On comprendra maintenant pourquoi le gouvernement mexicain témoignait une certaine faiblesse pour les administrateurs infidèles qui s'enrichissaient, mais apportaient de l'argent au trésor, tandis que les employés honnêtes, mal ou point payés du tout, s'appauvrissaient et produisaient le vide dans les caisses de l'État.

Comme il suffisait d'attaquer un rouage de cette machine politique pour arrêter tout mouvement, et que le patriotisme des gouvernants et des gouvernés n'était que de l'égoïsme personnel, aucun gouvernement n'avait de chance de durée. L'ordre n'est possible qu'avec la moralité qui le respecte et la force qui le sanctionne. Au Mexique, le pouvoir exécutif

n'a jamais eu de force, car malgré son contrôle sur l'armée, cette armée ne lui obéissait que lorsqu'elle était bien équipée et bien payée, ce qui lui arrivait fort rarement; aussi, la trouvait-on toujours prête à donner son concours au premier général venu qui lui promettait piastres ou pillage. Sous la dictature de Santa-Anna, l'ordre régna pourtant un peu; les diverses branches de l'administration publique s'améliorèrent; les rentes furent payées avec assez d'exactitude, ainsi que les traitements des employés; l'armée, mise sur un meilleur pied, se disposait à envahir de nouveau le Texas, après avoir triomphé sous le général Woll; le commerce, et l'agriculture prospéraient. Le chemin de fer de Vera-Cruz à Medellin fut commencé; le théâtre de Santa-Anna fut construit; plusieurs autres travaux d'utilité publique furent achevés; il n'y eut ni emprunts forcés, ni expropriations, ni bannissements, ni condamnations à mort. De longtemps le Mexique n'avait joui d'autant de calme et de prospérité.

Ce bonheur relatif et précaire donna l'idée à certains personnages amis de Santa-Anna et patriotes, de proclamer le plan de Landero, révélé par Ampudia, et de laisser la dictature à Santa-Anna, tout en modifiant le premier projet. Le 9 décembre 1842, les généraux Ignacio Gutierrez, J. Maria Rincon et toute l'armée du département de S. Luis Potosi, firent un pronunciamiento, déclarant — « ne pas reconnaître le congrès constituant, pour avoir contrarié la volonté de la nation, par la promulgation de lois fondamentales qui s'éloignent autant de la constitution de 1824, comme des mesquines restrictions contenues dans la constitution de 1836. Dans le troisième article de cette proclamation, Santa-Anna était de nouveau reconnu président, et D. Nicolas Bravo vice-président. Les motifs de ce pronunciamiento sont détaillés dans un appel à la nation des plus remarquables. On y représente le congrès comme ayant manqué à tous les devoirs que lui imposait le plan de Tacubaya, au nom duquel il avait été convoqué, et l'on critique vivement les princi-

paux articles, déjà connus, de la constitution nouvelle. Ce mouvement ne fut pas plus secondé par le président que celui préparé par Ampudia et Landero; Santa-Anna permit la promulgation des BASES ORGANIQUES. mais peu de temps après, le congrès s'étant déclaré en guerre ouverte avec le pouvoir exécutif, il fut obligé de faire dissoudre la chambre par le général Bravo. L'exécution de cette mesure n'amena pas la moindre révolution.

La correspondance du général Reyes nous apprend que le général Woll, alors à Guerrero, à la veille de retourner au Texas, était menacé d'aller au Yucatan combattre les insurgés. Voici quelques extraits de ses lettres adressées au collègue qu'il avait si bien reçu à San Fernando. — « Saltillo, 28 février 1843. — On dit que les bateaux à vapeur sont arrivés à Matamoros pour transporter au Yucatan le général Woll, avec mille fantassins choisis... Je serais très contrarié si l'on vous envoyait au Yucatan où commande en chef Peña Barragan; on dit que Miñon et Morales n'ont pas voulu jurer les décrets sur la nouvelle réorganisation... Cela me paraît une fable... On dit aussi que du côté de Monterey, Ampudia s'est démis du commandement de l'armée... 2 mars... Je me réjouis de ce que le gouvernement ne vous a pas séparé du commandement de cette armée — celle de Rio Grande — parce que votre permanence dans ce commandement est un bienfait... et parce que les projets et vues de Canalès s'évanouiront, du moment où le général Arista, avec lequel il pouvait s'entendre, s'éloignant de ce théâtre, vous saurez le maintenir dans les limites que lui imposent les lois et le devoir.

« Je suppose que vous savez déjà que Mejia — D. Francisco — est arrivé mercredi avec cent soixante aventuriers texiens qu'il reprit et desquels seize doivent être fusillés. Les habitants ont fait une représentation à Mejia pour suspendre l'exécution, et ont envoyé une pétition au gouvernement pour qu'on leur accordât la vie. Mejia m'a consulté et comme vous connaissez mon opinion sur les fusillades, vous

saurez que je me suis uni aux Saltilleros et pense comme eux. Je vous connais trop bien pour douter un instant que vous n'approuviez ma conduite, étant sûr que vous auriez agi de même pour sauver la vie à ces seize diables. — Isidro Reyes. »

Ces Texiens dont il est question étaient des prisonniers qui se révoltèrent à Mier et parvinrent à s'échapper des mains des Mexicains, non sans avoir fait quelques victimes. Ce D. Francisco Mejia qui les avait repris était gouverneur et commandant général du Cohahuila et du Texas. Une lettre de lui, datée de Saltillo, 18 mars 1843, donne les détails suivants sur cette affaire... « Le gouvernement suprême, justement irrité contre ces ingrats qui ont si mal répondu au traitement hospitalier qu'ils reçurent dès leur arrivée à Mier, a décidé qu'ils seraient décimés et que ceux sur lesquels tomberait le sort fussent immédiatement fusillés. Mais à peine cet ordre eut-il transpiré dans la ville que je reçus des pétitions les plus humbles de l'assemblée départementale, de la municipalité, du clergé, des principaux habitants et des dames les plus notables de la ville qui suppliaient le suprême magistrat de la nation de commuer la peine méritée par ces colons. Dans ce pénible conflit j'ai envoyé ces pétitions au président par un courrier extraordinaire; en attendant la suprême résolution, j'ai reçu un autre ordre pour fusiller tous ceux qui seraient pris. N'ayant pas de troupes suffisantes, j'ai différé l'exécution. J'espère pendant ce temps recevoir la réponse que je désire. — Francisco Mejia. »

Cette réponse fut clémente; mais Santa-Anna détestait tellement les Américains, comprenant qu'ils étaient les plus mortels ennemis de sa patrie, qu'il aurait toujours voulu faire fusiller ceux qui tombaient en son pouvoir, et ce n'est qu'à son corps défendant qu'il leur faisait grâce. Le général Almonte, alors ministre du Mexique aux États-Unis, écrivit de Washington le 7 avril 1843, au sujet de ces flibustiers... « Les Texiens ont perdu les sympathies de ce pays et doivent espérer peu de secours dans la prochaine querelle avec

nous; il est nécessaire de profiter d'une si belle occasion, c'est ainsi que je l'ai dit à notre aimé Santa-Anna. » — Le président en profita, en effet, et donna l'ordre au général Woll d'envahir le Texas avec mille hommes. Presque toutes ses lettres du mois de juin se rattachent à cette expédition et aux ennuis causés au gouvernement par le général Ortega, pour avoir entravé la formation d'un camp retranché et de barraques pour l'armée à Sabinas, point situé entre le Rio Grande et le Nueces. Cette campagne ne se fit pourtant pas, mais avant d'en indiquer les raisons, je dois citer une lettre de Santa-Anna au général Woll, datée du 21 juin et dans laquelle il donne des renseignements également inédits, sur les événements du Yucatan.

« ... La capitulation du général Peña est positive et les journaux en auront déjà donné les détails. Il est impossible de trouver des paroles capables d'exprimer l'indignation que m'a fait éprouver la honteuse et inattendue conduite de ce général, chargé du commandement d'une si belle division, à la tête de laquelle il pouvait enfoncer les portes de la gloire. Mais il ne l'a pas voulu; il a préféré s'ensevelir dans la fange de l'ignominie, prolongeant la guerre par sa lâcheté et son ineptie, et obligeant la nation à faire de nouveaux sacrifices. Elle les fera sans doute, à l'entrée de l'hiver prochain, parce qu'une fois le dessein manifesté de remettre sous l'obéissance le département rebelle du Yucatan, il ne sera pas abandonné. Ainsi l'exigent l'honneur national et l'intégrité du territoire.

« Je désire que l'on règle à Matamoras les affaires de la douane, dont les produits doivent servir à l'entretien de la première brigade. Je ne puis moins faire que de croire qu'il y a là-bas beaucoup de désordres auxquels il faut couper court immédiatement, si nous voulons qu'un jour il y ait de la régularité dans le recouvrement et la distribution des revenus. L'économie est une affaire des plus importantes que je vous ai recommandées, et je ne doute pas que vous vous en acquitterez avec l'efficacité et l'honorabilité dont vous

avez déjà donné tant de preuves. Faites à votre discrétion rendre des comptes à tous les fonctionnaires, sans craindre ni les murmures, ni la critique de personne. Soyez inflexible envers ceux qui malversent ou donnent aux trésors de l'État une destination illégale, et soyez sûr que le gouvernement vous appuiera dans tout ce qui tendra à systématiser la comptabilité militaire et augmenter les ressources du trésor public... — A. L. de Santa-Anna. »

Ces recommandations étaient faites, mais il aurait fallu sévir contre les délinquants, dont on lui révélait les manœuvres frauduleuses; Santa-Anna, par faiblesse, n'osa jamais procéder contre eux; aussi l'accusa-t-on de connivence maintes fois,—quand il n'était pas au pouvoir.—A ce sujet, je me rappelle que souvent les généraux commandant en chef, négociaient, à raison de 3 % de bénéfice, les sommes qu'ils recevaient en piastres neuves pour payer leurs brigades ou leurs divisions. Une fois à Matamoros, le général Woll commandant l'armée des frontières avait mis en adjudication les fournitures de l'armée; par cette mesure, il obtint pour le compte du trésor un bénéfice de 13 %, sur le prix ordinaire de ces fournitures, le général Arista, alors à Mexico, réussit, à force d'intrigues auprès de la famille et des amis de Santa-Anna, à faire révoquer ce contrat et en approuver un autre qui donnait 25 % de bénéfice aux fournisseurs en sus du prix ordinaire, ce qui faisait une différence de 38 %, sur le prix obtenu par le premier contrat. Ces faits monstrueux étaient assez communs et connus de Santa-Anna qui n'eut jamais le courage de les empêcher.

Quant à l'affaire du Texas, elle était entrée dans la voie des négociations. Les Texiens étaient alors assez mal considérés par le gouvernement de Washington qui les regardait comme des flibustiers indignes de sympathie ; peut-être aussi se doutaient-ils que ce gouvernement voulait s'annexer leur territoire et le mettre à la raison. De ce côté, ils ne pouvaient s'attendre qu'à leur annexion, c'est à dire à la

perte, sinon de leur indépendance, au moins de leur situation privilégiée. Ils étaient en guerre avec le Mexique, mais au moins, ils avaient l'espérance de conserver tous les bénéfices de leurs priviléges, en se liant avec cette république; ils auraient même accepté de rentrer sous la domination mexicaine, pourvu que cette domination fût simplement nominale et leur laissât toute leur indépendance politique. Cette situation des esprits et des intérêts du Texas décida les autorités de cette république à entamer des pourparlers avec le gouvernement mexicain.

M. Doyle, chargé d'affaires de S. M. britannique communiqua au président par intérim des propositions apportées par l'avocat texien Robinson, pour faire cesser la guerre entre le Mexique et le Texas. A la suite de ces propositions, on régla une suspension d'armes pour donner aux délégués le temps et la facilité de traiter de l'amnistie et de la réunion du Texas au Mexique. Le ministre de la guerre, M. Tornel, envoya copie de ces conventions préliminaires au général Woll pour l'informer de ce qui se passait et lui donner des ordres relativement à cette affaire. Santa-Anna, de son côté, lui écrivit le 12 juillet 1843... « Par les ordres et autres documents qui vous ont été adressés du ministère de la guerre, vous savez que les hostilites entre la république et ce département, — le Texas, — ont été suspendues pendant le temps que dureront les pourparlers qui doivent avoir lieu pour mettre fin à la guerre et rétablir les rélations détruites par l'ambition et l'avarice de quelques aventuriers. La base de l'union sera la reconnaissance explicite de la souveraineté nationale et la soumission au gouvernement. Si nous sommes dans les meilleures dispositions pour établir la paix, nous avons aussi l'énergie et la ferme résolution de prolonger la guerre jusqu'à ce que les droits de la république soient reconnus et sauvés.

« Néanmoins, le temps ne sera pas perdu, parce que vous pouvez organiser, en conformité avec les vues du gouvernement, la section des mille cavaliers qui devaient opérer

sous vos ordres, dans l'intérieur du Texas... — A L. de Santa-Anna. »

Les correspondances et les proclamations de Samuel Houston et du général Woll nous apprennent que le 4 septembre les deux républiques s'étaient également entendues pour relâcher les prisonniers. Les délégués texiens n'arrivèrent à Matamoros que le 18 octobre; ils motivèrent ce retard par les pluies qui rendaient les routes impraticables. Le général Woll, pour éviter les fâcheuses influences d'une ville révolutionnaire comme l'était Matamoros, désigna la petite ville de Loredo pour y tenir les conférences. Il avait obtenu que le Nueces fût considéré comme limite naturelle du Texas, et que le mot territoire fût substitué à celui de république qui blessait les oreilles mexicaines, l'indépendance du Texas n'ayant jamais été reconnue par le Mexique. Le 2 janvier 1844, les conférences n'étant pas terminées, Woll reçut l'ordre du président par intérim de reprendre les hostilités le 1er mars, si le 28 février les délégués n'avaient pas conclu d'arrangement. Par une lettre du 3 janvier, les commissaires texiens acceptèrent ce délai. Enfin, le 15 février 1844, le général D. Antonio Maria Jauregui et le colonel D. Manuel Maria Landeras, pour le Mexique, G. W. Hockley et Samuel Williams pour le Texas, signèrent à Sabinas, quartier du général Woll, un armistice qui devait durer jusqu'à la signature du traité de paix. D'après l'article 4 de cet arrangement, les commissaires texiens devaient aller à Mexico conclure le traité de paix aussitôt qu'ils en auraient reçu les pouvoirs.

Tandis que cette amnistie se traitait sur les frontières, le congrès texien, influencé par les États-Unis, votait, presque à l'unanimité, l'annexion du Texas à la république américaine. Ce vote fut aussitôt expédié à Washington et soumis au sénat qui l'approuva par une majorité de quarante voix contre neuf. Houston était très ennuyé de cette mesure, car il espérait que l'indépendance du Texas serait reconnue par le Mexique ; ce qui lui paraissait préférable à l'annexion aux

États-Unis. Voulant gagner du temps pour ne rien précipiter, il laissa les délégués sans pouvoir pour aller traiter à Mexico et n'entrava pas le congrès dans ses démarches à Washington. Santa-Anna, en apprenant cette conduite des Texiens, entra dans une violente colère, et le 10 juin 1844, il écrivit la lettre suivante au général Woll :

« ... Le mois de mai s'étant passé, sans qu'il soit venu du Texas les délégués pour traiter de la pacification de ce département, selon les stipulations arrêtées pendant l'armistice qui a eu lieu, il y a trois mois, les hostilités doivent recommencer et j'espère que vous aurez agi de la sorte sans avoir attendu de nouveaux ordres du gouvernement. Par cette lettre, je vous prie d'organiser des corps de cavalerie... et d'infanterie, pour attaquer l'ennemi de toutes les manières... La perfidie avec laquelle se sont conduits les Texiens, montrent d'un côté le désir de traiter avec Mexico pour terminer l'état de guerre, et, de l'autre, faisant des conventions avec les États-Unis qui tendent à consommer l'usurpation la plus criminelle et la plus scandaleuse des temps modernes, oblige la république mexicaine à tenir ces hommes sans foi, sans la moindre considération. Il faut commencer la guerre avec vigueur ; une armée respectable sera bientôt dans les campagnes du Texas avec tous les éléments nécessaires pour faire triompher les droits nationaux profondément blessés. — A. L. de Santa-Anna. »

Le général Woll n'avait pas d'argent et pas assez de troupes pour commencer cette campagne; les autorités mexicaines civiles et militaires paralysaient son activité et lui suscitaient, par la contrebande, les contrebandiers et les Indiens, des embarras inouïs. Quoique sans ressources, il n'était point resté inactif. Son camp de Sabinas avait été fortifié, des barraques assuraient un abri confortable à ses soldats, des jardins leur procuraient des légumes, il sut en un mot veiller à leur instruction militaire comme à leur entretien avec une sollicitude d'autant plus remarquable que ses moyens pécuniaires étaient excessivement limités. Ne vou-

lant pas laisser les frontières devenir la proie des contrebandiers et le théâtre de désordres continuels, il institua un corps d'explorateurs, chargés de poursuivre les contrebandiers et les malfaiteurs protégés par Arista et Canalès. Il confia l'organisation de ce corps au colonel Crisanto de la Peña, homme d'une activité peu commune et d'une grande intelligence.

Le 15 janvier 1844, ce colonel lui écrivit de Guerrero : « Sur la liste des soldats que je vous envoie d'office, pour la compagnie des explorateurs, il n'y a pas tous ceux que je croyais, parce qu'au moment de commencer à les réunir, j'eus un différend avec le juge de cette ville par rapport à cette compagnie. Ce monsieur est un des principaux contrebandiers de ce pays, et cherche les moyens de laisser les choses dans l'état où elles se trouvent, afin de pouvoir continuer ses forfaits, de sorte qu'il est devenu mon ennemi et ne perd pas un instant pour me faire du mal, ni aliéner les habitants et beaucoup de soldats, comme il y a déjà réussi... » Suivent des détails sur l'organisation de cette compagnie, les embarras suscités par les autorités intéressées dans la contrebande, et sur des convois considérables de contrebande sortis de Reynosa et de Camargo sous la protection de Canalès.

Le 5 mai suivant, le colonel Crisanto Peña, à la tête d'un détachement d'explorateurs remontait le Rio-Grande pour veiller sur un convoi de contrebandiers, commandé par Canalès, et qui lui avait été désigné dans les environs de Camargo. Attiré dans un guet-apens, il fut massacré avec tous ses soldats ; son lieutenant, D. Eugenio Gonzalez, resté en arrière, put se sauver à la nage, et fit avertir le général Woll et le sous-préfet de Mier, D. Isidro Garcia, de cet assassinat. Canalès, ignorant cette circonstance, mais apprenant qu'un de ses serviteurs, anciennement attaché à ce sous-préfet, s'était sauvé le lendemain du meurtre du colonel, envoya deux assassins à Mier. Au milieu de la nuit, ils frappèrent à la porte de D. Isidro Garcia, et demandèrent à lui remettre une

dépêche du général Woll. Le sous-préfet, sans méfiance, se leva de son lit, alla à la rencontre de ces misérables qui le tuèrent de deux coups de revolver et se sauvèrent à Camargo auprès de Canalès.

Ces deux événements produisirent une douloureuse sensation sur les frontières. Le général D. Ignacio Gutierrez, qui commandait le Tamaulipas, écrivit à ce sujet au général Woll, la lettre suivante, en date du 1er juin 1844 : ... « J'ai appris, par le préfet de Matamoros, l'horrible assassinat commis sur le très honorable sous-préfet de Mier et sur le colonel Crisanto Peña, ainsi que la conduite de Canalès J'ai délégué M. Lara pour se rendre dans cette ville et examiner les moyens de châtier les coupables. J'ai pareillement envoyé des dépêches au gouvernement pour qu'il fixe sérieusement son attention sur la frontière du nord, avant que l'étincelle produise un incendie difficile à éteindre, pour que l'ingrat Canalès soit enfin vu sous ses vraies couleurs, lui faire quitter cette frontière, et finalement envoyer quelques secours aux troupes qui sont depuis tant de temps dans une aussi profonde misère. — Ignacio Gutierrez. » —

D. Isidro Reyes, alors ministre de la guerre, expédia l'ordre au général Woll de diriger Canalès sur Mexico pour y être jugé. Cet ordre, daté du 7 juillet, arriva à destination au moment où le général allait faire fusiller ce monstre et débarrasser ainsi le gouvernement et la frontière d'un de ses plus grands malfaiteurs. Canalès se sauva de Mexico, sans attendre son jugement, comme nous l'apprend une lettre du président par intérim, D. Valentin Canalizo, adressée au général Woll. Dans cette lettre datée du 23 novembre, Canalizo commence par s'étendre longuement sur la conduite du général Arista, accusé de concussion, d'avoir vendu à son corps d'armée, à des prix très élevés, les produits de son hacienda, lesquels produits n'avaient été livrés qu'en partie... « Je suis convaincu, dit le président, qu'il est lié au agents de la révolution... Pour le moment, il est indispensable que par aucune considération vous ne cessiez

de travailler énergiquement contre quiconque tenterait de révolutionner cette frontière, — le Rio-Grande, — redoublant de vigilance pour éviter également que Canalès ne lève l'étendard de la révolte, comme il en avait certainement l'intention en quittant la capitale, et comme je vous l'ai écrit d'office. Faites donc tout votre possible pour le faire prisonnier, tout en veillant sur M. Arista qui pourrait être d'accord avec lui... Le général Santa-Anna est aujourd'hui à Queretaro et sera promptement sur les révoltés qui, n'ayant que peu de troupes, ne livreront pas bataille à ce que je crois. — Valentin Canalizo. » —

Il eût été plus sage de laisser la loi avoir son cours, et de ne point faire venir de si loin un prisonnier aussi dangereux; mais on voit dans Santa-Anna de pareilles faiblesses se renouveler en bien des occasions où les mesures énergiques sont impérieuses. Son excessive indulgence pour Arista devint fatale au Mexique ; Santa-Anna avait donné l'ordre au général Woll d'envoyer Arista enchaîné à Mexico, parce qu'il était convaincu de sa défection, et qu'il voulait faire une enquête rigoureuse sur sa conduite. Arrivé dans la capitale, Arista sut circonvenir Santa-Anna de telle manière que celui-ci, loin de le mettre en jugement, l'envoya aux frontières prendre le commandement de l'armée du nord, à la place du général Woll. Le président crut se justifier de cette mesure, en disant qu'il agissait ainsi pour attacher au pouvoir ce général infidèle, mais plus tard, il manifesta le regret de ne pas l'avoir fait fusiller à Mexico. Les regrets viennent toujours trop tard. Arista de retour sur le Rio-Grande, retira l'armée de son campement de Sabinas, la dispersa dans les villes de Tamaulipas et Nuevo-Leon, abandonna de la sorte une magnifique position stratégique et laissa les frontières sans défense. Les Texiens, n'étant plus menacés, redevinrent plus insolents, et les États-Unis se préparèrent à se substituer aux colons, non plus pour demander l'indépendance du Texas, mais la frontière du Rio-Grande. Voici quelles furent les conséquences de la

conduite du gouvernement de Mexico envers Canalès et Arista.

On a vu, par la lettre de Canalizo, que le 23 novembre Santa-Anna se trouvait à Queretaro, prêt à livrer bataille aux révoltés ; en effet, le 5 novembre, Parédès avait de nouveau levé l'étendard de le rébellion à Guadalajara, et Santa-Anna marchait contre lui, se dirigeant sur Lagos, avec une belle armée destinée à la guerre du Texas. Parédès et les conservateurs demandaient la responsabilité effective du gouvernement provisoire, la suppression des contributions décrétées pour la guerre du Texas et la réforme immédiate des BASES ORGANIQUES. Dans un manifeste daté de Guadalupe-Hidalgo, 21 novembre 1844, c'est à dire au moment de son départ pour l'intérieur, Santa-Anna réfute habilement tous les prétextes donnés par les conservateurs pour allumer de nouveau la guerre civile, et franchement ce manifeste parle le langage le plus constitutionnel et le plus logique que l'on puisse désirer. Mais Santa-Anna commençait à se perdre dans l'opinion publique par ses faiblesses et ses irrésolutions; puis, il faut bien l'avouer, un homme qui gouverne toujours par procuration, loin de la capitale, finit par lasser la patience du peuple qui met naturellement sur son compte tout le mal qui se fait et tout le bien qui ne se fait pas.

Le 29 novembre, Canalizo décréta la suspension des séances du congrès; mais cet acte, loin de calmer les esprits, les irrita davantage. La ville de Mexico donna son adhésion au plan de Parédès; le congrès proclama la déchéance de Canalizo, déclara factieux le président constitutionnel et nomma président par intérim le général D. José Joaquin de Herrera. Ce même jour, 6 décembre 1844, le ministre des finances, D. Antonio Haro y Tamariz, celui des affaires étrangères, D. Manuel Crecensio Rejon, et celui de la justice, D. Manuel Baranda furent obligés de se sauver pour ne pas exposer leur vie ou leur liberté; Canalizo et le général Basada, ministre de la guerre, furent incarcérés. Le bas peuple courut au cimetière de Santa-Paula, exhuma du mo-

nument qui la renfermait la jambe perdue par Santa-Anna à Vera-Cruz et la traîna dans les rues. Santa-Anna apprit ces nouvelles à Lagos, au moment où il présidait une réunion de généraux; comme en cet instant tous les regards étaient fixés sur lui, il porta la main à sa jambe mutilée en s'écriant : — « Amis, cette blessure ne me faisait plus souffrir ; mais maintenant j'y sens une vive douleur. » Ces paroles ne dénotent-elles pas une âme vraiment patriotique qui mérite de l'indulgence pour bien des fautes.

Triste, accablé par les événements du 6 décembre, sans enthousiasme pour combattre les insurgés, Santa-Anna ne pensa plus qu'à se retirer à l'étranger. Il renonça à la présidence, fit demander son passe-port par le général D. Ignacio Sierra y Rosso, et se dirigea sur Puebla, en route pour Vera-Cruz. A Puebla, le 11 janvier, il fit ses adieux à son armée, forte de dix mille hommes, et par conséquent capable d'entrer à Mexico, s'il l'eût voulu ; ses vétérans désiraient l'accompagner jusqu'à Vera-Cruz, mais il n'accepta qu'une escorte qu'il congédia dans les parages des Vigas. En passant par la ville de Jico, le commandant de la milice rurale, le voyant seul avec ses domestiques, l'arrêta par ordre du commandant militaire de Jalapa, et l'envoya dans cette ville. Trois jours après il fut conduit à la forteresse de Perote et tenu au secret durant quatre mois. Enfin, condamné par le congrès à l'exil perpétuel et mis hors la loi, s'il rentrait au Mexique, il s'embarqua pour la Havane au mois de mai 1845.

L'élection du général Herrera, une fois confirmée après la chute de Santa-Anna, le nouveau président organisa le ministère de la manière suivante : le portefeuille des affaires étrangères fut successivement confié à D. Luis Cuevas et D. Manuel de la Peña y Peña ; celui de la justice à D. Mariano Riva Palacios D. Bernardo Conto et D. Demetrio Montesdeoca ; celui des finances à D. Pedro Echeverria, D. Luis de la Rosa et D. Pedro Fernandez del Castillo, et celui de la guerre aux généraux D. Pedro Garcia Conde, et D. Pedro Anaya. Le général Herrera était tout à la fois des

plus honnêtes citoyens et des plus dignes militaires du pays; mais il avait peu d'énergie. Cependant, il sut s'entourer d'hommes recommandables et parvint à réprimer, avec l'aide du colonel Uraga, l'insurrection de Rangel en faveur de Santa-Anna.

Dès son origine, cette administration montra une faiblesse qui devait la conduire à sa perte. Appelée à consolider le système de centralisation qui, depuis 1836, avait remplacé le fédéralisme, elle fut effrayée de l'ardeur avec laquelle les fédéralistes attaquaient ses actes. Elle ménagea tellement les hommes influents de ce parti qu'elle fut bientôt débordée et hors d'état de résister à leurs prétentions. A Matamoros, un certain Molano s'empara des rênes du gouvernement de Tamaulipas; Canalès se donna le titre de « commandant des villes, » sans être inquiété par Arista; puis, il fit arrêter le préfet qui se trouvait à Mier. Jésus Cardena fut nommé par le général Arista, préfet de Matamoros, à la place de celui que Canalès avait arrêté; les généraux de brigade de l'armée régulière n'étaient pas mieux traités par ces deux étranges personnages que les autorités civiles gouvernementales.

Tandis que le pouvoir exécutif laissait agir les factieux, sans même essayer de résister, l'ancien parti monarchique, qui s'était vu contraint de se fondre dans le parti centraliste, après la chute d'Iturbide, et qui d'ailleurs s'était résigné de très bonne foi au système républicain, dans l'espoir que le pays pourrait s'organiser d'une manière stable sous l'empire de ce système, crut devoir sortir enfin de sa longue léthargie. Les membres épars de ce parti se rapprochèrent, et, après s'être concertés, ils crurent que le moment était arrivé où leurs vœux se réaliseraient. Il fallait se hâter pour prévenir les fédéralistes. Le général Parédès fut choisi pour opérer cette révolution. Envoyé par Herrera contre les Américains qui s'avançaient dans le Texas pour envahir le Mexique, Parédès, de son quartier général de S. Luis Potosi, refusa obéissance au gouvernement, marcha sur Mexico

et entra dans la capitale sans coup férir, à la fin du mois de décembre 1845. Le 4 janvier suivant, il fut nommé président provisoire et décréta la convocation d'un nouveau congrès constituant.

Tout en abandonnant à la nouvelle assemblée la faculté de déterminer le mode de gouvernement qui devait désormais régir le pays, Parédès indiquait dans son manifeste que la monarchie seule pouvait le sauver de l'anarchie, lui assurer le repos dont il avait besoin, et la prospérité dont il possède les éléments. Le parti monarchique institua un journal, publia ses désirs, ses vues, et fit en peu de temps de grands progrès. Le plan de réforme de Parédès et la presse de son parti rappelaient les efforts inutiles faits par la nation pour se constituer sous le régime démocratique ; ils montraient que, livré aux ambitieux et à la soldatesque, le pouvoir se verrait toujours exposé aux mêmes phases révolutionnaires qui causaient la faiblesse du gouvernement et la ruine de l'État, tandis qu'un monarque étranger, soutenu par les cours d'Europe, serait une garantie de force et de paix à l'intérieur comme à l'extérieur.

Le parti monarchiste, composé des hommes les plus respectables par leur position sociale et leur moralité, de la généralité du clergé, et de citoyens intelligents, éclairés par l'expérience du passé, voulait se rattacher à l'Europe par un lien qui lui donnât des gages pour l'avenir. Il se flattait d'obtenir facilement pour souverain le rejeton d'une des grandes maisons de l'Europe. L'intérêt réciproque semblait justifier cette espérance. Consolider les institutions sociales au Mexique, c'était consolider les relations commerciales entre les deux mondes ; c'était donner des garanties aux nombreux capitaux engagés dans les mines du Mexique, c'était, en un mot, mettre un terme aux révolutions si fatales dans les transactions lointaines et fermer la porte aux abus qui occasionnaient de si fréquents débats entre les puissances étrangères et les gouvernements éphémères dont le Mexique subissait le joug.

Mais cette transformation ne pouvait s'opérer avec les seules forces du parti monarchique qui ne faisait alors que se réveiller, et ne désignait pas même, — au moins ostensiblement, — le prince qu'il appelait à régner sur le pays. On parlait, à la vérité, dans les salons de la capitale, du duc de Montpensier, nouvellement marié à l'infante doña Luisa Fernanda; la France et l'Espagne ne pouvaient étayer cette royauté; comme puissances catholiques, elles avaient les plus fortes sympathies du peuple mexicain; mais les circonstances ne permirent pas de donner suite à ces projets. Les États-Unis venaient de voter l'annexion du Texas et frappaient déjà aux portes du Mexique pour s'emparer de la frontière de Rio-Grande. Puis, il faut pourtant l'avouer, les monarchistes avaient bien un plan, mais il était vague, indéfini et peu réalisable alors. La majorité des citoyens blâmait Parédès d'avoir saisi le moment où son devoir l'appelait à combattre l'ennemi commun, pour renverser Herrera et proclamer des idées qui ne pouvaient qu'augmenter la division et la faiblesse de la nation. Parédès se justifiait en disant qu'Herrera et le congrès paraissaient décidés à traiter avec le cabinet de Washington la cession du Texas, ce dont le Mexique ne voulait à aucun prix, et qu'il n'avait fait que se ranger du côté de la majorité qui réprouvait la conduite du gouvernement dans cette affaire. Les républicains n'opposaient à la justification de Parédès que des raisons d'une médiocre valeur. Le plus grand tort du président n'était certainement pas l'idée de demander un souverain à l'Europe, mais bien l'inopportunité de cette mesure. Comme M. Gutierrez de Estrada, le nouvel apôtre de la royauté mexicaine avait parlé trop tôt ou trop tard, vouloir élever un trône à l'heure où les fautes de la république amenaient l'invasion américaine, était une de ces utopies comme le Mexique nous en offre tant d'exemples.

RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE

1846-1853

Aussitôt que le général D. Mariano Parédès de Arrillaja eut saisi les rênes du gouvernement, il s'appliqua à faire rentrer dans le trésor tous les fonds publics, à mesure qu'ils étaient perçus par les receveurs de la capitale et des départements; puis il suspendit les paiements qui n'étaient pas de première nécessité. Cette mesure, souvent prise par les gouvernements précédents, entraîna la banqueroute des agioteurs qui s'étaient le plus compromis. Sachant qu'il ne pouvait entreprendre une guerre sérieuse contre les Américains qu'autant qu'il aurait une somme suffisante pour mettre son armée dans les meilleures conditions possibles, il voulut avant de la faire entrer en campagne, l'équiper sur un bon pied. Toutefois, l'expédition ne fut retardée que de quelques mois. Dès qu'il vit un million de piastres dans ses coffres, il fit marcher ses troupes à la frontière sous le commandement du général Arista.

Parédès eut pour ministres des affaires étrangères D. Joaquin Castillo y Lanzas et D. Josè Joaquin Pesado; à la jus-

tice, D. Josè Luciano Becarra, évêque de Chiapas, et D. Josè Maria Ximénez; aux finances, D. Luis Parras, D. Manuel Gorostiza, D. Francisco Iturbide et D. Antonio Garay; à la guerre, les généraux D. Juan Almonte, D. Josè Maria Tornel, et D. Ignacio Mora y Villamil. Tous ces ministres firent une très courte apparition dans leurs ministères respectifs, le système fédéral ayant été substitué, le 5 août de cette même année, à la république centrale. Dans ce bref espace de temps, le général Parédès annula tout ce qu'avait fait et défait le général Valencia qui, dans le court interrègne écoulé entre la déchéance d'Herrera et la nomination de Parédès, c'est à dire en trois jours, s'était mis à la tête des affaires publiques, pour se faire payer quarante mille piastres, quelques arriérés dus à sa famille, et avait rendu plusieurs décrets arbitraires. Le président déploya une activité sans égale pour purger les routes des bandits qui les infestaient; il fit parcourir le chemin de Vera-Cruz à Mexico par des détachements de cavalerie, pour la sûreté des voyageurs; quelques voleurs furent pendus sur les lieux où ils avaient été pris. On assurait même que quinze moines voyageaient avec la cavalerie pour confesser les bandits immédiatement après leur capture, afin de ne pas retarder leur exécution. Parédès fit aussi fermer les maisons de jeu; les joueurs de l'armée pris en flagrant délit, perdaient aussitôt leur emploi. Le « dépôt des remplaçants » fut dissous, et ses agents reçurent des passe-ports pour les frontières. Enfin, il attaqua de front une multitude d'abus; mais il ne resta pas assez longtemps au pouvoir pour les arracher entièrement du sol de la république.

Des lettres particulières de cette époque font un triste tableau de la situation du Mexique au moment où la guerre allait éclater avec les États-Unis. Le Yucatan s'était déclaré république indépendante. La séparation de plusieurs autres provinces paraissait imminente. Les Américains avaient trois mille hommes de leur armée régulière sur le Nueces, abandonné par Arista. Ils se montraient jusqu'à Matamoros, et

les agents du gouvernement les recevaient de leur mieux. Ces agents, il est vrai, passaient pour seconder la séparation des frontières.—« Matamoros reste fidèle au gouvernement, me dit une lettre datée de cette ville, 14 janvier 1846, mais elle a ses vues particulières. Depuis longtemps, comme vous l'aviez prévu, Arista et ses dignes acolytes préparent la séparation de ce département, de l'union mexicaine... Aux dernières élections municipales, Giron, Capistran, Agapito Longono, Josè Maria Verra ont été nommés; comme vous le voyez, tous sont les champions de la révolution de 1838. Nous avions déjà pour préfet Jésus Cardena, et Canalès pour commandant des villes... On s'attend d'un jour à l'autre à voir proclamer la séparation du Nuevo-Leon, du Cohahuila, et de Matamoros qui formeront un État indépendant, et alors nous verrons à la tête de ce gouvernement Arista, Canalès, Jésus Cardena et autres *canailles* de ce genre. — Textuel.

« Mexico est divisé en plusieurs partis : les uns sont en faveur de Parédès, d'autres regrettent Santa-Anna, et le plus grand nombre sont des aspirants aux emplois lucratifs. Que deviendra ce malheureux pays au milieu de tant de crises? Nous avons à redouter l'anarchie. Peut-être avant longtemps aura-t-on besoin du bras du général Santa-Anna pour nous en sortir!... Le courrier arrivé hier soir nous apporte la nouvelle de l'entrée de Parédès à Mexico : Arista se trouve compromis jusque par dessus la tête; aussi travaille-t-il ardemment à la séparation... Après avoir confirmé Canalès dans son commandement, il lui a recommandé de s'entendre avec Mejia et de vivre en bonne intelligence ensemble. Mejia est tout à fait en faveur de Parédès et se serait déjà prononcé s'il n'avait à redouter le bataillon de sapeurs, commandé par Carasco. »

Par tous les renseignements déjà donnés sur le général Arista, on voit que Parédès eut dû faire n'importe quel choix, à l'exception de celui-là, pour commander l'armée mexicaine. Mais l'histoire du Mexique n'est-elle pas un tissu de fautes et de maladresses qu'on ne peut expliquer? Ce

n'était pourtant pas le moment d'en commettre de nouvelles. Le 11 mars 1846, les Américains, commandés par le général Taylor et campés au Texas, ayant reçu l'ordre d'avancer sur le Rio-Grande, quittèrent leur campement de Corpus Christi et se mirent en route pour Matamoros. Le 20 du même mois, Taylor arrive avec ses troupes sur les bords d'une petite rivière appelée le Colorado ; il y trouve un aide de camp du général Mejia qui lui remet une lettre de son supérieur, dans laquelle le général mexicain lui disait que le passage de cette rivière serait considéré comme une déclaration de guerre. Taylor passe outre, continue sa marche et arrive le 28 mars en face de Matamoros. Au lieu de se borner à l'envoi d'une lettre, les Mexicains auraient mieux fait d'empêcher le passage du Colorado; ils l'auraient pu; mais dans cette malheureuse guerre on ne voit qu'ineptie ou trahison. Le général Ampudia vint à Matamoros avec sa division du nord, et le 12 avril, il fit remettre au général Taylor une protestation contre la violation du territoire mexicain par les troupes américaines; il lui enjoignait de se retirer sur la rive gauche du Nueces dans les vingt-quatre heures, s'il ne voulait l'obliger à faire respecter l'intégrité du territoire par la force des armes. Le général Taylor répondit le même jour qu'il n'était qu'un militaire et que par conséquent il devait obéir aux ordres qu'il avait reçus de son gouvernement; que ses ordres lui disaient d'occuper le Texas jusqu'à la rive gauche du Rio-Grande, en attendant que les deux républiques s'entendissent sur les limites des frontières et que, naturellement, il ne pouvait pas rétrograder.

Le général Ampudia fit de nouvelles réclamations pour des actes arbitraires commis par les Américains à l'embouchure du Rio Grande contre les propriétés de plusieurs Mexicains de la rive gauche du fleuve. Les rapports s'envenimaient, les deux armées durent en venir aux mains. Le 24 avril, Arista vint prendre le commandement de l'armée mexicaine ; le même jour il écrivit une lettre particulière au général Taylor dans laquelle il lui dit : « — Votre urbanité,

aussi bien que les usages connus entre gentilshommes, m'engagent à vous saluer amicalement par cette communication privée, vous assurant que puisque le sort nous rend adversaires dans le conflit qui va s'ouvrir entre nos deux pays, les lois de la courtoisie qui règnent entre les généraux qui font la guerre selon les lois des nations civilisées, seront observées. » Une autre lettre du général Arista, datée du 26 avril et adressée au général Torrejon, nous apprend que ce même jour un fort détachement d'Américains commandés par le capitaine Thornton avait été enlevé sur la rive gauche du Rio Grande par le général Torrejon. Dès ce jour, il y eut de continuelles escarmouches entre les Mexicains qui passaient le fleuve au dessous de Brownsville et les Américains qui s'étaient retranchés dans un fort appelé Brown et construit à la hâte au sud de Brownsville, en face de Matamoros.

Afin de conserver sa ligne de ravitaillement avec les ports du golfe, le général Taylor avait laissé à Point-Isabella, le major Munroe et deux compagnies d'artillerie. Le 27 avril, les communications entre le fort Brown et Point-Isabella furent coupées par les Mexicains; pour les rétablir, le général Taylor partit avec son armée le 1er mai, laissant au fort le major Brown avec le 7e régiment de ligne et deux batteries d'artillerie. Les Mexicains profitèrent de cette circonstance pour bombarder le fort et s'opposer au passage du général Taylor. Le bombardement, commencé le 3 mai, démonta quelques batteries et tua un certain nombre d'Américains, parmi lesquels se trouvait le major Brown. Les batteries des deux camps n'étaient séparées que par le Rio Grande et se firent mutuellement assez de mal. Le 7 mai, le général Taylor laissa Point-Isabella pour revenir de nouveau sur les bords du Rio Grande. Le lendemain matin en traversant la plaine de Palo-Alto, il rencontra l'armée mexicaine rangée en bataille. Au moment où les Américains se trouvaient à six cents mètres environ de l'ennemi, les Mexicains commencèrent le feu. L'attaque fut molle, l'artillerie mexicaine, mal servie, fit peu de mal aux Américains, la cava-

lerie donna très peu, et l'infanterie presque pas. Le combat, commencé après midi, se termina à la chute du jour par la déroute des Mexicains. Voici sur cette bataille les rapports des deux généraux en chef, adressés à leurs gouvernements respectifs.

« Armée d'occupation, quartier-général, camp de Palo-Alto, Texas, 9 mai 1846. — Monsieur. — J'ai l'honneur de vous annoncer qu'hier j'ai rencontré les forces mexicaines, près de cet endroit, en venant de Point-Isabella, et, après une action d'environ cinq heures, je les ai délogées de leur position et j'ai campé sur le champ de bataille. Notre artillerie, consistant en deux pièces de dix-huit et deux batteries légères, fut l'arme presque exclusivement engagée ; c'est à l'excellente manière dont elle a été manœuvrée et servie que nous devons notre succès.

« La force de l'ennemi est estimée généralement à près de six mille hommes, avec sept pièces d'artillerie et huit cents cavaliers. Sa perte doit être d'environ cent hommes tués. Notre force, tout compris, n'excédait pas deux mille trois cents hommes, et notre perte est insignifiante. — Quatre hommes tués, trois officiers et trente-sept hommes blessés, dont plusieurs mortellement. — Z. Taylor. » —

Voici maintenant des extraits du rapport du général Arista.

— « Quartier général, Palo-Alto, en vue de l'ennemi, 8 mai 1846. — Excellence. — Constant dans mon projet d'empêcher le général Taylor de réunir les forces qu'il amenait de Point-Isabella avec celles qu'il avait laissées fortifiées en face de Matamoros, je quittai aujourd'hui le Ramireño et pris la direction de Palo-Alto... Arrivé en face de Palo-Alto à une heure, je vis l'ennemi qui se dirigeait sur cette position. A peine le premier coup de canon fut-il tiré, qu'arriva le général Ampudia, commandant en second, auquel j'avais ordonné de me rejoindre après avoir couvert les points qui pouvaient servir à assiéger l'ennemi dans les forts opposés à Matamoros. Les forces sous mes ordres s'élevaient à trois

mille hommes et douze pièces d'artillerie; celles des envahisseurs étaient de trois mille, plutôt moins que plus, et supérieures en artillerie, puisqu'ils avaient vingt pièces du calibre de seize et de dix-huit... L'attaque du général Taylor était plutôt défensive qu'offensive, n'employant que sa meilleure arme, l'artillerie... Je désirais charger, parce que le feu du canon nous faisait beaucoup de mal, et je donnai l'ordre au général Torrejon de charger à notre gauche avec la plus grande partie de la cavalerie, tandis qu'un autre exécuterait à notre droite le même mouvement avec quelques colonnes d'infanterie et le reste de la cavalerie.

« J'attendais le moment où ce général exécuterait la charge, et lorsque son effet commencerait à s'apercevoir, pour donner l'impulsion à la droite; mais il en a été empêché par le feu de l'ennemi... Quelques bataillons, s'impatientant par les pertes qu'ils subissaient, se désordonnèrent, demandant d'avancer ou de reculer. Je leur ordonnai alors de charger avec une colonne de cavalerie sous le commandement du colonel Gaetano Montero. Le résultat de cette opération fut que ce corps dispersé répara sa faute autant que possible, marchant vers l'ennemi qui, à cause de sa distance de nous, pu se replier sur sa réserve, et la nuit arrivant la bataille se termina, le champ restant en notre pouvoir...

« Le combat fut long et sanglant; d'après les calculs faits par le général d'artillerie D. Thomas Requeña, on estime à trois mille les coups de canon tirés par l'ennemi depuis deux heures de l'après-midi, — commencement de la bataille, — jusqu'à sept heures de la nuit, quand elle a été terminée. De notre côté, nous avons tiré six cent cinquante coups. Nos troupes ont perdu deux cent cinquante hommes dispersés, blessés ou tués... — Mariano Arista. »

Dans la journée du 9 mai, les Mexicains se replièrent sur la Resaca de la Palma,—ancien lit desséché du Rio-Grande, à deux ou trois kilomètres de Brownsville; — les Américains continuèrent leur marche en avant. Ce soir même, une autre bataille fut livrée dans cet endroit. Je n'ai pas le

rapport du général Arista sur cette affaire, mais voici des extraits de celui du général Taylor.

« Quartier-général, armée d'occupation, camp de la Resaca de la Palma, trois milles de Matamoros, dix heures du soir, 9 mai 1846. —Monsieur. — J'ai l'honneur de vous annoncer que je suis parti aujourd'hui à deux heures avec l'armée, étant précédé d'un corps d'infanterie légère... Près de l'endroit où je suis campé maintenant, mon avant-garde découvrit qu'un ravin qui traverse la route était occupé par l'ennemi avec de l'artillerie. Je donnai l'ordre aussitôt à une batterie de campagne de balayer la route, et je la fis appuyer par le 3e, le 4e et le 5e d'infanterie déployés en tirailleurs, à droite et à gauche. Un vif feu d'artillerie et de mousquetterie s'ensuivit pendant quelque temps, jusqu'à ce que la batterie ennemie fût enlevée par un escadron de dragons, et les régiments d'infanterie qui se trouvaient sur le terrain. Il — l'ennemi — fut bientôt chassé de sa position et poursuivi jusqu'au fleuve par un escadron de dragons, le troisième régiment d'infanterie, un bataillon d'artillerie et une batterie légère. Nous avons pris huit pièces de canon, une grande quantité de munitions, trois étendards, cent prisonniers, parmi lesquels se trouve le général Vega et quelques autres officiers... L'ennemi a repassé le fleuve et ne nous inquiétera plus, j'en suis sûr, de ce côté. La perte de l'ennemi en tués a été sérieuse. La nôtre est très grande... — Z. Taylor. »

Les Mexicains ont accusé Arista d'avoir trahi son pays, dans cette malheureuse affaire, en ne prenant aucune des mesures de prudence usitées en pareil cas. Étant à Brownsville, mon ordonnance, qui servait dans les rangs de l'armée mexicaine m'affirma qu'on avait donné l'ordre aux soldats de démonter leurs fusils pour les nettoyer ; des officiers racontaient des choses encore plus étranges qui faisaient peser sur leur général en chef une terrible responsabilité. Les pertes des Américains prouvent que l'accusation de trahison qui pèse sur Arista était fausse. Ce général s'est

battu de son mieux; s'il a perdu ces deux batailles, c'est que ses talents militaires étaient plus ou moins nuls et que l'armée du général Taylor avait une forte artillerie bien commandée et bien servie.

Le 18 mai, le général Arista commença sa retraite dans l'intérieur, tâchant de soustraire à l'ennemi tout ce qu'il ne pouvait emporter avec lui. Les Américains entrèrent à Matamoros ce même jour et trouvèrent néanmoins des munitions de guerre, des provisions et des effets d'équipement pour une valeur estimée par eux à trois millions de francs. Bientôt toutes les petites villes échelonnées sur les cours du Rio-Grande se soumirent aux envahisseurs. Le général Taylor continua sa marche triomphante jusqu'à Monterey, capitale de Nuevo-Leon. Cette ville, mal défendue par Ampudia, capitula le 25 septembre. Cette capitulation termina les opérations de la première campagne et mécontenta, d'un côté les Mexicains qui ne pardonnèrent pas au général Ampudia de l'avoir si mal conduite, et de l'autre, le gouvernement américain qui blâma le général Taylor d'avoir accordé les honneurs de la guerre et la liberté à des soldats qui devaient infailliblement devenir prisonniers.

Tandis que ces événements se passaient sur le Rio-Grande, le contre-coup s'en faisait sentir à Mexico. Les races latines douées d'un orgueil excessif ont peu le courage de subir dignement un échec fait à leur amour-propre et de regarder de face la cause des désastres publics; en faisant retomber la culpabilité de leurs malheurs sur leurs gouvernements, elles croient s'affranchir du déshonneur et ne voient pas qu'elles ajoutent souvent l'injustice à leurs fautes premières et qu'elles empirent le mal au lieu d'y remédier. C'est ce qui se renouvela contre Parédès. Les revers essuyés à la frontière lui furent attribués et le mécontentement se généralisa. Parédès alors retire au général Arista son commandement, remet à D. Nicolas Bravo le soin de gouverner pendant son absence et part le 29 juillet pour venger l'honneur des armes mexicaines. Apprenant que plusieurs provinces se sont sou-

levées, non pas pour se battre contre les Américains, mais contre le gouvernement même, il change sa direction et marche sur Guadalajara contre les révoltés. Le 4 août il est fait prisonnier. L'insurrection des provinces faite au cri de « Vive Santa-Anna! » trouve un écho dans la capitale. Le général D. Mariano Salas soulève les troupes casernées dans la citadelle ; toute la garnison de Mexico imite son exemple, et le 5 août le général Bravo est remplacé par le général Salas au fauteuil de la présidence qu'il occupait provisoirement.

Le nouveau président par intérim suivit le contre-pied de la marche de Parédès. Il proclama le rétablissement de la fédération et de la constitution de 1824. Il protégea les démocrates et dut envoyer une commission à la Havane prier Santa-Anna de reprendre le pouvoir. L'armée redemandait à grands cris le retour de l'ex-dictateur, et les démocrates, trop faibles par eux-mêmes pour imposer silence à ces modernes prétoriens, s'unirent à eux, espérant obtenir des réformes et ne songeant point à laisser leurs querelles intestines de côté pour sauver la patrie. Hélas! le mot patriotisme rayé du dictionnaire politique des Mexicains, ne devait pas y reparaître de sitôt. Les Américains venaient de s'emparer de San Francisco et de Monterey en Californie; ils venaient de s'annexer cette province où l'or abonde partout, et le général Castro se sauvait de Los Angeles dans la Sonora, sans oser combattre les envahisseurs. Le général Kearny entrait également, sans coup férir, à Santa-Fé, et déclarait officiellement le Nouveau-Mexique annexé aux États-Unis. Tandis que l'ennemi, maître de toutes les provinces des frontières de l'est et du nord, se disposait à poursuivre ses conquêtes, la guerre civile continuait au Mexique ses tristes méfaits.

Santa-Anna, à l'arrivée de la commission qui lui apportait les pièces relatives à son rappel, étouffa les ressentiments qu'il avait contre son ingrate patrie; les injures qu'il avait si profondément ressenties, depuis la guerre du Texas, s'évanouirent de sa mémoire ; il s'empressa de manifester sa re-

connaissance pour la confiance qu'on avait en lui et revint à Vera-Cruz le 15 août. Il refusa la présidence autant par aversion pour le pouvoir que pour être plus libre de marcher lui-même contre les Américains. Le général Salas garda donc le fauteuil présidentiel provisoirement; il eut pour ministres D. Manuel Crescencio Rejon et D. Josè Maria Lafragua, aux affaires étrangères; D. Josè Ramon Pacheco et D. Joaquin Ladron de Guevara, à la justice; D. Valentin Gomez Farias, D. Antonio Haro y Tamariz et D. Lazaro Villamil aux finances, et le général Almonte à la guerre. Pendant cette administration on organisa la garde nationale et les archives publiques, on rétablit la bibliothèque publique et les académies d'histoire et de langues; on créa un fonds judiciaire et l'on permit les réunions populaires.

Le 6 décembre 1846, le nouveau congrès se réunit et nomma Santa-Anna président constitutionnel, et Gomez Farias vice-président. Santa-Anna, voulant s'occuper exclusivement de la guerre contre les Américains, laissa gouverner à sa place le vice-président qui prit possession du pouvoir le 24 décembre. Les démocrates purs avaient ainsi leur idole à la tête du gouvernement dans la personne de Gomèz Farias. D'après une lettre de M. Haro y Tamariz, datée de Mexico, 28 décembre 1846, et dont je vais citer quelques extraits, on verra que cet événement ne présageait rien de bon... « Une fois, dit le ministre des finances, installé le congrès convoqué par le dernier mouvement politique du 4 août, la législation a procédé, il y a quatre jours, à l'élection du président et du vice-président, le vote étant tombé pour le premier sur le général Santa Anna, et pour le second sur D. Valentin Gomez Farias... La chose publique entre chaque jour dans une condition pire, due à l'anarchie dans laquelle se trouvent les partis qui se disent *puros*, — démocrates — ou exaltés et modérés. Ceci... nous conduira à la ruine totale, si la Providence n'y porte remède. Le jugement se perd, quand l'imagination contemple le tableau présenté par notre nation! — Haro y Tamariz. »

Ce congrès se composait, en majorité, de ces démocrates exaltés appelés — *puros* — ou démagogues par les Mexicains. Gomez Farias revenu au pouvoir, par le vote du 24 décembre, crut le moment arrivé de réaliser le rêve de toute sa vie, la confiscation des biens de mainmorte au profit de l'État et la suppression des priviléges du clergé mexicain. Sous son impulsion, les séances législatives devinrent très animées; les discussions furent passionnées, violentes; mais les opinions avancées de la majorité démocratique devaient naturellement triompher. Le 11 janvier 1847, après une séance qui dura vingt-quatre heures, la loi contre les biens de mainmorte fut adoptée. Cette loi n'eut pour le moment d'autre résultat que de donner le triste spectacle du pronunciamiento des Polkos et d'armer pendant vingt-trois jours les gardes nationaux contre les troupes du gouvernement, tandis que Santa-Anna se battait au nord contre les Américains, et que le général Scott arrivait sur les plages de Vera-Cruz.

Ce nom de polkos, donné aux jeunes gens qui dansaient la polka, désignait principalement une classe élevée au dessus de celle du peuple. Au nombre de trois à quatre mille, ils composaient presque toute la garde nationale de Mexico. Canalizo, alors commandant général de la place, en serait venu à bout, avec un peu d'énergie; mais il se contenta de faire des barricades aux abords du palais; les deux partis semblaient vouloir se tenir sur la défensive; ils se retranchaient derrière des gabions et leur feu n'atteignit guère que des malheureux qui périrent par accident ou par suite de criminelles préméditations. D'après les renseignements pris à des sources très autorisées, je crois que les polkos s'insurgèrent à l'instigation du clergé qui prêcha une vraie croisade contre ceux qui voulaient s'emparer de ses proprietés et fouler aux pieds les droits de l'Église. Parmi mes documents, je trouve une brochure datée de Mexico, 12 janvier 1847, intitulée — *Seconde Protestation du vénérable chapitre métropolitain sur le décret d'occupation des biens ecclésiastiques.* — Cette brochure se termine ainsi : — « Le

chapitre métropolitain, au nom de l'Église mexicaine, proteste que l'Église est souveraine et ne peut être privée de ses biens par aucune autorité; proteste comme nul, d'aucune valeur et sans effet, tout acte de n'importe quelle autorité, tendant directement ou indirectement à grever, diminuer ou aliéner les biens de l'Église. » Ces protestations en précèdent quatre autres dont la dernière est celle-ci : — « Proteste, enfin, que seule la force peut priver l'Église de ses biens, et elle proteste contre cette force de la manière la plus solennelle et la plus positive. » Suivent les signatures des membres du chapitre.

On comprend que dans un pays aussi clérical que l'était le Mexique, ayant un clergé aussi influent, il était facile à ce parti de faire une révolution pour ne pas être dépossédé de ses biens. Cette révolution se fût indéfiniment prolongée si l'on n'eût appris la nouvelle de la bataille de la Angostura, de la retraite de l'armée mexicaine et du prochain retour du président, dont les deux camps invoquaient à la fois l'arbitrage. Voici sur cette bataille des détails utiles à connaître.

A son retour de la Havane, Santa-Anna se mit en devoir de réunir à Mexico les cadres des corps qui avaient brillé sous ses précédents gouvernements. Faute d'argent, il eut beaucoup de peine à les faire parvenir à leur destination; néanmoins, il y réussit. Il établit son quartier général à S. Luis Potosi, et pour mettre à couvert ce point stratégique, il fit élever des fortifications dans la ville et ses environs. Bientôt il arriva des départements des recrues tirées des prisons ou des villages indiens, la plupart dans un état de nudité et de malpropreté incroyable. Il fallut toute l'intelligence et l'activité du général en chef et des officiers supérieurs pour arriver à réunir, en trois mois, vingt mille hommes régulièrement instruits, équipés, et le matériel de guerre indispensable. En ce moment, l'argent manqua de nouveau; aux demandes faites par Santa-Anna, Gomez Farias lui répondait par des promesses ou des fins de non-recevoir, sous prétexte que le manque d'acheteurs pour les biens

ecclésiastiques privait le trésor de fonds et qu'il fallait attendre. Cependant, l'armée se trouvait dans une grande pénurie, souffrait de mille privations et commençait à murmurer, tandis que les cléricaux agitaient le pays contre le gouvernement. Les mécontents, civils et militaires, attaquaient même Santa-Anna dans son honneur et sa réputation.

Cette situation, devenant intolérable, obligea Santa-Anna à se porter sans plus tarder à la rencontre des Américains. Pour subvenir aux dépenses les plus urgentes, il prit cent lingots d'argent qui se trouvaient à l'hôtel des monnaies, tira quarante-cinq mille piastres sur les fonds qu'il avait à Vera-Cruz et hypothéqua ses propriétés pour une valeur cinq fois équivalente à ces lingots. Ces deux derniers faits sont assurés par M. Vidal, grand admirateur de Santa-Anna; aussi, je ne les donne que sous toute réserve, car le président, en maintes circonstances, révèle un tel amour de l'argent qu'il est souvent permis de douter des générosités patriotiques dont parle son biographe. Quoi qu'il en soit, à la fin de janvier 1847, l'armée mexicaine, forte de dix-huit mille deux cents hommes, de toutes armes, et de vingt pièces d'artillerie, se mit en route. Plus de quatre mille hommes désertèrent en chemin.

Le général Taylor se trouvait alors avec neuf mille hommes et trente pièces d'artillerie à Saltillo, à la Vaqueria et à Agua-Nueva, trois positions placées à peu près à vingt kilomètres l'une de l'autre. Santa-Anna voulait le surprendre et comptait sur le trésor et les magasins de l'ennemi pour satisfaire aux dettes contractées à S. Luis Potosi et aux nécessités de ses soldats. Son armée parvint jusqu'à la Conception, à quarante kilomètres des positions ennemies, sans éveiller les soupçons des Américains, A la Conception, un cuirassier natif de Saltillo déserta et courut avertir le général Taylor du danger qui le menaçait. Celui-ci concentra rapidement ses forces à l'Angostura, position très avantageuse qu'il avait reconnue et désignée pour un cas éventuel.

Santa-Anna, étonné de se voir découvert et frustré dans ses espérances, ne perd pas courage; il prend aussitôt ses dispositions pour livrer bataille, donne le signal de l'attaque et déloge les Américains de toutes leurs positions; le combat continue dans la plaine de Buena-Vista ; il cesse enfin, après un jour et demi d'une lutte acharnée corps à corps. Les Américains et les Mexicains s'attribuent mutuellement l'honneur du triomphe à Angostura, comme dans la plaine de Buena-Vista; la victoire fut si douteuse et si chèrement achetée que les deux armées pouvaient hardiment se couronner de lauriers, chacune de son côté.

L'arrivée d'un exprès envoyé de la capitale, motiva la retraite de l'armée mexicaine, disent les patriotes. Je le crois un peu, mais je crois surtout que cette retraite était dictée par l'insuccès du plan de campagne de Santa-Anna, et l'impérieuse nécessité de mettre fin à la révolution qui désolait la capitale et que l'arrivée du général Scott n'avait pas calmée. Par cet exprès, la majorité du Congrès adressait au président constitutionnel un manifeste dans lequel elle demandait : — « Protection pour les pouvoirs suprêmes attaqués par une multitude armée qui s'était emparée de la moitié de la ville. » Le ministre de la guerre, de son côté, demandait le retour de l'armée, pour ne pas laisser le gouvernement à la merci de ses ennemis. Le président du congrès, démocrate radical, peignait la situation de la république de la sorte : « Il n'y a pas de finances, il n'y pas de justice; il n'y a pas d'administration, et la race généreuse du sud se voit exposée, en ces circonstances calamiteuses, à être emportée par le torrent qui descend du nord, si elle ne réussit à revivre pour défendre et sauver sa langue, son nom, ses foyers... La patrie est en péril! Cela est triste à déclarer... Et, en échange de la grandeur et de la sécurité perdues, nous avons une ridicule parodie de république! » M. Alaman écrivait aussi : — « Nous sommes perdus si l'Europe n'intervient avec promptitude et décision. » On le voit, démocrates et conservateurs reconnaissaient le péril dans

lequel se trouvait la patrie, mais aucun ne voulait abandonner ses rancunes et ses ambitions personnelles pour la sauver.

Santa-Anna revint à Agua-Nueva, réunit ses généraux en conseil, et, prenant en considération les documents susmentionnés aussi bien que la déplorable situation du pays, il fut décidé que l'on retournerait à Mexico au secours des « pouvoirs suprêmes de la nation. » La retraite se fit péniblement à cause de la rareté des vivres et des difficultés du transport de plus de mille blessés. Le général en chef laissa l'armée continuer sa retraite et vint à marches forcées à Mexico. Le 21 mars, il reprit les rênes du gouvernement; mais à peine avait-il rétabli la tranquillité dans la capitale qu'il reçut la nouvelle de la reddition du fort S. Jean d'Uloa et de Vera-Cruz. Santa-Anna remit alors ses pouvoirs au général D. Pedro Anaya le 2 avril et courut au devant des envahisseurs.

Le général Scott, arrivé devant Vera-Cruz le 7 mars 1847, avait fait débarquer onze mille hommes dans la journée du 9, sans trouver d'opposition de la part du général Moralès, commandant de la place. L'armée américaine, composée de trois divisions; deux régulières sous les ordres des généraux Worth et Twigs, et une troisième formée de volontaires, composée de trois brigades, l'armée américaine, dis-je, commença l'investissement de Vera-Cruz le 10, et le bombardement le 23. Le siége était secondé par une flotille de bateaux à vapeur et de canonnières, dont le feu se joignait à l'artillerie de terre. Le 26 mars, la place dut capituler, et la garnison, déclarée prisonnière de guerre, reçut les honneurs dus à sa courageuse défense. Les Américains prirent possession de la ville et du fort le 29. N'osant pas rester longtemps sur ces plages malsaines, ils se mirent immédiatement en route pour Mexico, par la voie de Jalapa.

En quittant la capitale pour aller à Jalapa, Santa-Anna s'aperçut qu'il n'y avait nulle part de préparatifs de défense, ni forces que l'on pût réunir. Les populations urbaines et rurales manifestaient la plus grande indifférence pour ce qui

se passait dans les terres chaudes. Le pays était arrivé déjà à cette lassitude du découragement le plus absolu, produit par ces révolutions journalières, auxquelles on ne voyait plus de fin. Guerre pour guerre, celle d'envahissement n'était-elle pas préférable à la guerre civile? Ne pouvait-elle pas amener quelque chose de nouveau? Dans tous les cas, elle ne pouvait pas rendre pire la situation intérieure. De là, l'indifférence des populations. Cependant, le prestige de Santa-Anna était encore tel qu'il put réunir quatre ou cinq mille hommes et les emmener avec lui défendre le passage du Cerro-Gordo, à soixante-quinze kilomètres environ de Vera-Cruz. Ces hommes et tous les Indiens de l'hacienda del Encero appartenant à Santa-Anna, fortifièrent le passage, sous la direction du capitaine du génie D. Manuel Robles. Scott, ayant eu connaissance de ces travaux, hâta sa marche avec ses trois divisions et vint attaquer cette position. Les Mexicains, brisés par la fatigue et n'ayant eu ni le temps d'achever leurs retranchements, ni celui de monter toutes leurs batteries, se défendirent pourtant avec une admirable ténacité.

Le général Twigs, commandant l'avant-garde américaine, arrive, le 11 avril, en face des Mexicains; il n'ose pas les attaquer de front et attend jusqu'au 14 le renfort de nouvelles troupes. Le général Scott se décide à tourner la position des Mexicains pour soutenir l'attaque de front, et le combat est remis au 18. L'artillerie américaine, toujours nombreuse et bien servie, commence par détruire les retranchements élevés à la hâte au Cerro-Gordo; les colonnes d'assaut sont ensuite lancées, et après une lutte terrible qui rappelle celle de la Angostura et de Buena-Vista, les Mexicains sont obligés de se retirer en désordre. Les Américains reconnaissent avoir eu cinq cents hommes mis hors de combat durant cette sanglante affaire; les Mexicains n'élèvent pas leurs pertes à la moitié de ce chiffre. Je crois que les combattants, dans cette circonstance, comme dans toutes celles qui ont signalé cette guerre, exagéraient l'importance de leurs

succès et diminuaient les pertes qu'ils subissaient. Si les Américains remportaient des triomphes aussi complets qu'ils le disent dans leurs rapports, pourquoi l'armée de Scott mit-elle quatre mois pour aller à Mexico, après l'affaire du Cerro-Gordo? Le général Scott n'ignorait pas que depuis l'entrée des Américains au Mexique, trois révolutions avaient laissé le pays sans défense, et qu'en marchant aussitôt sur la capitale, il ne trouverait pas un canon sur sa route pour lui barrer le passage. Quant aux Mexicains, il est évident qu'ils auraient pu écraser les envahisseurs, sans beaucoup de difficultés, et que ce n'est point l'artillerie ni les forces ennemies qui ont amené le drapeau étoilé sur le palais national, comme l'avait prophétisé M. Gutierrez de Estrada en 1840, mais bien ces éternelles révolutions qui ne laissaient pas un pouvoir debout pendant une seule période constitutionnelle.

Après le combat de Cerro-Gordo, Santa-Anna se retira avec la plus grande partie de ses troupes dans la direction d'Orizaba, par des sentiers difficiles, inconnus à l'ennemi; il manquait de numéraire et n'avait aucun moyen de secourir ses soldats. Le général Léon lui amena une brigade de Oajaca, c'était amener la famine en doublant le nombre d'hommes à nourrir. Comment Santa-Anna s'y prit-il pour conserver cette petite armée? l'histoire ne le dit pas, mais elle dit qu'en apprenant que l'avant-garde américaine se dirigeait sur Puebla, il se mit aussitôt en route, marcha nuit et jour et arriva le premier devant cette ville. La belliqueuse Puebla était, cette fois, disposée à ouvrir ses portes aux envahisseurs; une proclamation du préfet affichée dans les rues, recommandait aux citoyens de bien les recevoir. Le président, qui venait la défendre, fut irrité d'une conduite aussi honteuse, aussi dégradante; il en fit de vifs reproches aux autorités civiles et militaires qui se disculpèrent en disant : — « Que le général D. Nicolas Bravo avait emporté à Matamoros d'Izucar le parc qui existait dans la ville, et ne leur avait laissé que des forces insuffisantes. »

Santa-Anna, désespéré mais soutenu par son patriotisme, se rendit à Mexico. Malgré les imprécations dont ses concitoyens l'ont souvent gratifié, il faut avouer qu'en lisant ces faits, qui ont une éloquence autrement plus concluante que celle des partis, il fallait au président une singulière énergie et un vif amour de la patrie pour ne pas se décourager et se retirer tranquillement dans son hacienda, laissant les Américains imprimer sur le front de ses compatriotes le fer de l'ignominie. Au lieu de trouver la capitale en état de défense, il n'y trouva que des symptômes de révolution; personne ne songeait à se défendre; tous paraissaient disposés à se montrer hospitaliers envers les envahisseurs; le tabac, les archives et d'autres dépôts étaient déjà partis pour l'intérieur, et c'est à regret qu'on vit arriver le premier magistrat de la république avec ses troupes. — « Il va exposer la ville aux malheurs de la guerre, » disaient des Mexicains qui plus tard l'accusèrent de trahison pour cacher leur lâcheté. Santa-Anna ne leur ménagea par les épithètes les plus injurieuses et les plus méritées pour obtenir leur silence, car il ne pouvait espérer de faire vibrer en eux les cordes brisées de l'honneur. « Mexicains dénaturés, leur disait-il, hommes infâmes à qui la gloire nationale est indifférente, agents du cabinet ennemi. » Il était alors loin de se douter que l'or américain avait déjà produit son effet, et que quatre-vingts députés et personnages des plus influents buvaient à un banquet du champagne à la santé des Américains et de l'annexion du Mexique aux États-Unis. Cet ignoble toast devait se renouveler au mois de septembre, non loin du palais national surmonté de la bannière étoilée, et quand je revis plus tard ces mêmes hommes parler d'honneur et de patrie, mon indignation n'avait pas de bornes.

Santa-Anna put enfin réunir au palais dix-huit généraux pour discuter ce qu'il convenait de faire en de si graves circonstances. On résolut de défendre la capitale et de combattre les envahisseurs. Le 20 mai, le congrès investit le président constitutionnel de pouvoirs extraordinaires et se

sépara. Mais les factieux faisaient de leur côté tout ce qu'ils pouvaient pour contrecarrer l'action du gouvernement; les capitalistes s'absentaient ou se cachaient dans leurs maisons. Le trésor, comme toujours, était vide. Heureusement, le général Scott ne s'empressait pas d'arriver. Santa-Anna eut le temps de réunir des hommes, d'établir des arsenaux, des fonderies, des ateliers d'habillement, d'élever des fortifications dans le vaste rayon de la ville et des forts détachés au dehors. En trois mois, il sut donner une attitude imposante à la capitale. Deux armées furent créées : celle d'orient reçut pour général en chef, D. Nicolas Bravo, et en second, D. Manuel Rincon; ces deux généraux donnèrent bientôt leur démission de ce commandement et furent remplacés par D. Manuel Maria Lombardini. L'armée du nord fut confiée au général D. Gabriel Valencia, avec le général D. Mariano Salas pour second. Les généraux qui dirigeaient les fortifications étaient D. Casimiro Liceaga et D. Ignacio de Mora y Villamil. Le matériel de guerre manquait complétement; on y pourvut par des achats et par les efforts du général d'artillerie D. Martin Carrera. Enfin, lorsque le général Scott se présenta en face du Peñon le 11 août 1847, les Mexicains étaient assez bien organisés, équipés et préparés pour espérer battre l'ennemi.

Santa-Anna avait disposé ses troupes de la manière suivante : au sud et sud-est, le général Bravo, libre de son commandement de l'armée d'Orient, défendait la ligne de Mexicalcingo, Churubusco et San-Antonio. A l'est et au nord-est, le général Valencia défendait la ligne de Tescoco, et devait se replier jusqu'à Guadalupe Hidalgo dans le cas où l'ennemi prendrait la direction de Texcoco, ou tomber sur son arrière-garde dans le cas où l'attaque aurait lieu par le Peñon. Le général D. Juan Alvarez alla camper avec sa division de cavalerie à Anacamilpa pour attaquer l'arrière-garde de l'ennemi, lui couper ses communications avec Puebla, aussitôt qu'il aurait dépassé San-Martin Tesmelucan, et coopérer avec Valencia dans le cas où les Américains

marcheraient sur le Peñon. D. Joaquin de Herrera fut nommé second de Santa-Anna, et D. Josè Maria Tornel, quartier-maître général.

Le général Scott, en voyant ces dispositions, ne voulut pas livrer la bataille au Peñon; il changea sa direction, passa par Mexicalcingo sans oser l'attaquer, se dirigea vers le sud, remonta vers Tlalpan et San-Angel, avec l'intention d'aller à Tacubaya. Santa-Anna quitte alors son quartier général, le transporte à S. Mateo Churubusco près de S. Antonio, envoie l'ordre au général Valencia de se replier immédiatement sur Guadalupe et d'aller à San-Angel, puis à Coyoacan. Le général Francisco Perez, avec une magnifique brigade de trois mille hommes, se porta aussitôt à Coyoacan, de sorte que la ligne méridionale de Mexicalcingo, le pont et le couvent de Churubusco, Coyoacan et San-Angel, étaient parfaitement couverts. La conduite du général Valencia renversa ce beau plan de campagne et causa les désastres les plus inattendus. Ce général commandait une division de cinq mille hommes et trente pièces d'artillerie; il ambitionnait le pouvoir suprême, et, se croyant capable de vaincre l'ennemi par ses propres forces, il résolut de l'attaquer, sans écouter les ordres de Santa-Anna. Au lieu de se replier de San-Angel sur Coyoacan, comme le lui commanda, le 18 août, le général en chef, il se porta à Padierna où les envahisseurs l'entourèrent le lendemain 19. Le président, désespéré par cette nouvelle, courut à son secours avec la brigade Perez, son état-major, cinq pièces d'artillerie, un régiment de hussards et le régiment de la cavalerie légère de Vera-Cruz. Les barranques, les difficultés de terrain et une tempête épouvantable retardaient sa marche. Valencia entouré de tous côtés n'avait pas même songé à s'assurer une retraite. Lorsque arriva la nuit, Santa-Anna, obligé de s'arrêter à San-Angel, lui fit dire par son aide de camp d'enclouer ses pièces et de se retirer à la faveur de l'obscurité sur San-Angel, avec les troupes qui lui restaient, l'aide de camp devant lui servir de guide pour échapper aux Américains. Valencia refusa d'obéir. Santa-

Anna fit alors venir de la Ciudadela la brigade Rangel et, s'adjoignant l'infanterie campée à San-Angel, se décida à se frayer, n'importe à quel prix, un chemin à travers les rangs ennemis pour délivrer Valencia. Mais au point du jour, il apprit la déroute complète de l'ambitieux général.

A San-Angel, Santa-Anna, ne pouvant remédier à la défaite de l'armée du nord, réunit les fuyards à ses propres troupes et se retira sur Churubusco. Les vainqueurs le poursuivirent l'épée dans les reins, et se battirent contre lui depuis huit heures du matin jusqu'à cinq heures du soir, sans pouvoir l'entamer ni le déborder. Mais la défaite du 19 avait déjà jeté le découragement parmi les soldats. Les troupes de San-Antonio se débandèrent, abandonnant tout leur matériel; celles qui occupaient le couvent de Churubusco les imitèrent, de sorte que Santa-Anna dut se replier sur sa seconde ligne de bataille, dont Candelaria était le point principal. Les succès de Scott avaient pourtant déjà coûté aux Américains mille cinquante-six hommes mis hors de combat en deux jours. Aussi, le 21 août, envoya-t-il de Coyoacan au général Santa-Anna, une proposition d'armistice ainsi conçue :

« Il a été déjà répandu beaucoup de sang dans cette guerre qu'on ne devait pas attendre entre les deux grandes républiques de notre continent. Il est temps que les mésintelligences qui les divisent se tranchent d'une manière amicale et honorable, et Votre Excellence n'ignore pas qu'il y a dans l'armée que je commande un commissaire nommé par les États-Unis, et investi de pleins pouvoirs pour cet effet. Afin que les deux républiques puissent entamer des négociations, je suis prêt à signer, sous des conditions équitables, un armistice de courte durée.

« J'attendrai avec impatience une réponse jusqu'à la matinée du jour qui suit celui de la date de cette note; mais en attendant, je prendrai possession, en dehors de la capitale, des points nécessaires pour abriter mes troupes... — Windfield Scott. »

Santa-Anna accepta l'offre du général Scott, et une sus-

pension d'armes de quinze jours fut signée entre les belligérants. Le premier nomma D. Josè Bernardo Conto, D. Ignacio Mora y Villamil, D. Miguel Atristain et, en qualité d'interprète, D. Josè Miguel Arroyo, pour ses commissaires; quant au général Scott, il présenta M. Trist, autorisé par un décret du président Polk, daté du 15 avril, de négocier la paix sur les bases de la cession du Texas jusqu'au Rio-Grande, du Nouveau-Mexique et de la Haute-Californie. Azcapozalco fut choisi pour les conférences des commissaires américains et mexicains. Les prétentions des États-Unis étaient exorbitantes et faisaient présager l'impossibilité d'une entente. Santa-Anna voulait limiter la question à celle du Texas; puis, tout en ménageant les intérêts des Mexicains et leurs sentiments religieux, il fut un peu plus conciliant dans la question des limites du territoire concédé, mais il ne voulut pas entendre parler de la cession du Nouveau-Mexique qui était une question *sine qua non* pour les États-Unis. Le 7 septembre, les commissaires se séparent, ne pouvant rien conclure. Déjà la veille les deux généraux en chef avaient échangé deux notes déclarant violée la convention de l'armistice. Scott reprochait aux Mexicains d'avoir interrompu plusieurs fois le commerce entre les deux nations et d'avoir réparé des batteries. Santa-Anna nie l'interruption des transactions commerciales, affirme que les réparations des batteries endommagées avant l'armistice et dont les travaux de réparation avaient été commencés aussitôt, ne violent pas la convention, et accuse les Américains d'avoir volé les églises, les vases sacrés, profané les objets consacrés au culte, violé des filles et des femmes mexicaines et d'avoir méconnu toutes les lois observées par les nations civilisées.

L'armistice expiré, les Américains marchèrent le 8 septembre sur le Molino del Rey, à portée de canon de Chapultepec. Les brigades des généraux Leon et Rangel défendaient cette ligne; derrière ces deux brigades se trouvaient celles du général Perez à Casa-Mata et du général Ramirez, encore plus près de Chapultepec. A une lieue de cette colline,

et devant soutenir les combattants, Alvarez attendait à Moralès avec ses quatre mille cavaliers. La première attaque des Américains fut repoussée et les Mexicains se mirent à leur poursuite, mais n'étant point soutenus par la cavalerie d'Alvarez qui ne donna pas, ils perdirent enfin leurs positions de Molino del Rey et de Casa-Mata, laissant plus de mille Américains sur le champ de bataille. Le 9, l'ennemi se reposa; le 10, il entreprit une marche sur les points du Niño Perdido et de la Candelaria d'où Santa-Anna surveillait ses mouvements. Le 11, ce mouvement s'affirme, il dissimulait une attaque sur Chapultepec. Le 12, à six heures du matin, les Américains font un feu assez vif sur ces trois points. Après un bombardement de vingt-quatre heures, Chapultepec fut attaqué avec vigueur, et mal défendu par le général Bravo. Pourtant, avant de quitter la place, les Mexicains laissèrent le parc et la colline jonchés de cadavres ennemis.

Les Américains ayant pris possession de Chapultepec, se dirigèrent sur les défenses de Belen et de San-Cosme qui protégeaient les premiers faubourgs de la capitale. Le général en chef, avec d'autres généraux leur disputèrent le terrain pied à pied, depuis huit heures du matin jusqu'à huit heures du soir; mais il était facile de prévoir que la lutte était arrivée à son terme, A huit heures du soir, le 13, Santa-Anna réunit un conseil de généraux, auquel assistait le gouverneur de Mexico, pour délibérer sur les opérations ultérieures. Après avoir déploré la situation « causée, dit le document qui en donne les détails, par la désobéissance des uns, la lâcheté des autres, la démoralisation de l'armée, nos continuelles révolutions, notre désorganisation sociale et notre mauvais système de recrutement », on résolut de sauver les restes de l'armée, d'évacuer la capitale et de réunir toutes les troupes à Guadalupe Hidalgo, sous le commandement du général Lombardini. Les Américains trop éprouvés par les pertes considérables qu'ils avaient faites dans les derniers combats, ne songèrent pas un instant à poursuivre l'armée nationale.

Une fois toutes les forces réunies à Guadalupe, Santa-Anna donna le commandement de l'infanterie au général Herrera qui se mit en route pour Queretaro ; le président garda la cavalerie et quatre pièces légères, et prit le chemin de Puebla avec Alvarez. Le 16, Santa-Anna renonça à la présidence, et remit les pouvoirs suprêmes au président de la suprême cour de justice, M. Peña y Peña, qui fixa le siége de son gouvernement à Queretaro. A Puebla, l'ex-président voulut assiéger les Américains retranchés dans les environs de la ville, mais, faute de troupes, il les prit par la famine et les somma, le 25 septembre, de se rendre. Le commandant, Thomas Childs, refusa. Sur ces entrefaites, Santa-Anna apprit qu'il partait de Vera-Cruz une division de trois mille hommes, avec cent cinquante chariots, au secours des assiégés. Il vole aussitôt au devant de cette colonne, avec des gardes nationaux de Puebla, mais ceux-ci se débandent en route, et Santa-Anna se voit condamné à jouer le rôle de guerillero, dans les environs d'Huamantla.

Les Américains, en entrant à Mexico, se rendirent coupables de bien des excès qui les exposèrent, pendant plusieurs jours, à de vives represailles. Contre eux, toutes les armes étaient bonnes. Le général Scott se vit obligé de menacer la ville du pillage, si l'on n'y mettait ordre. La tranquillité se rétablit peu à peu, et Scott ne songea plus qu'à se retirer. D'après les statistiques les plus autorisées, les Américains avaient perdu depuis le commencement de la guerre, en 1846, vingt-quatre mille hommes, morts sur les champs de bataille, des suites de leurs blessures ou par les maladies, et dépensé plus de deux cents millions. Étant à Jalapa, le général Scott avait dit dans sa proclamation au peuple mexicain : — « Il y a parmi vous un parti monarchique, et les États-Unis ne peuvent consentir à ce que ce parti se lève et forme un gouvernement qui tende au rétablissement de la monarchie ; ils ne peuvent tolérer la monarchie en Amérique; je suis venu pour combattre par les armes ce parti, je suis venu pour l'anéantir. » Dans sa proclamation de Mexico, datée du

14 septembre, il n'a plus cette prétention, il se borne à déclarer que les habitants et leurs propriétés sont placés sous la protection des États-Unis. Scott jugea prudent de ne pas s'occuper des affaires intérieures du Mexique, d'amener par la force ou la corruption le gouvernement provisoire à ratifier le projet de M. Trist, et de quitter au plus tôt ce malheureux pays.

L'avocat-président, D. Manuel de la Peña y Peña, n'avait, à Queretaro que deux ministres; D. Luis de la Rosa qui remplissait les fonctions de ministre des affaires étrangères, de la justice et des finances, et le général D. Pedro Anaya, titulaire du portefeuille de la guerre. Ce président gouverna le Mexique jusqu'au 3 juin 1848, n'ayant été remplacé provisoirement par le général Anaya que depuis le 12 novembre 1847, jusqu'au 8 janvier de l'année suivante. Le cabinet mexicain désirait autant la paix que celui de Washington; mais Santa-Anna libre sur le territoire, il n'était point facile de conclure une paix honteuse pour le Mexique. Il fallait donc commencer par lier les mains à l'ex-président. Tandis qu'il guerroyait contre les Américains qui allaient de Vera-Cruz à Puebla, il reçut un jour, de don Luis de la Rosa, une dépêche dans laquelle on lui disait : — « Le chargé du pouvoir exécutif, convaincu que la nation souhaite ardemment la paix, ordonne à Votre Excellence de suspendre les hostilités et de remettre votre commandement au général de division D. Manuel Rincon, — absent et rallié à l'ennemi ! — et de se retirer au lieu qu'elle voudra choisir jusqu'à nouvel ordre... » Ce procédé indigna Santa-Anna, néanmoins, il ne voulut pas augmenter les embarras du Mexique par un refus d'obéir. Il réunit à Huamantla les officiers de sa division et remit le commandement de ses troupes au général D. Isidro Reyes, comme étant le plus ancien des généraux présents. Puis il se rendit à Tehuacan pour attendre de nouveaux ordres.

Le gouvernement ne se borna pas à cette mesure odieuse, il persuada le général Scott qu'il fallait arrêter Santa-

Anna, — « parce que, disait-on, c'était un homme capable d'entraîner le pays à la guerre, s'il restait libre, ce qui rendrait, sans aucun doute, impossible la conclusion des négociations pendantes. » Scott s'empressa de suivre ces conseils et envoya le général Lanne, avec cinq cents cavaliers, surprendre Santa-Anna. Celui-ci, ayant été averti, se sauva avec sa famille et l'escorte qui l'accompagnait, en abandonnant ses équipages. La route de Tehuacan à Vera-Cruz était occupée par des Américains qui, sachant que Santa-Anna se retirait à l'étranger, lui firent un accueil des plus flatteurs, et blâmèrent ouvertement l'ordre donné au général Lanne par Scott. L'ex-président se réfugia à la Jamaïque; mais, étranger aux mœurs et au langage des habitants, il quitta cette île pour aller à Carthagène, dans la Nouvelle-Grenade, et enfin dans la commune voisine de Turbaco où l'attirait la douceur du climat.

D. Manuel Peña y Peña, voulant terminer au plus tôt l'occupation américaine, n'avait pas hésité à envoyer des délégués à Guadalupe-Hidalgo, pour conclure la paix sur les bases présentées par M. Trist et rejetées par Santa-Anna. En acceptant ces bases, les négociations devaient promptement arriver à des résultats pacifiques, mais déshonorants pour le Mexique. Les vainqueurs se firent la part du lion, et le traité de Guadalupe-Hidalgo, signé le 2 février 1848, par les délégués, fut ratifié le 10 mars par le sénat américain. L'échange des ratifications eut lieu le 30 mai à Mexico, et douze jours après, Scott commença son mouvement de retraite.

Par ce traité, la sécession du Texas était ratifiée, les États-Unis enlevaient au Mexique tout le territoire situé à l'est du Rio-Grande, le Nouveau-Mexique et la Haute-Californie. La république mexicaine perdait ainsi plus de la moitié de son territoire national, cent dix mille lieues carrées environ; elle recevait en échange de ces vastes possessions, à titre d'indemnité, une somme de quinze millions de piastres, dont le gouvernement de Washington retenait trois millions

deux cent cinquante mille pour les appliquer aux réclamations de ses nationaux. Les ministres qui se trouvaient dans les conseils des présidents Peña y Peña et Anaya, et qui eurent le courage de combiner et sanctionner un pareil traité, méritent d'être nommés : la postérité les jugera, comme dit M. Lafragua dans son opuscule historique. Aux affaires étrangères, il y eut D. Fernando Ramirez, D. Manuel Baranda, D. Domingo Harra et D. Ramon Pacheco; à la justice, D. Andrès Rava, D. L. de Guevara, D. Josè Jauregui, D. Francisco Suarez Iriate, D. Luis de la Rosa et D. Vicente Romero; aux finances, D. Pedro Zubieta, Suarez Iriarte et D. Juan Rondero; à la guerre, les généraux Canalezo, Vizcayno, D. Ignacio Gutierrez et D. Lino Alcosta.

Aussitôt après l'échange des ratifications du traité de Gualupe, les élections constitutionnelles eurent lieu comme d'habitude et le général Herrera fut nommé président le 3 juin 1848. Deux jours après, il vint à Mexico prêter serment. Ce général conserva la magistrature suprême jusqu'au 15 janvier 1851. En tenant compte du temps qu'il fut au pouvoir, lorsque Parédès prit sa place, c'est le seul, depuis Victoria, qui ait atteint le terme légal fixé par la constitution. Ce fait, inouï dans l'histoire du Mexique, n'est certes, point dû aux talents, à l'énergie d'Herrera, mais aux circonstances dans lesquelles il s'est trouvé. Sa présidence, pourtant, ne fut pas exempte de troubles; on se rappelle la révolution de Parédès qui le renversa du fauteuil présidentiel; depuis la guerre des États Unis, il y eut les pronunciamientos du moine-bandit Jarauta qui fut fusillé, la dissolution à main armée de la municipalité de Mexico, le meurtre du député Cañedo, assassiné le vendredi-saint, enfin le grand incendie qui suivit cet événement et fut le motif des plus lamentables désordres dans la capitale.

Sous cette administration, le portefeuille des affaires étrangères passa srccessivement entre les mains de D. Mariano Otero, D. Luis Cuevas et D. Jésus Maria Lacunza; celui de la justice fut donné à D. Jésus Maria Ximenès et

D. Marcelino Castañedo; celui des finances à D. Mariano Riva Palacio, D. Manuel Peña y Cuevas, D. Francisco Arrangoiz, D. Bonifacio Gutierrez, D. Melchior Ocampo et D. Manuel Payno, et celui de la guerre à D. Mariano Arista. Ce ministère représentait le parti modéré; le 14 ocobre 1850, il régla la dette du Mexique qui s'élevait à deux cent cinquante-six millions quarante et un mille deux cent cinquante francs, avec un intérêt annuel de trois pour cent. Une des fautes de ce ministère fut le traité de Tehuantepec, convoité par les Américains depuis longtemps.

On sait que l'isthme de Tehuantepec, formé par un rétrécissement du territoire méridional du Mexique, sépare le golfe de l'océan Pacifique par une bande de terre dont la largeur est d'environ deux cent cinquante kilomètres. Quoique beaucoup plus étendu que l'isthme de Panama, et n'offrant pas à la construction d'un canal maritime les facilités d'exécution que l'on pourrait trouver dans les lacs de Nicaragua, il présente néanmoins, au point de vue des relations commerciales des côtes de l'est, avec celles de l'ouest, l'immense avantage d'une route courte, facilitant les communications entre les grandes cités commerciales de l'Amérique du nord, des Antilles et du golfe du Mexique, avec les centres commerciaux de la côte orientale du continent américain, l'Océanie, les Indes, la Chine et le Japon. Une voie ferrée traversant l'isthme de Tehuantepec devait donc rapporter des bénéfices considérables, non seulement à la compagnie, mais encore à la nation qui la ferait construire. Lorsque le prince Louis Napoléon, en 1846, publia sa brochure intitulée *Le Canal de Nicaragua ou Projet de jonction des océans Atlantique et Pacifique au moyen d'un canal*, il ne voyait pas seulement dans ce projet la nécessité « d'ouvrir de nouvelles voies au commerce et de nouveaux débouchés aux produits européens, » mais il reconnaissait encore l'intérêt commun de tous les peuples d'assurer la neutralité de ces communications centro-américaines et leur indépen-

dance de toute possession personnelle, de tout privilége particulier. Le cabinet de Washington, profitant de la politique de clocher et des vues étroites, en matière d'économie politique, des gouvernements européens, s'empressa de conclure, avec celui de Mexico, un traité par lequel était concédé à une compagnie américaine le droit, A PERPÉTUITÉ, de faire passer par les routes existantes ou par toutes autres qu'il plairait à celle-ci d'établir, les marchandises transitant d'un océan à l'autre. Le gouvernement mexicain s'engageait à protéger par les armes, s'il en était besoin, les ouvrages et le personnel de la compagnie. Il était dit, en outre, que dans le cas où le gouvernement de Mexico se trouverait incapable de remplir cette condition, celui des États-Unis se chargerait de le suppléer, et « prêterait l'appui de ses forces de terre et de mer, le présent traité ayant pour but de former entre les deux nations une alliance défensive capable de garantir la protection de l'œuvre. » Le secret de la politique américaine est tout entier dans ce dernier article. A la suite de ce traité, M. Webster reçut, le 9 août 1850, l'exéquatur en qualité de consul américain à Tehuantepec et Huatulco. Cette malheureuse convention donna lieu, comme on le verra plus loin, au traité Mac-Lane, et deviendra un jour ou l'autre, le sujet de nouveaux conflits entre les États-Unis, le Mexique et, peut-être même, l'Europe.

Lorsque les pouvoirs d'Herrera furent près d'expirer, trois candidats se présentèrent : le général Arista, démocrate pur ; le général Bravo, conservateur et même monarchiste, et le général Pedrazza, libéral modéré. En choisissant Arista, la nation crut se donner un maître énergique ; elle se trompa, Arista n'était point à la hauteur des exigences du moment. Il prit possession de la présidence le 5 janvier 1841, « devint le jouet des partis, ne sut rien faire d'utile ni de bien, et sa courte administration ne servit qu'à lui-même, » assure un écrivain de cet époque. Il jouissait d'un pouvoir moral très grand ; il pouvait tenter toutes le réformes que réclamait l'administration du pays, sans trouver d'opposition ; mais il

n'osa pas assumer sur lui cette responsabilité; il attendit des Chambres ce que la nation n'attendait que de lui seul. Cette faute eut bientôt ses naturelles conséquences. Ces mêmes Chambres, composées de gens nuls, prirent à tâche de repousser ses moindres initiatives, de le contrarier en tout. Deux ans s'écoulèrent sans qu'une seule question importante, administrative ou diplomatique, pût être décidée. Il eut pour ministres : D. Fernando Ramirez, D. Mariano Yañez et D. Mariano Macedo, aux affaires étrangères; D. Jesus Maria Aguirre, D. Urbano Fonseca et D. Ponciano Arriaga, à la justice; D. Ignacio Esteva, D. Manuel Peña y Cuevas, D. Marcas Esparza et D. Guillermo Prieto, aux finances; D. Manuel Robles et D. Pedro Anaya, à la guerre.

Sous la présidence d'Arista, les insurrections se renouvelèrent à Mazatlan, à Guadalajara, à Vera-Cruz, sur la Rio-Grande et dans le Yucatan. Les Indiens du Yucatan se révoltèrent, et la guerre qui s'ensuivit fut aussi désastreuse pour les troupes du gouvernement que pour la péninsule. La révolution du Rio-Grande avait pour chef Carvajal et pour but apparent la proclamation de « la république de la Sierra-Madre. » Avant de parler de son but secret, je dois dire que j'ai eu entre les mains la correspondance du général Arista avec son ancien ami Canalès, pendant les années 1851 et 1852. Ces lettres révèlent une grande intimité entre le président et le général-bandit-contrebandier. Aussi, n'est-on point étonné de voir Arista charger Canalès, en 1851, de secourir les frontières menacées par Carvajal. Dans une lettre adressée à D. Jésus Cardena, gouverneur du Tamaulipas, Canalès raconte que son compère, le général indien Avalos, commandant à Matamoros, lui prêta cent fantassins et qu'avec quatre-vingt quinze autres qu'il avait, il cerna la maison municipale et mit en prison six membres de la municipalité qui, le flétrissant du nom de voleur de grand chemin, ne voulaient pas le reconnaître pour un commissaire du gouvernement, dont il songeait à remplir les fonctions dans cette malheureuse ville.

Carvajal était un Mexicain élevé aux États-Unis; il nourrissait le projet de soulever les États mexicains des frontières, soit pour forcer le gouvernement à des réformes administratives, soit pour former une république indépendante du Maxique, qui eût pris le nom de Sierra-Madre. Le général Avalos, commandant les forces mexicaines du Tamaulipas, Nuevo-Leon et Cohahuila, apprit ce qui se préparait et manda une compagnie de lanciers pour arrêter Carvajal qui se trouvait alors à Camargo. Celui-ci s'échappa avant leur arrivée, et se rendit à Rio-Grande-City, sur la frontière texienne, d'où il s'entendit avec les négociants américains de cette localité, de Brownsville et de Matamoros, pour avoir de l'argent, des munitions et organiser un corps de flibustiers. Vingt-cinq piastres par mois furent promis à quiconque s'enrôlerait sous le drapeau de ce fameux guerillero. Aussitôt une foule d'aventuriers américains et mexicains qui avaient guerroyé en 1846 et 1847, attirés par l'espoir du pillage et l'amour de l'inconnu, se joignirent à Carvajal. Lorsque celui-ci se vit à la tête de cinq à six cents hommes, il marcha sur Camargo qui, faute de défenseurs, fut prise sans coup férir. Après ce facile exploit, il perdit un temps précieux dans cette ville, attendant sans doute l'effet des promesses faites par les négociants de Brownsville et de Matamoros.

Ceux-ci changèrent de tactique; après avoir promis de l'argent, ils craignirent le triomphe de Carvajal. Les principaux d'entre eux, riches marchands et vice-consuls d'Angleterre, d'Espagne, des États-Unis et de France, invitèrent Avalos à conférer avec eux sur les mesures à prendre contre les flibustiers. Dans cette conférence, il fut démontré que les troupes du gouvernement n'étant pas assez nombreuses pour défendre Matamoros, il fallait mettre sur pied la garde nationale et se procurer des fusils et de l'argent. Les négociants, peu disposés à des contributions personnelles, conseillèrent au général de permettre l'entrée de la cotonnade américaine, en la grevant seulement d'un droit léger, dont

une partie serait consacrée à la répression du mouvement insurrectionnel, et l'autre à payer les sommes que le commerce voulait bien avancer au général. Cette mesure sourit à Avalos qui décréta d'urgence la diminution du tarif ordinaire, en dépit du directeur des douanes. Alors les négociants, profitant de cette circonstance, introduisirent à Matamoros une quantité de cotonnades américaines, estimée à plusieurs millions de piastres. Tous les dépôts de contrebande furent écoulés à la suite de cette mesure.

En apprenant cette transaction, Carvajal, furieux, se porta sur Matamoros, brûlant en chemin tous les convois de ces marchandises que l'on importait dans l'intérieur. Les autorités mexicaines allèrent au devant de lui, le prier de renvoyer les Américains, ensuite on traiterait avec lui. Carvajal refusa. Le lendemain soir, il s'installa au fort Parédès, situé près de Matamoros et de Brownsville; son unique canon tonna aussitôt, mais un accident le mit hors de service au troisième coup. Le lendemain, les troupes de Carvajal allèrent se loger dans les faubourgs et commencèrent l'attaque. Un feu très vif, mais assez inoffensif, s'engagea dès lors entre les combattants. Avalos fut atteint à la jambe par une balle morte et courut se cacher chez un des curés de la ville; quatre ou cinq curieux ou gardes nationaux furent tués ou blessés dans cette journée. Les Américains, au lieu de s'avancer hardiment sur le centre de la défense, c'est à dire sur la place, jugèrent plus prudent de se mettre à l'abri dans les maisons, et de n'avancer qu'en perçant les murs. Les Mexicains faisaient feu du haut des terrasses, derrière des sacs de terre. On avait tiré ce jour-là six cents coups de canon et trente mille coups de fusil. Croyant que Matamoros devait être une nouvelle édition des batailles de Palo-Alto et de la Resaca de la Palma, que les rues étaient jonchées de morts et de mourants, je me rendis le surlendemain dans cette ville pour administrer les secours de la religion aux blessés.

Je pénétrai, sans mésaventure, dans la grande rue qui conduit du Rio-Grande à la Plaza-Mayor; le bruit du canon

et de la fusillade, le sifflement des boulets et des balles excitaient mon cheval, étourdissaient mes oreilles ; mais des combattants, je n'en vis nulle part, ils étaient tous cachés. Grâce à la maladresse des tireurs, à la frayeur qu'ils avaient de se montrer, j'arrivai à vingt pas de la principale barricade, sans avoir reçu la moindre égratignure. Mais là, trente fusils me couchèrent en joue ; n'ayant pas le temps de me mettre à couvert, je tirai brusquement la bride de mon cheval, et deux violents coups d'éperon le firent cabrer. Un feu de peloton retentit, et ma monture tomba frappée de trois balles. Avant que les fusils fussent rechargés, je courus à la barricade, le capitaine qui la défendait me reconnut et fut très mortifié de ce qui était arrivé. Je l'informai du but de ma visite et le priai de m'indiquer l'endroit où se trouvaient les blessés. Je m'y rendis en toute hâte ; il y en avait quatre !

Le soir même, Carvajal me fit appeler pour retourner à Matamoros visiter, dans une cabane près de son quartier, cinq déserteurs, blessés grièvement et qui ne pouvaient être transportés à Brownsville. Il me donna son guide et je partis à pied pour courir moins de danger. Arrivé dans la rue du Commerce, au bout de laquelle on voyait une barricade et deux canons de gros calibre, j'entendis une forte détonation ; une maison de brique s'effondra derrière moi, mon guide tomba ; un boulet lui avait traversé le bas-ventre et le haut de la cuisse. Ignorant l'endroit où l'on avait recueilli les blessés, je me trouvai dans une situation fort embarrassante. Heureusement, un officier américain qui passait me l'indiqua. Dans cette cabane, un médecin irlandais soignait les blessés ; je l'envoyai auprès de mon guide et donnai les soins de mon ministère aux cinq déserteurs. En retournant à Brownsville où se trouvait ma résidence, je rencontrai une centaine de cavaliers de Carvajal qui allaient se battre près du cimetière, contre un nombre égal de lanciers d'Avalos. Les deux partis se rencontrent dans une petite prairie, s'examinent à distance, puis, chacun rentre chez soi, tout fier de ce que l'ennemi n'a pas osé l'attaquer.

Après douze jours d'un siége dont je viens de raconter les principales péripéties et l'incendie de quelques maisons brûlées par les Américains, Carvajal se retira, en apprenant que Canalès venait au secours de Matamoros avec un millier d'hommes. Ce général, pour des raisons personnelles, détestait autant Avalos que Carvajal; espérant que le premier serait battu par le second, qu'il pourrait ensuite battre à son tour, il venait à petites journées. Trouvant Avalos victorieux, il était de très mauvaise humeur. Après quelques jours de repos, il partit pour Camargo, dans le but de détruire les bandes de Carvajal. Les deux partis se rencontrèrent dans le bois qui sépare Camargo de Rio-Grande-City. Les soldats, cachés derrière les arbres, tiraient des coups de fusil, déjà depuis plusieurs heures, sans blesser personne, lorsque le colonel Nuñez, commandant la cavalerie de Carvajal, s'écria : — « Nous sommes trahis! sauve qui peut! » On prétend que c'est lui qui trahissait. La cavalerie prit alors le galop dans la direction du Rio-Grande, laissant l'infanterie américaine continuer la fusillade jusqu'à la nuit. Carvajal, jugeant qu'il n'avait plus assez de troupes, se replia sur le Texas, qui était à quelques centaines de mètres du champ de bataille. Canalès, craignant d'être surpris pendant la nuit, se retira de l'autre côté du San-Juan, qui passe au nord de Camargo. Un espion avertit Carvajal de cette retraite inattendue, et celui-ci rebroussa chemin pour entrer dans la ville avant le jour. En même temps, des Mexicains annonçaient à Canalès que l'ennemi s'était sauvé au Texas. Le général, enhardi par ce succès inespéré, revint à Camargo. Au lever du jour, les deux armées se trouvèrent de nouveau en présence, fort étonnées de se rencontrer à force de s'éviter. Le combat était inévitable et dura deux ou trois heures; il y eut quelques blessés et même des tués. Les Américains, manquant de munitions, durent céder, et retournèrent à Rio-Grande-City; ils publièrent que leur retraite n'était qu'un mouvement stratégique. Ainsi se termina ce pronunciamiento qui donne une idée très exacte de la

manière dont se font, en général, les révolutions et les guerres au Mexique.

Dans mon *Journal d'un missionnaire au Texas et au Mexique*, je donne des détails sur les conséquences de cette guerre, et mes efforts inutiles pour sauver la vie des prisonniers faits pendant le siége de Matamoros. Arista fut inflexible et donna l'ordre de les exécuter en masse. Dans un numéro *del Universal* de Mexico, en date du 30 octobre 1851, on lit un acte d'accusation contre le général Arista, adressé au peuple mexicain par le général Woll, mis arbitrairement à la retraite par ce président. Dans cet acte, on voit qu'Arista aimait beaucoup l'argent et que ses sentiments d'humanité étaient fort peu développés... « M. Arista, est-il dit dans ce journal, préfère employer son épée, vierge du sang ennemi, à couper les têtes de ses concitoyens et les mettre dans de la saumure, comme il l'a fait pour celle du malheureux Zapata qui serait si nécessaire sur les frontières »... Ce curieux document prouve que Santa-Anna avait eu raison de faire faire une enquête sur la conduite d'Arista lorsqu'il commandait l'armée du nord, et qu'il avait eu tort de lui rendre ce commandement après avoir ordonné de l'enchaîner et de le faire venir à Mexico pour y être jugé. Du reste, voici sur ce sujet une lettre qui mérite d'être publiée à plusieurs titres.

« Carthagène, 25 mars 1852... L'élévation d'Arista au pouvoir a été l'œuvre de ses artifices et de ses viles intrigues, quand le pays était encore étourdi par la guerre injuste que le gouvernement des États-Unis porta jusque dans la capitale. Il sut profiter du désordre général et, flattant les uns, menaçant les autres, il se fit nommer président. Mais... il est maudit de tous les Mexicains, à très peu d'exceptions, et, malgré la protection que lui donne le gouvernement de Washington parce qu'il favorise ses vues, sa chute et son châtiment sont, tôt ou tard, inévitables. D'un autre côté, il faut considérer que lorsque un peuple se prostitue, il revient difficilement au sentier du devoir, de

l'honneur et de la gloire ; il n'est donc pas étonnant que ce misérable occupe un poste dont il est indigne pour bien des raisons, avilissant ainsi davantage sa malheureuse patrie.

« Quant à moi, je n'ai jamais manifesté à personne la résolution de ne plus retourner dans la patrie. J'ai dit et répété plusieurs fois : *que si par un appel national mes services étaient réclamés, je ne refuserais pas de les prêter aussitôt, mais jusqu'à cette circonstance, je ne retournerai pas me mêler des affaires publiques*. Ce n'est donc pas abandonner la patrie... Ma conscience est tranquille dans cette retraite que j'ai choisie pour ne pas voir des faits infâmes, et ne pas me confondre avec ceux qui portent sur leur visage la honte et l'opprobre. Le peuple mexicain mérite le sort qui l'attend, parce que, connaissant l'abîme vers lequel on le conduit, il reste tranquille. Qui pourra-t-il accuser de son malheur? Il sut se lever en masse le 6 décembre 1844, quoique la nation prospérât, salissant l'homme qu'il appelait tyran, et quand elle était respectée de l'étranger. Et maintenant il ne peut le faire pour éviter qu'un pervers, auquel il ne saurait devoir plus de maux, ne la vende à l'odieux Yankee et ne consomme sa ruine... — A. L. de Santa-Anna. »

Le 25 avril de la même année il écrivait au général Woll... « Vous avez raison de m'accuser d'être excessivement clément et généreux. Je l'ai été à l'extrême, et les résultats m'ont prouvé qu'avec cela j'avais causé de grands maux à la patrie, quoique mon intention fût toute différente. Si, à Guanajuato, j'avais fait appliquer au misérable Arista le châtiment qu'il méritait, il ne commettrait pas les mauvaises actions qui causeront la ruine de la malheureuse nation mexicaine. Et si, à l'égard de bien d'autres que vous connaissez, j'avais agi de même, l'aspect du pays serait incontestablement tout autre. Oh! combien il coûte, mon cher ami, d'apprendre et d'acquérir l'expérience ! Il est de l'homme de se tromper avant d'apprendre, et mes erreurs

méritent de l'indulgence parce qu'elles émanent de mon cœur et des sentiments dont la nature m'a doué. — A. L. de Santa-Anna. »

Cette lettre était une réponse à quelques passages de ce que lui écrivait le général Woll, alors à la Havane. La correspondance de ces deux personnages, à cette époque, est trop instructive pour ne pas en citer d'autres extraits... « Vous avez raison, lui disait le général Woll, de vous plaindre de l'odieuse conjuration de 1844. Ce 6 décembre a précipité la ruine du Mexique qui se relèvera difficilement, si les Mexicains, reconnaissant leurs erreurs, ne rappellent pas Votre Excellence pour les sauver... Avec toute la franchise qui me caractérise, je vous dirai que le salut de la nation se trouvait en vos mains, si, sans hésiter, vous aviez, ce jour marché sur Mexico; un peu de sang versé et quelques heures de combat auraient suffi pour vous rendre maître de la capitale. L'occasion était alors opportune; avec l'exécution de l'hypocrite traître Herrera, de Cespédès et quelques autres, votre pouvoir se serait cimenté, Parédès aurait fui pour s'embarquer, Alvarez et Bravo auraient désarmé, Inclan aurait traité, le Quijanito aurait été annihilé, et pour longtemps, peut-être pour toujours, les pronunciamientos auraient disparu. Je vous ai déjà dit et je vous répète que vous avez une vertu qui fait honneur à votre cœur, mais qui est incompatible avec l'homme d'État; c'est une générosité excessive, pour ne pas dire imprudente. Une seule fois dans votre vie, vous n'avez pas écouté les aspirations de votre âme, lors de la mort de Mejia, et vous devez vous rappeler combien cet acte de vigueur augmenta le prestige de votre puissance et de votre nom. Si vous en aviez fait autant avec Arista et Parédès, dites-moi si le général Santa-Anna serait à Carthagène aujourd'hui, etc. — Adrien Woll. »

Les amis de Santa-Anna le prièrent, à cette époque, de revenir au Mexique, et comme il subordonnait son retour à l'appel de la nation, on l'accusait d'indifférence. A cette accusation il répondait le 25 juin : « La preuve que je n'ai pas

abandonné ce peuple dans ses conflits, c'est que, malgré son horrible conduite contre moi depuis la conspiration du 6 décembre 1844, je me suis rendu à son appel en 1846, et, prenant sa défense sans éléments pour sortir vainqueur, j'ai dû souffrir toutes sortes de maux. Il est notoire tout ce que j'ai fait pour obtenir un triomphe sur l'ennemi commun et tout ce qu'ont fait pour l'éviter les misérables Mexicains renfermés dans le sein de cette malheureuse nation. Non seulement ils ont fait cela, mais encore ils m'ont enlevé l'épée de la main et se sont servis des envahisseurs pour vouloir couper le fil de mes jours dans ma pacifique résidence. Ils m'ont fait quitter le sol de la patrie, parce que je ne voulais pas alors respirer l'air où se trouvaient ces monstres d'iniquité qui vendaient leur pays pour une écuelle de lentille et dont ils se partageaient ensuite le misérable butin. — A. L. de Santa-Anna. »

Les lettres des mois d'août, de septembre et de novembre, écrites par l'ex-dictateur à ses amis, en 1852, révèlent la douleur la plus profonde de voir son pays s'avilir et se ruiner de plus en plus. On y voit la haine la plus invétérée contre « l'odieux Yankee, » et le pressentiment de son retour. « Le Mexique est tellement versatile, dit-il, que je pense être bientôt rappelé pour panser, sinon guérir, les blessures faites par l'administration d'Arista, ce petit tyran... Les faits se précipitent à Mexico d'une manière extraordinaire; il est certain que le petit tyran va disparaître; sur ce point, tous les partis sont d'accord. La différence des opinions consiste dans la marche qu'il faudra suivre postérieurement. Ceci va produire des maux d'un autre genre, mais toujours funestes à notre malheureuse patrie. »

Voici ce qui se passait au Mexique, tandis qu'on sollicitait Santa-Anna d'y revenir. La population de Mazatlan s'était soulevée contre le gouvernement; les garnisons du Jalisco proclamèrent la destitution du président Arista; ce mouvement insurrectionnel fut imité par Vera-Cruz. Le général D. Josè Lopez Uraga marcha sur Mexico, à la tête des troupes

insurgées. Le but de cette nouvelle révolution était « la destitution du pouvoir exécutif qui avait démérité la confiance publique, l'organisation d'un gouvernement provisoire. La convocation d'un congrès extraordinaire pour réformer la constitution, et l'adoption de plusieurs réformes dans les diverses branches de l'administration. » Le gouvernement réprima d'abord la liberté de la presse, pensant ainsi étouffer la révolution; puis, il fit marcher le général Robles contre les révoltés. Mais l'armée d'Arista ne pouvait atteindre à la fois tous les points menacés ou déjà soulevés; du reste, étant considérée plus dangereuse qu'utile au pays, elle n'avait pas été réorganisée depuis la retraite des Américains; en outre, différents chefs envoyés pour combattre l'insurrection, se prononçaient selon l'habitude en faveur des révoltés. La république continuait les sanglantes pages de ses éternelles révolutions. A toutes ces complications intérieures se joignaient au dehors des difficultés avec les États-Unis pour la rectification des frontières du nord, avec la France et l'Angleterre dont les intérêts étaient sans cesse compromis dans la personne de leurs nationaux.

Le congrès, convoqué en séances extraordinaires le 15 octobre, se réunissait jusqu'au 31 décembre, sans pouvoir améliorer la situation, tant au dedans qu'au dehors. Arista, effrayé de cet horizon, chaque jour plus assombri, abdiqua le pouvoir le 15 janvier 1853, et quitta Mexico subitement. D. Juan Cevallos, nommé président intérimaire, donna le portefeuille des affaires étrangères à D. Juan Antonio de la Fuente, celui de la justice à D. Joaquin Ladron de Guevara; celui des finances, à D. Josè Maria Urquidi, et celui de la guerre au général D. Santiago Blanco. Le 19 janvier de cette même année, les chambres furent dissoutes par ordre du gouvernement. Celle des députés mit en jugement Cevallos, et déclara président provisoire le gouverneur de Puebla, D. Juan Mugica qui refusa cet honneur. Enfin, le 6 février 1853, à la suite d'un arrangement conclu à l'Arroyo-Zarco, entre Uraga, chef des insurgés du Jalisco, et D. Manuel Robles Pezuela,

commandant les troupes du gouvernement, le général D. Manuel Lombardini prit possession du fauteuil de la présidence, destiné à Santa-Anna avec la dictature. Ainsi se termina la seconde période de la forme fédérale dans la république mexicaine.

DICTATURE

1853-1860

La révolution qui venait de renverser Arista n'avait pas eu, dans son principe, le même but partout, c'est à dire le retour de Santa-Anna au pouvoir, mais la majorité des insurgés finit par se prononcer en ce sens. Il faut bien l'avouer aussi, les amis de l'illustre exilé travaillèrent activement en sa faveur. Les correspondances de MM. Lombardini, Woll et Pacheco nous donnent des détails assez curieux à ce sujet et sur les événements qui s'accomplirent dans la république avant le 20 avril 1853, époque à laquelle Santa-Anna fut de nouveau investi du pouvoir dictatorial. Des extraits de ces correspondances vont me servir de texte pour l'histoire morale et politique de ces quelques mois. Le 16 février 1853, le président Lombardini écrivit de Mexico à l'un de mes amis : — « Je vous remercie de la satisfaction que vous me manifestez de m'être chargé du pouvoir exécutif, dont j'ai pris possession, en me sacrifiant pour délivrer le pays du torrent impétueux des ambitions particulières et de parti. — Lombardini. »

Le général Woll, qu'Arista avait mis à la retraite, était de

retour au Mexique après un congé de quatre ans et recevait de M. Ramon Pacheco, devenu plus tard ministre du Mexique à Paris, une lettre, difficile à déchiffrer, sans nom de ville, et datée du 16 février, dans laquelle on lit les passages suivants : — ... « Quant aux intrigues qui ont eu lieu pendant tout le cours de cette révolution pour que le général Santa-Anna ne revînt pas, elles ont redoublé d'efforts au dernier moment... leurs auteurs sont néanmoins tombés dans leur propre filet, et le général Santa-Anna sera nommé par tous les États. Les premiers votes connus sont ceux de Queretaro, Morelia et San-Luis. Il est pourtant nécessaire que ces messieurs — de Vera-Cruz — votent ainsi que ceux de Tampico, du Yucatan, et de Tabasco... Il paraît que les commissaires se sont accordés avec Lombardini, et que Puebla agira dans le même sens. — Ramon Pacheco. »

La lettre suivante du président Lombardini au général Woll nous montre que plusieurs individus ne voyaient pas avec plaisir le retour de Santa-Anna, et qu'il y avait une opposition armée qui tâchait de soulever le pays pour empêcher sa nomination. — « Mexico, 16 mars 1853. — J'ai beaucoup été peiné d'apprendre que l'étendard de la révolte a été de nouveau levé... Les intentions des auteurs de ces mouvements sont bien connues ; c'est pourquoi le gouvernement désire que vous vous transportiez le plus tôt possible dans le Tamaulipas, et qu'étant sur le lieu de l'insurrection, vous puissiez agir avec le jugement qui vous distingue et l'énergie qu'il faut déployer dans certains cas.

« J'écris au général Casanova de marcher avec vous sur Tampico, où il vous remettra le commandement de cette province, afin que vous puissiez prendre immédiatement vos dispositions pour faire cesser ces conflits, produits par l'ambition et les vues personnelles de quelques individus qui voudraient s'élever aux dépens de ceux qui se laissent facilement séduire. — Lombardini. »

Le général D. Josè Uraga, qu'on a vu commencer cette révolution, se trouvait alors à Tacubaya, prêt à partir pour

l'Espagne comme ministre plénipotentiaire. Je vais le laisser raconter lui-même la cause de cette malencontreuse nomination, dans un moment où les bons généraux n'étaient pas communs. — « Tacubaya, 12 mars 1853. — Étant convaincu que ceux qui ont fait le plus de mal au général Santa-Anna, sont ceux qui, sous le nom d'amis, l'ont autrefois entouré et déconsidéré, en ne s'occupant que de leurs propres affaires, j'ai cherché cette fois à éloigner leur influence pernicieuse et lui préparer une atmosphère plus pure, l'entourant d'hommes loyaux qu'il pouvait appeler de vrais amis. En effet, j'ai travaillé à former un ministère auquel participeraient les conservateurs. Naturellement, j'ai eu contre moi tous les *santanistas*, — partisans de Santa-Anna, — qui ne veulent rien céder de l'influence exclusive à laquelle ils aspirent, tous les intéressés dans les contrats qui se font... et, finalement, tous ceux qui peuvent perdre quelque chose de leurs espérances. J'ai été vaincu et obligé de me préparer à quitter la république d'une manière honorable. Telle est l'origine de ma nomination de ministre plénipotentiaire en Espagne... Tous les hommes nuls que j'ai combattus ne me pardonneront pas ; ils travailleront à m'aliéner l'esprit du président et me dépeindront comme un ennemi, un élément de réaction, sinon comme un suspect. Je crois qu'il serait bon de ne pas cacher à Santa-Anna combien peut lui être utile l'appui de mon influence pour fortifier son administration. — Josè Uraga. »

Dans une autre lettre, datée du 21 mars, il disait... « Si le général Santa-Anna croit mes services utiles pour son gouvernement, je les lui prêterai avec loyauté et bonne foi ; mais, je mettrai pour condition essentielle qu'il éloigne de lui toute cette canaille qui nuit à sa réputation et perd la nation ; qu'il s'entoure de ses vrais amis et qu'avec eux il fasse front à toutes les aspirations exagérées de ceux qui se disent ses partisans, et ne font que déconsidérer, exploiter son nom respectable, dans leurs intérêts individuels. — Josè Uraga. » —

Me bornant à écrire l'histoire du Mexique avec les documents mexicains, je ne jugerai pas la conduite du pouvoir exécutif vis-à-vis du général Uraga, dont je reparlerai bientôt, mais je constaterai que les fautes de tous les gouvernements en général proviennent de cette *camarilla* qui s'impose partout, que les souverains ne voient jamais et qui les prive des lumières dont ils ont besoin et des amis les plus dévoués comme des serviteurs les plus intelligents. Mais, ce mal, vu seulement du public, est irremédiable et les peuples en souffriront toujours autant que les monarques.

Il y avait déjà trois ans que Santa-Anna cultivait à Carthagène une petite propriété rurale appelée « La Rosita », quand une commission mexicaine composée des colonels D. Manuel Escobar, D. Salvador Batres et du docteur D. Adolfo Hegervisch, vint remettre entre ses mains les actes par lesquels les États l'appelaient au gouvernement de la république. Il hésita pendant quelques jours à prendre une décision, mais les observations des trois délégués, les prières de sa famille qui désirait ardemment retourner dans la patrie, et surtout la crainte de paraître abandonner la nation dans ses moments de malheur, le déterminèrent à quitter sa retraite. Une lettre datée de Carthagène, 10 février, nous révèle les luttes auxquelles son esprit était en proie, lorsque les délégués lui remirent les communications officielles et particulières de Lombardini.

— « J'ai opposé, dit-il, une résistance invincible à mon retour dans mon pays, qui m'a causé tant de chagrin, parce que j'ai la triste conviction qu'*il ne saura jamais abjurer ses erreurs;* mais d'un autre côté, j'ai pensé que ses fils avaient bien souffert, et qu'ils doivent maintenant avoir une douloureuse experience du passé. Du moins, c'est ainsi que je les juge, en consultant mon propre cœur. La guerre subie par la patrie et la démoralisation intronisée par les administrations prostituées d'Herrera et d'Arista l'ont mise dans un tel état de désordre et de confusion, qu'il sera difficile d'encadenasser le vice et de rétablir la morale. Je me suis décidé

à partir, parce que je ne veux pas que l'on dise que moi aussi je fus égoïste, et que l'histoire ou mes diffamateurs me jettent à la face que je me suis fais sourd aux clameurs de mes compatriotes. Par conséquent, je partirai par le paquebot du mois de mars prochain. — A. L. de Santa-Anna. » —

La grande majorité des Mexicains se réjouit du retour de l'exilé; le général Lombardini, dans une lettre datée du 13 avril, exprime sa satisfaction personnelle de la manière suivante... « Obéissant à la volonté de la nation... le général D. Antonio Lopez de Santa-Anna, qui doit venir dans trois jours, va prendre possession de la présidence. Il sacrifie sa tranquillité et retourne dans son pays lui prêter de nouveau ses patriotiques services. Mes désirs sont réalisés, comme Mexicain qui aspire au bien et à l'agrandissement de la patrie. J'ai la satisfaction de quitter le pouvoir, d'où mes convictions m'éloignaient et que j'avais accepté pour mettre un terme aux discordes politiques qui existaient sur quelques points de la république. — Lombardini. »

Arrivé à Mexico, Santa-Anna fut mis en possession du gouvernement le 20 avril, avec des pouvoirs discrétionnaires. Pendant sa nouvelle administration il eut pour ministres, aux affaires étrangères, D. Lucas Alaman, et D. Manuel Bonilla ; à la justice, D. Teodosio Lares ; aux finances, D. Antonio Haro y Tamariz, D. Ignacio Sierra y Rosso, D. Luis Parres, D. Manuel Olasagarre et D. Manuel Canceco ; à l'intérieur, D. Joaquin Velasquez de Leon ; à la guerre, les généraux D. Josè Maria Tornel, D. Lino Alcorta et D. Santiago Blanco. La composition de ce cabinet révéla la marche politique qu'il allait suivre ; Alaman, Bonilla et Larres étaient ulta-conservateurs et monarchistes. La fédération une fois abolie, pour la dictature, on verra que cette forme de gouvernement fut à la veille d'être remplacée par celle de la monarchie.

An arrivant, Santa-Anna avait trouvé le Mexique dans une situation plus déplorable encore qu'il ne se l'était imaginé... « Le désordre, dit-il dans une lettre datée de Mexico

26 avril 1853, le désordre que j'ai trouvé dans toutes les branches de l'administration, l'excessive pénurie du trésor et mille autres difficultés particulières à la situation m'imposent un travail de réorganisation dont on ne peut pas se faire une idée. » Le 7 mai, il ajoutait dans une autre lettre... « Le temps est arrivé de faire connaître qu'il existe un gouvernement national qui se fera obéir sous l'empire des lois et de la morale publique. Tous ont pris, sous les administrations antérieures, l'habitude de faire leur sainte volonté et de vivre dans un perpétuel désordre; il n'est donc pas étrange qu'ils désirent suivre la même conduite; mais les circonstances sont changées, et l'on donnera des preuves répétées que le gouvernement actuel n'est pas impotent et qu'il a l'énergie nécessaire pour remplir ses devoirs. Il est indubitable que le général Arista est un malfaiteur et qu'il mériterait d'expier ses crimes à la potence, mais plusieurs raisons ont décidé le gouvernement à ne faire qu'expatrier ce monsieur, lui fixant une résidence sur un point de l'Europe. — A. L. de Santa-Anna. » —

Au sujet d'Arista, Suarez Navarro écrivait au général Woll, le 3 mai... « J'ai eu le plaisir de signer l'ordre d'exil de D. Mariano Arista qui, par une singulière coïncidence, va à Berlin, accompagné du général Uraga, lequel se rend à sa mission... Je n'ai pu obtenir que le premier soit fusillé, même en me rendant responsable de ce châtiment si bien mérité, parce qu'on n'a pas l'énergie nécessaire pour détruire ceux qui ont toujours fait du mal à notre pays. »

Le général Uraga, principal auteur de la chute d'Arista, partait, en effet, en même temps que l'ex-président. Par sa correspondance, on voit qu'il était très contrarié de partir... « Au lieu de la légation d'Espagne, dit-il dans une lettre du 27 avril, c'est celle de la Prusse et de la Saxe que j'ai reçue sans y mettre d'opposition ; j'aurais reçu de la même manière celle du Japon, puisque mon principal objet, en quittant la république, est d'éloigner dans ma personne tout obstacle à la nouvelle administration... J'ai l'espérance qu'on

me rappellera quand la paix et l'intégrité du territoire mexicain seront en danger. » Le 25 mai, il écrivait de Vera-Cruz : — « Si j'ai de la fatuité, si j'ai de la présomption et de l'orgueil, c'est de me croire le meilleur et le plus nécessaire lieutenant de *n'importe quel gouvernement du Mexique*, et surtout pour celui de Santa-Anna. »

Les fautes commises par le dictateur, depuis son apparition sur la scène politique, sont trop nombreuses pour être excusées en aucune manière; néanmoins, il ne faut pas voir uniquement le vilain côté de son administration, comme l'ont fait les ennemis et les amis de Santa-Anna. Les uns l'accusent d'avoir gaspillé l'argent du trésor public, ce qui paraît facile, puisque les coffres étaient toujours vides; les autres lui reprochent de n'avoir pas eu le courage de se laisser nommer empereur du Mexique et de gouverner, avec l'énergie d'un souverain absolu, un peuple rendu malheureux par une forme de gouvernement qui, depuis trente ans, le conduisait à la démoralisation sociale comme à la ruine la plus complète. Lorsqu'il vint au pouvoir, au mois d'avril 1853, il n'y avait pas une piastre dans le trésor, et, de longtemps on ne devait espérer aucune rentrée, à cause des rentes affectées au paiement de plusieurs dettes envers des puissances étrangères avec lesquelles on avait passé des conventions onéreuses, de sorte que le gouvernement ne touchait que trente pour cent sur le produit des douanes maritimes qui était hypothéqué. L'armée ne se composait que de quelques bataillons. Les sauvages dévastaient les États de la Sonora, du Sinaloa, du Chihuahua, de Durango et même de Zacatecas; les routes étaient infestées de voleurs; les partis, face à face, se déchiraient comme de coutume; dans le présent et dans l'avenir, on ne voyait que désordre et chaos.

Les forteresses de S. Jean d'Uloa et de Perote, désarmées par les Américains, furent réparées et garnies de canons; l'armée, réorganisée, fut élevée au chiffre de quarante-cinq mille hommes bien équipés, et les fusils à pierre furent

remplacés par des fusils à percussion. Santa-Anna fit acheter des navires à voiles et construire des bateaux à vapeur pour la flotte nationale qui n'existait plus. Les casernes, les hôpitaux, les arsenaux et les fonderies de canons furent réparés, établis et mis en bon état. La frontière fut couverte par une armée de cinq mille hommes, placée sous le commandement du général Woll, élevé au rang de général de division. Les routes, améliorées sur plusieurs points, furent purgées des bandits qui les infestaient. Les relations internationales s'améliorèrent; le commerce, reprenant confiance, se ranimait; l'agriculture se développait; les finances publiques se bonifièrent, grâce à un système assez convenable pour ce pays et cette époque. Le président créa les ministères de l'intérieur et des travaux publics, s'occupa de l'amortissement de la dette extérieure de la France et de l'Espagne, régla la condition des étrangers dans l'ordre judiciaire et l'administration de la justice, promulgua des lois sur la banqueroute, les employés des finances et le recrutement, modifia les lois attentatoires au droit de propriété et celles sur les successions; il me faudrait encore plusieurs pages pour énumérer seulement les réformes et les créations dues à Santa-Anna, de 1853 à 1855. En introduisant ainsi l'ordre et de sages réformes dans ce malheureux pays, il n'était pas étonnant que le président lésât bien des intérêts et se fît des ennemis de tous ceux que le désordre avait enrichis jusqu'alors.

Au commencement de l'année 1853, le gouvernement mexicain décréta la réception du bref apostolique qui nommait monseigneur Luigi Clementi, légat du saint-siége, près de la république mexicaine; le gouvernement fit pourtant ses réserves sur plusieurs points du bref, et n'autorisa pas monseigneur Clementi à proclamer des interdits ecclésiastiques, à exercer une juridiction contentieuse, à exiger des restitutions *in integrum* contre des sentences rendues ou des contrats légaux, à se mêler de l'aliénation faite ou à faire des biens ecclésiastiques, à conférer des bénéfices ecclésiastiques

et nommer des pronotaires apostoliques. Le décret sur le recrutement, proclamé le 7 décembre 1853, atteignait toutes les classes de la société, et avait plusieurs analogies avec notre loi de 1832, sur le même sujet.

Vers la fin de 1853, on suppliait Santa-Anna de se déclarer empereur, lui faisant remarquer que la monarchie inspirerait plus de confiance au Mexique comme à l'Europe, et que la république n'avait amené jusqu'à présent que l'anarchie. On lui faisait remarquer que même Soulouque avait été reconnu comme empereur par toutes les puissances, et qu'en s'arrogeant ce titre il donnerait plus de stabilité à l'ordre actuel et plus de prestige à la nation. On le priait également de fixer les émoluments qu'il jugerait convenables pour soutenir son rang et celui de sa famille, mais de ne plus spéculer sur sa signature dans les contrats; d'interdire à ses amis, à ses parents, le vol légal, c'est à dire la spéculation des emplois et des fournitures. Santa-Anna n'osa pas; il n'avait pourtant pas à redouter le sort d'Iturbide; les circonstances n'étaient plus les mêmes; il n'eut point le courage d'imiter Soulouque, de se moraliser lui-même et de mettre un frein aux concussions de son entourage. Il accepta simplement le titre d'Altesse Sérénissime, se composa une cour brillante, réorganisa le chapitre de l'ordre de N.-D. de Guadalupe, obligea tous les chevaliers de cet ordre à porter dans les réceptions et les cérémonies publiques, leur magnifique costume officiel, imposa des uniformes très riches à tous les employés civils et militaires du gouvernement et continua ses habitudes de jeu, de dépenses et de faveurs accordées à l'intrigue et au plus offrant.

Cette idée de déclarer Santa-Anna empereur, je la retrouve dans une multitude de lettres datées des mois de novembre et de décembre 1853... « Il paraît qu'à Mexico, écrivait alors le colonel Francisco Casanova, commandant la ville de Tampico, à son général en chef, il se traite de donner à la pétition dont il s'agit un caractère plus formel,

et que les idées de déclarer empereur Santa-Anna se généralisent. » D'après cette lettre et plusieurs autres, portant la date du 10 décembre, on voit que non seulement les provinces de Mexico, de Puebla et de Jalisco opinaient en ce sens, mais presque tous les départements de la république. Santa-Anna, loin de seconder ce mouvement, l'étouffa. Je ne sais s'il eut tort, mais tous les hommes qui ont été reçus au palais national de 1853 à 1855, affirment qu'il ne manquait à Santa-Anna que le titre d'empereur, tant il recevait bien, quoique trop économe dans son intérieur et lorsqu'il devait recevoir aux frais de sa cassette particulière. Sa cour, aussi fastueuse que celle de la plupart des grands souverains de l'Europe, rappelait le luxe déployé dans certaines occasions solennelles à Rome, aux Tuileries et dans bien d'autres capitales. Ses cuirassiers, ses dragons, ses lanciers, ses gardes d'honneur ne laissaient rien à désirer dans leur tenue; la couleur seule de leur peau jurait un peu avec la beauté de leurs uniformes.

Santa-Anna n'ignorait pas l'influence du prestige personnel et de la représentation royale sur l'esprit des populations méridionales, mais il n'ignorait pas non plus que les révolutions du Mexique n'avaient eu pour cause, après tout, qu'une question d'argent. Le féodalisme espagnol, après avoir remplacé le féodalisme aztèque, a changé de forme sous la république mexicaine, mais il est resté intact, en dépit des changements politiques. En effet, les propriétaires qui ont de cent à mille lieues carrées de terrain, les généraux de division qui ont des commandements importants et les gouverneurs de province, sont de vrais barons des temps féodaux qui ne révolutionnent guère le pays et ne se prononcent contre le gouvernement que lorsqu'ils sont lésés dans leurs intérêts pécuniaires, lorsqu'on ne les paie plus et qu'ils sont obligés de se faire payer, en secouant le joug du pouvoir régulier. On a vu que dès le commencement de l'indépendance, la république n'ayant point d'argent dut recourir à des emprunts onéreux et hypothéquer les re-

venus publics pour faire face aux premières nécessités ; on a vu que les changements vertigineux de gouvernements n'avaient point des convictions pour bases, mais des intérêts ; il n'est donc pas étonnant de voir ces oligarques, uniquement occupés de leurs intérêts personnels, sucer le sang le plus pur de la république, augmenter avec une effrayante rapidité la pauvreté nationale et par conséquent la pénurie du trésor public. Le système des emprunts et des hypothèques, intronisé par la nécessité, développé jusqu'à ses dernières limites, dans un pays où le patriotisme n'existe qu'à l'état d'exception, devait naturellement rendre impossible la durée constitutionnelle de n'importe quel gouvernement. Aussitôt que le pouvoir exécutif ne pouvait plus donner de la sécurité aux grands propriétaires, des emplois lucratifs aux ambitieux, de l'argent aux généraux pour payer l'armée et aux gouverneurs pour payer les employés, la révolution éclatait et le gouvernement tombait. Le « bien de la patrie, la liberté, les droits du peuple » étaient le prétexte ostensible du soulèvement des uns ou des autres, mais l'intérêt privé était la cause réelle de la révolution. Santa-Anna a qualifié d'une manière très pittoresque le jeu de ces révolutions. « Nous sommes, dit-il un jour, des joueurs qui veulent jouer et qui n'ont à leur disposition que des cartes biseautées. » Tous, en effet, trichaient et ne savaient pas jouer honnêtement.

Néanmoins, en 1853, Santa-Anna avait beau jeu, son prestige et ses capacités aidant, il aurait pu faire beaucoup de bien au Mexique, malgré la désastreuse situation dans laquelle l'avaient laissé Herrera et Arista, après l'invasion américaine. Il avait pour lui la grande majorité de la nation et une armée de quarante-cinq mille hommes qui lui était très dévouée ; mais il n'eut pas assez d'empire sur lui pour moraliser son entourage, son administration et ses partisans. Les vrais amis avaient peu d'influence sur ses actes, sa *camarilla*, au contraire, en avait beaucoup ; elle empêchait les Cassandres modernes de se faire écouter.

Dans une lettre datée de Berlin, 4 août 1853, Uraga se plaignait déjà, comme tant d'autres, qu'aucune de ses lettres ne parvenait au président; il ajoute une phrase qui donne la clef de l'énigme de cette quantité étonnante de lettres écrites par Santa-Anna. « Je sais, dit-il, que le président ne laisse jamais sans réponse une seule lettre, n'importe qui l'a écrite, il y a des personnes intéressées à empêcher nos relations directes ». A propos d'Uraga, voici des extraits historiques et prophétiques de sa correspondance de Paris et de Berlin, écrite en français, et qui méritent d'être publiés.

» Je bénis le ciel de m'avoir inspiré l'idée et la résolution de venir, quittant ma famille, mes amis et mon ambition. Je crois que je tirerai quelque utilité de mon voyage, ainsi que de ma constante application aux études et de me vouer à puiser, dans ces abondantes sources, la connaissance du bien-être des peuples. Cependant ces travaux, aujourd'hui pénibles et fâcheux, porteront-ils un jour des fruits pour mon pays? Je n'y veux pas penser parce que j'y réponds toujours par non, et cela me décourage. Je crois, malheureusement, que *le Mexique se roule à fond, qu'il ne parviendra jamais à établir un gouvernement*, et que ces basses et mesquines passions qui se sont emparées de nos hommes, ces lâches passions, dans lesquelles on chercherait en vain un seul sentiment élevé envers la patrie, finiront par nous précipiter dans un abîme. Dieu nous en préserve ?

« On m'accuse, dans toute ma correspondance, d'avoir entraîné le pays dans la situation actuelle, c'est vrai, mais je ne le souhaitais pas ainsi. J'avais voulu qu'au retour du général Santa-Anna, les passions fussent calmées et qu'il ne dût pas son établissement au pouvoir ni à un parti, ni à la crapule — *sic* — qui finira par le perdre avec le Mexique... J'en demandais trop...

« A Paris, où je suis resté quarante jours, on m'y fit un accueil parfait, j'assistai à toutes les manœuvres de Satory; j'accompagnai le général Magnan qui me prêta des che-

vaux... C'était la première fois que l'armée du Mexique se trouvait représentée en France... J'assistai, depuis, aux manœuvres de Prusse, où j'étais l'objet d'une distinction très remarquable de la part du roi... J'ai vu la belle organisation financière de France et j'ai étudié les changements qui aujourd'hui se font d'après le système d'un Allemand, M. Jacob, conseiller d'État. Depuis lors je me suis décidé à examiner le véritable système financier de Prusse... J'ai envoyé au Mexique mes études sur les finances de l'armée de ces deux pays; mais on ne les lira point, on ne saura pas les apprécier, et voilà ce qui me décourage excessivement. L'ingratitude est de beaucoup plus insupportable que les obstacles eux-mêmes ».

Après avoir critiqué l'administration mexicaine, de manière à faire prévoir qu'il était en correspondance avec l'opposition et qu'il avait envie de revenir au Mexique jouer un rôle dirigeant, il ajoute : « La révolution, une fois maîtresse de la nation, en finira avec cette ombre ridicule de gouvernement, mais elle ne rétablira rien, parce qu'elle n'a ni chef, ni centre, ni plan, ni combinaison ; seulement, elle proclamera un principe quelconque. Ceci sera pire encore que ce qui existe, et si les hommes qui ont quelque prestige ne se réunissent pas pour lui donner une direction, le Mexique est perdu. J'ai rejeté toutes les propositions de ces libéraux de cafés, et n'ai pas voulu de leurs offres ; mais j'ai dit à mes amis de l'armée de ne pas précipiter les événements parce que tant qu'il y aura une faible espérance d'ordre nous devons la soutenir... — Josè Uraga ». —

L'année 1854 commença sous de fâcheux auspices; la presse de l'opposition attaquait le gouvernement dictatorial avec sa vigueur des jours les plus orageux de la république. Alvarez se soulevait dans le sud, parce que Santa-Anna refusait de payer à ce chef sauvage une forte somme annuelle que les administrations précédentes lui donnaient pour acheter sa soumission. D. Ignacio Aguilar, ministre de l'intérieur, envoyait, le 21 janvier, un ordre à tous les employés

du gouvernement de s'abonner à l'*Universal* et de le propager, « à l'effet, disait-il, de développer les maximes de l'ordre religieux et social contenues dans ce journal »! — D. Santiago Blanco, ministre de la guerre, envoya de son côté, le 4 février, des ordres secrets à tous les chefs de corps d'armée, « pour les engager à veiller sur la presse, qu'il disait être insignifiante, peu morale ou mauvaise, et qui pouvait être une force puissante étant bien dirigée ». En métamorphosant les généraux de division en directeurs de la presse, le ministre ne prouvait-il pas que la presse était moins insignifiante qu'il voulait bien le dire?

Une lettre secrète de Santa-Anna, datée du 11 janvier 1854, dit au sujet d'Alvarez :... « J'avais pensé faire un voyage à Vera-Cruz pour rétablir un peu ma santé détériorée par l'excès de travail que me causent les affaires du gouvernement, dont je suis chargé depuis près d'un an... Mais la rébellion d'Alvarez dans le sud me décide à changer de route, et je vais aller dans cette direction, avec le double objet de reconnaître les localités, afin de donner, avec plus d'assurance, mes ordres aux chefs qui doivent opérer contre ce factieux. Je partirai la semaine prochaine et serai absent pendant un mois. — A. L. de Santa-Anna. »

Le général D. Pedro Ampudia, commandant de Nuevo Leon, écrivait sur le même sujet à son collègue du Tamaulipas. — « Monterey, 16 mars 1854. — Au moment où vous recevrez cette lettre, vous saurez déjà que les célèbres *Pintos*, — Indiens du Guerrero, — du sud du Mexique, avec D. Juan Alvarez à leur tête, ont l'intention de renverser le gouvernement suprême. Ils n'y réussiront pas; mais il suffit d'indiquer l'anarchie pour resserrer plus étroitement nos relations officielles, afin d'écraser instantanément ceux qui prétendent détruire l'ordre dans les départements de l'Orient.

« Il est nécessaire que vous ayez un œil vigilant sur le traître Carvajal... Le tribunal suprême de justice, la municipalité de la capitale, la garnison et les employés des finances ont déjà protesté de leur loyauté envers le gouvernement

suprême, et de l'indignation avec laquelle ils ont vu le mouvement méridional. — Pedro Ampudia. »

Dans la correspondance de M. D. Francisco Arrangoiz, consul du Mexique aux États-Unis, on voit qu'Alvarez entretenait des relations avec des flibustiers américains pour amener un débarquement à Tampico et renverser Santa-Anna, de concert avec les démocrates purs, Comonfort qui se trouvait à Acapulco et les exilés mexicains réunis aux États-Unis, tels que Cevallos, Arriaga, Juarez, Ocampo, Montenegro et d'autres... « Les exilés, dit-il, dans une lettre du mois de mars, font la guerre cynique qu'ils peuvent, c'est à dire, de publier ici des lettres au moyen d'argent, et qui sont supposées venir de notre capitale... Les exilés travaillent à se procurer cent mille piastres. Carvajal leur demande trois à quatre cents fusils pour soulever la frontière... ils espèrent apprendre la nouvelle que la révolution est installée dans le sud, et quelques uns, d'accord avec des personnes de Tampico, travaillent pour que ce port se prononce, et aller ensuite avec une expédition d'aventuriers — américains — secourir les révoltés... Jusqu'à présent, ils n'ont encore réuni aucun corps d'aventuriers, mais il est très facile d'avoir ici cinq cents ou mille hommes, en quarante-huit heures, avec quarante à cinquante mille piastres. — Arrangoiz. »

Au mois de mars, le ministre de la guerre envoyait, à tous les chefs de corps d'armée, deux lettres manuscrites, que je dois publier pour donner plus de détails authentiques sur cette déplorable révolution. —« Mexico, 3 mars 1854. — Par une lettre que je vous envoie, en même temps que celle-ci, vous apprendrez que D. Juan Alvarez a levé l'étendard de la rébellion dans le département de Guerrero. Jusqu'à présent il n'a publié aucun plan, et s'est limité seulement à la prétention d'empêcher le passage des troupes nationales par ce territoire. Il le fait de concert avec les aventuriers de la Haute-Californie, sur l'appui desquels il se confie pour discréditer sa patrie, et ne pas permettre aux méridionaux de

s'affranchir de la honteuse domination dans laquelle il les tient depuis tant d'années.

« S. A. S. est résolue à étouffer cette rébellion qui présente l'horrible aspect d'une guerre de castes et d'une invasion de pirates, et, pour cet effet, il a ordonné de bloquer le port d'Acapulco, et la formation à Chilpancingo, d'une forte division, afin que le tyran du sud soit attaqué par terre et par mer d'une manière tellement effective que le mal soit extirpé de suite, aussi radicalement que l'exigent le respect des lois, la civilisation, les garanties et la liberté dont jouissent les autres départements de la république.

« Afin que toute la nation sache que la cause aujourd'hui défendue par le gouvernement est celle de la civilisation contre le plus barbare despotisme, il serait convenable que vous fissiez une proclamation adressée au peuple et à l'armée du département que vous commandez, pour leur faire comprendre cette vérité, évanouir les espérances des révolutionnaires, et rappeler que le gouvernement et ses principaux agents ne forment qu'un tout, composé d'hommes résolus à faire triompher la grande mission dévolue à S. A. S., de faire disparaître pour toujours ce perpétuel état de révolution qui a annihilé la république et nous représente à l'étranger sous un aspect tellement ignominieux qu'il finirait par anéantir notre nationalité. — Santiago Blanco. »

Voici l'autre lettre accompagnant celle-ci :

« Le suprême gouvernement, ayant appris que le comte Raousset, conjointement avec Walker et une multitude d'aventuriers, prétendait faire une expédition hostile à ce pays, se dirigeant à cet effet aux ports de Guaymas, San-Blas, Acapulco et la Basse-Californie, a dicté les mesures les plus efficaces pour mettre tous ces points à l'abri d'une telle tentative. Fixant plus particulièrement son attention sur Acapulco, parce que plusieurs *placeres* d'or très riches et très abondants ont été découverts dans le Guerrero, il a présumé que ce port serait celui sur lequel se dirigerait probablement cette expédition. Ce soupçon s'est confirmé peu de jours

après, et, comme c'était juste et naturel, le gouvernement a disposé que les fortifications de ce port, — Acapulco, — fussent réparées au plus vite. Il a envoyé une section d'ingénieurs, une garnison de trois cents hommes, puis il engagea Alvarez et les autorités du département de Guerrero à coopérer autant qu'il leur serait possible à la défense du territoire national.

« Ces mesures de simple précaution et aussi prudentes que patriotiques, furent mal reçues par D. Juan Alvarez, comme si elles diminuaient son pouvoir... Il a cherché à entraver la marche des troupes, il est allé même jusqu'à dicter des mesures pour les combattre, et se mettre... en relation avec Raousset, pour livrer aux aventuriers cette précieuse partie de la république, dont il prétend soulever les habitants contre le gouvernement. Une conduite aussi noire que déloyale a obligé S. A. S. à dicter des mesures très sévères pour rétablir et conserver la tranquillité de ce département et châtier ceux qui, faisant passer des intérêts bâtards et mesquins avant leur civisme et leur nationalité, prétendent énerver l'action du gouvernement pour la défense du pays... — Santiago Blanco. »

Il s'agissait d'envoyer un corps d'armée de quatre mille hommes qui devait être renforcé plus tard, en cas de nécessité. L'expédition réussit assez bien d'abord; Acapulco fut occupé par les troupes nationales qui s'emparèrent également de Coquillo et du Peregrino; mais plus tard elles furent décimées par les maladies, la misère et les combats, Alvarez ne s'était jamais soumis.

Le comte Raousset-Boulbon, n'osant pas attaquer Acapulco, se rendit à Guaymas. Dans les correspondances mexicaines de cette époque, on voit que ce pauvre jeune homme ne s'était pas jeté dans les aventures uniquement dans le but de faire fortune; outre les motifs connus par les publications faites après sa mort à son sujet, il en est un que l'on ignore. Le comte Raousset, voulant d'abord, à l'exemple des généraux Mina, Arago et Woll, se faire une carrière dans l'armée

mexicaine, avait demandé au président de lui donner le titre de colonel. Santa-Anna trouvait que c'était trop demander d'une seule fois, il lui offrit de le faire capitaine, avec promesse de lui donner un avancement régulier aussi rapide que possible. Le comte refusa, et par dépit se mit en relation avec Alvarez, Walker et les flibustiers étrangers dans l'intention de faire de la Sonora un État indépendant du Mexique.

Tandis qu'Alvarez et le comte Raousset causaient ainsi des embarras sérieux au gouvernement, le traité de Mesilla lui suscitait de graves ennemis. Je me suis laissé dire, par les personnages les plus autorisés du Mexique, que Santa-Anna avait hérité de cette question et que seulement le besoin d'argent la lui fit conclure, contrairement à ses principes et à tous les actes politiques de sa vie passée. Du reste, après le traité de Guadalupe-Hidalgo, qui donnait le Nouveau-Mexique aux États-Unis, la cession de la vallée de Mesilla m'a paru fort peu importante; mais les ennemis de Santa-Anna, en ayant fait une fort grosse affaire, je dois en parler ici.

Un jour, de sa propre autorité, M. Lane, gouverneur du Nouveau-Mexique, déclara solennellement le territoire de Mesilla partie intégrante des États-Unis, bien qu'il fût possédé de fait par le Mexique, sous le prétexte qu'il avait été compris dans la cession déterminée par le traité de Guadalupe. A cet acte étrange, M. Angel Frias répondit, au nom du gouvernement de Mexico, par une énergique protestation. Le point de droit à la possession de Mesilla était au moins douteux; toutefois, le cabinet de Washington donna l'ordre d'occuper militairement la vallée; il envoya le général Garland à la tête d'un corps de troupes nombreux, accompagné d'un commissaire civil, M. Meriwether. La question fut même agitée, à Washington, de savoir si la Basse-Californie et la Sonora ne devaient pas subir légalement le sort de la Mesilla. Le gouvernement de Mexico s'émut à juste titre de telles prétentions. M. Caldwin, aussitôt envoyé auprès de lui,

le calma par l'offre d'une indemnité pécuniaire de quinze millions de piastres. Le général Almonte, alors ministre plénipotentiaire à Washington, engagea son gouvernement à céder, parce que la cession de la Mesilla entamait très peu le territoire national et se trouvait dans un pays désert à l'extrémité septentrionale de la république, et que l'indemnité mettrait à même le gouvernement de faire face aux nécessités du pays sans recourir à des mesures extraordinaires.

Une première convention fut conclue entre les délégués américains et mexicains, mais le sénat de Washington la modifia. Une lettre de M. Landero y Cos, administrateur des douanes, donne à ce sujet des détails intéressants. — « Matamoros, 20 mars 1854. — Le traité de la Mesilla, malgré la formidable opposition du Sénat, sera sans doute approuvé, avec quelques modifications. L'opposition, ou pour mieux dire, le parti de la guerre, disait que si l'on n'obtenait pas la désapprobation du traité, il mettrait de telles entraves à son exécution que notre gouvernement ne percevrait l'argent qu'après un certain temps, dans l'espérance que la révolution qui s'annonçait se développerait et pourrait renverser l'ordre actuel des choses, notre gouvernement ne pouvant plus se soutenir faute de finances.

« Parmi les modifications proposées par M. Pierce au traité, il y en a une qui inspire peu de confiance, parce qu'elle tend évidemment à protéger les flibustiers. Telle est l'annulation du dernier article par lequel les parties contractantes se compromettent à empêcher par la force armée les expéditions d'aventuriers sur leurs territoires respectifs.

« Le désir qu'ont les Américains en général de s'annexer le Mexique, en tout ou partie, ainsi que l'île de Cuba, s'augmente à présent par l'espérance de le faire sans coup férir à cause de la guerre générale en Europe, de la révolution qui se lève en Espagne pour détrôner la reine et de nos guerres intestines... Il paraît certain que les intérêts commerciaux protégent dans le sud l'invasion de Raousset. On dit aussi que des mouvements vont avoir lieu sur la frontière du Rio-

Bravo et que Frias commandera celui du Chihuahua. — Landero y Cos. »

« Le traité de la Mesilla, écrivait M. Arrangoiz, le 3 mai, de la Nouvelle-Orléans, a été approuvé le 3 avril avec quelques modifications. Personne ne connaît au juste ses clauses ; mais je pense que les suivantes en font plus ou moins partie. — Diminution du territoire, et la somme — à payer — sera de dix millions de piastres. Adoption des propositions du sénateur Bell, en faveur du contrat, — mot illisible. Dérogation de l'article 11 du traité de Guadalupe. Quant à celui des cinq millions d'indemnité on l'a rejeté, et ceci peut laisser la porte ouverte à de nouvelles réclamations. » Je ne sais si M. Arrangoiz, en parlant de ces indemnités, fait allusion au contrat primitif ou bien à des indemnités à payer à des Américains résidant au Mexique. Bref, le traité de la Mesilla fut signé le 30 septembre 1853, et ratifié à Washington le 30 juin 1854. L'article 3 de ce traité dit : « Les États-Unis s'engagent à payer dix millions de piastres, dont trois millions le jour de la signature et sept millions à l'échange de la ratification. »

Santa-Anna, apprenant que le général Almonte possédait la traite de sept millions de piastres stipulées par la convention, oublia tout ce que ce ministre avait souffert avec lui et pour lui, depuis son emprisonnement au Texas en 1836, et envoya précipitamment M. Arrangoiz à Washington retirer des mains de M. Almonte les sept millions qui lui avaient été remis. Santa-Anna, pour justifier cet acte de méfiance, prétexta que ses ennemis poussaient M. Almonte à se servir de cet argent pour se faire nommer président de la république. Le passé de ce général et sa conduite toujours franche et loyale auraient dû prouver à Santa-Anna qu'une pareille ambition ne pouvait venir à l'esprit de son ministre et ami. Dans une brochure publiée en 1855 contre le président et dont je n'ai pu contrôler l'exactitude, on voit des détails étonnants sur l'emploi de cette somme qui aurait été dépensée, d'après l'auteur anonyme de cet écrit, en soixante et dix

jours. Quoi qu'il en soit, M. Arrangoiz reçut l'ordre d'aller de la Nouvelle-Orléans, où se trouvait son consulat, à Washington sans perdre un instant, de voyager de jour et de nuit, de retirer la traite des mains de M. Almonte et de placer l'argent chez les banquiers les plus sûrs afin de le retirer aussitôt, au fur et à mesure des ordres de payement qui lui seraient expédiés.

M. Arrangoiz arriva à dix heures du soir chez le représentant du Mexique qui le pria d'attendre au lendemain pour lui remettre la traite. Le lendemain il reçut la traite, plaça les fonds, en dépensa la plus grande partie en quelques jours et se paya lui-même, à titre de commission, une somme de soixante-huit mille trois cent quatre-vingt-dix-huit piastres cinquante-sept *cents*, soit plus de trois cent quarante-deux mille francs. M. Arrangoiz, en s'attribuant cette somme que le général Almonte n'avait pas voulu prendre par délicatesse, dit qu'il n'avait pris qu'une goutte d'eau, tandis que la maison Lizardi s'était fait donner trois millions six cent mille piastres, — soit plus de dix-huit millions de francs — pour ses opérations financières, à titre également de commission, et que par conséquent il avait été très réservé dans ses prétentions. Son plaidoyer lui fit donner le sobriquet de — *Gota de Agua*, — goutte d'eau. Santa-Anna avait réellement la main malheureuse dans le choix de ses hommes de confiance, il avait oublié que M. Arrangoiz, envoyé par Parédès à la Havane, avec le titre de consul pour préparer les voies à la monarchie espagnole, était un homme d'affaires, avant tout. Plus tard, on retrouve ce même personnage à Miramar avec le titre de grand officier de N. D. de Guadalupe. Nommé ministre plénipotentiaire à Londres par l'empereur Maximilien, on le voit ensuite répondre officiellement à Sa Majesté une lettre insultante dans laquelle il disait que l'empereur « avait trompé tous les conservateurs, qu'il n'avait tenu aucune de ses promesses faites à Miramar, et qu'il ne voulait plus servir un homme sur la parole duquel on ne pouvait pas compter. »

L'affaire de la Mesilla, d'après les documents que je possède, me paraît plutôt une affaire malheureuse, au point de vue de la morale des intéressés, des agents et des contractants, que grave, au point de vue historique et national; aussi, je me borne à citer les traits les plus saillants, sans prononcer de jugement sur les hommes qui ont joué un rôle quelconque dans cette affaire, et sur le fait en lui-même. Du reste, la révolution nouvelle qui se préparait au Mexique absorbait plus les esprits que l'emploi des millions de la Mesilla, millions dont profitèrent très peu les troupes éloignées de la capitale. Le gouvernement exilait dans l'intérieur ou au dehors de la république la plupart des brouillons qui conspiraient contre lui, mais ces mesures rigoureuses ne servaient qu'à précipiter les événements, en augmentant le nombre des révolutionnaires. Il eût été plus adroit, plus politique et plus honnête de réformer l'administration, de la moraliser et de détruire les abus du pouvoir que d'exiler ceux qui ne pouvaient avoir leur part de bénéfice dans le maniement des deniers de l'État, et le désiraient ardemment.

Le général Parrodi, gouverneur de San-Luis Potosi, écrivait de cette ville, le 27 avril 1854, à ce sujet : — « Je ne puis m'empêcher de dire que Cardena me paraît aussi insignifiant que le plus misérable démagogue. J'en ai dans ce département plusieurs d'un plus gros calibre que celui-ci et je les regarde avec dédain, parce que agir autrement c'est leur donner une importance qu'ils acquièrent par l'exil et la prison. Parlant en général des efforts des scélérats pour renverser l'ordre, nous devons être persuadés que tant que vivra notre président, ils ne retireront aucun fruit, aucun résultat sinon le ridicule. » — L'auréole de la persécution n'est jamais ridicule, lors même que la persécution est légitime; c'est aux gouvernements à ne pas agir de manière à ce que cette auréole passe sur le front de leurs ennemis. Santa-Anna s'irritait devant l'opposition qu'il rencontrait à faire respecter les lois; il ne voyait pas que le respect des

lois étant incompatible avec l'immoralité des gouvernants et des gouvernés, il devenait inutile de sévir contre les ambitieux, si l'on ne voulait pas sévir contre les vices.

... « Relativement aux anarchistes, écrivait-il au mois de juin, aux chefs de corps d'armée, je n'ai rien à dire, parce que la loi du 1er août de l'année dernière contre les conspirateurs règle la manière de vous conduire avec ces délinquants. L'idée du gouvernement est de châtier exemplairement ces délits, et l'on doit passer de suite par les armes tous ceux qui seront pris les armes en main... Le gouvernement, fort de l'appui que lui prête l'opinion saine des populations, marche plein de confiance à l'entreprise qui lui a été confiée et ne se retirera qu'après l'avoir fait réussir. » Ses lettres des mois de juin et juillet révèlent une grande lassitude d'esprit. En présence des menées révolutionnaires des Américains et des Mexicains, son courage faiblit; le dépit lui fait ordonner de fusiller dans les vingt-quatre heures ceux qui tombent sous la loi du 1er août, mais il se borne à des mesures militaires pour étouffer la révolution, au lieu de prendre des mesures administratives et politiques pour la prévenir et l'empêcher d'éclater. L'argent de la Mesilla se dépensait on ne sait comment; les troupes de la garnison de Mexico en absorbaient une grande partie pour leur magnifique équipement et leur entretien; celles de l'intérieur n'étant pas payées se débandaient; les généraux se plaignaient, restaient sans soldats et se trouvaient désarmés devant la révolution qui marchait à grands pas. Voici ce qu'écrivait à ce sujet le général Ampudia, gouverneur du Nuevo-Leon, le 11 juin 1854, au général Woll, gouverneur du Tamaulipas.

« Mon cher ami et compagnon. — Par la communication officielle que je t'envoie, tu te convaincras de tout ce que j'ai manifesté au gouvernement suprême, relativement à la position dans laquelle on nous laisse, moi dans ce département et toi sur cette frontière. Mais, comme elle n'est pas suffisante pour t'informer de tout, je t'envoie la présente.

« Je n'ai pas un écu, pas un soldat, et le gouvernement suprême ne me donne pas même l'espérance de m'envoyer de l'argent, lorsqu'il serait d'une nécessité absolue de veiller ici d'une manière suffisante et de t'envoyer au moins mille hommes bien payés et bien équipés, parce que tu es sur le cratère d'un volcan, si l'on ajoute foi aux nouvelles funestes qui courent ici. Outre ce que je te dis d'office, sois persuadé que tu as déjà cette garnison minée, et que les révolutionnaires comptent sur la misère à laquelle tu es réduit, autant que sur l'abondance de leurs ressources.

« Voilà bien des années que le thermomètre des révolutions se trouve parmi nous; ses oscillations viennent du mouvement de cette frontière. Pour moi, la cause de ce mouvement est dans la paralysie ou l'activité de ses opérations commerciales. Quand la paralysie a lieu, beaucoup espèrent et beaucoup craignent. — Pedro Ampudia.»

Santa-Anna, en voyant les difficultés que tous les vrais patriotes et lui-même rencontraient pour pacifier le pays et l'organiser sous le régime républicain, se convertit de bonne foi au système monarchique. Il pactisa avec les principaux chefs de ce parti et résolut de donner suite au projet de Parédès. Convaincu que la monarchie était le seul gouvernement qui convenait à l'état social du Mexique, et que la couronne conférée à un Mexicain n'avait aucune probabilité de durée, il voulut l'offrir à un prince étranger, espérant que l'Europe appuierait son candidat. A cet effet, il délégua ses pleins pouvoirs à M. Gutierrez de Estrada, pour obtenir l'assentiment des cabinets de Londres, de Paris, de Madrid et de Vienne. Sa lettre de créance, datée du 1er juillet 1854, est ainsi conçue :

« Antonio Lopez de Santa-Anna, bien mérité de la patrie, général de division, grand-maître de l'ordre national de Guadalupe, chevalier grand-croix de Charles III, président de la république mexicaine, à tous ceux qui verront les présentes, salut :

« Investi par la nation mexicaine des pouvoirs nécessai-

res pour constituer le pays sous la forme du gouvernement que je jugerais la plus convenable pour assurer l'intégrité du territoire et l'indépendance nationale sur les bases les plus avantageuses et les plus durables, conformément aux pouvoirs discrétionnaires dont je suis revêtu, et, considérant qu'*aucun gouvernement ne convient mieux à la nation que celui qui pendant plusieurs siècles a formé son état social ;*

« En conséquence, afin d'atteindre ce but; confiant dans le patriotisme, les lumières et le zèle de M. Josè Maria Gutierrez de Estrada, je lui confère, par les présentes, tous les pouvoirs nécessaires, afin qu'il puisse entamer des négociations et faire des offres nécessaires près des cours de Londres, Paris, Madrid et Vienne, afin d'obtenir de ces divers gouvernements ou de quelqu'un d'entre eux, leur concours pour l'établissement d'une monarchie avec un membre des familles régnantes, dans les termes et conditions spécifiés dans des instructions spéciales.

« En foi de quoi j'ai fait expédier les présentes, signées de ma main, scellées du sceau de la nation et contre-signées par le ministre des affaires étrangères, pour demeurer secrètes. Au Palais national, le 1er juillet mil huit cent cinquante-quatre... — A. L. de Santa-Anna. »

Il paraît que des ouvertures furent faites également au cabinet de Washington, touchant le projet de relever le trône du Mexique au profit d'un prince européen, car M. Clay répondit alors à l'envoyé mexicain cette phrase devenue historique : — « Il importe peu aux États-Unis que votre pays soit gouverné par telle ou telle forme de gouvernement; c'est une affaire intérieure qui l'intéresse seul et ne nous regarde point. » En effet, à cette époque, la guerre du sud n'avait pas encore altéré la constitution des États-Unis, et le gouvernement n'avait pas eu besoin, pour soutenir sa politique de reconstruction, de distraire l'attention des représentants radicaux, en leur parlant de la doctrine Monroe, sous un jour tout à fait étranger à cette doctrine, car M. Monroe s'était borné à vouloir garantir l'indépendance des colo-

nies espagnoles et portugaises, et ne songeait nullement à leur interdire l'établissement du système monarchique.

La conversion de Santa-Anna au parti monarchiste semble antérieure à l'envoi de M. Gutierrez, en Europe, à la recherche d'un souverain, car j'ai lu dans une correspondance américaine, en 1854, que lors de la dernière révolution du parti progressiste à Madrid, on avait découvert au palais de la reine Christine, un dossier sur lequel était écrit : — « Correspondance de Mexico. » Ce dossier fut remis à M. Soulé, ministre des États-Unis, à Madrid, qui l'envoya à Washington. On y trouva une convention relative au trône du Mexique qui devait être fondé par Santa-Anna, puis occupé par un prince européen, dont le nom n'a jamais été connu et qu'on supposait être espagnol. Dans ce but, les ministres mexicains accrédités auprès des cours européennes devaient se réunir à Bruxelles, afin de s'entendre sur les garanties et les secours que les puissances devaient donner à Santa-Anna pour appuyer son projet. Mais la situation du Mexique et les événements politiques qui se préparaient en Europe firent accueillir avec assez de froideur l'idée d'une intervention armée dans le nouveau monde. La monarchie mexicaine resta à l'état du projet; M. Gutierrez de Estrada fut bien reçu des ministres et des souverains auxquels il parla de la nécessité de cette intervention au point de vue des intérêts européens, mais on en remit l'exécution à des temps meilleurs. — « On verra plus tard, » lui répondit-on partout.

Santa-Anna découragé, réduit à ses propres ressources, dut bientôt enrayer les dépenses que lui causaient la représentation et le luxe de sa cour, luxe introduit au palais national pour donner une idée de l'éclat dont brillerait la capitale sous le régime monarchique. Le ministre de l'intérieur, M. Aguilar, expédia une circulaire secrète et manuscrite à tous les gouverneurs militaires, dans laquelle il leur disait : — « N'est-il point étrange qu'à mesure que le gouvernement, à force de constance et de sacrifices, commence à rétablir

la morale perdue et l'obéissance aux lois, aussi bien qu'aux autorités, les ennemis de tout ordre redoublent d'efforts pour le renverser, faisant paraître à la fois de tous côtés des symptômes révolutionnaires pour affaiblir l'administration? Il faut absolument arracher une fois pour toutes cette dernière espérance du cœur de quelques insensés qui la nourrissent. Comme aujourd'hui la nation a des ressources et des moyens qu'elle n'avait encore jamais eus, ce ne sera ni impossible ni même difficile. Je crois qu'il suffira d'exercer la vertu nécessaire à tous les gouverneurs dans les moments de crise dangereuse; je parle de l'énergie, tempérée par la prudence. Je ne vois pas de terme moyen aux grands coups qui doivent imposer une crainte salutaire aux criminels; parce qu'en extirpant le crime et délivrant la société du cancer qui la ronge, on rend respectable la main vigoureuse qui met une digue aux abus et à l'impunité des méchants....

« Rappelons-nous que notre cause, pure de toute tache de personnalité, exempte du reproche d'ambition et d'esprit de parti, est identifiée avec l'indépendance de la république, avec la vraie liberté des Mexicains, avec son progrès bien entendu, parce que c'est la cause de la civilisation et de la morale fondée sur le plus solide des éléments, le principe religieux.

« Le moment arrive de donner une solution définitive au problème indécis depuis tant d'années dans notre pays, celui de savoir si ses destinées doivent être entre les mains de la plus immonde canaille; si l'ignorance doit tout subjuguer et imposer la loi à l'intelligence; si ceux qui n'ont rien à perdre parce qu'ils n'ont rien su acquérir, ont le droit de rendre leurs tributaires ceux qui doivent leur prospérité individuelle aux branches qui constituent la richesse publique, et à leur travail constant et honnête; enfin, si la nation est obligée de maintenir dans le luxe la crapule —*sic* —, et dans la fainéantise et l'oisiveté d'infâmes sangsues, ou bien si l'on doit restituer au Mexique son ancienne dignité et se soumettre seulement à la supériorité morale qui, depuis des

siècles tient la suprématie dans les pays civilisés. Qu'il n'y ait donc plus de tergiversation; que les lois coercitives et pénales soient appliquées avec vigueur; que le délit, aussitôt commis, soit puni; que la justice et l'équité ne soient plus blessées. Ayez de l'énergie et de la probité... et je crois que nous sauverons le Mexique... le monde est déjà fatigué du honteux modèle que nous lui présentons de toutes les aberrations et de toutes les extravagances... — I. Aguilar. »

Cette ligne de conduite prescrite par le ministre pouvait être utile autant que sage, mais elle était tardive. Le 13 juillet 1854, le licencié Josè de la Garza proclama, à Victoria, la déchéance de Santa-Anna, la république fédérale et le rétablissement de la constitution de 1824. Le troisième article du plan de ce pronunciamiento, disait, — naturellement : — « Sont abrogés les lois et décrets de la fédération. » Le premier cri des révolutionnaires au Mexique, après avoir décrété la chute des autorités constitutionnelles est d'abroger la constitution et les lois, alors en vigueur, ce qui démoralisait le peuple et aggravait les désordres de ces révolutions. Comment le peuple aurait-il pu respecter une constitution, des lois et des décrets que chaque année un général, un avocat obscur pouvaient mettre et mettaient en effet au panier?

La révolution de Victoria avait été préparée de longue date pour seconder celle d'Alvarez. Le colonel D. Lorenzo Cortina, dans une lettre datée du 13 juillet 1854, rend compte du pronunciamiento de Victoria dans les termes suivants :... « Les éternels ennemis de l'ordre public et de l'administration actuelle, profitant du peu de forces qui se trouvent dans cette ville, en conséquence du départ du lieutenant Gavañac, ont eu l'audace d'attaquer le quartier à minuit de la nuit passée, au nombre de cent vingt hommes qui furent repoussés vigoureusement par les vingt-cinq soldats dont nous pûmes disposer. Troeva avait pris le commandement de la guerilla de droite, et moi de celle de gauche. Nous sommes encore dans cette position en ce moment où

sonnent six heures du matin... » Suivent des détails sur la difficulté de résister longtemps, avec les vingt soldats valides qui restaient. « Les chefs des révolutionnaires, ajoute le colonel, sont : un nommé Salazar, Juan Cardenas et le licencié Juan Josè de la Garza, ce dernier est le premier coryphée de ces soi-disant libéraux. »

Parrodi, gouverneur de S. Luis Potosi, écrivait au commandant militaire du Tamaulipas, le 20 juillet de la même année : — « Vous avez sans doute appris que D. Juan Josè de la Garza s'est prononcé le 13, pour le plan d'Alvarez, et que le détachement du capitaine Troeva a chassé les dissidents avec pertes, depuis la place principale jusqu'à celle des Arieros. Observant que le nombre des ennemis augmentait, il s'est retiré du côté de Tampico sans être inquiété. Une lettre de Victoria, datée du 15, m'apprend que les rebelles se fortifient, construisent des affûts pour monter quelques pièces qu'ils ont trouvées là-bas. Ils ont secouru trois cents hommes et fait d'autres dépenses qui prouvent qu'ils ont assez d'argent. Ils disent qu'ils en attendent davantage de la frontière ainsi que des hommes armés de rifles. Tula et les autres villes de ce côté de la Sierra restent tranquilles.

« Faute de troupes et manque absolu d'argent, je n'ai pu mettre en marche une section de toutes armes contre les dissidents, comme je l'aurais voulu, parce que les forces que j'ai dirigées sur le Michoacan, par ordre suprême, m'ont trop affaibli. Cette impuissance m'a singulièrement mortifié dans cette circonstance. — Parrodi. »

D'après cette lettre, il semblerait que le détachement de Troeva était venu au secours de Quijara, avant de se retirer sur Tampico. Le colonel pourtant tenait bon, car la correspondance du général Ampudia donne sur cet événement de nouveaux détails : — « Monterey, 23 juillet 1854. — ... A la dernière heure, je reçois une lettre du colonel Cortina venant de Victoria et qui me donne les nouvelles suivantes : — « Quarante cavaliers des prononcés sont partis pour Tula,

« et six pour Villagran, avec l'objet d'inviter ces villes à se-« conder le pronunciamiento; » mais je viens de lire une lettre de l'alcade de cette dernière localité, qu'il envoyait au colonel Cortina, et dans laquelle il dit que la population réprouve le pronunciamiento, et qu'il a mis sous les armes soixante hommes pour résister aux prononcés; il offre d'envoyer prisonniers, à cette capitale, ceux qui se présenteront pour les inviter à se prononcer, et m'affirme qu'il y a même des gens à la poursuite des prononcés. — Pedro Ampudia. »

Je trouve dans une lettre datée de Victoria, 2 septembre, et signée par D. Torribio de la Torre, des détails sur les excès commis dans cette ville par les insurgés. « Le pronunciamiento, dit-il, n'était pas au nom de la fédération, mais au nom du communisme. Les factieux ont disposé de la population et de ses intérêts selon leur bon plaisir; ils ruinent, presque complétement, tous ceux qui ne se rangent pas de leur parti. Ils continuent ce système dans le district de San-Carlos, en commettant toutes sortes de déprédations... L'office des postes a été saccagé; les livres, les lettres, les archives, les sceaux, les meubles, etc., tout est emporté, vendu ou brûlé. » En un mot, les prononcés de Victoria suivaient les traditions de vol, de ruine, de pillage et de destruction, suivie au Mexique par tous les insurgés et dans toutes les révolutions, depuis celle d'Hidalgo.

Santa-Anna, sachant que les flibustiers du Texas se préparaient à prêter la main aux rebelles de Victoria, donna des ordres absolus au général Woll, qui commandait les frontières. — « Mon cher ami, lui écrit-il le 7 septembre 1854, je crois absolument nécessaire d'établir de forts détachements à Camargo, Mier et Revillo — ou Guerrero, comme on l'appelle aujourd'hui, — autant pour empêcher la contrebande que le passage des flibustiers; ces forces étant chargées de ce double but. Je vous dirai pour votre gouverne que ce service doit se faire par bataillons ou par escadrons, pour ne pas diviser les corps, manière la plus prompte de les détruire. Pour couvrir ces détachements, vous pourrez

ordonner à leurs commandants de construire des fortins et de faire le service comme en présence de l'ennemi. — A. L. de Santa-Anna. »

La révolution gagnait pourtant le Michoacan et d'autres provinces. Santa-Anna, se voyant impuissant à la contenir, réunit ses ministres en conseil et leur déclara que la politique qu'il suivait et les pouvoirs absolus dont il disposait pouvant être la cause des troubles présents, il était décidé à consulter la nation, le 1er décembre, sur la durée et l'étendue de ses pouvoirs. Un appel au peuple fut donc décrété pour ce jour, et les deux questions suivantes furent posées :

« Le président actuel de la république doit-il continuer à exercer le pouvoir suprême avec l'étendue extraordinaire qui lui a été conférée?

« Dans le cas contraire, à qui remettre la présidence? »

Les ministres, craignant l'influence des révolutionnaires, dans cette sorte de plébiscite, préparèrent de leur mieux la réélection du dictateur. Voici la circulaire manuscrite et secrète, envoyée par le ministre de la guerre, D. Santiago Blanco, aux grands commandants militaires.

« Mexico, 14 novembre 1854. — Mon cher ami, — quoique vos idées et votre bon jugement me soient parfaitement connus, je dois vous manifester confidentiellement, selon mes couvictions, quelle est mon opinion sur l'acte public qui doit se vérifier le 1er décembre prochain, d'après la circulaire publiée par le ministère de l'intérieur sur les assemblées populaires.

« Dans l'état où se trouve notre société, au milieu de la démoralisation corrompue dans laquelle, par malheur, se meut notre peuple, toujours agité par cette masse flottante de scélérats, sans principes fixes, qui vivent seulement des révolutions et qui, aujourd'hui plus que jamais, cherchent à renverser le gouvernement de S. A. S., ce serait une torpeur coupable de ne pas employer, pour notre part, tous les moyens possibles pour arriver au but auquel nous aspirons,

qui est et ne peut être autre que la consolidation d'une administration vigoureuse et sévère, capable d'opposer une forte digue aux ondes toujours agitées des révolutions.

« Convaincu de cette vérité, comme je crois que vous l'êtes, et, désirant le succès de ce but nécessaire, ne croyez-vous pas qu'il serait peu sage de laisser agir un peuple sans foi ni sentiment politiques, qui marche toujours poussé seulement par d'imprudents ambitieux? S. A. S. désire sonder la volonté nationale, elle veut connaître le vœu spontané des populations, mais quelles seront les conséquences de l'acte du 1er décembre futur si, ce qui n'est pas probable, les machinations des anarchistes trouvent le triomphe qu'ils désirent? Il est politique, patriotique et nécessaire que les représentants du gouvernement suprême, dans les départements, agissent avec activité, comme je vous le recommande, pour prendre les mesures conseillées par la prévoyance et la prudence, à l'effet de rendre uniforme l'opinion des penseurs sur le sujet dont je vous parle, sans permettre que, donnant à la circulaire mentionnée des interprétations sinistres, on fasse des plans perfides, des intrigues, et qu'on altère les esprits tranquilles... Le suffrage de votre département sera, comme je l'espère, la manifestation publique du désir de conserver et consolider sérieusement un gouvernement fort, civilisé, sévère et protecteur, qui achève d'étouffer tout principe révolutionnaire et rende un jour le Mexique grand et prospère. — Santiago Blanco. »

En dehors des qualités données par ce ministre au gouverment de Santa-Anna, l'histoire semble témoigner que le dictateur était très sympathique à la majorité des Mexicains, mais que son administration n'a jamais été bien forte ni sévère, si ce n'est à l'égard de quelques hommes du parti contraire. En matière politique comme en matière administrative, les faits répréhensibles doivent être réprimés sans considération de personnes; en ayant deux poids et deux mesures pour peser et mesurer les faits selon la qualité du coupable, on change une question de principe en une ques-

tion de personne, ce qui ne se fait pas sans blesser la justice et la morale publique. Or, on a vu par les lettres d'Uraga, par la conduite d'Arista et quelques pages historiques des premières administrations de Santa-Anna, que les considérations de personnes passaient fréquemment pour lui avant les questions de principe, dans ses actes de clémence excessive ou de sévérité exagérée. Quoi qu'il en soit, l'appel du 1er décembre lui réussit très bien et la presque unanimité des votes se prononça pour la continuation de sa dictature.

Au commencement de 1855, l'insurrection d'Alvarez est secondée partout; au sud, au nord, au Michoacan, sur les frontières du Rio-Grande, « la poudre parle » de tous les côtés. On apprend qu'Alvarez reprend l'offensive avec le *plan d'Ayutla* qui, pendant plus de sept ans, a désolé et couvert de sang toute la république. Quelques troupes du gouvernement, commandées par Tavera et Solis, sont mises en déroute par les prononcés Huerta, Puebla, Arias et d'autres. Haro y Tamariz, ancien ministre de Santa-Anna, après une multitude d'incidents, s'était prononcé contre le dictateur; il arrivait à Zitacuaro avec Degollado, dans le courant de janvier, pour diriger, disait-on, la révolution du Michoacan. Santa-Anna se préparait lui-même à marcher contre les insurgés.

Le gouverneur de cette province, D. Manuel Norriega, écrivait le 5 mars 1855, de Morelia, au sujet de l'insurrection dans le Michoacan. — « J'ai appris aujourd'hui que les bandits travaillent activement et concentrent leurs forces pour attaquer cette place. Le bandit Pueblita se trouve à Tacambaro, à la tête d'une nombreuse bande. Pinzon est arrivé avec plus de cent hommes, vingt charges de fusils, parfaitement pourvu de parc et matériel de guerre; il arme autant de rancheros qu'il peut et réunira une masse considérable. Zavala, à Cuitzeo, augmente de la même manière ses satellites, et plusieurs autres chefs en font autant; de sorte qu'il ne leur sera pas difficile de mettre

en jeu toutes leurs infernales machinations. — M. Norriega. »

Sur les frontières du Rio-Grande, les flibustiers américains, d'accord avec les contrebandiers mexicains, passaient le fleuve dans l'intention d'aller à Monterey et de favoriser l'introduction des marchandises américaines au moyen de la révolution. Naturellement, les consuls et les riches négociants étrangers ou nationaux protégeaient, comme en 1851, plus ou moins secrètement, le mouvement révolutionnaire afin de s'enrichir. Le trésor mexicain se ruinait par cette mise constante de l'armée sur le pied de guerre; mais cette ruine était la fortune des capitalistes, aussi la secondaient-ils de tout leur pouvoir. Les lettres du général Corona, gouverneur de Vera-Cruz, et celles de Santiago Blanco, nous apprennent qu'à la Nouvelle-Orléans il se préparait publiquement une invasion du Mexique sur le Rio-Grande, par les flibustiers. Uraga se disposait à rentrer sur le sol de la patrie, mais comme chef de la révolution. On a déjà vu, par sa dernière lettre, qu'il cherchait à mettre de l'unité dans le mouvement insurrectionnel ; il désirait que le général Woll se plaçât à la tête des mécontents, mais ce général ne connaissait que l'honneur militaire et son devoir, il ne voulut pas se mêler de politique. Au mois d'avril, il reçut deux dépêches datées de Mexico, dans lesquelles on lit les phrases suivantes : — « D. José Lopez Uraga vient d'être destitué de ses fonctions de ministre plénipotentiaire de la république à Berlin, pour s'être concerté avec les anarchistes à l'effet de révolutionner notre pays. En vue d'une conduite aussi criminelle, S. A. S. a résolu que si ledit général se présente sur quelque point du département commandé par V. Exc., il soit immédiatement pris et fusillé, sans lui laisser d'autre temps que celui de recevoir les secours spirituels. — Santiago Blanco. »

« J'ai appris que le séditieux Uraga nous avait écrit plusieurs lettres pour vous soustraire à l'obéissance du gouvernement. Si ce déloyal sujet se présentait dans votre dépar-

tement, avec l'intention de se mettre à la tête des rebelles, vous le prendriez et le feriez fusiller, selon la circulaire que le ministre de la guerre vous envoie par ce courrier. — A. L. de Santa-Anna ». —

Dans cette déplorable histoire de la république mexicaine, on ne voit que luttes fratricides, guerres civiles, fusillades, le patriotisme sacrifié aux intérêts privés, les haines de parti dominant tout, passant avant tout autre sentiment, des généraux qui se battent contre le gouvernement qu'ils ont édifié de leurs propres mains et des hommes trahissant le lendemain ceux qu'ils avaient élevés ou servis la veille. Santa-Anna vit ses illusions républicaines et constitutionnelles s'évanouir trop tard, pour remédier aux maux dont souffraient sa patrie et ses compatriotes, la situation financière du Mexique était trop compromise pour qu'il pût faire face aux événements amenés par l'ambitieuse oligarchie qui déchirait à son profit le pays depuis tant d'années. Énergique en présence de l'invasion étrangère, son énergie mollissait devant les faux amis, les nullités politiques, les administrateurs déshonnêtes et cette masse de sangsues qui le flattaient pour s'enrichir à leur aise et sans contrôle; elle devenait brutale envers les révolutionnaires qui voulaient sa déchéance. Santa-Anna ne sut jamais être sévère avec justice, clément avec à-propos et modéré quand il le fallait; toute son administration prouve qu'il agissait par boutade, que les circonstances et l'humeur du moment le dirigeaient davantage qu'un plan de conduite sagement tracé. Il était, certainement, de tous les Mexicains, l'homme le plus capable de gouverner son pays, mais sa passion pour le jeu, pour l'argent, la galanterie et son caractère versatile ont paralysé ses facultés, découragé ses vrais amis et laissé le Mexique dans cette affreuse situation qui peut le conduire à devenir une simple province des États-Unis.

Au mois de mai 1855, Santa-Anna perd toute espérance d'arrêter le triomphe de la révolution, mais avant de laisser ses concitoyens continuer leurs désordres, accélérer la

chute de la république et couvrir le pays de larmes et de sang, il veut tenter un dernier effort pour le pacifier. Il part pour le Michoacan contre les rebelles ; à son approche, les bandes insurgées se dispersent. Il apprend que Monterey est tombé au pouvoir des flibustiers, alors il écrit au général Woll les deux lettres suivantes qui sont deux pages d'histoire.

« Patzcuaro, 30 mai 1855. — Mon cher ami. — Je viens de recevoir vos lettres, et c'est avec la plus grande indignation que j'ai appris la trahison de quelques pervers Mexicains qui, s'étant alliés aux flibustiers, ont envahi le territoire national et occupé la place de Monterey par capitulation. Ces scélérats aplanissent à l'ennemi étranger le chemin par lequel il fera bientôt la conquête de la république. Ils pleureront un jour avec des larmes de sang, d'avoir nourri cet esprit révolutionnaire qui les. aveugle et met leur patrie entre les mains de l'ambitieux Yankee qui depuis longtemps mûrit le projet de se rendre maître de notre territoire. La malédiction de Dieu et des hommes tombera sur ces Mexicains bâtards qui livrent ainsi leur pays aux ennemis naturels de notre race.

« La conduite des généraux Cardena et Cruz est incompréhensible ; le premier ayant remis aux flibustiers l'importante place de Monterey, et le second fuyant honteusement à la nouvelle de la perte de cette ville. Les militaires de cette sorte sont la cause de la déconsidération de l'armée ; aussi le gouvernement a-t-il ordonné de les soumettre à un jugement sévère pour qu'il leur soit appliqué toute la rigueur de la loi.

« Je suis en route pour Mexico où je vais disposer du nécessaire pour réparer le mal et exterminer les flibustiers. Pour le moment, je vous ordonne, par la voie du ministère de la guerre, de commencer, si vous le croyez convenable, un mouvement avec toutes vos forces pour tomber rapidement sur Monterey et étouffer la révolution dans son berceau. Mais si vous ne jugiez par opportun d'aventurer ce coup, parce que les flibustiers sont très fortement installés,

vous concentrerez vos troupes à Matamoros où vous attendrez les renforts que je vous enverrai par la voie de Vera-Cruz. J'ai fait préparer à cet effet dans ce port tous les navires de la marine nationale. Dans tous les cas, ne divisez pas vos forces et n'ayez aucun détachement isolé parce qu'il pourrait être facilement battu. Il vaut mieux attendre un peu pour porter un coup sûr aux rebelles que d'aventurer une action d'un résultat douteux.

« Par un courrier extraordinaire, j'envoie l'ordre à Vera-Cruz d'embarquer, sur un vapeur de guerre, cinquante mille piastres pour les besoins de vos troupes; au mois de juin et à l'avenir il ne vous manquera rien sous ce rapport.

« On vous envoie, par le ministère de la guerre, tous les pouvoirs nécessaires pour que vous puissiez agir civilement et militairement selon que vous le jugerez opportun, vous considérant aussi autorisé que l'était le général Vega; de sorte que dans tous vos actes publics vous dicterez les mesures offensives ou défensives que vous inspireront votre conscience, votre expérience et votre honneur militaire, car vous avez toute ma confiance.

« Par le vapeur qui reviendra à Vera-Cruz, après vous avoir laissé les cinquante mille piastres, vous m'informerez de tout ce qui s'est fait jusqu'à ce moment.

« Portez-vous bien comme le désire votre très affectionné ami qui vous souhaite mille félicités. — A. L. de Santa-Anna. »

« Mexico, 7 juillet 1855. — Quoique vous ayez désapprouvé la retraite du détachement que vous aviez envoyé à Victoria, et la concentration des forces disséminées sur la ligne du Rio Bravo, vous verrez avec quelle sagesse le gouvernement a rappelé ces troupes, lorsque vous saurez que les factieux unis aux flibustiers ont pris l'initiative pour les battre en détail, pensant que les détachements resteraient où ils se trouvaient. Vous pouvez maintenant disposer de toutes vos forces pour porter un coup à cette masse d'hommes inexpérimentés qui voulaient vous attaquer. Vous

avez une force suffisante pour entreprendre une action décisive qui doit avoir infailliblement un résultat favorable. Ayez soin de vous l'assurer en suivant les règles de l'art et ne vous en affranchissant jamais.

« Une fois que les rebelles seront mis en déroute, vous pourrez poursuivre les petites bandes; mais en attendant il n'est d'aucune importance qu'ils errent de ci, de là... ni qu'ils inventent de fausses nouvelles pour faire croire aux populations qu'ils sont les maîtres. Tant que vous n'aurez pas frappé un coup décisif ne disséminez pas un seul soldat de vos files.

« J'ai ordonné au général Guitian de menacer Monterey et, s'il le peut, de l'occuper. Ce général sera à Saltillo le 11 de ce mois avec une brigade d'environ mille hommes et une batterie, mais, après lui, en viendra une autre plus forte qui s'achève de s'organiser à San-Luis Potosi. L'abondance des pluies a retardé la réunion de ces troupes, elles seront pourtant bientôt à Saltillo, avec tout le nécessaire... Vous n'avez donc rien autre à faire que d'inquiéter l'ennemi, conservant vos troupes réunies en un seul corps, et de profiter de la première occasion favorable qui se présentera pour lui porter un coup sûr, sans vous aventurer en rien.

« Il n'y a rien de nouveau à l'intérieur de la république; les bandes du Michoacan et du Guerrero sont insignifiantes; des forces suffisantes les poursuivent avec succès. Les ennemis du repos public inventent mille absurdités pour tromper les imbéciles, mais comme cette tactique est déjà bien connue, personne ne fait cas de ces supercheries. — A. L. de Santa-Anna. »

Les insurgés du Michoacan avaient à leur tête le colonel Ghilardi, Italien, ami de Garibaldi; il s'était distingué au siége de Rome et mit de l'ordre dans l'armée insurrectionnelle. Lors du voyage de Santa-Anna au Michoacan, Ghilardi s'aperçut bientôt qu'il ne pouvait livrer avec succès aucune bataille rangée; alors il se décida à faire la guerre des guerillas. Pendant ce voyage, le président trouva qu'au milieu

des marques de sympathie données à sa personne, perçait un mécontentement universel contre son ministère. De Maravatio, il lui écrivit une lettre dans laquelle il lui disait franchement ce qu'il avait entendu de tous côtés. Les ministres, pour la première fois, lui répondirent par une lettre presque insolente. — « Nous sommes, disaient-ils, les représentants du parti conservateur, et si vous nous renvoyez, l'appui de ce parti vous fera défaut. » — Comonfort vint du sud se joindre aux insurgés et fut nommé généralissime des forces révolutionnaires du Michoacan. Comonfort était du parti libéral modéré; ce parti se disposait à traiter avec les démocrates purs, en vue d'éventualités prochaines, mais cette nomination le rendit plus circonspect, il cessa dès lors de tendre la main aux démocrates.

Le 13 juin, Santa-Anna, espérant ramener au bien les révoltés qui ruinaient partout le pays par le pillage et des excès de tous les genres, leur accorda, le jour de sa fête, une amnistie pour éviter une effusion de sang. Mais au Mexique, toutes les mesures de clémence passent pour des actes de faiblesse, et l'amnistie ne fit qu'augmenter le nombre des ennemis du gouvernement. Néanmoins, par un décret du 16 du même mois, il prohiba le trafic avec les villes insurgées ou qui avaient prêté main-forte à la révolution. La révolution était pourtant bien loin d'être étouffée, les correspondances et les journaux du mois de juillet ne contiennent que des récits de vols et d'emprunts forcés, exercés par Comonfort et tous les chefs qui secondaient le mouvement d'Ayutla d'Alvarez, sinon pour leur propre compte, au moins pour renverser Santa-Anna. Degollado, vers la fin de juin, sortit de Toluca et se dirigea vers la capitale, à la tête d'environ deux mille hommes. Rejoint par Tavera, il fut battu dans les environs de Tenayuca. Le clergé mexicain, menacé dans son influence par l'envoi d'un légat apostolique à Mexico chargé d'opérer une réforme sérieuse, favorisait en secret le mouvement révolutionnaire. Abandonné des conservateurs, dont le président ne pouvait modérer les ambi-

tions privées, ni les haines de parti, délaissé du clergé qu'il espérait réformer au moyen du nonce apostolique, haï des démocrates dont il entravait les convoitises, ne voulant point prolonger la guerre civile pour éviter l'effusion du sang mexicain, dégoûté du pouvoir qui ne lui donnait aucune consolation, Santa-Anna résolut de s'expatrier de nouveau et de retourner à sa retraite de Turbaco.

Le 8 août, il publia un décret déposé sous pli cacheté au ministère de l'intérieur depuis le 16 mars 1854, par lequel, en vertu des facultés concédées par la nation, il nommait pour lui succéder un triumvirat composé du président du tribunal suprême, des généraux D. Mariano Salas et D. Martin Carrera, et, en leur lieu et place, en cas de mort, les généraux D. Romalo Diaz de la Vega et D. Ignacio Mora y Villamil. Le lendemain, il partit pour Vera-Cruz. Arrivé le 12 à Perote, il lança une proclamation pour motiver son départ. Il la commence en disant qu'il était tranquille dans sa retraite, fuyant le pouvoir, dont l'expérience lui avait montré toute l'amertune, lorsqu'on est venu le supplier de le reprendre. « La nation, dit-il, au milieu de la faiblesse dont elle était victime par manque de finances, de crédit, de commerce, de puissance, de force et de prestige, prête à succomber sous l'anarchie ou l'annexion qui la menaçait, vint me chercher pour la sauver, m'appela, et je finis par me rendre à ses prières. » Il parle ensuite de la presque unanimité des voix qui ont approuvé tous ses actes et renouvelé ses pouvoirs, toutes les fois qu'il a fait appel à la nation pour lui demander son avis. « Ma permanence au pouvoir, ajoute-t-il, est le prétexte de l'infâme rébellion qui désole le peuple, pille les citoyens, détruit les fortunes et fait pleuvoir sur ce pays infortuné des calamités sans nombre. Les vols, les viols, les assassinats se commettent par les bandits et les factieux qui envahissent les populations sans défense..., poussent le scandale, la honte et la perfidie jusqu'à s'associer non seulement aux flibustiers du nord, mais encore aux troupes des États-Unis qui passent la fron-

tière, en disant qu'elles désertent, et sont conduites par des rebelles, d'indignes Mexicains qui leur apprennent le chemin par lequel elles doivent envahir la patrie et assassiner avec leurs rifles les soldats mexicains qui défendent la souveraineté et l'intégrité de leur territoire.

« Ce gouvernement, appelé cruel et sanguinaire par les incendiaires et les meurtriers, a fréquemment renouvelé ses amnisties et ses actes de bonté, de clémence et de générosité qui ont été considérés par plusieurs comme des actes de faiblesse, et par d'autres, de crainte et de lâcheté. Les rebelles, pour échapper au châtiment, en ont profité, et une fois libres, sont retournés sur le théâtre de leurs déprédations et de leurs crimes infâmes, en disant qu'ils allaient combattre l'usurpation et la tyrannie, eux qui usurpaient la propriété d'autrui et tyrannisaient les populations. » Après s'être disculpé de cette double accusation avec l'énergique éloquence de l'homme indigné, il termine en déclarant qu'ayant reçu ses pouvoirs de la nation, il les lui rendait, en les déposant provisoirement entre les mains d'hommes honorables, jusqu'à ce qu'elle en disposât à son gré. Ayant lancé cette proclamation afin qu'elle fût imprimée avant son départ, il continua sa route et s'embarqua pour la Havane le 16 août 1855.

A peine Santa-Anna eut-il quitté la capitale que la garnison se prononça en faveur du plan d'Ayutla ; la municipalité de Mexico seconda le pronunciamiento, et le 13 août, elle nomma général en chef D. Romulo Diaz de la Vega qui reçut l'acte constitutif pour le gouvernement provisoire. Le général D. Martin Carrera fut ensuite nommé président intérimaire. Alvarez, Vidaurri, Comonfort, Haro y Tamariz refusèrent de reconnaître ce choix fait en dehors d'eux. Bientôt ils se réunirent dans un accord momentané, organisèrent une nouvelle assemblée qui se tint à Cuernavaca et donna la présidence à Alvarez. C'était introniser l'anarchie dans ce qu'elle avait de plus odieux. On peut dire que Santa-Anna, en partant, avait emporté le peu d'ordre qui régnait encore

au Mexique jusqu'à la fin de sa dernière administration. Depuis l'élection d'Alvarez, les partis se disputent bien encore le pouvoir, mais ils se divisent, et chaque division devient instrument d'une ambition privée; les hommes politiques et les généraux renouvellent les plus mauvais jours de la république et ne songent qu'à s'élever eux-mêmes pour s'enrichir. La patrie est désormais oubliée plus que jamais; souvent elle ne sert même pas de masque pour cacher les intérêts personnels les plus égoïstes et les plus dénaturés.

Le général Santiago Vidaurri s'était prononcé le 1er juillet contre le gouvernement; il avait déclaré Santa-Anna et toutes les personnes attachées au pouvoir central, traîtres à la patrie. Il s'intitula général en chef de l'armée du nord, restaurateur de la liberté de la patrie, gouverneur et commandant général des États libres et souverains de Nuevo Leon et de Cohahuila, et finit par rester maître de Monterey, les efforts de Santa-Anna pour l'en chasser ainsi que les flibustiers qu'il avait avec lui, n'ayant reçu qu'un commencement d'exécution. Vidaurri, pour se débarrasser des troupes régulières qui pouvaient l'expulser de Monterey, publia, le 21 août, un décret par lequel il déclarait dissoute l'armée régulière, ennemis de la patrie et traités comme tels, tous les officiers et soldats qui ne déposeraient pas immédiatement les armes entre les mains des autorités politiques des villes ou villages dans lesquels ils se trouvaient. « En attendant, disait-il, que le congrès juge les généraux et les officiers qui ont répandu le sang de leurs concitoyens... il n'y aura d'autre armée nationale que celle des forces prononcées au sud, au centre et au nord de la république. » Ce n'était ni logique, ni le moyen de moraliser l'armée que de lui faire un crime d'avoir obéi au gouvernement, et de la supprimer parce qu'elle avait combattu l'insurrection; mais ce n'est ni la logique, ni la morale qu'il faut chercher dans les révolutions mexicaines.

De S. Luis Potosi, M. Haro y Tamariz annonçait, le 15 août, à Vidaurri, le triomphe de la révolution. Sa lettre commence

ainsi : « Armée régénératrice. » Ce nom donné à l'armée des insurgés semble une insulte au sens commun; mais dans un pays où les principes ne sont rien, les mots sont tout. Anastasio Parrodi publia pareillement son décret, en date de S. Luis Potosi, 15 août, dans lequel il disait : « D. Antonio Haro y Tamariz est proclamé et reconnu comme premier chef du mouvement politique régénérateur de la république. » Mais Vidaurri ne voulut pas reconnaître ce chef et le lui déclara dans une lettre en date de Monterey, 21 août. Juan Josè de la Garza, qui avait fait le pronunciamiento de Victoria, se déclare également contre l'acte de S. Luis Potosi. Haro y Tamariz avait assez la confiance de ces deux personnages, quoiqu'il eût été deux fois ministre de Santa-Anna, mais il s'appuyait sur les généraux Parrodi, Guitian et même Woll, qui n'aimaient pas du tout les révolutionnaires; aussi Vidaurri, à Monterey et Josè de la Garza, à Tula, ne voulurent point encore se soumettre à qui que ce fût. Haro y Tamariz et Parrodi commandaient donc seulement l'État de S. Luis Potosi, et le général Woll attendait patiemment dans le Tamaulipas, sans se prononcer pour personne, qu'il y eût un gouvernement régulier à Mexico.

D. Juan Alvarez en prenant possession du pouvoir suprême, appela au ministère des affaires étrangères D. Melchior Ocampo qui céda bientôt sa place à D. Miguel Arriaga; D. Benito Juarez, ancien gouverneur de Oajaca, reçut le portefeuille de la justice ; D. Guillermo Prieto, celui des finances, et le général D. Ignacio Comonfort celui de la guerre. Un des premiers actes de ce gouvernement fut de s'emparer de tous les biens de Santa-Anna et de les vendre sans tenir compte des droits des enfants de l'ex-dictateur. Le 17 octobre 1855, le gouvernement lança une *convocatoria* pour une assemblée constituante qui devait se réunir le 14 février 1856, mais Alvarez, le roi des montagnes du Guerrero, n'était pas homme à supporter le fardeau de la vie civilisée, il lui fallait l'air, l'espace et sa liberté sauvage; d'un autre côté, sa naissance et son éducation grossière le rendaient

un objet de moquerie même pour les enfants. Après un règne de vingt-quatre jours il abdiqua, emportant avec lui tout ce qu'il put, et retourna dans ses montagnes avec le diplôme scellé du sceau national qui l'appelait le : « Président libéral du plus libéral des gouvernements. » Si le despotisme, l'anarchie et l'intolérance politique sont du libéralisme, le Mexique est, en effet, le plus libéral des pays connus.

Comonfort, auquel il remit le pouvoir suprême, eut peut-être encore plus de ministres que ses prédécesseurs ; sous son administration, le portefeuille des affaires étrangères fut successivement occupé par D. Luis de la Rosa, D. Juan A. Fuente, D. Ezequiel Montes et D. Sebastiano Lerdo de Tejada ; celui de la justice, par D. Ezequiel Montes, D. Josè Maria Iglesias, D. Antonio Garcia et D. Maria Ruiz ; celui de l'intérieur, par D. Josè Maria Lafragua, D. Ignacio de la Llave, D. Jésus Teran et D. Benito Juarez ; celui des travaux publics, par D. Manuel Siliceo et D. Bernardo Flores ; celui des finances, par D. Manuel Payno, D. Miguel Lerdo de Tejada, D. Juan A. Fuente et D. Josè Maria Iglesias ; celui de la guerre, par les généraux D. Josè Maria Yañez, D. Juan Soto et D. Josè Garcia Conde.

Le général Comonfort, nommé président provisoire, sanctionna toutes les lois iniques et les décrets de réaction lancés par Alvarez. Les bons émis par la maison Lizardi furent déclarés de nulle valeur, et les dettes contractées par les principaux chefs de la révolution furent reconnues dettes de l'État. D. Benito Juarez fut élu président de la cour suprême de justice, charge qui lui donnait de droit le titre de vice-président de la république. D'un esprit médiocre et d'un caractère incertain, Comonfort était bien au dessous des difficultés de la situation. Sincèrement libéral, il décréta la liberté de semer, de récolter, de travailler et d'exporter le tabac ; il permit aux étrangers d'acquérir et de posséder des propriétés urbaines et rurales ; il publia plusieurs lois utiles, créa des administrations et des établissements qui montraient un esprit assez pratique ; mais il n'eut pas le temps

de faire rien de sérieux pour le bien du pays. Les désordres qui l'amenèrent au pouvoir prirent un grand développement, aussitôt après son installation. Des pronunciamientos éclatèrent dans les États d'Oajaca, de Guanajuato et de Guadalajara. Haro y Tamariz se rendit à Puebla et ne voulut point reconnaître Comonfort. Le congrès constituant se réunit dans la capitale le 18 février 1856, sous la pression de ces événements de mauvais augure. Les radicaux firent prévaloir leurs idées nouvelles, et leur intolérance rendit la situation plus difficile encore. Le congrès vota dans ces circonstances une nouvelle constitution basée sur les principes démocratiques purs. C'était une désorganisation complète du système gouvernemental qui ne pouvait manquer d'ajouter de nouveaux éléments de luttes aux anciens dont le nombre n'avait fait que croître depuis 1824.

Du reste, ces constitutions rédigées à la hâte avaient pour but uniquement de sanctionner la réaction et de rendre nuls les actes publics du précédent gouvernement, en matière administrative. Les votes du congrès en matière constituante n'avaient donc qu'un caractère essentiellement provisoire, et pas un seul député ne s'imaginait travailler pour l'avenir. Aussi, depuis le président jusqu'au dernier employé des finances, tous ceux qui remplissaient une fonction quelconque se hâtaient-ils de tirer partir de la situation actuelle dans leurs intérêts purement individuels, sachant qu'ils ne jouiraient pas longtemps de leurs fonctions ou emplois. Néanmoins, la multiplicité de ces révolutions ne pouvait toujours amener au pouvoir des hommes nouveaux, la population mexicaine n'aurait pas suffi à ces renouvellements continuels; puis, la politique étant le prétexte, mais non la cause de ces révolutions, il se forma le parti libéral modéré, qu'il ne faut pas confondre avec celui des conservateurs éclairés et progressistes, dont le général Almonte était une des plus illustres personnifications.

Le parti libéral modéré, formé du détritus des autres partis, est une agglomération d'hommes tarés, ayant servi tous

les gouvernements, possédant au suprême degré le culte de l'égoïsme individuel; c'est l'union des nullités orgueilleuses, de l'envie sournoise, de l'absence complète d'idées politiques, avec l'intrigue sourde, lente, mais sûre, les vues étroites et rapetissées. C'est un corps hybride qui se sert des deux partis, auxquels il emprunte la livrée, selon les circonstances, pour les renverser, se mettre à leur place ou vivre de leurs querelles. Son rôle est ostensiblement secondaire dans les déchirements de la patrie. Il ne se bat pas; il attend, à l'ombre, que la bataille soit terminée pour venir prendre sa part à la curée. Lorsque le nouvel arbre gouvernemental est planté, il s'y greffe, mais ne meurt pas avec lui; il est assez habile pour ne pas partager la mauvaise fortune de celui dont il a sucé la séve. Il rappelle la fable de l'huître et des plaideurs; il mange l'huître, tandis que les plaideurs se disputent les écailles.

C'est, je crois, ce parti que Comonfort allait combattre dans les environs de Puebla, siége principal de ceux qui ne voulaient point se soumettre à son autorité. Il donna, sans succès, un assaut à la ville, et ne fut pas plus heureux à la bataille d'Ocotlan, malgré le secours que lui prêtèrent les conservateurs, comme le temoigne une lettre d'un colonel conservateur de mes amis, dans laquelle il dit : — « Nous mêlâmes nos forces à celles de Comonfort et de la démagogie, dans les champs d'Ocotlan, à la vue de Puebla; la destinée ne nous a pas été très favorable; c'est en vain que nous luttâmes avec désespoir, en vain nous vîmes nos amis et nos compagnons arroser la terre de leur sang, le dieu des armées ne nous fut pas propice. » Mais de secrètes machinations firent plus en faveur de Comonfort que ses armes impuissantes. La désertion se mit dans les rangs des insoumis, et plusieurs chefs importants vinrent se réunir aux troupes du président; les autres, isolés par cette trahison, n'échappèrent à la mort que par la fuite. Dans les provinces de l'intérieur, la confusion était à son comble, et de tous côtés de nouveaux insurgés tenaient la campagne et pressuraient impitoyablement

les populations. A peine l'insurrection disparaissait-elle d'un point, qu'elle se montrait plus menaçante sur un autre. Le général Orihuela souleva Puebla une seconde fois, mais il fut pris, fusillé, et la ville se rendit.

En 1853, Santa-Anna avait rétabli l'ordre de la Compagnie de Jésus au Mexique; en 1856, Comonfort cassa ce décret. Il fit plus. Les troupes n'étant pas payées et les caisses du trésor étant vides, il songea à nationaliser les biens du clergé. Ce projet lui parut difficile à réaliser, les tentatives précédentes ayant toujours amené la chute du gouvernement qui avait décrété cette mesure. Cependant le besoin d'argent le décida à publier, le 25 juin 1856, les lois dites de désamortissement. L'article 25 de cette loi dit : — « Dès à présent, aucune corporation civile et religieuse, quels que soient son caractère, son nom ou son but, n'aura de capacité légale pour acquérir ou administrer des biens immeubles, si ce n'est avec l'exception unique réservée par l'art. 8, au sujet des édifices immédiatement et directement destinés au culte et à l'instruction. » Une autre loi, sur le même sujet, fut décrétée le 30 juillet, et donne des détails qui manquaient à la première. L'article 11 est ainsi conçu : — « Dans les trois mois signalés par l'art. 11 de la loi du 25 juin 1856, pour la mise aux enchères, les communautés religieuses des deux sexes, les confréries et archiconfréries, les congrégations, hospices, communes, collèges et, en général, toutes les corporations et institutions civiles ou ecclésiastiques, pourront opérer la vente des propriétés non louées, à la condition d'obtenir préalablement l'autorisation du gouvernement.

« Art. 12. Moyennant la renonciation des locataires à leur droit à l'adjudication, les corporations civiles ou ecclésiastiques pourront également faire des ventes conventionnelles à toute autre personne, en obtenant pour chaque cas l'autorisation dont parle l'article antérieur. »

On le voit, la loi de désamortissement concédait au clergé, dans des cas très nombreux, un délai de trois mois pour vendre ses propriétés lui-même et à son profit. Le clergé

protesta par tous les moyens contre ces décrets ; il dut pourtant se soumettre à la loi ; alors, par des fideicommis, il racheta lui-même ses propriétés. De cette loi, comme de la conduite du clergé, il résulta des complications et un bouleversement social qui devinrent une catastrophe financière et sociale, en 1861, lorsque Juarez nationalisa tous ces biens. Comonfort, sachant que le clergé prêtait au commerce, à l'industrie, des sommes plus ou moins importantes à un taux excessivement modéré, inférieur à celui des banquiers étrangers ou nationaux, ne voulait pas priver le pays des services rendus par les capitalistes ecclésiastiques ; mais il ne voulait pas qu'ils fussent propriétaires. La mise en vente de leurs biens fut donc décrétée, et pour faciliter les transactions entre le vendeur et l'acheteur, la vente resta libre pendant les trois mois fixés par la loi, au terme desquels le gouvernement intervenait pour faire vendre tout ce qui n'avait pas été vendu et prélevait un impôt général de 6 % sur ces sortes de vente. Cet impôt était naturellement versé par l'acheteur dans les caisses de l'État, et donna au gouvernement plus de vingt millions de francs, pour les ventes effectuées dans le seul district de Mexico.

Malgré l'opposition du clergé, cette mesure n'aurait probablement amené que des troubles passagers, si Juarez ne l'avait point changée en une mesure spoliatrice, ayant tout le caractère d'une persécution religieuse. Comonfort, en laissant le clergé capitaliste, ne le dépouillait pas et ne privait pas le pays de capitaux utiles et fructueux ; en interdisant la possession de propriétés urbaines ou rurales, il favorisait le morcellement de la propriété, et par conséquent il développait les revenus du fisc et les ressources de l'État. En agissant de la sorte, il se montrait tout à la fois homme honnête et homme habile, car si le gouvernement ne peut, à moins d'arbitraire et d'injustice, déposséder un propriétaire quelconque pour cause d'utilité publique, sans le dédommager plus ou moins intégralement de sa dépossession, il ne doit pas permettre non plus, sans être taxé de faiblesse ou

d'incapacité, que le bien public, c'est à dire l'État, considéré comme mineur en jurisprudence, soit sacrifié à un ou plusieurs individus. Mais au Mexique, l'égoïsme individuel y règne trop souverainement à côté des passions mauvaises qui ne s'inclinent jamais l'intérêt commun.

Le 12 décembre 1856, à l'occasion de la fête patronale du Mexique, des bandes de voleurs et d'assassins massacrèrent à San-Vicente et à Cuernavaca une multitude de riches Espagnols, pillèrent leurs haciendas, puis y mirent le feu. Le gouvernement de Comonfort ne sut ni prévenir, ni empêcher, ni réparer ces scènes sanglantes de désordre. Les réclamations du ministre espagnol, demandant une réparation et la punition des coupables, furent méconnues. L'Espagne voulut imposer par les armes les réparations qu'elle ne pouvait obtenir par la voie diplomatique; mais, travaillée elle-même par les agitations continuelles des partis, elle dut remettre à plus tard l'intervention armée qu'elle projetait.

Dans la correspondance de Santa-Anna, je trouve une lettre datée de Carthagène, 10 octobre 1856, qui résume la situation du Mexique à la fin de cette année... « Les événements de notre infortunée patrie, dit-il, se multiplient quotidiennement comme conséquence naturelle du relâchement des ressorts sociaux. Là-bas, le vandalisme commande, et la canaille, débordée dans ses passions, ne peut faire autre chose que ce que lui suggèrent ses instincts de prendre et de détruire ce qu'il y a de plus sacré... Je ne pense pas que ces maux puissent durer longtemps selon les principes de la logique; les hommes d'honneur, de patriotisme et de fortune doivent mettre en jeu toute leur influence pour extirper le mal du Mexique, sauver sa dignité outragée, et consolider sa nationalité qui ne pèse rien dans la balance des chenapans auxquels la patrie ne doit que des larmes et du sang. La civilisation et les bons sentiments exigent de suprêmes efforts, et j'ai la conviction que les bons Mexicains sauront les faire pour ne pas imprimer sur son » — le Mexique —

« front le sceau de la honte et de la bassesse. — A. L. de Santa-Anna. »

Le 10 janvier 1857, il écrivait également de Carthagène... « L'infortuné Mexique continue d'être le jouet des malfaiteurs qui dirigent ses destinées; le désordre croît de jour en jour, et l'anarchie qui en est sa conséquence conduira ce pays à la ruine et à la dégradation, si un effort suprême de la classe riche et réfléchie ne s'oppose pas au torrent de l'immoralité qui a débordé là-bas. Mon cœur se déchire en pensant à ce cumul de malheurs qui pèsent sur ma patrie, et plus encore à cet égoïsme, à ce manque de patriotisme et de bonne foi de ces hommes desquels la nation devrait espérer sa tranquillité. »

« Elle est triste, en effet, dit-il dans une autre lettre datée de Turbaco, 10 mars, la situation du Mexique, victime de la démagogie la plus effrénée. Puebla a succombé après une lutte aussi longue que héroïque. Le général Orihuela qui la défendait a été fusillé par les bandits de Pueblita... Le 10 du mois dernier, les brigades d'Echeagaray et de Rosas Landa se sont prononcées à San-Luis Potosi. Manuel Calvo est le chef de ce mouvement. Le général Blancarte vient de se prononcer à Tepic... De nombreux détachements de troupes parcourent le pays en propageant la réaction de tous les côtés, et le gouvernement moribond des démagogues succombera promptement. — A. L. de Santa-Anna. » —

La situation n'était point exagérée par l'ex-dictateur. Le radicalisme triomphait complétement dans la rédaction de la nouvelle constitution qui n'était point encore proclamée, l'armée du gouvernement se battait sans cesse contre les insurgés, dans différentes directions, et ne remportait pas toujours la victoire; le 9 avril, l'archevêque de Mexico fut emprisonné dans son palais, et les chanoines qui protestaient contre la vente des biens ecclésiastiques ou conspiraient contre le pouvoir furent incarcérés; des contributions sur le revenu furent imposées à tous les propriétaires ;

Campêche et Colima se prononcèrent aussi contre le gouvernement; un privilége onéreux fut concédé à la « Compagnie Louisianaise de Tehuantepec » pour l'ouverture d'un chemin interocéanique à travers l'Isthme, l'université de Mexico fut supprimée; le ministère donna sa démission en masse; D. Juan Alvarez s'empara de Chilapa et le général Thomas Mejia, prononcé contre Comonfort, occupa Queretaro; enfin, le 1er décembre 1857, la nouvelle constitution fut promulguée et Comonfort déclaré président constitutionnel. A peine cette constitution voulut-elle fonctionner, qu'elle montra tous ses vices et mit à nu ses impossibilités d'application. Elle devint le signal de l'anarchie la plus universelle, et fut suspendue peu de temps après sa promulgation. Juarez, l'un de ses plus ardents promoteurs, voyait son œuvre mourir en naissant.

Le général Osollo et le père Miranda préparèrent une nouvelle révolution. Comonfort comprit que le moment des demi-mesures était passé, mais manquant d'énergie, il laissa prendre l'initiative au général D. Felix Zuloaga, qui commandait la brigade de Tacubaya. Le 16 décembre 1857, Zuloaga publie un plan; à la tête de ses troupes il occupe les principaux points de la capitale; des salves d'artillerie annoncent que la constitution de 1857 a cessé de régir la république; Comonfort est déclaré dictateur, Juarez est arrêté et mis provisoirement en prison. Une partie du Mexique se prononce pour le plan de Tacubaya, une autre partie se prononce en faveur de la constitution qui n'existe plus, les autres États restent indécis, ne sachant quel parti prendre. Un nouveau congrès devait se réunir dans les trois mois pour voter une nouvelle constitution, l'incroyable consommation qu'on en faisait, prouvait dans quelle médiocre estime on tenait ce code de l'ordre et de la régularité des pouvoirs.

Ce coup d'État avait été décidé par le ministre Payno qui craignait les irrésolutions du président. Payno avait invité le général Huerta qui commandait à Morelia et le général

Parrodi qui commandait à Guadalajara à seconder le mouvement; mais ces généraux s'y refusèrent et dénoncèrent le projet du ministre qui fut obligé de précipiter les événements pour ne pas être accusé de vouloir déchirer la constitution de 1857. La conversion de Comonfort au parti conservateur modéré paraissait trop douteuse pour que ce parti pût s'appuyer sur lui; on voulut alors renverser le président, comme on avait renversé sa constitution. Le 10 janvier 1858, le général Parra, lieutenant de Zuloaga, se mit à la tête d'un pronunciamiento pour réformer l'acte du 16 décembre, décréta la déchéance de Comonfort et chargea le général Zuloaga de sauver la patrie. La garnison de la citadelle se rallia au mouvement; les généraux Osollo, Miramon, Conde et autres le secondèrent. Mais Comonfort, auquel se rattachaient les dernières espérances du parti démocratique, avait conservé des partisans énergiques. Le combat s'engagea dans les rues; la lutte entre les deux partis fut opiniâtre et sanglante. « Dans cette confusion, disaient les journaux de cette époque, le général Santa-Anna apparaît comme l'ancre de salut de la nation, dont la majorité tourne les yeux vers lui; car, malgré ses fautes, il est bien préférable à des hommes tels que Comonfort et Juarez, dont les noms, moins le talent, rappellent ceux de Robespierre et de Marat, et dont les actions ressemblent assez à celles de ces messieurs en 93. » Il fut, en effet, appelé; mais Comonfort avait été chassé de la présidence le 21 janvier, et Santa-Anna, en route pour le Mexique, s'arrêta à San-Thomas en apprenant qu'un gouvernement régulier était installé à Mexico. On voit comment Comonfort, nommé président substitut en 1855, et chassé de Mexico en 1858, avait reçu le fauteuil de la présidence par la constitution de 1857, comme le dit M. de Keratry dans son plaidoyer romantique publié par la *Revue contemporaine*. L'auteur ignorant l'histoire du Mexique, a pris la chute de Comonfort pour son avénement au pouvoir.

Une lettre du général Corona, ancien ministre de la guerre,

donne sur cette révolution les détails suivants : — « La brigade de Zuloaga, craignant que D. Ignacio Comonfort ne se remît entre les mains des démocrates purs — *puros* — à cause des rumeurs par lesquelles on disait qu'il voulait déléguer la présidence de la république à Juarez, Zuloaga s'empara de la citadelle de San-Domingo et d'autres points importants de la capitale; il fut acclamé chef du mouvement et présent héritier de Comonfort. Les conséquences furent plusieurs combats dans cette même capitale, beaucoup de malheurs, pendant plusieurs jours, la nomination de Zuloaga à la présidence, faite par une partie des notables de la ville, et l'abandon du pouvoir par Comonfort. Celui-ci se trouve maintenant à Jalapa, attendant sa famille pour descendre à Vera-Cruz s'embarquer.

« Le ministère de Zuloaga se compose de la manière suivante : aux affaires étrangères, D. Luis Cuevas, plus tard il fut remplacé par D. Joaquin Castillo y Lanzas; — à la justice, D. Manuel Larrainzar, il eut pour successeurs D. Hilario Elguero et le P. D. Francisco Xavier Miranda; — à l'intérieur, D. Hilario Elguero, remplacé depuis par D. Juan Manuel Fernandez Jauregui; — aux travaux publics, D. Juan Hierro y Maldonado; — aux finances, D. Juan Hierro y Maldonado, qui céda sa place à D. Manuel Peña y Cuevas, et D. Pedro Jorrin; — à la guerre, le général D. Josè de la Parra, puis D. Josè Maria Garcia. Le plan modifié de Tacubaya gouverne maintenant à Mexico et sur plusieurs points du Mexique. Le premier plan de Tacubaya est adopté à Tampico, au Sinaloa, à Durango, à Tabaseo et dans quelques localités de S. Luis Potosi. Oajaca — Tampico, voulait-il dire, sans doute, — tient pour Moreno qui l'occupe à main armée, ignorant sous quel drapeau il se rangera définitivement. Guanajuato, Jalisco, Vera-Cruz, reconnaissent la constitution de 1857, et Juarez pour président qui, se trouvant à Vera-Cruz, a pareillement nommé son ministère, et, pour compléter la confusion, La Llave veut se mettre à Zamora, en dehors de toute

obéissance, tandis qu'Iglesias et d'autres personnes veulent profiter de ce désordre pour faire un mouvement en faveur de Robles.

« Par cet exposé, vous reconnaîtrez l'état d'anarchie absolue dans laquelle se rencontre notre malheureuse patrie où règnent tous les élans et les aspirations des partis. Dans la capitale, la combinaison actuelle est tout à la fois conservatrice et modérée. Parmi les décrets importants du nouveau pouvoir, figure celui de la restitution des biens du clergé et des droits ecclésiastiques et militaires. Il paraît que le triomphe de la réaction et ses premières dispositions ont été reçues à Mexico avec une joie proportionnée au profond dégoût avec lequel on souffrait le désordre, les scandales et l'arbitraire sans mesure des soi-disant libéraux. — Ant. Corona. »

Ce tableau peint fidèlement la situation. Juarez s'était évadé ; retiré d'abord à Queretaro, il déclara qu'il ne s'associerait jamais à ceux qui avaient répudié la constitution de 1857 ; il demeura quelque temps à Guanajuato, puis à Guadalajara où il fut incarcéré de nouveau avec le ministère qu'il s'était formé à Queretaro. Rendu à la liberté par Carlos Landa, il se mit en route pour Colima, et termina le 24 mai ses pérégrinations, auxquelles il paraissait destiné, en débarquant à Vera-Cruz pour y fonder un gouvernement qui s'intitula *constitutionaliste*. Juarez agissait de la sorte en prolongeant, de sa propre volonté, son ancien titre de vice-président. Parrodi, Doblado et Vidaurri, maîtres de Guadalajara, Guanajuato et Monterey, ne se prononçaient pour personne. Cette conduite ne parut pas légale au corps diplomatique qui reconnut la légitimité du gouvernement de Zuloaga, même les États-Unis envoyèrent un représentant à Mexico auprès du nouveau président.

Juarez débuta par imposer un emprunt forcé de trois millions sept cent mille francs, aux États qui reconnaissaient encore la constitution de 1857. Zuloaga comprit qu'il devait briser au plus tôt le gouvernement nominal de Juarez et les

généraux alliés contre lui, afin de faire cesser une situation insoutenable. Il reconstitua donc l'armée et la porta en quelques jours au chiffre de quinze mille hommes. Parmi les chefs de cette armée, le plus populaire et le plus habile était le jeune général Miramon, soldat actif, entreprenant, infatigable, qui avait su inspirer une confiance sans bornes aux troupes qu'il commandait. Il fut chargé, avec le général Osollo, d'opérer dans le nord contre les généraux Parrodi et Doblado, tandis que le général Echeagaray prendrait une autre direction et que Villareal marcherait contre Alvarez, également en hostilités ouvertes avec le successeur de Comonfort. La lutte allait être vive et sanglante; elle allait prendre ce caractère barbare qu'elle avait eu pendant les guerres de l'indépendance et qui devait se continuer jusqu'en 1867.

Une lettre d'un de mes amis, datée du 18 avril 1857, donne sur les événements de cette époque des détails que je dois reproduire. — « On vient de découvrir deux conspirations de Vidaurri : l'une à S. Luis Potosi, et l'autre à Guadalajara. Tous ceux qu'on a pris ont été fusillés. Le 22 mars, le vaillant général Manero a été fait prisonnier et fusillé avec tous ses officiers. Attaqué à Zacatecas par le bandit Zuazua, trois mille hommes et douze pièces d'artillerie, il s'est battu avec ses huit cents hommes pendant trente-huit heures, sans s'arrêter une minute. Sa dernière cartouche étant brûlée, il se jeta à la baïonnette sur les bandits, en fit un carnage épouvantable, perdit trois cents hommes et fut fait prisonnier avec ce qui lui restait. Il a été fusillé le 30. Parmi ses officiers supérieurs restés avec lui se trouvaient Carlos Landa que vous avez connu à Matamoros et qui se prononça à Guadalajara ; ayant pris Juarez et tout son cabinet, il leur sauva la vie, ne voulant pas qu'on les fusillât. Cet acte de générosité et ses blessures n'ont pas trouvé grâce devant ses bourreaux. »

Ce Zuazua s'empara de S. Luis Potosi le 30 juin. Il fit massacrer quatre cents défenseurs de cette ville, fusiller vingt-sept personnes notables, mettre en chapelle deux cents

autres pour être passées par les armes, et assassiner à domicile beaucoup d'Espagnols. Les négociants de Zacatecas offrirent cent mille francs à Zuazua pour sauver la vie de Manero; mais Vidaurri, chef de l'insurrection dans cette partie du Mexique, en exigeait cinq cent mille et la remise de S. Luis Potosi qui n'était pas encore au pouvoir de son lieutenant. Après le sac de S. Luis Potosi, Vidaurri marcha sur Mexico; alors Zuloaga remit temporairement le pouvoir à un triumvirat composé des évêques Madrid, Munjia et du P. Miranda pour se placer à la tête des troupes de Miramon qui se retirait sur Lugos.

Dans une autre lettre datée du mois de juillet, je retrouve des détails historiques trop importants pour être passés sous silence. — « Le président Zuloaga, me dit-on, est dans une mauvaise situation; le général Santa-Anna est son cauchemar. Peu de réactionnaires ont été employés par lui; ils ne veulent pas l'être... Une dépêche télégraphique nous apprend que Parrodi a esquivé le combat attendu hier, en quittant brusquement Celaya. Osollo a occupé cette place à une heure de l'après-midi et poursuit activement Parrodi. Les brigades de Casanova et de Mejia le suivent de très près. Je crains que ce ne soit un stratagème de Parrodi pour disperser nos troupes et les battre en détail.

« Le général Zuloaga continue à nous décourager et nous attendons avec impatience le retour de Santa-Anna..... L'évêque Munjia travaille activement contre Santa-Anna; il a eu plusieurs conférences avec les libéraux; si on lui donne des garanties, il se jettera dans leurs bras. Vous n'ignorez pas que notre clergé est très égoïste. Osollo vient de battre à Salamanca Parrodi et Doblado qui se dirigent vers Guadalajara. »

Le clergé mexicain apprit bientôt à ses dépens que le prêtre qui sacrifie le bien public à ses intérêts pécuniaires est puni de Dieu par son côté sensible; mais les leçons qu'il reçut sous Comonfort et sous Juarez ne le corrigèrent pas. Si Zuloaga avait aussi peur de Santa-Anna, c'est que l'on fai-

sait de très grands efforts pour décider l'ex-dictateur à revenir au Mexique. Une lettre du 6 mars 1858 nous apprend même qu'il quitta Carthagène : — « Pour céder aux instances de mes amis, dit-il dans cette lettre, qui me prient de me rapprocher de la république, je prendrai ce même paquebot pour aller à Saint-Thomas. » — Un nouveau projet, plus encore que le respect pour le gouvernement régulier installé à Mexico, décida Santa-Anna à différer son retour au Mexique. Les Mexicains conservateurs, exilés à la Havane ou de passage dans cette ville et quelques riches Espagnols résolurent d'envoyer dans le Yucatan deux mille hommes, recrutés dans l'île, équipés, expédiés aux frais des conservateurs espagnols ou mexicains résidant à la Havane et ailleurs. Cette expédition de volontaires, organisée par souscription à l'instar de celles qui s'organisaient si fréquemment aux États-Unis, devait naturellement combattre sous le drapeau mexicain. Dans une lettre secrète, datée de Saint-Thomas 30 juin 1858, l'ex-dictateur dit à ce sujet :

« La république, comme nous le voyons tous, combat inutilement pour étouffer l'anarchie qui la dévore et rétablir l'ordre et la paix, parce que depuis tant de temps de cruels sacrifices, ses ressources sont anéanties. A cause des circonstances, je crois que nous ne devons pas rejeter les éléments étrangers qui nous sont offerts, et sans lesquels il est impossible de conquérir de tels biens. J'ai accueilli avec enthousiasme le projet de ce secours pour ma pauvre patrie, et je crois que nous ne devons pas perdre un instant pour l'exécuter, le moment était très opportun. Les partis, fatigués, abattus après une lutte de trois ans, effrayés par le sombre spectacle de nouvelles guerres encore plus sanglantes et plus terribles, dont la fin ne saurait être prévue, s'accrocheront avec plaisir à n'importe quelle planche de salut qu'ils trouveront, à n'importe quel secours qui leur présentera l'espérance d'être délivrés du naufrage qui menace non seulement leur vie et leur propriété, mais encore leur existence politique, la patrie et leurs fils.

« Je suis certain que le cri de rédemption poussé dans la république par des individus qui ne partagent pas les ambitions et les rivalités engendrées dans son sein, étrangers aux haines, aux vengeances des partis qui se combattent avec un barbare acharnement, sera répété avec enthousiasme dans tous les coins; les files des loyaux défenseurs de sa cause, augmentées de tous les bons Mexicains, et jusqu'aux timides, aux irrésolus qui n'osent lever le front, le répéteront partout. L'exemple de ceux qui vont exposer leur vie sans autre objet que la paix d'un peuple qui se trouve incapable de la conquérir lui-même, sera suffisant pour ranimer l'amour de la patrie qui paraît éteint.—A. L. de Santa-Anna. »

Cette lettre qui semble écrite trois ans plus tard, en vue de l'intervention française, indique que les volontaires seraient espagnols, Santa-Anna détestant trop les Américains pour les encourager à intervenir de nouveau au Mexique. J'aurais été tenté de croire que ce projet d'intervention se reliait au plan de 1853, combiné avec l'Espagne pour rétablir la monarchie au Mexique, mais il n'en est rien. Le gouvernement espagnol n'intervenait en aucune façon dans ce projet dont l'initiative et l'exécution se devaient uniquement à de riches particuliers du Mexique et de l'île de Cuba. Santa-Anna voulait confier au général Woll l'organisation, l'instruction, l'équipement et la descente au Mexique de ce corps de deux mille hommes. Dans une lettre datée du 15 juillet, il lui expose ses vues pour empêcher que la situation actuelle de sa patrie ne la fasse « devenir la proie de l'odieux Yankee »; il lui annonce de nombreuses adhésions mexicaines au projet dont il est ici question, et nomme particulièrement monseigneur Labastida. Le 29 juillet il lui écrivait de nouveau : « la garantie de monseigneur Labastida sera suffisante pour les maisons qui prêtent de l'argent. » Ce projet n'eut pas de suite, parce qu'on voulait qu'en tête de la liste de souscription Santa-Anna mît son nom pour cinq cent mille francs; il refusa, disant que ses propriétés ayant été saisies au Mexique, il lui était impossible de don-

ner une somme aussi élevée. Était-ce vrai? était-ce par avarice qu'il ne voulait pas souscrire? je n'en sais rien.

Au Mexique, on se rappelle que Vidaurri, en apprenant le sac de S. Luis Potosi, se dirigea de Monterey sur Mexico; arrivé à S. Luis Potosi, il s'y reposa quelques jours. Je trouve des détails sur son armée dans une lettre datée du 12 septembre, écrite par un colonel mexicain... « D'un moment à l'autre, dit-il, le général Miramon va se rencontrer avec Vidaurri, descendu en personne à S. Luis Potosi : ses forces se composent de cinq mille hommes et de trente-trois pièces de canon; celles de Miramon s'élèvent à six mille hommes et quarante-trois pièces de canon. Depuis la bataille de Santa-Anita, livrée le 2 juillet, nous n'avons pu nous battre avec Nuñez, Blanco ou Degollado qui se sauvent toujours. Le général Casanova a été battu par les troupes insurgées à la bataille de Cuevitas... Au second siége de Guadalajara, les libéraux s'emparèrent définitivement de la ville, fusillèrent le général Blancarte et tous les officiers supérieurs. »

Un mois après, les troupes du gouvernement triomphaient à peu près sur toute la ligne, comme nous l'apprend une lettre de Santa-Anna, datée de Saint-Thomas, 17 octobre 1858. « J'ai éprouvé, dit-il, une grande satisfaction en apprenant que Miramon a mis en déroute Vidaurri; je pressentais ce triomphe et me réjouissais d'avance des heureux résultats de cette journée. La face de la république a changé complétement malgré l'échec souffert par Casanova, sans doute par quelque mouvement imprudent. Mais j'espère que Blancarte remédiera à ce mal, et que le général Miramon ira à son secours. »

L'exécution de Blancarte n'empêcha pas les généraux Miramon, Woll et Mejia de battre les troupes insurgées dans presque toutes les grandes rencontres. Mejia avait défait dans les montagnes de Santa-Rosa l'armée d'Arteaga. Le colonel Cobos avait battu, à Maravatio, Pueblita, Lamberg et Iturbide. A. Silao, Doblado vaincu par Miramon, déposa les

armes à la suite d'une convention, et ses troupes passèrent dans les rangs de celles du gouvernement. Guanajuato et le Yucatan se prononcèrent pour Zuloaga; la brigade du général Negrete se prononça dans le même sens. Marquez s'empara de Zacatecas. Le 14 décembre, Miramon battit de nouveau Degollado et replaça Guadalajara sous l'autorité du gouvernement.

Les Américains, désireux d'exploiter à leur profit la pénurie du trésor mexicain, firent au président Zuloaga, par l'intermédiaire de M. Forsyth, des propositions sous l'apparence généreuse desquelles se cachait mal l'intérêt particulier qui les déterminait. M. Forsyth proposa au gouvernement de Mexico des avances en numéraire; il demandait en retour que l'on consentît à céder aux États-Unis, sous la forme illusoire d'une rectification de frontière, une partie des territoires du nord; enfin, il réclamait pour la compagnie concessionnaire de Tehuantepec, des priviléges nouveaux. Le cabinet de Mexico répondit par un refus. M. Forsyth ne dissimula pas son mécontentement, et la prétendue générosité des Américains se dissipa comme la fumée. Le gouvernement de Washington n'ayant pas réussi à démembrer de nouveau le Mexique, comme il l'avait fait sous les gouvernements libéraux, pensa qu'il serait plus heureux avec Juarez; mais pour traiter avec Juarez, il fallait reconnaître ses prétentions, ses droits à la présidence; ce n'était pas possible pour le moment, puisque les États-Unis avaient au contraire reconnu la légitimité de l'élection de Zuloaga, il fallait donc attendre la chute du président pour reconnaître Juarez et traiter avec lui. On attendit.

Zuloaga, pour avoir de l'argent, eut recours aux moyens ordinaires et décréta un emprunt forcé qui frappa les étrangers aussi bien que les nationaux. Les ministres des puissances étrangères se plaignirent amèrement, comme ils se plaignaient toutes les fois que le gouvernement mexicain appliquait la loi commune à leurs nationaux; mais leurs réclamations allèrent grossir le faisceau des anciens griefs

méconnus, sinon oubliés. L'Espagne était, de toutes les puissances européennes, celle qui avait les plus grands motifs de mécontentement, soit à cause de la suspension du paiement des intérêts des crédits espagnols, soit à cause des massacres de San Vicente et de Cuernavaca. Mais les conditions dans lesquelles se trouvait le gouvernement espagnol lui-même ne lui permettaient pas de donner à ses réclamations toute l'efficacité qu'exigeaient les préjudices causés aux sujets espagnols résidant au Mexique et les insultes faites au drapeau de Castille. O'Donnell savait qu'une expédition contre le Mexique pouvait lui donner la popularité nécessaire à la consolidation du cabinet dont il était président. Le général Prim s'éleva beaucoup au sénat contre l'intervention au Mexique; il fit mieux : il tâcha de justifier les Mexicains.

« Je déduis de tout cela, dit-il à la tribune, que la nation mexicaine a été et est encore dans son droit en ne payant pas... J'ai démontré encore que la nation mexicaine ne peut être responsable des crimes commis par une horde de bandits, et que la justice a donné satisfaction à l'Espagne en condamnant huit des assassins qui ont pu être pris jusqu'ici. » Je serais très tenté d'être de l'avis du général Prim dans ce qui concernait la dette espagnole, car M. Guttierrez de Estrada avait, lors de la publication de la loi sur les étrangers, donné des détails les moins édifiants sur les transactions financières des étrangers avec la république mexicaine.

Les gouvernements européens avaient tort de se rendre solidaires de la conduite de leurs nationaux dans ces circonstances. En effet, ces sortes de transactions étaient tellement aléatoires que les capitalistes prêtaient toujours leur argent à courte échéance et à 100 pour 100 de bénéfices environ, de manière à couvrir de suite le premier capital prêté, par des combinaisons de douanes, de change, etc., et à n'exposer le capital des autres échéances que sous des conditions onéreuses pour le Mexique et très avantageuses pour le contractant. En donnant au Mexique la responsabilité des gouver-

nements civilisés, l'Europe, pour être impartiale et juste, n'aurait dû reconnaître que les transactions financières honnêtement contractées, au moins dans les conditions ordinaires des emprunts européens. Du moment où les capitalistes se conduisaient au Mexique comme dans une maison de jeu, l'Europe devait laisser le Mexique et les capitalistes européens s'arranger comme ils l'entendaient en matières financières, et ne jamais intervenir entre la banque et le joueur. En ce qui concerne l'assassinat des sujets européens, la question parait plus facile à résoudre. Du moment où une puissance, civilisée ou non, accepte le concours des étrangers pour le développement de son industrie, de son commerce et de son bien-être, elle leur doit la sécurité de la vie. Cet axiome est tellement passé dans le code du droit des gens, que nous voyons aujourd'hui l'Angleterre, toujours si peu disposée à verser son sang, à dépenser son argent dans les expéditions lointaines ou proches, aller en Abyssinie et dépenser un demi-milliard pour faire recouvrer la liberté à trois ou quatre de ses nationaux.

Le cabinet espagnol était donc dans son droit en désirant appuyer par la force armée ses réclamations contre le Mexique; ce désir était parfaitement patriotique, national et conforme au droit des gens; il n'envoya pourtant que quelques petits navires à Tampico, et voici pourquoi. Le gouvernement de Zuloaga avait autorisé le général Almonte, alors ministre plénipotentiaire du Mexique à Londres, à terminer, par la voie diplomatique, le différend entre l'Espagne et le Mexique, promettant de poursuivre activement et de punir selon toute la rigueur des lois les assassins des sujets espagnols. Par le discours du général Prim, on a vu que cette promesse fut religieusement exécutée par Zuloaga. Le gouvernement espagnol, ne tenant aucun compte de la situation politique exceptionnelle du Mexique, voulait obtenir des avantages particuliers des conservateurs qui régnaient à Mexico. Son ministre à Londres, M. Gonzales Bravo, reçut l'ordre de ne pas accepter la *médiation* de l'Angleterre et de

la France dans le différend hispano-mexicain; il accepta pourtant ensuite leur *interposition de bons offices.*

Enfin, M. Mon vint à Paris, en qualité d'ambassadeur de l'Espagne; lors de sa première entrevue avec notre ministre des affaires étrangères, M. Walewski voulut tenter une nouvelle médiation, pour terminer le différend en question; M. Mon refusa. Cette affaire resta donc en suspens jusqu'à ce que M. Almonte reçût l'ordre de traiter directement avec le ministre espagnol. Peu de temps après eut lieu, entre ces deux personnages, le traité appelé : — Mon-Almonte. Dans ce traité, les difficultés furent abordées et plus ou moins résolues. Aussitôt après la signature du traité Mon-Almonte, les relations diplomatiques directes entre l'Espagne et le Mexique furent reprises; le ministre d'État espagnol adressa plusieurs dépêches à M. Mon, pour lui parler « de la convenance qu'il y aurait à ce que les gouvernements de France et de l'Angleterre s'unissent à celui d'Espagne pour *intervenir* au Mexique par les voies pacifiques. » En faisant allusion à ces dépêches, M. Mon disait aux Cortès, dans la séance du 7 janvier 1863 : — « Je partageais le désir de Sa Seigneurie, afin de mettre un terme à cette guerre dévastatrice, fratricide et indigne de la civilisation; mais la France et l'Angleterre se renfermaient dans leur refus, et l'Angleterre dit seulement qu'elle contribuerait à la pacification, à la condition qu'on imposerait la liberté des cultes au Mexique. » On le voit, l'idée de l'intervention anglaise, espagnole et française est née à Madrid, à la fin de l'année 1858.

Vers cette époque, le général Echeagaray se prononça contre le gouvernement à Ayutla et se fit partisan de Juarez. L'insuffisance du président Zuloaga, en matière administrative, était telle qu'il aurait été renversé de la présidence depuis longtemps, s'il n'avait eu pour lui des généraux aussi habiles que ceux qui se battaient pour le maintien de son pouvoir. Néanmoins, comme ces généraux étaient loin de la capitale, ceux qui se trouvaient à Mexico se réunirent le 23 décembre au couvent de San-Agustin — le général

D. Manuel Robles se trouvait à leur tête; — ils se prononcèrent dans le sens du plan du général Echeagaray, moins Juarez pour président, et D. Manuel Robles fut chargé du gouvernement en attendant l'installation d'une assemblée pour nommer le président intérimaire. Juarez, qui rêvait pour lui le pouvoir absolu, ne voulut pas se ranger parmi les chefs conservateurs qui renversaient Zuloaga. Ne valait-il pas mieux en effet, pour le succès de ses desseins, profiter de la désunion du parti conservateur, que de jouer un rôle secondaire avec lui? Zuloaga descendit donc du fauteuil de la présidence à la fin de l'année 1858, sans effusion de sang, par la seule volonté de quelques-uns de ses généraux.

Aussitôt que le général Miramon eut connaissance du pronunciamiento qui destituait Zuloaga, il adressa une énergique protestation au pays, déclarant qu'il refusait d'adhérer à ce mouvement, et se mit en route pour Mexico. Dès les premiers jours de janvier 1859, l'assemblée des représentants des départements se réunit dans la capitale et proclama président provisoire de la république le général D. Miguel Miramon. En son absence, le général Robles continua l'exercice de ses fonctions pour conserver l'ordre et veiller aux nécessités de la campagne contre les démocrates insurgés. Miramon fut, en outre, reconnu par les généraux et chefs de la garnison de Mexico, général en chef de l'armée mexicaine. Arrivé à Chapultepec, Miramon conféra au général D. Mariano Salas les pouvoirs dont était investi le général Robles, publia un décret qui rétablissait le plan réformé de Tacubaya, dans toute sa vigueur, et Zuloaga remonta naturellement sur le fauteuil de la présidence; Miramon se contenta du titre de général en chef de l'armée. Cette conduite loyale et désintéressée doubla sa popularité; il était déjà l'idole de son parti et de l'armée; il devait bientôt en être le chef politique. Le 24 janvier 1859, le général Zuloaga fut solennellement réinstallé dans ses fonctions présidentielles; mais écrasé par les difficultés de la situation, il nomma une semaine après Miramon prési-

dent substitut. Celui-ci accepta et prit officiellement possession de la présidence.

Les lettres de Santa-Anna du mois de janvier traitent plus particulièrement des événements déjà racontés; mais ses appréciations méritent d'être connues... « Mon cœur, écrivait-il le 1er janvier, de Saint-Thomas, a été meurtri par la douleur, en apprenant les excès horribles de l'infâme démagogie à Guadalajara et la mort de mon cher Blancarte. Il me semble que Dieu a abandonné notre infortunée patrie à son misérable sort. Le monde est scandalisé de tant d'excès; quelle honte! Voilà le fruit des doctrines qu'avec tant de soin l'on a inculquées aux masses, et que j'ai voulu interdire autant que possible; c'est à cela que je me suis appliqué pendant ma dernière administration.

« Je ne crois pas aux expéditions de l'Espagne, mais ce qui me paraît certain c'est l'occupation du Chihuahua et de la Sonora par les Yankees. Dans son message, Buchanan demande au congrès la permission d'envahir avec ses flibustiers le territoire mexicain et la concession ne lui sera pas refusée, parce que tous sont des voleurs de la même farine. Comment le Mexique, sans ami, pourra-t-il éviter un pareil malheur au milieu d'une anarchie aussi horrible? Je le répète, le cœur se comprime en considérant les infortunes de la patrie et tant de souffrances et de misères. — A. L. de Santa-Anna. »

« Je vois, écrivait-il quinze jours plus tard, les affaires du Mexique un peu plus favorablement sous la présidence provisoire de Miramon; sans doute, le pays reste encore dans un état très alarmant, à cause de la quantité d'aspirants au pouvoir de la patrie presque moribonde, et ceci peut amener le triomphe des démagogues qui occupent la plus grande partie du territoire... »

« Les affaires de notre patrie se compliquent de plus en plus, ajoutait-il le 31 janvier. Cette tourbe d'ambitieux qui sont descendus dans l'arène abrégeront ses funérailles. Aucun de ces misérables n'offre la moindre garantie de faire

quelque chose d'utile... La main de la Providence peut seule remédier à une situation aussi désespérée. — A. L. de Santa-Anna. »

Ne voulant pas aller au Mexique ajouter un élément de plus au désordre qui régnait dans ce pays, il écrivit le 15 février au général Woll qui se trouvait alors à la Havane... « Je crois très important que vous vous embarquiez par le prochain paquebot, afin de vous joindre aux forces assiégeantes de Vera-Cruz, sous les ordres de Miramon; il vous sera facile de débarquer à Sacrificios, pouvant vous transborder ensuite sur l'un des navires de guerre arrivés près de l'île. — A. L. de Santa-Anna. »

Ce n'était point aussi facile, mais un homme comme le général Woll valait à lui seul une armée; ce général avait la conscience de sa propre valeur; il connaissait le besoin qu'éprouvait le Mexique d'un chef expérimenté, loyal, sur lequel on pût compter; il ne voulut pas priver sa patrie adoptive des services immenses qu'il pouvait lui rendre. Il partit et réussit, après bien des dangers évités, à rejoindre les forces du gouvernement qui assiégeaient Vera-Cruz. La correspondance de Santa-Anna nous apprend que les services du général Woll furent immédiatement acceptés.

« Je suis très-heureux, lui écrivait-il le 24 mai, d'apprendre que le gouvernement de Miramon vous a rendu votre emploi de général de division et vous a nommé général en chef de la divison d'opération à l'intérieur... J'en suis doublement heureux, parce que votre épée sera une charge bien lourde pour la canaille... elle coupera sans doute la tête de ce vandale Vidaurri! » — Et le 7 juin, il lui donnait le conseil suivant... « Pour aucun motif n'abandonnez comme base d'opération S. Luis Potosi, pour aller vous interner à Monterey... Mieux vaut de la lenteur dans les opérations que de les aventurer. Il est difficile de réparer des revers chez nous, d'après les dispositions du pays. »

Dans les lettres que je viens de citer de l'ex-dictateur, il est fait plusieurs allusions qui doivent être expliquées.

Mais auparavant, je dois dire que Miramon, peu de jours après son installation comme président provisoire ou substitut, était allé faire le siége de Vera-Cruz, laissant pour ministre à Mexico, aux affaires étrangères, D. Manuel Bonilla ; à la justice, D. Isidro Diaz; à l'intérieur, D. Teofilo Marin; aux travaux publics, D. Octaviano Muñoz; aux finances, D. Gabriel Sagaseta; et à la guerre, le général D. Severo Castillo, remplacé depuis par le général D. Antonio Corona.

En 1858, après avoir installé à Vera-Cruz le siége de son gouvernement, Juarez dépêcha à Washington un envoyé du nom de Mata, pour y négocier un emprunt, acheter des armes, des munitions de guerre et demander la reconnaissance de Juarez par les États-Unis, comme président légal. Le cabinet de Washington y était très disposé depuis que Zuloaga avait refusé d'accepter les propositions de M. Forsyth, pour la cession d'une partie des frontières du nord; aussi, profitant d'une occasion si favorable, M. Buchanan mit pour condition à son consentement la confirmation du traité de 1850, exigea que les droits de la compagnie concessionnaire de Tehuantepec fussent précisés dans une convention nouvelle, et réclama des priviléges pour le commerce americain.

En sa qualité d'Indien Zapotèque, Juarez s'inquiétait fort peu de l'intégrité du territoire mexicain, je dirai même plus ; en 1847, étant alors gouverneur de Oajaca, il menaçait, après la chute de Mexico, Santa-Anna de le faire fusiller s'il venait sur son territoire ; depuis, les actes politiques de Juarez démontrent également, soit un égoïsme personnel poussé jusqu'au sacrifice du Mexique à son ambition privée, soit un désir secret — émanant sans doute d'une tradition de race — d'humilier, d'asservir, d'anéantir la nation mexicaine, comme son pays avait été humilié, asservi par les rois du Mexique. Un fait digne de remarque, c'est que si les gouvernements conservateurs mexicains sont loin d'être exempts de reproches, ils ont toujours su conserver l'intégrité du territoire national; le démembrement de la république et les

traités de concessions de priviléges onéreux ont toujours été faits sous des gouvernements démocrates. Le traité de la Mesilla seul serait une exception si Santa-Anna n'avait point trouvé cette question pendante en 1853; et l'on a vu que cette rectification de frontière, véritable cession après tout, était assez insignifiante et fort bien payée.

M. Mac-Lane fut donc envoyé, en 1859, auprès de Juarez, et bientôt le ministre américain conclut avec l'Indien rebelle un traité dont voici les principales dispositions : « Est concédé aux Américains *à perpétuité* le droit de transit sur l'isthme de Tehuantepec, par quelque chemin que ce soit existant ou à créer; l'établissement de deux ports, l'un sur l'Atlantique et l'autre sur le Pacifique; le gouvernement de Mexico n'aura aucun droit sur les marchandises transitant par l'isthme, si ce n'est sur celles destinées à la consommation intérieure de la république. Le Mexique s'engage à protéger par la force des armes la compagnie américaine, hommes et choses, et s'il est dans l'impossibilité de le faire, *la charge en incombe de droit aux États-Unis*. Est concédée la libre entrée et le transit de toutes marchandises appartenant ou consignées aux Américains de la Arizona, par les ports du golfe du Mexique, depuis Matamoros, Camargo, ou tout autre point de Rio Grande jusqu'au port de Mazatlan, à l'entrée du golfe de Californie; depuis le rancho de Nogales, ou tout autre point qui conviendra aux Américains, jusqu'à Guaymas, ceux-ci se réservent le droit de choisir les marchandises qu'ils voudront bien admettre à la vente dans les deux pays. Les Américains ont également le droit de passage pour des troupes et des munitions de guerre, par tout chemin qui leur plaira, depuis Guaymas jusqu'au rancho de Nogales ou tout autre point à leur convenance à travers la Sonora. » Sauf une souveraineté nominale, ce traité, appelé Mac-Lane, était une vraie concession faite aux États-Unis du territoire mexicain. Dans une dernière clause, le gouvernement de Juarez indiquait son bon vouloir d'accepter le protectorat des États-Unis, en cas de besoin. Ce protectorat

constituait une intervention militaire permanente, sous le prétexte de protéger les citoyens américains, pendant les révolutions mexicaines.

Juarez, n'ayant d'autre souci que de se voir reconnaître par le gouvernement des États-Unis, ne marchanda pas le prix auquel fut attachée cette reconnaissance. Il se contenta de quatre millions de piastres dont la moitié devait être affectée aux créances américaines, l'autre moitié seulement devait être remise à Juarez. On se rappelle qu'en 1848, les Américains voulaient payer vingt millions de piastres, la seule concession de l'affaire de Tehuantepec! Juarez mettait le Mexique au rabais pour être reconnu président constitutionnel; mais il vendait son pays sans aucun droit, sans aucun titre et en violant cette constitution de 1857, au nom de laquelle il se constituait lui-même président, de sa propre autorité. En effet, cette constitution, comme toutes les constitutions mexicaines, imposait l'obligation de soumettre à l'approbation du congrès, avant de les promulguer, toute loi intérieure, tout traité international. Où donc était cette légalité constitutionnelle qui devait légitimer ses actes? On comprend que les Américains aient cru pouvoir traiter avec Juarez; depuis longtemps ils considèrent le Mexique comme une proie légitime, naturelle; pour s'en emparer graduellement, ils ne reculent devant aucun moyen, mais la conduite de Juarez serait inqualifiable si elle n'était expliquée par des actes plus récents; elle n'indiquait pas une simple ineptie; ses nouvelles tentatives pour contracter des emprunts en hypothéquant la Basse-Californie, le Chihuahua, la Sonora et le Sinaloa prouvent assez la criminalité réfléchie de son système.

La conclusion du traité Mac-Lane suscita dans tout le Mexique des cris d'indignation. Parmi les nombreuses protestations officielles et privées que je me suis procurées, presque toutes commencent par prouver que ce traité n'a aucune valeur; qu'un traité non approuvé par le congrès est nul, lors même qu'il serait revêtu de la signature du pou-

voir exécutif légal, quand ce pouvoir n'a pas les droits discrétionnaires conférés à Santa-Anna en 1853, et retirés depuis 1855. « Jamais, dit Miramon dans sa protestation, je n'accéderai à un semblable traité. Placé par la Providence à la tête de la nation, je suis profondément pénétré de la responsabilité qui pèse sur moi dans une crise aussi grave. Dieu m'a donné la victoire dans une guerre intestine, j'espère qu'il me la donnerait dans une guerre entreprise pour l'indépendance de ma patrie, pour la défense de sa religion et l'intégrité de son territoire. » Une autre de ces plus éloquentes protestations dit : — « Quand la presse des États-Unis a commencé à parler du traité Mac-Lane, donnant des détails sur les transactions de MM. Mata et Lerdo de Tejada avec le cabinet de Washington, les vrais Mexicains, ceux qui savent ce qu'importent l'honneur et l'amour de la patrie, n'ont pas voulu croire aux dégradantes et honteuses manœuvres de ces traîtres. » Mais il n'est nullement besoin d'invoquer le témoignage des Mexicains pour flétrir la conduite de Juarez vis-à-vis de son pays, ces faits parlent assez éloquemment par eux-mêmes, pour que leur auteur soit jugé selon son mérite.

Les événements qui se passaient dans les plaines de la Lombardie et ceux qui se préparaient aux États-Unis, vinrent entraver l'exécution du traité Mac-Lane. L'armistice de Villafranca surprit les Américains au moment où M. Lerdo de Tejada allait contracter un emprunt pour Juarez, au moment où l'on se disposait aux États-Unis à donner le premier coup de pioche à Tehuantepec. M. Buchanan ne se dissimula point la gravité de ces événements. Il comprit que la crise européenne ainsi terminée avant que les États-Unis en eussent profité, l'Europe retrouvait sa liberté d'action avec laquelle il fallait nécessairement compter. Aussitôt il donna l'ordre de suspendre toute négociation avec Juarez. Dans son message, M. Buchanan se plaint de toutes les républiques américaines; il demande des réparations par les armes, « parce que, dit-il, l'anarchie de ces répu-

bliques est devenue pour la liberté du transit et les intérêts généraux, un danger impossible à tolérer davantage. » En conséquence, il demande au congrès l'autorisation « d'employer les forces de terre et de mer de la confédération pour empêcher le transit d'être entravé ou fermé par le désordre et la violence. » En réalité, M. Buchanan demande à être investi d'une véritable dictature contre l'étranger. Son message n'est qu'une longue négation des souverainetés nationales, dont il veut pourtant admettre le principe. En général les mots liberté, droits constitutionnels, dans la bouche de ces personnages qui méprisent et foulent sans cesse aux pieds la liberté et les droits constitutionnels d'autrui, sont des mots prononcés pour les sots et cachent ce *chantage* politique qui n'est que de l'infamie, rarement déguisée.

M. Buchanan va plus loin, il demande également un crédit pour acheter l'île de Cuba, et laisse entrevoir que si l'Espagne se refuse à vendre « la Reine des Antilles », on la lui prendra par la force des armes. Il introduit ouvertement la nouvelle politique américaine, éclose par l'indifférence ou l'apathie de l'Europe en matières transatlantiques, c'est à dire l'expropriation des nationalités espagnoles dans le nouveau monde, pour cause d'utilité américaine. Néanmoins, dans la question mexicaine, il insère quelques phrases pour endormir la susceptibilité des États européens qui pouvaient se révolter en présence de pareilles prétentions : — « Est-il possible, dit-il en parlant du Mexique, qu'un tel pays soit abandonné à l'anarchie et à la ruine, sans qu'il soit fait quelque effort pour le délivrer et le sauver? Les nations commerçantes du monde qui ont tant d'intérêts engagés au Mexique, resteront-elles indifférentes à ce résultat? Les États-Unis surtout, qui doivent avoir avec le Mexique le plus grand nombre de relations commerciales, laisseront-ils cet État voisin se détruire lui-même et les ruiner? Sans appui, le Mexique ne saurait reprendre sa position parmi les nations, ni entrer dans une carrière féconde en bons résultats. Cette assistance, exigée à la fois par son intérêt et celui du com-

merce en général, c'est au gouvernement des États-Unis à la lui donner en raison de son voisinage immédiat et en raison de notre politique qui n'admet pas l'intervention d'une puissance européenne quelconque dans les affaires intérieures de cette république. » Du moment où les États-Unis voulaient être du Mexique le maître nominal, par le commerce et l'industrie, ou le maître effectif par la conquête ou l'annexion, il était naturel qu'ils s'élevassent contre l'intervention des puissances européennes, car au lieu d'avoir en face d'eux un peuple anéanti par la guerre civile et l'absence complète de vertus civiques, les États-Unis auraient eu devant eux une ou plusieurs puissances à même de leur tenir tête et peut-être de les écraser.

On a vu, par l'histoire de l'élévation et de la chute de tous les gouvernements mexicains, que la cause de cette élévation et de cette chute était uniquement le manque d'argent ; quelquefois les lois arbitraires contre le clergé précipitaient le renversement des gouvernements démocratiques qui les décrétaient, mais c'était parce que le clergé prêtait son concours pécuniaire aux généraux conservateurs disposés à se prononcer contre le pouvoir alors établi. Les convictions politiques n'avaient aucune influence sur cette bascule gouvernementale. Juarez, étant le maître de Vera-Cruz, trouvait dans le revenu des douanes des ressources précieuses qui faisaient défaut à Miramon ; tant que Juarez restait en possession de ces ressources, n'eût-il pas un seul partisan dans toute la république, il était sûr de maintenir ses prétentions à la présidence et son gouvernement fictif. Miramon ne l'ignorait pas, et c'est pourquoi il quitta la capitale pour venir assiéger Vera-Cruz.

Le soldat mexicain, arraché de force à sa chaumière, à sa famille, à ses travaux, n'avait aucune raison pour se battre en faveur d'un parti plutôt que d'un autre, il désertait aussitôt qu'il n'était plus payé ; il fallait donc s'emparer de Vera-Cruz pour se procurer des ressources qui faisaient défaut, et prévenir la désertion de l'armée conservatrice. Les

conservateurs et le clergé surtout, sentant que Zuloaga et Miramon étaient les défenseurs de leurs droits, apportèrent au commencement de ces deux administrations leurs deniers, pour faire rappeler la loi de 1857 sur le désamortissement des biens de mainmorte. Une fois cette loi rappelée, les secours du clergé devinrent rares et finirent par cesser tout à fait. Ne pouvant tirer aucun revenu du pays, tant épuisé par ces éternelles révolutions, et ne recevant plus de ses partisans aucun secours, Miramon se vit bientôt réduit au triste expédient des contributions extraordinaires et des emprunts forcés, pour subvenir aux nécessités de son gouvernement.

A peine Miramon était-il parti pour Vera-Cruz, que Degollado arrive de Guanajuato à marches forcées sur la capitale, à la tête d'une armée respectable par le nombre. Le 21 mars, il s'empare de Tacubaya, de Chapultepec, et le 2 avril Mexico est complétement entourée par les forces révolutionnaires. Le général D. Leonardo Marquez, en apprenant la marche de Degollado, quitte Guadalajara, le poursuit avec mille hommes seulement et neuf pièces d'artillerie, ne laissant que quinze cents hommes à son lieutenant le général D. Luis Tapia, et arrive à Mexico. La bataille commence le 11 avril à Tacubaya; les forces de Degollado sont mises en déroute par Marquez, secondé par Miramon qui arrive pendant le combat. La capitale redevenue libre, Marquez part pour Toluca, dans l'intention de détruire les bandes formées avec les fugitifs de Tacubaya, il traverse le Michoacan, reprend Tepic, défait à San Juan de los Lagos, les bandes de Doblado qui avait repris la campagne, malgré la convention de Silao, et retourne à Guadalajara.

A San Juan de los Lagos, Marquez avait été chargé par le général Woll de conduire provisoirement à Guadalajara un convoi d'argent qui ne pouvait être embarqué à Vera-Cruz, et qui appartenait au commerce. Arrivé à Guadalajara, Marquez se trouvait dans une position désastreuse. Le gouvernement devait à ses troupes plus de cent dix-sept mille piastres; ses soldats et ses officiers n'avaient ni solde, ni

couverture, ni chaussures, et leurs vêtements tombaient en lambeaux, elles venaient pourtant de faire une campagne rapide et brillante. Une telle misère attirait l'admiration et la sympathie même des libéraux qui ne comprenaient pas comment ces hommes pouvaient dans de telles conditions faire de tels exploits.

Pour rémédier à pareil dénûment, Marquez eut recours à des réquisitions forcées, surtout dans les localités qui, depuis deux ans, ne payaient aucune contribution au gouvernement, et retiraient de très grands bénéfices par la vente des produits agricoles et autres; mais ces ressources, par trop insuffisantes, ne remédiaient à rien et lui suscitaient beaucoup d'ennemis. Il écrivit alors aux évêques du Jalisco, de S. Luis de Potosi, à tous ceux dont il défendait les intérêts religieux et pécuniaires et qui s'étaient réfugiés à Mexico par pusillanimité; tous lui répondirent par des refus, disant qu'ils n'avaient pas même pu donner à Miramon tout l'argent qu'il leur avait demandé. Le chapitre de Guadalajara lui permit pourtant, par une lettre datée du 2 octobre 1859, d'hypothéquer pour trente ou trente-cinq mille piastres l'argenterie de la cathédrale, s'il trouvait à emprunter cette somme sur hypothèque. Dans une lettre du 29 octobre, l'évêque de Guadalajara motive son refus par l'insuffisance des revenus de son diocèse « qui ne sont pas à comparer avec les grandes ressources des diocèses de Mexico, Puebla et Michoacan. » Il ajoute que « son prédécesseur avait donné trente mille piastres à Santa-Anna pour combattre les Américains en 1846, et pareille somme au gouvernement national, lors de la prise de S. Jean d'Uloa par les Français. »

Cette correspondance de Marquez et des évêques est fort curieuse, mais trop secondaire pour être publiée. L'assemblée convoquée à Guadalajara par Marquez, pour exécuter le décret du 23 septembre, favorisa les contribuables aux dépens de l'impôt décrété, à cette date, par le gouvernement, sur les capitaux de cinq cents piastres et au dessus. En pré-

sence d'une apathie aussi générale et d'un mauvais vouloir si flagrant, Marquez écrivit au gouvernement suprême, le 25 octobre 1859, un exposé de situation dans lequel il lui disait : — « Je suis revenu dans cette capitale — Guadalajara — à la tête de la division qui conduisait le convoi d'argent reçu à S. Juan de los Lagos, et qui doit continuer sa marche jusqu'à San-Blas ou Santa-Cruz, selon l'opportunité qui se présentera pour son embarquement. » Puis il fait un tableau navrant et vrai de l'état de son armée, de celui du Jalisco et des affreux malheurs qui résulteraient de la dissolution de ses troupes arrivées au point de n'avoir pas un morceau de pain à se mettre à la bouche. Pourtant, « il ne peut pas, dit-il, s'exonérer honorablement d'une aussi terrible responsabilité, en abandonnant à d'autres mains un commandement aussi difficile dont le poids fait vaciller les siennes. » Il se décide donc à prendre une petite partie — six cent mille piastres — du convoi pour le sauver intégralement et sauver son armée, le Jalisco et les trois États dont se composait son commandement, de l'anarchie et de la ruine; il termine en priant le gouvernement de restituer à Mexico les six cent mille piastres prélevées sur le convoi qui fut embarqué à Santa-Cruz, malgré les efforts des libéraux stationnés à San Blas qui voulaient s'en emparer.

Le gouvernement national, loin de pouvoir rembourser cette somme, était lui-même à la recherche d'un moyen légal de mettre un peu d'argent dans ses coffres vides; aussi, blâma-t-il Marquez de son procédé et lui ordonna-t-il de restituer les six cent mille piastres prélevées sur le convoi. C'est alors que Miramon, poussé par la nécessité, émit un emprunt de quinze millions de piastres, en bons garantis par la maison Jecker. A cet emprunt, le gouvernement attribuait 6 % d'intérêt, dont 3 % payables en papier par le trésor, et 3 % en argent payables par la maison Jecker, plus la faculté réservée aux titres de cet emprunt de servir, pour 20 %, soit un cinquième, dans l'acquittement des droits de douane et des contributions de toute nature, sauf celle de la

capitation, ce qui fut considéré comme un dégrèvement de tarif. Tous les commerçants et les contribuables étaient naturellement appelés à souscrire à cet emprunt. La maison Jecker, alors la plus considérable de Mexico, usa sans privilége de ce droit, jusqu'à concurrence de la somme de 750,000 piastres, et les particuliers pour celle de 623,000 piastres.

Cinq mois plus tard, le placement de l'emprunt se trouvant fort difficile, le gouvernement sollicita la maison Jecker d'émettre le reliquat, et c'est alors qu'elle fut amenée à porter ses déboursés, intérêts compris, au chiffre de 3,214,058 piastres, soit : 16,070,290 francs. M. Jecker plaça ses bons au fur et à mesure des besoins des commerçants et des contribuables pour une somme de 1,200,000 piastres, soit : 6,000,000 de francs environ, et en servit les intérêts. A la chute de Miramon, la maison Jecker se trouva dans un embarras financier qui lui fit suspendre le payement de ses bons, Juarez ne voulant reconnaître aucune dette publique contractée par les gouvernements qui l'avaient précédé. Ce que demanda depuis M. Jecker, c'était simplement la reconnaissance d'un titre publiquement, légalement émis, et loyalement souscrit, aussi bien par M. Jecker que par d'autres maisons. On s'est beaucoup servi de l'affaire Jecker pour attaquer le gouvernement français, parce qu'on a supposé que M. de Morny avait un intérêt dans la dette Jecker, et qu'il a poussé la France à faire la guerre au Mexique dans un but tout personnel. Ceci est complétement faux. Au point de vue historique et politique, l'affaire Jecker n'a eu aucune influence sur notre expédition; elle ressemblait plus ou moins à toutes les autres transactions financières contractées entre les capitalistes étrangers et les gouvernements mexicains, depuis le président Victoria jusqu'à l'empereur Maximilien. Si, lors de notre expédition au Mexique, les intéressés dans l'affaire Jecker et dans celle de M. Martin Duran ont fait de l'agiotage, s'ils ont commis des abus, c'est qu'il s'en fait et s'en commet toujours en Amérique, à Paris,

à Londres et partout, dans toutes les grandes combinaisons financières; mais je le répète, ces deux affaires n'entraient pour rien dans le but de notre expédition. Naturellement, une fois au Mexique, les créances Jecker et Martin Duran ont fait partie des créances insérées dans nos réclamations, comme l'Angleterre et l'Espagne mettaient dans leurs réclamations toutes les créances de leurs nationaux et dont les gouvernements mexicains s'étaient plus ou moins affranchis jusqu'à ce jour; mais il était absurde de croire que ces trois puissances allaient dépenser des centaines de millions, uniquement pour faire restituer à leurs nationaux quelques créances qui n'avaient pas été contractées sans des compensations importantes.

Tandis que Marquez et Miramon cherchaient des expédients pour donner du pain, des habits et des munitions à l'armée nationale, le général Woll battait les dissidents dans l'intérieur du Mexique. Le 21 mai 1859, il se trouvait à Salamanca avec une petite division. Apprenant que le général Mejia se retirait devant des forces supérieures, — six mille hommes, — Woll, avec son escorte, partit aussitôt pour le rejoindre, et arriva dans la nuit à Irapuato où il était, tandis que quatorze cents hommes de sa division arrivaient à la pointe du jour au moment où les avant-postes, placés hors de la ville, se retiraient en annonçant que le détachement d'observation placé sur le chemin d'Irapuato à Silao avait été surpris, défait et son commandant pendu. Sans perdre de temps, Woll fit prendre les armes à ses soldats, se plaça à la tête de la 1re brigade et sortit de la ville avec le général Mejia; le reste de ses troupes devait le suivre avec le général Cruz. Malgré la fatigue d'une marche de toute la nuit, les dissidents sont poursuivis jusqu'à la Calera, où deux mille carabiniers embusqués derrière un mur font un feu très nourri contre les troupes nationales. Mejia est obligé de se retirer; ses soldats fuient. Alors Woll lança trois cents cavaliers, commandés par un de ses colonels, pour rétablir le combat, et lui-même à la tête de deux compagnies du 4e ba-

taillon, courut pour le soutenir jusqu'à l'arrivée des trois colonnes parallèles auxquelles il avait donné l'ordre de presser le pas. Les dissidents, en voyant la marche rapide des deux compagnies d'infanterie qui débordaient déjà leur ligne de bataille, commencèrent à faiblir; mais apercevant au loin les trois colonnes qui venaient les attaquer de front, ils ne les attendirent pas et se débandèrent, poursuivis par les trois cents cavaliers et cent fantassins commandés par les généraux Mejia et Cruz. Le résultat de cette journée fut immense, en ce sens que l'armée insurgée fut coupée en deux et presque détruite.

Le 30 mai, le général Woll poursuit les débris de cette armée, commandés par le général Zuazua et les colonels Zaragoza et Guadalupe Garcia; il les atteint à la Calera, les attaque immédiatement et les défait de nouveau. Dans cette affaire, les dissidents laissent sur le champ de bataille quatre cents hommes tués, blessés ou prisonniers. Le 21 juin, Woll revient à Irapuato avec les généraux Alfaro, Velez et Cruz au secours de Mejia attaqué par cinq mille révolutionnaires; il le dégage et met de nouveau les dissidents en déroute. Le 23 juin, après avoir accordé vingt-quatre heures de repos à ses troupes, il court à Silao, espérant y trouver les insurgés; mais ceux-ci l'ont évacué pendant la nuit pour aller se fortifier à la Luz — riche mine d'or et d'argent. — Le 25, Woll se dirige sur Luz et Marfil, près de Guanajuato; mais les révolutionnaires ne l'ont point attendu; ils s'étaient sauvés, emportant avec eux cent soixante-dix mille piastres prises à l'hôtel des monnaies de Guanajuato. Ils se sauvaient avec tant de rapidité, perdant par la désertion plus de la moitié de leur effectif, que le général, renonçant à les poursuivre, établit son quartier général à Celaya, ordonna à Mejia de se rendre à Queretaro, et fit occuper Guanajuato par le général Velez et sa brigade.

Le 31 août, Woll part de Guanajuato, où il se trouvait en ce moment, avec huit cents fantassins et quatre pièces de canon, et se dirige sur Leon occupé par Doblado, Quiroga et

d'autres chefs avec deux mille hommes et cinq pièces d'artillerie. A Silao, le général Cruz se joint à lui avec sa cavalerie. A six heures du soir il se trouva en face des dissidents à une lieue de Leon. Le combat commence et ne se termine qu'à neuf heures sur la place principale de la ville, les troupes nationales ayant poursuivi les insurgés l'épée dans les reins sans relâche, malgré la fatigue, la soif et la faim qui les accablaient. Doblado put se sauver à la faveur de la nuit, mais deux escadrons, de l'artillerie et plusieurs chefs restent au pouvoir des vainqueurs.

Le 11 septembre, Marquez, avec deux escadrons, battait de son côté douze cents hommes de Rojas et de Valle, dans le Jalisco. Une proclamation du général Degollado, datée de San-Luis Potosi 11 septembre 1859, nous apprend la défection de Vidaurri. Ce général, démocrate, fédéraliste et partisan de Juarez, avait été l'un des plus violents ennemis du parti de l'ordre; on a vu par ses faits et gestes qu'il ne brillait ni par son humanité, ni par son désintéressement, ni par sa délicatesse; pourtant, il se fatigua des désordres engendrés par les révolutionnaires et des excès auxquels se livraient partout les libéraux, pillant les propriétés privées, tuant les citoyens inoffensifs et inaugurant une guerre d'extermination et de ruine. Il retira ses troupes de l'intérieur de la république et les concentra à Monterey, en attendant de les employer pour son propre compte. Degollado le destitua et mit à sa place le général Aramberri. Cette destitution ne pouvant avoir aucun effet, ne signifiait rien, car il était peu prudent d'aller l'imposer par la force des armes. A S. Miguel de Allende, devant le général Velez, à Juan de Los Lagas, devant Marquez, à Aguas-Calientes, devant le général Woll, les insurgés fuyaient partout sans attendre le combat. Si l'armée nationale eût été payée de manière à poursuivre ses triomphes sans trop souffrir de la faim, de la nudité et du manque de munitions, la guerre civile aurait été terminée à la fin de 1859; mais le manque d'argent causait la désertion dans ses rangs,

tandis que le pillage maintenait l'abondance dans les corps insurgés.

Après l'occupation d'Aguas-Calientes, Woll poursuivit jusqu'à Zacatecas, avec mille hommes, le corps d'armée commandé par Ortega. L'avant-garde de Woll atteignit Ortega à l'hacienda de la Conception; un engagement eut lieu, mais le peu de vigueur mis par la cavalerie nationale à maintenir le combat jusqu'à l'arrivée du général permit à Ortega d'échapper. A la cathédrale de Zacatecas, se trouvait alors des fonts baptismaux en argent massif et d'un travail admirable, donnés par la comtesse de S. Mateo, riche dame de Sombrerete, en échange des anciens fonts qu'elle voulut avoir parce qu'ils avaient servi à son baptême. Ortega, après sa déroute de la Conception, passa par Zacatecas, prit ces fonts baptismaux dont la valeur intrinsèque était considérable, les porta à Fresnillo et les fit fondre en lingot pour avoir de l'argent. De Zacatecas, Woll continua sa marche en avant jusqu'à Durango; mais au moment d'entrer dans cette ville, il reçut l'ordre de retourner à Zacatecas et d'aller prendre à Guadalajara le commandement du 1er corps d'armée.

Dans la correspondance du général Corona, ministre de la guerre, je trouve une lettre datée de Mexico, 5 octobre 1859, en réponse au général Woll qui lui demandait des nominations aux grades supérieurs pour les officiers qui s'étaient distingués dans cette brillante campagne; cette lettre me paraît assez curieuse pour mériter d'en publier l'extrait suivant : — « Vous, moi et tout le monde, dit le ministre, nous déplorons l'existence d'une armée de chefs et d'officiers que le gouvernement ne peut, ni n'a les moyens de soutenir, et qui végètent dans la misère, étant un affront pour les administrations prodigues qui les ont créés. Il n'est ni rationnel, ni juste de nommer de nouveaux colonels, avant d'avoir placé les CINQ CENT CINQUANTE qui sont dans la rue. D'un autre côté, si pour chaque fait d'armes nous donnons de l'avancement, nous aurons bientôt formé une

armée de généraux de division, et nous aurons à déplorer de n'avoir pas un rang supérieur pour continuer les ascensions. — Antonio Corona. »

Soit besoin d'argent, soit pour enlever désormais au parti clérical, qui l'avait évincé du pouvoir, l'influence de la fortune, Juarez avait décrété, les 12 et 13 juillet 1859, les « lois de réforme », parmi lesquelles se trouvaient les lois de nationalisation des biens du clergé. On a dit que Juarez n'était pas un homme assez intelligent pour avoir imaginé ces lois et qu'elles sont dues à l'initiative des deux frères Lerdo de Tejada, qui avaient déjà préparé les lois de désamortissement sous Comonfort. Je ne sais si cela est vrai ; dans tous les cas, ces lois qui ruinaient à jamais l'Église mexicaine, anéantissaient plus ou moins l'influence directe et matérielle du clergé sur les événements politiques et soulevaient des cris d'indignation contre Juarez, ne servirent en rien la cause de Miramon. Le clergé mexicain, sans prévoyance et sans vues élevées, ne sut pas donner une obole au président conservateur pour le faire triompher de son antagoniste, et sauver les propriétés menacées par les lois de réforme. Cette conduite inconcevable du clergé le perdit, et je crois qu'il donnerait volontiers maintenant les quelques millions qu'il refusa alors, qu'il n'a plus aujourd'hui et qui auraient incontestablement sauvé les immenses capitaux dont il jouissait encore en 1860. M. Guttierrez de Estrada attribue, dans un de ses écrits, les dernières révolutions qui ont ensanglanté la république avant l'arrivée de l'empereur Maximilien, à la publication de ces lois de réforme, à la perturbation générale qu'elles amenèrent dans les affaires intérieures, en détruisant le crédit et les ressources financières dont disposait le clergé en faveur des petites fortunes. On a vu que les révolutions n'ont pas manqué depuis l'indépendance jusqu'à Juarez; les décrets de juillet 1859 ont ajouté un aliment nouveau à la haine des partis, ils ont peut-être accéléré l'avénement de l'empire, mais il est ridicule de leur attribuer les dernières révolutions ; ces dernières étant, comme les

précédentes, le résultat du vice de l'organisation politique du pays, du manque de patriotisme des citoyens et de la démoralisation générale de toute la nation.

En vertu de ces « lois de réforme », l'État s'emparait sans réserve de toutes les propriétés du clergé, sauf la valeur des églises qui, plus tard, ne furent pas épargnées. Il les mettait en vente, et le produit de ces ventes était versé dans les caisses du trésor public. Les paiements se faisaient de la manière suivante : 2/5 en *pagarès* ou bons payables en soixante mois; 3/5 en papier du trésor, autrement dit en bons de la dette intérieure. Ces sortes de paiements eussent été fort avantageux pour l'État et l'acheteur, si l'on avait apporté dans les transactions l'esprit de justice et d'honnêteté qui auraient pu pallier l'odieux des mesures arbitraires adoptées par le gouvernement de Juarez. Mais l'État comme les acheteurs furent coupables des abus les plus injustifiables et des transactions les plus honteuses. L'État ne paya jamais la rente de 6 % affectée aux bons de la dette intérieure, de sorte que ces bons se donnaient à 18 % au dessous de leur valeur réelle. L'acquéreur des biens du clergé, possesseur de ces bons, gagnait donc 90 % sur les 3/5 du prix d'achat, et, de son côté, le gouvernement de Juarez éteignait ainsi sa dette. L'État se procurait, en outre, au moyen des *pagarès*, des sommes importantes. Mais, je reviendrai plus loin sur les abominables fraudes commises à l'abri des « lois de réforme », rendues plus sévères encore par les décrets de 1860 et de 1861.

Au mois de janvier 1860, on trouve le Mexique dans une position désespérée; les bandits, profitant de la guerre civile, y commettent des atrocités inouïes et qu'on a vu se renouveler fréquemment jusqu'au moment où j'écris ces lignes. Le manque d'argent paralysait le mouvement des troupes nationales. Toutes les lettres adressées au ministre de la guerre par les chefs de corps témoignent de cette pénurie qui entravait les opérations contre les guerillas, même celles de la plus urgente nécessité; on en pourra juger par cet

extrait d'une lettre du général Woll, concernant Rojas, bandit célèbre tué, en 1865, par le capitaine Berthelin : — « C'est une honte de voir Rojas et Médellin agissant librement de la sorte. Le premier entra dans le Teul et, après avoir volé la population, il assassina hommes, femmes, enfants et vieillards ; il a violé, enlevé de jeunes femmes et de jeunes filles, et je ne puis le poursuivre parce que je n'ai pas un seul réal — soixante centimes. — Voilà deux jours que mes soldats sont sans ressources ; les officiers n'ont rien à manger et l'ennemi travaille pendant ce temps. »

Le gouvernement de Miramon avait le tort de vouloir soumettre tout le Mexique, sans une piastre pour conserver son armée; il disséminait ainsi ses forces, les affaiblissait et ne retirait aucun avantage de ses victoires, car au Mexique la déroute et la désertion suivant de près les premiers coups de feu, les combats sont rarement très meurtriers ; les vaincus se réunissent vingt-quatre heures après leur défaite, et présentent le lendemain d'une bataille le même aspect que la veille, sauf une légère diminution dans les rangs ou dans les cadres. Cette tactique contre laquelle Santa-Anna s'est toujours élevé, était également critiquée par le général Woll qui a commandé pendant quarante ans les principales campagnes faites au Mexique jusqu'à la chute de Miramon. « Il me paraît, sauf une meilleure opinion du président et de Votre Excellence, écrivait-il alors au ministre de la guerre, que nous ne devons pas faire des excursions qui ne donnent d'autre résultat que d'exaspérer les populations, que nous laissons ensuite à la merci des violences et des vengeances des factieux. Notre guerre est une guerre d'occupation, nous devons avancer lentement mais sûrement. » — Le vieux général aurait pu copier sa lettre en 1865, et l'adresser à l'empereur Maximilien, car ce qu'il critiquait sous Miramon à cause de sa vieille expérience, se reproduisit sous l'empire, sur une plus vaste échelle et donna naturellement des résultats plus fâcheux encore.

Dans un dossier de correspondances révolutionnaires,

saisi, en 1860, à Zacatecas, j'ai trouvé de nombreuses lettres d'Ortega, d'Orellano, d'autres libéraux et d'une quantité de personnages devenus impérialistes plus tard, pour avoir des places lucratives, qui vendaient moyennant des sommes plus ou moins considérables des emplois ou des concessions importantes, au détriment du gouvernement, du public ou du fisc. L'indignation produite par la signature du traité Mac-Lane, n'était point encore calmée au commencement de 1860. Parmi la multitude de lettres de cette époque qui résument le mieux l'opinion publique sur ce sujet, je dois citer un fragment d'une lettre du colonel D. Josè Lopez de Santa-Anna, datée de la Havane 24 janvier, et qui donne des détails sur Juarez, que je n'ai pas enregistrés en parlant de l'invasion du Mexique par les Américains en 1847.

... « Le traité célébré par Juarez avec le funeste cabinet de Washington peut amener de graves complications pour la sainte cause de l'ordre ! Quel aveuglement ! J'apprends par les lettres et journaux que j'ai reçus dernièrement, que l'indignation générale pèse déjà sur les auteurs de ce traité néfaste, et que la nation se prépare pour se défendre de la trahison la plus noire et de l'usurpation la plus honteuse. Les mêmes hommes qui, en 1847, refusèrent leur coopération pour la défense du territoire national, envahi par les Yankees, consomment aujourd'hui leur ancien désir de vendre la patrie à nos plus mortels ennemis. Les misérables ! Et ces hommes sont ceux qui appelaient l'armée lâche, parce qu'elle ne triomphait pas, et traître son illustre chef, parce qu'il ne voulut pas signer la paix de Guadalupe !... D'après ce qu'on m'écrit de la Nouvelle-Orléans, en date du 21 janvier, il paraît que la commission du sénat américain chargée d'examiner le funeste traité Juarez-Mac-Lane, opine pour son approbation... Le sentiment de profond dégoût causé au cœur si patriotique de mon père par la nouvelle de ce traité... ferait parler des rochers. — Josè L. de Santa-Anna. »

Le traité Mon-Almonte ne fut point approuvé par Juarez,

qui, de Vera Cruz, déclara hors la loi tous ceux qui l'avaient signé. Les traités, on le voit, n'ont jamais eu de bonheur avec le Mexique; de tous temps ils ont été inutiles et non avenus; les Américains seuls en ont profité, en les imposant par la force. M. Pacheco, envoyé par l'Espagne comme ministre plénipotentiaire auprès du président Miramon, vit, à son arrivée à Vera-Cruz, sept Espagnols assassinés et le trois-mâts espagnol *Conception* saisi. Juarez, pourtant, laissa passer le ministre qui se rendit immédiatement à Mexico.

Le langage du cabinet de Washington n'était rassurant ni pour Juarez, ni pour Miramon, ni pour le Mexique. M. Seward, organe de la politique ministérielle, disait dans une séance du congrès : « qu'il ne voudrait pas voir les États-Unis engagés par *un traité passé avec une faction*, qui d'un moment à l'autre pouvait être supplantée par une autre dont le premier acte serait sans doute de répudier justement ce qu'avait fait celle qui avait eu précédemment le pouvoir. » M. Buchanan, de son côté, n'espérant plus que Juarez donnât satisfaction aux États-Unis pour des attentats commis sur des citoyens américains, demanda dans son message une intervention immédiate : — « C'est en vain, dit-il, que nous demanderions au gouvernement constitutionnel de Vera-Cruz le remède à ses maux; il est bien disposé, mais il est impuissant à nous rendre justice, et c'est surtout à Mexico et dans les États avoisinants, que des citoyens américains ont été victimes. Il faut pénétrer dans l'intérieur du pays pour trouver les coupables... Il est de notre devoir d'assurer à nos compatriotes une protection suffisante. Voilà pourquoi je recommande au congrès d'adopter une loi autorisant le président... à employer des forces militaires en état d'entrer dans le Mexique pour obtenir une indemnité du passé et une garantie de l'avenir... Le Mexique est un navire s'en allant à la dérive sur l'Océan et gouverné seulement par les passions des partis contraires qui s'y disputent le gouvernement. Bon voisin, le gouvernement des États-

Unis ne doit-il pas lui tendre une main secourable pour le piloter? Si nous ne le faisions pas, il est à croire que d'autres le feraient, et qu'en dernière analyse, force nous serait d'intervenir à notre tour dans des conditions plus difficiles. »

Ce *bon voisin* appelait « piloter » le Mexique, lui prendre plus de la moitié de son territoire, comme il le fit en 1847; il lui aurait sans doute *piloté* le reste en 1861, sans la triple intervention et la guerre civile qui désola les États-Unis pendant trois ans. A la fin de 1859, les libéraux prirent onze mille piastres au consul anglais de Tepic, et sur l'argent pris à Guanajuato, quatre-vingt dix mille piastres appartenaient à des maisons anglaises. M. Lacroix, notre vice-consul à Zacatecas, ne voulant pas payer les taxes, avait été mis en prison, de sorte que du côté des États-Unis, de l'Espagne, de l'Angleterre et de la France venaient des nuages sombres qui s'amoncelaient sur le Mexique et devaient amener le traité de Londres. A l'intérieur, l'anarchie, les crimes et les excès de toutes sortes; à l'extérieur, les colères longtemps amassées, longtemps comprimées, tout s'accumulait pour rendre la situation de ce malheureux pays dans l'état le plus affreux que l'on puisse imaginer.

On sentait à l'intérieur que le Mexique traversait une crise suprême; les partis se disposaient à la lutte la plus acharnée, et leurs chefs ne reculèrent devant aucun moyen pour faire triompher leur cause. Du côté des conservateurs les impôts forcés prirent de telles proportions que les amis du gouvernement et tous les étrangers murmurèrent et désertèrent son parti. Du côté des libéraux, le vol, le pillage à main armée, l'assassinat, l'incendie, les outrages à la pudeur et les crimes les plus monstrueux répandaient l'horreur et l'effroi dans les petites villes, les villages et les campagnes. Les atrocités commises par Rojas à S. Juan du Teul dépassent ce que l'imagination la plus dévergondée pourrait imaginer. Pendant deux jours les Teultèques se défendirent avec un courage admirable au milieu de leur ville

en flammes, mais ils durent céder au nombre; eux et leurs familles devinrent les victimes d'une barbarie insensée.

Les Anglais étaient obligés de faire croiser la frégate *Amethyst* sur les côtes mexicaines du Pacifique pour embarquer l'argent de leurs nationaux et empêcher les bandes de Coronado et de Rojas, de renouveler les déprédations commises au consulat anglais de Tepic. *Las Tres Garantias*, journal de Guadalajara, dans son numéro du 7 février, faisait ressortir les excès commis par ces bandes et disait en parlant du parti conservateur qu'il représentait. — « Nous défendons les garanties proclamées par le LIBÉRATEUR du Mexique dans son plan d'Iguala... Nous défendons la RELIGION sans laquelle il ne saurait y avoir ni de dignité pour l'homme, ni de liberté pour les peuples... Nous défendons l'INDÉPENDANCE, parce que nous aimons trop notre patrie pour la voir opprimée... La république voisine qui a toujours attisé chez nous le brandon de la discorde, pour nous affaiblir et nous détruire, croit arrivé le moment de satisfaire son ambition et ses projets... Mais cette fois, nos guerriers marcheront au combat, guidés par l'homme, — le général Woll, — qui depuis Iturbide s'est élevé au plus haut du char de la victoire... Les nations étrangères ne resteront plus froides spectatrices d'une lutte à laquelle elles doivent un actif intérêt, au nom de la civilisation et de la justice »...

Cette phrase remarquable semble indiquer que le parti conservateur espérait déjà quelques secours à l'étranger pour rétablir l'ordre dans la patrie. Dans toutes les clameurs de la presse conservatrice et libérale, on voit de nobles pensées, formulées par de belles paroles, mais les faits ne répondaient nullement à ces patriotiques théories. Jamais le Mexique n'avait été autant déchiré par les deux camps. Miramon partit pour l'intérieur au mois de février; les généraux Woll, Marquez et Velez battaient les troupes d'Ortega, de Beriozabal, d'Ogazon et de Valle; mais ces victoires ne pacifiaient en rien le pays, par les raisons que j'ai

données plus haut. Aussi, Miramon se décida-t-il à retourner à Vera-Cruz pour en finir avec Juarez, qui prolongeait par sa ténacité la guerre civile. L'occasion était assez bonne, le général Marin arrivait dans les eaux de Vera-Cruz, avec deux navires : Le *Miramon* et le *Marquez*, équipés à la Havane et chargés de munitions pour l'armée nationale.

Le 29 février, Miramon campa près de Vera-Cruz, à Medellin, avec une nombreuse artillerie, des munitions et des provisions considérables. Comprenant que la partie qu'il jouait était décisive, il avait amené avec lui ses meilleures troupes, commandées par les généraux Robles et Negrete. A l'approche de Miramon, la population non combattante de Vera-Cruz abandonna la ville défendue par trois à quatre mille hommes sous les ordres des généraux Iglesias et Ampudia. Ces généraux n'avaient rien négligé pour mettre la place en état de soutenir une vigoureuse attaque. Ils firent construire des forts avancés en terre, armés de six pièces de vingt-quatre, commandés par un ingénieur anglais, le colonel Lane. En prévision d'une attaque par les navires du général Marin, Juarez fit disposer à l'embouchure de la rivière Médellin une batterie de six pièces de gros calibre, soutenue par six canonnières.

Avant d'ouvrir le feu, Miramon fait proposer à Juarez d'entamer des négociations pour faire cesser la guerre cicile. Juarez refuse et le bombardement commence dans la nuit du 7 mars. Mais une inqualifiable violation de la neutralité par les Américains fit de suite pencher la balance en faveur de Juarez. L'escadre des États-Unis aborda les deux navires mexicains à Anton Lizardo, « pour s'enquérir de leur nationalité, » affirme le commandant de l'escadre ; Marin en entendant le coup de canon, répond de son côté. Le *Saratoga* et l'*Indianola* font alors un feu tellement vif contre le *Miramon* et le *Marquez* que ces deux navires amènent leur pavillon et sont immédiatement conduits à la Nouvelle-Orléans. Le général Miramon se trouve ainsi frustré par cette odieuse agression des États-Unis, du secours de

ses deux navires et des munitions de guerre qu'ils renfermaient.

Dans une longue lettre du ministre de la guerre, on voit que le matériel de siége de Miramon était insuffisant. Cette lettre, adressée au général Woll, donne les détails suivants sur la situation militaire de l'armée nationale. — « Mexico, 1er mars 1860. — Le général Vega est à la tête du 2e corps d'armée et surveille les mouvements des factieux du nord, de S. Luis Potosi, de Tula et de Zacatecas. Il paraît que ces derniers n'entreprendront rien d'important... Rojas a abandonné Aguas Calientes et se dirige vers les populations du Rincon... ce dont a connaissance le général Mejia pour agir comme il le jugera à propos.

« Je vous recommande très particulièrement d'aider autant que possible le général Perez Gomez pour qu'il puisse entreprendre sa marche sur Mazatlan. Vous recevrez du ministère de la justice l'autorisation nécessaire pour que vous puissiez disposer des fonds appartenant à l'instruction publique et qui se trouvent dans cette ville — Guadalajara — s'il y a des fonds municipaux ou des propriétés municipales, vous pourrez disposer des premiers ou hypothéquer les secondes de la manière la moins onéreuse... Je voudrais faire autre chose ou mieux pour vous donner des secours, mais notre situation est positivement pénible ; aussi, je me confie à votre génie, à votre autorité pour tirer le meilleur parti possible des autorisations susdites, afin que vous puissiez battre ou disperser Ogazon et Valle avec tous leurs factieux.

« Je vous confesse que notre président n'a pas emporté pour la campagne de Vera-Cruz tous les éléments que j'aurais désiré. Quoiqu'on ait fondé des pièces de siége et des projectiles, ce n'était pas en nombre suffisant. Mais ceci était une question de finances. A moins de me mettre à genoux en demandant de l'argent, j'ai tout fait pour en obtenir. L'égoïsme de notre société fait évanouir les meilleurs désirs et les meilleures combinaisons. Je me confie à la bonne étoile de Son Excellence, à ses heureuses inspirations et à

son cœur, ainsi qu'à celui de ceux qui l'accompagnent, pour espérer un brillant résultat, auquel contribuera la désunion qui règne dans cette place — Vera-Cruz — et la conscience qu'on y défend une cause antinationale.

« Le 25 — février, — son excellence est arrivée à Paso de Ovegas, et le 26, elle fut attaquée par une partie de l'ennemi... Le général Robles a été légèrement blessé au bras droit, mais l'os n'a pas été touché. Il peut signer et continuer ses services dans la division. Telles sont les dernières nouvelles reçues par le télégraphe aujourd'hui. — Antonio Corona. »

Ces détails rétrospectifs prouvent que Miramon avait grandement besoin de matériel et des munitions de guerre que Marin lui apportait. Sur les champs de bataille, il est plus prudent de compter sur les canons que sur les étoiles qui, généralement, ne quittent pas la voûte du ciel pour se mettre d'un côté des combattants. Miramon, découragé par la perte de ses navires, n'hésita pourtant pas à donner l'assaut à Vera-Cruz, après cinq jours de bombardement. Il fut repoussé et renouvela l'attaque sans plus de succès, quarante-huit heures après la première. Comprenant alors l'inutilité de poursuivre le siége avec des moyens insuffisants, il résolut de revenir à Mexico.

Les lettres du Mexique, de cette époque, signalent une irritation extrême contre les Américains, par suite de la capture des steamers de Marin à Anton Lizardo; on ne parlait de rien moins que de déclarer la guerre aux États-Unis. Le commandant protesta contre la capture de ses steamers, et prétendit que les navires américains n'avaient point montré leurs couleurs en s'approchant. Une lettre du secrétaire de la marine des États-Unis au capitaine Jarvis, dont le texte fut publié dans les journaux, nous apprend que les officiers américains avaient l'ordre de ne pas tenir compte du blocus de Vera-Cruz par Miramon. Cette déplorable affaire fut portée devant le sénat, malgré l'opposition de M. Buchanan, mais il était trop tard pour remédier au mal. Toutes les let-

tres du Mexique, en ma possession, disent : — « Il est faux que le général président se soit retiré de Vera-Cruz avec une perte de deux mille hommes, comme l'affirment les journaux de Paris et de Londres; il s'est retiré à cause de l'affaire d'Anton Lizardo qui le priva des vivres et munitions que lui apportait le général Marin; il a fait sa retraite sans précipitation et sans être inquiété le moins du monde. » Santa-Anna, dans une lettre du 14 avril 1860, désapprouva cette retraite dans les termes suivants : — « La retraite du général Miramon devant les murs de Vera-Cruz aura de graves conséquences. C'est en vain qu'il donna au général Corona des indications sur ce qu'il convenait de faire, une fois qu'on a laissé passer la meilleure saison; les conseils de l'expérience ont été méconnus, et aujourd'hui on déplore des fautes qui peuvent devenir fatales. » La saison du *vomito* arrivait et renvoyait à l'hiver, c'est à dire aux calendes grecques pour le Mexique, la reprise du siége de Vera-Cruz.

Le ministre anglais, d'accord avec celui de la France, proposa, au mois de mars, un armistice de six mois. Pendant ce laps de temps, un congrès serait élu par les États mexicains, et se réunirait sous la protection de l'Angleterre à Jalapa comme terrain neutre. Ce congrès serait chargé d'élaborer une nouvelle constitution et de nommer le président constitutionnel. Cette proposition n'eut aucun résultat satisfaisant. Juarez, après son triomphe, était peu disposé à accepter des arrangements qu'il avait refusés avant le siége. Les cléricaux ne voulaient point d'un protectorat protestant qui ne pouvait leur être favorable, la neutralité des étrangers leur était, depuis longtemps, plus que suspecte, et l'affaire d'Anton Lizardo ne paraissait point propre à détruire leurs préjugés contre les étrangers.

Les troupes nationales subirent d'autres échecs sérieux. Le général Romulo Diaz de la Vega fut battu par Uraga à Santa-Rosa. Velez, pour avoir désobéi au général Woll, fut également mis en déroute. A propos de la défaite du général Velez, je trouve dans une lettre adressée au ministre de

la guerre Corona, des plaintes du général Woll contre le parti conservateur dont les prétentions exagérées et l'intolérance ont été, à toutes les époques de l'histoire de la république mexicaine, la cause principale de la chute de leur gouvernement... « Le parti conservateur, est-il dit dans cette lettre datée de Guadalajara, 8 avril 1860, dominé par quelques personnes exaltées, prétend diriger tout ce qui se fait au nom du gouvernement, et jusqu'aux opérations militaires qu'il veut conduire selon ses idées. Dieu connaît l'absurdité des projets de ces personnes ; aussi, je ne doute pas qu'elles n'aient influencé le général Velez dans sa désobéissance, l'excitant à faire ce que je lui avais défendu... Ils désirent — les conservateurs — que tout se fasse en un jour et sans que la troupe ait des ressources pour tenir la campagne; ils se fâchent, en outre, de ce que je n'ai pas rempli les prisons de *suspects* dont les opinions sont très connues, mais dont la conduite ne motive pas une telle mesure. — Adrien Woll. »

L'outrecuidance du parti conservateur et ses imprudentes prétentions, surtout dans un pareil moment, rendaient pour le général Woll la situation insoutenable à Guadalajara ; il donna sa démission ; heureusement pour ses maladroits amis, elle ne fut point acceptée. Les libéraux, enhardis par quelques succès et poursuivis par Miramon qui s'était remis à leur poursuite dans l'intérieur, résolurent de profiter du pitoyable état de la garnison du Guadalajara pour s'emparer de cette ville. Les généraux Ogazon et Valle vinrent attaquer Woll avec cinq mille hommes. Celui-ci connaissant l'esprit mexicain, savait qu'en voulant se fortifier dans Guadalajara, ville dépourvue de fossés, de murs et de bastions, il risquait de déconcerter ses troupes, d'effrayer les habitants et d'encourager les dissidents ; il préféra les tenir en échec hors la ville et leur en interdire l'entrée. Cette tactique lui réussit à merveille, et pendant onze jours il tint à distance les insurgés. Sur ces entrefaites, arriva Uraga avec un corps d'armée fort de plus de dix mille combattants, sou-

tenus par quarante-quatre pièces de canon. Woll n'avait que deux mille deux cents hommes et seize pièces d'artillerie pour lui résister et défendre une place ouverte de tous côtés. Obligé de se retirer au centre de la ville, dans la soirée du 23 mai, il attendit l'attaque. Uraga, comptant sur ses forces et se rappelant son ancienne amitié pour le général Woll, lui écrivit la lettre suivante :

« San-Pedro, 23 mai 1860. Monsieur le général. — J'ai donné l'ordre à mes troupes de camper demain soir à Guadalajara,—et elles l'accompliront. Si je pensais que la proposition que je vais vous faire est incompatible avec l'honneur d'un vieux soldat, je me garderais bien de vous l'adresser; mais telle n'est pas mon opinion; car si vous attirez sur cette malheureuse ville les calamités de la guerre par une défense sans espoir de réussite, votre responsabilité et celle de vos officiers seront énormes. C'est donc pour éviter de si grands maux que je vous somme de vous rendre, en garantissant la vie sauve à vous et à tous vos subordonnés, et je m'engage, en outre, à intercéder pour vous auprès du gouvernement constitutionnel, comme je l'ai déjà fait en faveur des prisonniers de Loma-Alta, qui sont aujourd'hui en liberté.

« Vous, monsieur le général, un des fils de la noble France, vous ne pouvez combattre dans votre patrie adoptive pour la cause de la barbarie et du fanatisme, ni reconnaître les bienfaits du pays qui vous a adopté en attirant sur lui les désastres de la guerre civile. J'en appelle donc à vos sentiments d'abnégation et de patriotisme, dans l'espoir que vous me répondrez péremptoirement avant six heures du soir. Quelle que soit votre résolution, je n'aurai pas à répondre d'un assaut, et Dieu protégera la cause juste.

« Je vous prie d'agréer l'assurance de ma vieille estime pour vous, et de me croire votre ami et serviteur. — Josè L. Uraga. »

A cette lettre, le général Woll répondit :

« Guadalajara, 24 mai 1860. Monsieur le général. — Vieux soldat et n'ayant d'autre devise que celle de l'honneur et du

devoir, je ne puis rien faire de contraire à l'un ou à l'autre. Il est douloureux que le sang des Mexicains soit versé dans la guerre civile; il est déplorable que les villes soient exposées aux horreurs d'une pareille guerre; mais il serait encore plus douloureux et plus déplorable pour moi de souiller une longue carrière militaire, à la fin de ma vie, en acceptant les propositions que vous me faites dans votre lettre d'hier, datée de San-Pedro, à laquelle je réponds aujourd'hui.

« Si, après avoir pesé mûrement et consciencieusement les raisons exposées plus haut, vous persistez à entreprendre une attaque, soyez sûr que je ferai mon devoir, et Dieu donnera la victoire à qui la mérite. Quelle que soit l'issue du combat, ma conscience sera tranquille; j'aurai rempli mon devoir de soldat et de gentilhomme.

« Je suis, avec les sentiments d'estime que je vous ai professés autrefois, votre ami et serviteur. — Adrien Woll. »

Au point du jour, le 24 mai, Uraga lança cinq colonnes, de mille hommes chacune, commandées par ses meilleurs chefs, Contreras, Médellin, Bravo, Avilla, Langlois et autres; lui-même donna l'exemple du courage, en payant bravement de sa personne. L'artillerie des dissidents, par un feu très violent, soutint cette vigoureuse attaque. La défense fut plus tenace encore que l'attaque. Le général Woll, voyant une colonne ennemie se diriger sur un point occupé par une seule compagnie d'infanterie qui commençait à se replier, descend de de cheval, prend le fusil d'un sergent, anime ses soldats tandis qu'un de ses aides de camp va chercher la seule pièce d'artillerie restée en réserve et qui arriva au moment où la colonne allait pénétrer par ce point. La pièce chargée à mitraille fait à bout portant des ravages considérables dans la colonne qui s'arrête bientôt et se disperse ensuite.

A neuf heures du matin, Woll blessé grièvement à la jambe droite, par un éclat d'obus, continue à donner ses ordres et se fait porter sur les bras de ses aides de camp, refusant des soins avant la déroute complète de l'armée dissidente. Celle-ci est enfin battue de tous les côtés, et son

général en chef blessé, s'est retiré dans une maison. Après sa victoire et la dispersion des insurgés, Woll envoie chercher Uraga pour lui sauver la vie menacée par l'exaspération du peuple et des soldats, le fait amener près de lui, ordonnant aux médecins de s'en occuper avant de panser sa propre blessure. Uraga fut amputé à côté du vainqueur, qui refusa de le faire fusiller selon les ordres qu'il avait reçus et quoique tel eût été son sort, d'après les aveux du vaincu, s'il avait perdu la bataille. Pendant l'affaire du 24 mai, les dissidents perdirent mille hommes tués ou blessés, laissèrent douze cents prisonniers, sept pièces d'artillerie et presque tout leur matériel entre les mains des troupes nationales. Le général Woll fut obligé de se démettre de son commandement; sa blessure le retint au lit pendant plus de six mois et revint en France pour se rétablir complétement. Après la chute de Miramon, Uraga intrigua pour ôter à Degollado le commandement de l'armée juariste et se fit nommer général en chef. Il échoua dans plusieurs tentatives pour renverser Juarez à son profit, et finit par passer au service du président contre les troupes françaises.

Miramon vint à Guadalajara et en repartit le 8 juin, à la tête de six mille hommes commandés par les généraux Thomas Mejia et Severo del Castillo, dans l'intention de battre les troupes dissidentes commandées par Ortega et Degollado. Battu à Silao, il n'échappa à la mort qu'en tuant de sa propre main ceux qui l'entouraient. Il revint à Mexico presque seul. C'est à cette époque que Zuloaga, influencé par les ennemis de Miramon, voulut reprendre ses fonctions de président substitut qu'il avait déléguées au jeune général. Celui-ci comprenant que la réussite de ce complot amenait le triomphe des démocrates, enleva Zuloaga et l'emmena avec lui dans sa nouvelle expédition à l'intérieur. Peu de jours après ce coup de main, Miramon fut nommé président intérimaire à la place de Zuloaga, par l'assemblée des notables qu'il convoqua. Quelques écrivains affirment que cette nomination fut causée par la disparition subite de l'ex-président. Les

deux versions peuvent s'accorder, en ce sens que la disparition de Zuloaga n'était peut-être pas volontaire.

Degollado s'emparait alors, à Laguna-Seca, d'un autre convoi d'argent, provenant de Zacatecas, de Guanajuato et de S. Luis Potosi. Miramon continuait ses emprunts forcés. Les ressources financières manquaient des deux côtés; chacun s'en procurait à sa façon, pour soutenir la guerre. Les forces juaristes concentrées à Queretaro et à Guanajuato se dirigent sur Guadalajara; Marquez se met à leur poursuite; mais il est battu près de Zapotlaneja et obligé de retourner en arrière. A Mexico, l'assemblée des notables convoquée par le président, pour discuter les moyens de faire cesser l'anarchie et de rendre la paix au pays, n'aboutissait qu'à nommer officiellement Miramon à la présidence intérimaire. Le ministre anglais, M. Mathiew entre en correspondance avec Degollado pour obtenir un armistice. Severo Castillo, assiégé à Guadalajara depuis quarante jours, conclut un armistice avec les assiégeants et quitte le 2 novembre la ville qui doit rester neutre pendant quinze jours. M. de Saligny arrive à Mexico, mais au milieu d'un tel chaos social, politique et financier, il ne peut qu'attendre en silence la fin prochaine de cette crise inouie.

Miramon reprit vaillamment la campagne et poursuivit sans relâche les forces disséminées de Juarez. Berriozabal, chef de l'avant-garde d'une armée qui venait assiéger la capitale, arrive jusqu'à Toluca; Miramon part avec une section de la garnison de Mexico, le fait prisonnier ainsi que Degollado, D. Benito Gomez Farias et toutes leurs troupes. Les emprunts forcés ne lui procuraient pourtant que des ressources insuffisantes et tout à fait précaires; le clergé dont il défendait la cause et l'aristocratie foncière dont il était le protecteur militant ne lui venaient plus en aide. Voyant sombrer sa barque par l'épuisement complet de ses finances, espérant la remettre à flot par une action éclatante, mais sans argent pour payer et réorganiser son armée, il se décida à une mesure dont il paya cher les conséquences, qui

entacha sa réputation, et qui pourtant fut justifiée par bien des Mexicains et des étrangers respectables et neutres dans ce conflit. Je veux parler de la saisie des fonds destinés au paiement des dividendes de la dette anglaise et déposés à la légation britannique.

On a raison de déplorer la situation morale, politique et matérielle du Mexique et des Mexicains; on a raison de flétrir ces gens qui, depuis un demi siècle, font le malheur de leur patrie et de leurs concitoyens, pour satisfaire uniquement leurs passions individuelles, mais il ne faut pas oublier que les consuls et les ministres étrangers ont puissamment contribué à empirer cette situation. On sait que les consuls, au Mexique, sont tous négociants, et qu'ils sont rares les ministres étrangers qui n'ont point cherché à s'enrichir par des spéculations financières, plus ou moins honnêtes, ou par un abus de leurs immunités diplomatiques. Lorsque le général Bravo se présenta comme candidat à la présidence, il disait : « Si je suis élu, j'adresserai immédiatement une dépêche à tous les gouvernements étrangers pour les prier de ne pas nous envoyer de ministres plénipotentiaires et de ne nous laisser ici que des consuls. » Il avait parfaitement raison. Sans parler des haines de partis, du développement des passions fratricides et du désordre social, proposés par le ministre américain M. Poinsett, avec l'introduction des sociétés secrètes, l'action des ministres étrangers sur les finances mexicaines a causé des perturbations sociales telles que le Mexique ne pourra rentrer dans un état normal qu'après une banqueroute générale ou vingt années d'ordre, de paix et de prospérité.

Au lieu de me borner à faire l'historique rapide des révolutions mexicaines, si j'avais eu le temps et l'espace pour révéler les désastres causés par les emprunts onéreux contractés, depuis le président Victoria, avec les nations étrangères, les odieuses exigences des représentants américains et européens, les honteux trafics des consuls et les manœuvres entachées d'improbité ou d'illégalité des uns et des

autres, on aurait vu que ces ministres et consuls ont été, dès le principe, autant de sangsues avides qui suçaient le plus pur du sang mexicain. On se rappelle les quelques détails que j'ai donnés sur les consuls de Matamoros, lors du pronunciamiento de Carvajal en 1851; des faits analogues ont eu lieu avant et après cette époque, maintes et maintes fois, et j'aurai bientôt l'occasion d'en citer un autre qui nous touche de plus près. En faisant décréter sa loi sur les étrangers, je ne sais si M. Gutierrez de Estrada obéissait à un sentiment de haine contre eux ou bien à un sentiment de justice envers sa patrie, mais il est certain que dans un pays où les nationaux et leurs propriétés ne sont point en sûreté, où la vie et les biens des citoyens sont fréquemment compromis, l'inviolabilité des étrangers est impossible à maintenir. De toutes les nations européennes, l'Espagne, je l'ai dit, avait le plus le droit de se plaindre et d'exiger, au nom de l'honneur national outragé, des réparations du Mexique, car fréquemment on a pillé, expulsé, assassiné les Espagnols en haine de leur nationalité. Deux fois la France l'eut au même titre; mais l'Angleterre, les États-Unis et l'Allemagne n'ont jamais eu que des raisons d'intérêt et de dignité, au fond de toutes leurs plaintes. Ces raisons pourtant sont assez légitimes, assez graves, selon le droit des gens, pour justifier la convention de Londres, Juarez ayant comblé la mesure et lassé l'inconcevable longanimité des puissances européennes par des décrets iniques. M. Buchanan, en prophétisant cette intervention, voyait bien qu'elle était inévitable, et sans la guerre qui éclata aux États-Unis, il l'aurait prévenue en renouvelant l'invasion de 1846-1847.

A la suite de chaque révolution qui amenait le pillage, les demandes d'indemnités, faites par les ministres étrangers pour leurs nationaux, étaient toujours exagérées sinon injustes; car on ne voyait pas un coiffeur, une modiste, un marchand de bilboquets qui ne demandassent, à titre de dommages et intérêts, des sommes vingt et cent fois supérieures à la valeur de leurs pertes, lors même que ces pertes

étaient réelles et non fictives. Les consuls comme tous les autres négociants étrangers ont fréquemment, pour ne pas dire toujours, favorisé les révolutions, au moyen desquelles ils gagnaient, en peu de temps et souvent en quelques jours, des fortunes scandaleuses, par des prêts, des transactions de douanes et l'entrée gratuite ou à peu près, de toutes sortes de marchandises. Dans mes dossiers, j'ai des extraits de journaux de Mexico, révélant l'entrée en franchise pour le compte d'un ministre étranger que je nommerai, s'il le faut, de plus de deux cents caisses et ballots de marchandises, destinées à un négociant de la capitale. Ces faits furent très communs, et le petit négoce se trouvant lésé par ces spéculations, ne s'est pas toujours contenté de les révéler et de les flétrir, il a voulu aussi les empêcher par la force. De tels scandales ont eu, plus d'une fois, l'effusion du sang pour dénoûment.

Dans presque tous les pays miniers de l'Amérique espagnole, l'exportation de l'or et de l'argent en barres est sévèrement prohibée ; eh bien, sur les deux océans, on voit croiser des navires de guerre anglais, destinés à favoriser la contrebande de ces métaux précieux ! L'exportation de l'or et de l'argent monnayés est soumise à un droit de 2 °/₀ de circulation, et de 6 °/₀ d'exportation. Pour frustrer le trésor public de ces 8 °/₀, les Anglais, possesseurs de la plupart des mines du Mexique, envoient cet argent à leurs consuls qui l'expédient au ministre pour l'exporter en franchise. Il y a des consuls anglais et autres qui achètent, en outre, des piastres au commerce, et gagnent ainsi des sommes considérables. Lorsque je passais à Zacatecas, à la fin de 1865, un consul avait acheté de la sorte quatre millions de piastres à 4 fr. 20, et profita de notre convoi pour les expédier. La piastre valant 5 fr. 30 et même 35, il réalisa des bénéfices énormes ; maintenant, si l'on ajoute à ces bénéfices les 8 °/₀ de circulation et d'exportation, qui devraient revenir au trésor et dont on le prive en faisant circuler l'argent sous le sceau d'un repré-

sentant étranger, on comprend l'indignation des gouvernements mexicains contre ces ministres qui se prêtent à ces expédients déshonnêtes par lesquels l'État est privé des revenus de la branche financière qui constitue les ressources de l'intérieur les plus productives.

M. Dano, notre dernier ministre au Mexique, a été vivement critiqué par une partie de la presse parisienne, relativement à la fortune qu'il s'est acquise en se mariant à l'une des plus riches héritières du Mexique. Cette critique n'était motivée que par la manie de vouloir blâmer tous les personnages français qui ont joué un rôle quelconque dans notre intervention. Je ne vois pas pourquoi ce qu'on appelle les spéculations matrimoniales, seraient défendues au corps diplomatique, puisque les diplomates, comme les plus modestes personnes de la société, peuvent aimer une femme et la demander en mariage, lors même qu'elle est riche et qu'elle n'est ni jeune, ni belle. Pourquoi une femme qui a douze millions cinq cent mille francs de dot ne serait-elle point épousée par un diplomate sans fortune? Pourquoi ce diplomate irait-il payer au fisc sur cette somme un million pour droits de circulation et d'exportation, s'il peut s'en affranchir? Serait-ce parce que ce million eût été très utile au trésor vide de l'empereur Maximilien? Mais alors il fallait faire de cette question d'argent une question de sentiment pour le prince auprès duquel il était accrédité, ce qui serait pousser les exigences jusqu'à l'injustice.

Pour revenir au ministre anglais auquel Miramon fit prendre l'argent déposé, les personnes qui veulent justifier cette mesure affirment que c'était de l'argent procuré par les moyens que j'ai indiqués plus haut et qui était arrivé à la légation britannique sans avoir payé aucun droit. « C'est de l'argent appartenant au commerce et qui doit payer les droits, » disait Miramon. « C'est de l'argent destiné à payer les détenteurs de bons de la dette anglaise et qui ne doit payer aucun droit, » répondait le ministre. Miramon vit dans la conduite du ministre une répétition des faits que je

viens de signaler et qui étaient une atteinte aux lois, aux droits et aux intérêts du pays, il donna l'ordre au général Marquez, un des plus audacieux de ses partisans, de se rendre à la légation et de demander à l'agent officiel anglais la remise immédiate de ces fonds, pour pourvoir à la défense de la capitale, en lui offrant toutefois de reconnaître la dette et d'en concerter le mode de remboursement. Sur le refus de l'agent, Marquez fit briser par ses soldats le sceau officiel et transporter au palais national les caisses qui contenaient six cent mille piastres. Le représentant anglais, ne pouvant résister à la force, amena son pavillon et se retira à Jalapa. On verra plus loin comment les Anglais se vengèrent de cette spoliation, en arrêtant Miramon à Vera-Cruz.

Les trois millions de francs, pris par Miramon à la légation britannique, constituaient une somme trop minime pour satisfaire à tous les besoins du gouvernement national. Le 3 octobre, le président écrivit à M. Pacheco, lui demandant la médiation des ministres européens pour le rétablissement de la paix. — « Je considère, disait-il dans sa lettre, de grande utilité et comme véritablement nécessaire leur intervention dans les conférences, pour qu'ils essaient d'aplanir tous les obstacles à la conclusion de ce grand résultat, et je me soumets aux conditions suivantes : — 1° des délégués nommés par les deux partis hostiles conférant avec la médiation de messieurs les ministres d'Europe et celui des États-Unis, conviendront de la façon de pacifier le pays; 2° ces délégués nommeront la personne qui doit conserver le gouvernement de toute la république, pendant qu'une assemblée nationale résoudra les questions qui divisent les Mexicains; 3° déterminer également la manière de convoquer le congrès. Dieu veuille que cette convention, tentée confidentiellement, obtienne un meilleur résultat que celles tentées jusqu'à présent. »

Juarez répondit à ces propositions pacifiques, en faisant marcher sur Mexico les troupes dissidentes stationnées à Guadalajara, Morelia, Guanajuato, Queretaro et sur d'autres

points. Le 17 novembre, Miramon annonce, dans une proclamation aux habitants de Mexico, l'approche de ces troupes et les encourage à soutenir la cause nationale; mais le gouvernement conservateur s'était aliéné bien des amis par des mesures imposées par la nécessité, il est vrai, mais arbitraires dans le fond et brutales dans la forme. En outre, il avait proclamé la liberté des cultes, et ce décret libéral lui valut l'inimitié d'une bonne partie du clergé. Cependant, ne voulant pas exposer la capitale aux horreurs d'un siége et au pillage qui pouvait en être la suite, il part avec six mille hommes à la rencontre d'Ortega qui en comptait onze mille sous ses ordres. Les deux armées se trouvent en présence, le 22 décembre, à Calpulalpan; au lieu d'attendre son adversaire dans une situation favorable, Miramon, alors âgé de vingt-six ans, donne l'ordre du combat à huit heures du matin. Les premières troupes nationales s'élancent sur les dissidents avec une telle vigueur qu'elles délogent l'armée juariste de plusieurs positions. La lutte se poursuit avec un acharnement égal des deux côtés; les combattants ne gagnent ou ne perdent du terrain que pied à pied. Miramon se multiplie; lui, ses généraux Marquez, Negrete, Cobos et autres font des prodiges de valeur. Mais Ortega lance incessamment, sur les points les plus menacés, de nombreux renforts. Enfin, la bataille doit se décider par une dernière attaque contre le centre des dissidents; Miramon donne l'ordre à sa cavalerie, composée d'environ douze cents chevaux, de charger l'ennemi; cette troupe hésite, il réitère l'ordre d'une voix impérieuse; les cavaliers partent, mais à la première charge une partie passe à l'ennemi, le reste, démoralisé par cette trahison, tourne bride et se disperse. Miramon était vaincu.

De retour à Mexico, dans la matinée du 23 décembre, avec quelques débris de son armée, Miramon veut sauver la ville des scènes de désolation que lui préparaient les bandes sauvages de Carvajal qui suivaient Ortega; il charge le corps diplomatique étranger de s'interposer pour sauvegarder la

capitale contre les entreprises des guerillas et de faire cesser un état de guerre qui n'avait plus de raison d'être du moment où Miramon abandonnait le pouvoir et laissait Mexico sans défense. L'aristocratie si égoïste, le clergé si indifférent et tout le parti conservateur déploraient à cette heure menaçante de n'avoir pas su protéger l'élu de leur parti, le défenseur de leurs intérêts et le soutien de l'intégrité du territoire national ; mais ces regrets, comme tous les précédents, étaient trop tardifs ; il fallait maintenant subir les lois du vainqueur.

M. Dubois de Saligny, ministre de France, et M. Pacheco, ambassadeur d'Espagne, se rendirent aussitôt auprès d'Ortega, accompagnés du général Beriozabal que Miramon n'avait point voulu faire fusiller, et qui accepta avec une noble loyauté de joindre ses efforts à ceux des ministres européens pour obtenir une honorable capitulation. Les médiateurs, de retour à Mexico le 24, à midi, annoncèrent que la capitulation était refusée et qu'ils n'avaient obtenu que la promesse de confiner à l'arrière-garde les bandes de Carvajal et de Cueillar. En apprenant l'insuccès de leur mission, Miramon déclara qu'il ne compromettrait pas, par sa présence, la sûreté de la ville dont il remit le commandement entre les mains du général Beriozabal pour maintenir l'ordre public. De leur côté, les ministres européens armèrent leurs nationaux, en attendant le rétablissement d'un gouvernement régulier dans la capitale.

Miramon, d'abord escorté par quelques troupes, atteignit seul la côte avec quelques rares amis, et, délaissé de ses plus chauds partisans, s'embarqua pour la Havane sur le brick français le *Mercure*, après avoir échappé à la mort plusieurs fois. Le 24 décembre au soir, Ortega entra dans Mexico. Ocampo, ministre de Juarez, arriva bientôt après. Un des premiers actes du nouveau gouvernement fut de dissoudre l'armée nationale. Juarez vint lui-même le 11 janvier 1861. Dès son arrivée, il lança une proclamation dans laquelle il disait que « le clergé étant le principal promoteur

de la guerre civile, il devait payer les dommages et préjudices causés au pays par les dernières révolutions; en conséquence, les revenus et les émoluments du clergé seront confisqués pour en disposer d'une manière définie par un décret. » Un autre décret déclarait que les chefs du parti vaincu seraient poursuivis par les tribunaux. Puis, il intima l'ordre à M. Pacheco et au nonce du pape, monseigneur Clementi, de quitter sans aucun délai le territoire mexicain, à cause de leurs sympathies pour le gouvernement déchu. Le ministre de Guatemala fut également expulsé, ainsi que l'archevêque de Mexico et les évêques de la république.

Dans cette triste histoire du Mexique, l'impartialité me fait un devoir de ne m'inspirer, en racontant les événements passés, que des documents authentiques qui détaillent les faits et les apprécient d'après l'opinion du public mexicain. Mais en voyant la contradiction flagrante entre le titre et les actes des gouvernements soi-disant libéraux, il m'est permis de déplorer l'ignorance dans laquelle se trouvent les écrivains et les orateurs français qui ont parlé du Mexique, sur les faits et gestes de ces gouvernements. Je ne veux certainement pas suspecter la bonne foi de ces orateurs et de ces écrivains, mais il est regrettable que, entraînés par leur esprit d'opposition et par leurs nobles sympathies pour toutes les enseignes du libéralisme, ils ne se soient pas donné la peine d'étudier loyalement et sérieusement cette histoire sur laquelle ils n'ont peut-être pas dit deux mots de vérité; ils auraient vu que le drapeau libéral était un mensonge au Mexique et qu'il cachait, encore plus que le drapeau conservateur, l'égoïsme le plus antipatriotique, les ambitions personnelles les moins justifiées, et les haines politiques les plus inexorables, les plus aveugles, les plus désastreuses. L'esprit d'opposition dans les livres comme à la tribune du corps législatif n'a fait jaillir sur la question mexicaine que des erreurs historiques et d'appréciation, parce qu'il s'agissait de critiquer le gouvernement impérial et non de déterminer les causes vraies qui ont amené l'assassinat de Queretaro.

Si M. de Saligny ne fut pas compris dans les décrets d'expulsion lancés par Juarez contre le corps diplomatique, c'est que notre ministre, en arrivant à Mexico, prévit la chute prochaine de Miramon et ne présenta pas ses lettres de créances qu'il remit seulement à Juarez. A la suite de la reconnaissance du gouvernement de Juarèz, par la France, M. de Saligny passa une convention avec M. Zarco, chef du nouveau cabinet, stipulant les indemnités auxquelles nous prétendions et déterminant le droit de nos nationaux. Je n'ai jamais pu comprendre pourquoi les gouvernements européens s'obstinaient à conclure des traités et des conventions avec les gouvernements mexicains, puisque une longue expérience leur prouvait que ces traités ne servaient à rien et que leurs réclamations étaient parfaitement inutiles, lors même qu'on les reconnaissait sur du papier. L'opposition, en déclarant qu'on devait traiter avec Juarez à Vera-Cruz, à Órizaba, à Puebla, à Mexico, faisait preuve d'une ignorance déplorable de l'histoire du Mexique et de l'impuissance de ses présidents à remplir aucun engagement mais les gouvernements étrangers n'avaient point cette excuse à faire valoir, ils savaient tous que les protestations, stériles par la voie diplomatique, ne pouvaient avoir de résultat que par une intervention, à la mode américaine, c'est à dire l'envahissement du territoire mexicain.

Juarez, non satisfait d'avoir proscrit ses adversaires politiques, annula tout ce qu'avait décrété son prédécesseur. Il ne voulut point reconnaître les bons Jecker, il supprima le conseil du crédit public, celui des mines, le fonds judiciaire, diminua le nombre des monastères de religieuses, sécularisa les hôpitaux et les établissements de bienfaisance, développa la loi de désamortissement des biens de main-morte, vendit en plusieurs lots la citadelle, fit main-basse sur les capitaux des monts-de-piété et des pensions des veuves, des orphelins et des retraites, suspendit le paiement des conventions étrangères, augmenta de 100 % les droits sur les douanes intérieures, imposa une taxe sur les héri-

tages et les legs, fit un nouveau décret pour poursuivre tous ceux qui avaient servi sous son prédécesseur, et permit aux gouverneurs de faire FUSILLER SANS JUGEMENT TOUT INDIVIDU PRIS LES ARMES A LA MAIN sur les grandes routes. Tous ces décrets de Juarez, passés sous silence par l'opposition en France, ne semblent point émaner d'un gouvernement qui se dit régulier et constitutionnel, mais d'un homme appelé au pouvoir, comme la plupart de ses prédécesseurs, par la force des baïonnettes, n'ayant aucune notion de la légalité, désirant obtenir de l'argent à tout prix, par les moyens les plus odieux comme les plus impopulaires, et voulant surtout se venger des hommes et du pays qui n'avaient point voulu de lui pour président. Juarez nous paraît, au dix-neuvième siècle, le vrai Zapotèque, ennemi de ses conquérants les Mexicains, et leur faisant payer cher la servitude de sa race. Cette interprétation de ses actes inqualifiables est la plus digne et la plus flatteuse pour lui. Sinon, ses vengeances arbitraires ou cruelles et ses décrets de proscription, de mort et de spoliation mériteraient des épithètes flétrissantes que l'histoire lui donnera peut-être un jour.

CANDIDATURE

DE

L'ARCHIDUC MAXIMILIEN

CONVENTION DE LONDRES

1861

Dès les premiers mois qui suivirent l'entrée de Juarez au pouvoir, ce n'est plus la division, l'anarchie qui règnent au Mexique, c'est le chaos. « Pas un jour ne s'écoule, écrivait le 15 mars 1861, M. de Saligny à notre ministre des affaires étrangères, où, à la tombée de la nuit, sur tous les points de la capitale... plusieurs personnes ne soient attaquées par des assassins; et, ce qui fut d'abord remarqué, c'est que ces attaques nocturnes, accomplies plus d'une fois à sept heures du soir, dans la rue la plus commerçante et la plus fréquentée, s'adressaient exclusivement à des étrangers. » Ces faits prirent peu à peu des proportions si graves, que les représentants des nations étrangères durent, dans les termes les plus sévères, presser le gouvernement mexicain d'aviser aux mesures nécessaires pour protéger la vie des habitants de Mexico.

Juarez, pourtant, ne régnait pas sans conteste; l'antique

histoire des généraux insoumis battant la campagne, continuait comme autrefois. Marquez et Mejia, avec des troupes qui leur étaient personnellement fidèles, opéraient chacun de leur côté. A cause de leur ancien drapeau, on appelait ces troupes : réactionnaires ou conservatrices. D'autres généraux conservateurs n'avaient point voulu reconnaître Juarez, et se battaient, disaient-ils, pour la cause de l'ordre. Elles occupèrent Cuernavaca. Marquez battit Doblado et s'empara de S. Luis Potosi. Deux morts notables survinrent à cette époque : celle de Doña Ana Huerta de Iturbide, veuve du libérateur, qui mourut aux États-Unis, et celle de D. Miguel Lerdo de Tejada, auteur de la loi de désamortissement.

Les exploits des conservateurs, les vols et les crimes commis par les bandes armées et les décrets de Juarez rendaient le Mexique inhabitable. Aussi, le 28 avril, M. de Saligny écrivait-il : — « Dans l'état d'anarchie, on pourrait dire de décomposition sociale, où se trouve ce malheureux pays, il est bien difficile de prévoir la tournure que prendront les événements. Une seule chose me paraît démontrée, c'est l'impossibilité de rester dans le *statu quo*. Tout indique que nous touchons à une nouvelle révolution. Dans cette situation, il me paraît absolument nécessaire que nous ayons sur les côtes du Mexique une force matérielle suffisante pour pourvoir, quoi qu'il arrive, à la protection de nos intérêts. » Le 29 juin suivant, M. de Saligny écrit encore au ministre des affaires étrangères : — « Les réquisitions, les emprunts forcés, les confiscations, les exactions de toutes sortes sont à l'ordre du jour. Les étrangers ne sont respectés ni dans leur personne ni dans leurs propriétés. » Enfin, au mois de juillet, Juarez lève le masque et refuse par lui-même et par son ministre M. Guzman, en présence du corps diplomatique, le paiement des fonds volés aux Anglais par Degollado, à Laguna Seca, et quatre-vingt-six mille piastres déposées au mont-de-piété par la convention Penaud sont saisies par Juarez. Ce fut le 17 juillet que le président promulgua la loi pour la suspension du paiement des conventions étrangères,

des hypothèques sur le produit des douanes maritimes, dont les revenus devaient être désormais perçus pour le compte seul du gouvernement mexicain, et l'augmentation de 100 %, sur les droits de contra-registro, c'est à dire sur les droits de douanes intérieures.

Ces mesures avaient pour but immédiat de s'approprier environ trois millions de francs, déjà prélevés sur le produit des douanes et destinés au paiement des conventions étrangères. Il ne s'agissait plus ici d'une révolution pendant laquelle les étrangers souffrent plus ou moins d'une situation violente, anormale, passagère, et que le gouvernement national est plus ou moins impuissant à réprimer ; c'était une attaque directe, officielle, réfléchie du gouvernement national contre les étrangers et leurs gouvernements; c'était une nouvelle rupture de tous les traités conclus et signés librement avec Juarez ou reconnus par lui. Aussi, le président ne se dissimula-t-il pas que ces mesures allaient détruire ses relations diplomatiques avec les puissances européennes. Mais que lui importait cette rupture? Ancien *peone*, c'est à dire presque un esclave d'un avocat de Oajaca qui l'avait élevé, instruit et lancé dans la magistrature, Juarez n'avait point un passé qui pouvait lui faire redouter les privations auxquelles il était habitué depuis sa naissance. Il n'ignorait pas que les gouvernements sont trop éphémères au Mexique, et que la première occupation d'un président était de se procurer au plus tôt le plus d'argent possible, pour embellir les jours de retraite ou d'exil. Juarez agit comme la presque totalité de ses prédécesseurs, il se prépara des ressources pour l'avenir, sans s'inquiéter de ce que feraient les diplomates européens. Jamais un orage sérieux n'étant venu de ce côté-là, Juarez regardait uniquement du côté de Marquez et de Mejia ; l'histoire de son pays lui donnait raison.

« Sir Charles Wyke et moi, écrivit alors M. de Saligny, nous avons envisagé la situation sous le même point de vue, et nous avons agi dans un complet accord, en rompant nos relations avec le gouvernement mexicain. » Sir Charles

Wyke, représentant de l'Angleterre, s'exprimait à ce sujet de la manière suivante dans son rapport officiel. — « *Il est impossible de tolérer plus longtemps les actes illégaux et outrageants d'un gouvernement qui n'a de respect ni pour lui-même ni pour les engagements les plus solennels.* C'est seulement en adoptant des *mesures coercitives* que nous pourrons le forcer à abandonner un système de violences et de spoliations qui est aussi préjudiciable à lui-même qu'à ceux des étrangers, assez malheureux pour avoir apporté leur capital et leur industrie dans un pays aussi mal gouverné. Après la publication du décret — du 17 juillet, — les négociants anglais résidant ici m'ont adressé une lettre pour me prier d'intervenir en leur faveur contre l'augmentation des droits imposés sur tous les articles étrangers de consommation.

« Aussi, tant que *la déshonnête et incapable administration actuelle restera au pouvoir*, les choses iront de mal en pis; mais pour un gouvernement composé d'hommes respectables, SI TOUTEFOIS L'ON PEUT EN TROUVER UN, les engagements seraient faciles à remplir, tant sont grandes les ressources du pays. On pourrait tripler non seulement l'exportation des métaux précieux, mais aussi celles des produits, en échange desquels le pays reçoit des articles de manufacture anglaise. Le Mexique fournit les deux tiers de l'argent actuellement en circulation, et l'on pourrait en faire l'une des contrées les plus riches et les plus prospères du globe. *Il est ainsi de l'intérêt de la Grande Bretagne de mettre fin, au moyen de la force*, si c'est nécessaire, *au présent état d'anarchie* et d'insister auprès du gouvernement pour qu'il paie ce qui appartient aux Anglais. Le parti modéré, qui est maintenant écrasé entre les deux factions opposées dans l'État, relèverait alors la tête, et encouragé par l'adoption des *mesures dont j'ai fait observer la nécessité dans ma dernière correspondance, établirait probablement de lui-même un gouvernement fort et régulier.* »

Je ne sais jusqu'à quel point on peut excuser de manque de loyauté, les hommes de l'opposition qui ont passé cette

dépêche sous silence, mais ce qui est évident c'est qu'elle a décidé le gouvernement anglais à intervenir par la force dans les affaires mexicaines, pour obtenir les résultats entrevus dans la dépêche de sir Wyke et qui a décidé la convention de Londres. Pour en finir avec les protestations de la diplomatie européenne, je dois dire que M. de Saligny, approuvé par son gouvernement, posait, au mois de septembre, son ultimatum daus lequel il demandait le retrait de la loi du 17 juillet, et l'établissement dans les ports de Vera-Cruz et de Tampico de commissaires désignés par les représentants étrangers pour assurer la remise entre les mains des puissances qui y ont droit, des fonds qui doivent être prélevés à leur profit, en exécution des conventions, sur le produit des douanes maritimes. M. de Saligny avait ordre de quitter sans délai Mexico avec tout le personnel de la légation, si ces conditions n'étaient pas acceptées. M. Wyke avait reçu de son gouvernement des instructions pareilles. Non seulement cet ultimatum fut repoussé, mais les attentats contre les étrangers et particulièrement contre les Français, dont plusieurs périrent assassinés, augmentèrent de jour en jour, ainsi que les impôts forcés.

La situation intérieure de la république empirait encore plus que sa situation extérieure. Les bandes armées se multipliaient de tous les côtés et ravageaient le pays, sans que le gouvernement de Juarez pût les réprimer. L'armée conservatrice, si dispersée après la bataille de Calpulalpan, rejoignait ses différents chefs et livra plusieurs combats heureux. — « Le général Parrodi, écrivait un de mes amis, en date de Mexico 4 juillet 1861, est à la tête de l'armée. Quoique le général Ortega ne soit pas allé à la rencontre de Marquez, on dit qu'il va le faire dans un mouvement combiné avec Doblado qui protége tous ceux que Juarez persécute, quoiqu'il ne soit pas hostile au gouvernement. On croit qu'il travaille pour Comonfort qui viendra comme médiateur. L'exécution du consul anglais, de ces concitoyens et des Français de Pachuca, prouve que Marquez joue toute la par-

tie, décidé à triompher ou à périr dans la lutte ; qui sait qui profitera à tous ses exploits?

« Casanova a été condamné à mort. Juarez a frappé un impôt forcé sur Mexico qui refuse de payer. Comonfort est dans le Nuevo Leon. Vidaurri a reçu du gouvernement l'ordre de se saisir de sa personne et de l'envoyer à Mexico, ce qu'il ne fera pas, parce que Comonfort est d'accord avec lui et Doblado. La majorité des députés demande la mort de tous les conservateurs. Les ministres étrangers viennent de demander leurs passe-ports à la suite du décret de Juarez qui suspend le paiement de toutes les dettes du gouvernement. Marquez est très près de Mexico et son armée s'augmente tous les jours des nombreux déserteurs qui s'échappent des rangs d'Ortega. Doblado est devenu une puissance et s'est allié à Comonfort qui va faire tourner à son profit les fautes des conservateurs et les excès des libéraux. »

Cette lettre nous rappelle le peu de cohésion des partis au Mexique, si toutefois on peut appeler partis, ces deux camps dans lesquels on ne trouve que des intérêts privés, toujours en opposition avec les intérêts généraux du parti et de l'intérêt public de la nation. Juarez, élevé par Comonfort, veut maintenant briser Comonfort qui veut supplanter Juarez. Vidaurri, naguère destitué par les libéraux, est actuellement à leur service, chargé par eux d'arrêter Comonfort, avec lequel il se lie pour renverser du pouvoir les démocrates purs et les remplacer par des modérés. Doblado, le bras droit de Juarez, protége tous ceux que son chef persécute et se conduit vis-à-vis de tous de la manière la plus équivoque. Marquez, le Garibaldi des conservateurs mexicains, tue comme un condottière tous ceux qui le gênent ou qu'il déteste; il pille amis et ennemis, non pas pour lui, non pas par amour de l'argent, mais uniquement pour avoir des soldats à commander, les nourrir et leur procurer des vêtements et des munitions. Brave comme l'acier, audacieux comme personne, ayant une conscience des plus élastiques et des notions fort vagues sur les droits et sur la propriété,

Marquez se bat par goût, il se bat contre les démagogues par devoir de conscience, il se bat dans la vallée de Mexico parce qu'elle est riche, peuplée, près de la capitale et remplie de dangers. Si la croix d'honneur est destinée à récompenser la bravoure, Marquez l'avait bien méritée, même avant sa belle défense de Morelia qui la lui valut; mais si à la bravoure on désire allier l'honnêteté, je crois qu'on aurait pu mieux la placer qu'au cou de ce singulier personnage.

Au nom de la liberté, Juarez destitua de leurs emplois tous ceux qui avaient protesté contre les lois de la réforme, contre le traité Mac-Lane ou tout autre acte du gouvernement de Vera-Cruz. Il mit hors la loi tous les ministres de Miramon, le président Zuloaga, les généraux Marquez, Mejia, Cobos, Vicario, Cajiga et Lozada, et décréta une récompense de dix mille piastres à quiconque livrerait l'un d'eux. Il suspendit les garanties individuelles; la loi des suspects revint en vigueur. Le congrès, de son côté, votait des lois de circonstance les plus étranges. — « J'ai appris, écrivait Santa-Anna de Saint-Thomas, le 15 juillet, que nos soldats — les conservateurs — faisaient des progrès rapides, au point que plus de deux cents ont pénétré dans les rues de la capitale, en poursuivant une troupe de démagogues qui se trouvait à S. Cosme. On m'a dit aussi que les scélérats Ocampo, Degollado et Valle sont déjà mis hors de la scène. Il est nécessaire qu'ils soient suivis par l'Indien Juarez, La Llave, Mota et autres aussi scélérats qu'eux. Je suis persuadé que la justice divine ne laissera pas sans châtiment les faits sacriléges et tant d'horreurs qu'ils ont commis en causant à notre infortunée patrie des maux immenses qui ne pourront jamais se réparer. »

En effet, Melchior Ocampo avait été pris et fusillé par les conservateurs; Degollado avait trouvé la mort en les combattant au Llano de Salazar du Monte de la Cruces; au Cerro de las Cruces, le général Valle fut mis en déroute et tué par les troupes conservatrices. Marquez, à son tour, fut battu près de Pachuca. Voici sur tous ces faits des détails qui mé-

ritent d'être connus et qui me furent transmis par un officier supérieur de la 1re division de l'armée permanente. — « Mexico, 7 août 1861. — Ignacio Comonfort, d'accord avec Vidaurri est arrivé à Monterey où il a réuni deux mille hommes avec lesquels il a entrepris sa marche sur San-Luis Potosi, en complète rébellion contre Juarez. La campagne contre Marquez est décidément commencée. Sont à sa poursuite, de Mexico, Gonzalez Ortega avec sa division de Zacatecas, de Queretaro, Arteaga avec sa brigade, et de Puebla, Alatriste avec une autre brigade; mais ils n'ont pu faire sortir Marquez de la vallée de Mexico, parce qu'il ne livre pas de bataille. Il se promène seulement beaucoup. Aussi, Ortega dit qu'il y a des jours où Marquez fait vingt-six lieues. Toutes les fois qu'il y a moyen de les mettre sur les dents et leur river leur clou, Marquez n'y manque pas. »

« Mexico, 30 septembre 1861. — Cinquante et un députés de la chambre des représentants ont proposé les deux résolutions suivantes : Art. 1er. Monsieur Benoît Juarez est prié de donner volontairement sa démission de président de la république. Art. 2. Les congrès des États sont invités à seconder cette initiative. » Juarez ne se rendit naturellement pas au vœu des représentants. Ortega, antagoniste de Juarez et se croyant la colonne du parti libéral donna de suite sa démission de général en chef de l'armée d'opérations, lorsqu'il apprit le résultat de la pétition de ses amis les députés. Juarez accepta cette démission et donna l'ordre à Ortega de remettre ses troupes aux généraux Arteaga et Doblado. Ortega refusa d'obéir en disant : « Que ces troupes appartenaient à l'État de Zacatecas, qu'elles ne coûtaient rien au gouvernement fédéral, que lui était leur seule garantie, qu'ainsi il ne pouvait les mettre aux ordres de personne, et qu'il se retirerait à Zacatecas avec elles. » — Et c'est ce qu'il fit, sans être inquiété. Pendant ce temps, Matamoros et Tampico s'étaient prononcés contre le gouvernement. Les forces de Juarez avaient mis en déroute — à Calpulalpan — les troupes du parti de l'ordre commandées par le général

Cobos — Marcelino — qui fut fusillé; sa tête a été envoyée à Mexico dans une caisse. Marquez s'est emparé de San-Luis Potosi que les juaristes abandonnèrent à l'approche du général. Puebla fut également occupée pendant deux jours par les troupes appelées réactionnaires. Juarez a fait commencer dans le journal — *El Siglo XIX* — une violente campagne pour ameuter le peuple contre les Anglais, les Espagnols et les Français. »

Il serait superflu de relever les actes et les décrets terroristes de Juarez pendant l'année 1861, et dont on n'a point parlé lorsque la presse et la tribune ont critiqué le décret du 3 octobre 1865. Néanmoins, la conduite de Juarez n'est que l'exagération, poussée dans ses dernières limites, de la conduite des gouvernements antérieurs au sien. En administration, en politique, Juarez est le type de l'incapacité la plus notoire; on a vu que la plupart de ses prédécesseurs offraient déjà de beaux modèles en ce genre. A part Miramon et quelques autres présidents, tous étant chefs de parti, tous se sont rougis un doigt ou la main entière dans le sang de leurs compatriotes; par des exécutions inutiles, Juarez y a mis tout le bras. Sur le fauteuil de la présidence, il est simplement l'excès personnifié des mauvaises passions, du manque de patriotisme et de l'ignorance en matière d'administration et d'économie politique. Juarez, par son entêtement, a fait sa fortune; il a réussi à se tenir au pouvoir dans les circonstances les plus critiques, au moyen de cette qualité, qui est la force des faibles, et qu'on appelle entêtement. Il faut avouer aussi que la facilité avec laquelle il a toujours fui le danger, a favorisé sa sécurité personnelle, autant que l'esprit de ruse, commun aux gens de sa race, a facilité son maintien à la présidence et son retour à Mexico après la chute de l'empire. Grâce à cette ruse, à cette ténacité, on va le voir se faire un complice du général Prim, et se débarrasser ensuite, après l'avoir trompé sans en avoir l'air, de ce malencontreux prétendant à la souveraineté du Mexique.

On n'a point oublié que M. Guttierez de Estrada avait été

chargé, par le président Santa-Anna, en 1854, de se concerter avec les cours de Paris, Londres, Madrid et Vienne, pour donner au Mexique un souverain, appartenant à une famille régnante. La guerre de Crimée, plus encore que la chute de Santa-Anna, avait retardé ses négociations, commencées du reste en 1846.

Voici ce que disait M. Guttierrez de Estrada, à cette époque, aux puissances européennes pour les engager à intervenir au Mexique : — « Hâtez-vous, l'heure est propice ; c'est votre propre intérêt qui vous appelle à en profiter : intérêt politique, intérêt commercial, intérêt de principes, de moralité, intérêt d'humanité ; venez, et vous trouverez tout préparé pour le succès de cette entreprise. » Reconnaissant, ensuite, qu'il coûterait beaucoup au Mexique d'avouer qu'il ne pouvait se délivrer, sans l'appui de l'Europe, du principe dissolvant qui le dévorait, il ajoutait que la vérité parlait plus haut que la vanité. « Le Mexique, disait-il, se trouve réduit, par sa faiblesse, à refléter la forme de gouvernement de la puissance qui aspire à l'absorber, si les souverains européens ne lui prêtent point leur appui. Il demande à être sauvé de lui-même, d'un voisin dont les envahissements ne connaissent point de bornes, qui semble vouloir s'ériger en dominateur de l'Amérique, et qui a déjà lancé des décrets d'exclusion contre les nations de l'Europe. Ce danger d'une part, de l'autre les graves intérêts de l'Angleterre, de la France, de l'Espagne et de l'Allemagne, dans la conservation d'un marché qui, en retour du mouvement commercial et industriel de ces divers pays, verse tous les ans de vingt à vingt-cinq millions de piastres pour alimenter les fabriques européennes, devraient appeler l'attention des hommes d'État. »

Après la guerre de Crimée, M. Guttierrez de Estrada reprit son œuvre à laquelle on peut dire qu'il a sacrifié, depuis 1839, sa fortune et son existence. Le Mexique étant un pays catholique et conservateur, il lui fallait, au point de vue des principes, un prince catholique et d'une ancienne famille.

Avant de s'occuper de l'intronisation de la monarchie au Mexique, on devait commencer par trouver un souverain, afin de ne pas retomber dans la situation de 1821, où le Mexique n'avait point de monarque pour occuper le trône érigé par le plan d'Iguala. M. Guttierrez de Estrada chercha donc un souverain. Il ne le chercha pas en Angleterre parce que ce pays est protestant, ni en Espagne, parce que les Mexicains exécraient les Espagnols, ni en France, parce que la famille impériale était démocrate, commençait une dynastie trop récente, et qu'un prince français pour empereur du Mexique, devait naturellement mécontenter l'Angleterre et les États-Unis. Ce fut donc en Allemagne que M. Guttierrez chercha son futur souverain. Ses anciennes relations avec de hauts personnages autrichiens et son accès à la cour de Vienne lui firent bientôt fixer son choix sur un archiduc de la maison de Hapsbourg. En principe, le choix était excellent; au point de vue personnel, il était mauvais; pourquoi ne pas l'avouer?

L'archiduc Maximilien, né le 6 juillet 1832, fut dès son enfance destiné à la marine, et reçut, à cet effet, avec les bases solides d'une éducation classique, un enseignement tout spécial. Dès l'âge de seize ans, l'archiduc commença ses voyages d'instruction. En 1856, lorsqu'il vint à Paris, il avait visité tout le littoral de la Méditerranée, l'Espagne, le Portugal, Madère, le Maroc, l'Algérie, l'Égypte, la Syrie, etc. Pendant quinze jours, il fut l'hôte de l'empereur à Saint-Cloud, où s'établirent entre les deux princes des relations d'estime et d'affection réciproques. Il parcourut ensuite la Belgique et l'Allemagne. L'année suivante il revint en Belgique. Il aimait la princesse Charlotte. Le 2 juillet 1857, l'ambassadeur d'Autriche, le comte Archinto, demanda, en audience solennelle, au nom de son souverain, au roi des Belges, la main de sa fille, la princesse Marie-Charlotte, pour l'archiduc Ferdinand-Maximilien. On sait que la princesse Charlotte, née le 7 juin 1840, est fille de feu la princesse Louise d'Orléans, et la petite-fille de la reine Amélie. Après son mariage, l'archiduc

visita les côtes de l'Atlantique et particulièrement le Brésil; l'archiduchesse l'accompagna jusqu'à Madère où elle attendit le retour de son époux.

A son retour, le prince s'adonna tout entier à la réorganisation de la marine autrichienne qui fut distraite du département de la guerre pour constituer un ministère indépendant. Par le combat naval de Lissa on a vu qu'il avait réussi à rendre respectable cette marine. Avec la direction supérieure de la marine, l'empereur d'Autriche concéda à son frère la lieutenance du royaume lombardo-venitien. Pendant deux ans, l'archiduc remplit ces fonctions délicates avec succès, et s'attira les sympathies des Italiens eux-mêmes. Son administration se signala par des réformes et des améliorations salutaires qui lui valurent une réputation de libéralisme et de bon administrateur. Aimant les arts et les sciences, l'archiduc les cultiva dans ses moments de loisir; artiste et savant par goût, mais non en réalité, il se construisit sur les bords de l'Adriatique, près de Trieste, un château-palais, style moyen âge, une merveille dans laquelle il réunit des collections variées recueillies pendant ses longs voyages. C'est dans ce séjour de prédilection qu'il aimait à se livrer à ses goûts de collectionneur.

En sa qualité de marin, l'archiduc n'aimait point l'armée de terre, et son ignorance de l'art militaire, de l'administration et de l'organisation d'une armée était assez grande pour l'avoir rendu plusieurs fois, au Mexique, injuste envers nos chefs. Je ne retracerai point ici le portrait de l'archiduc esquissé dans mon livre intitulé *Le Mexique tel qu'il est. La vérité sur son climat, ses habitants et son gouvernement.* Je dois pourtant dire que sa réputation de prince libéral, faite en Lombardie, ne signifiait absolument rien. L'archiduc Maximilien n'était que le lieutenant de son frère et n'avait par conséquent qu'une responsabililé très limitée. L'empereur n'avait point d'enfant, l'archiduc pouvait espérer d'en avoir; en se rendant populaire par des concessions faites aux Italiens et au parti libéral, il pouvait entrevoir, dans un ave-

nir plus ou moins rapproché, la couronne d'Autriche peser sur son front. Tout le bien qui se faisait dans le Lombardo-Vénitien était attribué à l'archiduc, tout celui qui ne se faisait pas et toutes les mesures de suspicion ou de répression qui faisaient tant murmurer les libéraux, retombaient sur son frère l'empereur. On avait peut-être raison, mais l'archiduc profitait de cette situation ; gai, simple, affable, séduisant au possible, il développait par ses manières ce sentiment public qui creusait un sillon entre les deux frères. C'est ce sillon, ces espérances inavouées qui motivèrent, jusqu'en 1863, les hésitations de l'archiduc Maximilien, à l'égard de la couronne du Mexique qu'on lui offrait, qui le décidèrent ensuite à faire scruter par M. Éloin, en 1866, l'opinion publique en Autriche et qui lui valurent la dépêche envoyée par le gouvernement autrichien à M. Lago, lorsque l'infortuné prince voulut abdiquer et revenir à Miramar.

M. Gutierrez, en arrêtant son choix sur l'archiduc Maximilien pour le trône du Mexique, s'imagina que les qualités du prince suffisaient pour régénérer le pays et lui imposer un gouvernement stable et fort. C'était une erreur ; on ne pouvait ni régénérer le pays ni lui donner un gouvernement fort avec un prince faible, et malheureusement ce prince était d'une extrême faiblesse de caractère ; il crut que le Mexique était une succursale de la Lombardie, et qu'en lui donnant de bonnes lois il ferait son bonheur. Cette illusion le perdit. Outre ses illusions et ses faiblesses de caractère, le prince n'était point l'homme de la situation. En 1862, lorsque j'écrivis mon livre intitulé *L'Empire au Mexique*, je dis à la page 129, en parlant de la candidature de l'archiduc Maximilien. — « *Qui donc empêchera Carvajal, Juarez, Sarogoza, et tant d'autres d'aller* à Mexico fusiller l'archiduc, lorsque les Français n'y seront plus » ? Que faisait alors ce prince ? Il faisait venir à Miramar, de Paris et de Vienne, des dessins d'habits et de boutons pour sa future livrée impériale, et pourtant, il n'avait point encore accepté la couronne ! ! !

Mais ce n'était pas tout d'avoir trouvé un empereur du Mexique, il fallait d'abord obtenir son consentement, puis faire accepter le souverain aux puissances intéressées et enfin le faire agréer aux Mexicains. M. Gutierrez de Estrada dut mettre cinq ans d'efforts continuels, de voyages et de pourparlers pour arriver à ce triple résultat. L'archiduc Maximilien n'ayant aucune envie d'accepter la couronne du Mexique, M. Gutierrez, pour le décider à seconder ses vœux, eut indirectement recours à la princesse Charlotte. Sûr de trouver en elle un appui, dans le cas où le roi Léopold approuverait ce projet, M. Gutierrez part pour la Belgique, reçoit du Nestor des souverains l'approbation la plus complète et des encouragements formels. Le roi, esprit très pratique, vit dans ce projet une couronne impériale pour sa fille, une inquiétude de moins pour l'Autriche, une alliance utile entre la Belgique, l'Angleterre, l'Autriche, la France et l'Espagne. Au point de vue politique, cette couronne était plus sûre pour la princesse que celle d'Autriche; au point de vue commercial, Anvers et toute la Belgique devaient éprouver les bienfaits de ce grand marché nouveau, ouvert au commerce belge en Amérique.

M. Gutierrez repart alors pour Miramar; j'ai tout lieu de croire qu'il avait l'agrément, par écrit, non seulement du roi des Belges, mais encore de l'empereur d'Autriche; il entretient d'abord l'archiduchesse, qui le seconde déjà, puis l'archiduc, des malheurs du Mexique et de ses ressources; il fait appel à leur intelligence, à leur cœur pour entreprendre la régénération et le salut de ce pays; il engage ces deux jeunes descendants de Charles-Quint à se dévouer à cette noble mission humanitaire et politique; il les séduit enfin par l'éloquence la plus touchante que put lui inspirer son vrai patriotisme. L'archiduc, pourtant, n'accepta pas; avant de se décider, il voulait avoir l'appui des puissances intéressées au maintien de l'ordre au Mexique, il voulait aussi être appelé par le peuple mexicain. Quant à l'archiduchesse, une couronne impériale a pu la séduire, mais ce n'est point

une sotte ambition qui la poussait à lancer son auguste époux dans cette aventure. L'histoire a ses réticences et ne doit parler que des choses publiques ; je me tairai donc sur les causes réelles de cette ambition légitimée par l'activité fébrile d'une noble intelligence et d'une nature ardente ayant besoin de se dépenser dans le mouvement d'une grande entreprise. Ceci devait se passer à la fin du mois de décembre 1860.

M. Gutierrez partit de Miramar avec l'espérance que l'archiduc accepterait le trône du Mexique. Jusqu'alors, il avait agi à peu près seul, il vint à Paris s'entendre avec ses compatriotes. M. Almonte, esprit éminemment pratique, reçut avec une certaine froideur les ouvertures de M. Gutierrez. Comme Santa-Anna et plusieurs autres de ses amis, de républicain sincère, il était devenu monarchiste, par amour pour sa patrie et parce qu'il avait fini par comprendre que cette forme de gouvernement, avec un prince étranger, convenait mieux au Mexique que la forme républicaine qui l'avait perdu ; mais il ne se dissimulait pas qu'un prince qui ne serait pas appuyé par des forces européennes et de solides finances, pourrait bien avoir le sort d'Iturbide. L'Autriche ne pouvait envoyer une armée pour soutenir le nouvel empereur ; la France seule, par son esprit chevaleresque et l'excellence de ses troupes qui venaient de montrer en Crimée, en Syrie, en Chine, en Cochinchine ce qu'elles savent faire, pouvait entreprendre l'expédition du Mexique avec succès. Était il probable qu'elle l'entreprendrait pour établir un prince autrichien, dans un moment où les échos de Solferino vibraient encore ? Néanmoins, si la France marchait, le général Almonte voulait bien donner son concours pour sauver la patrie commune des griffes du Yankee et de l'anarchie mexicaine ; mais il ne voulait pour le moment qu'une simple intervention qui permît aux Mexicains de tous les partis de se réunir à Mexico, en assemblée de notables protégée par les baïonnettes neutres, et de constituer librement un gouvernement régulier, qui deviendrait fort par l'appui prolongé d'une intervention européenne.

M. Gutierrez révéla tous ses plans au P. Miranda, à monseigneur Labastida et à d'autres personnages de ce parti; ils furent naturellement bien accueillis, et tous lui promirent d'employer leurs efforts pour rendre populaire au Mexique l'idée de la monarchie et la candidature de l'archiduc Maximilien. Ces préliminaires posés, il fallait savoir maintenant comment les puissances intéressées accepteraient cette candidature. M. Gutierrez savait que toutes avaient à se plaindre du Mexique et que sans la guerre de Crimée et celle d'Italie, la France, l'Angleterre et l'Espagne auraient déjà avisé aux moyens de relever ce pays, de manière à pouvoir traiter avec lui et lui faire remplir les engagements pris par les traités; il savait aussi que ces puissances souffraient de l'abaissement de l'anarchie chronique de cette riche contrée, et qu'elles désiraient ardemment lui voir prendre un rang parmi les nations civilisées. Son projet devait donc satisfaire ces puissances; mais quel serait leur concours, voilà ce qu'il ignorait. Il pria M. Hidalgo de plaider auprès de l'empereur Napoléon la cause du Mexique, comme étant une cause d'intérêt européen et particulièrement français. Voici les motifs de ce choix.

M. Hidalgo était un jeune Mexicain sans fortune, lancé dans la carrière diplomatique depuis 1848, grâce à la protection d'un ou de deux de ses compatriotes. En Europe, il sut s'attirer les sympathies de quelques grandes dames espagnoles qui le protégèrent. En 1860, lorsque la duchesse d'Albe mourut à Paris, S. M. l'impératrice chargea M. Hidalgo d'accompagner le corps de la jeune duchesse, à sa dernière demeure en Espagne. Ce service permit à M. Hidalgo d'obtenir de l'impératrice des audiences toutes les fois qu'il le désirait. Pendant l'automne de 1861, il profita du séjour de Leurs Majestés à Biarritz pour remplir la mission que lui avait confiée M. Gutierrez. M. Almonte avait déjà parlé d'une intervention, sans avoir toutefois abordé la question de la monarchie qui lui paraissait trop compliquée. Le terrain était préparé; M. Hidalgo trouva auprès de Leurs Majestés

un accueil satisfaisant et même une disposition encore vague d'intervenir au Mexique pour obtenir des réparations à nos intérêts lésés, à notre honneur blessé. En principe, l'empereur n'était point éloigné de contribuer à l'établissement d'un gouvernement d'ordre, sérieux et régulier, mais il ne songeait point à le faire sans le concours des puissances également intéressées. Sa Majesté n'avait point oublié que dans sa brochure sur le percement du canal de Nicaragua, publiée en 1846, le prince Louis-Napoléon demandait la construction, dans l'Amérique centrale, « d'un État florissant et considérable qui rétablira l'équilibre du pouvoir, en créant dans l'Amérique espagnole un nouveau centre d'activité industrielle assez puissant pour faire naître un grand sentiment de nationalité, et pour empêcher, en soutenant le Mexique, de nouveaux empiétements du côté du nord. » Il ne se bornait pas à des pressentiments indéfinis, il voyait déjà s'élever, sur quelque point de ces rivages, une ville unique, une Constantinople du nouveau monde, plus heureuse que cette Constantinople de l'ancien monde « dont l'admirable position, écrivait-il dix ans avant le traité de Paris, est un objet de jalousie pour toutes les grandes puissances de l'Europe qui s'accordent pour y maintenir un gouvernement... incapable de tirer parti des avantages que lui a prodigués la nature. » Un gouvernement mexicain consolidé par l'Europe devait donc réaliser le programme de 1846, dans lequel les intérêts industriels, commerciaux et politiques des puissances européennes, est parfaitement développé. Quant à la forme monarchique donnée au gouvernement mexicain, l'empereur étant désintéressé dans la question, et ne voulant point de la couronne pour un des membres de sa famille, il lui était indifférent que les Mexicains, libres de leur choix, arrêtassent leurs yeux sur un prince espagnol ou autrichien.

Dans le courant de 1861, les projets de M. Gutierrez ne sont qu'à l'état de principe et de germe, mais ils promettent de réussir; avant de leur donner un peu plus de consistance,

il fallait agir au Mexique. Le P. Miranda et monseigneur Labastida écrivent à leurs amis ; Santa-Anna, influencé de tous les côtés et par ses propres sentiments, promet de retourner dans sa patrie pour y établir « un gouvernement fort. » Les généraux conservateurs qui tenaient la campagne contre Juarez furent-ils informés du plan de M. Gutierrez? C'est probable, quoique les difficultés matérielles qu'ils devaient rencontrer pour communiquer avec leurs amis résidant à l'étranger rendissent ces communications fort difficiles et très longues. Aussi, ne suis-je point étonné de les voir, au commencement de 1862, paraître ignorer encore même l'existence de l'archiduc Maximilien, comme le témoignent leurs lettres dans lesquelles ils ne parlent que de l'intervention et de ses premiers actes. Néanmoins, les négociations des Mexicains résidant en Europe et dans les Antilles semblent pressenties dans la convention de Londres qui défend aux puissances signataires de retirer aucun avantage particulier de l'intervention; ces négociations devaient donc être connues pareillement au Mexique. Avant de parler du traité de Londres, je dois exposer la situation des partis au Mexique, à la fin de 1861, et des chances de succès que pouvait avoir le rétablissement de la monarchie dans ce pays.

« Sans connaître notre passé, comment connaîtraient-ils notre présent? » disait M. Gutierrez de Estrada en parlant de tous ces écrivains improvisés qui parlent du Mexique à tort et à travers, parce qu'ils en ont vu une partie, sans se donner la peine de l'étudier. M. Gutierrez avait raison.

L'histoire nous enseigne que, dans tous les pays et à toutes les époques, les grands partis politiques ont eu des sentiments pour prétexte et l'intérêt pour mobile. Elle nous apprend aussi que ces partis se divisent en deux catégories : ceux qui possèdent, appelés aujourd'hui conservateurs, et ceux qui veulent posséder, connus sous le nom de libéraux. De ces deux partis en naît un troisième, qui tient des deux et ne ressemble ni à l'un ni à l'autre ; on le nomme

libéral modéré. Le nom et le drapeau changent, mais le mobile reste le même. Cette vérité historique se révèle dans le nouveau monde comme dans l'ancien.

Avant d'esquisser à grands traits l'histoire des partis au Mexique, je dirai d'abord que ces partis tels qu'on les comprend en Europe n'existent pas et ne peuvent pas exister. La politique est une livrée nécessaire, au Mexique comme ailleurs, mais dans ce pays elle habille des hommes et les fait marcher de force; des partisans convaincus, elle n'en a presque pas, des martyrs volontaires, elle n'en a point et ne peut pas en avoir. Les monarchistes, les conservateurs et les libéraux proprement dits constituent dans ce pays d'honorables individualités, mais ils ne sont pas assez nombreux pour constituer des partis. Le clergé séculier et surtout le clergé régulier, avaient acquis, sous le gouvernement espagnol, des propriétés immenses. Leurs richesses et l'emploi qu'ils en firent créèrent l'omnipotence du clergé. D'une situation pareille il résulta que la population pauvre, ambitieuse ou fainéante voulut entrer dans le sacerdoce ou dans les couvents. L'esprit religieux ou fanatique de cette époque et la situation morale et sociale que je viens d'indiquer contribuèrent à faire alors du Mexique un État monastique ou clérical, — comme on dirait aujourd'hui. En effet les Indiens, — soumis au clergé comme des enfants, — étant nuls en politique, le reste de la nation, qui n'était pas dans l'Église, avait des intérêts de parenté, d'affaires ou de servitudes avec les membres de l'Église mexicaine. Il suffit de jeter un coup d'œil sur la multitude de clochers qui dominent les villes et les villages du Mexique pour être convaincu du fait matériel. Le fait moral se prouve par l'histoire détaillée de la Nouvelle-Espagne.

Le parti clérical n'étant que l'exagération du parti conservateur — comme les *puros* sont l'exagération du parti libéral — je ferai des deux un seul groupe. Ce groupe forme les dix-neuf vingtièmes de la population. Cette assertion est fondée sur les faits suivants : toute la population indienne

— plus de six millions d'âmes — est cléricale, — si elle est quelque chose, — car elle est très opposée aux libéraux dont elle a toujours eu beaucoup à souffrir. Toutes les femmes — et c'est une force en politique religieuse — sont cléricales. Les propriétaires sont naturellement conservateurs, au Mexique surtout, où les traditions et les intérêts dictent les sentiments. Le petit commerce est généralement pour l'ordre, et jusqu'à présent les libéraux n'en ont guère procuré. Ces différents groupes ne forment-ils pas les dix-neuf vingtièmes de la population? La majorité du parti conservateur est donc écrasante au Mexique, et tout le monde le sait, c'est elle qui a fait l'empire. Si les réactionnaires ou cléricaux sont conservateurs, les conservateurs ne sont pas tous réactionnaires ou cléricaux, loin de là. La majorité d'entre eux, civils ou militaires, est progressiste et plus libérale en réalité que les libéraux eux-mêmes.

Le parti libéral se compose des hommes qui ne possèdent rien ou peu de chose, des ambitieux, des mécontents, des brouillons et de tous ceux auxquels répugne la domination d'un clergé riche et peu évangélique. Ce parti, appelé dans tous les pays le parti d'action, c'est à dire remuant et batailleur, n'ayant rien à perdre et tout à gagner par les révolutions, en a fait au Mexique autant qu'il a pu. Depuis 1821, on en compte DEUX CENT QUARANTE. Les partis politiques, comme les médailles, ont un côté plus ou moins beau, un revers plus ou moins laid. Le revers des partis, ce sont les exagérations, l'intérêt personnel substitué au patriotisme, les passions secrètes cachées derrière le drapeau.

On a vu avec quelle rapidité vertigineuse, les gouvernements conservateurs et libéraux se succédaient au pouvoir; mais ce que je regrette de n'avoir pu, — faute d'espace, — mettre suffisamment en relief, ce sont les détails de cette lutte constante, acharnée entre les deux partis, et les maux inouïs qu'elle a infigés aux populations inoffensives, agricoles, industrielles, en particulier, et à toute la nation en général. M. Charles de Barrès et le rapport du comité de

l'assemblée des notables font sur l'empléomanie, — cette plaie hideuse du Mexique, — des tableaux navrants que je dois retracer ici pour mieux faire comprendre quelle était la situation de ce pays, lors de la convention de Londres.

« La cause en est, dit M. de Barrès, en parlant des révolutions, dans l'habitude prise, depuis l'indépendance, par une foule de gens, de vivre aux dépens du trésor et de ne chercher leurs moyens d'existence que dans les postes publics. Il y a dans ce pays, quarante ou cinquante mille citoyens qui regardent l'État comme leur patrimoine naturel; l'empléomanie est devenue leur unique industrie. Or, comme il est difficile à un budget aussi mince que le budget mexicain de défrayer tant de monde, on compte toujours ici quinze ou vingt mille mécontents qui s'agitent, qui conspirent et font mille efforts pour déposséder leurs rivaux et rentrer aux affaires. Cette foule besoigneuse trouve toujours des chefs pour l'entreprise. Voilà quarante et tant d'années que le Mexique tourne dans le même cercle révolutionnaire. »

J'ai entendu des Mexicains se servir de cet amour de leurs compatriotes pour les places, les emplois, les honneurs, les décorations, les titres et les habits brodés, comme d'un argument en faveur des goûts et des idées monarchiques de leur race. Ce qu'il y a de certain, c'est que ces goûts sont en désaccord avec les idées démocratiques et les mœurs républicaines.

« Les abus de l'empléomanie, dit le rapport de l'assemblée des notables, croissant chaque jour, pouvons-nous être surpris que la facilité à se prêter à la corruption soit arrivée à devenir la meilleure recommandation pour ceux qui aspirent aux emplois dans l'administration des finances; que la dilapidation et la banqueroute aient remplacé la bonne gestion des fonds publics, et que les auteurs du désamortissement des biens ecclésiastiques ont eu pour but non de les nationaliser, ainsi qu'on la fait ailleurs, mais de les monopoliser dans les mains d'une poignée de spéculateurs, sans

que la masse en ait retiré aucun avantage pendant cette époque de vandalisme et de rapine? »

Après des convulsions de toutes sortes, dans les terres mouvantes de cette société plus dissoute que dissolue, au milieu d'hommes auxquels manquent les vertus civiques, les idées monarchiques, en effet, n'avaient pas sombré complétement; elles ont surnagé comme une aspiration confuse d'hommes harassés d'anarchie et de servitude, et plusieurs fois même elles se sont formulées au grand jour. Toutes les fois que les apôtres de la monarchie ont voulu présenter ce remède aux maux de la patrie, ils ont été repoussés, non par dédain pour ce remède, mais parce qu'il a toujours été présenté dans des circonstances inopportunes et sans un plan arrêté. N'ayant ni le temps, ni le courage, ni peut-être même la pensée de retourner à la monarchie, les Mexicains ont poursuivi l'ombre effacée de la royauté dans des dictatures de plus en plus avilies.

Quand l'indépendance des Amériques a été accomplie, il y a toujours eu dans les nouvelles républiques deux principes en lutte, la centralisation et le fédéralisme, origine de toutes les révolutions qui ont eu lieu dans ces contrées. Le principe conservateur s'est assimilé tout ce qu'il y a de distingué dans le pays, et c'est parmi les hommes de ce parti qu'on a trouvé le vrai patriotisme, tandis que le parti fédéral a trouvé son appui parmi les hommes de moindre valeur et surtout parmi les plus cruels ennemis de l'indépendance mexicaine, — les Américains, — qui ont toujours déguisé leur soif d'absorption et d'annexion derrière une hypocrite sympathie. Le fédéralisme est donc le grand mal des républiques hispano-américaines, c'est lui qui a produit les grandes révolutions et les petites tyrannies, c'est lui qui a proclamé le plus souvent la spoliation et l'assassinat des étrangers et surtout des Espagnols. On comprend pourquoi l'Espagne avait toujours des motifs pour intervenir au Mexique, un désir permanent de le faire; ses révolutions intérieures l'en ont seules empêchée.

En étudiant l'esprit du mouvement national de l'indépendance et l'histoire même de la république, il est facile de reconnaître la puissance du sentiment monarchique. La junte de Zitacuaro, le congrès de Chilpancingo, le plan d'Iguala, le traité de Cordova, l'empire d'Iturbide, la présidence de Parédès, la mission de Gutierrez de Estrada en 1846 et 1854, le mouvement de l'opinion publique en 1863 et 1864, sont autant de preuves que ce sentiment est toujours resté à l'état latent au fond des consciences mexicaines, et qu'il s'est manifesté toutes les fois qu'il a pu le faire librement. La population mexicaine, divisée en trois éléments nettement tranchés : les créoles, les métis et les Indiens, même en ne tenant aucun compte de ses traditions et de son passé, ne pouvait organiser sérieusement un gouvernement républicain. Les créoles sont maîtres de la propriété foncière, de l'industrie, du capital. Les Indiens forment la classe des travailleurs agricoles, sont les pionniers, cultivent le sol de l'hacienda sur lequel un système habilement conçu, âprement appliqué, les retient esclaves. Entre ces deux éléments se placent les métis, ouvriers d'industrie et de fabrique, chefs de culture et contre-maîtres, dont la fonction sociale la plus caractérisée est de servir d'intermédiaires, pour la direction des travaux et la transmission des ordres, entre le créole et l'Indien : ces trois classes sont profondément séparées les unes des autres et cette séparation s'affirme chaque jour davantage, loin de diminuer.

Constituer dans ce pays une république démocratique sera longtemps encore une utopie. Livré à lui-même, le gouvernement républicain sera, dans l'avenir, ce qu'il a été dans le passé, c'est à dire impuissant à répondre aux nécessités sociales du Mexique. En effet, si les Indiens qui constituent les six ou sept huitièmes de la population sont humainement dignes d'être élevés au rang de citoyens, ils demeureront incapables de prendre part à la vie publique et d'exercer les droits civils aussi longtemps qu'on les privera d'instruction, qu'on les maintiendra dans cette servitude qui ressemble

tant à l'esclavage et qu'on les enlèvera de force à leurs travaux, à leur famille pour les enrôler sous les drapeaux d'un chef de bande ou dans l'armée permanente. Le peuple conquis par Cortez existe de nos jours, il ne faut point l'oublier. Des trois castes qui composaient les vingt-sept millions de sujets de Moctezuma, deux, celle des guerriers et celle des prêtres ont disparu sous les rigueurs de la conquête ; la troisième, celle des esclaves a survécu seule, et dans celle-là se sont confondus les débris des deux autres. Les Indiens contemporains sont demeurés tels qu'étaient leurs ancêtres ; le type physiologique et le tempérament moral se sont transmis dans toute leur pureté jusqu'à la génération actuelle ; ils parlent la même langue, se logent, se nourrissent et s'habillent de la même manière qu'au temps de Moctezuma ; ils se mêlent à la civilisation moderne sans que leur caractère d'origine soit altéré. Avec de tels éléments sociaux, peut-on faire une république démocratique basée sur l'égalité des droits et des devoirs? Pourra-t-on constituer un pouvoir semblable à la convention française qui pourtant était puissamment centralisatrice? Un gouvernement républicain au Mexique sera-t-il jamais autre chose qu'une anomalie politique avec une très petite minorité aristocratique privilégiée, et une grande majorité asservie?

La monarchie n'était donc pas seulement possible en 1861, elle était une nécessité sociale, et si les monarchistes étaient rares alors, c'est que les républicains, par sentiment, et non par intérêt, étaient tout aussi rares, sinon davantage. Malgré son éloignement, la monarchie avait su donner au Mexique une vitalité assez puissante pour triompher de sa métropole, tandis que sous le régime républicain, la nation, énervée par l'instabilité, la guerre civile et la corruption, n'a pas su résister à cette poignée d'étrangers avec lesquels elle n'avait aucune affinité d'origine, de langage, de religion ni de mœurs, et qui purent, néanmoins, pénétrer et se maintenir en maîtres dans le cœur du pays, le démembrer selon leur bon plaisir, et ne se retirer que lorsqu'ils n'avaient plus rien

à prendre. L'idée monarchique n'était donc point une idée *improvisée* en 1861, encore moins une idée française; elle était née de la force même des choses, et l'initiative, on l'a vu, appartenait tout entière à des Mexicains.

Le 31 octobre 1861, la France, l'Espagne et l'Angleterre signaient, à Londres, une convention, dont l'esprit a été généralement méconnu, à commencer par les représentants de ces trois puissances chargés de la faire exécuter au Mexique. Certes, ce n'est point à l'influence modeste de cinq ou six Mexicains, et, uniquement dans leurs intérêts, que trois puissances appelées l'Angleterre, l'Espagne et la France envoyèrent leurs escadres et leurs légions à travers l'Océan, jusqu'aux rivages dangereux et malsains du Mexique. Une idée aussi ridiculement puérile ne pouvait venir à l'esprit de personne. Ces Mexicains n'avaient point consulté,—à l'égard du souverain de leur choix, les cabinets de Londres et de Madrid, dont ils connaissaient les antipathies nationales pour la race mexicaine; mais les renseignements qu'ils fournirent à Paris donnèrent à l'allure de notre gouvernement une marche plus loyale, plus décidée, plus conforme à l'esprit de la convention de Londres que celle de ces cabinets qui ne songeaient qu'à poursuivre des intérêts particuliers.

Les raisons primordiales qui ont motivé la convention de Londres et l'intervention des trois puissances, sont clairement indiquées dans les dépêches officielles; il suffit de réunir des extraits de ces dépêches pour montrer le caractère de ces motifs. On n'a pas oublié le rapport de M. Wyke, ministre britannique à Mexico, dont j'ai déjà publié quelques extraits; en voici d'autres non moins importants, envoyés avant la demande de ses passe-ports, et qui donnent, en outre, des détails qui ne seront point soupçonnés de partialité. — « 27 mai 1861. — Le congrès, au lieu de donner de la force au gouvernement, pour en finir avec l'affreux désordre qui règne de long en large dans ce pays, s'amuse à disputer sur diverses théories du soi-disant gouvernement et sur des principes ultra-libéraux, pendant que

la partie respectable de la population reste livrée sans défense aux attaques des voleurs et des assassins qui pullulent sur les routes et dans les rues de la capitale. Le gouvernement constitutionnel ne peut maintenir son autorité dans les divers États de la fédération qui se rendent, en fait, parfaitement indépendants.

« Le patriotisme, dans l'acception commune du mot, est une chose inconnue et l'on ne trouve aucun homme de quelque importance dans les rangs d'aucun parti.

« Les factions combattantes luttent pour s'emparer du pouvoir afin de satisfaire leur vengeance et leur avidité; pendant ce temps-là le pays descend tous les jours de plus en plus bas . . . .

« Tel est l'état actuel des affaires du Mexique. Votre Seigneurie comprendra qu'il y a peu d'espoir d'obtenir justice d'un peuple semblable, si ce n'est en employant la force pour exiger avec elle ce que la persuasion ou les menaces n'ont pu obtenir jusqu'à présent. »

« 23 juin 1861. — La lecture de mes précédentes dépêches aura fait voir à Votre Seigneurie que *l'on ne peut avoir aucune confiance dans les promesses, ni même dans les engagements formels du gouvernement mexicain.*

« Le capitaine Aldham qui, durant trois ans, a bien étudié le caractère mexicain et la manière d'éluder ses engagements, si particulière à ses gouvernements, est d'avis que le temps de la douceur est passé et que, si nous voulons protéger la vie et les intérêts des sujets britanniques, il faut employer des mesures coercitives.

« Du moment où nous montrerons notre résolution de ne plus permettre que les sujets britanniques soient volés et assassinés impunément, nous serons respectés, et tous les Mexicains sensés approuveront une mesure qu'ils sont les premiers à reconnaître nécessaire, afin de mettre un terme aux excès qui se commettent, chaque jour et à toute heure, sous *un gouvernement aussi corrompu qu'impuissant* à maintenir l'ordre et à faire exécuter ses propres lois. »

« 28 octobre 1861. — L'expérience de chaque jour tend à prouver combien il est complétement absurde d'essayer de gouverner le pays avec les pouvoirs limités que la présente constitution ultra-libérale accorde au pouvoir exécutif, et *je ne vois aucun espoir d'amélioration si elle ne vient d'une intervention étrangère ou de la formation d'un gouvernement raisonnable* composé des principaux membres du parti modéré qui, pour le moment, manquent de courage moral et craignent de se mouvoir, *à moins de recevoir quelques secours matériels du dehors.* »

Ces dépêches expliquent la convention de Londres et l'intervention, mais celle du 25 novembre, c'est à dire quelques jours avant l'arrivée des troupes espagnoles, est plus explicite encore, en ce sens qu'elle révèle que l'intervention étrangère était reconnue nécessaire même par un ministre de Juarez. « Heureusement, écrit sir Charles Wyke au comte Russell, dans ce moment, le département des finances fut offert à une personne d'un mérite considérable, socialement et politiquement parlant, à M. Gonzales Echeverria qui arrivait d'Europe dans le but d'arranger ses affaires dans ce pays-ci, avant de le quitter pour toujours.

« Cependant, lorsque M. Echeverria examina l'état de son département, il trouva tout dans un tel état de confusion, qu'il refusa de prendre sur lui cette lourde charge. Alors, comme dernière espérance, on me pria de le voir; pendant notre entrevue, je fus si frappé de son grand bon sens et de l'idée exacte qu'il s'était formée de la situation de son pays, que je tâchai de le persuader d'accepter le poste; d'abord il s'y refusa, disant qu'il était trop tard pour faire aucun bien et qu'*il était convaincu que maintenant rien ne pouvait sauver le Mexique sinon l'intervention étrangère*; mais j'ai le plaisir de vous dire que j'obtins enfin qu'il accédât à ma demande. »

Outre les intérêts de ses nationaux et les réparations à exiger pour ses sujets volés et assassinés, l'Angleterre avait encore d'autres motifs pour intervenir au Mexique et contribuer à l'établissement d'un gouvernement fort qui rendît la

sécurité des routes pour le transit des métaux précieux, dont elle faisait la contrebande sur une vaste échelle. On sait que les plus riches mines de Real del Monte, de Guanajuato et d'autres localités appartiennent aux Anglais, que leurs vaisseaux de guerre se livrent régulièrement, le long des côtes, à la contrebande des piastres, de l'or et de l'argent en barres, et que dans la seule année de 1840, ils en embarquèrent pour plus de trente millions de francs. Lorsque les bandes armées rendaient impraticables les chemins, les Anglais perdaient des sommes considérables qu'ils se procuraient par ce commerce interlope. La reine d'Angleterre, dans son discours au parlement, montre la nécessité de l'intervention qu'il lui était, du reste, difficile d'éviter, après les demandes en réparation de son ministre à Mexico, et les plaintes énergiques des maisons de commerce les plus riches et les plus influentes de la Grande-Bretagne.

Dans le discours de la reine d'Espagne, on trouve les motifs généraux de l'intervention espagnole; dans ce message Sa Majesté déclare que « les désordres et les excès sont arrivés à leur comble chez ce malheureux peuple mexicain. Traités violés, droits méconnus, mes sujets exposés aux sévices les plus graves et à des dangers continuels; tout a rendu indispensable d'offrir à la fois un exemple de rigueur salutaire, et une preuve de haute générosité.

« La France, l'Angleterre et l'Espagne se sont mises d'accord pour obtenir la réparation de leurs griefs et les garanties nécessaires, afin qu'on ne voie plus se reproduire à Mexico les intolérables attentats qui ont scandalisé le monde et affligé l'humanité ».

N'ayant pas l'intention de faire un plaidoyer pour ou contre qui que ce soit, je vais publier des extraits des principales dépêches concernant la question mexicaine, adressées aux représentants des puissances intéressées par leurs gouvernements réciproques, pour montrer quel était l'esprit de chacun de ces gouvernements, lors de la signature de la convention de Londres. Les dates de ces dépêches,

comme leur contenu, ont une signification qu'on ne saurait trop signaler.

M. Mon, ambassadeur d'Espagne à Paris, au ministre d'État à Madrid, Paris, 6 septembre 1861. — Dépêche télégraphique. « La France et l'Angleterre vont s'emparer des douanes de la Vera-Cruz et de Tampico, afin de se rembourser de toutes les sommes que le Mexique leur doit. Dans ce but, des forces navales se dirigent vers ces points; elles semblent ne se soucier en rien de nous. Quoique je sois sans aucune instruction de Votre Excellence, je pense parler au ministre dès qu'il arrivera de la campagne, afin de connaître sa pensée. Je sais que l'idée d'une monarchie leur est agréable; l'occasion est favorable pour une solution, parce que nous sommes tous offensés et les États-Unis très affaiblis, et je me réjouirais que nous sortissions de ceci au moins sans y perdre. »

Quatre heures après avoir envoyé cette dépêche, M. Mon reçut la suivante : « Veuillez vérifier si ce gouvernement a l'intention de faire une démonstration contre le Mexique. » Puis, le soir même il envoie à M. Mon une autre dépêche dans laquelle on voit que le gouvernement espagnol était décidé, dès le 6 septembre, à intervenir au Mexique, avec ou sans le concours de la France et de l'Angleterre. « Nos dépêches d'aujourd'hui se sont croisées. Le gouvernement est décidé à agir énergiquement. Un bateau à vapeur partira, porteur d'instructions catégoriques au capitaine général de Cuba, pour qu'il agisse contre Tampico et la Vera-Cruz avec toutes les forces dont il peut disposer. Des bâtiments seront envoyés pour renforcer l'escadre qui se présentera dans ces mers comme il convient à la dignité de l'Espagne. — Votre Excellence peut le faire connaître au gouvernement impérial. — Si l'Angleterre et la France conviennent d'agir d'accord avec l'Espagne, *les forces des trois puissances se réuniront, tant pour obtenir la réparation des outrages que pour établir un ordre régulier et stable au Mexique.* — Si ces puissances font abstraction de l'Espagne, le gouvernement de la

reine, qui attendait un moment opportun pour agir avec vigueur, sans donner un motif de lui attribuer des vues politiques d'aucun genre, obtiendra les satisfactions qu'il a le droit dè réclamer, en se servant des forces qu'il possède, et qui sont supérieures à celles qui sont nécessaires pour réaliser une entreprise de ce genre.

« Si la réponse du gouvernement impérial était conforme au désir qui anime celui de Sa Majesté, d'agir collectivement, le ministre de Sa Majesté recevra des instructions identiques à celles-ci. — Calderon Collantès. »

Le 9 septembre, M. Mon adressait au ministre d'État la dépêche suivante : — « Je viens de voir M. Thouvenel, qui est arrivé de la campagne il y a une heure ; il a reçu ma communication avec plaisir ; il m'a dit que, abondant dans les idées du gouvernement espagnol, il avait pris les ordres de l'empereur, et qu'il avait écrit aujourd'hui, dans le même sens, au gouvernement anglais ; qu'il s'était proposé d'écrire demain à Votre Excellence, ce qu'il ne ferait pas, puisque Votre Excellence avait pris les devants, et que ses intentions lui étaient connues. — Son idée est que les trois puissances s'emparent de la Vera-Cruz et de Tampico pour le recouvrement des sommes que le Mexique leur doit respectivement ; qu'elles fassent comprendre la nécessité d'établir au Mexique un gouvernement, et qu'elles aident ce pays à s'établir d'une manière stable et qui ne soit pas exposée aux vicissitudes continuelles du moment. Il pense que les troupes ne pourront pas débarquer avant la fin d'octobre, à cause de la fièvre jaune.

« Dans ma communication, j'ai parlé comme si l'action armée était une chose résolue par Votre Excellence, et comme si je lui en faisais part pour lui proposer de venir, avec nous et avec l'Angleterre, exiger du Mexique la satisfaction de communs outrages. »

« L'affaire du Mexique, dit M. Mon, aux Cortès, se trouve ainsi naître de la résolution énergique prise par le gouvernement espagnol, d'employer l'action d'intervention pour

obtenir par la force les satisfactions qu'il demandait, et on commença également à s'occuper de ce gouvernement stable et durable que le gouvernement espagnol demandait pour le Mexique, et que tous désiraient. »

Le 10 septembre, en allant au ministère des affaires étrangères, il rencontre le représentant anglais qui lui demande : —« Qu'y a-t-il du Mexique?—Le gouvernement espagnol est décidé à agir activement, répond M. Mon. Le ministre anglais ajouta : — La monarchie est le gouvernement qui lui convient le mieux. » L'ambassadeur espagnol répondit que telle était également sa croyance, et répéta ce colloque à la tribune des Cortès, pour prouver que les trois puissances étaient parfaitement éclairées sur la situation du Mexique et sur le caractère que devait avoir la triple intervention pour remédier à cette déplorable situation.

Dans les instructions données au général Prim, et dont ce général n'a tenu aucun compte, les traitant avec le même dédain qu'il a traité la convention de Londres, on voit que dans l'esprit du gouvernement espagnol, la guerre contre le Mexique devait naturellement suivre l'intervention. Ces instructions sont d'autant plus intéressantes à connaître qu'elles révèlent l'expérience du passé, et prévoient ce qui devait arriver au début de l'expédition et la faire avorter. — « Les nouvelles dernièrement reçues du Mexique, disant que Juarez a donné l'ordre de désarmer le château de Saint-Jean d'Uloa et la place de Vera-Cruz, semblent indiquer que l'on ne veut point s'opposer au débarquement des troupes expéditionnaires, *sans doute avec l'intention de porter la guerre dans l'intérieur du pays.*

« Même si cela est vrai, l'issue de la campagne en la reculant ne serait point changée, car les escadres alliées porteront des forces suffisantes pour toutes les opérations qu'exigerait le but de l'expédition... Si la sûreté des nationaux des trois puissances était menacée; si on venait à commettre contre eux de nouveaux attentats, de nouvelles violences, il ne serait pas possible de rester dans l'inaction.

Voler à leur secours... serait non seulement un devoir, mais encore une impérieuse nécessité.

« Il pourrait arriver aussi que le gouvernement *insensé* qui commande au Mexique, opposât une résistance passive à l'action combinée des trois puissances et que, faisant retirer ses forces dans l'intérieur, il attendît que le climat et tous les inconvénients qui accompagnent des expéditions entreprises à de grandes distances, décimassent les troupes et prolongeassent d'une manière indéfinie la fin d'une entreprise aussi importante. Dans ce cas, il faudrait aller chercher le gouvernement là où il se trouverait, en quelque lieu qu'il fût, pour lui imposer des conditions plus sévères que celles qui l'atteindraient si, dès le principe, il reconnaissait la portée des réclamations de trois gouvernements. »

En outre, le général Prim devait « formuler les réclamations du gouvernement de S. M., conformément à la communication adressée, le 11 septembre, au comte de San Antonio, capitaine général de Cuba, dont on lui remet copie et qui sont les suivantes :

« *Première*. Une satisfaction publique et solennelle pour la violente expulsion de l'ambassadeur de S. M. la reine. Cette satisfaction doit s'accomplir dans les termes exprès de ladite communication, à savoir : que le gouvernement du Mexique doit envoyer à Madrid un représentant pour exprimer au gouvernement de Sa Majesté que ce fut seulement dans un moment d'erreur et d'exaltation que l'on put fouler aux pieds les droits appartenant à la personne chargée de représenter l'Espagne dans cet État. Et que cette condition est si importante et de telle nature que *tant qu'elle n'aura pas été acceptée et mise à exécution, on ne pourra éviter de voir éclater les hostilités*.

« *Seconde*. L'accomplissement, l'exécution rigoureuse du traité Mon-Almonte, et le paiement des créances espagnoles indûment suspendu par le gouvernement mexicain, et le paiement, en espèces, de dix millions de réaux, somme à

laquelle on évalue le montant des intérêts échus et non payés ; cela avant de signer un arrangement quelconque.

« *Troisième.* Une allocation et indemnité aux Espagnols qui y ont droit pour tous les dommages occasionnés par suite des crimes commis à San Vicente, à Chiconcuagua et à la mine de San Dimas, et le châtiment exemplaire des coupables et des autorités qui, tout en le pouvant, ne firent rien pour empêcher ces crimes.

« *Quatrième.* Le remboursement de la valeur du trois-mâts *Concepcion*, capturé par un navire de Juarez.

« Ce sont les conditions que Votre Excellence présentera, *mais jamais la paix ;* et sans leur acceptation complète de la part du gouvernement de la république, il ne sera pas possible de *suspendre les hostilités.*

Le général Prim a préféré ne rien demander de ce qui était contenu dans ses instructions, proposer la paix qu'on lui défendait de proposer et de ne pas commencer les hostilités qu'on lui disait de ne pas suspendre. Sa conduite au Mexique est le prélude de celle qu'il suivit à l'égard de son propre gouvernement pour satisfaire son ambition personnelle. Après avoir agi directement contre les ordres qu'il avait reçus, il devait bientôt prendre deux fois les armes contre sa souveraine et faire massacrer ses compatriotes qu'il avait séduits, en s'assurant toutefois, malgré son courage, de ne pas tomber entre les mains des soldats fidèles à leur drapeau. Si les instructions du cabinet espagnol n'étaient point aussi belliqueuses, si la guerre n'avait pas dû résulter de l'expédition, il eût été difficile de comprendre pourquoi ce cabinet, éclairé par le passé, cherchait encore à traiter avec le gouvernement d'une république qui ne tenait point ses engagements et ne pouvait pas les tenir. Mais, à la fin de l'expédition il y avait la guerre, à la fin de la guerre l'établissement d'un « gouvernement vigoureux et durable, » avec lequel on pourrait traiter à l'avenir, et c'est pourquoi le général Prim avait ordre de ne pas suspendre

les hostilités avant d'avoir obtenu les réparations exigées dans la dépêche du 11 septembre.

Quoique l'Espagne ait proposé l'action commune le 7 septembre, je crois qu'à cette époque la France et l'Angleterre avaient déjà l'intention d'intervenir séparément ou en commun, comme l'indique la dépêche du 6, et que l'Espagne n'a point fait naître l'affaire du Mexique, mais uniquement la triple intervention commune. L'Espagne, pourtant, se conduisit étrangement; elle précipita son action de manière à faire supposer qu'elle voulait arriver avant les alliés, pour des motifs qu'elle n'avouait pas. Les dépêches suivantes font connaître le mécontentement suscité par cette précipitation et les motifs secrets qu'elle n'avouait pas. M. Mon, se faisant l'écho des plaintes formulées, surtout par l'Angleterre, sur la précipitation de l'Espagne, le ministre d'État lui répondit le 8 octobre... » Le gouvernement de la reine ne s'est point écarté des propositions qu'il a faites dès le principe de cette grave question, et que j'ai communiquées à Votre Excellence par dépêche télégraphique, le 6 septembre.

« Les apprêts militaires ont été aussitôt commencés et n'ont pas été suspendus un seul instant. Cela était naturel; il est nécessaire que le gouvernement de la reine s'occupe, sans discontinuer, de réunir les éléments indispensables pour que le glorieux pavillon de l'Espagne apparaisse sur les côtes du Mexique avec la splendeur qu'il a toujours conservée.

« Il était à espérer, et nous n'avons pas renoncé à cet espoir, que l'accord tant désiré entre les trois puissances, pour agir collectivement, pût s'établir pendant le temps employé aux apprêts de tout genre.

« Dans ce cas, nous serons préparés de manière que l'action commune ne soit pas retardée, et si, par malheur, cette action commune n'était pas possible, le gouvernement de la reine donnerait les ordres opportuns pour obtenir les satisfactions demandées et les réparations aux préjudices causés, et *pour commencer les hostilités, si on ne les obtenait pas*...

« Les plaintes qui ont été formulées, ainsi que Votre Excellence l'exprime, sur la précipitation supposée du gouvernement de la reine et l'abandon de ses premiers projets, sont donc sans fondement.

« Loin d'y renoncer, il est chaque jour plus persuadé que l'accord des trois gouvernements, en prouvant la satisfaction des offenses reçues et la réparation de tous les dommages, contribuera plus ou moins directement, à *créer au Mexique une situation régulière et bien assise qui permettra l'établissement d'un gouvernement donnant de la sécurité* et du repos aux malheureux habitants de ce territoire, et des garanties aux intérêts et à la vie des étrangers... »

Malgré cette réponse, le corps expéditionnaire n'en partit pas moins de la Havane, sans attendre l'action commune. Le 13 octobre, M. Mon écrivait de Paris au ministre des affaires étrangères, la dépêche confidentielle qui suit. — « Par ma dépêche télégraphique du 10, Votre Excellence aura eu connaissance de ce que M. Thouvenel me dit le même jour en me racontant la conversation qu'il venait d'avoir avec lord Cowley sur les affaires du Mexique. — Le lendemain au soir, je reçus du même ministre l'invitation de passer le jour suivant, à midi, à son cabinet afin de me faire une communication relative à ces mêmes affaires. Je fus au rendez-vous, et il me dit : « Hier, j'ai rendu compte à l'empereur de la conversation que j'ai eue avec lord Cowley et avec vous, et il approuve ce que je vous ai dit. — Il croit que l'expédition en commun des trois puissances doit avoir pour objet d'obtenir la réparation des offenses connues ; mais aussi que si, en présence de notre nation, les Mexicains veulent rétablir l'ordre dans le gouvernement de leur pays, nous devons leur prêter secours de la manière qui sera possible. *Que si, par le moyen d'un congrès ou d'un vote spontané, ils voulaient établir une monarchie, nous devrons aussi leur prêter le même appui ; et que, s'ils ne voulaient rien de cela, nous devrons nous contenter d'exiger et d'obtenir la réparation de nos griefs.* — Je lui répondis que ces désirs étaient

les mêmes que ceux de Votre Excellence, selon qu'ils étaient exprimés dans la communication de Votre Excellence datée du 8, que je venais de recevoir dans la soirée du 11. M. Thouvenel me fit voir la difficulté qu'il y aurait d'admettre, parmi nos réclamations, des demandes qui n'auraient pas le même caractère et qui pourraient, non seulement entraver notre action, mais lui donner une fausse direction, faisant allusion à la présence des États-Unis dans la convention, ce dont je convins avec lui.

« M. Thouvenel voulut aussi me faire quelque indication sur la convenance qu'il y aurait à ce que ce fût un bon prince qui régnât au Mexique, si les Mexicains voulaient un roi; mais nous tombâmes d'accord que je ne connaissais de la part de Votre Excellence d'autre volonté que celle d'aller ensemble au Mexique pour obtenir le redressement de nos griefs, pour protéger et appuyer l'établissement d'un gouvernement d'ordre et même de forme monarchique, si tel était le désir des Mexicains, car à eux appartient la liberté de l'établir... — Alexandre Mon. »

Dans la dépêche du 15 octobre à M. Barrot, notre ministre à Madrid, M. Thouvenel est encore plus explicite.—« M. l'ambassadeur de S. M. Catholique, dit-il, étant venu avant-hier m'entretenir sur le même sujet, je me suis expliqué avec lui ainsi que je l'avais fait avec lord Cowley. Je lui ai dit particulièrement en ce qui touche le retour éventuel du Mexique à la monarchie, que ce pays aurait avant tout à exprimer ses sentiments aussi bien à l'égard de la forme monarchique qu'à l'égard du choix d'une dynastie. J'ai fait ensuite remarquer à M. Mon que le gouvernement de l'empereur, envisageant cette éventualité avec un complet désintéressement, écartait d'avance toute candidature d'un prince de la famille impériale, et qu'il ne doutait pas que les deux autres puissances ne fussent dans de pareilles dispositions; enfin, qu'en ce qui concernait le choix de la dynastie, dans l'éventualité indiquée, nous n'avions aucun candidat à proposer, mais que, le cas échéant, un archiduc d'Autriche aurait notre assen-

timent. Un tel choix, en effet, indépendamment des autres motifs qui pourraient être invoqués, pour y adhérer, aurait l'avantage d'écarter de l'action collective des trois puissances toute cause de froissement ou de rivalité nationale, en même temps qu'il laisserait toute son autorité à l'appui moral qu'elles seraient appelées à donner à la nation mexicaine. En un mot, les trois puissances tiendraient ici une conduite analogue à celle que la France, l'Angleterre et la Russie observèrent à l'égard de la Grèce, lorsqu'elles s'engagèrent à n'accepter pour aucun de leurs princes le nouveau trône élevé par leurs communs efforts. »

Avant de continuer la publication des autres dépêches sur le même sujet, je publierai les articles de la convention de Londres pour conserver l'ordre des dates. Pour le moment, je me borne à constater que les trois puissances étaient, jusqu'alors, parfaitement d'accord sur le double but que devait avoir l'intervention, et que ce double but avait été nettement déclaré avant la signature de la convention qui eut lieu le 31 octobre 1861.

« 1º S. M. la reine d'Espagne, S. M. l'empereur des Français et S. M. la reine de la Grande Bretagne sont convenus de prendre, aussitôt après la signature de la présente convention, les dispositions nécessaires pour envoyer sur les côtes du Mexique des forces de mer et de terre, dont l'effectif sera déterminé par un échange de communications ultérieures entre leurs gouvernements, mais dont le total sera suffisant pour pouvoir prendre et occuper les différentes forteresses et positions militaires du littoral du Mexique.

« Les chefs des forces alliées seront en outre autorisés à mener à bonne fin les autres opérations qui, là-bas, leur paraîtront ensuite les plus propres à réaliser le but spécifié dans le préambule de la présente convention et particulièrement pour mettre à l'abri de tout danger la sécurité des résidents étrangers.

« Toutes les mesures dont il est fait mention dans cet article seront prises au nom et au compte des hautes par-

ties contractantes, sans faire attention à la nationalité particulière des forces employées pour les exécuter.

« 2° Les hautes parties contractantes s'engagent à ne chercher pour elles-mêmes dans l'emploi des *mesures coercitives*, prévues dans la présente convention, aucun avantage particulier, et à n'exercer sur les affaires intérieures du Mexique aucune influence capable de porter atteinte au droit de la nation pour *se choisir et constituer librement la forme de son gouvernement*.

« 3° Il sera établi une commission composée de trois commissaires, nommés respectivement par chacune des parties contractantes, ayant pleins pouvoirs pour décider toutes les questions que peuvent susciter l'emploi et la distribution des sommes qui se recouvreraient au Mexique, tenant en considération les droits respectifs des parties contractantes.

« 4° Les hautes parties contractantes, désirant, en outre, que les mesures qu'ils ont l'intention d'adopter ne soient pas d'un caractère exclusif, et sachant que le gouvernement des États-Unis a, de même qu'elles, des réclamations contre la république mexicaine, conviennent qu'aussitôt qu'elles auront signé la présente convention, il en sera donné copie au gouvernement des États-Unis, lui proposant d'accéder à ses dispositions, et en cas d'accession de la part des États-Unis, les hautes parties contractantes autorisent leurs ministres à Washington à conclure et signer avec le plénipotentiaire désigné par le président des États-Unis, une convention identique, séparée ou collective, supprimant le présent article. Mais, comme quelque retard à effectuer les stipulations contenues dans les articles 1 et 2 de la présente convention pourrait frustrer les vues proposées par les hautes parties contractantes, elles conviennent que le désir d'obtenir l'accession du gouvernement des États-Unis ne retarde pas le commencement des opérations mentionnées ci-dessus plus de temps qu'il n'en faut pour réunir des forces alliées dans les eaux de Vera-Cruz.

« 5° La présente convention sera ratifiée, et les ratifica-

tions seront échangées à Londres dans l'espace de quinze jours. »

Cette convention, que j'ai traduite du texte espagnol, indique clairement le double but signalé dans les dépêches et les conférences préliminaires : 1° les réparations demandées par des « mesures coercitives et l'occupation par les forces alliées des forteresses et positions militaires qui paraîtront le plus propres à réaliser les vues » des trois puissances, — n'est-ce point la guerre? — 2° ne chercher aucun avantage particulier dans le choix et la constitution du gouvernement que se donnera la nation mexicaine. La France, l'Espagne et l'Angleterre étaient d'accord sur le double but que devait avoir l'action commune. L'Espagne, néanmoins, ignorant qu'elle n'avait plus aucune sympathie au Mexique, fit partir ses troupes avant celles des alliés, espérant qu'un mouvement monarchique en sa faveur se produirait à son arrivée. Je reviendrai sur ce sujet. L'empereur Napoléon seul ne perdit jamais de vue la convention de Londres, son but, ses intentions et les engagements qu'il avait pris.

Non seulement les États-Unis n'acceptèrent pas la proposition des puissances alliées, mais ils essayèrent même de neutraliser les effets de la convention de Londres. M. Corwin reçut l'autorisation de négocier un traité avec le gouvernement de Juarez, dans le but de désintéresser, par le paiement des réclamations pécuniaires, les trois puissances. Le 28 février 1862, le Sénat rejeta le traité. En avril de la même année, M. Corwin conclut avec le gouvernement mexicain une deuxième convention, par laquelle on lui prêtait onze millions de piastres à 6 °/₀ d'intérêt, moyennant hypothèque sur les territoires du nord et la partie invendue des biens du clergé. Ce traité, si peu patriotique, eut le même sort que le premier. Il servit pourtant à Juarez, en ce sens que le président donna des traites payables sur ces onze millions, aux individus qui se décidèrent à trahir la cause des conservateurs pour paralyser l'action de l'intervention étrangère contre le gouvernement de Juarez.

En France, les expéditions lointaines ont de tout temps soulevé à leur début des critiques amères de la part des hommes de l'opposition, et rencontré de médiocres sympathies chez les hommes d'ordre. C'est à cette raison qu'il faut attribuer l'infériorité relative de notre pays comme puissance commerciale et coloniale. Infiniment plus apte à l'action qu'au lucre, le Français, dans une guerre, n'envisage le plus souvent que la gloire militaire, quelquefois l'influence politique, jamais le côté des affaires. Sous ce rapport, nous sommes à la fois inférieurs et supérieurs aux Anglais : inférieurs de toute la profondeur de leurs calculs et de leur génie mercantile ; supérieurs de toute la grandeur de notre générosité et de notre désintéressement. Cette fois, nous pouvions relever notre crédit extérieur et presque monopoliser un immense marché, en laissant de côté le système fatal des demi-mesures, et contribuer directement, jusqu'au succès définitif, à donner au Mexique un gouvernement fort, régulier, qui nous paierait tout ce que nous devait ce pays et favoriserait nos relations commerciales.

L'empereur comprit la portée immense que devait avoir l'intervention au Mexique au point de vue de notre influence politique dans les deux mondes, du développement de notre commerce et de notre industrie, en nous créant un pareil marché d'achat et de vente qui devait s'étendre sur les deux océans, et de la création de notre crédit extérieur transatlantique, qui n'existe encore qu'à l'état d'embryon. Aussi, était-il dans le vrai en disant : « — L'avenir montrera que l'expédition du Mexique a été le plus grand acte politique de mon règne ». Malheureusement, ceux qu'il avait choisis pour exécuter ses ordres, ne l'ont point comprise et l'ont fait avorter. L'empereur comprit également que le gouvernement fort, avec lequel on traiterait et qu'on aiderait à se constituer, devait être l'œuvre des Mexicains et non des puissances étrangères. Chose étrange, les diplomates qui représentaient les trois puissances méconnurent cette vérité formulée dans le traité de Londres d'une ma-

nière explicite. L'archiduc Maximilien, pour souverain du Mexique, étant un *choix mexicain*, l'empereur ne pouvait en choisir un autre; mais l'archiduc n'ayant pas accepté positivement la couronne, ne pouvait être encore appuyé officiellement par la France; aussi, voit-on le gouvernement français n'appuyer qu'officieusement cette *candidature mexicaine*, puisque l'archiduc n'accepta définitivement la couronne du Mexique qu'en 1864.

L'empereur savait aussi que le général Santa-Anna devait aller au Mexique, avant l'arrivée des troupes alliées à Vera-Cruz, pour y préparer le futur empire mexicain; mais Santa-Anna différa tellement son départ que le général Almonte dut le remplacer pour donner au gouvernement nouveau le caractère d'institution mexicaine qu'il devait avoir, et ne pas le laisser soupçonner d'être imposé par les puissances étrangères. Napoléon III, désirant sincèrement pour le Mexique un gouvernement national, régulier, stable, devait naturellement voir avec plaisir tous les Mexicains résidant en Europe et dans les Antilles, aller au Mexique s'occuper librement de leurs affaires intérieures, sans craindre les violences du parti qui se trouvait encore au pouvoir. Empêcher les conservateurs d'aller, à l'abri de l'intervention, discuter à Mexico leurs intérêts politiques, n'était-ce point violer la neutralité et favoriser les radicaux aux dépens des conservateurs? Quant au retard mis par Santa-Anna à son voyage, — je dis retard, parce qu'on verra qu'il se décida plusieurs fois à faire ce voyage, — il avait pour raisons : d'abord, les hésitations ordinaires à ce caractère étrange de l'ex-dictateur qui n'a jamais su faire le bonheur de sa patrie lorsqu'il le pouvait; ensuite, son antipathie pour les étrangers et la crainte de se compromettre en précédant une armée étrangère pour rétablir l'ordre dans son pays; finalement, il voulait bien préparer le futur empire mexicain, mais il désirait en avoir la régence exclusive, sinon jusqu'à sa mort, au moins assez de temps pour n'abdiquer qu'au moment où tout étant organisé, régénéré, son abdication, comme celle de

Charles-Quint, pouvait avoir lieu sans qu'il perdît de son prestige. Le général Almonte remplaça Santa-Anna, et l'on doit constater qu'il eut la sagesse de ne parler, dans aucune de ses proclamations, de la monarchie ni de la candidature de l'archiduc Maximilien; pour en parler officiellement, il attendit la réunion à Mexico de l'Assemblée des notables. Cette réserve mérite d'autant plus d'être signalée que le général Prim prétexta, auprès de son gouvernement, pour rembarquer les troupes espagnoles, l'arrivée de M. Almonte et ses discours.

L'empereur des Français et le gouvernement anglais apprirent, avec beaucoup de mécontentement, le départ de la Havane des troupes espagnoles, avant l'arrivée des escadres alliées; malgré les explications données par M. Mon, il resta, dans l'esprit de l'Empereur, l'idée que l'Espagne avait quelque plan particulier en hâtant le départ de la flotte. Une dépêche télégraphique de M. Mon à son gouvernement nous indique que nos plénipotentiaires, M. Jurien de la Gravière et M. de Saligny, avaient reçu dans leurs instructions des ordres pour appuyer, en cas de besoin, la candidature proposée par les Mexicains. « M. Thouvenel, est-il dit dans cette dépêche, est malade, mais je puis dire à Votre Excellence que le gouvernement français désire vivement établir au Mexique la monarchie, et je suis convaincu que des instructions dans ce sens ont été données à l'amiral français et à M. de Saligny. Le candidat est l'archiduc Maximilien d'Autriche; il accepte, et l'on compte que l'Angleterre ne s'opposera pas à cette candidature, si même elle ne l'appuie. Les Mexicains résidant à Paris travaillent dans ce sens avec leurs partisans au Mexique. »

Dans la réponse à cette dépêche, qui est une confirmation de celle du 13 octobre, on voit que le gouvernement espagnol se souciait peu du candidat mexicain, et que le départ précipité des forces espagnoles avait pour but la réalisation du desideratum secret exprimé dans la dépêche suivante : — « Madrid, 9 décembre 1861. — Excellence. — Cette première

secrétairie a reçu en temps voulu la dépêche de V. E., n° 371, du 31 octobre dernier, dans laquelle Elle rend compte d'une conférence qu'Elle avait eue avec le ministre des affaires étrangères sur les affaires du Mexique.

« La Reine, notre maîtresse, à qui j'ai rendu compte de la susdite dépêche, a bien voulu approuver les réponses que V. E. a faites à M. Thouvenel, dans vos conférences sur cette question. C'est en même temps la volonté de S. M. que je fasse connaître à V. E., comme je le fais en vertu de son ordre royal, que, selon ce qui a été prescrit au général Prim dans ses instructions, dont il a été donné connaissance, à V. E., le gouvernement de la Reine verra avec plaisir l'établissement, au Mexique, d'un pouvoir solide et stable; mais, soit qu'il se constitue sous la forme monarchique, qui est la préférable incontestablement, soit sous une forme moins sûre, l'Espagne désirera toujours que le choix soit l'œuvre de la volonté exclusive des Mexicains. On devra leur laisser la même large liberté pour choisir le souverain qui devra les gouverner, s'ils préféraient la monarchie à la république; mais le gouvernement de S. M. ne pourra cacher que, dans ce cas, *il croirait conforme aux traditions historiques et aux liens qui doivent unir ces deux peuples, que l'on préférât un prince de la dynastie de Bourbon, ou intimement uni à elle;* cependant, il ne fera rien pour arriver directement à ce résultat, son principal désir étant que le Mexique et que tous les autres États de l'Amérique espagnole recouvrent la paix et le bien-être dont ils jouirent à l'ombre du trône de notre patrie, etc. — Calderon Collantès. »

L'Espagne, en effet, avait deux princes en vue pour le trône du Mexique : le duc de Parme et le duc de Modène; le premier étant encore mineur, ne pouvait régner qu'avec une régence. Le général Prim devait-il être le régent? Je l'ignore; je dis même plus, je ne le crois pas, le comte de Reus ayant dit aux Cortès qu'il n'avait pas eu connaissance de cette dépêche du 9 décembre, ce qui signifie, sans doute, qu'il ignorait les desiderata qu'elle renfermait. La candidature du duc

de Modène était plus sérieuse, car ce prince, possédant une armée de quinze mille hommes et jouissant d'une très grande fortune, pouvait employer son armée et sa fortune à consolider son nouveau trône. Aussi, je ne doute pas que les mots *intimement unis* à la dynastie de Bourbon ne soient une allusion faite au duc de Modène. Malheureusement, pour les candidats espagnols, il est de fait qu'au Mexique, si les Espagnols sont acceptés de préférence aux autres étrangers comme égaux, ils ne le seraient que les derniers comme dominateurs. Le sentiment d'indépendance est profondément enraciné dans le pays ; mais, chez le peuple spécialement, la signification véritable du mot « indépendance », c'est indépendance de l'Espagne. « Et, pendant que personne, ajoutait M. Guttierrez de Estrada, en parlant de cette question, ne croira cette indépendance détruite par l'établissement d'une monarchie avec un monarque d'une autre nation, quelle qu'elle soit, tout le monde la regardera comme perdue, du moment où ce monarque serait espagnol. . . . . . .

« Il ne faut pas oublier que cette question est éminemment mexicaine, quels que soient les intérêts que les autres nations peuvent y avoir ; et les conservateurs mexicains, tant au Mexique qu'au dehors, se croient avant tout le droit de désigner leur candidat, droit naturel, évident, et consacré dans la convention de Londres. Or, le candidat des conservateurs est l'archiduc Ferdinand-Maximilien : ce sont eux qui l'ont désigné et qui le demandent. A ce sujet, apprenez que je dois être très au courant de ce qui se passe : quoiqu'on n'ait rien divulgué, croyez que les hommes d'action du parti sont d'accord sur ce point. Par conséquent, la candidature proposée en Espagne les contrarie : elle n'est pas la leur... La candidature de l'archiduc est purement et exclusivement mexicaine : elle a été conçue par des Mexicains, et, si la France l'accepte et l'appuie, ainsi que l'Angleterre, c'est seulement en vue de son excellence manifeste, et parce qu'elle résout une question difficile. » — Lettre à M. D. Pedro de la Hoz. Paris, 22 mars 1862.

M. Gutierrez avait parfaitement raison, et si l'empereur Napoléon a accepté cette candidature, c'est uniquement parce qu'elle était mexicaine ; jamais il n'a essayé de l'imposer aux autres puissances cosignataires du traité de Londres. « Cela est si vrai, disait à ce sujet M. le marquis de la Havane, que, lorsque les Français envoyèrent des renforts au Mexique, rien ne fut changé dans les premières instructions. — On se borna à dire aux plénipotentiaires d'avoir pour le comte de Reus toute la déférence possible, sans se mettre toutefois sous ses ordres. »

Avant de laisser la parole aux événements qui se sont passés au Mexique dans le commencement de l'année 1862, et aux documents inédits qui les expliquent, je dois ici publier quelques extraits du discours de M. Rios y Rosas, prononcé le 13 janvier 1863 aux Cortès, concernant des appréciations sur la triple intervention, et qui complètent les renseignements que je dois donner sur les motifs et le but de l'action commune.

« Jamais, dit l'honorable orateur, au Mexique on a rempli les obligations internationales contractées avec l'Espagne. Depuis qu'en 1836, nous reconnûmes l'indépendance du Mexique, il n'y a pas eu une promesse, un pacte, une convention, il n'y a pas eu un seul traité solennel qui ait été respecté ; ni celui de 1847, ni celui de 1851, ni celui de 1853, ni le traité de Mon-Almonte. Et si l'on parle de la sûreté des nationaux, de la sûreté de leurs personnes et de leurs biens, il ne s'est pas passé une seule année, on peut dire qu'il ne s'est pas passé un seul mois sans que les agents de l'autorité aient commis volontairement, gratuitement, des vols, des spoliations, des assassinats sur les personnes des sujets espagnols.

« Passons à la France : tout le monde sait ce que le gouvernement de Juarez... qui existe aujourd'hui au Mexique, a fait avec les sujets français, a fait avec le ministre français.

« Si nous passons à l'Angleterre, qui, dans une période de quarante ans, s'est toujours refusée à tout ce qui était une

intervention au Mexique; à l'Angleterre qui s'y est toujours refusée, d'abord à cause du respect de John Bull pour son jeune frère Jonathan, et ensuite parce que, sous le rapport économique, l'anarchie au Mexique ne lui était pas encore devenue nuisible; du moment où cette anarchie le devint, du moment où elle toucha aux capitaux anglais, du moment où elle viola le domicile des sujets anglais et attenta à leur sûreté, alors l'Angleterre reconnut le principe de l'intervention;... elle l'a invoqué avec persistance par la bouche de sir Charles Wyke lui-même, ministre plénipotentiaire au Mexique.

« Par conséquent, si la monarchie était nécessaire ; si la monarchie exigeait une dynastie; si la monarchie et la dynastie exigeaient une intervention ; si l'intervention était juste et légitime, l'intervention devait se faire... Qu'arriva-t-il au début des négociations? Le cabinet anglais, acceptant... le principe de l'intervention, veut intervenir au Mexique le moins possible... mais intervenir. Le cabinet français veut intervenir le plus possible ». . . . .

Après avoir démontré que le pacte de l'intervention, d'après les termes du traité, impliquait nécessairement que « les alliés allaient au Mexique pour intervenir, pour détruire le gouvernement existant, et pour en établir un autre », l'orateur ajoute : « Ainsi donc les trois puissances s'étaient engagées à aller au Mexique pour renverser Juarez et établir un autre gouvernement dans les limites de la justice, de la raison et de la volonté nationale, dans ces limites qui sont les hypothèses nécessaires de toutes les interventions. »

Maintenant, avant de voir comment les représentants des puissances alliées ont exécuté les engagements et les intentions de leurs gouvernements réciproques, je dois parler de ce qui se passait à la Havane et à Vera-Cruz, au moment où les forces alliées se préparaient à envahir le Mexique. Voici ce qu'écrivait de la Havane le 25 octobre 1861, au général Woll, un de ses anciens aides de camp... « On fait déjà les apprêts pour aller à Vera-Cruz. Six mille hommes, avec tout

ce qui leur est nécessaire, partiront d'ici avec onze navires de guerre pour appuyer leur débarquement. L'Angleterre — ses agents, serait plus correct — tâche de retenir cette expédition, parce que l'Espagne est décidée à en finir avec le parti libéral que les Anglais, au contraire, protégent. Dans ces circonstances critiques, un délégué partit pour Saint-Thomas, prier le général Santa-Anna de se mettre à la tête d'un mouvement. Santa-Anna accepte et nous renvoie ce délégué qui est arrivé il y a trois jours, mais en même temps il — Santa-Anna — commet la bêtise d'envoyer Vidal régler les affaires d'argent pour les dépenses, et au lieu de lui donner un effet payable à présentation, il lui remit un document l'autorisant à contracter un emprunt de 10,000 piastres payables à Mexico, quand le général — Santa-Anna — arrivera dans cette ville. Vidal ne put naturellement rien trouver, et le délégué devient comme un énergumène... »

Cette lettre nous révèle que les Mexicains, qui se défiaient des Anglais, étaient loin de s'attendre à ce que leur ménageait le général Prim, dont ils ignoraient encore la nomination, puisque la convention de Londres n'était point alors signée; elle nous révèle en outre que Santa-Anna n'était point devenu généreux dans son exil, et que s'il voulait bien payer de sa personne pour secourir son pays, il ne songeait nullement à lui sacrifier sa bourse.

Le 31 décembre, l'ex-dictateur écrivait de Saint-Thomas.. « Je m'en irai d'ici à quelques jours au Mexique. Je verrai ce qu'il sera possible de faire pour ce malheureux pays. Je suis décidé à profiter des circonstances favorables qui se présentent aujourd'hui pour établir un gouvernement fort, juste, intelligent, capable de guérir les profondes blessures que la néfaste démagogie a faites au cœur de la patrie. »

M. Gutierrez de Estrada avait, de son côté, réussi à faire accepter le P. Miranda comme directeur politique du gouvernement provisoire qui devait s'installer au Mexique, en attendant la réunion d'une assemblée des notables. Le P. Miranda était sans doute un homme fort intelligent, mais

sa nomination dut n'être favorablement accueillie que par le parti clérical. Il se trouvait alors à la Havane et reçut des lettres de recommandation pour le général Prim et l'amiral Jurien de la Gravière, vers le 20 décembre. Je ne sais si ces lettres lui venaient du gouvernement français ou de l'archiduc Maximilien, mais elles lui donnaient un caractère officiel.

Quant aux nouvelles politiques de Mexico même, j'en trouve dans une lettre du général Almonte au général Woll qui méritent également d'être connues. — « Paris, 8 janvier 1862. — Mon cher ami et compagnon. — ... Le moment n'est pas éloigné où nous devrons retourner à Mexico, pour où le général Santa-Anna partira, le 15 de ce mois, de Saint-Thomas; du moins c'est ce qu'il m'a écrit par le dernier paquebot. Je crois que votre plan est bon et que le général Santa-Anna le mettra à exécution d'accord avec ces gouvernements. Dieu veuille l'éclairer pour qu'il puisse sauver le pays.

« Les nouvelles du Mexique du 29 novembre dernier nous apprennent que la plus grande confusion régnait à Mexico, depuis qu'on y apprit la nouvelle de l'intervention. On parlait de déposer Juarez et de mettre à sa place le licencié Lacunza. Le cabinet donna sa démission et l'on parlait de Lafragua, de Montes, de Riva Palacios et de D. Fernando Ramirez pour les affaires étrangères.

« Zuloaga et Marquez continuent à Toliman, Vicario à Cuernavaca, Galvez et Bentran, — sans doute, il faut lire Buitron, — dans les montagnes de Las Cruces, Gutierrez à Pachuca. Je crois qu'aussitôt que Santa-Anna se présentera, tous ces chefs le reconnaîtront comme leur supérieur et que les alliés s'entendront avec lui, etc. — J. Almonte. »

On sait déjà que Santa-Anna différa son départ pour Mexico; le général Almonte se rendit en Belgique, vers la fin du mois de janvier, poursuivre les négociations concernant l'avénement de l'archiduc Maximilien au trône du Mexique. Le général Lorencez l'attendit même quelques

jours, par ordre supérieur; enfin, croyant trouver les troupes alliées à Mexico, il s'embarqua le 1er février, mais connaissant le caractère versatile de Santa-Anna, il passa par Saint-Thomas, pour s'entendre avec l'ex-dictateur, dans le cas où il ne serait pas parti. Il le trouva, en effet, toujours dans les mêmes dispositions, mais attendant pour s'embarquer que la conduite des représentants alliés devint plus conforme au traité de Londres et moins hostile au parti conservateur.

Avant d'exposer les inqualifiables procédés de ces représentants, je dois donner quelques détails sur le général Prim, qui s'est laissé mystifier de la manière la plus ridicule par Doblado et d'autres agents du gouvernement juariste. Je ne sais, du reste, s'il peut être disculpé en quoi que ce soit. L'histoire le jugera. Je trouve dans une lettre d'un Mexicain, envoyée à monseigneur Labastida, de la Havane, le 21 février 1861, le portrait suivant du comte de Reus... « L'Espagne a commis la maladresse de nommer le général Prim pour commander les forces espagnoles de l'expédition. Prim est un soldat courageux, mais rien de plus; c'est un homme turbulent, libéral rouge, audacieux et prêt à tout pour obtenir le pouvoir. Marié à mademoiselle Aguero, il est neveu de Pepe Gonzalez Echeverria, actuellement ministre des finances de Juarez. A Porto-Rico comme à la Havane, il n'a pas caché son projet de favoriser le parti libéral. »

On se rappelle qu'en 1858, le général Prim fit tout ce qui dépendait de lui pour empêcher l'expédition espagnole, projetée alors, d'aller au Mexique demander des réparations, et que l'amendement qu'il proposa sur les dissensions survenues entre l'Espagne et le Mexique fut rejetée à l'unanimité, moins une voix. Aussi, M. Olozaga disait-il de lui, en plein parlement au sujet de la nouvelle expédition. « Il est parfaitement démontré que sa pensée n'était pas de faire des réclamations. S'il eût été question de cela, le gouvernement eût-il choisi le *seul homme* qui avait déclaré devant le sénat espagnol que ces réclamations n'étaient pas justes. » M. Gonzalez Bravo disait à la même tribune... « Le gouvernement

devait épurer les opinions du comte de Reus. Il devait lui demander jusqu'à quel degré il soutenait les opinions exposées par lui devant le sénat... Puisque cela se fait avec quelqu'un qui ne s'est pas prononcé sur une question, dans un sens opposé à celui qu'il s'agit de soutenir, à combien plus forte raison, ne devait-on pas l'exiger, avec une personne qui avait développé des opinions *diamétralement opposées* aux instructions qui lui étaient données. »

Ce choix fut vivement critiqué dans la presse espagnole comme aux Cortès. « La conduite du comte de Reus, dit *La Esperanca*, est inexcusable, soit comme général, soit comme diplomate, soit comme Espagnol... Certes, Juarez ne s'y méprit point, il fut si satisfait en apprenant la nomination du général Prim, qu'il fit reproduire et répandre partout, à profusion, le discours que Prim avait fait entendre en 1858, à la stupéfaction de l'Espagne... En effet, le général Prim n'apparaît au Mexique, comme en Espagne, que le serviteur dévoué de Juarez ; il se montre partout son agent fidèle et accrédité... Le général Prim n'ayant pas entendu les Espagnols, — persécutés par Juarez, — les ayant éconduits partout et n'ayant écouté que Doblado et Zaragoza, n'a probablement pas pu savoir si on avait commis des exactions contre les Espagnols ; il a pu croire que tout était acte de justice.

» Qu'importaient au général Prim ces décrets de proscription et de confiscation qui ont scandalisé l'Europe et l'Amérique ; ces horribles décrets qui ont porté le corps diplomatique à faire cette protestation dans laquelle le gouvernement de Juarez est mis hors la loi !

« C'est le gouvernement de Juarez... qui a dégradé le pays et l'a livré au pillage ; c'est ce gouvernement qui a voulu vendre le pays aux étrangers pour quelques millions de piastres. C'est ce gouvernement qui, aux yeux du général Prim, est le seul qui puisse régénérer le Mexique et faire sa félicité... Nous tous, nous protestons contre le général Prim, qui a défendu Juarez... contre l'apologie que Prim fait du

trafiqueur de sa patrie, de cet assassin des Espagnols, de ce vil insulteur de la reine Isabelle, de ce fléau de l'église.»

La Epoca, *el Contemporaneo*, *el Diaro español*, *el Diario de Barcelona*, *el Reino*, *las Novedades*, *el Eco del pais*, *el Pueblo* et d'autres journaux de la péninsule flétrirent la conduite du comte de Reus au Mexique, avec non moins d'énergie que *la Esperanza*. En présence de ces terribles accusations nationales, le blâme des Mexicains n'est plus suspect de partialité. Le gouvernement espagnol ne pouvait justifier le choix d'un tel représentant que par le secret désir de se débarrasser d'un révolutionnaire qui, semblable au « bouillant Achille » de la *Belle Hélène*, ne pouvait rester une minute en place sans faire résonner ses éperons et mettre en évidence sa bruyante personnalité. Seulement, il est déplorable de voir des hommes d'un mérite évident, faire litière de l'honneur de leur patrie, ridiculiser à l'étranger leur drapeau et faire arroser le sol de leur pays du sang de leurs compatriotes pour faire triompher une ambition individuelle. Quand on a l'honneur d'être Espagnol et d'aller au Mexique défendre l'honneur de l'Espagne, on devrait se rappeler la noble et grande figure de Cortez, afin de ne pas devenir le don Quichotte d'un avocat indien, toujours prêt à vendre son pays pour se défendre dans une position inespérée, et toujours prêt à se sauver dès qu'un danger paraissait au loin. Le général Prim, sachant que j'écrivais l'histoire du Mexique, adressa à l'un de mes amis une lettre dans laquelle il essaie en vain de justifier sa conduite. Voici, du reste, les principaux extraits de sa lettre :

« M. Louis Blairet. — Bruxelles, 3 octobre 1867. — Mon cher ami... Un publiciste distingué comme l'est M. Domenech, doit tenir à ce que ses récits soient d'une exactitude irréfutable. — Or, il manquera énormément à la vérité des faits s'il les rapporte tels que vous daignez me les annoncer, et je serais obligé de les contredire malgré mon désir de ne plus parler en public de ces malheureuses affaires qui ont eu un dénoûment si tragique. — Que M. Domenech, donc,

se méfie des documents de source ennemie du général Prim, car ils ne sont pas loyaux, j'en donne ma parole. Les seuls documents à étudier sont ceux que j'ai reproduits en plein sénat espagnol. — Par ces documents, il verra que je ne confonds pas les dates et moins encore que je les *embrouille*. — Il verra que les conférences qui devaient avoir lieu à Orizaba, étaient non pas seulement nécessaires, mais encore indispensables, — comme il verra aussi que *les trois gouvernements* n'ont jamais donné l'ordre de marcher immédiatement sur Mexico, sans entendre raison, et coûte que coûte. Dans les mêmes documents, il y trouvera encore que ma conduite fut approuvée de la manière la plus complète par le gouvernement de la reine... « Dans la conférence d'Orizaba, « — c'est la Soledad qu'il faut lire, — dit M. Domenech, il y « a eu lutte d'adresse entre Prim et Doblado, le premier a été « fin, le deuxième faux, Prim a donc été vaincu en finesse...» Je vous prie de croire, que si l'un des deux a du être vaincu, ce n'est pas moi qui l'ai été, puisque j'ai réussi à obtenir de Doblado que nos troupes quitteraient Vera-Cruz, où nous étions décimés misérablement par les maladies, pour venir à Orizaba, pays sain et confortable.

« Nous avons donc gagné le plateau et traversé la position militaire du Chiquihuite en temps de paix, car s'il en avait été autrement, il faut que l'illustre historien sache que nous n'aurions pas pu quitter la Vera-Cruz, où nous aurions la plupart péri du *vomito*, fièvre jaune, faute de moyens de transport. — En outre, nous étions bloqués. Les paysans ne venaient plus nous apporter des provisions, et nous en étions réduits à vivre de la ration de campagne. Nos chevaux périssaient de faim jusqu'à tel point que, pendant trois jours, je fis nourrir les miens avec du riz, et les Français, toujours riches pour se tirer d'embarras, ont imaginé de couper l'herbe des *cimetières*, pâture engraissée par les morts, ce qui leur a procuré pas mal de fourrage! — Que M. Domenech fasse son profit de ces détails-là, si bon lui semble, et son récit aura plus d'intérêt, tout en étant plus

exact que s'il raconte des faits tirés des documents dictés par un intérêt déterminé... Je vous serre la main. — Prim.»

A la lettre du comte de Reus, je n'ai qu'une chose à répondre pour le moment. Le noble général croit-il sérieusement que dans un procès on ne puisse admettre comme sincères, véridiques et loyales, que les seules pièces fournies par l'accusé? A quoi serviraient le ministère public, l'avocat de la partie adverse, les juges et les jurés si les débats devaient rouler uniquement sur les assertions d'une seule des deux parties? Il n'y aurait même pas de débat, et le général Prim en est parfaitement convaincu. Je critique fréquemment la politique et même le caractère de l'empereur Maximilien pour lequel j'aurais donné ma vie ; mais la vérité doit passer avant tout. Le comte de Reus devrait m'imiter et tâcher, s'il le peut, de se justifier d'avoir fait dévoyer de son but, en débarquant à Vera-Cruz, l'expédition qu'il commandait, comme il justifiait en 1867 ce qu'il appelait « le triomphe de la cause nationale, » dans son humiliante lettre à Juarez. Aussi, me permettra-t-il de laisser aux faits leur brutale éloquence ; s'il peut prouver qu'ils sont inexacts, je suis tout disposé, après avoir constaté la valeur de ces preuves, à rectifier mon récit en ce qui concerne ses actes au Mexique. S'il a des documents qui pourraient expliquer sa conduite, autrement que ne l'expliquent ses propres actes, il ferait bien de les publier. La question du Mexique est tellement importante au point de vue des intérêts futurs de l'Europe et de la civilisation, qu'il est du devoir de tout homme honnête de faire connaître les causes qui ont fait avorter cette œuvre qui devait illustrer le dix-neuvième siècle. J'ai le courage de publier des lettres qui blâment sévèrement des hommes honorables, intelligents, que j'estime, et qui sont des compatriotes ou des amis, pourquoi n'en ferait-il pas autant?

Il serait heureux de n'avoir eu à déplorer que les défaillances et le mauvais vouloir du général Prim, mais l'impartialité qui doit guider tout historien m'oblige à révéler d'autres ambitions privées qui se manifestèrent dans le parti

conservateur, à la dernière heure, et faillirent compromettre la cause à laquelle se dévouaient les hommes sincèrement patriotiques qui se sacrifiaient au bonheur de leur patrie. C'est pour obéir à cet inflexible devoir que je dois publier ici de longs extraits d'une correspondance confidentielle d'un ami qui fut sous-secrétaire d'État au ministère de la guerre au Mexique, et dont la position parmi les émigrés mexicains, alors réunis à la Havane, lui permit de connaître les secrets les plus intimes de tous ceux qui devaient jouer un rôle important dans l'intervention.

« Havane, 22 décembre 1861. — Je vous ai dit que par ce vapeur, j'irai à Vera-Cruz, avec le P. Miranda, mais comme il n'est arrivé aucun bateau de ce port, abandonné par les rouges, et comme l'ordre vient d'arriver de suspendre toute opération jusqu'au débarquement à Vera-Cruz du général Prim, nous avons dû retarder notre départ. Nous attendons l'arrivée du général Prim et de l'escadre française. Aujourd'hui, le P. Miranda a reçu par le paquebot anglais les lettres qui l'accréditent auprès du général Prim et du contre-amiral de la Gravière, comme directeur politique du Mexique, afin qu'on l'écoute et qu'on l'appuie... Avec ces lettres du P. Miranda, il en est arrivé une autre nous annonçant que Miramon, furieux de ce que l'Empereur n'a pas voulu favoriser son retour au pouvoir, qu'il désire et qu'il a eu l'audace de demander, non comme président, mais comme souverain, vient maintenant entraver l'intervention, disant que le général Marquez et d'autres ne feront autre chose que ce qu'il voudra. En nous envoyant cette nouvelle, on nous a pareillement envoyé une lettre, — sans doute la copie, — écrite par M. Gutierrez de Estrada à Miramon, dans laquelle il lui fait honte de ses prétentions, lui rappelle ses promesses faites depuis à Mexico et à Paris en faveur de l'intervention, et lui dit enfin qu'il est par trop présomptueux de prétendre à se faire couronner à Mexico, et par trop vil, — *sic*, — d'aller maintenant faire de l'opposition, parce qu'on ne veut pas consentir à son couronnement... Que vous semble-t-il de

cet insensé qui se croit capable de devenir empereur du Mexique? Rappellez vous ce que je vous disais un jour, en parlant de lui. Nous serons obligé de fusiller cet homme.

... « Je vous parle aussi clairement, parce que je vois par vos lettres que vous n'êtes pas au courant de tout ce qui se passe, ou que vous gardez avec moi une réserve exagérée, ne me croyant pas dans tous les secrets... Par le même paquebot anglais, Angel Santa-Anna est arrivé de Saint-Thomas, sous un nom supposé, et, aussitôt débarqué, il m'a remis de la part de son père la lettre suivante : — « Saint-« Thomas, 15 décembre 1861. — Mon cher ami. — Votre « lettre du 30 novembre me confirme ce que d'autres lettres « disent, concernant l'expédition espagnole contre Vera-« Crux. Nous verrons quels seront les résultats de cet évé-« nement. Mon fils Angel... va à Vera-Cruz dans l'intention « de ramener sa mère et ses sœurs pour les mettre à l'abri « de tout malheur qui pourrait arriver. Je désirerais que « vous l'accompagnassiez pour le mettre plus au courant de « ce qui se passe dans l'intérieur du pays, afin d'agir selon « les circonstances. Je suis très contrarié que mon ami le « général Woll ne soit pas prêt à revenir avant le prin-« temps, car sa présence serait très utile en cas d'événe-« ment important. Pas de place pour vous en dire davan-« tage, etc. — A. L. de Santa-Anna. » —

« Angel m'a parlé pendant longtemps, et de sa conversation j'ai appris que le général Almonte avait écrit au général — Santa-Anna — lui disant qu'il comptait sur lui pour sauver le pays, et qu'Angel va au Mexique pour voir si l'on proclame son père... Je lui ai dit que je ne pouvais l'accompagner parce que j'ignorais si Vera-Cruz était pris et qu'en outre, comme c'était en Europe que l'intervention s'était décidée, nous avions attendu et, comme bons Mexicains, appuyé celui qu'elle avait élu. Angel a convenu que j'avais raison...

« Le temps est arrivé où doivent cesser toutes les ambitions bâtardes et toutes les nullités qui se développent

contre le sens commun des Mexicains fatigués de les supporter. Quels titres ont pour le trône les Miramon, les Comonfort, les Doblado et cette foule d'ambitieux ignorants qui n'ont d'autre foi politique que celle de l'intérêt?

« On fait ici de grandes préparations pour bien recevoir le général Prim. Les Catalans ont collecté cinquante mille piastres pour lui faire une belle réception. On a préparé la villa de Los Molinos pour le loger, ainsi que sa famille. Si nous avions au Mexique des écrivains pour enregistrer nos faits d'armes et des typographes pour les publier, que de généraux Prim n'aurions-nous pas? qui sont ensevelis dans l'oubli et dont l'Europe ignore même les noms!

« 23 décembre. — Aujourd'hui, à midi, est arrivé le général Prim. Angel Santa-Anna est parti pour Vera-Cruz, accompagné du général Soto. Les Catalans ont rempli de drapeaux, de fleurs et d'arcs de triomphe la rue de la Muralla; ils ont reçu leur héros comme ils le devaient; mais les Espagnols sont toujours maladroits et fanfarons; ils ont imprimé des vers qui nous insultent en quelque sorte. . . . . . .

« 25 décembre. — Les escadres anglaise et française ne sont point encore arrivées. Le consul français vient d'acheter trois cents chevaux. Le fils de Prim a attrapé le vomito. Je montre au P. Miranda les lettres que je vous écris; comme elles renferment des choses très délicates et de grande transcendance, je ne veux pas être accusé de violer des secrets. Il m'a approuvé. . . . .

« 26 décembre. — Le fils de Prim est hors de danger. Le général ne partira pas avant l'arrivée des escadres anglaise et française. . . . .

« 27 décembre. — Cette nuit, à 4 heures, le *Francisco de Asis* est arrivé de Vera-Cruz, annonçant l'occupation de la place par les forces espagnoles. Aujourd'hui un des navires expéditionnaires de l'escadre française est arrivé fort endommagé par la tempête. Il amène des troupes... 7 heures du soir. — L'escadre française est arrivée à 5 heures ce soir... les navires font l'admiration de la Havane... Il est

fâcheux que les Espagnols, prenant les devants, aient débarqué seuls à Vera-Cruz... ils sont prédestinés à toujours commettre des fautes; ils font tout avec mille fanfaronnades qui discréditent les meilleures causes!

« 30 décembre. — On écrit de Mexico que Miramon a envoyé à plusieurs chefs conservateurs des lettres dans lesquelles il leur disait : « que l'intervention n'est qu'un « prétexte pour envahir le pays; qu'il s'agit d'une domina- « tion et que par conséquent il va offrir son épée aux dé- « mocrates. » Ces lettres ont eu pour résultat que Negrete et Arguelles, celui de la cavalerie, se sont mis du côté de Juarez... Uraga était à Vera-Cruz lorsque arriva l'escadre espagnole... On dit qu'Escandon est également venu à Vera-Cruz pour essayer de gagner les commissaires européens qui doivent s'occuper de la question politique; on croit qu'il travaille pour les modérés auxquels s'unirait D. Manuel Robles, mais je ne le crois pas. Le général Marquez vient de mettre en déroute une force armée qui se rendait d'Aguas Calientes à Mexico.

« 31 décembre, 3 heures de l'après-midi. — L'horizon politique s'est assombri d'une manière menaçante : je ne sais ce que fera la tempête, mais si Dieu ne nous protége pas, nous allons être très mal. Le *Pajaro del Oceano,* transport du gouvernement espagnol, est arrivé cette nuit. Il nous apprend que Juarez, Doblado, Comonfort, etc., se sont unis et n'opposent aucune résistance à l'intervention; *ils se préparent à gagner la lutte dans le champ de la politique.* Si le général Almonte n'arrive pas par ce paquebot, j'ai peur que les démocrates ne triomphent; la conduite qu'ils observent aujourd'hui, si contraire à celle qu'ils ont suivie jusqu'à présent, est due aux lettres de Miramon qui leur révèlent le but de l'intervention, *but anéanti par la nomination de Prim comme directeur de l'expédition...* Le P. Miranda est allé se présenter aujourd'hui au général Prim qui s'est refusé catégoriquement à suivre ses insinuations et paraît décidé à protéger ouvertement les libéraux... Le contre-amiral de la

Gravière n'a sans doute pas reçu les ordres que nous lui supposions, car il a déclaré qu'il n'avait que la mission militaire de demander au Mexique satisfaction pour les offenses causées à la France et qu'il n'a rien à faire avec la diplomatie. Ces réponses ont tellement exaspéré le P. Miranda que nous n'avons pu le dissuader de son projet de tout abandonner et de ne plus se mêler de rien puisqu'on l'a trompé de la sorte, car il prend pour une tromperie la manière dont il a été reçu par le général Prim et le contre-amiral. . . . .

« Le général Serrano conduisait très bien les affaires de l'intervention, et maintenant il est très fâché de l'arrivée de Prim; en outre, il dit que tout ce qui est déjà fait va être perdu; il a donné sa démission et ne veut plus ni entendre ni parler de cette affaire. Voilà dans quel état se trouve aujourd'hui la question. Juarez acceptera tout ce que lui demanderont les alliés, le parti démagogue restera au pouvoir, ne fera rien ensuite de ce qu'il aura promis, parce qu'il ne le peut pas, ou bien il présentera pour toute résistance la force d'inertie, comme il a fait à Vera-Cruz, et alors les alliés seront obligés de le prier de s'entendre avec eux.

« Neuf heures du soir. — Je reçois une lettre du général Castillo, qui m'a été apportée par le *Pajaro del Oceano*... il me dit en parlant des démagogues : « Ces amis font de « grandes démonstrations de patriotisme et disent qu'ils « vont se battre contre toute l'Europe... seulement, il leur « manque de l'argent, des fusils, des vêtements et un maté- « riel de guerre... Uraga commandera en chef la division de « l'armée d'Orient, il a déjà commencé à emmener quelques « pauvres malheureux tout nus, qui ne savent même pas où « on les conduit. » Doblado a dit qu'il n'y avait aucun élément pour faire résistance. Le général Parrodi a été nommé ministre de la guerre.

« 1er janvier 1862. — ... Ce matin, le journal nous a annoncé l'arrivée de Miramon à Matanzas, et à dix heures et demie il était ici. La première chose qu'il a faite en descen-

dant du chemin de fer fut d'aller à la recherche de D. Antonio Haro y Tamariz et de me faire appeler... Il regimbait en Europe parce qu'on ne savait pas le prendre, mais ici nous le dompterons... on ne peut nier que c'est un homme énergique; ne trouvant pas de navire pour l'amener, il en a frêté un pour Matanzas, et maintenant il parle d'en frêter un autre pour aller à Vera-Cruz.

« 2 janvier. — Il est quatre heures de l'après-midi, et, dans ce moment, le général Prim, l'escadre française et deux mille Espagnols de renfort partent pour Vera-Cruz. Miramon a déjà parlé au P. Miranda qui paraît peu satisfait; néanmoins, il est décidé que nous partirons avec Miramon, parce que s'il ne peut pas nous être utile, il faut l'empêcher de nous être nuisible... D. Antonio Haro y Tamariz est le seul — Mexicain — qui n'est point encore disposé à partir. » Je dois dire ici entre parenthèse que Miramon avait frêté pour Vera-Cruz le même navire avec lequel il était arrivé à Matanzas; au moment de mettre à la voile, le capitaine se désista, peut-être avait-il été influencé par des agents anglais ou espagnols qui surveillaient Miramon, sans qu'il s'en doutât; il dut donc attendre le paquebot anglais qui ne devait arriver à Vera-Cruz que le 27 janvier.

« 4 janvier. — D. Antonio Haro y Tamariz et le P. Miranda sont hostiles au général Santa-Anna; n'est-il point douloureux de voir tous ces éléments de discorde s'élever du sein de notre parti, maintenant que nous devrions être plus unis que jamais? Nous avons vu aujourd'hui le texte de l'amnistie accordée par Juarez... Tous nos chefs sont exceptés : les généraux Santa-Anna, Almonte, Woll, Miramon, Marquez, D. Antonio Haro y Tamariz; du reste, voici les exceptions :

1° Ceux qui ont été présidents depuis 1857 jusqu'à la chute de Miramon;

2° Les chefs qui ont autorisé et exécuté les fusillades de Tacubaya et d'Orampo;

3° Tous ceux qui ont été exilés par Alvarez et Comonfort;

4° Tous les chefs et officiers qui ne sont pas nés au Mexi-

que, et qui ont pris part à la réaction et au gouvernement de Miramon;

5° Tous ceux qui ont signé le traité Mon-Almonte;

6° Les chefs qui ont autorisé et exécuté l'extradiction des six cent mille piastres de la légation anglaise.

« Ceux qui ne sont pas compris dans ces articles sont amnistiés, mais ils perdent les emplois et grades qu'ils ont ou qu'ils avaient avant la révolution de 1857. Que vous semble-t-il d'une pareille amnistie?

« 5 janvier. — Le paquebot anglais est arrivé; il apporte du Mexique les nouvelles suivantes : Pedro Hinojosa est devenu ministre de la guerre! D. José Gonzalez Echeverria a le portefeuille des finances, Doblado celui des affaires étrangères; ce dernier est devenu l'homme de la situation. Les démocrates espèrent triompher de l'intervention par la politique, sinon par les armes. »

Je n'ai pas besoin de faire ressortir l'importance de ces communications; elles prophétisent assez clairement ce qui devait arriver à la Soledad et se dénouer à Orizaba; les causes qui devaient compromettre l'intervention, dès son début ne sont qu'effleurées, mais elles sont indiquées suffisamment pour faire prévoir les orages qui allaient bientôt éclater, conséquence fatale de la réunion de tant d'éléments hétérogènes, obéissant chacun à des sentiments, à des intérêts privés. La convention de Londres semblait n'exister pour aucun des personnages qui devaient aborder le port de Vera-Cruz pendant ce mois de janvier 1862. Les instructions données au contre-amiral Jurien de la Gravière et publiées par la presse prouvent, en effet, qu'elles étaient dirigées dans le sens de la convention, mais, comme l'indique mon correspondant, elles laissent deviner que le général Prim était réellement le chef politique de l'intervention, et qu'on avait confié à son énergie, le soin de réaliser promptement les vues des trois puissances. L'empereur, se rappelant les conversations qu'il avait eues avec ce général, à Vichy, effaça trop le rôle de ses représentants, par égard

pour le comte de Reus ou pour l'Espagne, il avait trop espéré dans le désintéressement ou l'habileté du comte. La lettre de l'empereur au général Prim et la conduite du général au Mexique justifient entièrement cette appréciation. Le chiffre des forces expéditionnaires des trois puissances lui donnait également une incontestable supériorité sur ses collègues. Les troupes espagnoles étaient au nombre de sept mille hommes environ, celles de la France ne comptaient guère plus de deux mille trois cents hommes et celles de l'Angleterre s'élevaient à sept cents tout au plus.

La première escadre espagnole, commandée par l'amiral Ceballos, arriva à Vera-Cruz dans la première quinzaine de décembre, car le manifeste de Juarez contre l'intervention et publié en décembre 1861, dit : — « Le 14 de ce mois, le gouverneur de Vera-Cruz a reçu l'intimation du commandant des forces navales espagnoles d'abandonner cette place et la forteresse d'Uloa. Le général espagnol annonçait en même temps que l'occupation du château servirait de garantie pour les droits et les réclamations qu'il avait à faire valoir, de concert avec la France et l'Espagne contre le gouvernement mexicain..» Cette escadre devait partir le 30 octobre, comme l'apprend une lettre de la Havane du Maréchal Serrano qui s'excuse de n'avoir pu l'envoyer à cette époque. Lorqu'elle partit, son commandant ignorait encore la signature de la convention de Londres. M. Thiers dit dans son discours du 9 juillet : — « A la fin de décembre, les Espagnols, les Fran« çais et les Anglais arrivent, en effet, à la Vera-Cruz, etc. » On voit que, comme toutes les affirmations historiques de M. Thiers sur cette question, celle-ci est inexacte. M. Thiers connaissait imparfaitement le terrain sur lequel il s'avançait ; les détails qu'il a donnés ne renferment que des erreurs, la raison en est qu'il a cru devoir uniquement s'appuyer sur des autorités opposées à l'œuvre de l'intervention.

L'ultimatum envoyé par le maréchal Serrano, d'après les ordres de Madrid, au général Gasset, qui commandait la pre-

mière expédition, montrait toute l'énergie avec laquelle on devait procéder et combien le gouverneur de la Havane avait compris les intentions de son gouvernement. Dans cet ultimatum, il y avait : « Remise du fort de Saint-Jean d'Uloa. Engagement de payer les frais de l'expédition. Si, dans le délai de vingt-quatre heures de la remise de l'ultimatum, une réponse affirmative et sans condition n'y est pas faite, on le considérera comme refusé et on ouvrira les hostilités. » Si le général Prim eût imité le maréchal Serrano, dans son intelligence à comprendre, dans son obéissance à suivre les vues de son gouvernement, le 25 janvier il eût été, à Mexico, maître de la situation, dictant ses volontés, entouré d'un prestige justement mérité, et l'intervention n'aurait pas été humiliée comme elle le fut à la Soledad. Les faits qui vont suivre prouvent que cette marche directe sur Mexico était possible, facile même, et qu'elle aurait dû avoir lieu de suite, quoiqu'elle ne fût pas spécifiée dans les ordres donnés aux représentants des trois puissances. Si ces représentants n'avaient dû prendre aucune initiative, à quoi leur servaient les pleins pouvoirs qu'on leur avait donnés, et dans quel but leur aurait-on donné des pleins pouvoirs, s'ils ne devaient suivre que la lettre de leurs instructions ?

FIN DU TOME PREMIER.





